

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CVI

1930-1931

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIERES

	Pages
N° 2434. — Finlande et Suède.	
Arrangement concernant les échanges postaux et Règlement d'exécution y annexé. Signés à Stockholm, le 14 mai 1930... ..	9
N° 2435. — Egypte et France.	
Echange de notes comportant un accord entre la Syrie et le Liban et l'Egypte sur les dispositions à prendre contre la dengue. Paris, le 13 juin 1930... ..	39
N° 2436. — Allemagne et Bulgarie.	
Convention consulaire avec protocole final, signés à Sofia, le 4 juin 1929, et échange de notes y relatif de la même date	49
N° 2437. — Allemagne, Belgique et France.	
Accord sur l'amnistie d'évacuation des territoires rhénans, avec procès-verbal de signature, signés à Coblenz, le 5 octobre 1929, et procès-verbal, signé à Wiesbaden, le 24 janvier 1930	85
N° 2438. — Allemagne et France.	
Accord concernant la cessation de la liquidation des biens allemands. Signé à Paris, le 31 décembre 1929	93
N° 2439. — Allemagne et Italie.	
Accord concernant le règlement définitif des questions encore pendantes résultant de la Partie X du Traité de Versailles, signé à La Haye, le 20 janvier 1930, et échange de notes y relatif de la même date	109
N° 2440. — Allemagne et Etats-Unis d'Amérique.	
Accord concernant la dette de guerre de l'Allemagne envers les Etats-Unis d'Amérique, avec annexes. Signé à Washington, le 23 juin 1930	121

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CVI

1930-1931

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2434. — Finland and Sweden.	
Agreement relating to Postal Communication and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Stockholm, May 14, 1930... ..	9
No. 2435. — Egypt and France.	
Exchange of Notes constituting an Agreement between Syria and Lebanon and Egypt regarding the Measures to be taken against Dengue. Paris, June 13, 1930... ..	39
No. 2436. — Germany and Bulgaria.	
Consular Convention, with Final Protocol, signed at Sofia, June 4, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	49
No. 2437. — Germany, Belgium and France.	
Agreement for an Amnesty on the occasion of the Evacuation of the Rhineland, with Protocol of Signature, signed at Coblenz, October 5, 1929, and Protocol signed at Wiesbaden, January 24, 1930	85
No. 2438. — Germany and France.	
Agreement regarding the Discontinuance of the Liquidation of German Property. Signed at Paris. December 31, 1929	93
No. 2439. — Germany and Italy.	
Agreement regarding the Final Settlement of the Questions resulting from Part X of the Treaty of Versailles which are still pending, signed at The Hague, January 20, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	109
No. 2440. — Germany and United States of America.	
Agreement regarding the War Debt of Germany to the United States of America, with Annexes. Signed at Washington, June 23, 1930	121

	Page
N° 2441. — Estonie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Belgrade, le 1er février 1928	139
N° 2442. — Estonie et Norvège.	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Oslo, le 3 avril 1930	147
N° 2443. — Danemark et Estonie.	
Convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs. Signée à Copenhague, le 13 mai 1930	159
N° 2444. — Estonie et Lettonie.	
Convention concernant les câbles sous-marins entre les deux pays. Signée à Riga, le 20 décembre 1929	173
N° 2445. — Italie et Roumanie.	
Traité de commerce et de navigation avec protocole final, échange de notes relatif à l'article 12, paragraphe a) de ce traité, protocole concernant la matière des chemins de fer et protocole concernant le régime des importations et exportations. Signés à Rome, le 25 février 1930	179
N° 2446. — Italie et Roumanie.	
Echange de notes relatif au régime des sociétés. Rome, le 25 février 1930	225
N° 2447. — Italie et Roumanie.	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la suppression de la légalisation des certificats d'origine. Rome, le 25 février 1930	231
N° 2448. — Roumanie et Suède.	
Arrangement commercial signé à Bucarest, le 26 juillet 1930, et échange de notes prorogeant l'arrangement, Bucarest, les 14 et 21 mars 1931	237
N° 2449. — Perse et Turquie.	
Traité d'amitié et de sécurité, signé à Téhéran, le 22 avril 1926, avec protocole annexé, signé à Téhéran, le 15 juin 1928	247
N° 2450. — Hedjaz, Nedjed et Dépendances et Perse.	
Traité d'amitié. Signé à Téhéran, le 24 août 1929	269
N° 2451. — Estonie et Suède.	
Convention d'extradition des malfaiteurs et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Stockholm, le 20 janvier 1930	279
N° 2452. — Chine et Japon.	
Accord réglant les relations douanières entre les deux pays, signé à Nankin, le 6 mai 1930, et échange de notes y relatif de la même date	295

- No. 2441. — Estonia and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.**
 Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Belgrade, February 1, 1928 139
- No. 2442. — Estonia and Norway.**
 Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Oslo, April 3, 1930 147
- No. 2443. — Denmark and Estonia.**
 Convention for the reciprocal Extradition of Criminals. Signed at Copenhagen, May 13, 1930 159
- No. 2444. — Estonia and Latvia.**
 Convention concerning the Submarine Cables between the two Countries. Signed at Riga, December 20, 1929 17
- No. 2445. — Italy and Roumania.**
 Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, Exchange of Notes relating to Article 12, Paragraph a) of this Treaty, Protocol concerning Railway Matters and Protocol concerning the Import and Export Régime. Signed at Rome, February 25 1930 179
- No. 2446. — Italy and Roumania.**
 Exchange of Notes regarding the Régime of Companies. Rome, February 25, 1930 225
- No. 2447. — Italy and Roumania.**
 Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of the Legalisation of Certificates of Origin. Rome, February 25, 1930 231
- No. 2448. — Roumania and Sweden.**
 Commercial Agreement, signed at Bucharest, July 26, 1930, and Exchange [of Notes prorogating the Agreement. Bucharest, March 14 and 21, 1931 237
- No. 2449. — Persia and Turkey.**
 Treaty of Friendship and Security, signed at Teheran, April 22, 1926, with [Protocol annexed thereto, signed at Teheran, June 15, 1928 247
- No. 2450. — Hejaz, Nejd and Dependencies and Persia.**
 Treaty of Friendship. Signed at Teheran, August 24, 1929... .. 269
- No. 2451. — Estonia and Sweden.**
 Convention regarding the Extradition of Criminals and Legal Cooperation in Criminal Matters. Signed at Stockholm, January 20, 1930 279
- No. 2452. — China and Japan.**
 Agreement regulating Customs Relations between the two Countries, signed at Nanking, May 6, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date 295

	Pages
N° 2453. — Afghanistan et Perse.	
Echange de notes comportant un accord concernant les commissaires de frontière. Téhéran, les 25 et 26 juin 1928	321
N° 2454. — Estonie et Hongrie.	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Tallinn, le 27 novembre 1929	331
N° 2455. — Belgique et Yougoslavie.	
Convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signée à Belgrade le 25 mars 1930	343
N° 2456. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Siam.	
Accord entre l'administration des postes du Siam et l'administration des postes des Straits Settlements concernant l'échange des colis grevés de remboursement, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Kuala-Lumpur, le 21 mars 1930 et à Bangkok, le 29 mars 1930... ..	363
N° 2457. — Etats-Unis d'Amérique et Autriche.	
Convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Vienne, le 31 janvier 1930 et échange de notes, de la même date	379
N° 2458. — Danemark et Suède.	
Echange de notes comportant un arrangement concernant le service des brise-glaces dans le Sund (Oresund) et certains parages limitrophes. Copenhague, le 3 septembre 1930 ...	397
N° 2459. — Italie et Roumanie.	
Convention sanitaire vétérinaire, avec protocole final. Signés à Rome, le 25 février 1930	423
N° 2460. — Egypte et Hongrie.	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, le 4 juin 1930, et Berne, le 12 juin 1930	437
N° 2461. — Bulgarie et Grèce :	
Convention d'extradition, avec protocole additionnel. Signé à Sofia, le 21 février 1929	443
N° 2462. — France et Luxembourg :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Paris, le 20 octobre 1927	457
N° 2463. — Etats-Unis d'Amérique et Luxembourg :	
Traité de conciliation. Signé à Luxembourg, le 6 avril 1929	469
N° 2464. — Etats-Unis d'Amérique et Luxembourg :	
Traité d'arbitrage. Signé à Luxembourg, le 6 avril 1929	475
N° 10 B. — Etats-Unis d'Amérique et Mexique.	
Convention relative à la protection des intérêts de l'élevage par l'application de mesures préventives contre les maladies infectieuses et contagieuses. Signée à Washington le 16 mars 1928	481

	Page
No. 2453. — Afghanistan and Persia.	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Frontier Commissioners. Teheran, June 25 and 26, 1928	321
No. 2454. — Estonia and Hungary.	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Tallinn, November 27, 1929... ..	331
No. 2455. — Belgium and Yugoslavia.	
Convention of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Belgrade, March 25, 1930	343
No. 2456. — Great Britain and Northern Ireland and Siam.	
Agreement for the Exchange of Cash-on-Delivery Parcels between the Postal Administration of Siam and the Postal Administration of the Straits Settlements, and Detailed Regula- tions annexed thereto. Signed at Kuala Lumpur, March 21 1930, and at Bangkok, March 29, 1930	363
No. 2457. — United States of America and Austria.	
Convention regarding the reciprocal Extradition of Criminals, signed at Vienna, January 31 1930, and Exchange of Notes of the same date... ..	379
No. 2458. — Denmark and Sweden.	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Service of Ice-Breakers in the Sund (Oresund) and in certain neighbouring Parts. Copenhagen, September 3, 1930	397
No. 2459. — Italy and Roumania.	
Sanitary and Veterinary Convention, with Final Protocol. Signed at Rome, February 25, 1930	423
No. 2460. — Egypt and Hungary.	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, June 4, 1930 and Berne, June 12, 1930	437
No. 2461. — Bulgaria and Greece :	
Extradition Convention, with Additional Protocol. Signed at Sofia, February 21, 1929	443
No. 2462. — France and Luxemburg :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Paris, October 20, 1927	457
No. 2463. — United States of America and Luxemburg :	
Treaty of Conciliation. Signed at Luxemburg, April 6, 1929	469
No. 2464. — United States of America and Luxemburg :	
Treaty of Arbitration. Signed at Luxemburg, April 6, 1929	475
No. 10^B. — United States of America and Mexico.	
Convention with regard to safeguarding Livestock Interests through the prevention of Infectious and Contagious Diseases. Signed at Washington, March 16, 1928	481

N° 2434.

FINLANDE ET SUÈDE

Arrangement concernant les échanges postaux et Règlement d'exécution y annexé. Signés à Stockholm, le 14 mai 1930.

FINLAND AND SWEDEN

Agreement relating to Postal Communication and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Stockholm, May 14, 1930.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 2434. — SOPIMUS¹ SUOMEN JA RUOTSIN VÄLISESTÄ POSTIN-
VAIHDOSTA. ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA 14 PÄIVÄNÄ
TOUKOKUUTA 1930.

*Textes officiels finnois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 20 août 1930.*

SUOMEN ja RUOTSIN POSTIHALLINNOT ovat, niille annettujen valtuutusten nojalla, sopineet seuraavista mainittujen maiden välistä postinvaihtoa koskevista erikoismääräyksistä.

I Artikla.

Yleisiä määräyksiä.

1. Kumpikin postilaitos huolehtii postinkuljetuksesta omalta alueeltaan toiseen maahan ja kustantaa sen. Postihallintojen kesken erityisesti sopien voidaan tästä kuitenkin toisin määrätä.

2. Postinkuljetuksen tapahtuessa meritse tulee vastaanottavan postilaitoksen huolehtia postin kuljettamisesta maihintulopaikalta asianomaiseen postitoimipaikkaan sekä kustantaa se.

3. Sellaisen kirjelähetyksen frankkeeraamiseen, joka on toisesta maasta saapuneessa kirjelaatikossa ja jota ei ole aikaisemmin postissa käsitelty, hyväksytään kummankin maan postimaksumerkit.

2 Artikla.

Kirjelähetysten maksut.

1. Kirjeen kuljetusmaksu maasta toiseen on :

	Suomessa	Ruotsissa
jos paino ei ole yli 20 gramman	1 markka 50 penniä	15 äyriä
jos paino on yli 20, mutta ei yli 125 gramman	3 markkaa — »	30 »
jos paino on yli 125, mutta ei yli 250 gramman	4 » 50 »	45 »
jos paino on yli 250, mutta ei yli 500 gramman	6 » — »	60 »

Kirje, jonka paino on yli 500 gramman, mutta ei yli 2 kilogramman (kansainvälinen enimmäyspaino), taksoitetaan kokonaisuudessaan maailmanpostisopimuksen mukaan.

	Suomessa	Ruotsissa
2. Yksinkertaisen postikortin (brevkort) kuljetusmaksu on .	1 markka — penniä	10 äyriä
postikortin (brevkort) maksettuine vastauksineen	2 markkaa — »	20 »

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1930.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2434. — AVTAL¹ ANGÅENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN FINLAND OCH SVERIGE. UNDERTECKNAT I STOCKHOLM, DEN 14 MAY 1930.

Finnish and Swedish official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place August 20, 1930.

POSTFÖRVALTNINGARNA I FINLAND och SVERIGE hava, i kraft av dem meddelade bemyndiganden, träffat avtal om följande särskilda bestämmelser angående postutväxlingen mellan nämnda länder.

*Artikel 1.**Allmänna bestämmelser.*

1. Vartdera postverket besörjer och bekostar befordringen av post från dess område till det andra landet. Genom särskild överenskommelse mellan postförvaltningarna kan emellertid härom annorlunda bestämmas.

2. När postbefordran sker sjöledes, skall postens fortskaffande från landningsstället till vederbörande postanstalt besörjas och bekostas av det mottagande postverket.

3. Till frankering av brev försändelse, som finnes i en från det ena landet ankommen brevlåda utan att förut hava postbehandlats, godkännas bägge ländernas frankotecken.

*Artikel 2.**Avgifter för brev försändelser.*

1. Befodringsavgiften för brev från det ena landet till det andra utgör :

	i Finland	i Sverige
om vikten icke överstiger 20 gram	1 mark 50 penni	15 öre
om vikten överstiger 20 men ej 125 gram	3 » — »	30 »
om vikten överstiger 125 men ej 250 gram	4 » 50 »	45 »
om vikten överstiger 250 men ej 500 gram	6 » — »	60 »

Brev, i vikt överstigande 500 gram men ej 2 kilogram (den internationella maximivikten), taxeras i sin helhet enligt världspostkonventionen.

	i Finland	i Sverige
2. Befodringsavgiften för enkelt postkort (brevkort) utgör	1 mark —	10 öre
för postkort (brevkort) med betalt svar	2 » —	20 »

¹ Came into force July 1, 1930.

3. Alin maksu asiakirjoja sisältävästä ristisidelähetyksestä on yhtä suuri kuin tässä artiklassa määrätty kuljetusmaksu kirjeestä, joka ei paina yli 20 gramman.

4. Frankkeeraamattomasta tai riittämättömästi frankkeeratusta, enintään 500 gramman painoisesta kirjeestä tai postikortista (brevkort) kannetaan puuttuvan kuljetusmaksun kaksinkertainen määrä siten kuin postihallinnot lähemmin sopivat.

Samat määräykset ovat voimassa muista riittämättömästi frankkeeratuista kirjelähetyksistä, jotka epähuomiossa ovat lähetetyt osoitemaahan.

5. Kirjaamismaksu on Suomessa 1 markka 50 penniä ja Ruotsissa 20 äyriä.

3 Artikla.

Vakuutetut kirjeet.

1. Vakuutetusta kirjeestä maasta toiseen on, paitsi kuljetus- ja kirjaamismaksuja 2 artiklan 1 ja 5 kohdan mukaan, suoritettava vakuutusmaksu, joka on :

Suomessa 40 penniä kultakin 1,000 markan määrältä tai sen osalta,
Ruotsissa 10 äyriä kultakin 300 kruunun määrältä tai sen osalta.

2. Vakuutetussa kirjeessä voidaan, lähtömaan kotimaisten määräysten mukaan, lähettää myös kovaa rahaa.

4 Artikla.

Pikamaksu.

Pikamaksu muista lähetyksistä kuin paketeista on Suomessa 4 markkaa ja Ruotsissa 30 äyriä.

5 Artikla.

Postin kautta tilatut sanomalehdet ja aikakauskirjat.

1. Sanomalehti tai aikakauskirja, jota julkaistaan toisessa maassa, on pidettävä tilaajan saatavana toisessa maassa samasta maksusta kuin postitilaaja julkaisumaassa suorittaa, kuitenkin huomioonottaen, ettei postimaksu missään tapauksessa saa olla tilauskaudelta pienempi kuin 1 markka 50 penniä Suomessa julkaistulta sanomalehdeltä ja 20 äyriä Ruotsissa julkaistulta sanomalehdeltä.

Postimaksu jaetaan tasan julkaisu- ja osoitemaan kesken.

2. Riippumatta kansainvälisessä sanomalehtisopimuksessa mainitusta menettelystä sanomalehtitilausta siirrettäessä, voidaan postin kautta toisessa maassa tilatum, Suomessa tai Ruotsissa ilmestyvän sanomalehden tai aikakauskirjan jakelu etukäteen suritetusta maksusta, joka on Suomessa 4 markkaa ja Ruotsissa 50 äyriä, siirtää toisessa maassa sijaitsevasta paikasta paikkaan toisessa maassa. Maksu lankeaa sille postilaitokselle, joka sen on kantanut.

Samat määräykset ovat voimassa siirrettäessä tanskalaista tai norjalaista sanomalehteä toisessa maassa sijaitsevasta paikasta paikkaan toisessa maassa.

Siirrettäessä sanomalehteä toisesta paikasta toiseen saman maan postialueella ovat tämän maan kotimaiset määräykset voimassa.

3. Lägsta avgiften för en korsbandsförsändelse, innehållande affärshandlingar, är lika med den i denna artikel bestämda befodringsavgiften för ett brev, som i vikt icke överstiger 20 gram.

4. För ofrankerat eller otillräckligt frankerat brev om högst 500 gram eller postkort (brevkort) upptages dubbla beloppet av den felande befodringsavgiften på det sätt, som mellan postförvaltningarna närmare avtalas.

Samma bestämmelser gälla beträffande andra otillräckligt frankerade brevörsändelser, som av misstag översänts till adresslandet.

5. Rekommendationsavgiften utgör i Finland 1 mark 50 penni och i Sverige 20 öre.

Artikel 3.

Assurerade brev.

1. För assurerat brev från det ena landet till det andra skall, förutom befodrings- och rekommendationsavgifter enligt art. 2, mom. 1 och 5, erläggas en assurancesavgift, som utgör i Finland 40 penni för varje belopp av 1,000 mark eller del därav, i Sverige 10 öre för varje belopp av 300 kronor eller del därav.

2. I assurerat brev kunna, enligt avgångslandets inrikes bestämmelser, försändas jämväl myntstycken.

Artikel 4.

Expressavgift.

Expressavgiften för andra försändelser än paket utgör i Finland 4 mark och i Sverige 30 öre.

Artikel 5.

Postabonnerade tidningar och tidskrifter.

1. Tidning eller tidskrift, som utgives i det ena landet, skall tillhandahållas abonnent i det andra landet mot samma betalning, som erlägges av postabonnent i utgivningslandet, dock med iakttagande av att postavgiften i intet fall må utgå med mindre belopp per abonnemangstermin än 1 mark 50 penni för tidning utgiven i Finland och 20 öre för tidning utgiven i Sverige.

Postavgiften delas lika mellan utgivnings- och adressländerna.

2. Oavsett det i det internationella tidningsavtalet omförmälda tillvägagåendet vid överflyttning av tidningsabonnemang, kan utdelning av i Finland eller Sverige utkommande tidning eller tidskrift, på vilken postabonnerats i ettdera av länderna, mot en avgift i förskott av 4 mark i Finland och 50 öre i Sverige överflyttas från ort i det ena landet till ort i det andra landet. Avgiften tillfaller det postverk, som uppburit densamma.

Samma bestämmelser gälla för överflyttning från ort i det ena landet till ort i det andra landet av dansk eller norsk tidning.

I fråga om överflyttning av tidning från en ort till en annan inom samma lands postområde gälla detta lands inrikes bestämmelser.

6 Artikla.

Pakettien kuljetus- ja vakuutusmaksut.

1. Kuljetusmaksun paketista maasta toiseen (valtioiden väliset paketit) tulee — siihen lisättyinä sattuvissa tapauksissa 2 kohdassa vahvistettu merikuljetusmaksu — olla :

jos paino ei ole yli 1 kilogramman	1 frangi	50 senttiimiä
jos paino on yli 1, mutta ei yli 3 kilogramman	2 frangia	— »
jos paino on yli 3, mutta ei yli 5 kilogramman	2 »	50 »
jos paino on yli 5, mutta ei yli 10 kilogramman	5 »	— »
jos paino on yli 10, mutta ei yli 15 kilogramman	10 »	— »
jos paino on yli 15, mutta ei yli 20 kilogramman	14 »	— »

2. Suomen ja Ruotsin välillä meritse kuljetettavasta paketista lasketaan 1 kohdassa mainittu merikuljetusmaksu, joka on :

jos paino ei ole yli 1 kilogramman	15 senttiimiä
jos paino on yli 1, mutta ei yli 3 kilogramman	20 »
jos paino on yli 3, mutta ei yli 5 kilogramman	25 »
jos paino on yli 5, mutta ei yli 10 kilogramman	50 »
jos paino on yli 10, mutta ei yli 15 kilogramman	75 »
jos paino on yli 15, mutta ei yli 20 kilogramman	100 »

3. Kiireisestä kuljetuksesta koroitetaan edellä 1 kohdassa mainitut maksut 100 prosentilla.

4. Tilaaottavista paketeista koroitetaan 1—3 kohdissa vahvistetut maksut 50 prosentilla.

5. Vakuutetusta paketista kannetaan, paitsi kuljetusmaksua, vakuutusmaksu kuten vakuutetusta kirjeestä sekä toimitusmaksu, joka on : Suomessa 1 marka 75 penniä ja Ruotsissa 20 äyriä.

6. Kuljetusmaksut jaetaan tasan Suomen ja Ruotsin kesken, pyöristämällä määrät sattuvissa tapauksissa postihallintojen sopimuksen mukaisesti.

Vakuutusmaksu lankeaa kokonaisuudessaan lähtömaalle.

7 Artikla.

Maksu saantitodistuksesta ja tiedustelusta.

Maksu saantitodistuksesta on — mikäli todistusta pyydetään samalla kuin lähetys postiin jätetään — yhtä suuri kuin kuljetusmaksu sopimuksen mukaan kirjeen alimmalta painoerältä.

Kyseellisen maksun kaksinkertainen määrä kannetaan saantitodistuksesta, jota pyydetään lähetyksen postiinjättämisen jälkeen samoinkuin kaikenlaatuisten postilähetyksen tiedustelusta.

8 Artikla.

Kirjelähetyksen sekä sanomalehtien ja aikakauskirjojen kauttakuljetus.

1. Kirjeistä ja postikorteista (brevkort), joita erikoissopimusten perusteella vaihdetaan Suomen ja Tanskan tai Suomen ja Norjan välillä Ruotsin kautta, suoritetaan korvausta kauttakuljetuksesta puolet siitä määrästä, mikä olisi suoritettava yleisten kansainvälisten perusteiden mukaan.

Kirjelähetyksistä (postin kautta tilatut sanomalehdet ja aikakauskirjat niihin luettuina), joita keskenään vaihtavat toisen maan postitoimipaikat ja jotka kuljetetaan toisen maan alueen kautta tai tämän maan meripostilinjoilla, ei lasketa mitään kauttakulkukorvausta.

2. Postin kautta tilatuista sanomalehdistä ja aikakauskirjoista, jotka julkaistaan Suomessa tai Tanskassa tai Norjassa ja jotka säännöllisesti lähetetään Suomesta kahteen viime mainittuun

Artikel 6.

Befordrings- och assurancesavgifter för paket.

1. Befordringsavgiften för paket från det ena landet till det andra (mellanriks paket) skall — med tillägg i förekommande fall av den i mom. 2 fastställda sjöbefordringsavgiften — utgöra :

om vikten icke överstiger 1 kilogram	1 franc 50 centimes
om vikten överstiger 1 men ej 3 kilogram	2 francs — »
om vikten överstiger 3 men ej 5 kilogram	2 » 50 »
om vikten överstiger 5 men ej 10 kilogram	5 » — »
om vikten överstiger 10 men ej 15 kilogram	10 » — »
om vikten överstiger 15 men ej 20 kilogram	14 » — »

2. Den i mom. 1 omnämnda sjöbefordringsavgiften beräknas för paket, som befordras sjöledes mellan Finland och Sverige, och utgör :

om vikten icke överstiger 1 kilogram	15 centimes
om vikten överstiger 1 men ej 3 kilogram	20 »
om vikten överstiger 3 men ej 5 kilogram	25 »
om vikten överstiger 5 men ej 10 kilogram	50 »
om vikten överstiger 10 men ej 15 kilogram	75 »
om vikten överstiger 15 men ej 20 kilogram	100 »

3. För ilbefordran höjas de i mom. 1 här ovan angivna avgifterna med 100 %.

4. För skrymmande paket höjas de i mom. 1—3 fastställda avgifterna med 50 %.

5. För assurerat paket utgår, förutom befordringsavgift, assurancesavgift såsom för assurerat brev samt en expeditionsavgift, vilken skall utgå med : i Finland 1 mark 75 penni och i Sverige 20 öre.

6. Befordringsavgifterna delas lika mellan Finland och Sverige, med beloppens avrundning i förekommande fall efter överenskommelse mellan postförvaltningarna.

Assurancesavgiften tillfaller i sin helhet avgångslandet.

Artikel 7.

Avgift för mottagningsbevis och reklamation.

Avgiften för mottagningsbevis är — därest beviset begäres samtidigt med försändelsens inlämnande — lika med den befordringsavgift, som enligt avtalet utgår för brev i den lägsta viktsatsen.

Dubbla beloppet av ifrågavarande avgift utgår för mottagningsbevis, som begäres efter försändelsens inlämnande ävensom för reklamation av postförsändelser av alla slag.

Artikel 8.

Transit av brevörsändelser samt tidningar och tidskrifter.

1 För brev och postkort (brevkort), som på grund av särskilda avtal utväxlas mellan Finland och Danmark eller mellan Finland och Norge, i transit genom Sverige, erlägges ersättning för transitbefordringen med hälften av det belopp, som skulle utgå enligt allmänt internationella grunder.

För brevörsändelser (postabonnerade tidningar och tidskrifter däri inbegripna), som utväxlas mellan postanstalter i det ena landet och som befordras över det andra landets område eller med detta lands sjöpostlinjer, beräknas icke någon transittersättning.

2. För postabonnerade tidningar och tidskrifter, som utgivas i Finland eller Danmark eller Norge och som regelbundet sändas till sistnämnda båda länder från Finland och vice versa, i

maahan tai painvastoin Ruotsin kautta, on Ruotsin postilaitokselle suoritettava kauttakulkukorvausta 20 sentiimiä neljännekseltä tai neljänneksen osalta sanomalehdeltä tai aikakauskirjalta, joka ilmestyy useammin kuin kerran viikossa, muussa tapauksessa 10 sentiimiä neljännekseltä tai neljänneksen osalta. Tarkemmat määräykset tämän korvauksen laskemisesta vahvistavat postihallinnot.

9 Artikla.

Paketti-postin kauttakuljetus.

1. Paketeista, joita Ruotsin postilaitoksen välityksellä vaihdetaan toiselta puolen Suomen sekä toiselta puolen Tanskan tai Norjan välillä näiden maiden kesken tehtyjen erikoissopimusten nojalla, tulee Ruotsille korvausta maakauttakuljetuksesta seuraavat määrät :

a) kuljettaessa avopostein,	
jos paino ei ole yli 1 kilogramman	25 sentiimiä
jos paino on yli 1, mutta ei yli 3 kilogramman	35 »
jos paino on yli 3, mutta ei yli 5 kilogramman	50 »
jos paino on yli 5, mutta ei yli 10 kilogramman	90 »
jos paino on yli 10, mutta ei yli 15 kilogramman	150 »
jos paino on yli 15, mutta ei yli 20 kilogramman	200 »

b) kuljettaessa suljetuin postein 10 sentiimiä kilogrammalta tai sen osalta.

2. Ensimmäisessä kohdassa mainituista paketeista, jotka kuljetetaan meritse Suomen ja Ruotsin välillä, lasketaan edellämainitun korvauksen lisäksi merikuljetusmaksu, jota avopostein kuljettaessa kannetaan 6 art. 2 kohdassa vahvistetut määrät sekä kuljettaessa suljetuin postein 5 sentiimiä kilogrammalta tai sen osalta. Nyt mainitut merikuljetusmaksut jaetaan tasan Suomen ja Ruotsin kesken, pyöristämällä määrät sattuvissa tapauksissa sopimuksen mukaisesti postihallintojen kesken.

3. Kiireisestä kuljetuksesta koroitetaan edellä 1 kohd. mainittu korvaus 100 prosentilla.

4. Avopostein kuljetettavista tilaottavista paketeista koroitetaan edellä 1—3 kohdissa mainitut maksut kuljetuksesta avopostein 50 prosentilla, pyöristämällä määrät sattuvissa tapauksissa sopimuksen mukaisesti postihallintojen kesken.

5. Korvaus kuljetuksesta suljetuin postein lasketaan samaan postiin kuuluvien pakettien yhteenlasketun painon mukaan.

6. Vakuutetusta paketista, joka vaihdetaan tämän artiklan määräysten nojalla, ei Ruotsille tule mitään osuutta vakuutusmaksusta.

10 Artikla.

Tilitys.

Postilaitosten tämän sopimuksen perusteella johtuvien keskinäisten saatavien tilitys tehdään tavalla, josta postihallintojen kesken sovitaan.

11 Artikla.

Vastuunalaisuus.

1. Riippumatta siitä korvauksesta, joka yleisten kansainvälisten määräysten mukaan maksetaan hukkaantuneesta kirjatusta kirjeestä, on kirjatun kirjeen lähettäjä, kun kirje on ollut sinetöity vakuutetuista kirjeistä voimassa olevien määräysten mukaisesti, oikeutettu, jos kirjeen sisältö on kokonaan tai osaksi anastettu tai muutoin vahingoittunut lähetyksen ollessa postilaitoksen huostassa, saamaan anastuksen tai vahingon todellista arvoa vastaavan korvauksen, ellei syynä anastukseen tai vahinkoon ole ollut lähettäjän vika tai laiminlyönti taikka lähetyksen oma laatu. Vahingonkorvaus ei kuitenkaan missään tapauksessa saa olla sitä määrää suurempi, mikä yleisessä kansainvälisessä vaihdossa suoritetaan hukkaantuneesta kirjatusta lähetyksestä.

transit genom Sverige, skall till svenska postverket erläggas en transitorsättning av 20 centimes per kvartal eller del av kvartal för tidning eller tidskrift, som utkommer oftare än en gång i veckan, i annat fall av 10 centimes per kvartal eller del av kvartal. De närmare reglerna för denna ersättnings beräknande fastställas av postförvaltningarna.

Artikel 9.

Transit av paketpost.

1. För paket, som genom svenska postverkets förmedling utväxlas mellan Finland å ena sidan samt Danmark eller Norge å andra sidan, på grund av mellan dessa länder träffade särskilda avtal, tillkommer Sverige landtransitorsättning med följande belopp:

a) vid befordran i öppen transit,		
om vikten icke överstiger 1 kilogram		25 centimes
om vikten överstiger 1 men ej 3 kilogram		35 »
om vikten överstiger 3 men ej 5 kilogram		50 »
om vikten överstiger 5 men ej 10 kilogram		90 »
om vikten överstiger 10 men ej 15 kilogram		150 »
om vikten överstiger 15 men ej 20 kilogram		200 »

b) vid befordran i sluten transit, 10 centimes per kilogram eller del därav.

2. För de i mom. 1 omnämnda paket, som befordras sjöledes mellan Finland och Sverige, beräknas utöver ovan angivna ersättning en sjöbefordringsavgift, som vid befordran i öppen transit utgår med de i art. 6 mom. 2 fastställda belopp samt vid befordran i sluten transit med 5 centimes per kilogram eller del därav. Nu nämnda sjöbefordringsavgifter delas lika mellan Finland och Sverige, med beloppens avrundning i förekommande fall efter överenskommelse mellan postförvaltningarna.

3. För ilbefordran höjes den i mom. 1 här ovan angivna ersättningen med 100 %.

4. För skrymmande paket, som befordras i öppen transit, höjas de i mom. 1—3 här ovan för öppen transit angivna avgifterna med 50 %, med beloppens avrundning i förekommande fall efter överenskommelse mellan postförvaltningarna.

5. Ersättningen för befordran i sluten transit beräknas efter den sammanlagda vikten av de till en sändning hörande paket.

6. För assurerat paket, som utväxlas på grund av bestämmelserna i denna artikel, tillkommer icke Sverige någon andel i assurancesavgiften.

Artikel 10.

Avräkning.

Avräkning över postverkens på grund av detta avtal uppkommande ömsesidiga tillgodohavanden försiggår på sätt varom mellan postförvaltningarna överenskommes.

Artikel 11.

Ansvarighet.

1. Oavsett den ersättning, som enligt allmänt internationella bestämmelser utbetalas för rekommenderat brev, vilket gått förlorat, är avsändaren av ett rekommenderat brev, som varit förseglat enligt de för assurerade brev gällande föreskrifter, berättigad att, om brevet helt eller delvis berövats sitt innehåll eller på annat sätt skadats, medan försändelsen stått under postverkets vård, erhålla skadestånd, motsvarande verkliga värdet av tillgreppet eller skadan, såframt dessa ej förorsakats genom avsändarens fel eller försumlighet eller äro en följd av försändelsens egen beskaffenhet. Skadeståndet kan dock icke i något fall överstiga det belopp, som i den allmänt internationella utväxlingen utgår för en rekommenderad försändelse, som gått förlorat.

2. Se seikka, että valtioiden välisten lähetysten hukkaantumisen tai vahingoittumisen on aiheuttanut ylivoimainen tapahtuma (*force majeure*), ei vapauta postilaitoksia vastaamasta lähetyksistä.

3. Tähän artiklaan otetut määräykset postilaitosten vastuunalaisuudesta koskevat myöskin sellaisia lähetyksiä, joita erikoissopimusten nojalla vaihdetaan toiselta puolen Suomen ja toiselta puolen Tanskan tai Norjan välillä.

12 Artikla.

Rahalaji.

Ne maksut, jotka sopimuksessa ovat ilmoitetut frangeissa ja sentiimeissä, tarkoittavat kultafrangia, sellaisena kuin se on määrätty maailmanpostisopimuksessa.

Maksujen vahvistaminen kummankin maan rahassa tapahtuu kummassakin maassa vastaavaanlaatuista lähetyksistä kansainvälisessä vaihdossa voimassa olevan vasta-arvon mukaan. Postihallinnoilla on kuitenkin oikeus sopia maksumäärien pienehköistä tasoituksista.

13 Artikla.

Toimitusohjesääntö.

Postihallinnot ovat oikeutetut toimitusohjesäännössä tai kirjeenvaihdon kautta sopimaan niistä lähemmistä määräyksistä, jotka tämän sopimuksen soveltamista tai postinvaihdon edistämistä varten saattavat olla tarpeellisia.

14 Artikla.

Kansainvälisten määräysten soveltaminen.

Niissä tapauksissa, joista ei tässä sopimuksessa eikä mainitussa toimitusohjesäännössä ole mitään määräyksiä tai joista sopimusmaat eivät ole kirjeenvaihdon kautta erityisesti sopineet, noudatetaan yleisiä kansainvälisiä postisopimuksia niihin kuuluvine toimitusohjesääntöineen.

15 Artikla.

Konferenssit.

Sopimusmaiden edustajien tulee vuosittain kokoontua konferenssiin tarkastamaan tai täydentämään sopimusta sekä käsittelemään muita postikysymyksiä, jotka ovat maille yhteisesti tärkeitä.

16. Artikla.

Sopimuksen voimassaoloaika.

Tämä sopimus tulee voimaan 1 päivänä heinäkuuta 1930. Samalla lakkaa olemasta voimassa sopimus postinvaihdosta Suomen¹ ja Ruotsin välillä 19/22 päivältä toukokuuta 1922 myöhemmin tehtyine muutoksineen.

Sopimus on voimassa määräämättömän ajan ja voi kumpikin sopimuspuoli irtisanoa sen, jossa tapauksessa se lakkaa olemasta voimassa vuoden kuluttua irtisanomisesta.

Tehty kaksi kappaletta, kumpikin suomen- ja ruotsinkielellä, joista toisen kappaleen pitää Suomen Posti- ja lennätinhallitus ja toisen Ruotsin Kuninkaallinen Pääpostihallitus.

TUKHOLMASSA 14 päivänä toukokuuta 1930.

G. E. F. ALBRECHT.

Anders ÖRNE.

¹ Vol. XIV, page 297, de ce recueil.

2. Den omständigheten, att förlust eller skada beträffande mellanriks försändelser förorsakats genom oundvikliga naturförhållanden eller dylikt (force majeure), fritager icke postverken från ansvarighet för försändelserna.

3. De i denna artikel intagna bestämmelserna om postverkens ansvarighet gälla jämväl försändelser, som på grund av särskilda avtal utväxlas mellan Finland å ena sidan och Danmark eller Norge å andra sidan.

Artikel 12.

Myntslag.

De avgifter, som i avtalet äro uttryckta i francs och centimes, avse guldmyntet franc, sådant detta är bestämt i världspostkonventionen.

Fastställandet av avgifterna i vardera landets mynt sker i enlighet med den i varje land gällande ekvivalenten i den internationella utväxlingen för motsvarande slag av försändelser. Postförvaltningarna äga dock rätt att överenskomma om mindre jämkningar i avgiftsbeloppen.

Artikel 13.

Expeditionsreglemente.

Postförvaltningarna äga befogenhet att i ett expeditonsreglemente eller genom skriftväxling överenskomma om de närmare bestämmelser, som för tillämpning av detta avtal eller för postutväxlingens befrämjande kunna erfordras.

Artikel 14.

Tillämpning av internationella bestämmelser.

I de fall, för vilka någon föreskrift icke finnes meddelad i detta avtal eller i nyssnämnda expeditonsreglemente, eller beträffande vilka särskild överenskommelse icke blivit mellan de kontraherande länderna träffad genom skriftväxling, lända de allmänt internationella postfördragen med därtill hörande expeditonsreglementen till efterrättelse.

Artikel 15.

Konferenser.

Ombud för de kontraherande länderna skola årligen sammankomma till konferens för revision eller komplettering av avtalet samt för behandling av övriga postala frågor av gemensamt intresse för länderna.

Artikel 16.

Avtalets giltighetstid.

Detta avtal träder i kraft den 1 juli 1930. Samtidigt upphör avtalet angående postutväxlingen¹ mellan Finland och Sverige den 19/22 maj 1922 med senare vidtagna ändringar att gälla.

Avtalet gäller för obestämd tid och kan av vardera av de kontraherande parterna uppsägas, i vilket fall det upphör att gälla ett år efter uppsägningen.

Upprättat i två exemplar, vardera i finsk och svensk text, att behållas, det ena exemplaret av Post- och Telegrafstyrelsen i Finland och det andra av Kungl. Generalpoststyrelsen i Sverige.

STOCKHOLM, den 14 maj 1930.

G. E. F. ALBRECHT.

Anders ÖRNE.

¹ Vol, XIV, page 297, of this Series.

TOIMITUSOHJESÄÄNTÖ

SUOMEN JA RUOTSIN VÄLISTÄ POSTINVAIHTOA KOSKEVAAN SOPIMUKSEEN.

SUOMEN ja RUOTSIN POSTIHALLINNOT ovat sopineet siitä, että postinvaihdoissa kummankin maan välillä seuraavia erityisiä ohjesäännön määräyksiä on 1 päivästä heinäkuuta 1930 sovellettava.

1 §.

Hyväntekeväisyysmerkit.

Hyväntekeväisyysmerkkejä voidaan lähtömaan kotimaisten säännösten mukaisesti kiinnittää kirjelähetyksiin.

2 §.

Kirjelaatikossa saapuneiden lähetysten leimaaminen.

Sopimuksen 1 art. 3 kohdassa tarkoitettuun kirjelähetykseen painaa vastaanottava postilaitos erityisen leiman, josta ilmenee lähtömaa.

3 §.

Pakettipostin lähettäminen y. m.

1. Kiireiset paketit on pidettävä erillään muusta postista. Kiireisiä paketteja sisältävässä säkissä tulee olla selvä merkintä siitä, että se sisältää sellaisia paketteja.

2. Tilitys Ruotsin postilaitokselle kauttakuljetuksesta tulevasta korvauksesta paketeista, jotka suljetuin postein lähetetään Suomesta Tanskaan tai Norjaan ja päinvastoin, tapahtuu kuukautisten yhdistelmien perusteella, jotka osoitamaan vaihtopostitoimipaikka tekee erityisten kauttakuljetuskarttojen perusteella. Mainittu postitoimipaikka lähettää yhdistelmät kauttakuljetuskarttoineen Ruotsin postihallinnolle, joka huolehtii niiden merkitsemisestä tileihin.

3. Pakettikarttojen, kauttakuljetuskarttojen ja tulorekisterien kaavakkeet vahvistetaan lähemmän sopimuksen mukaan postihallintojen kesken.

4 §.

Postin luovuttaminen.

Posti luovutetaan, milloin kuljetus tapahtuu lautalla tai höyrylaivalla, aluksessa ja kun kuljetus tapahtuu kauttakulkevassa postivaunussa, tässä vaunussa.

5 §.

Sanomalehdet ja aikakauskirjat.

1. Sopimuksen 8 art. 2 kohdassa määrätty kauttakulkukorvaus sanomalehdistä ja aikakauskirjoista on suoritettava joka kerta viisivuotiskaudeksi määrättyllä kiinteällä vuotuisella maksulla.

Korvaus lasketaan ensi kerran vuodelta 1932 ja senjälkeen joka viides vuosi niiden sanomalehtien ja aikakauskirjojen yhteisen lukumäärän mukaan, jotka vuoden kuluessa ovat kulkenet

EXPEDITIONSREGLEMENTE

TILL AVTALET ANGÅENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN FINLAND OCH SVERIGE.

POSTFÖRVALTNINGARNA I FINLAND OCH SVERIGE HAVA ÖVERENSKOMMIT, ATT FÖR POSTUTVÄXLINGEN MELLAN DE BÅDA LÄNDERNA FÖLJANDE SÄRSKILDA REGLEMENTARISKA FÖRESKRIFTER SKOLA FRÅN OCH MED DEN 1 JULI -1930 TILLÄMPAS.

§ 1.

Välgörenhetsmärken.

Välgörenhetsmärken kunna i enlighet med avgångslandets inrikes bestämmelser anbringas å brev försändelser.

§ 2.

Stämpling av i brevlåda ankomna försändelser.

Brevförsändelse, som avses i avtalets art. 1 mom. 3, förses av det mottagande postverket med ett särskilt stämpelavtryck, som anger avgångslandet.

§ 3.

Expedition av paketsposten, m. m.

1. Ilpaket skola hållas skilda från den övriga posten. Säck, innehållande ilpaket, skall vara försedd med tydlig beteckning, att den innehåller sådana paket.

2. Avräkningen beträffande den svenska postverket tillkommande transitorsättningen för paket, som i sluten transit sändas från Finland till Danmark eller Norge och vice versa, sker efter månatliga sammandrag, som upprättas av den mottagande utväxlingspostanstalten i adresslandet efter uppgifterna å särskilda transitkartor. Nämda postanstalt översänder sammandragen jämte transitkartorna till svenska postförvaltningen, som ombesörjer deras upptagande i avräkning.

3. Formulär till paketkartor, transitkartor och ankomstregister fastställas efter närmare överenskommelse mellan postförvaltningarna.

§ 4.

Postens överlämnande.

Postens överlämnande sker, när befordringen verkställs med färja eller ångbåt, ombord och, när befordringen sker med genomgående postvagn, i denna.

§ 5.

Tidningar och tidskrifter.

1. Den i avtalets art. 8 mom. 2 stadgade transitorsättningen för tidningar och tidskrifter skall utgå med ett för en period av fem år varje gång bestämt fast årligt belopp.

Ersättningen uträknas första gången för år 1932 och därefter vart femte år, efter sammanlagda antalet tidningar och tidskrifter, som under årets lopp transiterat Sverige. Denna uträkning,

Ruotsin kautta. Tämä laskelma, jonka julkaisumaa laatii asianomaisen vuoden umpeen kuluttua, lähetetään todistettujen alkuperäisten neljänneslaskujen seuraamana Ruotsin postihallinnolle. Vuosittain suoritettava korvaus merkitään seuraavan vuoden ensimmäisen neljänneksen laskuun.

2. Postin kautta tilatun sanomalehden jakelun siirtoon nähden erityistä 4 markan tai 50 äyrin maksua vastaan noudatetaan seuraavaa.

Siirtoanomus on voimassa määrätystä päivästä toistaiseksi ja vastaanotetaan ainoastaan siinä tapauksessa, että siirtoa pyydetään yhteen paikkaan, jotavastoin anomusta ei vastaanoteta, kun siirtoa pyydetään samalla kertaa useampaan paikkaan peräkkäin.

Kirjallisen siirtoanomuksen lähettää siihenastisessa jakelupaikassa sijaitseva postitoimipaikka asianomaiselle oman maansa vaihtopostitoimipaikalle, joka viipymättä ilmoittaa siitä toisille postitoimipaikoille, joita siirto koskee. Ellei uuden jakelupaikan postiosoitteesta ole mitään epäilystä, lähetettäköön anomus sitäpaitsi, jos sen lähettäminen vaihtopostitoimipaikan kautta vain saattaa myöhästyttää siirtoa, eri ilmoituksin suoraan julkaisupaikan postitoimipaikalle.

Siirrosta menevä maksu tilitetään postimerkein, jotka kiinnitetään tehtyyn anomukseen.

6 §.

Kieli.

Kaiken kirjeenvaihdon postilaitosten kesken tulee tapahtua ruotsinkielellä.

Tehty kaksi kappaletta, kumpikin suomen- ja ruotsinkielellä, joista toisen kappaleen pitää Suomen Posti- ja lennätinhallitus ja toisen Ruotsin Kuninkaallinen Pääpostihallitus.

TUKHOLMASSA, 14 päivänä toukokuuta 1930.

G. E. F. ALBRECHT.

som efter utgången av vederbörande år verkställes av utgivningslandet, översändes, åtföljd av de attesterade kvartalsuppgifterna i huvudskrift, till svenska postförvaltningen. Den ersättning, som för varje år skall betalas, upptages i räkning för det följande årets första kvartal.

2. Beträffande överflyttning mot särskild avgift, 4 mark respektive 50 öre, av postabonnerad tidnings utdelning, iakttages följande.

Framställning om överflyttning skall gälla från viss dag tillsvidare och mottages endas när överflyttningen begäres till en ort, men däremot icke när den samtidigt begäres till flera orter efter varandra.

Den skriftliga framställningen om överflyttning sändes av postanstalten å den dittillsvarande utdelningsorten till vederbörande inländska utväxlingspostanstalt, vilken omedelbart underrättar de andra postanstalter, som beröras av överflyttningen. Därest tvekan icke råder angående den nya utdelningsortens postadress, må framställningen dessutom, såframt dess expedierande allenast genom utväxlingspostanstalten kan försena överflyttningen, direkt delgivas utgivningsortens postanstalt genom särskilt meddelande.

Avgiften för överflyttning redovisas med frimärken, som anbringas på den avlätna framställningen.

§ 6.

Språk.

All skriftväxling mellan postverken skall äga rum på svenska språket.

Upprättat i två exemplar, vardera i finsk och svensk text, att behållas, det ena exemplaret av Post- och Telegrafstyrelsen i Finland och det andra av Kungl. Generalpoststyrelsen i Sverige.

STOCKHOLM, *den 14 maj* 1930.

Anders ÖRNE.

¹ TRADUCTION.N^o 2434. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES ÉCHANGES POSTAUX ENTRE LA FINLANDE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 14 MAI 1930.

LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DE FINLANDE et DE SUÈDE, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés à cet effet, sont convenues des dispositions spéciales ci-après relatives aux échanges postaux entre lesdits pays.

*Article premier.**Dispositions générales.*

1. Chacune des deux administrations postales assurera par ses propres moyens et à ses frais le transport des courriers postaux de son territoire à destination de l'autre pays. Les deux administrations pourront, toutefois, prendre d'autres dispositions à cet égard par voie d'entente spéciale.

2. Lorsque les courriers postaux emprunteront la voie maritime, le transport entre le lieu de débarquement et le bureau de poste intéressé s'effectuera par les soins et aux frais de l'administration postale destinataire.

3. Les objets de correspondance reçus par l'un des deux pays dans une boîte aux lettres en provenance de l'autre, sans avoir été manipulés auparavant par un bureau de poste, seront considérés comme dûment affranchis s'ils portent les marques d'affranchissement de l'un quelconque des deux pays.

*Article 2.**Affranchissement des objets de correspondance.*

1. La taxe d'affranchissement applicable aux lettres expédiées d'un pays dans l'autre est fixée comme suit :

Poids :	En Finlande	En Suède
Jusqu'à 20 gr.	1 mark 50 penni	15 öre
Plus de 20 gr. jusqu'à 125 gr.	3 » — »	30 »
Plus de 125 gr. jusqu'à 250 gr.	4 » 50 »	45 »
Plus de 250 gr. jusqu'à 500 gr.	6 » — »	60 »

Pour les lettres d'un poids supérieur à 500 gr., mais ne dépassant pas 2 kg. (poids maximum international), la taxe sera calculée d'après le poids total, conformément à la Convention postale universelle.

	en Finlande	en Suède
2. La taxe applicable aux cartes postales simples est fixéé à	1 mark —	10 öre
et celle applicable aux cartes postales avec réponse payée à	2 » —	20 »

3. La taxe minimum applicable à un envoi sous bande contenant des papiers d'affaires est égale à celle qui est fixée au présent article pour les lettres dont le poids ne dépasse pas 20 gr.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2434. — AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND SWEDEN
RELATING TO POSTAL COMMUNICATION. SIGNED AT STOCK-
HOLM, MAY 14, 1930.

THE POST OFFICE AUTHORITIES IN FINLAND and SWEDEN have, in virtue of the authority conferred on them, concluded an Agreement regarding the following special provisions relating to postal communications between those countries.

*Article 1.**General Provisions.*

1. Each postal administration shall take charge of and bear the cost of the conveyance of mails from its own territory to the other country. By special agreement between the postal administrations, however, other provisions may be laid down on this subject.

2. When mails are carried by sea, their conveyance from the landing-place to the proper post-office shall be carried out by and at the cost of the postal administration which receives them.

3. For the franking of mails contained in letter boxes arriving from either country without having previously been dealt with by the postal authorities, the methods of franking employed in either country shall be accepted as valid.

*Article 2.**Rates of postage for correspondence sent by letter-post.*

1. The rates of postage for letters sent from either country to the other shall be as follows :

	Finland	Sweden
Weight not exceeding 20 gr.	1 mark 50 penni	10 öre
Weight exceeding 20 gr. but not exceeding 125 gr.	3 » — »	30 »
Weight exceeding 125 gr. but not exceeding 250 gr.	4 » 50 »	45 »
Weight exceeding 250 gr. but not exceeding 500 gr.	6 » — »	60 »

As regards letters weighing more than 500 gr. but not more than 2 kg. (the international maximum weight) the whole weight shall be charged for in accordance with the regulations laid down in the Universal Postal Convention.

	Finland	Sweden
2. The rate for :		
Single postcards shall be	1 mark	10 öre
Postcards with reply paid	2 marks	20 »

3. The minimum rate of postage for a packet containing commercial papers shall be the same as that fixed in this article for letters weighing not more than 20 gr.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. Les lettres d'un poids ne dépassant pas 500 grammes, ainsi que les cartes postales, qui ne sont pas affranchies, ou qui sont insuffisamment affranchies, donneront lieu à la perception d'une taxe égale au double de l'affranchissement manquant, selon les modalités fixées par les administrations des postes.

Les mêmes règles s'appliqueront à tous autres objets de correspondance insuffisamment affranchis qui, par erreur, auraient été acheminés vers le pays de destination.

5. La taxe de recommandation est fixée comme suit : en Finlande, 1 mark 50 penni ; en Suède, 20 öre.

Article 3.

Lettres avec valeur déclarée.

1. Les lettres avec valeur déclarée expédiées d'un pays dans l'autre acquitteront, en sus des taxes d'affranchissement et de recommandation conformes à l'article 2, alinéas 1 et 5, une taxe d'assurance fixée comme suit :

En Finlande, 40 penni par 1000 marks ou fraction de cette somme ;

En Suède, 10 öre par 300 couronnes ou fraction de cette somme.

2. Les espèces métalliques pourront également être expédiées par lettre avec valeur déclarée conformément à la réglementation intérieure du pays d'expédition.

Article 4.

Taxe d'express.

La taxe d'express, pour les envois autres que les colis, est fixée à 4 marks en Finlande et à 30 öre en Suède.

Article 5.

Abonnements postaux aux journaux et périodiques.

1. Les journaux et périodiques publiés dans l'un des deux pays seront livrés aux abonnés dans l'autre pays au prix fixé pour les abonnements postaux dans le pays d'origine, mais la taxe d'affranchissement ne sera en aucun cas inférieure, par période d'abonnement, à 1 mark 50 penni, pour les journaux édités en Finlande, et à 20 öre, pour les journaux édités en Suède.

Le montant de la taxe d'affranchissement sera partagé par moitié entre le pays d'origine et le pays de destination.

2. Indépendamment de la méthode prévue pour le transfert des abonnements dans l'Arrangement international concernant les journaux, les abonnements aux journaux et périodiques, souscrits par l'intermédiaire de l'administration des postes de l'un des deux pays, pourront être transférés d'une localité quelconque de l'un de ces pays à une localité quelconque de l'un des autres, contre versement préalable d'un droit fixé à 4 marks en Finlande et à 50 öre en Suède. Le montant de la taxe sera acquis à l'administration postale qui l'encaissera.

Les mêmes règles s'appliqueront au transfert des abonnements aux journaux norvégiens ou danois, entre un lieu situé dans l'un des deux pays et un lieu situé dans l'autre pays.

Le transfert d'un abonnement entre deux lieux situés tous deux dans la zone postale d'un même pays sera soumis à la réglementation intérieure de ce pays.

4. For unstamped or insufficiently stamped letters weighing not more than 500 gr., or for postcards, twice the unpaid amount shall be charged in the manner agreed upon by the postal administrations.

The same provisions shall apply to other insufficiently stamped correspondence sent by letter-post which has been despatched to the country of destination by mistake.

5. The charge for registration shall be : in Finland, 1 mark 50 penni, and in Sweden, 20 öre.

Article 3.

Letters of declared value.

1. For letters of declared value sent from either country to the other, the following charge for insurance shall be made in addition to the charge for postage and registration laid down in Article 2, points 1 and 5 :

Finland : 40 penni for every 1000 marks or part thereof ;
Sweden : 10 öre for every 300 kronor or part thereof.

2. In letters of declared value, coin may also be sent, in accordance with the internal regulations of the country of despatch.

Article 4.

Express charge.

The express charge for articles other than postal parcels shall be, in Finland, 4 marks, and in Sweden, 30 öre.

Article 5.

Post Office subscriptions to newspapers and periodicals.

1. Newspapers and periodicals published in either country shall be delivered to subscribers in the other country for the same sum as is charged to post-office subscribers in the publishing country, but the rate of postage shall in no case be less than 1 mark 50 penni for newspapers published in Finland and 20 öre for newspapers published in Sweden per term of subscription.

The postal charge shall be divided equally between the country in which the publication is issued and the country to which it is sent.

2. Apart from the procedure regarding the transfer of newspaper subscriptions laid down in the International Agreement regarding Newspapers, the delivery of newspapers and periodicals published in Finland or Sweden for which subscriptions have been taken out through the postal administrations of either of the countries may be transferred from a place in one country to a place in the other on prepayment of a charge of 4 marks in Finland or 50 öre in Sweden. The amount charged shall be retained by the postal administration which has collected it.

The same regulations shall apply to transfer from a place in one country to a place in the other country in the case of Danish or Norwegian newspapers.

As regards transfer from one place to another within the postal territory of the same State, the internal regulations of that State shall be applied.

Article 6.

Taxe d'affranchissement et droit d'assurance applicables aux colis.

1. La taxe d'affranchissement des colis postaux expédiés de l'un des deux pays dans l'autre — taxe à laquelle viendra s'ajouter, le cas échéant, le droit de transport maritime prévu au point 2 — est fixée comme suit :

Jusqu'à 1 kg.	1 franc 50 centimes
De plus de 1 kg. jusqu'à 3 kg.	2 francs — »
De plus de 3 kg. jusqu'à 5 kg.	2 » 50 »
De plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg.	5 » — »
De plus de 10 kg. jusqu'à 15 kg.	10 » — »
De plus de 15 kg. jusqu'à 20 kg.	14 » — »

2. Le droit de transport maritime mentionné au point 1, applicable aux colis transportés par mer entre la Finlande et la Suède est fixé comme suit :

Jusqu'à 1 kilo	15 centimes
De plus de 1 kg. jusqu'à 3 kg.	20 »
De plus de 3 kg. jusqu'à 5 kg.	25 »
De plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg.	50 »
De plus de 10 kg. jusqu'à 15 kg.	75 »
De plus de 15 kg. jusqu'à 20 kg.	100 »

3. Pour le transport par exprès, les sommes indiquées au point 1 seront majorées de 100%.

4. Pour les colis volumineux, les sommes fixées aux points 1-3 seront majorées de 50 %.

5. Pour les colis avec valeur déclarée, il sera perçu, en sus de la taxe d'affranchissement, un droit d'assurance, comme pour les lettres avec valeur déclarée, ainsi qu'un droit d'expédition fixé à 1 mark 75 penni, en Finlande, et à 20 öre, en Suède.

6. Le montant des taxes de transport sera réparti par moitiés entre la Finlande et la Suède. et les sommes seront arrondies, le cas échéant, selon entente entre les administrations des postes. Le montant du droit d'assurance sera acquis intégralement au pays d'expédition.

Article 7.

Droit pour avis de réception (Avis de versement) et réclamation.

L'avis de réception ou l'avis de versement, lorsqu'il sera demandé lors du dépôt de l'envoi, donnera lieu à la perception d'un droit égal au minimum de la taxe d'affranchissement fixée pour les lettres.

Ce droit sera doublé lorsque l'avis de réception ou l'avis de versement sera demandé postérieurement au dépôt de l'envoi, ainsi qu'en cas de réclamation concernant un envoi postal, quelle qu'en soit la nature.

Article 8.

Transit des objets de correspondance et des journaux et périodiques.

1. Les lettres et cartes postales qui, en vertu d'un accord spécial, seront expédiées de Finlande au Danemark ou en Norvège ou vice-versa, en transit par la Suède, donneront lieu à la perception d'une indemnité de transit égale à la moitié de la somme prévue, dans ce cas, par la réglementation internationale générale.

Article 6.

Rate of postage and insurance fee for parcels.

1. The rate of postage for parcels sent from either country to the other ("inter-State" parcels: "mellanriks paket") shall be as follows, plus any sea transport charges in accordance with point 2:

Weight not exceeding 1 kg.	1 franc 50 centimes
Weight exceeding 1 kg. and not exceeding 3 kg.	2 francs — »
Weight exceeding 3 kg. and not exceeding 5 kg.	2 » 50 »
Weight exceeding 5 kg. and not exceeding 10 kg.	5 » — »
Weight exceeding 10 kg. and not exceeding 15 kg.	10 » — »
Weight exceeding 15 kg. and not exceeding 20 kg.	14 » — »

2. The sea transport charges mentioned in point 1 shall be payable on parcels conveyed by sea between Finland and Sweden and shall be as follows:

Weight not exceeding 1 kg.	15 centimes
Weight exceeding 1 kg. but not exceeding 3 kg.	20 »
Weight exceeding 3 kg. but not exceeding 5 kg.	25 »
Weight exceeding 5 kg. but not exceeding 10 kg.	50 »
Weight exceeding 10 kg. but not exceeding 15 kg.	75 »
Weight exceeding 15 kg. but not exceeding 20 kg.	100 »

3. For express parcels the rate of postage mentioned above in point 1 shall be increased by 100 %.

4. For bulky parcels the rate of postage fixed in points 1-3 shall be increased by 50 %.

5. For parcels of declared value, in addition to the rate of postage, a charge shall be made for insurance as for letters of declared value, and also a despatch fee amounting in Finland to 1 mark 75 penni and in Sweden to 20 öre.

6. The transport charges shall be divided equally between Finland and Sweden, the amounts being, if necessary, rounded off by agreement between the postal administrations.

The whole of the insurance fee shall be retained by the country of despatch.

Article 7.

Fee for advice of delivery and enquiries.

The fee for an advice of delivery shall, provided the advice is applied for at the time of posting, be equivalent to the rate of postage fixed in the agreement for letters of the lowest weight.

Twice this fee shall be payable if the advice of delivery is applied for after the article is posted and also for making enquiries regarding any kind of article sent by post.

Article 8.

Transit of letter mail, newspapers and periodicals.

1. For letters and postcards between Finland and Denmark or between Finland and Norway sent in accordance with special agreements in transit through Sweden, a transit charge shall be paid amounting to half the sum payable under general international regulations.

Cette indemnité de transit ne s'appliquera pas aux objets de correspondance (y compris les journaux et périodiques ayant fait l'objet d'un abonnement postal) échangés entre les bureaux de poste de l'un des deux pays en transit par le territoire ou par les lignes postales maritimes de l'autre pays.

2. Pour les journaux et périodiques ayant fait l'objet d'un abonnement postal qui sont publiés en Finlande, au Danemark ou en Norvège et envoyés régulièrement de ces deux derniers pays en Finlande et vice versa, en transit par la Suède, il sera dû à l'Administration des Postes suédoises une indemnité de transit fixée à 20 centimes par trimestre ou fraction de trimestre pour chaque journal ou périodique paraissant plus d'une fois par semaine, et, dans les autres cas, à 10 centimes par trimestre, ou fraction de trimestre. Les administrations des postes arrêteront les règles de détail pour le calcul de cette indemnité.

Article 9.

Transit des colis.

1. Pour les colis échangés par l'intermédiaire de l'Administration des Postes suédoises entre la Finlande, d'une part, et le Danemark ou la Norvège, d'autre part, en vertu d'accords particuliers conclus entre ces pays, il sera dû à la Suède une indemnité de transit territorial fixée comme suit :

a) Pour le transit à découvert :	
Jusqu'à 1 kg.	25 centimes
De plus d'un kg. jusqu'à 3 kg.	35 »
De plus de 3 kg. jusqu'à 5 kg.	50 »
De plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg.	90 »
De plus de 10 kg. jusqu'à 15 kg.	150 »
De plus de 15 kg. jusqu'à 20 kg.	200 »

b) Pour le transit en dépêches closes : 10 centimes par kilogramme ou fraction de kg.

2. Pour les colis mentionnés au point 1, qui sont transportés par mer entre la Finlande et la Suède, il sera perçu, en sus de l'indemnité précitée, un droit de transport maritime égal aux sommes fixées à l'article 6 point 2, pour le transit à découvert et, à 5 ct s. par kg. ou fraction de kilogramme, pour le transit en dépêches closes. Le montant de ces droits de transport maritime sera partagé par moitié entre la Finlande et la Suède et les sommes seront arrondies, le cas échéant, selon accord entre les administrations des postes.

3. Pour les envois par exprès, l'indemnité prévue au point 1 sera majorée de 100 %.

4. Pour les colis volumineux transitant à découvert les indemnités fixées ci-dessus au point 1, pour le transit à découvert, seront majorées de 50 % et les sommes seront arrondies, le cas échéant, selon entente entre les administrations des postes.

5. L'indemnité due pour le transit en dépêches closes sera calculée d'après le poids global des colis formant un même envoi.

6. Aucune fraction du droit d'assurance perçu pour les colis avec valeur déclarée échangés conformément aux dispositions du présent article ne sera due à la Suède.

Article 10.

Règlement des comptes.

Le règlement des sommes dues de part et d'autre aux termes du présent arrangement s'effectuera selon la méthode dont seront convenues les administrations des postes.

No transit charge shall be made for letter mail (including newspapers and periodicals subscribed for through the post) sent between post offices in the same country through the territory of the other country or by its mail steamers.

2. For newspapers and periodicals subscribed for through the post which are published in Finland, Denmark or Norway and regularly sent to the last two countries from Finland and vice versa, in transit through Sweden, a transit charge shall be paid to the Swedish Postal Administration amounting to 20 centimes per quarter or part of a quarter for each newspaper or periodical published more often than once weekly, and for others 10 centimes per quarter or part of a quarter. Detailed rules for the calculation of these charges shall be laid down by the respective postal administrations.

Article 9.

Transit of Postal Parcels.

1. For parcels sent through the intermediary of the Swedish Postal Administration between Finland, on the one hand and Denmark or Norway, on the other hand, under special agreements concluded between those countries, the following amounts shall be payable to Sweden in respect of transit by land :

(a) When sent in transit *à découvert* :

Weight not exceeding 1 kg.	25 centimes
Weight exceeding 1 kg. but not exceeding 3 kg.	35 »
Weight exceeding 3 kg. but not exceeding 5 kg.	50 »
Weight exceeding 5 kg. but not exceeding 10 kg.	90 »
Weight exceeding 10 kg. but not exceeding 15 kg.	150 »
Weight exceeding 15 kg. but not exceeding 20 kg.	200 »

(b) When sent in transit in closed mails :

10 centimes per kilogram or part thereof.

2. For the parcels referred to in point 1 sent by sea between Finland and Sweden there shall be levied, in addition to the above-mentioned charges, a sea transport charge amounting in the case of transit *à découvert* to the sum fixed in Article 6, point 2, and in the case of transit in closed mails to 5 centimes per kilogram or part thereof. These sea transport charges shall be divided equally between Finland and Sweden, the amounts being, if necessary, rounded off by agreement between the postal administrations.

3. For express parcels the charges mentioned above in point 1 shall be increased by 100 per cent.

4. For bulky parcels sent in transit *à découvert*, the charges mentioned above in points 1-3 for transit *à découvert* shall be increased by 50 per cent, the amount being rounded off, if necessary, by agreement between the postal administrations.

5. The charge for conveyance in transit in closed mails shall be calculated on the basis of the total weight of the parcels belonging to one consignment.

6. For parcels of declared value sent in accordance with the provisions of this Article, Sweden shall receive no part of the insurance fee.

Article 10.

Settlement of Accounts.

The amounts due to the respective Parties under this Agreement shall be settled in the manner to be fixed by agreement between the respective postal administrations.

*Article 11.**Responsabilité.*

1. En sus de l'indemnité qui, en vertu de la réglementation internationale générale, est versée pour la perte d'une lettre recommandée, l'expéditeur d'une lettre recommandée cachetée conformément aux prescriptions applicables aux lettres avec valeur déclarée aura droit, — si le contenu de la lettre a été, soit soustrait en totalité, ou en partie, soit endommagé de tout autre manière, alors qu'elle se trouvait confiée à l'administration des postes — à une indemnité correspondant au dommage effectivement subi du fait de la soustraction ou de la détérioration, sauf au cas où celle-ci serait due à la faute ou à la négligence de l'expéditeur ou serait imputable à la nature même du contenu de l'envoi. Le montant de cette indemnité ne saurait toutefois dépasser en aucun cas la somme due pour la perte d'un envoi recommandé, dans le service international en général.

2. Le fait que la perte ou la détérioration d'envois expédiés de l'un des deux pays dans l'autre est due à des causes naturelles inévitables ou à d'autres raisons analogues (force majeure) ne dégagera pas l'administration des postes de sa responsabilité à l'égard des envois.

3. Les stipulations du présent article relatives à la responsabilité de l'administration des postes s'appliqueront également aux envois échangés entre la Finlande, d'une part, et le Danemark ou la Norvège, d'autre part, en vertu d'accords spéciaux.

*Article 12.**Monnaie.*

Les droits fixés en francs et en centimes dans l'Arrangement se rapportent au franc-or, tel qu'il a été déterminé dans la Convention postale universelle.

La fixation des droits dans la monnaie de chaque pays s'effectuera, pour chacun d'eux, d'après l'équivalence appliquée, dans le service international, aux catégories d'envois correspondantes. Toutefois, les administrations des postes auront la faculté de modifier légèrement, d'un commun accord, les droits ainsi calculés.

*Article 13.**Règlement d'exécution.*

Les administrations des postes des deux pays sont autorisées à arrêter d'un commun accord, dans un règlement d'exécution ou par voie de correspondance, les règles de détail jugées nécessaires pour l'application du présent arrangement ou pour l'amélioration du service postal.

*Article 14.**Application des règlements internationaux.*

Dans les cas où le présent arrangement ou le règlement d'exécution précité n'institue aucune règle ou au sujet desquels aucun accord spécial n'aurait été conclu par voie de correspondance entre les pays contractants, on se conformera à la Convention postale universelle et aux arrangements postaux internationaux, ainsi qu'aux règlements d'exécution qui s'y rattachent.

*Article 15.**Conférences.*

Les représentants des pays contractants se réuniront chaque année pour conférer au sujet de la revision ou de l'amélioration de l'arrangement, ainsi qu'en vue d'examiner toutes autres questions relatives au service postal et offrant un intérêt commun pour les deux pays.

*Article 11.**Liability.*

1. Apart from the compensation payable under the general international regulations for the loss of registered letters, the sender of a registered letter which has been sealed in accordance with the regulations in force for letters of declared value shall, if the whole or part of the contents of such letter have been stolen or if they have suffered any other damage while in the care of the post office, be entitled to compensation corresponding to the actual value of the stolen contents or to compensation for damage actually committed, unless such loss or damage has been caused through the fault or neglect of the sender or is due to the nature of the contents themselves. The sum paid as compensation may, however, in no case exceed the amount payable in general international traffic for the loss of a registered postal packet.

2. The fact that the loss of or damage to articles sent from one country to the other is due to unavoidable occurrences or the like (*force majeure*) shall not exempt the postal administration from liability in respect of mails.

3. The provisions included in this Article regarding the liability of the postal administration shall also apply to articles sent under special agreements from Finland to Denmark or Norway or *vice versa*.

*Article 12.**Monetary unit.*

The charges fixed in the Agreement in francs and centimes refer to the gold franc as defined in the Universal Postal Convention.

Charges in the currency of either of the countries shall be fixed at the equivalent rate applied in the respective country to corresponding kinds of mail in international traffic. The postal administrations shall, however, be entitled to conclude agreements slightly rounding off these charges.

*Article 13.**Executive Regulations.*

The postal administrations shall be authorised, by means of executive regulations or correspondence, to agree upon such detailed provisions as may be found necessary for the execution of the present Agreement or for the improvement of the postal service.

*Article 14.**Application of International Provisions.*

In cases for which no provision has been made in this Agreement or in the above-mentioned executive regulations or with regard to which no special agreement has been concluded by correspondence between the Contracting States, the international postal agreements with the executive regulations annexed thereto shall apply.

*Article 15.**Conferences.*

Representatives of the Contracting States shall hold annual conferences for the purpose of revising or supplementing the Agreement and dealing with other postal questions of mutual interest to the two countries.

*Article 16.**Validité de l'arrangement.*

Le présent arrangement prendra effet le 1^{er} juillet 1930. L'arrangement postal du 19/22 mai 1922 entre la Finlande et la Suède, avec les amendements qui y ont été apportés ultérieurement, cessera d'être en vigueur à la même date.

L'arrangement aura une durée de validité indéterminée et pourra être dénoncé par chacune des parties contractantes ; en ce cas, il expirera un an après la dénonciation.

Fait en deux exemplaires, rédigés tous deux en langues finnoise et suédoise, dont l'un sera conservé par la Direction des Postes et Télégraphes de Finlande et l'autre par la Direction générale de l'Administration de Postes de Suède.

STOCKHOLM, le 14 mai 1930.

(Signé) C. E. F. ALBRECHT.

(Signé) Anders ÖRNE.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES ÉCHANGES POSTAUX ENTRE LA FINLANDE ET LA SUÈDE.

LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DE LA FINLANDE et DE LA SUÈDE sont convenues d'appliquer, à partir du 1^{er} juillet 1930, les règles détaillées ci-après aux communications postales entre les deux pays.

*Paragraphe premier.**Timbres « de bienfaisance ».*

Les timbres dits « de bienfaisance » pourront être apposés sur les objets de correspondance postale, conformément à la réglementation interne du pays d'expédition.

*Paragraphe 2.**Timbrage des envois reçus dans une boîte aux lettres.*

Les objets de correspondance mentionnés à l'article premier, al. 3, de l'arrangement, seront frappés par l'administration des postes qui les aura reçus, d'un timbre spécial indiquant le pays d'origine.

*Paragraphe 3.**Expédition des colis, etc.*

1. Les colis exprès seront tenus distincts du reste des courriers. Les sacs renfermant les colis exprès devront porter une marque indiquant nettement qu'ils contiennent des colis de cette catégorie.

2. Le règlement de l'indemnité de transit due à l'Administration des Postes suédoises pour les colis expédiés en dépêches closes de Finlande au Danemark ou en Norvège et vice versa s'effectuera sur la base d'un état récapitulatif mensuel établi par le bureau d'échange récepteur du pays de destination d'après les indications de bulletins de transit spéciaux. Ce bureau adressera l'état récapitulatif ainsi que les bulletins de transit à la Direction des Postes suédoises qui s'en servira pour établir le règlement des comptes.

Article 16.

Validity of the Agreement.

The present Agreement shall come into force on July 1, 1930, and the Agreement of May 19/22, 1922, between Finland and Sweden relating to postal communication, and the subsequent amendments thereto, shall thereupon cease to be valid.

The Agreement shall remain in force for an indefinite time and may be denounced by either of the Contracting Parties subject to a year's notice.

Done in duplicate, both copies containing the Finnish and Swedish text, one copy to be retained by the Finnish Postal and Telegraphic Administration and the other by the Swedish General Postal Administration.

STOCKHOLM, May 14, 1930.

(Signed) G. E. F. ALBRECHT.

(Signed) Anders ÖRNE.

EXECUTIVE REGULATIONS

OF THE AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND SWEDEN RELATING TO POSTAL COMMUNICATIONS.

THE FINNISH and SWEDISH POSTAL ADMINISTRATIONS have agreed that the following special regulations shall be applied to postal communications between the two countries as from July 1, 1930.

Paragraph 1.

Charity stamps.

Charity stamps may be affixed to postal packets sent by letter post in conformity with the internal regulations of the country of despatch.

Paragraph 2.

Stamping of postal packets arriving in letter boxes.

Postal packets sent by letter post mentioned in Article 1, point 3 of the Agreement shall be provided by the receiving postal administration with a special stamp stating the country of despatch.

Paragraph 3.

Despatch of postal parcels, etc.

1. Express parcels shall be kept separate from other mail. Bags containing express parcels shall be clearly marked to show that they contain such parcels.

2. The settlement of accounts of transit payments due to the Swedish Postal Administration for parcels sent in transit in closed boxes from Finland to Denmark or Norway or *vice versa* shall be effected in accordance with a monthly statement drawn up by the receiving post-office of exchange in the country of destination, on the basis of particulars given on special transit schedules. This post-office shall send the statement, together with the transit schedules, to the Swedish Postal Administration, which shall have them incorporated in the settlement.

3. Les modèles des bulletins d'expédition de colis, des bulletins de transit et des registres d'arrivée seront arrêtés d'un commun accord par les administrations des postes.

Paragraphe 4.

Remise du courrier.

La remise du courrier s'effectuera soit à bord des bacs ou des vapeurs, soit dans les fourgons postaux directs, selon que l'un ou l'autre mode de transport sera utilisé pour l'acheminement de la poste.

Paragraphe 5.

Journaux et périodiques.

1. L'indemnité de transit stipulée à l'article 8, alinéa 2, de l'arrangement, en ce qui concerne les journaux et périodiques, sera acquittée par le versement d'une somme annuelle fixe établie chaque fois pour une période de cinq années.

Cette indemnité sera déterminée en premier lieu pour l'année 1932 et par la suite tous les cinq ans, d'après le nombre total de journaux et de périodiques qui, au cours de ladite cinquième année, auront transité par la Suède. Ce calcul que le pays d'origine établira à la fin de l'année en question sera communiqué, en même temps que les originaux certifiés des états trimestriels, à l'Administration des Postes suédoises. Le montant de l'indemnité à verser pour chaque année sera porté au compte du premier trimestre de l'année suivante.

2. Les conditions suivantes devront être observées pour le transfert des abonnements aux journaux moyennant une taxe spéciale de 4 marks ou de 50 öre.

La demande de transfert prendra effet à partir d'un jour donné et jusqu'à nouvel avis ; elle ne pourra être admise que pour le transfert d'un abonnement à une adresse unique et non pour son transfert à une série d'adresses successives.

La demande écrite de transfert sera envoyée au bureau d'échange intérieur compétent par le bureau de postes de la localité de l'ancienne adresse ; celui-ci avisera immédiatement les autres bureaux de poste touchés par le transfert. S'il ne peut y avoir de doute sur l'adresse postale du nouveau lieu de destination, la demande pourra, en outre, être notifiée directement, par une communication spéciale, au bureau de poste de la localité où paraît le journal, lorsqu'il apparaîtra qu'en la transmettant uniquement par le bureau d'échange on retarderait le transfert de l'abonnement.

La taxe de transfert sera acquittée au moyen de timbres apposés sur la demande lors de sa remise.

Paragraphe 6.

Langue.

Toute la correspondance entre les administrations postales des deux pays sera rédigée en suédois.

Fait en deux exemplaires, établis tous deux en langues suédoise et finnoise et dont l'un sera conservé par la Direction des Postes et Télégraphes de Finlande, et l'autre, par la Direction générale des Postes de Suède.

STOCKHOLM, le 14 mai 1930.

(Signé) G. E. F. ALBRECHT.

(Signé) Anders ÖRNE.

3. The forms for parcel bills, transit schedules and arrival registers shall be established in a detailed agreement to be concluded between the postal administrations.

Paragraph 4.

Transfer of mail.

The mail shall be transferred on board when it is conveyed by ferry or ship and in the mail van when it is conveyed by a through mail van.

Paragraph 5.

Newspapers and periodicals.

1. The transit charge for newspapers and periodicals prescribed in Article 8, point 2 of the Agreement shall be computed at a fixed annual rate to be determined for successive periods of five years.

These charges shall be computed in the first instance for the year 1932 and thereafter every fifth year on the basis of the total number of newspapers and periodicals which have been conveyed in transit through Sweden during the year. This account, which shall be drawn up by the despatching country at the close of the year in question, shall be forwarded attached to the certified quarterly accounts in the original to the Swedish Postal Administration. The amount to be paid for each year shall be included in the account for the first quarter of the following year.

2. When a post-office subscription to a newspaper is transferred on payment of the special charge of 4 marks or 50 öre, the following conditions shall be observed:

The application for the transfer shall have effect from a stated day until further notice; it may be accepted only if transfer to one address is requested and not if the transfer is asked for to a number of addresses in succession.

The written application for a transfer shall be forwarded by the post-office at the place in which the previous address is situated to the home post-office of exchange concerned; the latter shall immediately inform the other post-offices affected by the transfer. If no doubt exists regarding the postal address of the new place of destination, the application may also be sent in a special communication direct to the post-office at the place of despatch should it appear that the transfer of the subscription would be delayed if the application were forwarded only through the post-office of exchange.

The fee for a transfer shall be settled in stamps, which shall be affixed to the application.

Paragraph 6.

Language.

All correspondence between the two postal administrations shall take place in the Swedish language.

Done in duplicate, both copies in Finnish and Swedish texts, one copy being retained by the Department of Posts and Telegraphs in Finland and the other by the Royal General Postal Administration in Sweden.

STOCKHOLM, *May* 14, 1930.

(Signed) G. E. F. ALBRECHT.

(Signed) Anders ÖRNE.

N° 2435.

ÉGYPTE ET FRANCE

Echange de notes comportant un accord entre la Syrie et le Liban et l'Égypte sur les dispositions à prendre contre la dengue. Paris, le 13 juin 1930.

EGYPT AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an Agreement between Syria and Lebanon and Egypt regarding the Measures to be taken against Dengue. Paris, June 13, 1930.

N^o 2435. — ÉCHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD ENTRE LA SYRIE ET LE LIBAN ET L'ÉGYPTE SUR LES DISPOSITIONS A PRENDRE CONTRE LA DENGUE. PARIS, LE 13 JUIN 1930.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 août 1930.*

I.

LÉGATION
DE S. M. LE ROI D'EGYPTE
A PARIS.
N^o 588.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant aux communications échangées entre le Ministère des Affaires étrangères de la République française et cette Légation royale au sujet de la conclusion, entre les Etats du Levant de Mandat français et l'Egypte, d'un accord sur les dispositions à prendre en vue de diminuer le risque de transmission de l'épidémie de dengue, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement égyptien consent à ce que les mesures suivantes soient appliquées en cas d'apparition de l'épidémie de dengue :

Article premier.

Lorsque la dengue apparaîtra sous la forme épidémique dans l'un des deux pays contractants, l'autorité supérieure d'Hygiène de ce pays en fera la notification à l'autre.

Elle tiendra l'Office international d'Hygiène publique au courant de la marche de l'épidémie,

Article 2.

Lorsqu'une épidémie de dengue aura été constatée dans un port ou dans la région avoisinant un port, l'autorité sanitaire dudit port recommandera aux capitaines, et éventuellement aux médecins des navires, de faire procéder, aussitôt après le départ du port, à la recherche et à la destruction des moustiques et de leurs larves dans toutes les parties accessibles du navire, notamment dans les cabines, les postes d'équipage, les cambuses, les cuisines, les chaufferies, les réservoirs d'eau et tous locaux spécialement susceptibles de donner asile aux moustiques.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2435. — EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN SYRIA AND LEBANON AND EGYPT REGARDING THE MEASURES TO BE TAKEN AGAINST DENGUE. PARIS, JUNE 13, 1930.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Exchange of Notes took place August 22, 1930.

I.

LEGATION
OF HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT,
PARIS.
N^o 588.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

With reference to the communications exchanged between the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic and this Royal Legation with regard to the conclusion of an Agreement between the States of the Levant under French Mandate and Egypt in regard to the steps to be taken in order to diminish the risks of a transmission of the epidemic of dengue, I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government agrees to the following measures being applied in the event of an epidemic outbreak of dengue :

Article 1.

When dengue appears in epidemic form in either of the contracting countries, the supreme health authority of that country shall notify the other.

It shall keep the " Office International d'Hygiène Publique " informed of the progress of the epidemic.

Article 2.

When an epidemic of dengue has been reported in a port or in the neighbourhood of a port, the public health authorities of the said port will recommend captains and, if necessary, ships' doctors to proceed, immediately after leaving the port, to seek out and destroy mosquitoes and their larvae in every accessible part of the vessel, and particularly in the cabins, on the mess deck and in the store-rooms, cook's galley, stoke-holes, water tanks and all places likely to harbour mosquitoes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Elle invitera le médecin, et à défaut le capitaine, à prendre les dispositions nécessaires pour que, si des cas de dengue venaient à se produire à bord, les malades puissent être isolés dans des conditions telles qu'ils ne puissent pas être piqués par des moustiques.

Article 3.

Tout navire provenant d'un port où règne une épidémie de dengue et arrivant dans un port dont l'autorité sanitaire a lieu de craindre que la maladie ne s'y propage, en raison de la présence en nombre élevé de moustiques susceptibles de la transmettre, pourra être soumis aux mesures suivantes :

a) Arraînement, comportant la réponse, par le médecin, et, à défaut, par le capitaine, à la question : « Y a-t-il, ou y a-t-il eu à bord des personnes atteintes de dengue ? »

b) Visite médicale.

Les malades atteints de dengue depuis moins de cinq jours, qui désireraient quitter le navire, seront débarqués de jour, et isolés à terre, suivant les instructions des autorités sanitaires compétentes, dans des conditions qui les mettent à l'abri des piqûres de moustiques, jusqu'à expiration d'un délai de cinq jours à partir du début de la maladie.

c) Inspection du navire en vue de s'assurer qu'il n'y existe pas de *stegomyia*, sous la réserve qu'il serait tenu compte des mesures déjà prises en cours de route.

Au cas où la présence à bord de *stegomyia* serait constatée, l'autorité sanitaire du port pourra faire procéder à la destruction des moustiques.

d) Exceptionnellement, l'autorité sanitaire du port pourra, si elle le juge nécessaire en raison des circonstances, mettre les passagers débarqués sous surveillance et consigner les équipages à bord, jusqu'à expiration d'un délai de huit jours à partir de l'exposition au risque.

Le présent arrangement entrera en vigueur dans un délai d'un mois à compter de la date de la présence ; il pourra être dénoncé par un préavis de six mois adressé par l'une des Parties contractantes à l'autre.

En priant Votre Excellence de vouloir bien me confirmer l'accord du Gouvernement de la République sur cette base, je saisis l'occasion de lui renouveler les assurances de ma très haute considération.

PARIS, 13 juin 1930.

Son Excellence Monsieur A. Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

Le Chargé d'Affaires,
MOURAD KAMEL BEY.

Copie certifiée conforme :

Pour le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
Maurice Carré.

The same authority shall request the doctor, and if there is no doctor, the captain, to make the necessary arrangements to ensure that, if cases of dengue occur on board, the sick may be isolated under conditions which will prevent their being bitten by mosquitoes.

Article 3.

Every vessel coming from a port in which there is an epidemic of dengue and arriving at a port the public health authorities of which have reason to fear the propagation of the disease owing to the presence of a great number of mosquitoes capable of transmitting it, may be subjected to the following measures :

(a) The vessel will be hailed and the doctor, or if there is no doctor, the captain, will have to answer the question : " Are there, or have there been, any persons on board suffering from dengue ? "

(b) Medical inspection.

Persons who have been suffering from dengue for less than five days shall, if they desire to leave the vessel, be landed by day and isolated ashore, according to the instructions given by the competent public health authorities, under conditions which will ensure that they are not bitten by mosquitoes, until the expiration of a period of five days from the beginning of the disease.

(c) Examination of the vessel so as to make sure that there are no *stegomyiae* on board, subject to the reservation that account will be taken of the measures already adopted during the voyage.

Should *stegomyiae* be found on board, the public health authority of the port may take the necessary steps to destroy the mosquitoes.

(d) As an exceptional measure, the public health authority of the port may, if it deems this necessary owing to the circumstances, place the passengers who have landed under surveillance and order the crews to remain on board until the expiration of a period of eight days from the day on which the danger was discovered.

The present Agreement shall come into force one month from this day's date ; it may be denounced on six months' notice being given by either contracting Party to the other.

In requesting Your Excellency to be good enough to confirm to me the agreement of the Government of the Republic on this basis, I take this opportunity of renewing to you the assurance of my high consideration.

PARIS, *June 13*, 1930.

MOURAD KAMEL BEY
Chargé d' Affaires.

His Excellency A. Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES.
SOUS-DIRECTION
DES UNIONS INTERNATIONALES
ET DES AFFAIRES CONSULAIRES.

PARIS, le 13 juin 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant aux communications échangées entre votre Légation et mon Département, en vue de la conclusion entre les Etats du Levant sous mandat français et l'Égypte d'un accord sur les dispositions à prendre en vue de diminuer le risque de transmission de l'épidémie de dengue, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont reconnus par les actes internationaux sur la Syrie et le Liban, accepte que les mesures suivantes soient appliquées :

Article premier.

Lorsque la dengue apparaîtra sous la forme épidémique dans l'un des deux pays contractants, l'autorité supérieure d'hygiène de ce pays en fera la notification à l'autre.

Elle tiendra l'Office international d'Hygiène publique au courant de la marche de l'épidémie.

Article 2.

Lorsqu'une épidémie de dengue aura été constatée dans un port ou dans la région avoisinant un port, l'autorité sanitaire dudit port recommandera aux capitaines et, éventuellement, aux médecins des navires de faire procéder, aussitôt après le départ du port, à la recherche et à la destruction des moustiques et de leurs larves dans toutes les parties accessibles du navire, notamment dans les cabines, les postes d'équipage, les cambuses, les cuisines, les chaufferies, les réservoirs d'eau et tous locaux susceptibles de donner asile aux moustiques.

Elle invitera le médecin, et, à défaut, le capitaine, à prendre les dispositions nécessaires pour que, si des cas de dengue venaient à se produire à bord, les malades puissent être isolés dans des conditions telles qu'ils ne puissent pas être piqués par des moustiques.

Article 3.

Tout navire provenant d'un port où règne une épidémie de dengue et arrivant dans un port dont l'autorité sanitaire a lieu de craindre que la maladie ne s'y propage, en raison de la présence en nombre élevé de moustiques susceptibles de la transmettre, pourra être soumis aux mesures suivantes :

a) Arraînement, comportant la réponse par le médecin, et, à défaut, par le capitaine, à la question : « Y a-t-il ou y a-t-il eu à bord des personnes atteintes de dengue ? »

b) Visite médicale.

Les malades atteints de dengue depuis moins de cinq jours, qui désireraient quitter le navire, seront débarqués de jour et isolés à terre, suivant les instructions des autorités sanitaires compétentes, dans des conditions qui les mettent à l'abri des piqûres de moustiques, jusqu'à expiration d'un délai de cinq jours à partir du début de la maladie.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF ADMINISTRATIVE
AND TECHNICAL AFFAIRS.
SUB-DEPARTMENT OF INTERNATIONAL
AND CONSULAR RELATIONS.

PARIS, *June 13, 1930.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

With reference to the communications exchanged between your Legation and my Department with a view to the conclusion of an Agreement between the States of the Levant under French mandate and Egypt in regard to the steps to be taken in order to diminish the risks of a transmission of the epidemic of dengue, I have the honour to inform you that the French Government, acting in virtue of the powers conferred upon it by the international Acts on Syria and the Lebanon, agrees that the following measures be applied :

Article 1.

When dengue appears in epidemic form in either of the contracting countries, the supreme health authority of that country shall notify the other.

It shall keep the " Office International d'Hygiène Publique " informed of the progress of the epidemic.

Article 2.

When an epidemic of dengue has been reported in a port or in the neighbourhood of a port, the public health authority of the said port will recommend captains and, if necessary, ships doctors to proceed, immediately after leaving the port, to seek out and destroy mosquitoes and their larvae in every accessible part of the vessel, and particularly in the cabins, on the mess deck and in the storerooms, cook's galley, stoke-holes, water tanks and all places likely to harbour mosquitoes.

The same authority shall request the doctor, and if there is no doctor, the captain, to make the necessary arrangements to ensure that, if cases of dengue occur on board, the sick may be isolated under conditions which will prevent their being bitten by mosquitoes.

Article 3.

Every vessel coming from a port in which there is an epidemic of dengue and arriving at a port the public health authorities of which have reason to fear the propagation of the disease owing to the presence of a great number of mosquitoes capable of transmitting it, may be subject to the following measures :

(a) The vessel will be hailed and the doctor, or if there is no doctor, the captain, will have to answer the question : " Are there, or have there been, any persons on board suffering from dengue ? "

(b) Medical inspection.

Persons who have been suffering from dengue for less than five days shall, if they desire to leave the vessel, be landed by day and isolated ashore, according to the instructions given by the competent public health authorities, under conditions which ensure that they are not bitten by mosquitoes, until the expiration of a period of five days from the beginning of the disease.

c) Inspection du navire en vue de s'assurer qu'il n'y existe pas de *stegomyia*, sous la réserve qu'il serait tenu compte des mesures déjà prises en cours de route.

Au cas où la présence à bord de *stegomyia* serait constatée, l'autorité sanitaire du port pourra faire procéder à la destruction des moustiques.

d) Exceptionnellement, l'autorité sanitaire du port pourra, si elle le juge nécessaire en raison des circonstances, mettre les passagers débarqués sous surveillance et consigner les équipages à bord, jusqu'à expiration d'un délai de huit jours à partir de l'exposition du risque.

Le présent arrangement entrera en vigueur dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente ; il pourra être dénoncé par un préavis de six mois adressé par l'une des Parties contractantes à l'autre.

Agrééz, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

*Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :*

*L'Ambassadeur de France,
Secrétaire général,*

BERTHELOT.

Monsieur Mourad Kamel,
Chargé d'Affaires d'Égypte
à Paris.

Copie certifiée conforme :

*Pour le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,*
Maurice Carré.

(c) Examination of the vessel so as to make sure that there are no *stegomyiae* on board, subject to the reservation that account will be taken of the measures already adopted during the voyage.

Should *stegomyiae* be found on board, the public health authority of the port may take the necessary steps to destroy the mosquitoes.

(d) As an exceptional measure, the public health authority of the port may, if it deems this necessary owing to the circumstances, place the passengers who have landed under surveillance and order the crews to remain on board until the expiration of a period of eight days from the day on which the danger was discovered.

The present Agreement shall come into force one month from this day's date ; it may be denounced on six months' notice being given by either contracting Party to the other.

Accept, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

*For the Minister for Foreign
Affairs :*

*The Ambassador of France,
Secretary-General,*

BERTHELOT.

Monsieur Mourad Kamel,
Egyptian Chargé d'Affaires,
Paris.

N° 2436.

ALLEMAGNE ET BULGARIE

Convention consulaire avec protocole final, signés à Sofia, le 4 juin 1929, et échange de notes y relatif de la même date.

GERMANY AND BULGARIA

Consular Convention, with Final Protocol, signed at Sofia, June 4, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2436. — KONSULARVERTRAG¹
ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN
REICH UND BULGARIEN. SO-
FIA, AM 4. JUNI 1929.

*Textes officiels allemand, bulgare et français
communiqués par le consul général d'Alle-
magne à Genève. L'enregistrement de cette
convention a eu lieu le 22 août 1930.*

DAS DEUTSCHE REICH und BULGARIEN, von dem Wunsche geleitet, die beiderseitigen Konsularverhältnisse auf der Grundlage des allgemeinen Völkerrechts und der Gegenseitigkeit zu regeln, sind übereingekommen, einen Konsularvertrag abzuschliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Eugen RÜMELIN, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches in Sofia;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BULGARIEN :

Herrn Athanas D. BUROW, Minister der auswärtigen Angelegenheiten und des Kultus,

welche nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich über folgende Bestimmungen geeinigt haben :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 6 juin 1930.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№ 2436. — КОНСУЛСКИ¹ ДОГОВОР
МЕЖДУ ГЕРМАНИЯ И БЪЛГАРИЯ.
СОФИЯ НА 4 ЮНИЙ 1929 Г.

*German, Bulgarian and French official texts
communicated by the German Consul-General
at Geneva. The registration of this Convention
took place August 22, 1930.*

Германия и България водими отъ желанието да уредятъ консулските отношения между дветъ страни въз основа на международното право и на взаимността, се съгласиха да сключатъ единъ консулски договоръ.

За тази цѣль назначиха за свои пълномощници :

ПРЕДСЕДАТЕЛЪТЪ НА ГЕРМАНИЯ :

Господинъ Д-ръ Евгений Рюмелинъ,
Извънреденъ пратеникъ и Пълномощенъ Министръ на Германия въ София,

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЪТЪ НА БЪЛГАРИТЪ :
Господинъ Атанасъ Д. Буровъ,

Министръ на Въшнитѣ Работи и на Изповѣданията,

които следъ взаимно съобщение на своите пълномощия, намѣрени въ добра и надлежна форма, се споразумѣха върху следнитѣ постановления :

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, June 6, 1930.

ERSTER ABSCHNITT.

ОТДЪЛЪ ПЪРВИ.

ZULASSUNG DER KONSULN.

Допущане на Консулитѣ.

*Artikel 1.**Членъ 1.*

Soweit in diesem Vertrage nichts anderes bestimmt ist, sind unter Konsuln überall Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten zu verstehen, die einer Konsularbehörde vorstehen.

До колкото въ настоящия договоръ другояче не е предвидено, подъ думата консули вредъ ще се разбира : генерални консули, консули, вицеконсули и консулски агенти, които управляватъ консулското учреждение.

Unter Konsularbeamten sind ausser den Leitern der Konsularbehörde alle Beamten und Angestellten zu verstehen, die bei einer Konsularbehörde beschäftigt sind.

Подъ названието консулски чиновници, освенъ управляващитъ консулскитъ учреждения лица, се разбиратъ всички чиновници и служащи, които се намиратъ на служба въ едно консулско учреждение.

Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln sollen, soweit sie Berufsbeamte sind, Angehörige des Entsendestaates sein.

Генералнитъ консули, консулитъ и вице-консулитъ, когато сж кариерни чиновници, трѣбва да бждатъ поданници на страната, която ги е назначила.

*Artikel 2.**Членъ 2.*

Jeder der beiden vertragschliessenden Staaten verpflichtet sich, in der Häfen, Städten und Handelsplätzen seines Gebietes Konsuln des anderen Staates zuzulassen, die von diesem nach Massgabe seiner Vorschriften ernannt werden. Doch bleibt es jedem der beiden Staaten vorbehalten, hiervon einzelne Orte oder Gebietsteile auszunehmen, vorausgesetzt, dass eine solche Ausnahme jeder dritten Macht gegenüber gleichmässig Anwendung findet.

Всѣка една отъ двете договорящи държави се задължава да допуца въ пристанищата, градоветъ и търговскитъ центрове на своята територия консули на другата държава, назначени отъ последната споредъ нейнитъ закони. Всѣка отъ двете страни, обаче, си запазва правото, да изключва известни мѣста или части отъ територията си, при условие, че такова изключване се прилага еднакво спрямо всѣка трета държава.

Soweit die Konsuln nicht dem Entsendestaat angehören, ist vor der Ernennung das Einverständnis des anderen Staates auf diplomatischem Wege einzuholen.

Когато консулитъ не сж поданници на държавата, която ги е назначила, трѣбва, преди назначаването имъ, да се иска по дипломатически редъ съгласието на другата страна.

*Artikel 3.**Членъ 3.*

Die Konsuln können ihre Amtsbefugnisse in dem Lande ihres Amtssitzes ausüben, sobald sie in den dort vorgeschriebenen oder herkömmlichen Formen zugelassen worden sind.

Консулитъ могатъ да изпълняватъ своитъ длъжности въ страната на своето седалище, щомъ сж допустнати споредъ предписанитъ или приети тамъ форми.

Auf Grund ihrer Bestallung sollen sie das Exequatur oder die sonstige Zulassung sobald als möglich kostenfrei erhalten. Ihr Amtsbezirk ist bei Vorlegung der Bestallung zu bezeichnen; jede spätere Veränderung des Amtsbezirks ist gleichfalls mitzuteilen.

Erachtet der Empfangsstaat in einem einzelnen Falle die Zulassung nicht für zugänglich oder die Zurücknahme der Zulassung für erforderlich, so hat er die Gründe dem Entsendestaat vorher anzugeben; die Würdigung dieser Gründe bleibt dem Empfangsstaat allein vorbehalten.

Artikel 4.

Im Falle des Todes, der Behinderung oder der Abwesenheit der Konsuln sollen deren Attachés, Kanzler oder Sekretäre befugt sein, vorläufig die Konsulargeschäfte wahrzunehmen, vorausgesetzt, dass ihre amtliche Eigenschaft vorher zur Kenntnis der zuständigen Ortsbehörde gebracht worden ist.

Die Vertreter der Konsuln sollen während ihrer zeitweiligen Amtsführung die mit dem Amte verbundenen Vorrechte und Befreiungen genießen. Doch sollen die Vertreter der Berufskonsuln, die nicht selbst Berufsbeamte sind, während ihrer Amtsführung zwar dieselben Ehren und Rücksichten wie die Berufskonsuln, aber nur die Vorrechte und Befreiungen der Wahlkonsuln genießen.

ZWEITER ABSCHNITT.

KONSULARISCHE VORRECHTE UND BEFREIUNGEN.

Artikel 5.

Die Konsuln können an dem Gebäude, worin sich ihre Amts- oder Kanzleiräume befinden, das Wappen des Staates, der sie ernannt hat,

Въз основа на своето назначение тѣ ще получатъ безплатно екзекватура или друго разрешение за допусане, колкото се може по-скоро. При предявяване на грамотата за назначението се обозначава района на службата имъ; всяко по-последно измѣнение на района сжщо се съобщава.

Когато допускащата страна счете, въ нѣкой отдѣленъ случай, допусането за неприемливо или оттеглянето на допусането за наложително, то тя трѣбва предварително да посочи на другата страна причинитѣ; само допускащата страна има право да преценява тѣзи причини.

Членъ 4.

Въ случай на умирање, възпрепятствование или отсъствие на консулитѣ ще иматъ право тѣхнитѣ аташета, канцлери или секретари временно да извършватъ консулскитѣ работи, съ условие че тѣхното служебно качество ще бжде предварително съобщено на компетентнитѣ мѣстни власти.

Замѣстницитѣ на консулитѣ, презъ временното извършване на службата, ще се ползватъ отъ привилегиитѣ и освобожденията свързани съ тази служба. Обаче, замѣстницитѣ на кариернитѣ консули, които сами не сж чиновници отъ кариерата, презъ извършване на службата действително ще иматъ право на сжщитѣ почести и внимания, както кариернитѣ консули, но ще се ползватъ само отъ преимуществата и освобожденията за почетнитѣ консули.

ОТДѢЛЪ ВТОРИ.

КОНСУЛСКИ ПРИВИЛЕГИИ И ОСВОБОЖДЕНИЯ.

Членъ 5.

Консулитѣ могатъ да поставятъ на зданието, гдето се намиратъ служебнитѣ помѣщения или канцеларии, герба на

mit einer ihr Amt bezeichnenden Inschrift anbringen. Auch dürfen sie die Flagge dieses Staates auf dem erwähnten Gebäude und ihrem Wohnhause sowie auf den von ihnen bei dienstlichen Fahrten benutzten Fahrzeugen aufziehen.

Die Konsuln haben Anspruch auf die ihrer amtlichen Stellung nach örtlichem Gebrauch zukommenden Ehren, insbesondere bei allen Gelegenheiten, wo sie ihre Regierung vertreten.

Artikel 6.

Die Konsulararchive sollen jederzeit unverletzlich sein; die Landesbehörden dürfen unter keinem Vorwand die zum Archiv gehörenden Papiere einsehen oder mit Beschlag belegen. Die Dienstpapiere müssen von den Privatpapieren der Konsularbeamten völlig abgesondert werden.

Die Landesbehörden dürfen in den Amts- und Kanzleiräumen nicht ohne Zustimmung des Konsuls oder seines Vertreters Zwangsmassnahmen vornehmen, es sei denn, dass es sich um die Vollstreckung einer gerichtlich erkannten Strafe oder um die Verfolgung einer mit dem Tode, mit Zuchthaus oder mit Freiheitsstrafen von mindestens einem Jahre bedrohten Straftat handelt.

Das Gleiche gilt für die Wohnungen der Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln, soweit diese Berufsbeamte sind.

Kanzlei- und Amtsräume sowie Wohnungen dürfen niemals als Asyl dienen, desgleichen nicht die in Artikel 5 erwähnten Fahrzeuge.

Artikel 7.

Die Konsuln sowie bei Berufskonsuln die ihnen zugewiesenen Beamten und die in ihrem und ihrer Beamten Dienst stehenden Personen

държавата, която ги е назначила, съ надписъ, означаващъ служебното имъ качество. Тъ могатъ сжщо да вдигатъ знамето на тази държава надъ казанитъ здания и надъ своето жилище, както и да го поставятъ на превознитъ сръдства съ които се ползуватъ при служебни пътувания.

На консулитъ се отдаватъ припадащитъ се на служебното имъ положение почести, споредъ мѣстнитъ обичаи, особено при всички случаи, когато тѣ представляватъ своето правителство.

Членъ 6.

Консулскитъ архиви сж въ всѣко време неприкосновени; мѣстнитъ власти не могатъ подъ никакъвъ предлогъ да разглеждатъ или изземватъ принадлежащитъ къмъ архивата книжа. Служебнитъ книжа трѣбва да се държатъ напълно отдѣлно отъ частнитъ книжа на консулскитъ чиновници.

Мѣстнитъ власти не могатъ да предприематъ въ служебнитъ и канцеларскитъ помѣщения, безъ съгласието на консула или неговия замѣстникъ, никакви принудителни мѣрки, освенъ ако се касае до изпълнението на едно наложено отъ сжда наказание или до преследване на престѣпно деяние, наказуемо съ смъртъ, съ строгъ тъмниченъ затворъ или съ тъмниченъ затворъ най-малко отъ една година.

Сжщото важи за жилищата на генералнитъ консули, консулитъ и вице-консулитъ, когато тѣ сж кариерни чиновници.

Канцелариитъ и служебнитъ помѣщения, както и жилищата не могатъ никога да служатъ за прибѣжище, сжщо и упоменатитъ въ чл. 5 превозни сръдства.

Членъ 7.

Консулитъ, както и придаденитъ чиновници къмъ кариернитъ консули, а сжщо и лицата, които сж на служба у тѣхъ или у

sind von jeder militärischen Anforderung, Leistung und Einquartierung sowie (mit ihrem gesamten Vermögen) von Konfiskationen, Beschlagnahmen oder Requisitionen und von allen öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen zu persönlichen Dienstleistungen befreit; Diese Befreiungen treten nur ein, soweit diese Personen Angehörige des Entsendestaates sind.

Soweit jedoch Konsularbeamte ein Handelsgeschäft oder ein Gewerbe betreiben, sind sie denselben militärischen Anforderungen und Leistungen mit Ausnahme der Einquartierungen unterworfen wie die Landesangehörigen.

Die in Absatz 1 bezeichneten Befreiungen erstrecken sich auf Grundstücke nur dann, wenn sie im Eigentum der Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln, Attachés, Kanzler oder Sekretäre stehen, und wenn und insoweit sie entweder diesen Personen als Wohnung dienen oder zum Zwecke des Konsulardienstes benutzt werden. Auf Grundstücke der Wahlkonsuln erstrecken sich diese Befreiungen nicht.

Die Konsuln, sofern sie Berufsbeamte sind, sowie die ihnen zugewiesenen Beamten und die in ihrem und ihrer Beamten Dienste stehenden Personen sind von den direkten persönlichen Steuern im Empfangsstaate befreit. Die Befreiung tritt nur ein, soweit die genannten Personen Angehörige des Entsendestaates sind und ausserhalb ihres Amtes oder Dienstes im Empfangsstaate keinen Beruf, kein Gewerbe und keine andere gewinnbringende Tätigkeit ausüben. Die Befreiung erstreckt sich nicht auf die direkten persönlichen Steuern, soweit sie im Hinblick auf die einzelnen Gegenstände der Besteuerung und auf Grund ihrer wirtschaftlichen Zugehörigkeit zu dem Gebiet des Empfangsstaates ohne Rücksicht auf Staatsangehörigkeit, Wohnsitz und Aufenthalt des Steuerpflichtigen erhoben werden.

Dienstliche Bezüge, die die in Absatz 1 bezeichneten Personen als Entgelt für ihre Tätigkeit als Konsul oder Konsularbeamter

търхните чиновници, се освобождават от всякакво военно изискване, военна тежба или разквартируване, както (по отношение на всичките имъ имуществва) и от конфискация, възбрана или реквизиция и от всички публично-правни задължения за лични тежби. Съ тѣзи освобождения се ползват само ония лица, които сж поданници на назначилата ги държава.

Но ако консулските чиновници се занимават съ търговия или упражняват някой занаятъ, тѣ сж подчинени на сжщитѣ военни искания и тежби, както мѣстнитѣ поданници, съ изключение на разквартируванията.

Предвиденитѣ въ алинея 1 освобождения се простират и върху недвижимитѣ имоти, само когато тѣ сж притежание на генералнитѣ консули, консулитѣ, вице-консулитѣ, аташетата, канцлеритѣ или секретаритѣ и доколкото тѣ служатъ за жилище на тия лица или се използватъ за целитѣ на консулската служба. Върху недвижимитѣ имоти на почетнитѣ консули тия освобождения не се простират.

Консулитѣ, когато сж карьерни чиновници, както и придаденитѣ имъ чиновници, а сжщо и лицата, които сж на служба у тѣхъ и у тѣхнитѣ чиновници, се освобождават от прѣвки лични данъци въ държавата на мѣстослуженото имъ. Споменатитѣ лица се ползватъ от това освобождение само, когато сж поданници на държавата, която представляват и когато не упражняватъ вънъ отъ службата си никакво занятие, никакъвъ занаятъ и никаква друга доходна дейность въ държавата на мѣстослуженото имъ. Освобождението не се отнася до прѣвитѣ лични данъци, щомъ тѣ се събиратъ съ огледъ на отдѣлнитѣ предмети на облагането и възъ основа на тѣхната стопанска принадлежность къмъ територията на държавата на мѣстослуженото, безъ да се обръща внимание върху поданството, седалището и мѣстопробиваването на облагаемия.

Служебнитѣ заплати, които означенитѣ въ алинея 1 лица получаватъ като възнаграждение за тѣхната дейность като кон-

geniessen, sind in dem Empfangsstaat stets von Steuern befreit.

Artikel 8.

Das Vermögen der nach Artikel 7 Absatz 1 befreiten Personen kann jederzeit und in jeder Form ein- und ausgeführt werden, es sei denn, dass es sich um Gegenstände handelt, deren Ein- und Ausfuhr nach der Gesetzgebung des Empfangsstaates verboten ist und für die Ein- und Ausfuhrbewilligungen überhaupt nicht erteilt werden dürfen. Die Wiederausfuhr zulässigerweise eingeführter Gegenstände ist in jedem Fall gestattet.

Artikel 9.

Im Falle des Abbruchs der diplomatischen Beziehungen zwischen den vertragschliessenden Staaten soll den Konsularbeamten, ihren Familienmitgliedern sowie den in ihrem Dienst stehenden Personen, soweit sie nicht Angehörige des Aufenthaltsstaates sind, gestattet sein, das Land innerhalb einer angemessenen Frist, die jedoch nicht weniger als sechs Tage betragen darf, ungehindert zu verlassen. Auf ihr Vermögen und ihren Nachlass findet Artikel 8 entsprechende Anwendung.

Artikel 10.

Amtssiegel, Wappenschilder, Flaggen und ähnliche Gegenstände des Inventars sowie des Bürobedarfs, die dem Konsul vom Entsendestaat zugesandt werden und für den Dienstgebrauch der Konsulate, aber nicht für die persönlichen Bedürfnisse der Konsuln bestimmt sind, werden vom Ein- und Aufuhrzoll befreit, unterliegen jedoch der Zollrevision.

Die gleiche Behandlung, d. h. Befreiung vom Ein- und Ausfuhrzoll unter Aufrechterhaltung der Zollrevision gilt für den Hausrat und für sonstige, gebrauchte, zur eigenen Benutzung der Konsularbeamten bestimmte Gegenstände, aber nur einmalig bei der ersten Ankunft oder

сули или консулски чиновници, винаги се освобождават отъ данъци въ държавата на мѣстослуженето имъ.

Членъ 8.

Имотътъ на освободенитъ по чл. 7, алинея 1, лица може въ всяко време и по всяки начинъ да се внася и изнася, освенъ ако се касае за предмети, чийто вносъ и износъ е забраненъ отъ законитъ на страната на мѣстослуженето и за които не се дава въобщо разрешение за вносъ и износъ. Преизносътъ на законно внесенитъ предмети е позволенъ всякога.

Членъ 9.

Въ случай на скъсване на дипломатическитъ сношения между договорящитъ страни, ще бжде позволено на консулскитъ чиновници, на членоветъ на семействата имъ както и на лицата, които сж на служба у тяхъ, стига само да не сж поданници на държавата на мѣстослуженето имъ, да напустнатъ безпрепятствено страната въ определенъ срокъ, който обаче, не може да бжде по-късъ отъ шесть дни. Относно имота имъ и наследството имъ се прилага съответно членъ 8.

Членъ 10.

Служебни печати, гербови табели, флагове и подобни инвентарни и канцеларски предмети, които се изпращатъ на консула отъ назначилата го държава и които сж предназначени за служебно употребение на консулствата, но не и за личнитъ нужди на консулитъ, се освобождаватъ отъ вносно и износно мито, обаче подлежатъ на митническо преглеждане.

Сжщото третиране, т. е. освобождаване отъ вносно и износно мито съ запазване митническото преглеждане, важи и за покщнината и другитъ употребявани предмети, определени за личното ползу-

Niederlassung der Konsularbeamten im Empfangsstaate. Diese Befreiung gilt nur für Konsularbeamte, die Angehörige des Entsendestaates sind.

Artikel 11.

Die Konsuln sind bezüglich ihrer amtlichen Tätigkeit der Gerichtsbarkeit des Staates ihres Amtssitzes nicht unterworfen.

Artikel 12.

Gegen Konsularbeamte, die Angehörige des Entsendestaates sind, darf die Personalhaft in Zivil- und Handelssachen weder als Mittel der Zwangsvollstreckung noch als Sicherungsmassregel angewendet werden. Sie dürfen nicht in Haft genommen werden, es sei denn, dass es sich um die Vollstreckung einer gerichtlich erkannten Strafe oder um die Verfolgung einer mit dem Tode oder mit Zuchthaus bedrohten Straftat handelt.

Wenn ein Konsularbeamter verhaftet oder strafrechtlich zur Untersuchung gezogen werden muss, so soll die diplomatische Vertretung des Staates, der ihn ernannt hat, hiervon sofort durch die Regierung des anderen Staates benachrichtigt werden.

Artikel 13.

Die Konsularbeamten sind gehalten, vor den Gerichtsbehörden des Staates Zeugnis abzulegen, wenn diese mittels amtlichen Schreibens darum nachsuchen; doch dürfen sie über Vorgänge, die ihre amtliche Tätigkeit betreffen, ohne Genehmigung der Regierung, die sie ernannt hat, nicht vernommen werden.

Vor den Gerichten können die Konsularbeamten ihre Aussage auf Grund des Amtsgeheimnisses verweigern. Erachtet das Gericht

ване на консулските чиновници, но само еднажъ, при първото пристигане или настаняване на консулските чиновници въ държавата на мѣстослуженето имъ. Това освобождение важи само за консулските чиновници, които сж поданници на назначилата ги държава.

Членъ 11.

Консулитъ относно служебната си деятелност не подпадатъ подъ юрисдикцията на държавата, гдето е седалището имъ.

Членъ 12.

Спрямо консулските чиновници, които сж поданници на страната, която ги е назначила, не може да се прилага личното задържане по граждански и търговски дѣла, нито като сръдство за принудително изпълнение, нито като мѣрка за неотклонение. Тъ не могатъ да бждатъ затваряни, освенъ ако се касае до изпълнението на наложено отъ сждъ наказание или до преследване поради престѣпно деяние, наказуемо съ смъртъ или строгъ тъмниченъ затворъ.

Ако нѣкой консулски чиновникъ следва да бжде задържанъ или тегленъ подъ углавна отговорностъ, то дипломатическата мисия на страната, която го е назначила, трѣбва веднага да бжде уведомена за това отъ правителството на другата страна.

Членъ 13.

Консулските чиновници сж длъжни да се явяватъ като свидетели предъ сждебнитъ власти на държавата, ако тази последната ги покани за това съ официално писмо; обаче, тъ не бива да бждатъ разпитвани върху събития, които се касаятъ до тяхната служебна дейностъ, безъ разрешението на държавата, която ги е назначила.

Предъ сждилищата консулските чиновници могатъ, въз основа на служебната тайна, да откажатъ да дадатъ показания.

die Verweigerung der Zeugenaussage auf Grund des Amtsgeheimnisses nicht als gerechtfertigt, so hat es hiervon seine Regierung zu verständigen zwecks Austragung der Meinungsverschiedenheit auf diplomatischem Wege.

Soll ein dem Entsendestaate angehörender Konsul als Zeuge vernommen werden, so sollen im Falle seiner Behinderung durch Krankheit oder Dienstgeschäfte die Gerichtsbehörden sich in seine Wohnung begeben, um ihn mündlich zu vernehmen oder sein schriftliches Zeugnis in der dem Landesrecht entsprechenden Form verlangen. Der Konsul hat dem Verlangen zu entsprechen und den Behörden in der ihm bezeichneten Frist seine Aussage schriftlich, mit seiner Unterschrift und seinem Amtssiegel versehen, zuzustellen.

Ist in einer Strafsache das persönliche Erscheinen eines dem Entsendestaate angehörenden Konsuls vor dem erkennenden Gericht nach den Gesetzen des Aufenthaltsstaates nicht zu umgehen und seine Vernehmung in der Wohnung untunlich, so soll im Falle seiner dienstlichen Behinderung das Gericht Tag und Stunde seiner Vernehmung mit ihm vereinbaren, ihn zu dem vereinbarten Zeitpunkt tunlichst umgehend vernehmen und ihn nicht länger als unbedingt erforderlich zurückhalten.

Zwangsendrohungen oder Zwangsmassnahmen dürfen unter keinen Umständen angeordnet werden.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden auch für Verfahren vor den Verwaltungsbehörden Anwendung.

Artikel 14.

Stirbt ein Konsul und ist kein berufener Vertreter zur Stelle, so soll sich die Ortsbehörde an den nächsten Konsul oder an die Gesandtschaft des Entsendestaates wenden, um das Archiv der Konsularbehörde versiegeln zu lassen. Ist der nächste konsularische Vertreter und die Gesandtschaft verhindert, so soll die Ortsbehörde in Gegenwart des konsularischen Ver-

trätters, wenn er nicht zugegen ist, durch einen anderen Beamten der Konsularbehörde, der die Besiegelung vornimmt, besiegelt werden. Wenn die Besiegelung nicht vorgenommen werden kann, so soll die Ortsbehörde die Besiegelung dem Konsul oder der Gesandtschaft mitteilen. Die Besiegelung soll dem Konsul oder der Gesandtschaft mitgeteilt werden.

Ако сждътъ смъта, че отказътъ отъ свидетелски показания въз основа на служебната тайна е неоснователенъ, той уведомява за това своето правителство, съ цель да се отстрани различието въ мненията по дипломатически редъ. Когато единъ консулъ, поданикъ на държавата, която го е назначила, тръбва да бжде разпитанъ въ качеството на свидетель, сждебнитъ власти, въ случай на възпрепятствуване поради болестъ или поради служебни работи, тръбва да отидатъ въ жилището му за да го разпитатъ устно или пъкъ да поискатъ отъ него писменни показания въ форма съгласна съ правото на страната. Консултътъ тръбва да се подчини на искането и да достави на властитъ въ опредъления срокъ своитъ писмени показания, снабдени съ неговия подписъ и служебенъ печатъ.

Ако по нъкое углавно дъло личното явяване предъ сжда на нъкой консула, поданикъ на страната, която го е назначила, е неизбежно, споредъ законитъ на страната на мъстослуженето, и неговото разпитване не може да се извърши въ жилището му, тогава, въ случай, че той е служебно възпрепятствуванъ, сждътъ тръбва да уговори съ него деня и часа на разпита, да го разпита въ опредъленото време по възможность веднага и да не го задържа по-дълго време, отколкото е необходимо.

Заплашвания или принудителни мърки не бива да се предприематъ въ никой случай.

Постановленията на настоящия членъ се прилагатъ и спрямо процедурата предъ административнитъ учреждения.

Членъ 14.

Ако нъкой консулъ умре и на мъстото нъма друго лице, което да има право да го замъсти, мъстнитъ власти ще се отнасятъ до най-близкия консулъ или до Легацията на страната, която го е назначила, за запечатване на консулската архива. Ако найблизкиятъ консулски

tretern einer befreundeten Macht und zweier Angehöriger des Staates, der den verstorbenen Beamten ernannt hat, zur Siegelung des Archivs schreiten.

Das Protokoll über diese Massnahme soll in doppelter Ausfertigung hergestellt, und ein Exemplar soll dem nächsten Konsul oder der Gesandtschaft des Staates, der den verstorbenen Beamten ernannt hat, zugestellt werden.

Bei der Entsiegelung zum Zwecke der Übergabe der Archive an den neuen Konsularbeamten ist ebenso wie bei der Siegelung zu verfahren.

Artikel 15.

Die Konsularbeamten jedes der vertragsschliessenden Staaten sollen unter der Bedingung der Gegenseitigkeit im Gebiete des anderen Staates ausserdem alle Vorrechte und Befreiungen geniessen wie die Konsularbeamten gleicher Art und gleichen Ranges der meistbegünstigten Nation.

DRITTER ABSCHNITT.

KONSULARISCHE AMTSBEFUGNISSE.

Artikel 16.

Die Konsuln sind berufen, die Rechte und Interessen der Angehörigen ihres Landes wahrzunehmen, insbesondere ihren Handel und ihre Schiffahrt zu schützen und zu fördern.

Sie können in Ausübung ihrer Amtsbefugnisse sich an die Gerichts- und Verwaltungsbehörden in ihrem Amtsbezirk wenden, auch bei diesen wegen jeder Verletzung der zwischen den beiden Staaten bestehenden Verträge und Vereinbarungen oder der allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts Einspruch erheben. Werden ihre Vorstellungen von den Behörden nicht berücksichtigt, so können sie sich in Ermangelung

представителъ или Легацията сж възпрепятствувани, мѣстната властъ ще пристѣпи къмъ запечатването на архивата въ присѣтствието на консулския представителъ на една приятелска държава и на двама поданници на държавата, която е назначила починалия чиновникъ.

Протоколътъ за тази мѣрка ще се изготви въ два екземпляра, отъ които единиятъ ще се изпрати на най-близкия консулъ или на Легацията на държавата, която е назначила починалия чиновникъ.

При запечатването, съ целъ да се предаде архивата на новия консулски чиновникъ, се постѣпва по сѣщия начинъ, както при запечатването.

Членъ 15.

Консулскитъ чиновници на всѣка отъ договорящитъ страни ще се ползватъ, при условие на взаимностъ, въ територията на другата държава още и съ всички прерогативи и освобождения, съ които се ползватъ консулскитъ чиновници отъ сѣщата категория сѣщата степенъ на най-облагоприятствуваната нация.

ОТДѢЛЪ ТРЕТИ.

Консулски служебни права.

Членъ 16.

Консулитъ сж призвани да пазятъ правата и интереситъ на поданицитъ на своята страна, а особено да защитяватъ и подпомагатъ тѣхната търговия и корабоплаване.

Тѣ могатъ, въ изпълнение на своитъ служебни права, да се отнасятъ до сѣдебнитъ и административни власти въ своя служебенъ районъ и да правятъ предъ тѣхъ постѣпки по поводъ на всѣко нарушение на сѣществуващитъ между дветъ страни договори и споразумѣния или на общитъ принципи на международното

eines diplomatischen Vertreters selbst an die Regierung wenden, von der sie die Zulassung erhalten haben.

Artikel 17.

Die Konsuln haben, soweit sie nach den Vorschriften des von ihnen vertretenen Staates dazu befugt sind, das Recht :

1. in ihren Amtsräumen oder Wohnungen, der Beteiligten oder an Bord der Schiffe des von ihnen vertretenen Staates von Angehörigen dieses Staates sowie von den zur Besatzung eines solchen Schiffes gehörenden Personen und dessen Passagieren Erklärungen entgegenzunehmen ;

2. letztwillige Verfügungen von Angehörigen des von ihnen vertretenen Staates aufzunehmen, zu bestätigen oder zu beglaubigen ;

3. einseitige Rechtsgeschäfte von Angehörigen des von ihnen vertretenen Staates und Verträge jeder Art, die zwischen Angehörigen dieses Staates geschlossen werden, aufzunehmen, zu bestätigen oder zu beglaubigen ; ausgenommen sind einseitige Rechtsgeschäfte und Verträge, soweit sie sich auf die Übertragung oder dingliche Belastung eines Grundstückes im Lande ihres Amtsbezirkes beziehen ;

4. Unterschriften von Angehörigen des von ihnen vertretenen Staates auf den zwischen diesen und Angehörigen eines dritten Staates abgeschlossenen Verträgen zu beglaubigen ;

5. einseitige Rechtsgeschäfte und Verträge jeder Art ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit der Beteiligten aufzunehmen, zu bestätigen oder zu beglaubigen, sofern die Rechtsgeschäfte und Verträge sich ausschliesslich auf Gegenstände im

право. Ако тяхният постъпки не бждат взети подъ внимание отъ властитъ, тв могатъ, при липса на дипломатически представителъ, сами да се обърнатъ къмъ правителството, което ги е допуснало.

Членъ 17.

Консулитъ иматъ, доколкото това се предвижда въ предписанията на представляваната отъ тяхъ страна, следниятъ права :

1. да приематъ въ своитъ служебни помъщения или жилища, въ жилищата на заинтересованитъ или на борда на параходитъ на представляваната отъ тяхъ държава декларации отъ поданници на тази държава, а също и отъ лица числящи се къмъ екипажа на такъвъ параходъ, както и отъ пътницитъ му ;

2. да протоколиратъ, да потвърдятъ или да завървятъ завещателни разпореждания на поданници на представляваната отъ тяхъ държава ;

3. да протоколиратъ, да потвърдятъ или да завървятъ едностранни правни актове на поданници на представляваната отъ тяхъ държава и всъкакви договори, които сж сключени между поданници на тази държава ; изключватъ се само едностранни правни актове и договори, които се отнасятъ до прехвърляне или вещественно задължение на нъкой недвижимъ имотъ въ страната на служебния имъ районъ ;

4. да завървятъ подписи на поданници на представляваната отъ тяхъ държава сложени върху сключени между тяхъ и между поданници на трета държава договорни ;

5. да протоколиратъ, да потвърдятъ или завървятъ едностранни правни актове и договори отъ всъкакъвъ видъ, безъ огледъ на поданство на участвуващитъ, ако правнитъ ак-

Gebiet des von ihnen vertretenen Staates oder auf ein dort abzuschliessendes und aus zuführendes Geschäft oder auf Seeschiffe beziehen, die die Flagge des vom Konsul vertretenen Landes tragen ;

6. Verhandlungen und Schriftstücke jeder Art, die von Behörden oder von Beamten des von ihnen vertretenen Staates ausgegangen sind, zu übersetzen oder zu beglaubigen.

Die vom Konsul aufgenommenen, bestätigten oder beglaubigten Urkunden unterliegen, soweit sie sich auf ein im Lande seines Amtssitzes auszuführendes Geschäft beziehen, hinsichtlich der Erhebung von Abgaben, der Registrierung und der sonstigen Behandlung den dort geltenden Vorschriften.

Artikel 18.

Die Konsuln sind befugt, den Angehörigen der von ihnen vertretenen Staaten Pässe auszustellen sowie Sichtvermerke zur Einreise in die von ihnen vertretenen Staaten und zur Durchreise durch diese zu erteilen.

Artikel 19.

Die Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln können, soweit sie nach den Vorschriften des Entsendestaates dazu befugt sind, Eheschliessungen vornehmen, wenn beide Eheschliessende dem Entsendestaate angehören.

Von den Eheschliessungen soll den Landesbehörden alsbald Anzeige erstattet werden.

Artikel 20.

Die Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln haben das Recht, Geburten und Todesfälle von Angehörigen ihres Staates in den durch dessen Gesetzgebung vorgeschriebenen Formen zu beurkunden.

тове и договори се отнасятъ до предмети въ територията на представляваната отъ тѣхъ държава или до нѣкоя сдѣлка, която ще се склучи и изпълни тамъ или върху параходи, които носятъ флага на представляваната отъ консула държава ;

6. да превеждатъ или да завѣрватъ документи и книжа отъ всякакъв видъ, които изхождатъ отъ власти или чиновници на представляваната отъ тѣхъ държава.

Изготвенитъ, потвърденитъ или завѣренитъ отъ консула книжа подлежатъ, когато се отнасятъ до сдѣлки склучени въ тази страна, на заплащане на берии, на регистриране и на други манипулации, каквито сж предвидени отъ законитъ.

Членъ 18.

Консулитъ иматъ права да издаватъ на поданицитъ на представляванитъ отъ тѣхъ страни паспорти и да даватъ визи за влизане въ представляванитъ отъ тѣхъ страни и за преминаване презъ сжщитъ.

Членъ 19.

Генералнитъ консули, консулитъ и вице-консулитъ, ако споредъ предписанията на изпратилата ги държава иматъ това право, могатъ да склучватъ бракове, когато дветъ склучващи брака лица принадлежатъ къмъ държавата, отъ която консултътъ е назначенъ.

За склученитъ бракове ще се съобщава своевременно на мѣстнитъ власти.

Членъ 20.

Генералнитъ консули, консулитъ и вице-консулитъ иматъ право да засвидетелствуватъ раждания и умирация на поданици на тѣхната държава по формитъ, предписани отъ нейното законодателство.

Die nach den Landesgesetzen bestehende Verpflichtung der Beteiligten, von Geburten, Eheschliessungen und Todesfällen den Landesbehörden Anzeige zu erstatten, wird hierdurch nicht berührt.

Artikel 21.

Die Konsuln können den Eingang und die Abfertigung der Schiffe ihres Staates fördern und ihnen während ihres Aufenthaltes in ihrem Amtsbezirk amtlichen Beistand leisten. Zu diesem Zwecke können sie sich, sobald die Schiffe zum freien Verkehr zugelassen sind, in Person an Bord begeben oder einen Vertreter an Bord senden; sie können die Mitglieder der Besatzung befragen, die Schiffspapiere prüfen, Ladungsverzeichnisse (Manifeste) aufnehmen, die Erklärungen über Reise, Bestimmungsort und Zwischenfälle während der Reise sowie sonstige Erklärungen von den Mitgliedern der Besatzung und den Passagieren gemäss Artikel 17 Absatz 1 Nr. 1 entgegennehmen, auch mit den Mitgliedern der Besatzung vor den Gerichten und Verwaltungsbehörden des Landes ihres Amtssitzes erscheinen und ihnen dort als Dolmetscher oder Beistände dienen, soweit ihre Anwesenheit nicht mit den Landesgesetzen in Widerspruch stehen würde.

Artikel 22.

Soll in einem Hafen des einen Staates an Bord eines Handelsschiffahrt treibenden Schiffes des anderen Staates eine Untersuchungshandlung (Durchsuchung, Beschlagnahme, Verhaftung, vorläufige Festnahme, Vernehmung), eine Zwangsvollstreckung oder eine andere Handlung amtlichen Zwanges vorgenommen werden, so ist hiervon der an dem Hafentort oder in dessen Nähe wohnhafte und daselbst mit der Wahrnehmung der Interessen des Flaggenstaates betraute Konsul unter genauer Angabe der Stunde und des Ortes zu benachrichtigen und zur Anwesenheit einzuladen. Erscheint zu der angegebenen Stunde trotz ordnungsgemässer

Съществуващото споредъ мѣстнитъ законни задължение, щото заинтересованитъ да съобщаватъ на мѣстнитъ власти за раждания, сключване на бракове и умирация не се засѣга отъ настоящето постановление.

Членъ 21.

Консулитъ могатъ да улесняватъ влизането и излизането на корабитъ на своята държава и да имъ оказватъ служебна помощъ презъ време на престояването имъ въ тѣхния служебенъ районъ. За тази цѣль тѣ могатъ, щомъ корабитъ бждатъ допустнати до свободно циркулиране, да отиватъ лично на борда или да изпращатъ тамъ свой представителъ; тѣ могатъ да разпитватъ членоветъ на екипажа, да преглеждатъ книгата на кораба, да съставляватъ описи на натоваренитъ стоки (манифести), да приематъ заявления по пжтуването, мѣстоназначението и произшествията презъ време на пжтуването, както и всѣкакви заявления отъ членоветъ на екипажа и отъ пжтницитъ, съгласно членъ 17, алинея 1, т. 1, а сжщо и да се явяватъ съ членоветъ на екипажа предъ мѣстнитъ сждебни и административни власти въ тѣхния районъ и да имъ услужатъ тамъ като преводачи или помощници, стига само тѣхното присжтствие да не е въ противорѣчие съ законитъ на страната.

Членъ 22.

Когато въ нѣкое пристанище на едната страна трѣбва на борда на нѣкой търговски корабъ на другата страна да се извърши следствене действие (претърсване, изземване, затваряне, временно задържане, разпитване), принудително изпълнение или нѣкое друго принудително служебно действие, за това се предизвестява живѣещия въ пристанищния градъ или близо до него консулъ, който е натоваренъ съ запазването интереситъ на държавата, чийто флагъ носи корабътъ, като му се обозначи точно часътъ и мѣстото, и той се покани

Ladung weder der Konsul noch ein von ihm abgeordneter Vertreter, so kann die Amtshandlung in seiner Abwesenheit vorgenommen werden. Ist Gefahr im Verzuge oder wohnt der Konsul nicht in dem Hafentort oder in dessen Nähe, so kann die Amtshandlung ohne vorgängige Benachrichtigung vorgenommen werden; doch ist dem Konsul tunlichst bald davon Nachricht zu geben; dabei sind die Gründe anzugeben, aus denen eine frühere Benachrichtigung unterblieben ist.

Die vorstehenden Bestimmungen finden auch Anwendung, wenn Mitglieder der Schiffsbesatzung an Land vor den Behörden des Hafentorts vernommen werden sollen oder sonst Erklärungen abzugeben haben, es sei denn, dass die Anwesenheit des Konsuls mit den Landesgesetzen in Widerspruch stehen würde oder dass es sich um Verrichtungen der freiwilligen Gerichtsbarkeit, insbesondere um Verklarungen handelt, die auf Antrag eines Mitgliedes der Besatzung vorgenommen werden.

Insbesondere sind die Konsuln frühzeitig auf alle Erklärungen aufmerksam zu machen, welche der Schiffsführer oder sonstige Mitglieder der Besatzung des Schiffes vor den Gerichten oder Verwaltungsbehörden des Landes abzugeben haben, damit sie anwesend sein und jedem Irrtum oder unrichtiger Auslegung vorbeugen können.

Eine Benachrichtigung des Konsuls unterbleibt bei Schiffsbesuchen, die im zollamtlichen, pass- oder gesundheitspolizeilichen Interesse oder aus Anlass der Erhebung von Schiffsabgaben vorzunehmen sind.

Artikel 23.

Den Konsuln steht ausschliesslich die Aufrechterhaltung der inneren Ordnung an Bord der Handelsschiffahrt treibenden Schiffe ihres Landes zu; sie haben allein die Streitigkeiten zwischen den Mitgliedern der Besatzung, falls sie nach den Gesetzen des Landes, dem sie angehören, dazu ermächtigt sind, zu schlichten, insbesondere solche, die sich auf die Heuer und

да присъжествува. Ако въ обозначения частъ, въспръки редовното поканване, не се яви нито консула нито нъкой изпратенъ отъ него замъстникъ, служебното действие може да се извърши и въ негово отсъствие. Ако грови нъкаква опасностъ или ако консултътъ не живъе въ пристанищния градъ или близо до него, служебното действие може да се предприеме безъ предизвестяване; обаче, въ такъвъ случай, консултътъ тръбва да се уведоми колкото се може по скоро, като се означатъ и мотивитъ, по които не е билъ предизвестенъ.

Горнитъ постановления се прилагатъ сжщо и когато членове на екипажа ще тръбва да бждатъ разпитани на суша отъ властитъ на пристанищно място или иматъ да правятъ нъкакви заявления, освенъ ако присъжтствието на консула би противоречило на мьстнитъ закони или ако се касае за действия на доброволното правосъдие, а особено за протоколи по аварии, които се извършватъ по искане на едно лице отъ екипажа.

Особено тръбва да се обръща вниманието на консулитъ предварително върху всички изявления, които иматъ да правятъ капитанътъ или нъкои други лица отъ екипажа предъ сждилищата или предъ административнитъ власти на страната, за да могатъ консулитъ да присъжтствуватъ и да предвдятъ всъка гръшка или невърно тълкуване.

Консултътъ не се предизвестява при посещения на корабитъ, които се извършватъ по поводъ митнически, паспортни или здравно-полицейски интереси или за събиране на корабни такси.

Членъ 23.

Запазването вътрешния редъ на борда на търговскитъ кораби на твхната страна принадлежи изключително на консулитъ; само тв могатъ да уреждатъ спороветъ между членоветъ на екипажа, ако сж компетентни за това по законитъ на страната, къмъ която тв принадлежатъ, а

die Erfüllung gegenseitiger Verpflichtungen beziehen.

Die Landesbehörden dürfen bei Ausschreitungen an Bord der Schiffe nur dann eingreifen, wenn diese geeignet sind, die Ruhe oder öffentliche Ordnung im Hafen oder zu Lande zu stören, oder wenn Landesangehörige oder nicht zur Schiffsbesatzung gehörende Personen beteiligt sind.

In allen anderen Fällen von Ausschreitungen an Bord haben die Landesbehörden sich darauf zu beschränken, dem Konsul, seinem Vertreter und, falls ein solcher nicht zur Stelle ist, dem Schiffsführer auf Verlangen Beistand zu gewähren. Insbesondere haben sie Mitglieder der Besatzung, soweit es sich nicht um Landesangehörige handelt, an Bord zurückzuführen oder festzunehmen. Die Festnahme ist auf ein schriftliches, an die Landesbehörde gerichtetes und von einem beglaubigten Auszug aus der Musterrolle begleitetes Ersuchen bis zur Dauer von zwei Monaten oder, wenn das Schiff länger im Hafen bleibt und der Festgenommene an Bord zurückgeführt werden soll, bis zur Abfahrt des Schiffes aufrechtzuerhalten.

Die Kosten der Festnahme und der Festhaltung werden von dem Konsul getragen.

Artikel 24.

Die Konsuln können die Mitglieder der Besatzung von Kriegs- oder allen sonstigen Schiffen ihres Landes, die von diesen Schiffen entwichen sind, festnehmen lassen, um sie an Bord oder nach dem Flaggenstaat zu senden.

Zu diesem Zwecke haben sie sich schriftlich an die Ortsbehörde zu wenden und durch amtliche Urkunden, insbesondere durch beglaubigte Auszüge aus der Musterrolle, nachzuweisen, dass die Person, deren Übergabe verlangt wird, zur Besatzung des Schiffes gehört. An Orten, an denen sich kein Konsul befindet, kann der Antrag unter den gleichen Bedingungen durch den Schiffsführer selbst gestellt werden. Die Übergabe darf nur auf Grund des Nachweises verweigert werden, dass die entwichene Person ein Landesangehöriger ist.

особенно такива спорове, които се касаят до заплатитъ и до изпълнението на взаимни задължения.

Мъстнитъ власти могат да се намъсватъ при смутове на борда на корабитъ само тогава, когато тия смутове сж отъ естество да нарушатъ спокойствието или обществения редъ въ пристанището или на суша или пъкъ когато сж замъсени мъстни поданници или лица, не числящи се къмъ скипажа.

Въ всички други случаи на смутове на борда, мъстнитъ власти се ограничаватъ, при поискване, да оказватъ помощъ на консула, на неговия представителъ или, ако такъвъ нма на мъстото, на капитана на кораба. Особено тв сж длъжни да върнатъ на борда или да задържатъ членоветъ на екипажа, ако не се касае до поданници на страната. Задържането трае, по писменна показана, отправена до мъстната властъ и придружена отъ завърено извлечение отъ списъка на екипажа, до два месеца или, ако корабътъ стои по-дълго време въ пристанището и задържаниятъ тръбва да бжде повърнатъ на борда, до тръгването на кораба.

Разносикитъ за задържането и за държането въ затвора се понасятъ отъ консула.

Членъ 24.

Консулитъ могат да искатъ задържането на лица отъ екипажа на военни или всички други кораби на своята страна, избъгали отъ твзи кораби, за да ги изпратятъ на борда или въ държавата, подъ знамето на която е корабътъ.

За тази цълъ тв се отнасятъ писмено до мъстната властъ и установяватъ съ служебни книжа, особено съ завърени извлечения отъ списъка на екипажа, че лицето, предаването на което се иска, принадлежи къмъ екипажа. Въ мъста, гдето не се намира консулъ, сжщото искане може, при сжзитъ условия, да бжде предявено отъ самия капитанъ на кораба. Предаването може да се откаже само ако се докаже, че избъгалото лице е мъстенъ поданикъ.

Die Ortsbehörde soll die festgenommenen Personen auf Antrag und auf Kosten des Konsuls in dem Ortsgefängnis in Gewahrsam halten. Findet der Konsul innerhalb der beiden auf den Tag der Festnahme folgenden Monate keine Gelegenheit, sie an Bord oder nach dem Flaggenstaate zu senden, so werden sie freigelassen und dürfen aus dem nämlichen Grunde nicht wieder festgenommen werden.

Hat sich der Entwichene im Gebiete des Staates, in dem er sich befindet, eines nach der Landesgesetzgebung strafbaren Verbrechens oder Vergehens schuldig gemacht, so darf die Übergabe aufgeschoben werden, bis die Entscheidung der Landesgerichte ergangen und ihrem ganzen Umfange nach vollstreckt ist.

Artikel 25.

Erleidet ein Schiff, dass die Flagge des einen Staates führt, an den Küsten des anderen Staates Schiffbruch, so soll die Ortsbehörde den nächsten Konsul des Flaggenstaates sobald als möglich benachrichtigen.

Die Ortsbehörde darf für die bei der Bergung oder Hilfeleistung getroffenen Massnahmen nur diejenigen Kosten erheben, welche die Schiffe ihres eigenen Landes im gleichen Falle zu entrichten haben.

Die geborgenen Gegenstände bleiben vom Zolle befreit, sofern sie nicht nach Massgabe der geltenden Zollbestimmungen in den inneren Verbrauch übergehen.

Artikel 26.

Soweit nicht Verabredungen von den Interessenten von Schiff und Ladungen, insbesondere von Reedern, Befrachtern und Versicherern entgegenstehen, wird die während der Fahrt von dem Schiffe eines vertragschliessenden Staates erlittene Havarie von dem Konsul dieses Staates geregelt, wenn das Schiff einen Hafen seines Amtsbezirks anläuft.

Die Regelung erfolgt jedoch durch die Landesbehörden, wenn ein Landesangehöriger oder der

Mьстната власт трьбва да пази задържанитъ лица, по искането и на разноснитъ на консула, въ мьстния затворъ. Ако консултъ въ продължение на два месеца, считани отъ деня на задържането, не намъри случай да ги върне на борда или въ държавата, подъ чието знаме е корабътъ, ть биватъ освободени отъ затвора и не могатъ, по същата причина, да бждатъ задържани отново.

Ако бьглецътъ се е провинилъ въ територията на страната, въ която той се намира, въ престъпно деяние, наказуемо по законитъ на страната, предаването може да се отложи, до като присждата бжде издадена отъ мьстния сждъ и всьцело изпълнена.

Членъ 25.

Когато единъ корабъ, носящъ знамето на едната страна, претърпи корабокрушение на крайбръжието на другата страна, мьстната власт трьбва да уведоми колкото се може по-скоро най-близкия консулъ на държавата, чието знаме носи корабътъ.

Мьстната власт може, за взетитъ при спасяването или помагането мърки, да събира само ония разноси, които въ подобенъ случай плащатъ корабитъ на нейната собствена страна.

Спасенитъ вещи се освобождаватъ отъ мито, освенъ ако, споредъ митническитъ наредби, ть се предадатъ за вътрешно употребление.

Членъ 26.

Ако ньма противни съглашения на заинтересованитъ отъ кораба и товара му лица, а особено на редери, товарители и осигурители, претърпяната презъ време на пътуването отъ кораба на една отъ договорящитъ държави авария, се урежда отъ консула на тази държава, щомъ като корабътъ вльзе въ едно пристанище на неговия служебенъ районъ.

Обаче, уреждането се извършва отъ мьстнитъ власти, щомъ бжде замьсенъ

Angehörige einer dritten Macht beteiligt ist und eine endgültige gütliche Einigung nicht zustande kommt.

Artikel 27.

Die Konsularbeamten jedes der vertragsschliessenden Staaten können ausserdem unter dem Vorbehalt der Gegenseitigkeit im Gebiete des anderen Staates dieselben Amtsbefugnisse ausüben, wie die Konsularbeamten gleichen Ranges der meistbegünstigten Nation.

VIERTER ABSCHNITT.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 28.

Auf die den diplomatischen Vertretungen angehörenden Beamten, die mit Ausübung konsularischer Amtsbefugnisse beauftragt sind, finden, unbeschadet, der diesen Beamten nach den Grundsätzen des Völkerrechts zustehenden Vorrechte, die Bestimmungen des zweiten und dritten Abschnitts dieses Vertrages entsprechende Anwendung.

Artikel 29.

Dieser Vertrag, der in deutscher und bulgarischer Sprache abgeschlossen wird, tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt für die Dauer von fünf Jahren.

Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Berlin erfolgen.

Wird der Vertrag von keinem der vertragsschliessenden Staaten ein Jahr vor Ablauf des fünfjährigen Zeitraums gekündigt, so bleibt er in Geltung bis zum Ablauf eines Jahres seit dem Tage, an welchem er von einem der beiden Staaten gekündigt wird.

мъстенъ поданикъ или поданикъ на трета държава и не се постигне миролюбиво споразумъние.

Членъ 27.

Консулскитъ чиновници на всяка отъ договорящитъ държави могатъ, освенъ това, да упражняватъ, подъ условие на взаимностъ, въ територията на другата държава, сжщитъ служебни права, каквито иматъ консулскитъ чиновници отъ еднаква степенъ на най-облагодприятствуваната нация.

ОТДЪЛЪ ЧЕТВЪРТИ.

ЗАКЛЮЧИТЕЛНИ ПОСТАНОВЛЕНИЯ.

Членъ 28.

Спрямо принадлежащитъ къмъ дипломатическитъ представителства чиновници, които сж натоварени съ изпълнението на консулска служба, безъ да се ограничаватъ даденитъ имъ по силата на принципитъ на международното право прерогативи, се прилагатъ съответно постановленията на втория и третия отдълъ на настоящия договоръ.

Членъ 29.

Тоя договоръ, който се сключва на нѣмски и на български езикъ, влиза въ сила единъ месецъ следъ размъната на ратификациитъ и важи въ продължение на петъ години.

Размъната на ратификациитъ ще стане въ Берлинъ.

Ако договорътъ не бжде денонсиранъ отъ никоя отъ договорящитъ държави една година преди изтичането на петгодишния срокъ, той остава въ сила до изтичането на една година отъ деня, въ който той бжде денонсиранъ отъ една отъ дветъ държави.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Sofia am 4. Juni 1929.

(Siegel.) RÜMELIN.

Въ удостоверение на това, пълномощниците подписаха настоящия договоръ и го скрепиха със печатитъ си.

Съставенъ въ двоенъ екземпляръ. въ София на 4 юний 1929 г.

(Печатъ.) А. БУРОВЪ.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Abschluss des vorstehenden Konsularvertrages haben sich die beiden vertragschließenden Staaten über nachstehende Punkte geeinigt, welche einen integrierenden Teil des Vertrages bilden sollen.

1. zu Artikel 10 :

« Zum Bürobedarf gehören sämtliche Ausstattungs- und Bedarfsgegenstände, die für den amtlichen Gebrauch in den Konsulatsräumen bestimmt sind. Hierunter sind u. a. Möbel, Geldschränke, Bürokassen, Teppiche, Schreibmaschinen sowie Schreibmaterialien jeder Art mit und ohne Aufdruck zu verstehen.

Die abgabenfreie Ablassung erfolgt bei der Zollstelle, die die Schlussabfertigung vorzunehmen hat, auf Grund einer schriftlichen mit dem amtlichen Siegel versehenen Erklärung des Konsuls, dass die nach Zahl, Art und Zeichen der Umschließung und nach ihrem Inhalt zu bezeichnenden Sendungen zum dienstlichen Gebrauch bestimmt sind. »

2. Zu Artikel 21 :

« Die Schiffspapiere müssen an Bord belassen werden. Die Behörden des Hafensorts dürfen nicht ihre Aushändigung verlangen. Soweit eine Vorlage der Schiffspapiere vor den Behörden des Hafensorts erforderlich sein sollte, müssen die Schiffspapiere unverzüglich zurückgegeben werden. Der Konsul des Staates, dem das Schiff angehört, ist berechtigt, von den Behörden des Hafensortes die unverzügliche

ЗАКЛЮЧИТЕЛЕНЪ ПРОТОКОЛЪ.

При сключването на настоящия консулски договоръ, дветъ договорящи държави се споразумѣха по долуизброенитъ точки, които ще съставляватъ нераздѣлна частъ отъ договора.

1. Къмъ членъ 10 :

« За канцеларски принадлежности се считатъ всички предмети по обзавеждането и за нуждитъ, опредѣлени за служебно употребление въ консулскитъ помѣщения. Тукъ се разбиратъ между другото : мебели, парични каси, канцеларски каси, килими, пишуци машини, както и писменни материяли отъ всякакъвъ видъ, съ и безъ отпечатъкъ.

Безмитното освобождаване се извършва отъ оная митница, която има да извърши окончателнитъ формалности, въз основа на една писменна, скрепена съ печата на консула декларация, че означенитъ по брой, видъ и марка на опаковката и по съдържанието пратки сѣ опредѣлени за служебно употребление ».

2. Къмъ членъ 21 :

« Корабнитъ книжа трѣбва да се оставятъ на борда. Властитъ на пристанищния градъ не могатъ да искатъ предаванетоъ имъ. Ако е нужно представянето на корабнитъ книжа предъ властитъ на пристанищния градъ, книжата незабавно трѣбва да се върнатъ. Консултъ на държавата, на която принадлежи корабътъ, има

Rückgabe der bei ihnen zur Einsicht vorgelegten Schiffspapiere zu fordern.

Die An- und Abmusterung von Seeleuten erfolgt durch den Konsul des Staates, dem das Schiff angehört.»

(Siegel.) RÜMELIN.

право да поиска отъ властитѣ на пристанищния градъ незабавното връщане на представенитѣ имъ за преглеждане корабни книжа.

Назначаването и уволняването на моряци се извършва отъ консула на държавата, на която принадлежи корабътъ.»

(Печатъ.) А. Буровъ.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT

A. 225.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la Convention consulaire signée en date de ce jour entre l'Allemagne et la Bulgarie j'ai l'honneur, par la présente, de confirmer à Votre Excellence l'assentiment du Gouvernement allemand quant aux détails complétant comme suit deux articles de la convention précitée, à savoir :

SOFIA, le 4 juin 1929.

L'article 3.

A chacun des fonctionnaires consulaires ressortissant de l'Etat qui les a nommés, sera délivrée, sur demande, par les autorités compétentes de l'Etat agréant, une carte de légitimation spéciale munie de la photographie et de la signature du porteur, attestant sa qualité officielle et le recommandant à la protection des autorités locales.

L'article 6.

La correspondance officielle est inviolable et n'est soumise à aucune censure. Il en est de même des télégrammes, des radiotélégrammes, des phonogrammes et des conversations téléphoniques.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

RÜMELIN.

Son Excellence
Monsieur Athanase D. Bouroff,
Ministre des Affaires étrangères
à Sofia.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.

SOPHIA, le 4 juin 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la Convention consulaire signée en date de ce jour entre la Bulgarie et l'Allemagne, j'ai l'honneur, par la présente, de confirmer à Votre Excellence l'assentiment du Gouvernement bulgare quant aux détails complétant comme suit deux articles de la convention précitée, à savoir :

L'article 3.

A chacun des fonctionnaires consulaires ressortissant de l'Etat qui les a nommés, sera délivrée, sur demande, par les autorités compétentes de l'Etat agréant, une carte de légitimation spéciale munie de la photographie et de la signature du porteur, attestant sa qualité officielle et le recommandant à la protection des autorités locales.

L'article 6.

La correspondance officielle est inviolable et n'est soumise à aucune censure. Il en est de même des télégrammes, des radio-télégrammes, des phonogrammes et des conversations téléphoniques.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

A. D. BOUROFF.

Monsieur le D^r Eugène Rümelin,
Ministre d'Allemagne,
Sofia.

¹ TRADUCTION.

N^o 2436. — CONVENTION CONSULAIRE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BULGARIE. SIGNÉE A SOFIA, LE 4 JUIN 1929.

L'ALLEMAGNE et LA BULGARIE, animées du désir de régler la situation de leurs agents consulaires respectifs suivant les principes généraux du Droit international et sur la base de la réciprocité, ont résolu de conclure une convention consulaire. A cet effet, elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Eugen RÜMELIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Athanase D. BOUROFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2436. — CONSULAR CONVENTION BETWEEN GERMANY AND BULGARIA. SIGNED AT SOFIA, JUNE 4, 1929.

GERMANY and BULGARIA, being desirous of regulating their mutual relations in consular matters on the general principles of international law and on the basis of reciprocity, have agreed to conclude a Consular Convention. For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Eugen RÜMELIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Germany at Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA :

M. Athanas D. BOUROFF, Minister for Foreign Affairs and Worship ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPITRE PREMIER

ADMISSION DES CONSULS.

Article premier.

Sauf indication contraire dans la présente convention, le terme « consul » comprend dans tous les cas les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires chargés de la direction d'un poste consulaire.

Par fonctionnaires consulaires, on entend, en plus du personnel consulaire dirigeant, tous les fonctionnaires et employés qui sont au service d'un poste consulaire.

Les consuls généraux, les consuls et les vice-consuls de carrière doivent être des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Article 2.

Chacun des deux Etats contractants s'engage à admettre dans les ports, villes et places commerciales de son territoire, les consuls de l'autre Etat, nommés par ce dernier conformément à ses propres règlements. Toutefois, chacun des deux Etats se réserve le droit de faire exception à cette règle pour certaines localités ou parties de son territoire, à condition que la même exception soit également appliquée à toute autre Puissance.

Lorsque les consuls ne sont pas des ressortissants de l'Etat qui les a nommés, l'assentiment de l'autre Etat devra être obtenu par la voie diplomatique, avant la nomination.

Article 3.

Les consuls pourront exercer leurs fonctions dans le pays où ils résident dès qu'ils auront été admis dans les formes prescrites ou suivant les coutumes en usage dans ledit pays.

Sur présentation de leurs lettres de créance, ils recevront l'exequatur ou seront admis de toute autre manière, dans le plus bref délai possible et sans frais. Leur circonscription con-

SECTION I.

ADMISSION OF CONSULS.

Article 1.

Unless otherwise provided in the present Convention, the term " consuls " shall everywhere include consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents in charge of a consular office.

The term " consular officials " shall include, in addition to persons in charge of a consular office, all officials and employees employed at a consular office.

Consuls-general, consuls and vice-consuls shall, in the case of officials *de carrière* of the consular service, be nationals of the State by which they are appointed.

Article 2.

Each of the Contracting States undertakes to admit to ports, cities and commercial centres in its territories consuls of the other State duly appointed by that State in accordance with its own regulations. Each of the States reserves the right, however, to make an exception to this rule for certain places or parts of its territories, provided that such exception applies equally to all third Powers.

If the consuls are not nationals of the State by which they are appointed, the consent of the other State must be obtained through the diplomatic channel before the appointment is made.

Article 3.

Consuls may discharge their duties in the country of residence as soon as they are admitted in accordance with the forms prescribed or the customs recognised in that country.

Upon presenting their commission they shall receive as soon as possible, the exequatur or other warrant of admission free of charge ; their consular district shall be indicated when

sulaire devra être indiquée lors de la remise des lettres de créance. Tout changement ultérieur de la circonscription consulaire sera également porté à la connaissance du gouvernement qui les a admis.

Si le pays dans lequel est nommé le consul estime, dans un cas particulier, que l'admission ne peut être accordée ou que le retrait de l'admission s'impose, il devra en faire connaître préalablement les motifs à l'Etat qui a nommé le consul ; l'appréciation de ces motifs reste réservée exclusivement à l'Etat dans lequel est nommé le consul.

Article 4.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence du consul, son attaché, chancelier ou secrétaire sera admis à gérer par intérim les affaires consulaires, à condition que la qualité officielle de l'attaché, du chancelier ou du secrétaire ait été préalablement portée à la connaissance de l'autorité locale compétente.

Les remplaçants du consul jouiront, pendant la durée de leur mission temporaire, des privilèges et immunités attachés à la fonction. Toutefois, les remplaçants d'un consul de carrière, qui ne sont pas eux-mêmes fonctionnaires de carrière, tout en ayant droit pendant la durée de leur mission aux honneurs et égards dus aux consuls de carrière, ne jouiront que des privilèges et immunités reconnus aux consuls honoraires.

CHAPITRE II.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS CONSULAIRES.

Article 5.

Les consuls pourront placer sur l'immeuble où se trouvent les locaux de leur consulat ou de leur chancellerie l'écusson du pays qui les a nommés avec une inscription indiquant la nature de leurs fonctions. Ils pourront également arborer le pavillon national sur ledit immeuble et sur leurs demeures privées, ainsi que sur les véhicules utilisés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Les consuls auront droit aux honneurs qui leur sont dus suivant les usages locaux en raison de leurs fonctions officielles, notamment

the commission is handed over and any subsequent change in the district shall also be notified.

If in any particular case the State to which the consul is appointed considers that admission cannot be accorded or that the withdrawal of admission is necessary, it shall communicate its reasons in advance to the State which appointed the consul ; the State to which he is appointed shall be the sole judge of the adequacy of these reasons.

Article 4.

Upon the death, incapacity or absence of a consul, his attachés, chancery clerks or secretaries shall be authorised to transact the consular business temporarily provided that their official character has previously been made known to the competent local authorities.

The persons thus acting for consuls shall, during the period in which they temporarily transact the consular business, enjoy the privileges and immunities attaching to the office. Nevertheless, persons acting for a consul *de carrière* who are not themselves officials *de carrière* shall, although they are entitled to the same honours and considerations as consuls *de carrière* while performing consular duties, only enjoy the privileges and immunities of honorary consuls.

SECTION II.

CONSULAR PRIVILEGES AND IMMUNITIES.

Article 5.

Consuls may place on the building in which the offices of their consulate or chancery are situated, the arms of the State which has appointed them, with an inscription indicating the nature of their functions. They may also hoist the flag of their country on the above-mentioned building and on their private residence, and on vehicles or vessels used by them in the performance of their duties.

Consuls shall be entitled to the honours due to them in accordance with local usage by reason of their official functions, particularly

dans toutes les circonstances dans lesquelles ils représentent leur gouvernement.

on all occasions when they represent their Governments.

Article 6.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps ; les autorités du pays ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ou saisir les papiers appartenant aux archives. Les papiers de service devront être tenus séparés des papiers personnels des fonctionnaires consulaires.

Les autorités du pays ne devront procéder à des mesures de contrainte dans les bureaux du consulat et de la chancellerie, qu'avec l'assentiment du consul ou de son remplaçant, sauf s'il s'agit de procéder à l'exécution d'une peine prononcée par les tribunaux ou de poursuivre un délit passible de la peine de mort, de détention ou d'emprisonnement d'une année au moins.

Il en est de même pour les domiciles des consuls généraux, consuls et vice-consuls, pour autant qu'ils sont des fonctionnaires de carrière.

Les bureaux du consulat et de la chancellerie, ainsi que les domiciles desdits fonctionnaires consulaires, ne pourront en aucun cas servir de lieu d'asile ; il en sera de même des véhicules mentionnés à l'article 5.

Article 7.

Les consuls et les fonctionnaires attachés aux consuls de carrière, ainsi que les personnes se trouvant au service des consuls ou de leurs fonctionnaires, sont exempts de toute obligation et prestation militaires, ainsi que de toute obligation de loger des troupes. Il sont également exempts, pour la totalité de leurs biens, de toute confiscation, saisie ou réquisition, ainsi que de toute obligation de prestation personnelle relevant du droit public. Ces exemptions ne sont accordées que si lesdites personnes sont des ressortissants du pays qui les a nommées.

Dans le cas, toutefois, où les fonctionnaires consulaires exercent une activité commerciale ou industrielle, ils seront assujettis aux mêmes obligations et prestations militaires que les ressortissants du pays, à l'exception de l'obligation de loger des troupes.

Les exemptions mentionnées au premier alinéa ne s'étendent à des immeubles que si ces immeubles sont la propriété des consuls généraux, vice-consuls, attachés, chanceliers ou secré-

Article 6.

The consular archives shall at all times be inviolable ; the authorities of the country of residence may not under any pretext examine or seize any papers belonging thereto. Official papers shall be kept completely separate from the private papers of the consular officials.

The authorities of the country of residence may not, without the consent of the consul or his representative, proceed in the consulate or the chancery to any measures of compulsion, except for the purpose of carrying out a sentence pronounced by the courts or prosecuting an offence punishable by death, penal internment or imprisonment for not less than one year.

The same shall apply to the dwellings of consuls-general, consuls and vice-consuls, who are officials *de carrière*.

The chancery and consular offices, the dwellings of consular officials, and the vehicles and vessels mentioned in Article 5 may not be used as places of asylum.

Article 7.

Consuls, officials attached to consuls *de carrière* and persons in the service of consuls or of their officials shall be exempt from all military obligations, contributions and billeting ; they shall also be exempt in respect of the whole of their property from any confiscation, seizure or requisition and from all obligations of personal service at public law. Such exemption shall only be granted if the persons in question are nationals of the country by which they are appointed.

If, however, consular officials are engaged in commerce or industry, they shall be subject to the same military obligations and contributions as nationals, except billeting.

The immunities mentioned in the first paragraph shall apply to immovable property only if such property is owned by consuls-general, consuls, vice-consuls, attachés, chancery

taires, et seulement dans la mesure où lesdits immeubles servent de domicile à des personnes ou sont utilisés pour les services du consulat. Ces exemptions ne s'étendent pas aux immeubles appartenant aux consuls honoraires.

Les consuls de carrière, ainsi que les fonctionnaires qui leur sont attachés, et les personnes se trouvant au service desdits consuls ou fonctionnaires sont exemptés, dans l'Etat auprès duquel ils sont accrédités, de tous impôts ou contributions ayant un caractère direct et personnel. Cette exemption ne s'applique que dans la mesure où lesdites personnes sont des ressortissants du pays qui les a nommées et n'exercent, dans le pays de séjour, aucune profession, industrie ou autre activité lucrative, en dehors de leurs fonctions ou de leur service. L'exemption ne s'étend pas aux impôts directs et personnels qui sont perçus du fait que la matière imposable appartient à l'économie du territoire de l'Etat auprès duquel lesdits fonctionnaires sont accrédités, abstraction faite de la nationalité, du domicile ou de la résidence du contribuable.

Les émoluments alloués aux personnes mentionnées au premier alinéa en rémunération de leur activité de consul ou de fonctionnaire consulaire sont toujours exempts d'impôts dans le pays auprès duquel ces personnes sont accréditées.

Article 8.

La fortune des personnes jouissant des exemptions mentionnées au premier alinéa de l'article 7 peut être importée et exportée en tous temps et sous toutes les formes, à moins qu'il ne s'agisse d'objets dont l'importation et l'exportation sont interdites par la législation du pays auprès duquel lesdites personnes sont accréditées et pour lesquels il ne peut être octroyé aucune autorisation d'importation ou d'exportation. La réexportation d'objets importés régulièrement est autorisée dans tous les cas.

Article 9.

En cas de rupture des relations diplomatiques entre les Etats contractants, les fonctionnaires consulaires, les membres de leur famille, ainsi que les personnes se trouvant à leur service et qui ne sont pas des ressortissants du pays dans lequel ils résident, devront être autorisés

clerks or secretaries, and only in so far as such immovable property serves as the residence of the said persons or is employed for the purposes of the consular service. These immunities shall not extend to immovable property belonging to honorary consuls.

Consuls *de carrière*, the officials attached to them and the persons in their service or in that of their officials, shall be exempt from all direct personal taxes in the State of residence. This exemption shall be accorded only if the said persons are nationals of the State by which they were appointed and do not engage in the State in which they are resident in any profession, industry or other gainful occupation in addition to their functions or official duties. The exemption shall not extend to direct personal taxes levied irrespective of the nationality, domicile and residence of the taxpayer on individual taxable objects on the ground that they constitute part of the economy of the territory of the State in which the officials reside.

Emoluments received by the persons mentioned in paragraph 1 in respect of their duties as consuls or consular officials shall always be exempt from taxation in the State of residence.

Article 8.

The property of the persons exempted under Article 7, paragraph 1, may be imported or exported at any time and in any form, with the exception of articles the import and export of which are forbidden by the laws of the country of residence and in respect of which import or export licences may not be granted. The re-exportation of articles lawfully imported shall be allowed in all cases.

Article 9.

In the event of diplomatic relations being broken off between the Contracting States, consular officials, members of their families and persons in their service, in so far as they are not nationals of the country in which they reside, shall be free to leave the country within

à quitter librement le pays dans un délai approprié qui ne pourra en aucun cas être inférieur à six jours. Les dispositions de l'article 8 s'appliqueront à leur fortune et à leur succession.

Article 10.

Les sceaux officiels, les écussons, pavillons et autres objets faisant partie du mobilier et du matériel de bureau, qui sont envoyés au consul par l'Etat qui l'a nommé et qui sont affectés aux besoins du service des consulats et non aux besoins personnels des consuls, sont exempts des droits d'entrée et de sortie, mais sont soumis à la visite douanière.

Le même traitement, c'est-à-dire l'exemption des droits de douane à l'entrée et à la sortie et le maintien de la visite douanière, s'applique également au mobilier et aux autres objets usagés, destinés à l'usage personnel des fonctionnaires consulaires, mais une seule fois et à la première arrivée ou au premier établissement des fonctionnaires consulaires dans le pays dans lequel ils sont nommés. Cette exemption ne s'applique qu'aux fonctionnaires consulaires qui sont ressortissants du pays qui les a nommés.

Article 11.

Les consuls ne sont pas justiciables des tribunaux du pays de résidence à raison de leur activité officielle.

Article 12.

Les fonctionnaires consulaires ressortissants de l'Etat qui les a nommés ne pourront être mis en état d'arrestation en matière civile ou commerciale, qu'il s'agisse de l'exécution forcée d'un jugement ou d'une mesure de sûreté. Ils ne pourront pas non plus être emprisonnés, sauf s'il s'agit de l'exécution d'une peine prononcée par un tribunal ou de la poursuite d'un délit punissable de mort ou de réclusion.

Si un fonctionnaire consulaire doit être arrêté ou si une instruction criminelle doit être ouverte contre un fonctionnaire consulaire, la représentation diplomatique de l'Etat qui l'a nommé en sera immédiatement informée par le gouvernement de l'autre Etat.

a reasonable period, which may not, however, be less than six days. The provisions of Article 8 shall apply to their property and estate.

Article 10.

Official seals, coats-of-arms, flags and similar office equipment and supplies, consigned to consuls by the State by which they are appointed for the service requirements of the consulates but not for the personal requirements of the consuls, shall be exempt from import and export duties but shall be subject to Customs examination.

The same treatment, *i. e.*, exemption from import and export duties but not from Customs examination, shall apply to furniture and other used objects for the personal use of consular officials, but only on a single occasion, when the consular officials first arrive or establish themselves in the State of residence. The said exemption shall only apply to consular officials who are nationals of the State which appointed them.

Article 11.

Consuls shall not be amenable, in respect of their official duties, to the Courts of the country of residence.

Article 12.

Consular officials who are nationals of the State by which they were appointed may not be arrested in connection with civil or commercial cases, either for purposes of compulsory execution or as a measure of security. They may not be arrested except for the carrying out of a sentence pronounced by the courts or the prosecution of an offence punishable by death or penal internment.

If a consular official has to be arrested or to undergo examination in a criminal case, the diplomatic representative of the State by which he was appointed shall immediately be advised thereof by the Government of the other State.

Article 13.

Les fonctionnaires consulaires sont tenus de comparaître comme témoins devant les autorités judiciaires du pays s'ils y sont invités par un écrit officiel. Toutefois, ils ne devront pas être interrogés sur des faits concernant leur activité officielle sans l'assentiment du Gouvernement qui les a nommés.

Les fonctionnaires consulaires peuvent refuser de déposer devant les tribunaux en invoquant le secret officiel. Si le tribunal estime que le refus de témoigner, motivé par le secret officiel, n'est pas justifié, il doit en aviser son gouvernement pour le règlement du différend par la voie diplomatique.

Si un consul, ressortissant du pays qui l'a nommé, doit être entendu à titre de témoin, les autorités judiciaires sont tenues, au cas où il se trouverait empêché de comparaître par suite de maladie ou d'affaire de service, de se rendre à son domicile afin de recueillir sa déposition verbale ou de lui demander son témoignage par écrit, dans la forme prévue par la législation du pays. Le consul est tenu de satisfaire à cette demande et de remettre aux autorités, dans le délai qui lui sera imparti, sa déposition écrite revêtue de sa signature et de son sceau officiel.

Si, dans une affaire pénale, la législation du pays de résidence exige que le consul, ressortissants du pays qui l'a nommé, compareaisse en personne devant le tribunal chargé de connaître de l'affaire et ne permet pas de recueillir sa déposition à domicile, le tribunal doit, dans le cas où le consul est empêché par les besoins du service, fixer, d'accord avec ce dernier, le jour et l'heure de son audition et recueillir sa déposition, au jour et à l'heure convenus, avec toute la célérité possible, sans le retenir plus longtemps qu'il n'est absolument indispensable.

En aucun cas, il ne sera ordonné de mesures coercitives ou comminatoires.

Les dispositions du présent article s'appliquent également à la procédure par devant les autorités administratives.

Article 14.

Si un consul décède sans laisser de représentant qualifié, l'autorité locale s'adressera au consul le plus voisin ou à la légation du pays qui l'a nommé pour faire apposer les scellés

Article 13.

Consular officials must appear as witnesses before the judicial authorities of the country if they are summoned by these authorities by means of an official document; they shall not, however, be examined on matters relating to their official duties without the consent of their Government.

Consular officials may refuse to give evidence before the courts on grounds of official secrecy. If the court considers that the refusal to give evidence on grounds of official secrecy is not justified, it shall inform its Government in order that the dispute may be settled through the diplomatic channel.

If a consul who is a national of the State by which he was appointed is to be heard as a witness the judicial authorities shall, if he is prevented from appearing by illness or by the exigencies of his service, proceed to his residence in order to examine him orally or to request a written deposition in the form prescribed by the laws of the country. The consul shall be bound to comply with such a request and shall, within the time notified to him, submit to the authorities his written deposition furnished with his signature and official seal.

If in a criminal case the laws of the country require that a consul, who is a national of the country by which he was appointed should appear in person before the court dealing with the case and if the said laws do not admit of his deposition being obtained at his residence, the Court shall, in the event of the consul being prevented by his official duties from appearing, fix with him a day and time for his deposition, take his deposition, on the day and at the time fixed with all possible speed, and not keep him longer than is absolutely necessary.

In no case may threats be employed or measures of compulsion be ordered.

The provisions of the present Article shall apply also to proceedings before the administrative authorities.

Article 14.

Should a consul die without leaving a duly authorised representative on the spot, the local authorities shall apply to the nearest consul or to the legation of the country by

sur les archives du consulat. Si le consul le plus voisin ou la légation se trouvent empêchés, les autorités locales procéderont à l'apposition des scellés en présence d'un représentant consulaire d'une puissance amie et de deux ressortissants de l'État qui avait nommé le consul décédé.

Le procès-verbal de cette formalité sera dressé en deux exemplaires dont l'un sera transmis au consul le plus proche ou à la légation de l'État qui avait nommé le consul décédé.

La levée des scellés en vue de la remise des archives au nouveau fonctionnaires consulaire s'effectuera dans les mêmes formes que l'apposition des scellés.

Article 15.

Les fonctionnaires consulaires de chacun des États contractants jouiront en outre, sous réserve de réciprocité sur le territoire de l'autre État, des mêmes privilèges et immunités que les fonctionnaires consulaires du même ordre et du même rang appartenant à la nation la plus favorisée.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS DES CONSULS.

Article 16.

Les consuls ont qualité pour défendre les droits et intérêts des ressortissants de leur pays, et notamment pour protéger et encourager leur commerce et leur navigation.

Ils peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, s'adresser aux autorités judiciaires et administratives de leur arrondissement consulaire pour réclamer, auprès de ces autorités, contre toute infraction aux traités et conventions existant entre les deux États, ou contre toute atteinte aux principes généraux du droit international. Si lesdites autorités ne prennent pas en considération leur réclamation, ils pourront, en l'absence d'un représentant diplomatique, recourir directement au gouvernement qui leur a délivré l'exequatur.

whom the first-named consul was appointed, in order to have seals placed on the consular archives. Should the nearest consular representative or the legation be prevented from doing so, the local authorities shall themselves place seals on the archives in the presence of the consular representative of a friendly Power and of two nationals of the State which appointed the deceased official.

The official record of such proceedings shall be drawn up in duplicate, one copy being sent to the nearest consul or the legation of the State which appointed the deceased official.

The procedure for the breaking of the seals with a view to handing over the archives to the new consular official shall be the same as that adopted for affixing the seals.

Article 15.

Consular officials of each of the Contracting States shall further enjoy, subject to reciprocity in the territory of the other contracting State, all privileges and immunities enjoyed by consular officials of the same class and the same rank belonging to the most favoured nation.

SECTION III.

CONSULAR POWERS.

Article 16.

It shall be the duty of consuls to safeguard the rights and interests of nationals of their country, and in particular to protect and promote their trade and shipping business.

In the exercise of their official duties they may apply to the judicial and administrative authorities in their consular district and make representations to them in the case of any infraction of the treaties and conventions in force between the two States or in the case of any violation of the general principles of international law. Should their representations not be considered by the said authorities, they may, in the absence of a diplomatic representative, apply direct to the Government which granted them the exequatur.

Article 17.

Dans la mesure où les lois de l'Etat qu'ils représentent les y autorisent, les consuls ont le droit :

1° De recevoir dans leurs bureaux, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des navires du pays qu'ils représentent, les déclarations des ressortissants dudit pays, ainsi que de l'équipage et des passagers desdits navires ;

2° De recevoir, homologuer ou légaliser les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qu'ils représentent ;

3° De recevoir, homologuer ou légaliser les actes juridiques unilatéraux des ressortissants de l'Etat qu'ils représentent et les contrats de toute nature passés entre des ressortissants dudit Etat, à l'exception des actes juridiques unilatéraux et des contrats relatifs à la tradition d'un immeuble ou à la constitution de charges réelles sur un immeuble situé dans le pays où ils exercent leurs fonctions ;

4° De légaliser les signatures des ressortissants de l'Etat qu'ils représentent, figurant sur les contrats passés entre ces ressortissants et ceux d'une tierce Puissance ;

5° De recevoir, homologuer ou légaliser les actes juridiques unilatéraux et contrats de toute nature, sans égard à la nationalité des parties, pour autant que ces actes juridiques et contrats ont trait exclusivement à des objets situés sur le territoire de l'Etat qu'ils représentent, ou à des opérations qui doivent être conclues et exécutées dans ledit Etat, ou à des navires battant pavillon du pays représenté par le consul ;

6° De traduire ou légaliser tous procès-verbaux et documents émanant d'autorités ou de fonctionnaires de l'Etat qu'ils représentent.

Les documents reçus, homologués ou légalisés par le consul, qui se rapportent à des opérations qui doivent être exécutées dans le pays de sa résidence, sont soumis, en ce qui concerne la perception de droits, à l'enregistrement et autres formalités prescrites par les dispositions en vigueur dans ce pays.

Article 17.

Consuls shall be entitled, so far as they are authorised thereto by the laws of the State which they represent :

(1) To receive in their offices, at their private residence, at the residence of the parties concerned or on board vessels of the State which they represent, declarations by nationals of that State, or by members of the crew or by passengers on the said vessels ;

(2) To draw up, certify or legalise testamentary dispositions of nationals of the State which they represent ;

(3) To draw up, certify or legalise deeds-poll of nationals of the country which they represent, and contracts of any kind entered into between nationals of the said country, with the exception of deeds-poll and contracts referring to the conveyance of, or the imposition of servitudes on, real estate in the country in which their consular district is situated ;

(4) To legalise signatures of nationals of the State which they represent on contracts between these nationals and nationals of a third State ;

(5) To draw up, certify or legalise deeds-poll and contracts of any kind whatever, irrespective of the nationality of the parties, provided that such deeds and contracts relate exclusively to objects situated in the territory of the State which the consul represents, or business transactions to be concluded and carried out in the said country, or to sea-going vessels flying the flag of the country which the consul in question represents ;

(6) To translate or legalise records of proceedings and documents of all kinds emanating from authorities or officials of the State which they represent.

Documents drawn up, certified or legalised by the consul referring to business to be transacted in the country in which he exercises his functions shall be subject as regards taxes, registration and other formalities to the provisions in force in the last-named country.

Article 18.

Les consuls ont le droit d'établir des passeports au nom des ressortissants des Etats qu'ils représentent et de délivrer des visas d'entrée dans lesdits Etats et de transit à travers leur territoire.

Article 19.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls peuvent, dans la mesure où ils y sont autorisés par la législation de l'Etat qui les a nommés, célébrer des mariages, lorsque les deux parties sont des ressortissants dudit Etat.

Les mariages doivent être immédiatement portés à la connaissance des autorités locales.

Article 20.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ont le droit de dresser les actes de naissance et de décès des ressortissants de leur Etat, dans la forme prescrite par la législation dudit Etat.

La présente disposition ne porte pas atteinte aux prescriptions légales, en vigueur dans le pays de résidence, qui imposent aux intéressés l'obligation de déclarer aux autorités locales les naissances, les mariages et les décès.

Article 21.

Les consuls peuvent faciliter l'entrée et le départ des navires de leur pays et leur prêter leur assistance officielle pendant leur séjour dans leur arrondissement consulaire. A cet effet, ils peuvent se rendre en personne ou envoyer un représentant à bord des navires aussitôt que ceux-ci auront été admis à la libre pratique ; ils peuvent interroger les membres de l'équipage, examiner les papiers du bord, dresser des manifestes, recevoir, conformément aux stipulations du N° 1 du premier paragraphe de l'article 17, les déclarations des membres de l'équipage et des passagers concernant le voyage, la destination et les incidents de la traversée, accompagner les membres de l'équipage devant les tribunaux et les autorités administratives du pays de leur résidence et leur servir d'interprète ou leur prêter assistance auprès desdites autorités, pour autant que leur présence n'est pas incompatible avec les lois du pays.

Article 18.

Consuls shall be entitled to issue passports to the nationals of the country which they represent and to give the visas necessary for entry into and for transit through that country.

Article 19.

Consuls-general, consuls and vice-consuls may celebrate marriages in so far as they are empowered to do so under the laws of the country which they represent, provided that both parties are nationals of that country.

Marriages shall be immediately notified to the authorities of the country of residence.

Article 20.

Consuls-general, consuls and vice-consuls shall be entitled to draw up birth and death certificates in respect of nationals of their country in accordance with the form prescribed by the laws of that country.

The foregoing provision shall not affect the obligation imposed by the laws of the country of residence on the persons concerned, whereby they must notify the local authorities of births, marriages and deaths.

Article 21.

Consuls may facilitate the entry and clearance of the vessels of their country and render them official assistance while they remain in the consular district of these officials. For this purpose they may, as soon as the vessels have received *pratique*, proceed in person or send a representative on board the said vessels ; they may question the members of the crew, examine the ship's papers, draw up manifests, receive depositions from the members of the crew and the passengers concerning the voyage, the destination and incidents during the voyage, and any other depositions that may be made, as provided in Article 17, paragraph 1, No. 1. They may also accompany members of the crew before the local Courts and administrative authorities of the country of residence and act as interpreters or counsel for such persons if their presence is not incompatible with the laws of the country.

Article 22.

Si, dans un port de l'un des Etats, il doit être procédé, à bord d'un bâtiment de commerce de l'autre Etat, à un acte d'instruction (perquisition, saisie, prise de corps, arrestation provisoire, interrogatoire), à une exécution forcée ou à une autre mesure de contrainte officielle, le consul résidant dans ce port ou dans son voisinage et y ayant la charge des intérêts de l'Etat dont le navire porte le pavillon, en recevra avis, avec indication exacte de l'heure et du lieu et sera invité à y assister. Si le consul ou son délégué ne se présente pas à l'heure indiquée malgré une invitation régulièrement adressée, la procédure pourra avoir lieu en son absence. S'il y a péril en la demeure ou si le consul n'habite pas dans le port ou dans son voisinage, la procédure pourra avoir lieu sans que le consul en soit préalablement informé ; ce dernier devra toutefois en être avisé aussitôt que possible. Dans ce cas, il y aura lieu d'indiquer les motifs pour lesquels il n'a pas été avisé plus tôt.

Les dispositions précédentes seront également applicables aux cas où des membres de l'équipage devront subir, à terre, un interrogatoire par-devant les autorités du port ou y faire toute autre déclaration, à moins que la présence du consul ne soit incompatible avec la législation du pays ou qu'il ne s'agisse de formalités relevant de la juridiction gracieuse, et notamment de procès-verbaux d'avarie dressés à la demande d'un membre de l'équipage.

Les consuls devront être particulièrement avisés, en temps voulu, de toutes les déclarations que les capitaines des navires ou tout autre membre de l'équipage auront à faire par-devant les tribunaux ou les autorités administratives du pays, afin qu'ils puissent y assister et éviter toute méprise ou toute interprétation erronée.

Le consul ne sera pas avisé en cas de visite à bord, relatives à des opérations de douane, de contrôle de passeports ou de police sanitaire, ou à la perception des taxes de navigation.

Article 23.

Les consuls sont exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur pays ; ils sont seuls à connaître des différends entre les membres de

Article 22.

If a preliminary legal investigation (search, seizure, arrest, provisional detention, examination), compulsory execution or any other official act of compulsion has to be carried out in the port of one of the States on board a merchant vessel of the other State, the consul who resides in that port or in the neighbourhood thereof and is in charge there of the interests of the country whose flag the vessel flies shall immediately be notified of the exact time and place of the proceedings and be invited to attend. If at the time indicated neither the consul nor a representative deputed by him is present despite the fact that regular notice has been given, the proceedings may take place in his absence. If the matter admits of no delay, or if the consul does not reside in the port or in its neighbourhood, the official proceedings may take place without his being previously informed ; he shall nevertheless be notified as soon as possible and shall be informed at the same time of the reasons for which he was not notified earlier.

The foregoing provisions shall also apply when members of the crew of a vessel are examined on land by the authorities of the port or are required to make other statements, unless the presence of the consul would be incompatible with the laws of the country or the matter relates to acts of voluntary jurisdiction and, in particular, sea protests drawn up at the request of a member of the crew.

In order to enable the consul to be present and to prevent error or erroneous interpretation, the attention of consuls should in particular be directed in good time to all statements which have to be made by the master of the vessel or members of the crew before the Courts or administrative authorities of the country.

The consul will not be notified when vessels are boarded in connection with Customs formalities, passport examination or sanitary control, or for the purpose of collecting shipping dues.

Article 23.

Consuls shall alone be responsible for the maintenance of internal order on board merchant vessels of their country ; they are alone entitled to deal with disputes between members

l'équipage, s'ils y sont autorisés par la législation du pays dont ils sont ressortissants, et notamment de ceux qui ont trait au règlement des salaires et à l'exécution des engagements réciproques.

Les autorités du pays ne pourront intervenir, en cas de désordres à bord des navires, que lorsque ces désordres sont de nature à troubler la tranquillité ou l'ordre public dans le port ou à terre, ou quand un ressortissant du pays ou une personne qui ne fait pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlé.

Dans tous les autres cas de désordres à bord, les autorités du pays se borneront à prêter main-forte, sur demande, au consul, à son représentant et, en l'absence d'un consul, au capitaine du navire. Elles devront notamment ramener à bord ou arrêter les membres de l'équipage, pour autant qu'il ne s'agit pas de ressortissants du pays. Sur demande adressée par écrit aux autorités du pays et accompagnée d'un extrait légalisé du rôle de l'équipage, l'arrestation sera maintenue pendant une durée de deux mois ou, si le navire séjourne plus longtemps dans le port et que la personne arrêtée doit être ramenée à bord, jusqu'au départ du navire.

Les frais de l'arrestation et de la détention seront supportés par le consul.

Article 24.

Les consuls peuvent faire arrêter les membres de l'équipage des bâtiments de guerre ou de tout autre navire de leur pays qui aurait déserté le bord, et les faire ramener à bord ou les renvoyer dans le pays dont le navire porte le pavillon.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales et établir par des documents officiels et notamment par des extraits légalisés du rôle de l'équipage, que la personne réclamée appartient à l'équipage du navire. Dans les localités où il n'y a pas de consul, cette demande pourra être faite dans les mêmes conditions par le capitaine du navire lui-même. La remise du déserteur ne pourra être refusée que s'il est prouvé qu'il est un ressortissant du pays.

Sur la demande et aux frais du consul, les autorités locales détiendront dans les prisons locales les personnes arrêtées. Si, dans un délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, le consul n'a pas l'occasion de les renvoyer

of the crew, if they are authorised to do so by the laws of the State to which they belong, and in particular disputes relating to wages and the fulfilment of mutual obligations.

In the case of disorder on board ship the authorities of the country may only intervene if such disorder is likely to disturb tranquillity and public order in the port or on shore, or if nationals of the country or persons not belonging to the crew are involved.

In all other cases of disorder on board, the authorities of the country shall limit their action to giving their assistance, if asked to do so, to the consul or his representative, or in the absence of such official, to the master of the vessel. They shall in particular conduct on board or arrest members of the crew, provided that they are not nationals of the country. If a request is made in writing to the authorities of the country, accompanied by a legalised extract from the muster-roll, the arrest shall be maintained for a period not exceeding two months or, if the vessel remains longer in port and the person in question is to be conducted on board, until the vessel sails.

The costs of arrest and imprisonment shall be borne by the consul.

Article 24.

Consuls may have members of the crews of warships or any other vessels of their country, who have deserted the said ships, arrested with a view to their being sent back to their ship or conveyed to the country whose flag the ship flies.

For this purpose they must apply in writing to the local authorities and prove by official documents, and in particular by legalised extracts from the muster-roll, that the person whose surrender is claimed is a member of the crew of the vessel in question. In places where there is no consul this request may be made under the same conditions, by the master of the vessel himself. Surrender of the deserter may only be refused on the ground that he is a national of the country.

The local authorities shall detain the arrested persons in the local prisons at the request and at the expense of the consul. If within two months reckoned from the date of arrest, the consul has not found an opportunity of sending

à bord ou de les faire transporter dans le pays dont le navire porte le pavillon, elles seront remises en liberté et ne pourront plus être arrêtées pour le même motif.

Si le déserteur s'est rendu coupable, sur le territoire de l'Etat dans lequel il se trouve, d'un crime ou d'un délit punissable en vertu de la législation du pays, la remise pourra être différée jusqu'à ce que les tribunaux du pays aient rendu leur sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Article 25.

Si un navire battant pavillon de l'un des Etats fait naufrage sur les côtes de l'autre Etat, les autorités locales devront en aviser aussitôt que possible le consul le plus proche de l'Etat dont le navire porte le pavillon.

Pour les mesures prises en vue du sauvetage ou de l'assistance, les autorités locales ne pourront prélever d'autres frais que ceux qui seraient acquittés dans les mêmes circonstances par les navires de leur propre pays.

Les objets sauvés sont exempts des droits de douane, à moins qu'ils ne soient livrés à la consommation intérieure dans les conditions prévues par les règlements de douane en vigueur.

Article 26.

Sauf convention contraire entre les personnes intéressées dans le navire et dans sa cargaison, et notamment les armateurs, affrêteurs et assureurs, le règlement des avaries subies au cours de la traversée par un navire de l'un des Etats contractants sera opéré par le consul de cet Etat, si le navire fait relâche dans un port de sa circonscription consulaire.

Toutefois, ce règlement sera effectué par les autorités du pays si les intérêts d'un ressortissant de ce pays ou d'une tierce Puissance sont en jeu et qu'il ne soit pas intervenu d'accord définitif.

Article 27.

Les fonctionnaires consulaires de chacun des deux Etats contractants peuvent, en outre, sous réserve de la réciprocité, exercer sur le territoire de l'autre Etat les mêmes fonctions que les fonctionnaires consulaires du même rang de la nation la plus favorisée.

the said persons back to their ship or of conveying them to the country whose flag the ship flies, they shall be released and may not again be arrested for the same reason.

If the deserter has been guilty, in the territory of the country in which he is found, of a crime or offence punishable under the laws of that country, his surrender may be postponed until the Courts of the said country have given judgment and until the judgment has been fully executed.

Article 25.

Should a vessel flying the flag of either State be wrecked on the coasts of the other, the local authorities shall as soon as possible notify the nearest consul of the State whose flag the vessel flies.

The local authorities shall only levy such charges in respect of measures taken for salvage or assistance as would be levied in similar circumstances on shipping of their own country.

Articles salvaged shall not be liable to Customs duties unless they come into the market for internal consumption under the conditions laid down by the Customs regulations in force.

Article 26.

In the absence of agreement to the contrary between the parties interested in the vessel and cargo, and more particularly shipowners, freighters and underwriters, questions relating to damage suffered during the voyage by a vessel of one of the Contracting States shall be adjusted by the consul of that State if the vessel puts in at a port within his consular district.

The average-adjustment shall, however, be effected by the authorities of the country if the interests of a national of that country or of a third Power are involved and no final and amicable settlement is reached.

Article 27.

Further, the consular officials of each Contracting State, may, subject to reciprocity, exercise in the territory of the other State the same functions as the consular officials of the same rank belonging to the most favoured nation.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES.

Article 28.

Les dispositions des deuxième et troisième chapitres de la présente convention s'appliqueront également aux fonctionnaires appartenant aux représentations diplomatiques et chargés de l'exercice de fonctions consulaires, sans préjudice des privilèges dont jouissent ces fonctionnaires en vertu des principes du droit international.

Article 29.

La présente convention, conclue en langues allemande et bulgare, entrera en vigueur dans un délai d'un mois après l'échange des instruments de ratification et sa validité sera de cinq ans.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin.

Si aucun des deux Etats contractants ne dénonce cette convention un an avant l'expiration de la période de cinq ans, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour où elle aura été dénoncée par l'un des deux Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait en double original à Sofia, le 4 juin 1929.

(L. S.) RÜMELIN.

(L. S.) A. BOUROFF.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de conclure la convention consulaire qui précède, les deux Etats contractants sont convenus des dispositions suivantes, qui forment partie intégrante de la convention :

1^o *Ad Article 10.*

Le terme « matériel de bureau » comprend tous les objets d'ameublement et fournitures

SECTION IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 28.

The provisions of Sections II and III of the present Convention shall also apply to officials who belong to the diplomatic representations and are entrusted with the exercise of consular functions, without prejudice to the privileges enjoyed by these officials in accordance with the principles of international law.

Article 29.

The present Convention, which has been concluded in German and Bulgarian, shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in operation for five years.

The exchange of the instruments of ratification shall take place at Berlin.

If neither of the Contracting States has denounced the Convention one year before the expiration of the period of five years, it shall remain in force for one year from the date of its denunciation by either State.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, Sofia, June 4, 1929.

(L. S.) A. BOUROFF.

(L. S.) RÜMELIN.

FINAL PROTOCOL.

When concluding the above Consular Convention, the two Contracting States agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention :

1. *Ad Article 10.*

The term ' office supplies ' shall include all furnishings and equipment intended for official

affectés à un usage officiel dans les locaux du consulat ; il comprend entre autres les meubles, coffres-forts, caisses, tapis, machines, à écrire ainsi que les fournitures de bureau de toute nature, avec ou sans entête.

L'admission en franchise sera opérée par le bureau de douane chargé du dédouanement définitif sur production d'une déclaration écrite du consul, revêtue du sceau officiel et certifiant que les colis expédiés, dont la déclaration devra spécifier le nombre, la nature, les marques de l'emballage et le contenu, sont destinés au service du consulat.

2° *Ad Article 21.*

Les papiers de bord devront rester à bord des navires. Les autorités du port ne pourront pas en réclamer la remise. Lorsque les papiers de bord doivent être produits devant les autorités du port, ils doivent être restitués sans retard. Le consul de l'Etat dont le navire porte le pavillon a le droit d'exiger des autorités du port la restitution immédiate des papiers de bord qui leur ont été communiqués pour qu'elles en prennent connaissance.

L'engagement et le licenciement des marins se fait par l'intermédiaire du consul de l'Etat dont le navire porte le pavillon.

(L. S.) RÜMELIN.
(L. S.) A. BOUROFF.

use in the premises of the consulate, in particular furniture, safes, cash-boxes, carpets, typewriters and stationery of every kind, whether stamped or otherwise.

The duty-free importation shall be effected by the Customs office responsible for the final clearance of the goods, on production of the consul's written declaration, bearing the official seal and certifying that the consignments, of which a list shall be given specifying the number, nature, marks and contents of the packages, are intended for the official use of the consulate.

2. *Ad Article 21.*

Ship's papers must be left on board. The port authorities may not demand that they should be handed over to them. Should it be necessary to lay these papers before the port authorities, the latter must return them without delay. The consul of the State to which the vessel belongs shall have the right to demand from the port authorities the immediate return of ship's papers which have been submitted to them for examination.

The engagement and discharge of seamen shall be effected through the consul of the State to which the ship belongs.

(L. S.) RÜMELIN.
(L. S.) A. BOUROFF.

GERMAN LEGATION.

A. 225.

SOFIA, *June 4, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Consular Convention signed this day between Germany and Bulgaria, I have the honour to confirm herewith the agreement of the German Government to the following particulars supplementing two articles in the afore-mentioned Convention, namely :

Article 3.

Every consular official, being a national of the State which appointed him, shall on request receive from the competent authorities of the country of residence a special identity card furnished with the photograph and signature of the bearer, certifying his official Status and recommending him to the protection of the local authorities .

Article 6.

Official correspondence shall be inviolable and shall not be subjected to any censorship. The same shall apply to telegrams, radiotelegrams, phonograms and telephone calls.

I have the honour to be, etc.

RÜMELIN.

His Excellency
Monsieur Athanas D. Bouroff,
Minister for Foreign Affairs,
Sofia.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND WORSHIP.

SOFIA, *June 4, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Consular Convention signed this day between Bulgaria and Germany, I have the honour to confirm herewith the agreement of the Bulgarian Government to the following particulars supplementing two articles in the afore-mentioned Convention namely :

Article 3.

Every consular official, being a national of the State which appointed him, shall on request receive from the competent authorities of the country of residence a special identity card furnished with the photograph and signature of the bearer, certifying his official status and recommending him to the protection of the local authorities.

Article 6.

Official correspondence shall be inviolable, and shall not be subjected to any censorship. The same shall apply to telegrams, radiotelegrams, phonograms and telephone calls.

I have the honour to be, etc.

A. D. BOUROFF.

Dr. Eugen Rümelin,
German Minister,
Sofia.

N° 2437.

**ALLEMAGNE,
BELGIQUE ET FRANCE**

Accord sur l'amnistie d'évacuation des territoires rhénans, avec procès-verbal de signature, signés à Coblenz, le 5 octobre 1929, et procès-verbal, signé à Wiesbaden, le 24 janvier 1930.

**GERMANY,
BELGIUM AND FRANCE**

Agreement for an Amnesty on the occasion of the Evacuation of the Rhineland, with Protocol of Signature, signed at Coblenz, October 5, 1929, and Protocol, signed at Wiesbaden, January 24, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2437. — ACCORD¹ ENTRE L'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE ET LA FRANCE SUR L'AMNISTIE D'ÉVACUATION DES TERRITOIRES RHÉNANS. SIGNÉ A COBLENCE, LE 5 OCTOBRE 1929.

N^o 2437. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND, BELGIEN UND FRANKREICH ÜBER DIE AMNESTIE AUS ANLASS DER RÄUMUNG RHEINISCHER GEBIETE. GEZEICHNET IN KOBLENZ AM 5. OKTOBER 1929.

Textes officiels français et allemand communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 août 1930.

French and German official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place August 22, 1930.

En exécution des Accords² qui, en vue de l'évacuation des territoires rhénans occupés, ont été conclus à La Haye, le 30 août 1929, par un échange de lettres entre les Représentants de la Belgique et de la France, d'une part, et le Représentant de l'Empire allemand, d'autre part, et qui prévoient une amnistie visant les faits connexes à l'occupation, les délégués soussignés des GOUVERNEMENTS ALLEMAND, BELGE et FRANÇAIS se sont réunis à Coblence pour arrêter les détails de cette amnistie.

Conformément aux pouvoirs qu'ils ont reçus à cet effet de leurs gouvernements respectifs, ces délégués sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

I. Le Gouvernement allemand, eu égard à l'amnistie accordée à l'article II aux ressortissants allemands par les Gouvernements belge et français accordé amnistie complète pour tous les faits connexes à l'occupation commis, dans les territoires occupés en vertu de l'article 429

In Ausführung der Abmachungen, die aus Anlass der Räumung der besetzten rheinischen Gebiete² am 30. August 1929 im Haag durch Schriftwechsel zwischen den Vertretern Belgiens und Frankreichs und dem Vertreter des Deutschen Reichs über eine Amnestie für mit der Besetzung in Zusammenhang stehende Handlungen getroffen wurden, sind die unterzeichneten Bevollmächtigten der DEUTSCHEN, BELGISCHEN und FRANZÖSISCHEN REGIERUNG in Koblenz zusammengetreten, um die Einzelheiten dieser Amnestie festzusetzen.

Auf Grund der ihnen von ihrer Regierung erteilten Ermächtigung haben die Bevollmächtigten folgendes vereinbart :

Artikel I.

I. Mit Rücksicht auf die im Artikel II durch die Belgische und Französische Regierung den deutschen Staatsangehörigen zugestandene Amnestie gewährt die Deutsche Regierung völlige Straffreiheit wegen aller Handlungen, die in den auf Grund des Artikel 429 des Versailler

¹ Entré en vigueur le 26 mars 1930.

² Vol. CIV, page 473, de ce recueil.

¹ Came into force March 26, 1930.

² Vol. CIV, page 473, of this Series.

du Traité de Versailles, depuis le début et pendant la durée de l'occupation jusqu'à une date qui sera fixée avant la mise en vigueur du présent accord, que ces faits aient été commis pour des raisons politiques, que leur auteur se soit conformé aux ordonnances, instructions, décisions, générales ou spéciales, de la Haute Commission, ou aux ordres des autorités militaires, qu'il ait rendu des services aux diverses autorités d'occupation, ou qu'il ait entretenu des relations avec ces dernières.

Sont exceptés de l'application de ces dispositions, les actes constituant un crime et ayant entraîné la mort.

Les peines déjà purgées et notamment les amendes et frais judiciaires déjà versés sont considérés comme définitivement réglés.

2. Le Gouvernement allemand interviendra par tous les moyens en son pouvoir, y compris auprès de l'administration judiciaire, pour empêcher que des actes de représailles directes ou indirectes soient exercés à l'encontre de quiconque à l'occasion des faits visés à l'alinéa précédent.

Les autorités allemandes s'emploieront, en équité et par les moyens légaux en leur pouvoir, à éviter que les faits pour lesquels l'amnistie est accordée par les dispositions qui précèdent, soient invoqués à l'encontre de l'intéressé dans un procès ou une procédure quelconque.

Article II.

1. Les Gouvernements français et belge, eu égard à l'amnistie prévue aux dispositions de l'article 1^{er} et dont le bénéfice est assuré par le Gouvernement allemand, accordent amnistie complète aux ressortissants allemands, pour tous les faits commis en territoires occupés, depuis le début de l'occupation jusqu'à une date qui sera fixée avant la mise en vigueur du présent accord, à l'exception des infractions de droit commun.

Les peines déjà purgées, et notamment les amendes et frais judiciaires déjà versés sont considérés comme définitivement réglés.

2. Les ressortissants allemands détenus dans les prisons des territoires occupés, qui sont poursuivis ou qui ont été condamnés par des juridictions militaires, et qui ne bénéficieraient pas des dispositions qui précèdent, seront remis

Vertrags besetzten Gebieten seit Beginn und während der Dauer der Besetzung bis zu einem vor Inkrafttreten dieses Abkommens zu vereinbarenden Tage im Zusammenhang mit der Besetzung, sei es aus politischen Gründen, sei es dadurch begangen sind, dass der Täter die Verordnungen, Anweisungen oder die allgemeinen oder besonderen Entscheidungen der Interalliierten Rheinlandoberkommission oder die Befehle der Militärbehörden befolgt, den Besatzungsbehörden Dienste geleistet oder Beziehungen zu ihnen unterhalten hat.

Ausgenommen von der Anwendung dieser Bestimmung sind solche Handlungen, die ein Verbrechen mit Todesfolge darstellen.

Soweit die Strafen vollzogen, insbesondere Geldstrafen oder Gerichtskosten bezahlt sind, behält es hierbei sein Bewenden.

2. Die Deutsche Regierung wird alle gesetzlichen Mittel, über die sie verfügt, mit Einschluss derjenigen der Justizverwaltung, anwenden, um zu verhindern, dass rechtswidrige Vergeltungshandlungen, sei es unmittelbarer oder mittelbarer Art, gegen irgend jemand wegen der im vorigen Absatz bezeichneten Handlungen ergriffen werden.

Die deutschen Behörden werden nach billigem Ermessen und mit den ihnen zu Gebote stehenden gesetzlichen Mitteln dahin wirken, dass die Handlungen, für welche durch die vorstehenden Bestimmungen Straffreiheit gewährt wird, den Betreffenden in einem Prozess oder irgendeinem Verfahren nicht entgegengehalten werden.

Artikel II.

1. Mit Rücksicht auf die in Artikel I vorgesehene, von der Deutschen Regierung durchzuführende Amnestie gewähren die Französische und die Belgische Regierung allen deutschen Staatsangehörigen völlige Straffreiheit für alle Straftaten, die in den besetzten Gebieten seit dem Beginn der Besetzung bis zu einem vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens zu vereinbarenden Tage begangen sind, mit Ausnahme der Straftaten des gemeinen Rechts.

Soweit die Strafen vollzogen, insbesondere Geldstrafen oder Gerichtskosten bezahlt sind, behält es dabei sein Bewenden.

2. Die deutschen Staatsangehörigen, die in den Gefängnissen des besetzten Gebietes in Haft sind und von den Militärgerichten verfolgt werden oder verurteilt worden sind, werden — soweit sie nicht die Vergünstigung der vorste-

aux autorités allemandes lorsque l'infraction aura été commise en première ou en seconde zone. Cette remise aura lieu lors de l'évacuation de la seconde zone.

Article III.

Le présent accord entrera en vigueur à une date qui sera fixée ultérieurement par entente entre les Parties contractantes.

Fait à Coblenz, en triple expédition, le 5 octobre 1929.

Les représentants du Gouvernement allemand :

Graf ADELMANN.
Dr Wolfgang METTGENBERG.

Les représentants du Gouvernement belge :

E. MATHIEU.
J. DE BREUCK.

Les représentants du Gouvernement français :

Léon NOËL.
Georges MONIER.

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE

Au moment de signer l'accord sur l'amnistie d'évacuation, les délégués soussignés sont, en outre, tombés d'accord sur les points suivants :

1^o La date de la mise en vigueur de l'accord sur l'amnistie d'évacuation, ainsi que la date visée aux articles I^{er} et II dudit accord et qui ne sera pas antérieure au 1^{er} octobre 1929, seront fixées, dès la ratification allemande, par entente entre les Parties contractantes, sans préjudice des mesures d'exécution qui pourront être prises par les gouvernements intéressés dès la date de sa signature ;

2^o Les questions se rattachant aux infractions qui sont connexes à l'occupation

henden Bestimmungen genießen — den deutschen Behörden übergeben, wenn die Tat in der 1. oder in der 2. Zone begangen ist. Die Übergabe wird bei der Räumung der 2. Zone erfolgen.

Artikel III.

Dieses Abkommen tritt an einem durch Vereinbarung zwischen den vertragschliessenden Parteien festzusetzenden Tage in Kraft.

Geschehen zu Koblenz in dreifacher Urschrift am 5. Oktober 1929.

Die Bevollmächtigten der Deutschen Regierung :

Graf ADELMANN.
Dr. Wolfgang METTGENBERG.

Die Bevollmächtigten der Belgischen Regierung :

E. MATHIEU.
J. DE BREUCK.

Die Bevollmächtigten der Französischen Regierung :

Léon NOËL.
Georges MONIER.

ZEICHNUNGSPROTOKOLL.

Im Begriff, das Abkommen über die Räumungsamnestie zu unterzeichnen, haben die Bevollmächtigten noch ihr Einverständnis über folgende Punkte festgestellt :

1. Der Tag des Inkrafttretens für das Abkommen über die Räumungsamnestie sowie der in den Artikeln I und II dieses Abkommens erwähnte Tag — der nicht vor dem 1. Oktober 1929 liegen soll — werden nach der deutschen Bestätigung durch Einvernehmen zwischen den vertragschliessenden Parteien festgesetzt, unbeschadet der Ausführungsmassnahmen, die von den beteiligten Regierungen vom Tage der Unterzeichnung ab getroffen werden können.

2. Die Behandlung der mit der Besetzung zusammenhängenden Straffälle, die durch

et qui ne sont pas visées par le présent accord d'amnistie feront l'objet avant la fin de l'évacuation, d'un règlement amiable;

3^o Il est également entendu que les dispositions de l'article premier de l'accord sur l'amnistie d'évacuation ne sauraient avoir pour effet de reconnaître aux intéressés une situation de droit privilégiée ;

4^o Il est convenu enfin que les dispositions de l'article II, paragraphe premier ne s'appliquent pas aux personnes actuellement détenues pour faits d'espionnage, eu égard aux négociations en cours relatives à des mesures gracieuses.

dieses Amnestieabkommen nicht erfasst werden, soll vor Abschluss der Gesamträumung im Wege der Verständigung geregelt werden.

3. Es besteht Einverständnis darüber, das die Bestimmungen im Artikel I des Abkommens über die Räumungsamnestie nicht zur Folge haben können, dass den Beteiligten eine bevorzugte Rechtsstellung eingeräumt wird.

4. Es wird ferner vereinbart, dass die Bestimmungen des Artikels II Absatz Nr. 1 sich nicht auf die zur Zeit wegen Spionage im Gefängnis befindlichen Personen beziehen, und zwar im Hinblick auf die im Gange befindlichen Verhandlungen über Einzelgnadenerweise.

Fait à Coblenze, en triple expédition le 5 octobre 1929.

Geschehen zu Koblenz in dreifacher Urschrift am 5. Oktober 1929.

Les représentants du Gouvernement allemand :

Graf ADELMANN.
Dr. Wolfgang METTGENBERG.

Die Bevollmächtigten der Deutschen Regierung :

Graf ADELMANN.
Dr. Wolfgang METTGENBERG.

Les représentants du Gouvernement belge :

E. MATHIEU.
J. DE BREUCK.

Die Bevollmächtigten der Belgischen Regierung :

E. MATHIEU.
J. DE BREUCK.

Les représentants du Gouvernement français :

Léon NOËL.
Georges MONIER.

Die Bevollmächtigten der Französischen Regierung :

Léon NOËL.
Georges MONIER.

PROCÈS-VERBAL.

PROTOKOLL.

En vertu du paragraphe premier du procès-verbal de signature annexé à l'Accord sur l'amnistie d'évacuation du 5 octobre 1929, les représentants soussignés de l'Empire allemand d'une part et de la Belgique et de la France d'autre part, sont convenus que ledit accord ainsi que le procès-verbal de signature entreront en vigueur à la date de la notification, aux Gouvernements belge et français, de la ratification par l'Allemagne des Accords signés à La Haye le 20 janvier 1930, et que la date prévue

Auf Grund der Nummer 1 des Zeichnungsprotokolls zu dem Abkommen über die Räumungs-Amnestie vom 5. Oktober 1929 haben die unterzeichneten Vertreter des Deutschen Reichs einerseits und Belgiens und Frankreichs andererseits vereinbart, dass jenes Abkommen und das zugehörige Zeichnungsprotokoll an dem Tage in Kraft treten sollen, an welchem der Belgischen und Französischen Regierung die deutsche Bestätigung der Haager Abmachungen vom 20. Januar 1930 mitgeteilt wird, ferner dass

aux articles premier et II de l'Accord sur l'amnistie d'évacuation sera le 20 janvier 1930.

Fait à Wiesbaden, en triple expédition, le 24 janvier 1930.

Le représentant du Gouvernement allemand :
Dr Wolfgang METTGENBERG.

Le représentant du Gouvernement français :
Léon NOËL.

Le représentant du Gouvernement belge :
E. MATHIEU.

der in den Artikeln I und II des Abkommens über die Räumungs-Amnestie vorgesehene Stichtag auf den 20. Januar 1930 festgesetzt wird.

Geschehen in Wiesbaden in dreifacher Urschrift am 24. Januar 1930.

Der Bevollmächtigte der Deutschen Regierung :
Dr. Wolfgang METTGENBERG.

Der Bevollmächtigte der Französischen Regierung :
Léon NOËL.

Der Bevollmächtigte der Belgischen Regierung :
E. MATHIEU.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2437. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY, BELGIUM AND FRANCE FOR AN AMNESTY ON THE OCCASION OF THE EVACUATION OF THE RHINELAND. SIGNED AT COBLENZ, OCTOBER 5, 1929.

In execution of the Agreements concluded in connection with the evacuation of the occupied territories in the Rhineland on August 30, 1929, at The Hague by exchange of letters between the representatives of Belgium and France, of the one part, and the representative of the German Reich, of the other part, with regard to an amnesty for acts connected with the occupation, the under-mentioned Plenipotentiaries of THE GERMAN, BELGIAN and FRENCH GOVERNMENTS have met at Coblenz with a view to determining the details of the said amnesty.

In conformity with the powers accorded to them by their respective Governments, the Plenipotentiaries have agreed to the following :

Article I.

1. Having regard to the amnesty accorded in Article II by the Belgian and French Governments to German nationals, the German Government accords complete immunity from penalties for all acts committed in connection with the occupation in the territory occupied in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

virtue of Article 429 of the Treaty of Versailles, from the beginning and during the continuance of such occupation down to a date to be fixed by agreement before the coming into force of this Agreement, whether the said acts were committed for political reasons, or by reason of compliance by the author with the ordinances, instructions or general or particular decisions of the Inter-Allied Rhineland High Commission or orders of the military authorities, or in connection with services rendered to the occupying authorities or relations maintained with the same.

This provision shall not apply to acts constituting crimes and involving loss of life.

Cases where penalties have been already exacted, and in particular where money fines or judicial costs have been paid, shall be considered to have been finally settled.

2. The German Government will make use of all the legal resources at its command, including judicial proceedings, to prevent illegal reprisals, direct or indirect, being taken against any person in connection with the acts specified in the previous paragraph.

The German authorities will use their efforts in accordance with a spirit of equity and with the legal means at their disposal to prevent acts, for which immunity is accorded by the preceding provisions, from being used in any suit or other proceedings against the parties concerned.

Article II.

1. Having regard to the amnesty to be accorded by the German Government, as provided in Article I, the French and Belgian Governments accord complete immunity from penalties to all German nationals for all punishable offences committed in the occupied territories from the beginning and during the continuance of such occupation down to a date to be fixed by agreement before the coming into force of this Agreement, with the exception of offences against the ordinary law.

Cases where penalties have been already exacted, and in particular where money fines or judicial costs have been paid, shall be considered to have been definitely settled.

2. German nationals who, being in confinement in prisons in the occupied territory, are under prosecution or sentence by military courts and do not come under the benefit of the preceding provisions, shall be handed over to the German authorities in cases where the act was committed in the First or Second Zone. The handing over will take place on the evacuation of the Second Zone.

Article III.

This Agreement will come in force on a date to be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Done at Coblenz in triplicate on October 5, 1929.

The representatives of the German Government :

Graf ADELMANN.

Dr. Wolfgang METTGENBERG.

The representatives of the Belgian Government :

E. MATHIEU.

J. DE BREUCK.

The representatives of the French Government :

Léon NOËL.

Georges MONIER.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the time of signing the Agreement with regard to the Evacuation Amnesty, the undersigned representatives have further established their agreement as to the following points :

(1) The date of the coming into force of the Agreement with regard to the Evacuation Amnesty, and the date referred to in Articles I and II of that Agreement (which date shall not be earlier than October 1, 1929), shall be determined after ratification by Germany by agreement between the Contracting Parties, without prejudice to such executory measures as may be taken by the Governments concerned after the date of signature.

(2) The treatment of offences connected with the occupation which are not covered by this Amnesty Agreement shall be settled before the completion of the evacuation by way of amicable agreement.

(3) It is agreed that the effect of the provisions in Article I of the Agreement with regard to the Evacuation Amnesty cannot be such as to give the persons concerned a privileged position at law.

(4) It is further agreed that the provisions of Article II, paragraph 1, shall not apply to persons at present under detention for espionage, having regard to the negotiations proceeding with regard to free pardons of the individuals concerned.

Done at Coblenz in triplicate on October 5, 1929.

The representatives of the German Government :

Graf ADELMANN.

Dr. Wolfgang METTGENBERG.

The representatives of the Belgian Government :

E. MATHIEU.

J. DE BREUCK.

The representatives of the French Government :

Léon NOËL.

Georges MONIER.

PROTOCOL.

In accordance with paragraph 1 of the Protocol of Signature attached to the Agreement on the Evacuation Amnesty of October 5, 1929, the undersigned representatives of the German Reich, of the one part, and of Belgium and France, of the other part, have agreed that the said Agreement and the Protocol of Signature shall come into force on the date on which the Belgian and French Governments are notified that Germany has ratified the Hague Agreements of January 20, 1930, and further have agreed that the date to be fixed under Articles I and II of the Agreement with regard to the Evacuation Amnesty shall be January 20, 1930.

Done at Wiesbaden in triplicate January 24, 1930.

The representative of the German Government :

Dr. Wolfgang METTGENBERG.

The representative of the French Government :

Léon NOËL.

The representative of the Belgian Government :

E. MATHIEU.

N° 2438.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Accord concernant la cessation de la
liquidation des biens allemands.
Signé à Paris, le 31 décembre
1929.

GERMANY AND FRANCE

Agreement regarding the Disconti-
nuance of the Liquidation of Ger-
man Property. Signed at Paris,
December 31, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2438. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FRANKREICH ÜBER DIE EINSTELLUNG DER LIQUIDATION DEUTSCHEN VERMÖGENS GEZEICHNET IN PARIS AM 31. DEZEMBER 1929.

N^o 2438. — ACCORD¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE CONCERNANT LA CESSATION DE LA LIQUIDATION DES BIENS ALLEMANDS. SIGNÉ A PARIS, LE 31 DÉCEMBRE 1929.

Textes officiels allemand et français communiqués par le consul général d'Allemagne, à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 août 1930.

German and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of the Agreement took place August 22, 1930.

DIE DEUTSCHE und DIE FRANZÖSISCHE REGIERUNG haben sich, in dem Bestreben, auf gütlichem Wege die Fragen der Einwirkung des neuen am 7. Juni 1929 unterzeichneten Sachverständigenplans auf die Durchführung gewisser Bestimmungen aus dem X. Teile des Vertrags von Versailles und den später geschlossenen Abkommen unter Vorbehalt aller Rechtsfragen zu regeln und zugleich die noch laufenden Arbeiten beschleunigt abzuwickeln, über folgende Bestimmungen geeinigt :

Les GOUVERNEMENTS ALLEMAND et FRANÇAIS, désireux, toutes questions de droit réservées de régler par un accord amiable les questions concernant l'influence du nouveau Plan des Experts signé le 7 juin 1929 sur l'exécution de certaines dispositions de la Partie X du Traité de Versailles et des accords conclus postérieurement, ainsi que de hâter le règlement des travaux restant à continuer, sont convenus des dispositions suivantes :

Artikel I.

Um das für das erfolgreiche Arbeiten des neuen Sachverständigenplans unerlässliche allgemeine Vertrauen zu gewährleisten, verzichtet die Französische Regierung darauf, vorbehaltlich der Bestimmungen dieses Abkommens, vom 31. August 1929 ab von ihrem Rechte Gebrauch zu machen, Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger, deutscher Gesellschaften oder von Deutschen abhängiger Gesellschaften zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren, soweit diese Güter, Rechte

Article premier.

Sous réserve des dispositions du présent accord, le Gouvernement français, afin d'assurer la confiance générale indispensable au bon fonctionnement du nouveau Plan des Experts, renonce, à partir de la date du 31 août 1929, à faire usage de son droit de saisir, retenir et liquider les biens, droits et intérêts de ressortissants allemands, ou de compagnies allemandes ou contrôlées par des Allemands, en tant que ces biens, droits et intérêts ne sont pas déjà liquides ou liquidés, ou qu'il n'en a pas été disposé défi-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 17 mai 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, May 17, 1930.

und Interessen noch nicht liquide oder liquidiert sind oder darüber noch nicht endgültig verfügt worden ist, und soweit diese Güter, Rechte und Interessen nicht schon Gegenstand des im Artikel III der Erklärung der Französischen Regierung vom 22. Dezember 1926 enthaltenen Verzichts gewesen sind.

Es herrscht darüber Einverständnis, dass im Sinne dieses Abkommens, unter Vorbehalt aller grundsätzlichen Fragen, die Tatsache, dass eine Liquidationsanordnung ergangen oder das französische Amt für private Güter und Interessen mit dem Verkauf von Wertpapieren beauftragt worden ist, weder die in Betracht kommenden Güter, Rechte und Interessen liquide gemacht hat, noch ihre Liquidation darstellt, noch als eine endgültige Verfügung über sie anzusehen ist.

Artikel 2.

Der in dem vorstehenden Artikel ausgesprochene Verzicht findet keine Anwendung auf sequestrierte Geldforderungen oder solche Geldforderungen, mit deren Einziehung das französische Amt für private Güter und Interessen beauftragt worden ist. Das Amt wird diese Forderungen auch weiterhin nach Massgabe der Bestimmungen des Versailler Vertrags, der französischen Gesetzgebung und des französischen Rechts, wie sie gegenwärtig für die Liquidation von Forderungen gelten, einziehen. Nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens kann ein Verzicht auf die Einziehung einer Forderung oder ein Vergleich über ihre Höhe sowie über die Art ihrer Bezahlung nur nach Zustimmung des deutschen Ausgleichsamts erfolgen. Dem deutschen Ausgleichsamt werden die eingezogenen Beträge auf einem besonderen Konto gutgeschrieben; hiervon wird indessen zuvor ein etwa bei der Liquidation des sonstigen Vermögens jedes deutschen Gläubigers sich ergebender Schuldüberschuss, soweit die vor dem 31. August 1929 eingezogenen Aktivbeträge der Liquidation zu seiner Deckung nicht ausreichen, abgezogen, und zwar bis zur Höhe der auf die Forderungen dieses Gläubigers eingezogenen Beträge.

Artikel 3.

Die Zwangsverwaltung über die Güter, Rechte und Interessen, die den Gegenstand des im Artikel 1 enthaltenen Verzichts bilden, wird

nitivement et en tant que ces biens, droits et intérêts n'ont pas été déjà l'objet de la renonciation prévue à l'article III de la Déclaration du Gouvernement français du 22 décembre 1926.

Il est entendu que pour l'application du présent accord, et toutes questions de principe réservées, le fait qu'une ordonnance de liquidation a été rendue ou que l'Office français des Biens et Intérêts privés a été chargé de poursuivre la réalisation de valeurs ne sera pas considéré comme mesure impliquant la liquidité ou la liquidation, ou comme mesure de disposition définitive quant aux biens, droits et intérêts en question.

Article 2.

La renonciation prévue à l'article précédent ne s'applique pas aux créances pécuniaires séquestrées ou à celles dont l'Office français des Biens et Intérêts privés a été chargé de poursuivre le recouvrement. L'Office continuera de recouvrer ces créances en appliquant les dispositions du Traité de Versailles, la législation et le droit français actuellement en vigueur pour les créances à liquider. Après la mise en vigueur du présent accord, tout abandon du recouvrement d'une créance et toute transaction tant sur les chiffres que sur les modalités de paiement ne pourront avoir lieu qu'après entente avec l'Office allemand de Vérification et de Compensation. Ce dernier sera crédité, dans un compte spécial, du produit de ces recouvrements, après déduction du passif éventuel de la liquidation de chaque créancier allemand et jusqu'à concurrence du montant encaissé de ses créances, pour autant que l'actif encaissé avant le 31 août 1929 n'a pas été suffisant pour payer le passif.

Article 3.

En ce qui concerne les biens, droits et intérêts faisant l'objet de la renonciation prévue à l'article premier, le séquestre sera levé au plus

spätestens binnen drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Abkommens aufgehoben.

Es herrscht darüber Einverständnis, dass die Freigabe sich auf die Erträge erstreckt, die aus den zwangsverwalteten Gütern seit dem Tage der Anordnung der Zwangsverwaltung gezogen worden sind. Die Zwangsverwaltungskosten werden in erster Linie auf diese Erträge angerechnet. Reichen diese zur Deckung der Kosten nicht aus, so können die Güter zurückbehalten werden, bis der Berechtigte den Fehlbetrag gezahlt hat.

Soweit Gegenstände in der Übergangszeit vom 31. August 1929 bis zu dem Zeitpunkt, in dem die Einstellung weiterer Liquidationen angeordnet worden ist, liquidiert worden sein sollten, ist lediglich deren Liquidationserlös den deutschen Eigentümern unmittelbar aus-zuzahlen.

Artikel 4.

Die Zwangsverwaltung über die Vermögensgegenstände und Guthaben der deutschen Versicherungsgesellschaften, die durch das Dekret vom 29. September 1914 — bestätigt durch Gesetz vom 31. Dezember 1915 — angeordnet worden war, wird aufgehoben. Die Vermögensgegenstände und Guthaben der deutschen Gesellschaften werden ihnen unter Einschluss der Reinüberschüsse aus der Zwangsverwaltung zurückgegeben.

Die Deutsche Regierung nimmt von dem besonderen Abkommen Kenntnis, das zur Durchführung dieser Bestimmung zwischen dem französischen Amte für private Güter und Interessen und den in Betracht kommenden deutschen Lebensversicherungs-Gesellschaften abgeschlossen worden ist.

Artikel 5.

Auf die in diesem Abkommen vorgesehene Freigabe der deutschen Güter, Rechte und Interessen in Marokko finden die folgenden Bestimmungen Anwendung :

1. Die deutschen Berechtigten haben das Recht, ihre Güter, Rechte und Interessen in Marokko binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens an Käufer zu veräußern, die durch die Marokkanische Regierung zugelassen worden sind. Bis zu diesem Zeitpunkt dürfen die deutschen Berechtigten durch von der Marokkanischen Regierung zugelassene Mit-

tard dans les trois mois à partir de la mise en vigueur du présent accord.

Il est entendu que les libérations comprendront les revenus produits par les biens séquestrés depuis le jour de la mise sous séquestre. Les frais de séquestre seront imputés en première ligne sur ces revenus. Quant au surplus éventuel, les biens pourront être retenus jusqu'à son payement par l'ayant-droit.

Toutefois, à l'égard des biens qui auraient été réalisés pendant la période transitoire écoulée à partir du 31 août 1929 jusqu'à l'envoi des instructions prescrivant l'arrêt des réalisations, le produit de ces réalisations sera versé directement aux propriétaires allemands.

Article 4.

Le séquestre institué par le décret du 29 septembre 1914 ratifié par la loi du 31 décembre 1915 sur les biens et avoirs des Sociétés d'assurances allemandes est levé et les biens et avoirs des Sociétés allemandes, y compris les excédents nets de l'administration du séquestre, seront rendus à ces dernières.

Le Gouvernement allemand prend acte de l'arrangement particulier passé à ce sujet entre l'Office des Biens et Intérêts privés et les compagnies d'assurances sur la vie intéressées.

Article 5.

Pour la restitution des biens, droits et intérêts allemands au Maroc, prévue par le présent accord, les dispositions suivantes seront appliquées :

1^o Les ayants-droit allemands pourront, dans le délai de six mois, à dater de la mise en vigueur du présent accord, vendre leurs biens, droits et intérêts au Maroc à des acheteurs agréés par le Gouvernement marocain. Jusqu'à cette date, les ayants-droit allemands pourront, par des intermédiaires admis par le Gouvernement marocain, faire sur place toutes les véri-

telspersonen an Ort und Stelle alle notwendigen Prüfungen vornehmen und alle erforderlichen Massnahmen treffen, um die Anerkennung und die Wirksamkeit ihrer Rechte durchzusetzen.

2. Falls die Berechtigten ihre Güter, Rechte und Interessen in Marokko binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens nicht verkauft haben oder falls die Käufer durch die Marokkanische Regierung nicht zugelassen worden sind, wird die Marokkanische Regierung die Güter, Rechte und Interessen in Ausübung ihres Vorkaufsrechts zu einem nach den Bestimmungen der Artikel 7-9 des Dahir vom 3. Juli 1920 festzusetzenden Preise erwerben. Dieser Preis ist den deutschen Berechtigten unmittelbar auszuführen. Es kann jedoch für die Gesamtheit der nicht gemäss Ziffer 1 verkauften Güter, Rechte und Interessen ein einheitlicher Betrag festgesetzt werden, der alsdann der Deutschen Regierung für Rechnung der Berechtigten auszuführen ist.

3. Falls alle deutschen Berechtigten vor Ablauf der Frist von sechs Monaten auf die Ausübung des ihnen in Ziffer 1 dieses Artikels eingeräumten Verkaufsrechts verzichten, wird die Marokkanische Regierung das Vorkaufsrecht unmittelbar nach der Mitteilung dieses Verzichts ausüben.

4. Die vorstehenden Bestimmungen finden keine Anwendung auf die Schürfrechte für 7 Bergwerksbezirke im Sud die deutschen Reichsangehörigen zustehen. Die Abschätzung dieser Rechte wird entsprechend den Bestimmungen des Artikel 144 Abs. 4 des Vertrags von Versailles erfolgen. Die Beträge für diese Rechte, die durch schiedsrichterliche Entscheidung auf Grund der marokkanischen Bergwerksordnung festgesetzt werden, sind den deutschen Berechtigten unmittelbar auszuführen.

Artikel 6.

Die Bestimmungen des Artikel III Abs. 4 der Erklärung der Französischen Regierung vom 22. Dezember 1926 über die in Elsass-Lothringen beschlagnahmten Bergrechte bleiben mit folgender Massgabe aufrechterhalten :

Vor Festsetzung des Vorkaufspreises, die nicht vor dem 1. Mai 1930 erfolgen

notwendigen sind, werden die Berechtigten die notwendigen Massnahmen treffen, um die Anerkennung und die Wirksamkeit ihrer Rechte durchzusetzen.

2° Si, dans le délai de six mois, à dater de la mise en vigueur du présent accord, les ayants-droit n'ont pas vendu leurs biens, droits et intérêts au Maroc, ou si les acheteurs n'ont pas été agréés par le Gouvernement marocain, ce dernier préemptera lesdits biens, droits et intérêts pour un prix fixé conformément aux dispositions des articles 7 à 9 du Dahir du 3 juillet 1920. Ce prix sera versé directement aux intéressés allemands.

Toutefois, il pourra être fixé une somme globale pour la totalité des biens, droits et intérêts non vendus conformément au n° 1, cette somme devant être versée entre les mains du Gouvernement allemand pour le compte des intéressés.

3° Dans le cas où tous les ayants-droit allemands renonceraient, avant l'expiration du délai de six mois, à l'exercice du droit de vente prévu au n° 1 du présent article, le droit de préemption sera exercé par le Gouvernement marocain sans délai après la notification de cette renonciation.

4° Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux permis pour 7 périmètres miniers dans le Souss appartenant à des ressortissants allemands. L'évaluation de ces droits sera faite conformément aux dispositions de l'alinéa 4 de l'article 144 du Traité de Versailles et les montants de ces droits, fixés par décisions arbitrale rendue en vertu du règlement minier marocain, seront versés directement aux intéressés allemands.

Article 6.

En ce qui concerne les concessions de mines séquestrées en Alsace et Lorraine, les dispositions prévues dans l'article III, alinéa 4, de la Déclaration du Gouvernement français du 22 décembre 1926 seront maintenues dans les conditions suivantes :

Avant la fixation du prix de préemption qui n'aura pas lieu avant le 1^{er} mai 1930,

wird, gewährt die Französische Regierung den deutschen Beteiligten jede mögliche Gelegenheit, den zuständigen französischen Dienststellen die Unterlagen über die Bewertung der Bergrechte zu liefern.

Frühestens drei Monate nach der Festsetzung des Preises oder, falls dieses Abkommen erst nach der Festsetzung des Preises in Kraft tritt, frühestens drei Monate nach seinem Inkrafttreten wird der Französische Staat diese Bergrechte einzeln oder gruppenweise im Wege der öffentlichen Versteigerung nach Massgabe des auf Grund der französischen Bergwerksgesetzgebung aufgestellten normalen Lastenheftes gegen einen einmaligen Pauschbetrag verpachten. Die Verpachtungskosten sowie die bis zum Zuschlag fällig werdenden Steuern und Abgaben gehen zu Lasten der Erwerber. Ist der bei der Versteigerung erzielte Preis für ein Bergrecht oder für eine Gruppe von Bergrechten höher als der nach den Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes festgesetzte Preis, so wird der höhere Preis den deutschen Berechtigten unmittelbar ausgezahlt.

Kommt zwischen deutschen Berechtigten und französischen Staatsangehörigen eine von der Französischen Regierung genehmigte Einigung über den Pachtpreis für ein Bergrecht oder mehrere Bergrechte zustande, so wird von der öffentlichen Versteigerung abgesehen, und die Verpachtung kann unverzüglich vorgenommen werden.

Artikel 7.

Mit Wirkung vom 31. August 1929 ab wird die Französische Regierung die ihr durch Artikel 306 Abs. 5, 6 und 7 des Versailler Vertrags eingeräumten Rechte auch insoweit nicht mehr ausüben, als sie nicht schon von dem in Artikel III der Erklärung der Französischen Regierung vom 22. Dezember 1926 ausgesprochenen Verzicht betroffen sein sollten.

Artikel 8.

Es besteht Einverständnis darüber, den Artikel IV der Erklärung der Französischen Regierung vom 22. Dezember 1926 und das erläuternde Schreiben des Botschafters der Französischen Republik in Berlin vom gleichen

le Gouvernement français donnera aux intéressés allemands toutes facilités pour fournir aux autorités françaises compétentes les documents sur la valeur de ces concessions.

Au plus tôt, trois mois après la fixation du prix ou après la mise en vigueur du présent accord, si celle-ci est postérieure à la fixation du prix, l'Etat français amodiera par unité ou par groupe, pour un prix global et suivant le cahier des charges type de la législation minière française, par adjudication aux enchères publiques, ces concessions. Les frais d'amodiation, ainsi que les taxes et impôts échus jusqu'au moment de l'adjudication, seront à la charge des acquéreurs. Si le prix d'adjudication d'une concession ou d'un groupe de concessions est supérieur au prix fixé conformément à l'alinéa précédent, c'est ce prix supérieur qui sera payé directement aux intéressés allemands.

En cas d'accord approuvé par le Gouvernement français entre des intéressés allemands et des ressortissants français sur le prix d'amodiation d'une ou plusieurs concessions, il n'y aura pas lieu à enchères publiques et l'amodiation pourrait intervenir sans délai.

Article 7.

A partir du 31 août 1929, le Gouvernement français n'exercera plus les droits que lui avaient conférés les alinéas 5, 6 et 7 de l'article 306 du Traité de Versailles, en tant que ces droits n'auraient pas été déjà inclus dans la renonciation contenue à l'article III de la Déclaration du Gouvernement français du 22 décembre 1926.

Article 8.

Il est entendu que, par interprétation de l'article IV de la Déclaration du Gouvernement français du 22 décembre 1926 et de la lettre interprétative de l'Ambassadeur de la République française à Berlin de la même date, le

Tage dahin auszulegen, dass der Überschuss des Erlöses der Liquidation deutscher Güter, Rechte und Interessen in den französischen Kolonien und Protektoraten, unter Einschluss von Marokko, sowie in den unter Verwaltung der Französischen Regierung stehenden Mandatsgebieten einen Bestandteil des in diesen Bestimmungen genannten Überschusses bildet.

Binnen eines Jahres nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens werden die Hohen vertragschliessenden Parteien in Verhandlungen über die endgültige Feststellung des genannten Überschusses sowie über die gleichzeitige Einstellung der Gutschriften und Mitteilungen eintreten, die in den Bestimmungen früherer Abkommen und des Versailler Vertrags in bezug auf die liquidierten Güter, Rechte und Interessen vorgesehen waren.

Artikel 9.

Um sobald als möglich jede Ungewissheit über die Höhe des in Artikel 8 bezeichneten Überschusses zu beseitigen, werden folgende Bestimmungen getroffen :

1. Jeder Gläubiger einer Forderung sowie jede Person, die aus irgendeinem Grunde einen Anspruch in bezug auf den Erlös aus der Liquidation deutschen Vermögens geltend macht, haben binnen drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Abkommens durch eingeschriebenen Brief, der an den Leiter des französischen Amtes für private Güter und Interessen zu richten ist, ihren Anspruch anzumelden oder die Anmeldung zu erneuern.

2. Den in Absatz 1 bezeichneten Anträgen sind alle Unterlagen beizufügen, die erforderlich sind, um eine Prüfung und Erörterung der genannten Forderungen und Ansprüche zu ermöglichen.

3. Sämtliche Forderungen und Ansprüche, wegen derer nicht binnen drei Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens der unter Nr. 1 vorgesehene Antrag eingereicht worden ist, gelten, soweit sie sich gegen die Liquidationserlöse richten, als endgültig erloschen.

4. Die vorstehenden Bestimmungen gelten gleichfalls für diejenigen Ansprüche, die in Artikel 5 der Verordnung des Generalkommissars der Französischen Republik

solde des produits des liquidations des biens, droits et intérêts allemands dans les Colonies et Protectorats français, y compris le Maroc, ainsi que dans les territoires soumis à l'Administration mandataire du Gouvernement français, fait partie du solde visé dans ces dispositions.

Dans le délai d'un an à partir de la mise en vigueur du présent accord, les deux Hautes Parties contractantes entreront en négociations pour fixer définitivement le montant dudit solde et pour faire cesser en même temps les crédits et notifications prévus par les dispositions des accords antérieurs et du Traité de Versailles quant aux biens, droits et intérêts liquidés.

Article 9.

Dans le but de faire cesser, aussitôt que possible, les incertitudes en ce qui concerne le solde visé à l'article 8, les dispositions suivantes sont prises :

1^o Tout créancier ainsi que toute personne ayant une revendication à exercer à quelque titre que ce soit à l'égard du produit de la liquidation d'un bien allemand, fera parvenir ou renouvellera sa demande par lettre recommandée adressée au directeur de l'Office des Biens et Intérêts privés, dans un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent accord.

2^o Les demandes visées à l'alinéa 1 seront accompagnées de toutes justifications nécessaires à l'examen et à la discussion des dites créances ou revendications.

3^o Sont définitivement éteints, à l'égard du produit des liquidations, les créances et droits qui n'auront pas fait l'objet de la demande visée à l'alinéa 1^o dans le délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent accord.

4^o Les dispositions précédentes s'appliqueront également aux revendications réservées par l'article 5 de l'arrêté du Commissaire général de la République à Stras-

in Strassburg über die von den Aktieninhabern zu beobachtenden Förmlichkeiten, vom 11. September 1919, vorbehalten geblieben sind. Es herrscht Einverständnis darüber, dass Rechte aus Urkunden, deren Gegenwert nicht binnen drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Abkommens den Gegenstand eines Antrages der unter Nr. 1 bezeichneten Arten gebildet hat, endgültig als deutsches Vermögen angesehen werden.

Artikel 10.

Kann ein Gläubiger infolge der Überschuldung einer Liquidationsmasse nicht oder nur zum Teil Befriedigung seiner Ansprüche erlangen, so wird das Amt ihm eine Bescheinigung ausstellen, welche die Höhe seiner Forderung und gegebenenfalls den bereits darauf bezahlten Betrag bezeichnet. Nach Ablauf einer Frist von zehn Monaten nach dem in der Bescheinigung angegebenen Tage ihrer Ausstellung gilt die Forderung als endgültig erloschen, falls der Gläubiger diese Ausschlussfrist nicht durch Erhebung der Klage bei dem zuständigen Gericht unterbrochen hat.

Das französische Amt für private Güter und Interessen wird dem deutschen Ausgleichsamt eine Abschrift von jeder ausgestellten Bescheinigung übermitteln.

Durch die vorstehenden Bestimmungen wird die Rechtsstellung des Schuldners in bezug auf seine Verteidigung gegenüber der Forderung in keiner Weise beeinträchtigt.

Artikel 11.

Das gegenwärtige Abkommen findet keine Anwendung auf die dem französischen Amt obliegende Einziehung und Gutschrift

1. des Preises für im Liquidationswege verkaufte Gegenstände oder des noch verbleibenden Restes eines solchen Preises;

2. derjenigen Forderungen deutscher Reichsangehöriger, für die das französische Amt dem Schuldner gegen von diesem akzeptierte Wechsel Stundung und Zahlungsfristen gewährt hat;

3. derjenigen Forderungen, die durch das deutsche Ausgleichsamt den französischen Ausgleichsämtern mitgeteilt worden sind, soweit sie unter die Bestimmungen der Artikel 72 und 296 des Vertrags von Versailles fallen.

bourg du 11 septembre 1919 relatif aux formalités à accomplir par les détenteurs d'actions, étant entendu que les titres dont la valeur n'a pas fait l'objet de la demande visée à l'alinéa 1^o dans le délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent accord seront considérés définitivement comme biens allemands.

Article 10.

Si, en raison de l'état déficitaire d'une liquidation, le créancier ne peut obtenir de l'office payment de tout ou partie de sa créance, l'office délivrera audit créancier un certificat constatant le montant de sa créance et, le cas échéant, la somme payée. Après un délai de dix mois à compter de la date du certificat, la créance sera définitivement éteinte si le créancier n'a pas interrompu cette prescription par une demande introduite devant la juridiction compétente.

L'Office des Biens et Intérêts privés donnera à l'Office allemand copie de chaque certificat délivré.

Les présentes dispositions ne préjudicient en rien aux moyens de défense du débiteur.

Article 11.

Le présent accord ne s'applique pas au recouvrement ni au créditement par l'office :

1^o Du prix ou du solde du prix de vente des liquidations ;

2^o Des créances de ressortissants allemands pour lesquelles l'office a donné termes et délais aux débiteurs lorsque ces créances ont fait l'objet d'émissions de traites acceptées par le débiteur ;

3^o Des créances notifiées par l'Office de Vérification et de Compensation allemand aux Offices de Vérification et de Compensation français et tombant sous les articles 72 et 296 du Traité de Versailles.

Artikel 12.

In dem Bestreben, die Tätigkeit des deutsch-französischen Gemischten Schiedsgerichts den Grundsätzen über die Liquidierung der Vergangenheit anzupassen, treffen die Hohen vertragschliessenden Parteien folgende Vereinbarung :

I. Von dem deutsch-französischen Gemischten Schiedsgericht sind als unzulässig zurückzuweisen :

a) sämtliche auf den Abschnitten III, IV, V, VI und VII des Teils X des Versailler Vertrags beruhenden Klagen, die nach Ablauf einer Frist von drei Monaten nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens bei dem Gemischten Schiedsgericht eingereicht werden. Dies gilt nicht für die auf Artikel 299 *b* Absatz 2, 304 *b* Absatz 2 oder 305 gestützten Klagen, soweit die Tatsachen, die den Anlass zur Klage bilden, erst nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens eingetreten sind. Für die auf Elsass-Lothringen bezüglichen Rechtsstreitigkeiten über Abschnitt III beträgt die Frist sechs Monate nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens ;

b) die Rechtsstreitigkeiten, deren Verweisung vor das Gemischte Schiedsgericht durch Artikel II des Baden-Badener Abkommens¹ vom 5. Mai 1920 vorgesehen worden war, sofern sie vor Ablauf einer Frist von drei Monaten nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens bei ihm noch nicht anhängig geworden sind. Für diese Rechtsstreitigkeiten sind künftig die Landesgerichte oder Landesbehörden des beklagten Staats, die hierzu nach seiner Gesetzgebung berufen sind, ausschliesslich zuständig. Es bleibt den Parteien überlassen, dort das Verfahren anhängig zu machen.

II. In den Prozessregistern des Gemischten Schiedsgerichts werden sämtliche Klagen endgültig gelöscht, für die binnen einer Frist von sechs Monaten seit Empfang einer Aufforderung des Sekretariats zur Zahlung des Kostenvorschusses oder zur

Article 12.

Dans le but d'adapter le fonctionnement du Tribunal arbitral mixte franco-allemand au régime de liquidation du passé, les Hautes Parties contractantes conviennent des dispositions suivantes :

I. Seront irrecevables devant le Tribunal arbitral mixte franco-allemand :

a) Toutes requêtes introduites par application de la partie X, sections III, IV, V, VI et VII, du Traité de Versailles et déposées au Tribunal arbitral mixte après l'expiration d'un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent accord, à l'exception des requêtes basées sur les articles 299 *b*, alinéa 2, 304 *b*, alinéa 2, ou 305, pour autant que le fait générateur de l'action serait postérieur à la mise en vigueur du présent accord. Pour les affaires d'Alsace-Lorraine de la Section III, le délai sera de six mois à dater de la mise en vigueur du présent accord.

b) Les affaires dont l'article II de la Convention¹ de Baden-Baden du 5 mai 1920 avait prévu le renvoi devant le Tribunal arbitral mixte et dont ledit Tribunal ne se trouverait pas saisi avant l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la mise en vigueur du présent accord. Ces affaires seront de la compétence exclusive des juridictions ou autorisés nationales de l'Etat défendeur, compétentes d'après sa législation. Il appartiendra aux intéressés de saisir celles-ci.

II. Sera radiée définitivement des registres d'inscription du Tribunal arbitral mixte toute requête pour laquelle la consignation n'a pas été versée ou qui n'a pas été régularisée dans un délai de six mois à compter de la réception par l'intéressé

¹ Vol. VIII, page 55, de ce recueil.

¹ Vol. VIII, page 55, of this Series.

Ergänzung der Klage nach den Regeln der Prozessordnung eine Zahlung des Kostenvorschusses oder eine Ergänzung der Klage nicht erfolgt ist. Falls die Aufforderung des Sekretariats schon abgesandt ist, so endet die Frist nicht vor Ablauf eines Monats nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens. Ist der Kläger, an den die Aufforderung des Sekretariats zur Zahlung des Kostenvorschusses oder zur Ergänzung der Klage gerichtet ist, unauffindbar, so ist die Klage mangels Zahlung des Kostenvorschusses oder mangels Ergänzung binnen drei Monaten nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens zu löschen.

III. Die vorstehenden Bestimmungen beeinträchtigen weder die übrigen in der Prozessordnung des deutsch-französischen Gemischten Schiedsgerichts enthaltenen Ausschlussbestimmungen noch die schon abgeschlossenen Verfahren über die Lösung von Klagen; ferner lassen sie diejenigen Vorschriften unberührt, die etwa sonst der Zulässigkeit einer Klage entgegen stehen sollten.

IV. Die Hohen vertragschliessenden Parteien kommen überein, innerhalb einer möglichst kurzen Frist erneut in Verhandlungen einzutreten, um endgültig die letzten Fristen für die Einreichung der Klagen vor dem Gemischten Schiedsgericht zu bestimmen, soweit dies in dem gegenwärtigen Abkommen noch nicht geschehen ist.

V. Die Hohen vertragschliessenden Parteien ermächtigen ihre Staatsvertreter bei dem Gemischten Schiedsgericht, ein diesem bekanntzugebendes Abkommen zu unterzeichnen, durch das in bezug auf die Tätigkeit des Schiedsgerichts Änderungen zu dem Zwecke eingeführt werden, eine möglichst rasche Erledigung der vor ihm noch schwebenden Prozesse zu gewährleisten.

Artikel 13.

Streitfragen über die Auslegung und Durchführung dieses Abkommens werden einem Schiedsgericht zur Entscheidung unterbreitet, das aus je einem Staatsangehörigen der beiden Hohen vertragschliessenden Parteien und einem dritten Schiedsrichter als Präsidenten gebildet wird, der einer am Kriege nicht beteiligten Macht angehören muss.

d'un avis du Secrétariat du Tribunal arbitral mixte lui enjoignant de verser la consignation ou de régulariser la requête. Dans le cas où l'avis du secrétariat aurait été déjà envoyé, le délai prévu n'expirera pas avant la fin d'un mois, à partir de la mise en vigueur du présent accord. Au cas où le requérant, auquel a été adressé l'avis du Secrétariat de consigner ou de régulariser sa requête, serait introuvable, la requête, faute de paiement ou de régularisation, sera radiée après expiration d'un délai de trois mois, à compter de la mise en vigueur du présent accord.

III. Les dispositions précédentes ne modifient ni les autres règles de forclusion établies par le Règlement de Procédure du Tribunal arbitral mixte franco-allemand, ni les procédures d'annulation de requêtes déjà terminées, ni les autres dispositions qui s'opposeraient à la recevabilité d'une requête.

IV. Les Hautes Parties contractantes conviennent d'entrer en négociation dans le plus bref délai possible en vue de fixer définitivement les derniers délais d'introduction des requêtes devant le Tribunal arbitral mixte, en tant qu'il n'y serait pas pourvu par le présent accord.

V. Les Hautes Parties contractantes autorisent leurs agents près le Tribunal arbitral mixte à souscrire et à notifier au tribunal un arrangement modifiant pour l'avenir le fonctionnement du Tribunal arbitral mixte, dans le but d'assurer la liquidation la plus rapide des instances encore pendantes devant le Tribunal arbitral mixte.

Article 13.

Les différends relatifs à l'interprétation et à l'application du présent accord seront soumis à un Tribunal composé d'un ressortissant de chacune des Hautes Parties contractantes et d'un troisième arbitre, agissant comme président et appartenant à une nation qui n'a pas pris part à la guerre.

Der Präsident wird für alle vorkommenden Fälle durch gemeinsame Vereinbarung zwischen den beiden vertragschliessenden Parteien ernannt. Falls eine solche Vereinbarung innerhalb von drei Monaten nach Ersuchen einer Partei nicht zustande kommt, wird der dritte Schiedsrichter durch den Präsidenten des in dem neuen Sachverständigenplan vorgesehenen Auslegungsschiedsgerichts ernannt werden.

Le président sera désigné pour toutes les affaires et d'un commun accord entre les deux Parties. Au cas où cet accord ne pourrait se faire dans un délai de trois mois à partir de la demande de l'une des Parties, le troisième arbitre sera nommé par le président du Tribunal d'interprétation du nouveau Plan des Experts.

Artikel 14.

Article 14.

Dieses Abkommen soll unter denselben Bedingungen und zu gleicher Zeit wie die Abkommen zur Ausführung des neuen Sachverständigenplans ratifiziert werden sowie gleichzeitig mit diesem Plan in Kraft treten.

Le présent accord sera ratifié dans les mêmes conditions et en même temps que les accords passés en exécution du nouveau Plan des Experts et mis en vigueur en même temps que ledit plan.

Ausgefertigt in Paris in doppelter Urschrift, in deutscher und französischer Sprache, am 31. Dezember 1929.

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français, le 31 décembre 1929.

VON HOESCH.
A. BRIAND.

VON HOESCH.
A. BRIAND.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2438. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND FRANCE REGARDING THE DISCONTINUANCE OF THE LIQUIDATION OF GERMAN PROPERTY. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 31, 1929

THE GERMAN and FRENCH GOVERNMENTS, being desirous of settling by amicable agreement, without prejudice to any of the legal issues involved, the questions arising in connection with the effect of the new Experts' Plan signed on June 7, 1929, on the execution of certain provisions of Part X of the Treaty of Versailles and the Agreements subsequently concluded, and being further desirous of expediting the conclusion of the work still pending in this connection, have agreed on the following provisions :

Article 1.

With a view to ensuring the general confidence which is essential for the successful working of the new Expert's Plan, the French Government, save in so far as otherwise provided by this

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Agreement, renounces as from August 31, 1929, the exercise of its right to seize, retain or liquidate the property, rights and interests of German nationals or German companies or companies controlled by Germans, where such property, rights or interests are not already liquid or liquidated or finally disposed of and where such property, rights and interests are not already covered by the French Government's renunciation contained in Article III of its Declaration of December 22, 1926.

It is understood that for the purpose of this Agreement, without prejudice to any questions of principle, the fact of a liquidation order having been issued, or of the French Office for Private Property and Interests having been instructed to sell securities, shall not be considered as having liquidated or rendered liquid the property, rights and interests in question, or as constituting a final settlement in regard thereto.

Article 2.

The renunciation contained in the preceding Article shall not apply to sequestered money claims or money claims which the French Office for Private Property and Interests has been instructed to collect. The said Office will continue to collect the said claims in accordance with the provisions of the Treaty of Versailles and the statutory or other law of France at present applicable to the liquidation of claims. After the coming into force of the present Agreement, no renunciation of a claim, or with regard to the amount or mode of payment thereof, may take place without the assent of the German Clearing Office. The sums collected will be credited to a special account at the German Clearing Office after deduction of any debit balances that may result from the liquidation of the rest of the estate of the several German creditors, up to the amount of the sums collected on their several claims, in the event of the sums collected and credited before August 31, 1929, not being sufficient to cover the deficiencies.

Article 3.

The sequester on the property, rights and interests to which the renunciation in Article 1 applies will be lifted not later than three months after the coming into force of this Agreement.

It is agreed that the release from sequester applies to the proceeds earned on the sequestered property from the day of imposition of the sequester. The costs of the sequestration will be debited in the first instance against such proceeds. Should the latter not be sufficient to cover the said costs, the property may be retained until the deficiency has been made good by the rightful claimant.

Where objects are found to have been liquidated in the transition period from August 31, 1929, to the date of the issue of instructions to cease from all further liquidations, only the proceeds of such liquidation are to be paid direct to the German owners.

Article 4.

The sequester imposed on the property and credit balances of German insurance companies by the Decree of September 29, 1914, as confirmed by the Law of December 31, 1915, will be lifted. The properties and credit balances of the German companies will be restored to them including the net surpluses accruing from the administration under sequester.

The German Government takes note of the special agreement concluded between the French Office for Private Property and Interests and the German insurance companies concerned for the execution of this provision.

Article 5.

The following regulations will apply to the release from sequester, as provided by this Agreement, of the German property, rights and interests in Morocco :

(1) The German rightful claimants will be entitled, within six months from the coming into force of this Agreement, to sell their property, rights or interests in Morocco

to purchasers approved by the Moroccan Government. Until this date the German rightful claimants will be entitled, through the intermediary of agents approved by the Moroccan Government, to make all requisite examinations and take all requisite steps on the spot to enforce the recognition and validity of their rights.

(2) If, within six months from the coming into force of this Agreement, the rightful claimants have not sold their property, rights and interests in Morocco, or if the purchasers have not received the approval of the Moroccan Government, the Moroccan Government will exercise its rights of pre-emption to acquire the said property, rights and interests at a price to be fixed in accordance with the provisions of Articles 7 to 9 of the Dahir of July 3, 1920. The said price is to be paid over direct to the German rightful claimants.

At the same time it shall be allowable to fix a single lump sum as the price for the property, rights and interests not sold in accordance with paragraph 1, and such lump sum shall then be paid over to the German Government for account of the rightful claimants.

(3) Should all the German rightful claimants renounce the exercise of the right of sale allowed them in paragraph 1 of this Article within the six months prescribed, the Moroccan Government will exercise its right of pre-emption immediately after the announcement of such renunciation.

(4) The above provisions will not apply to the prospecting licenses held by German nationals in seven mining districts in the Sus. The valuation of these rights will be made in accordance with the provisions of Article 144, paragraph 4, of the Treaty of Versailles. The sums allowed for these rights by arbitral decision in accordance with the mining laws of Morocco are to be paid over direct to the German rightful claimants.

Article 6.

The provisions of Article III, paragraph 4, of the French Government's Declaration of December 22, 1926, with regard to the mining rights sequestered in Alsace-Lorraine remain in force subject to the following conditions :

Before fixing the pre-emption price, which is not to be fixed before May 1, 1930, the French Government will afford the German interested parties all possible facilities to enable them to supply the competent French authorities with the information required for the valuation of the mining rights

Not less than three months from the fixing of the price or, if the price is fixed before this Agreement comes into force, not less than three months from the coming into force of this Agreement, the French State shall lease the said mining rights, singly or in lots, for a non-recurrent lump sum payment by public auction on the basis of the normal contractual conditions under French mining law. The costs involved and the fees and taxes falling due down to the adjudication of the lease will be at the charge of the lessee. Should the price for one or more of the said mining rights obtained at the auction be higher than the price fixed in accordance with the provisions of the preceding paragraph, the higher price will be paid over immediately to the German rightful claimants.

Should an agreement, approved by the French Government, be reached between the German rightful claimants and French nationals with regard to the lease of one or more of the said mining rights, there will be no public auction and the lease can take effect without further delay.

Article 7.

As from August 31, 1929, the French Government will no longer exercise the rights which it has under Article 306, paragraphs 5, 6 and 7 of the Treaty of Versailles, where such are not already covered by the renunciation in Article III of the French Government's Declaration of December 22, 1926.

Article 8.

It is agreed that Article IV of the French Government's Declaration of December 22, 1926, and the letter of the same date of the Ambassador of the French Republic in Berlin in explanation thereof, shall be interpreted in the sense that the balance of the proceeds of the liquidation of German property, rights and interests in French Colonies or Protectorates, including Morocco, or mandated territories under French administration, forms a part of the balance referred to in these provisions.

Within one year from the coming in force of the present Agreement the two High Contracting Parties will enter into negotiations with a view to fixing finally the amount of the said balance, and arranging for the simultaneous cessation of the credits and notices for which provision is made in previous Agreements and in the Treaty of Versailles with regard to the liquidated property, rights and interests.

Article 9.

In order to put an end as soon as possible to all uncertainty with regard to the amount of the balance referred to in Article 8, the following arrangements shall be made :

(1) Any creditor or person having a claim on any grounds to the proceeds of the liquidation of German property, is required to notify, or renew the notification of, his claim within three months from the coming into force of this Agreement by registered letter addressed to the Head of the French Office for Private Property and Interests.

(2) The applications referred to in the preceding paragraph 1 must be accompanied by all documents and papers required to enable the said claims to be examined and discussed.

(3) All claims in respect of which the notification, for which provision is made in paragraph 1 above, has not been submitted within three months from the coming into force of this Agreement, will be considered as having lapsed, in so far as they relate to the proceeds of the liquidation.

(4) The above provisions shall also apply to the claims reserved in Article 5 of the Decree of the Commissioner-General of the French Republic in Strasburg of September 11, 1919, with regard to the formalities to be observed by shareholders. It is agreed that rights in respect of securities, the value of which has not been the subject of a notification within the meaning of paragraph 1 within three months from the coming into force of this Agreement, shall be treated definitively as German property.

Article 10.

If a creditor is unable owing to the excessive encumbrance of the liquidation assets to obtain satisfaction of the whole or part of his claim, the Office will issue him a certificate specifying the amount of his claim and the amount, if any, of the payment thereon. After the lapse of ten months from the date specified in the certificate, the claim will be considered to have expired, unless the creditor has interrupted such period of limitation by the lodging of a claim before the competent Court.

The French Office for Private Property and Interests will transmit to the German Clearing Office a copy of every certificate issued.

The legal position of the debtor in respect of challenging the claim is not in any way affected by the preceding provisions.

Article 11.

The present Agreement does not apply to the collection and crediting by the French Office of

(1) The price, or balance of the price, for liquidation property sold ;

(2) Claims of German nationals, in respect of which the French Office has accorded delay or respite of payment to the debtor against bills accepted by the latter ;

(3) Claims notified by the German Clearing Office to the French Clearing Offices and coming under Articles 72 and 296 of the Treaty of Versailles.

Article 12.

With a view to adapting the operations of the Franco-German Mixed Arbitral Tribunal to the principles governing the liquidation of the past, the High Contracting Parties agree as follows :

I. The following shall be rejected as invalid by the Franco-German Mixed Arbitral Tribunal :

(a) All pleas under Sections III, IV, V, VI and VII of Part X of the Treaty of Versailles submitted to the Mixed Arbitral Tribunal after the expiration of three months from the coming into force of the present Agreement. This provision does not apply to pleas under Article 299b, paragraph 2, Article 304b, paragraph 2, or Article 305, where the circumstances which are the occasion of the plea have arisen after the coming into force of the present Agreement. In the case of disputes with regard to Section III relating to Alsace-Lorraine, the said period shall be six months from the coming into force of the present Agreement ;

(b) Disputes, the reference of which to the Mixed Arbitral Tribunal was provided in Article II of the Baden-Baden Agreement of May 5, 1920, if not submitted to the said Tribunal before the expiration of three months from the coming into force of the present Agreement. Such disputes shall in future come under the exclusive jurisdiction of such national courts or authorities of the State against which the claim is lodged as are recognised as competent for the purpose by the legislation of the State in question. It rests with the parties concerned to bring their case before the said courts or authorities.

II. All pleas will be finally struck off the files of the Mixed Arbitral Tribunal in the case where no steps have been taken, within a period of six months from the receipt of notice from the Secretariat for payment of an advance of the costs or for regularisation of the plea in accordance with the provisions of the Code Rules of Procedure, to make the payment or regularise the plea. If the Secretariat has already sent notice, the said period is not to expire before the lapse of one month from the coming into force of the present Agreement. Where the person lodging the plea, to whom the notice from the Secretariat for payment of the advance of the costs or regularisation of the plea has been sent, is not to be found, the period before the plea is struck off the files for non-payment or non-regularisation shall be three months from the coming into force of the present Agreement.

III. The above provisions shall not affect either the other limitation regulations contained in the Rules of Procedure of the Franco-German Mixed-Arbitral-Tribunal or any proceedings for the annulment of pleas which have already been completed ; nor shall they affect any other provisions which may have the effect of barring pleas.

IV. The High Contracting Parties agree to enter into renewed negotiations within the shortest possible period with a view to fixing definitively the latest dates for the lodging of pleas before the Mixed Arbitral Tribunal, in so far as such dates are not already fixed in this Agreement.

V. The High Contracting Parties empower their several representatives on the Mixed Arbitral Tribunal to sign an agreement, which shall be notified to the Tribunal, modifying the operation of the Tribunal with a view to the speediest possible liquidation of the cases pending before it.

Article 13.

Differences with regard to the interpretation and execution of this Agreement will be submitted for decision to a tribunal composed of one national of each of the High Contracting Parties and a third arbitrator as Chairman, who shall be the national of a country that took no part in the war.

The Chairman will be appointed by common agreement between the two Contracting Parties for all cases that arise. In the event of such agreement not being reached within three months after the request of one of the Parties, the third arbitrator will be appointed by the President of the Court of Arbitration for which provision is made in the new Experts' Plan.

Article 14.

This Agreement is to be ratified under the same conditions and at the same time as the Agreements for the Execution of the new Expert's Plan, and to come into force at the same time as the said Plan.

Done at Paris in duplicate in German and French on December 31, 1929.

VON HOESCH.
A. BRIAND.

N° 2439.

ALLEMAGNE ET ITALIE

Accord concernant le règlement définitif des questions encore pendantes résultant de la Partie X du Traité de Versailles, signé à La Haye, le 20 janvier 1930, et échange de notes y relatif, de la même date.

GERMANY AND ITALY

Agreement regarding the Final Settlement of the Questions resulting from Part X of the Treaty of Versailles which are still pending, signed at The Hague, January 20, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2439. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND ITALIEN ÜBER DIE ENDGÜLTIGE REGELUNG DER NOCH OFFENEN FRAGEN DES TEILS X DES VERTRAGS VON VERSAILLES. GEZEICHNET IM HAAG, AM 20. JANUAR 1930.

N° 2439. — ACCORDO¹ TRA LA GERMANIA E L'ITALIA PER LA SISTEMAZIONE DEFINITIVA DELLE QUESTIONI ANCORA INSOLUTE DI CUI ALLA PARTE X DEL TRATTATO DI VERSAGLIA. FIRMATO A L'AJA, IL 20 GENNAIO 1930.

Textes officiels allemand et italien communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 août 1930.

German and Italian official texts communicated by the German Consul-General at Geneva and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place August 22, 1930.

Angesichts der zwischen DER DEUTSCHEN und DER KÖNIGLICH ITALIENISCHEN REGIERUNG bestehenden Meinungsverschiedenheit über die Anwendung einiger die Bereinigung der Vergangenheit betreffender Bestimmungen des Sachverständigenberichts vom 7. Juni 1929, zu dessen Ausführung sich die Beteiligten durch die im Januar 1930 im Haag unterzeichnete Schlussakte² verpflichteten, haben, um auf freundschaftlichem Wege jeglichen Streit wegen der vorbezeichneten Meinungsverschiedenheit auszuräumen, wie auch um in demselben Geiste alle übrigen noch offenen Fragen des Teils X des Vertrags von Versailles zu regeln, zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHS :
den Reichsminister des Auswärtigen Dr.
Julius CURTIUS,

Sussistendo una divergenza di vedute fra IL GOVERNO GERMANICO ed IL R. GOVERNO ITALIANO nei riguardi dell'applicazione di alcune disposizioni del nuovo Rapporto degli Esperti del 7 giugno 1929, concernenti la liquidazione del passato, al quale viene data esecuzione con l'Atto finale² firmato nel gennaio 1930 all'Aja, allo scopo di eliminare in via amichevole ogni controversia in dipendenza della su accennata divergenza di opinioni, come pure di sistemare nello stesso spirito tutte le altre questioni ancora aperte della Parte X del Trattato di Versaglia,

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO ha
nominato a suo Plenipotenziario il Signor
Dr. Julius CURTIUS, Ministro degli Affari
Esteri ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 12 mai 1930.

Entrée en vigueur le 17 mai 1930.

² Vol. CIV, page 243, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, May 12, 1930.

Came into force May 17, 1930.

² Vol. CIV, page 243, of this Series.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN :

den Finanzminister S. Exzellenz Antonio
MOSCONI,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Unbeschadet der Rechtsstandpunkte der Deutschen und der Königlich Italienischen Regierung über die Frage der Behandlung der Überschüsse, die sich aus den Abrechnungen zwischen dem deutschen und dem italienischen Ausgleichsamt auf den gemäss Artikel 296 und 297 des Vertrags von Versailles eingerichteten Konten zugunsten Deutschlands ergeben oder bei Fortdauer dieser Abrechnungen ergeben würden, vereinbaren beide Regierungen im Wege freundschaftlichen Vergleichs folgende Regelung :

1. Der endgültige Überschuss, der sich im Falle der Fortsetzung der beiderseitigen Gutschriften auf den Konten 296 und 297 nach Massgabe der geltenden Bestimmungen zugunsten Deutschlands ergeben würde, wird auf eine Pauschalsumme von fünf Millionen italienischer Lire festgesetzt.

2. Dieser Betrag wird in fünf Jahresraten von je einer Million, die jeweils am 1. Januar der kommenden fünf Jahre fällig sind, in Berlin an die Deutsche Regierung gezahlt.

3. Durch diese Zahlung gilt jeder deutsche Anspruch auf den vorgenannten Überschuss, gleichviel von wem er erhoben werden möge, als endgültig ausgeräumt. Die Deutsche Regierung leistet der Italienischen Regierung Gewähr gegenüber jedem Anspruch, der von irgendeiner Seite in bezug auf den in Betracht kommenden Überschuss erhoben werden sollte.

Artikel 2.

Die beiderseitige Verpflichtung, die Gutschriften auf den zwischen den Ausgleichsämtern gemäss Artikel 296 und 297 des Vertrags von Versailles eingerichteten Konten fortzusetzen, fällt fort.

S. M. IL RE D'ITALIA ha nominato a suo Plenipotenziario :

S. E. Antonio MOSCONI, Ministro delle
Finanze,

i quali, avendo scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Senza pregiudizio dei punti di vista del Governo Germanico e del R. Governo Italiano sulla questione della destinazione dei saldi che risultano o che risulterebbero a favore della Germania dalle operazioni dei due Uffici di Verifica e Compensazione germanico e italiano, riguardo ai conti istituiti a norma degli articoli 296 e 297 del Trattato di Versaglia ove le operazioni suddette fossero continuate, i due Governi in via di transazione e di amichevole componimento convengono quanto segue :

1. Il saldo definitivo che risulterebbe a favore della Germania nel caso della continuazione dei reciproci accreditamenti sui conti 296 e 297 in base alle disposizioni vigenti, viene stabilito in una somma globale di cinque milioni di Lire italiane.

2. Tale ammontare sarà pagato al Governo germanico a Berlino in cinque annualità, di un milione ciascuna, scadibili il 1° gennaio, dei prossimi cinque anni.

3. Con tale pagamento s'intende definitivamente eliminata qualunque pretesa germanica sul detto saldo da chiunque possa essere sollevata. Il Governo germanico garantisce il Governo italiano da qualunque pretesa da parte di chicchessia nei riguardi del saldo in questione.

Articolo 2.

E annullato l'obbligo reciproco di continuare gli accreditamenti sui conti istituiti fra gli Uffici di Verifica e di Compensazione in base agli articoli 296 e 297 del Trattato di Versaglia.

Die bei den Ämtern noch anhängigen Forderungen gelten als im Verhältnis zwischen den Ämtern und zwischen den Gläubigern und Schuldern endgültig geregelt, auch wenn sie bereits im Klagewege dem deutsch-italienischen Gemischten Schiedsgericht unterbreitet sind.

Die Ansprüche gegen das Deutsche Reich, die von italienischen Staatsangehörigen auf Grund der Abschnitte IV bis VI des Teils X des Vertrags von Versailles bei dem Gemischten Schiedsgericht oder bei dem gemäss § 4 des Anhangs zu Abschnitt IV des genannten Teils des Vertrags von Versailles bestellten Schiedsrichter anhängig gemacht wurden und noch schweben oder von italienischen Staatsangehörigen noch hätten anhängig gemacht werden könnten, gelten als erloschen.

Die Königlich Italienische Regierung wird, falls die Deutsche Regierung innerhalb eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens jeweils in Einzelfällen darum ersucht, Auskünfte über die in Italien erfolgten Liquidationen deutscher Güter, Rechte und Interessen erteilen.

Artikel 3.

Jeder der beiden Regierungen steht es frei, durch innerstaatliche Vorschriften die Forderungen und Ansprüche ihrer Staatsangehörigen endgültig zu regeln sowie die von ihrem Ausgleichsamt dem anderen Ausgleichsamt bereits gutgeschriebenen, aber von dem Schuldner noch nicht bezahlten Summen wie auch die von ihren Staatsangehörigen geschuldeten, den Ausgleichsämtern bereits angemeldeten, aber noch nicht bezahlten Summen einzuziehen.

Artikel 4.

Beide Regierungen stellen übereinstimmend fest, dass die Italienische Regierung wiederholt einen Teil der deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien freigegeben und dass sie vor dem 7. Juni 1929 über den von der Freigabe ausgeschlossenen Rest dieser Güter, Rechte und Interessen endgültig verfügt hat. Im Verhältnis zwischen Deutschland und Italien ist daher für die Anwendung der in § 144 des neuen Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929 enthaltenen Empfehlung kein Raum mehr.

Das Abkommen¹ vom 1. September 1927 über

I crediti ancora in corso fra i due Uffici s'intendono definiti nei rapporti fra gli Uffici e fra i creditori e debitori, anche se abbiano dato luogo ad un ricorso innanzi il Tribunale Arbitrale Misto Italo-Germanico.

Le domande in corso presentate da sudditi italiani al Tribunale Arbitrale Misto o all'Arbitro istituito in conformità del paragrafo 4 dell'allegato alla Sezione IV della Parte X del Trattato di Versaglia e quelle che i sudditi italiani avrebbero potuto presentare, contro il Governo Germanico, in base alle Sezioni IV a VI della predetta parte del Trattato, sono considerate decadute.

Se il Governo Germanico ne farà specifica richiesta, caso per caso, entro un anno dall'entrata in vigore di questo accordo, il Governo Italiano darà informazioni sulle liquidazioni dei beni, diritti ed interessi germanici fatte in Italia.

Articolo 3.

Ciascuno dei due Governi ha la facoltà di provvedere con norme interne alla definizione dei crediti e dei reclami dei propri sudditi, al ricupero delle somme già accreditate dal suo Ufficio di Verifica e Compensazione all'Ufficio corrispondente, ma non ancora pagate dai debitori, ed al ricupero delle somme dovute dai propri sudditi già denunciate agli Uffici di Verifica e Compensazione e non ancora accreditate.

Articolo 4.

I due Governi sono d'accordo nel constatare che il Governo Italiano ha liberata in varie volte una parte dei beni, diritti ed interessi germanici in Italia ed ha disposto prima del 7 giugno 1929 definitivamente della rimanenza dei detti beni, diritti ed interessi esclusa dalla liberazione. Pertanto la raccomandazione contenuta nel paragrafo 144 del nuovo Piano degli Esperti del 7 giugno 1929, non trova ulteriore applicazione nei riguardi della Germania e dell'Italia.

L'Accordo¹ del 1° settembre 1927 sui beni,

¹ Vol. LXVII, page 425, de ce recueil.

¹ Vol. LXVII, page 425, of this Series.

die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien bleibt in Kraft. Die Bestimmungen des Königlichen Dekrets vom 12. Dezember 1926 zugunsten deutscher Staatsangehöriger wegen ihrer in den neuen, mit Italien vereinigten Provinzen gelegenen Güter bleiben weiterhin lediglich für solche Anträge im Sinne dieses Königlichen Dekrets in Kraft, die der Italienischen Regierung bis zum 1. Januar 1930 eingereicht worden sind.

Artikel 5.

Das auf Grund des Artikel 304 des Vertrags von Versailles bestellte deutsch-italienische Gemischte Schiedsgericht wird aufgehoben.

Das Amt des Schiedsrichters, der gemäss § 4 des Anhangs zu Abschnitt IV des Teils X des Vertrags von Versailles eingesetzt wurde, ist beendet.

Die vor dem Gemischten Schiedsgericht und vor dem Schiedsrichter schwebenden Verfahren werden eingestellt. Die Kosten hat jede Partei selbst zu tragen. Gerichtskosten werden nicht erhoben. Die schon gezahlten Vorschüsse werden an die Parteien oder, wenn sie von den Ausgleichsämtern gezahlt wurden, an diese zurückgezahlt.

Von dem Inkrafttreten dieses Abkommens an finden zwischen dem Deutschen Reich und seinen Staatsangehörigen einerseits und Italien und seinen Staatsangehörigen andererseits die Bestimmungen der Artikel 300 *b* bis *f*, 302, 304 *b* Abs. 2 und 305 des Vertrags von Versailles keine Anwendung mehr.

Die in Artikel 304 *b* Abs. 2 des Vertrags von Versailles bezeichneten Streitsachen können bei dem zuständigen ordentlichen Richter anhängig gemacht werden; für sie beginnt die durch die Klageerhebung bei dem Gemischten Schiedsgericht unterbrochene Verjährung wieder sechs Monate nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens zu laufen.

Artikel 6.

Das vorstehende Abkommen soll ratifiziert werden und nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit dem neuen Sachverständigenplan in Kraft treten. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll gleichzeitig mit

diritti ed interessi germanici in Italia, rimane in vigore. Le disposizioni del R. Decreto del 12 dicembre 1926 a favore dei cittadini germanici per i beni da essi posseduti nelle nuove Provincie annesse al Regno, rimangono in vigore soltanto agli effetti delle domande presentate, in base al R. Decreto medesimo, al Governo italiano sino al 1° gennaio 1930.

Articolo 5.

Il Tribunale Arbitrale Misto Italo-Germanico, istituito in base all'articolo 304 del Trattato di Versaglia è soppresso.

Cessano le funzioni dell'arbitro nominato a norma del paragrafo 4 dell'allegato alla sezione IV della Parte X del Trattato di Versaglia.

I giudizi in corso dinnanzi al Tribunale Arbitrale Misto ed all'arbitro, non avranno più seguito. Le spese rimangono a carico della parte che le ha sostenute. Non se fisseranno spese di giudizio. I depositi preventivi già eseguiti verranno restituiti alle parti od agli Uffici di Verifica e di Compensazione se fatti da essi.

Dall'entrata in vigore di questo accordo non avranno più applicazione nei riguardi della Germania e dei suoi cittadini da una parte e dell'Italia e dei suoi cittadini dall'altra parte, le disposizioni degli articoli 300, lettere da *b*) ad *f*), 302, 304, secondo comma della lettera *b*), e 305 del Trattato di Versaglia.

Le vertenze indicate all'articolo 304, lettera *b*) secondo comma, del Trattato di Versaglia possono essere presentate alla giurisdizione ordinaria competente e per esse la prescrizione, interrotta dall'istanza presentata al Tribunale Arbitrale Misto, riprende il suo corso dopo sei mesi dal giorno di entrata in vigore di quest'accordo.

Articolo 6.

Il presente accordo sarà ratificato e entrerà in vigore dopo lo scambio delle ratifiche contemporaneamente col nuovo Piano degli Esperti. Lo scambio delle ratifiche avverrà contemporaneamente col deposito dei documenti di

der Hinterlegung der Ratifikationsurkunden für die Verträge oder Abkommen erfolgen, die in bezug auf den Sachverständigenplan geschlossen werden.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift, in deutscher und italienischer Sprache.

HAAG, den 20. Januar 1930.

CURTIUS.
MOSCONI.

ratifica per i Trattati e Accordi che saranno conclusi in relazione col Piano degli Esperti.

Fatto in duplice originale, in lingua tedesca ed in lingua Italiana.

L'AJA, addi 20 Gennaio 1930.

CURTIUS.
MOSCONI.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

SCAMBIO DI NOTE.

L'AJA, 20 gennaio 1930 — Anno VIII.

ECCELLENZA,

Firmando l'accordo per la sistemazione delle questioni insolute di cui alla Parte X del Trattato di Versaglia concluso oggi, mi pregio di dichiarare quanto segue :

Il Governo italiano ha sempre sostenuto la tesi, che mantiene tuttora, che esso non è obbligato nè verso il Governo germanico nè verso i sudditi germanici di mettere a loro disposizione il saldo che risulterebbe a favore della Germania dai conti istituiti in base agli articoli 296 e 297 del Trattato di Versaglia. La dichiarazione del Governo italiano contenuta nell'Accordo di oggi di corrispondere alla Germania il saldo stabilito nell'accordo stesso, dei suddetti conti costituisce dunque, senza pregiudizio del punto di vista italiano, un atto volontario, ispirato unicamene dall'intendimento di venire incontro al desiderio del Governo germanico e di compiere verso di lui un atto amichevole.

Voglia gradire, Vostra Eccellenza, l'espressione della mia più alta considerazione.

A Sua Eccellenza
il Dr. Julius Curtius
Ministro degli Affari Esteri del Reich.

A. MOSCONI.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie :
Grandi.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

NOTENWECHSEL

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie le 17 septembre 1930.

HAAG, den 20. Januar 1930.

EW. EXZELLENZ

beehre ich mich den Empfang Ihres Schreibens vom 18. Januar ds. Jahres zu bestätigen, von dessen Inhalt ich Kenntnis genommen habe.

Meine Regierung würdigt die von der Italienischen Regierung bekundete freundschaftliche Haltung.

Genehmigen Ew. Exzellenz den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Sr. Exzellenz
dem Herrn Senator Antonio Mosconi
Kgl. Italienischen Minister der Finanzen.

CURTIUS.

¹ TRADUCTION.

N^o 2439. — ACCORD ENTRE LE REICH ALLEMAND ET L'ITALIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DES QUESTIONS ENCORE PENDANTES RESULTANT DE LA PARTIE X DU TRAITÉ DE VERSAILLES. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Vu la divergence d'opinions séparant LE GOUVERNEMENT DU REICH et LE GOUVERNEMENT ROYAL ITALIEN au sujet de l'application de certaines dispositions du rapport des Experts en date du 7 juin 1929, concernant la liquidation du passé, que les Parties intéressées se sont engagées à mettre à exécution par l'Acte final signé à La Haye en janvier 1930, celles-ci, pour liquider à l'amiable tout différend se rapportant à la divergence d'opinions précitée, ainsi que pour régler dans le même esprit toutes les autres questions en suspens de la Partie X du Traité de Versailles, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Julius CURTIUS, ministre des Affaires étrangères du Reich ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Exc. Antonio MOSCONI, ministre des Finances ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Sans préjudice des points de vue de droit du Gouvernement allemand et du Gouvernement

¹ TRANSLATION.

No. 2439. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND ITALY REGARDING THE FINAL SETTLEMENT OF THE QUESTIONS RESULTING FROM PART X OF THE TREATY OF VERSAILLES WHICH ARE STILL PENDING. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

In view of the difference of opinion between THE GOVERNMENT OF THE REICH and THE ROYAL ITALIAN GOVERNMENT regarding the application of certain provisions of the Experts Report dated June 7, 1929, relating to the liquidation of the past, which the Parties concerned undertook to carry out by the Final Act signed at The Hague in January 1930, the two Parties, in order to liquidate by friendly agreement any dispute relating to the above-mentioned difference of opinion, and also to settle in the same spirit all other questions arising out of Part X of the Treaty of Versailles that are still outstanding, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Julius CURTIUS, Reich Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Antonio MOSCONI, Minister of Finance;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

Without prejudice to the legal points of view of the German Government and the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

royal italien sur la question de l'utilisation des soldes en faveur de l'Allemagne qui résultent des règlements entre les Offices de vérification et de compensation allemand et italien, dans les comptes ouverts conformément aux articles 296 et 297 du Traité de Versailles, ou qui résulteraient de la continuation de ces règlements, les deux gouvernements, par voie de transaction amiable, arrêtent la réglementation ci-après :

1^o Le solde définitif qui se produirait en faveur de l'Allemagne si l'on continuait à créditer réciproquement les comptes 296 et 297 conformément aux dispositions en vigueur, est fixé à une somme forfaitaire de cinq millions de lires italiennes.

2^o Ce montant sera payé à Berlin au Gouvernement allemand en cinq versements annuels d'un million chacun, venant à échéance le premier janvier des cinq prochaines années.

3^o Moyennant ce paiement, toute revendication allemande sur le solde précité, de quelque personne qu'elle émane, sera considérée comme définitivement liquidée. Le Gouvernement allemand garantit le Gouvernement italien contre toute réclamation qui pourrait être présentée par quiconque au sujet du solde en question.

Article 2.

L'obligation réciproque de continuer à créditer les comptes ouverts entre les Offices de compensation aux termes des articles 296 et 297 du Traité de Versailles, est supprimée.

Les créances encore pendantes par devant les offices sont considérées comme définitivement réglées dans les rapports entre les offices et entre les créanciers et débiteurs, même si elles font déjà l'objet d'une instance liée par devant le Tribunal arbitral mixte germano-italien.

Les demandes formées par des ressortissants italiens, aux termes des Sections IV à VI de la Partie X du Traité de Versailles, devant le Tribunal arbitral mixte ou l'arbitre institué conformément au paragraphe 4 de l'annexe à la Section IV de ladite Partie du Traité de Versailles, et qui sont encore pendantes, ainsi que celles qui auraient encore pu être formées par des ressortissants italiens, sont considérées comme éteintes.

Royal Italian Government on the question of the utilisation of the balances in favour of Germany resulting from settlements between the German and Italian Clearing Offices in respect of the accounts opened in conformity with Articles 296 and 297 of the Treaty of Versailles or which would result from a continuation of these settlements, the two Governments have, by a friendly compromise, agreed on the following regulations :

(1) The final balance which would result in favour of Germany if accounts 296 and 297 were to continue to be reciprocally credited with sums in accordance with the provisions in force is fixed at a lump sum of five million Italian lire.

(2) This amount shall be paid in Berlin to the German Government in five annual payments of a million lire each, falling due on the 1st of January in the next five years.

(3) By this payment all German claims on the above-mentioned balance, no matter by whom such claims may be made, shall be deemed to be finally settled. The German Government guarantees the Italian Government against any claim submitted by any person whatsoever in respect of the balance in question.

Article 2.

The reciprocal obligation to continue the crediting of sums in the accounts opened by the Clearing Offices under Articles 296 and 297 of the Treaty of Versailles is hereby cancelled.

Claims still pending before the Offices shall be deemed to be finally settled as between the Offices and between the creditors and debtors, even if they already form the subject of proceedings before the German-Italian Mixed Arbitral Tribunal.

Claims against the German Reich submitted by Italian nationals in accordance with Sections IV to VI of Part X of the Treaty of Versailles to the Mixed Arbitral Tribunal or to the arbitrator appointed under paragraph 4 of the Annex to Section IV of the said Part of the Treaty of Versailles which are still pending and also any such claims which could have been submitted by Italian nationals, shall be deemed to be extinguished.

Si, dans le délai d'un an après l'entrée en vigueur du présent accord, le Gouvernement allemand présente, dans des cas d'espèce, une requête à cet effet au Gouvernement royal italien, celui-ci lui donnera des renseignements sur les liquidations de biens, droits et intérêts allemands qui ont été effectuées en Italie.

Article 3.

Il est loisible à chacun des deux gouvernements de régler définitivement, par des mesures d'ordre interne, les créances et réclamations de ses ressortissants et de recouvrer les sommes déjà portées par son office de compensation au crédit de l'autre office de compensation, mais non encore versées par le débiteur, ainsi que les sommes dues par leurs ressortissants, déjà notifiées aux offices de compensation, mais non encore versées.

Article 4.

Les deux gouvernements constatent d'un commun accord que le Gouvernement italien a, à plusieurs reprises, libéré une partie des biens, droits et intérêts allemands en Italie et qu'il a, avant le 7 juin 1929, disposé définitivement du solde de ces biens, droits et intérêts, exclu de la libération. En conséquence, entre l'Allemagne et l'Italie, la recommandation figurant au paragraphe 144 du nouveau Plan des Experts, en date du 7 juin 1929, n'est plus applicable.

L'Accord du 1^{er} septembre 1927 sur les biens, droits et intérêts allemands en Italie demeure en vigueur. Les stipulations du Décret royal du 12 décembre 1926, pris en faveur des ressortissants allemands et relatif aux biens que ces derniers possédaient dans les nouvelles provinces réunies à l'Italie, continueront à ne s'appliquer qu'aux demandes prévues par ledit décret et présentées au Gouvernement italien jusqu'au 1^{er} janvier 1930.

Article 5.

Le Tribunal arbitral mixte germano-italien, institué aux termes de l'article 304 du Traité de Versailles, est supprimé.

Les fonctions de l'arbitre nommé en vertu du paragraphe 4 de l'annexe à la Section IV de la Partie X du Traité de Versailles prennent fin.

If within one year of the coming into force of the present Agreement, the German Government applies to the Royal Italian Government for information relating to particular cases, the latter shall supply information with regard to the liquidation of German property, rights and interests that has taken place in Italy.

Article 3.

Each of the two Governments shall be entitled to settle finally by means of internal regulations, the debts and claims of its nationals, and to recover sums already credited by its Clearing Office to the other Clearing Office but not yet paid by the debtor, as also sums due by its nationals which have already been notified to the Clearing Offices but have not yet been paid.

Article 4.

The two Governments agree that the Italian Government has on several occasions released a part of the German property, rights and interests in Italy, and that, before June 7, 1929, it finally disposed of the remainder of the said property, rights and interests that was excluded from release. As between Germany and Italy, the recommendation in paragraph 144 of the new Experts' Plan, dated June 7, 1929, is no longer applicable.

The Agreement of September 1, 1927, regarding German property, rights and interests in Italy shall remain in force. The provisions of the Royal Decree of December 12, 1926, in favour of German nationals and relating to property owned by them in the new provinces united to Italy, shall remain in force only in respect of applications under the said Royal Decree submitted to the Italian Government by January 1, 1930.

Article 5.

The German-Italian Mixed Arbitral Tribunal, set up under Article 304 of the Treaty of Versailles, is hereby dissolved.

The functions of the arbitrator appointed in accordance with paragraph 4 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Versailles are hereby terminated.

Il ne sera pas donné suite aux instances liées par devant le Tribunal arbitral mixte et par devant l'arbitre. Chaque Partie supportera les frais qu'elle encourus. Il ne sera pas perçu de frais de justice. Les avances déjà versées seront remboursées aux Parties ou aux Offices de compensation si elles ont été versées par ces derniers.

A partir de l'entrée en vigueur du présent accord, il ne sera plus, entre le Reich allemand et ses ressortissants, d'une part, et l'Italie et ses ressortissants, d'autre part, fait application des dispositions des articles 300 *b)* à *f)*, 302, 304 *b)*, alinéa 2, et 305 du Traité de Versailles.

Les différends mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 304 *b)* du Traité de Versailles pourront être soumis à la juridiction ordinaire compétente; en ce qui les concerne, la prescription, interrompue par l'instance liée par devant le tribunal arbitral mixte, recommencera à courir six mois après l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 6.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification en même temps que le nouveau Plan des Experts. L'échange des instruments de ratification aura lieu en même temps que le dépôt des instruments de ratification afférents aux traités ou accords qui seront conclus au sujet du Plan des Experts.

Fait en double original, en allemand et en italien.

LA HAYE, le vingt janvier 1930.

CURTIUS.
MOSCONI.

ÉCHANGE DE NOTES

LA HAYE, le 20 janvier 1930. —
An VIII.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En signant l'accord intervenu ce jour pour le règlement des questions en suspens visées à

Proceedings before the Mixed Arbitral Tribunal and the arbitrator shall be discontinued. Each Party shall itself defray the costs incurred. No legal costs shall be charged. Advances already paid shall be refunded to the Parties or to the Clearing Offices, if they were paid by the latter.

From the coming into force of the present Agreement, the provisions of Article 300 *(b)* to *(f)*, Article 302, Article 304 *(b)*, paragraph 2, and Article 305 of the Treaty of Versailles shall not apply as between the German Reich and its nationals, of the one part, and Italy and its nationals, of the other part.

The disputes mentioned in Article 304 *(b)*, paragraph 2, of the Treaty of Versailles may be referred to the competent court of ordinary jurisdiction; with regard to these disputes the period of prescription interrupted by the bringing of the case before the Mixed Arbitral Tribunal shall again begin to run six months after the coming into force of the present Agreement.

Article 6.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force after the exchange of the instruments of ratification at the same time as the new Experts' Plan. The exchange of the instruments of ratification shall take place at the same time as deposit of the instruments of ratification relating to the treaties or agreements concluded in connexion with the Experts' Plan.

Done in duplicate in German and in Italian.

THE HAGUE, January the twentieth, 1930.

CURTIUS.
MOSCONI.

ECHANGE OF NOTES.

THE HAGUE, January 20, 1930.
Year VIII.

YOUR EXCELLENCY,

On signing the Agreement concluded to-day for the settlement of the questions arising out

la Partie X du Traité de Versailles, j'ai l'honneur de déclarer ce qui suit :

Le Gouvernement italien a toujours soutenu la thèse, qu'il maintient encore, qu'il n'est tenu ni envers le Gouvernement allemand ni envers les ressortissants allemands de mettre à leur disposition le solde qu'accuseraient en faveur de l'Allemagne les comptes institués en vertu des articles 296 et 297 du Traité de Versailles. La déclaration du Gouvernement italien, contenue dans l'accord de ce jour, décidant de remettre à l'Allemagne le solde des comptes susmentionnés, tel qu'il a été fixé dans l'accord lui-même, constitue donc, sans préjudice du point de vue italien, un acte volontaire inspiré uniquement de l'intention de répondre au désir du Gouvernement allemand et d'accomplir envers lui un geste amical.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

A. MOSCONI.

A Son Excellence
le Docteur Julius Curtius,
Ministre des Affaires étrangères
du Reich.

LA HAYE, le 20 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 18 janvier de cette année, dont j'ai pris connaissance.

Mon gouvernement apprécie l'attitude amicale du Gouvernement italien.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

CURTIOUS.

A Son Excellence
Monsieur le Sénateur Antonio Mosconi,
Ministre des Finances du
Royaume d'Italie.

of Part X of the Treaty of Versailles which are still outstanding, I have the honour to state as follows :

The Italian Government has always held, and still holds, that it is not bound to place the credit balance in Germany's favour resulting from the accounts opened under Articles 296 and 297 of the Treaty of Versailles at the disposal either of the German Government or of German nationals. The Italian Government's declaration in the Agreement signed this day to hand over to Germany the balance of the aforesaid accounts, as fixed in the Agreement itself, is therefore, without prejudice to the Italian point of view, a voluntary act intended solely to meet the wishes of the German Government and as a proof of friendliness towards it.

I have, etc.

A. MOSCONI.

To His Excellency
Dr. Julius Curtius,
Minister for Foreign Affairs
of the Reich.

THE HAGUE, January 20, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of January 18, 1930, the contents of which I have noted.

My Government appreciates the friendly attitude of the Italian Government.

I have, etc.,

CURTIOUS.

To His Excellency,
Senator Antonio Mosconi,
Minister of Finance
of the Kingdom of Italy.

N° 2440.

**ALLEMAGNE ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Accord concernant la dette de guerre
de l'Allemagne envers les États-
Unis d'Amérique, avec annexes.
Signé à Washington, le 23 juin
1930.

**GERMANY AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Agreement regarding the War Debt
of Germany to the United States
of America, with Annexes. Signed
at Washington, June 23, 1930.

TEXT ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2440. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHES UND DER REGIERUNG DER VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA BETREFFEND DIE KRIEGS-SCHULDEN DEUTSCHLANDS AN DIE VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA. GEZEICHNET IN WASHINGTON, AM 23. JUNI 1930.

No. 2440. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA REGARDING THE WAR DEBT OF GERMANY TO THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 23, 1930.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 août 1930.

German and English official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place August 22, 1930.

ABKOMMEN.

Geschehen am 23. Juni 1930 in der Stadt Washington, Distrikt Columbia, zwischen DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHES, im Folgenden Deutschland genannt, einerseits und DER REGIERUNG DER VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA, im Folgenden Vereinigte Staaten genannt, andererseits.

Da Deutschland gemäss den Bestimmungen des Waffenstillstandsvertrages vom 11. November 1918 und des Berliner Vertrags² vom 25. August 1921 verpflichtet ist, den Vereinigten Staaten die Ansprüche nebst Zinsen zu bezahlen, die von der auf Grund des Abkommens³ vom 10. August 1922 eingesetzten deutsch-amerikanischen Gemischten Kommission zugunsten

AGREEMENT.

Made the 23rd day of June 1930 at the City of Washington, District of Columbia, between THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, hereinafter called Germany, party of the first part, and THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, hereinafter called the United States, party of the second part.

Whereas, Germany is obligated under the provisions of the Armistice Convention signed November 11, 1918 and of the Treaty² signed at Berlin, August 25, 1921, to pay to the United States the awards, and interest thereon, entered and to be entered in favor of the United States Government and its nationals by the Mixed Claims Commission, United States and Germany,

¹ Entré en vigueur le 23 juin 1930.

² Vol. XII, page 191, de ce recueil.

³ Vol. XXVI, page 357, de ce recueil.

¹ Came into force June 23, 1930.

² Vol. XII, page 191, of this Series.

³ Vol. XXVI, page 357, of this Series.

der Regierung und der Staatsangehörigen der Vereinigten Staaten festgestellt worden sind und noch festgestellt werden sollten ;

da die Vereinigten Staaten ferner berechtigt sind, die Kosten für ihre Besatzungsarmee erstattet zu erhalten ; und

da Deutschland, das für Rechnung dieser beiden Verpflichtungen zur teilweisen Erfüllung Zahlungen geleistet hat, und die Vereinigten Staaten, welche diese erhalten haben, Abmachungen für die vollständige und endgültige Erledigung der erwähnten Verpflichtungen zu treffen wünschen,

ist nunmehr in Anbetracht der Vorgänge und der hierin enthaltenen gegenseitigen Abmachungen Folgendes vereinbart worden :

1. *Beträge der Zahlungen :*

a) Zur vollen Befriedigung aller noch offenen deutschen Verpflichtungen, einschliesslich der Zinsen, für Ansprüche, die von der deutsch-amerikanischen Gemischten Kommission festgestellt worden sind und noch festgestellt werden sollten, zahlt Deutschland und nehmen die Vereinigten Staaten an die Summe von 40.800.000 RM für die Zeit vom 1. September 1929 bis zum 31. März 1930 und die Summe von 40.800.000 RM jährlich für die Zeit v. 1. April 1930 bis 31. März 1981. Als Zeichen dieser Schuld gibt Deutschland den Vereinigten Staaten Schuldverschreibungen des Deutschen Reiches zu *pari* mit dem Stichtag des 1. September 1929. Die erste Schuldverschreibung in der Höhe des Kapitalbetrags von 40.800.000 RM soll vom 1. September 1929 datiert und am 31. März 1930 fällig sein ; die anderen sollen über den Kapitalbetrag von 20.400.000 RM lauten, vom 1. September 1929 datiert und serienweise am 30. September 1930 und an jedem folgenden 31. März und 30. September bis einschliesslich 31. März 1981 fällig sein. Die vorstehenden, in diesem Absatz festgelegten deutschen Verpflichtungen hören auf, sobald alle Zahlungen gemäss dem *Settlement of War Claims Act* von 1928 vollständig erfüllt sind ; die dann noch nicht fälligen Schuldverschreibungen über solche Verpflichtungen werden gestrichen und Deutschland zurückgegeben werden.

b) Zur vollen Erstattung der rückständigen, auf Rechnung der Kosten für die amerikanische Besatzungsarmee geschuldeten Beträge zahlt Deutschland und neh-

established in pursuance of the Agreement of August 10, 1922 ;

Whereas, the United States is also entitled to be reimbursed for the costs of its Army of Occupation ; and

Whereas, Germany having made and the United States having received payments in part satisfaction on account of these two obligations desire to make arrangements for the complete and final discharge of said obligations ;

Now, therefore, in consideration of the premises and the mutual covenants herein contained, it is agreed as follows :

1. *Amounts to be Paid :*

(a) Germany shall pay and the United States shall accept in full satisfaction of all of Germany's obligations remaining on account of awards, including interest thereon, entered and to be entered by the Mixed Claims Commission, United States and Germany, the sum of 40,800,000 reichsmarks for the period of September 1, 1929 to March 31, 1930, and the sum of 40,800,000 reichsmarks per annum from April 1, 1930, to March 31, 1981. As evidence of this indebtedness, Germany shall issue to the United States at par, as of September 1, 1929, bonds of Germany, the first of which shall be in the principal amount of 40,800,000 reichsmarks, dated September 1, 1929 and maturing March 31, 1930 and each of the others of which shall be in the principal amount of 20,400,000 reichsmarks, dated September 1, 1929 and maturing serially on September 30, 1930 and on each succeeding March 31 and September 30 up to and including March 31, 1981. The obligations of Germany hereinabove set forth in this paragraph shall cease as soon as all of the payments contemplated by the Settlement of War Claims Act of 1928 have been completed and the bonds not then matured evidencing such obligations shall be cancelled and returned to Germany.

(b) Germany shall pay and the United States shall accept in full reimbursement of the amounts remaining due on account of the costs of the United States Army of

men die Vereinigten Staaten an die in folgender Übersicht festgesetzten Beträge zu den darin angegebenen Fälligkeitsdaten :

	31 März RM	30. September RM
1930...	25.100.000	12.750.000
1931...	12.750.000	12.650.000
1932...	12.650.000	12.650.000
1933...	12.650.000	9.300.000
1934...	9.300.000	9.300.000
1935...	9.300.000	9.300.000
1936...	9.300.000	9.300.000
1937...	9.300.000	8.200.000
1938...	8.200.000	8.200.000
1939...	8.200.000	9.300.000
1940...	9.300.000	9.300.000
1941...	9.200.000	12.650.000
1942...	12.650.000	12.650.000
1943...	12.650.000	12.650.000
1944...	12.650.000	12.650.000
1945...	12.650.000	12.650.000
1946...	12.650.000	12.650.000
1947...	12.650.000	12.650.000
1948...	12.650.000	12.650.000
1949...	12.650.000	17.650.000
1950...	17.650.000	17.650.000
1951...	17.650.000	17.650.000
1952...	17.650.000	17.650.000
1953...	17.650.000	17.650.000
1954...	17.650.000	17.650.000
1955...	17.650.000	17.650.000
1956...	17.650.000	17.650.000
1957...	17.650.000	17.650.000
1958...	17.650.000	17.650.000
1959...	17.650.000	17.650.000
1960...	17.650.000	17.650.000
1961...	17.650.000	17.650.000
1962...	17.650.000	17.650.000
1963...	17.650.000	17.650.000
1964...	17.650.000	17.650.000
1965...	17.650.000	17.650.000
1966...	17.650.000	

Als Zeichen dieser Schuld gibt Deutschland den Vereinigten Staaten Schuldverschreibungen des Deutschen Reichs zu *pari* mit dem Stichtag des 1. September 1929. Diese sollen vom 1. September 1929 datiert und am 31. März 1930 und an jedem folgenden 30. September und 31. März in den Beträgen und zu den Daten, die in der vorliegenden Übersicht festgesetzt sind, fällig sein.

2. *Form der Schuldverschreibungen.* — Die auf Grund dieses Abkommens den Vereinigten

Occupation, the amounts set forth on the several dates fixed in the following schedule :

	March 31 RM	September 30 RM
1930...	25,100,000	12,750,000
1931...	12,750,000	12,650,000
1932...	12,650,000	12,650,000
1933...	12,650,000	9,300,000
1934...	9,300,000	9,300,000
1935...	9,300,000	9,300,000
1936...	9,300,000	9,300,000
1937...	9,300,000	8,200,000
1938...	8,200,000	8,200,000
1939...	8,200,000	9,300,000
1940...	9,300,000	9,300,000
1941...	9,200,000	12,650,000
1942...	12,650,000	12,650,000
1943...	12,650,000	12,650,000
1944...	12,650,000	12,650,000
1945...	12,650,000	12,650,000
1946...	12,650,000	12,650,000
1947...	12,650,000	12,650,000
1948...	12,650,000	12,650,000
1949...	12,650,000	17,650,000
1950...	17,650,000	17,650,000
1951...	17,650,000	17,650,000
1952...	17,650,000	17,650,000
1953...	17,650,000	17,650,000
1954...	17,650,000	17,650,000
1955...	17,650,000	17,650,000
1956...	17,650,000	17,650,000
1957...	17,650,000	17,650,000
1958...	17,650,000	17,650,000
1959...	17,650,000	17,650,000
1960...	17,650,000	17,650,000
1961...	17,650,000	17,650,000
1962...	17,650,000	17,650,000
1963...	17,650,000	17,650,000
1964...	17,650,000	17,650,000
1965...	17,650,000	17,650,000
1966...	17,650,000	

As evidence of this indebtedness, Germany shall issue to the United States at par, as of September 1, 1929, bonds of Germany, dated September 1, 1929, and maturing on March 31, 1930, and on each succeeding September 30 and March 31 in the amounts and on the several dates fixed in the preceding schedule.

2. *Form of Bonds.* — All bonds issued hereunder to the United States shall be payable to

Staaten übergebenen Schuldverschreibungen sind zahlbar an die Regierung der Vereinigten Staaten und werden für Deutschland von der Reichsschuldenverwaltung unterzeichnet. Die Schuldverschreibungen für die nach Ziffer 1 a) dieses Abkommens zu zahlenden Beträge werden in 103 Stücken mit den Fälligkeitsdaten und in den Nennbeträgen, die den darin angeführten Zahlungen entsprechen, ausgegeben werden und im wesentlichen den Wortlaut der Anlage A dieses Abkommens haben; sie sind unverzinslich ausser im Falle, dass sie Zahlung gemäss Ziffer 5 dieses Abkommens aufgeschoben wird. Die Schuldverschreibungen, die nach Ziffer 1 b) dieses Abkommens in 73 Stücken ausgegeben werden, werden mit den Fälligkeitsdaten und in den Nennbeträgen, die den darin erwähnten Zahlungen entsprechen, ausgegeben werden und im wesentlichen den Wortlaut der Anlage B dieses Abkommens haben; sie sind unverzinslich, ausser für den Fall, dass die Zahlungen gemäss Ziffer 5 dieses Abkommens aufgeschoben werden.

3. *Zahlungsart.* — Die nach diesem Abkommen ausgegebenen Schuldverschreibungen sind für Kapital und gegebenenfalls für Zinsen bei der Federal Reserve Bank of New York zur Gutschrift auf das Generalkonto des Schatzmeisters der Vereinigten Staaten zahlbar. Die Zahlung soll in Zahlungsmitteln erfolgen, die am Tage der Fälligkeit der Zahlung sofort verwertbar sind in Goldmünzen der Vereinigten Staaten in einem Dollarbetrage, der dem geschuldeten Reichsmarkbetrage, berechnet nach dem durchschnittlichen Mittelkurse der Berliner Börse während des letzten halben Monats vor dem Zahlungstag, entspricht. Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, die Reichsbank zu veranlassen, der Federal Reserve Bank of New York am Zahlungstage den der Umrechnung zugrunde zu legenden Kurs zu bescheinigen. Die Deutsche Regierung verpflichtet sich ferner für die Zwecke dieses Abkommens, dass die Reichsmark gemäss § 31 des gegenwärtigen Reichsbankgesetzes in Gold oder Devisen einlösbar ist und bleibt, und dass für diese Zwecke die Reichsmark eine Münzparität von $\frac{1}{2790}$ kg Feingold, wie es im deutschen Münzgesetze vom 30. August 1924 vorgeschrieben ist, haben und behalten soll.

4. *Sicherheit.* — Die Vereinigten Staaten stimmen hiermit zu, Deutschlands Treu und Glauben und Kredit als einzige Sicherheit und Garantie für die Erfüllung der Verpflichtungen Deutschlands gemäss diesem Abkommen anzunehmen.

the Government of the United States of America and shall be signed for Germany by the Reichsschuldenverwaltung. The bonds issued for the amounts to be paid under Paragraph numbered 1 (a) of this Agreement shall be issued in 103 pieces with maturities and in denominations corresponding to the payments therein set forth and shall be substantially in the form set forth in "Exhibit A" hereto annexed and shall bear no interest, unless payment thereof is postponed pursuant to Paragraph numbered 5 of this Agreement. The bonds issued for the amounts to be paid under Paragraph numbered 1 (b) of this Agreement shall be issued in 73 pieces with maturities and in denominations corresponding to the payments therein set forth and shall be substantially in the form set forth in "Exhibit B" hereto annexed and shall bear no interest unless payment thereof is postponed pursuant to Paragraph numbered 5 of this Agreement.

3. *Method of Payment.* — All bonds issued hereunder shall be payable, both principal and interest, if any, at the Federal Reserve Bank of New York for credit in the general account of the Treasurer of the United States, in funds immediately available on the date when payment is due in United States gold coin in an amount in dollars equivalent to the amount due in Reichsmarks at the average of the middle rates prevailing on the Berlin Bourse during the half-monthly period preceding the date of payment. Germany undertakes to have the Reichsbank certify to the Federal Reserve Bank of New York on the date of payment the rate of exchange at which the transfer shall be made. Germany undertakes for the purposes of this Agreement that the Reichsmark shall have and shall retain its convertibility into gold or Devisen as contemplated in Section 31 of the present Reichsbank law and that for these purposes the Reichsmark shall have and shall retain a mint parity of $\frac{1}{2790}$ kilogramme of fine gold as defined in the German coinage law of August 30, 1924.

4. *Security.* — The United States hereby agrees to accept the full faith and credit of Germany as the only security and guarantee for the fulfilment of Germany's obligations hereunder.

5. *Zahlungsaufschub.* — Deutschland kann nach seinem Belieben, nachdem es die Vereinigten Staaten mindestens 90 Tage vorher schriftlich benachrichtigt hat, jede Zahlung für Rechnung der Kapitalschuld, die entsprechend den oben vorgesehenen Bestimmungen fällig wird, aufschieben, und zwar auf jedes Datum des 30. September und 31. März, das nicht mehr als zweieinhalb Jahre vom Fälligkeitstage entfernt ist. Dies gilt aber nur unter folgenden Voraussetzungen: Falls Deutschland zu irgendeiner Zeit dieses Recht hinsichtlich einer Zahlung der Kapitalschuld ausübt, so können die beiden Zahlungen, die in den zunächst folgenden zwölf Monaten fällig werden, nur auf ein Datum aufgeschoben werden, das nicht weiter als zwei Jahre vom Datum der Fälligkeit der ersten dieser beiden Zahlungen liegt, es sei denn, dass und bis die früher aufgeschobenen Zahlungen tatsächlich erfolgt sind. Die beiden Zahlungen, die in den sodann folgenden zwölf Monaten fällig werden, können nur auf ein Datum aufgeschoben werden, das nicht weiter als ein Jahr vom Datum der Fälligkeit der ersten dieser beiden Zahlungen liegt, es sei denn, dass und bis die früher aufgeschobenen Zahlungen tatsächlich erfolgt sind. Weitere Zahlungen können überhaupt nicht aufgeschoben werden, es sei denn, dass und bis alle früher aufgeschobenen Zahlungen der Kapitalschuld tatsächlich erfolgt sind. Alle so aufgeschobenen Zahlungen gemäss Ziffer 1 a) dieses Abkommens sind zu jährlich 5 v. H., halbjährlich zahlbar, zu verzinsen und alle so aufgeschobenen Zahlungen gemäss Ziffer 1 b) dieses Abkommens sind zu jährlich $3\frac{5}{8}$ v. H., halbjährlich zahlbar, zu verzinsen.

6. *Zahlungen vor Fälligkeit.* — Deutschland kann am 31. März oder am 30. September jeden Jahres nach einer schriftlichen Mitteilung an die Vereinigten Staaten, die mindestens 90 Tage vorher erfolgen soll, und mit Billigung des Schatzsekretärs der Vereinigten Staaten Vorauszahlungen auf Rechnung irgendwelcher auf Grund dieses Abkommens ausgegebenen und im Besitz der Vereinigten Staaten befindlichen Schuldverschreibungen machen. Alle solche Vorauszahlungen sollen auf die Hauptschuld solcher Schuldverschreibungen angerechnet werden, die Deutschland bei der Zahlung angibt.

7. *Steuerbefreiung.* — Der Kapitalbetrag und gegebenenfalls die Zinsen aller auf Grund dieses Abkommens ausgegebenen Schuldverschreibungen sollen ohne Abzug von irgendwelchen gegenwärtigen oder künftigen Steuern oder anderen

5. *Postponement of Payment.* — Germany, at its option, upon not less than ninety days' advance notice in writing to the United States, may postpone any payment on account of principal falling due as hereinabove provided, to any subsequent September 30 and March 31 not more than two and one-half years distant from its due date, but only on condition that in case Germany shall at any time exercise this option as to any payment of principal, the two payments falling due in the next succeeding twelve months cannot be postponed to any date more than two years distant from the date when the first payment therein becomes due unless and until the payments previously postponed shall actually have been made, and the two payments falling due in the second succeeding twelve months cannot be postponed to any date more than one year distant from the date when the first payment therein becomes due unless and until the payments postponed shall actually have been made, and further payments cannot be postponed at all unless and until all payments of principal previously postponed shall actually have been made. All payments provided for under Paragraph numbered 1 (a) of this Agreement so postponed shall bear interest at the rate of 5 % per annum, payable semi-annually, and all payments provided for under Paragraph numbered 1 (b) of this Agreement so postponed shall bear interest at the rate of $3\frac{5}{8}$ % per annum, payable semi-annually.

6. *Payments before Maturity.* — Upon not less than ninety days' advance notice in writing to the United States and the approval of the Secretary of the Treasury of the United States, Germany may, on March 31 or September 30 of any year, make advance payments on account of any bonds issued under this Agreement and held by the United States. Any such advance payments shall be applied to the principal of such bonds as may be indicated by Germany at the time of payment.

7. *Exemption from Taxation.* — The principal and interest, if any, of all bonds issued hereunder shall be paid without deduction for, and shall be exempt from, any and all taxes or other public dues, present or future, imposed

öffentlichen Abgaben bezahlt werden, die vom Deutschen Reich oder irgendeiner politischen oder örtlichen Steuerbehörde innerhalb Deutschlands oder auf Grund einer Ermächtigung dieser Stellen auferlegt werden, und sollen von solchen Steuern und Abgaben befreit sein.

8. *Mitteilungen.* — Für alle Mitteilungen, die von oder für Deutschland gemacht werden, genügt es, wenn sie an die Amerikanische Botschaft in Berlin oder an den Schatzsekretär der Vereinigten Staaten im Schatzamt in Washington abgegeben werden. Jede Mitteilung, jedes Ersuchen oder jede Zustimmung mit der Unterschrift des Schatzsekretärs der Vereinigten Staaten wird als Mitteilung, Ersuchen oder Zustimmung der Vereinigten Staaten angesehen und entgegengenommen; es genügt, wenn sie in der Deutschen Botschaft in Washington oder im Büro des Reichsfinanzministeriums in Berlin abgegeben werden. Die Vereinigten Staaten können nach freier Wahl auf irgendeine Mitteilung, die nach diesem Abkommen zu machen ist, verzichten, aber ein solcher Verzicht muss schriftlich erfolgen; er gilt nicht für oder berührt nicht irgendeine folgende Mitteilung und soll nicht irgendein Recht der Vereinigten Staaten, nach diesem Abkommen Mitteilungen zu verlangen, beeinträchtigen.

9. *Übereinstimmung mit gesetzlichen Erfordernissen.* — Deutschland einerseits und die Vereinigten Staaten andererseits bekunden und stimmen darin überein, dass für Unterzeichnung und Abschluss dieses Abkommens in jeder Hinsicht die ausreichenden Ermächtigungen vorliegen, und dass alle Akte, Bedingungen und gesetzlichen Förmlichkeiten, die vor dem Abschluss dieses Abkommens erfüllt sein sollten, so erfüllt sind, wie es die Gesetze Deutschlands beziehungsweise der Vereinigten Staaten vorschreiben und in Übereinstimmung mit diesen.

10. *Ausfertigungen.* — Dieses Abkommen soll in zwei Ausfertigungen unterzeichnet werden. Jede Ausfertigung soll in deutscher und englischer Sprache abgefasst sein, wobei beide Texte in gleicher Weise massgebend sind und jede Ausfertigung Kraft und Wirkung einer Urschrift hat.

Zu Urkund dessen hat Deutschland veranlasst, dass dieses Abkommen seinerseits durch seinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Washington, der zu diesem Zwecke mit den ausreichenden Vollmachten versehen ist, unterzeichnet wird, und die

by or under authority of Germany or any political or local taxing authority within Germany.

8. *Notices.* — Any notice from or by Germany shall be sufficient if delivered to the American Embassy at Berlin or to the Secretary of the Treasury at the Treasury of the United States in Washington. Any notice, request or consent under the hand of the Secretary of the Treasury of the United States shall be deemed and taken as the notice, request or consent of the United States and shall be sufficient if delivered at the German Embassy at Washington or at the office of the German Ministry of Finance at Berlin. The United States in its discretion may waive any notice required hereunder, but any such waiver shall be in writing and shall not extend or affect any subsequent notice or impair any right of the United States to require notice hereunder.

9. *Compliance with Legal Requirements.* — Germany and the United States, each for itself represents and agrees that the execution and delivery of this Agreement have in all respects been duly authorized and that all acts, conditions and legal formalities which should have been completed prior to the making of this Agreement have been completed as required by the laws of Germany and of the United States respectively and in conformity therewith.

10. — *Counterparts.* — This Agreement shall be executed in two counterparts each of which shall be in the English and German languages both texts having equal force and each counterpart having the force and effect of an original.

In witness whereof, Germany has caused this Agreement to be executed on its behalf by its Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington thereunto duly authorized, and the United States has likewise caused this Agreement to be executed on its behalf

Vereinigten Staaten haben in gleicher Weise veranlasst, dass dieses Abkommen ihrerseits durch den Schatzsekretär, mit Genehmigung des Präsidenten auf Grund des Aktes des Kongresses vom 5. Juni 1930 unterzeichnet wird.

by the Secretary of the Treasury, with the approval of the President, pursuant to the Act of Congress approved June 5, 1930, all on the day and year first above written.

So geschehen zu dem angegebenen Tag und Jahr.

Für das Deutsche Reich :

F. VON PRITZWITZ und GAFFRON,
*Ausserordentlicher und Bevollmächtigter
Botschafter.*

*Für die Vereinigten Staaten
von Amerika :*

A. W. MELLON,
Schatzsekretär.

Genehmigt :
Herbert Hoover,
Präsident.

The German Reich :

By F. VON PRITZWITZ UND GAFFRON,
*Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary.*

The United States of America

By A. W. MELLON,
Secretary of the Treasury.

Approved :
Herbert Hoover,
President.

ANLAGE A
(Form der Schuldverschreibungen)

DEUTSCHES REICH

..... RM Nr.....

Das Deutsche Reich, im folgenden Deutschland genannt, verspricht hiermit in Anbetracht der Vorgänge und gegenseitigen Abmachungen, die in einem Abkommen zwischen ihm und den Vereinigten Staaten von Amerika vom 23. Juni 1930 enthalten sind, der Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika, im folgenden Vereinigte Staaten genannt, am die Summe von Reichsmark (..... RM.) zu zahlen. Diese Schuldverschreibung ist zahlbar bei der Federal Reserve Bank in New York in Goldmünzen der Vereinigten Staaten in einem Dollarbetrage, der dem geschuldeten Reichsmarkbetrage, berechnet nach dem durchschnittlichen Mittelkurs der Berliner Börse während des letzten halben Monats vor dem Zahlungstage, entspricht.

Diese Schuldverschreibung ist zahlbar ohne Abzug von irgendwelchen gegenwärtigen oder künftigen Steuern oder anderen öffentlichen Abgaben, die vom Deutschen Reich oder irgendeiner politischen oder örtlichen Steuerbehörde innerhalb Deutschlands oder auf Grund einer Ermächtigung dieser Stellen auferlegt werden, und sollen von solchen Steuern und Abgaben befreit sein.

EXHIBIT A
(Form of Bond)

THE GERMAN REICH

..... RM. No.....

The German Reich, hereinafter called Germany, in consideration of the premises and the mutual covenants contained in an Agreement dated June 23, 1930, between it and the United States of America, hereby promises to pay to the Government of the United States of America, hereinafter called the United States, on, the sum Reichsmarks (RM.....). This bond is payable at the Federal Reserve Bank of New York in gold coin of the United States of America in an amount in dollars equivalent to the amount due in Reichsmarks at the average of the middle rates prevailing on the Berlin Bourse during the halfmonthly period preceding the date of payment.

This bond is payable without deduction for, and is exempt from, any and all taxes and other public dues, present or future, imposed by or under authority of Germany or any political or local taxing authority within Germany.

Diese Schuldverschreibung wird ausgegeben auf Grund der Bestimmung der Ziffer 1 a) eines Abkommens vom 23. Juni 1930, zwischen Deutschland und den Vereinigten Staaten. Diese Schuldverschreibung ist abhängig von diesem Abkommen, auf das hiermit Bezug genommen wird.

Zu Urkund dessen hat Deutschland veranlasst, dass diese Schuldverschreibung in seinem Namen durch die Reichsschuldenverwaltung ausgestellt und in der Stadt Washington, Distrikt Columbia, durch seinen hierzu ordnungsgemäss ermächtigten ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Washington übergeben wird, und zwar mit Wirkung vom 1. September 1929.

*Für das Deutsche Reich,
Die Reichsschuldenverwaltung*

.....
Präsident Mitglied

ANLAGE B
(Form der Schuldverschreibungen)

DEUTSCHES REICH

..... RM Nr.....

Das Deutsche Reich, im folgenden Deutschland genannt, verspricht hiermit in Anbetracht der Vorgänge und gegenseitigen Abmachungen, die in einem Abkommen zwischen ihm und den Vereinigten Staaten von Amerika vom 23. Juni 1930 enthalten sind, der Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika, im folgenden Vereinigte Staaten genannt, am..... die Summe von RM (RM.....) zu zahlen. Diese Schuldverschreibung ist zahlbar bei der Federal Reserve Bank in New York in Goldmünzen der Vereinigten Staaten in einem Dollarbetrage, der dem geschuldeten Reichsmarkbetrage, berechnet nach dem durchschnittlichen Mittelkurs der Berliner Börse während des letzten halben Monats vor dem Zahlungstage, entspricht.

Diese Schuldverschreibung ist zahlbar ohne Abzug von irgendwelchen gegenwärtigen oder künftigen Steuern oder anderen öffentlichen Abgaben, die vom Deutschen Reich oder irgendeiner politischen oder örtlichen Steuerbehörde innerhalb Deutschlands oder auf Grund einer Ermächtigung dieser Stellen auferlegt werden, und sollen von solchen Steuern und Abgaben befreit sein.

Diese Schuldverschreibung wird ausgegeben auf Grund der Bestimmung der Ziffer 1 b) eines Ab-

This bond is issued pursuant to the provisions of paragraph numbered 1 (a) of an Agreement dated June 23, 1930, between Germany and the United States, to which Agreement this bond is subject and to which reference is hereby made.

In Witness Whereof, Germany has caused this bond to be executed on its behalf by the Reichsschuldenverwaltung and delivered at the City of Washington, District of Columbia, by its Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, thereunto duly authorized, as of September 1st, 1929.

*For the German Reich
The Reichsschuldenverwaltung*

By
.....
President Member

EXHIBIT B
(Form of Bond)

THE GERMAN REICH

RM..... No.....

The German Reich, hereinafter called Germany, in consideration of the premises and the mutual covenants contained in an Agreement dated June 23, 1930, between it and the United States of America, hereby promises to pay to the Government of the United States of America, hereinafter called the United States, on, the sum of Reichsmarks (RM.....). This bond is payable at the Federal Reserve Bank of New York in gold coin of the United States of America in an amount in dollars equivalent to the amount due in Reichsmarks at the average of the middle rates prevailing on the Berlin Bourse during the half-monthly period preceding the date of payment.

This bond is payable without deduction for, and is exempt from, any and all taxes and other public dues, present or future, imposed by or under authority of Germany or any political or local taxing authority within Germany.

This bond is issued pursuant to the provisions of paragraph numbered 1 (b) of an Agreement

kommens vom 23. Juni 1930, zwischen Deutschland und den Vereinigten Staaten. Diese Schuldverschreibung ist abhängig von diesem Abkommen, auf das hiermit Bezug genommen wird.

Zu Urkund dessen hat Deutschland veranlasst, dass diese Schuldverschreibung in seinem Namen durch die Reichsschuldenverwaltung ausgestellt und in der Stadt Washington, Distrikt Columbia, durch seinen hierzu ordnungsgemäss ermächtigten ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Washington übergeben wird, und zwar mit Wirkung vom 1. September 1929.

Für das Deutsche Reich

Die Reichsschuldenverwaltung

.....
Präsident

.....
Mitglied

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

WASHINGTON D. C., den 23. Juni 1930.

HERR SCHATZSEKRETÄR,

Die Deutsche Regierung beehrt sich, ihre Auffassung von Ziffer 4 des heute zwischen den Vereinigten Staaten und Deutschland unterzeichneten Abkommens in folgendem Sinne klarzulegen :

a) Mit Beziehung darauf, dass die Vereinigten Staaten Deutschlands Treu und Glauben und Kredit als einzige Sicherheit und Garantie für die Erfüllung der Verpflichtungen Deutschlands gemäss dem Abkommen angenommen haben, wird Deutschland in derselben Lage sein, wie die Hauptschuldner der Vereinigten Staaten gemäss den Schuldenfundierungsabkommen, welche zwischen ihnen und den Vereinigten Staaten bestehen.

b) Der Inhalt von Ziffer 4 des Abkommens soll keinesfalls so ausgelegt werden, als ob dadurch die Vereingten Staaten verpflichtet seien, irgendwelches deutsches Eigentum freizugeben, das sie jetzt innehaben, es sei denn auf Grund bereits erteilter oder zukünftiger Ermächtigung durch den Kongress der Vereingten Staaten.

Die Deutsche Regierung (Die Regierung der Vereinigten Staaten) wünscht ferner, soweit das heute zwischen den Vereinigten Staaten und Deutschland unterzeichnete Abkommen in Be-

dated June 23, 1930, between Germany and the United States, to which reference is hereby made.

In Witness Whereof, Germany has caused this bond to be executed on its behalf by the Reichsschuldenverwaltung and delivered at the City of Washington, District of Columbia, by its Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, thereunto duly authorized, as of September 1st, 1929.

For the German Reich

The Reichsschuldenverwaltung

By

.....
President

.....
Member

THE SECRETARY OF THE TREASURY.

WASHINGTON, June 23, 1930.

MY DEAR MR. AMBASSADOR,

The Government of the United States has the honor to set forth its understanding of paragraph numbered 4 of the Agreement executed this day between the United States and Germany in the following sense :

(a) In respect of the acceptance by the United States of the full faith and credit of Germany as the only security and guarantee for the fulfilment of Germany's obligations under the Agreement, Germany will be in the same position as the principal debtors of the United States under the Debt-Funding Agreements which exist between them and the United States.

(b) Nothing contained therein shall be construed as requiring the United States to release any German property which it now holds other than as heretofore or hereafter authorized by the Congress of the United States.

The Government of the United States also desires to expressly recognize so far as the Agreement executed this day between the United States and Germany is concerned the

tracht kommt, die Vorrechte ausdrücklich anzuerkennen, welche den Inhabern von Schuldverschreibungen der deutschen äusseren Anleihe zustehen gemäss der die Anleihe sicherstellenden allgemeinen Schuldverschreibung vom 10. Oktober 1924.

Auf die Schuldverschreibungen Nr. 1 in der Höhe von 40.800.000 RM beziehungsweise von 25.100.000 RM, die gemäss Ziffer 1 a) beziehungsweise 1 b) des heute zwischen den Vereinigten Staaten und Deutschland unterzeichneten Abkommens übergeben werden sollen, ist volle Zahlung geleistet worden. Sobald die Vereinigten Staaten die Schuldverschreibungen, die von Deutschland gemäss diesem Abkommen übergeben werden sollen, erhalten, werden die Schuldverschreibungen Nr. 1 annulliert, mit dem Vermerk «bezahlt» versehen und dem Deutschen Botschafter in Washington zur Weiterleitung an die Deutsche Regierung zurückgegeben werden.

Die Vereinigten Staaten haben auf Rechnung der Schuldverschreibungen Nr. 1, die gemäss Ziffer 1 a) beziehungsweise 1 b) des heute zwischen den Vereinigten Staaten und Deutschland unterzeichneten Abkommens übergeben werden sollen, die Summe von 6.800.000 RM beziehungsweise die Summe von 4.250.000 RM erhalten. Der Empfang dieser Beträge wird bescheinigt werden durch einen von den Vereinigten Staaten vollzogenen Vermerk auf den Schuldverschreibungen, für deren Rechnung die Summen vereinnahmt worden sind.

Das heute zwischen den Vereinigten Staaten und Deutschland unterzeichnete Abkommen tritt an die Stelle der unmittelbaren Abmachung, durch welche Vorkehrungen dafür getroffen worden sind, dass die Vereinigten Staaten ihren Anteil von $2\frac{1}{4}$ v. H. an den deutschen Zahlungen unter dem Sachverständigenplan von 1924 erhalten.

Ich habe die Ehre zu sein, Herr Schatzsekretär, Ihr sehr ergebener

F. VON PRITZWITZ und GAFFRON.

Seiner Exzellenz
dem Schatzsekretär der Vereinigten Staaten,
Herrn Andrew W. Mellon,
Washington, D. C.

prior rights of the holders of the bonds of the German external loan as provided in the general bond securing the loan dated October 10, 1924.

Bonds numbered 1 in the amounts of RM 40,800,000 and RM 25,100,000 to be delivered under paragraphs numbered 1 (a) and 1 (b) respectively of the Agreement executed this day between the United States and Germany have been paid in full and when the bonds to be delivered by Germany under this Agreement are received by the United States, bonds numbered 1 will be cancelled and marked "paid" and returned to the German Ambassador at Washington for delivery to the German Government.

The United States has received the sum of RM 6,800,000 and the sum of RM 4,250,000 on account of the bonds numbered one to be delivered under paragraphs 1 (a) and 1 (b), respectively, of the Agreement executed this day between the United States and Germany. The receipt of these amounts will be evidenced by an indorsement by the United States on the bonds on account of which the sums were received.

The Agreement executed this day between the United States and Germany is substituted for the direct arrangement providing for the realization by the United States of its $2\frac{1}{4}$ % share in German payments under the Expert's Plan of 1924.

I am, my dear Mr. Ambassador, very truly yours.

A. W. MELLON,
Secretary of the Treasury

Herr Friedrich W. von Prittwitz und Gaffron,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary,
The German Embassy,
1435 Massachusetts Avenue, N.W.
Washington, D.C.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2440. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT LA DETTE DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE ENVERS LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 23 JUIN 1930.

ACCORD

conclu le 23 juin 1930 dans la Ville de Washington, district de Columbia, entre LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, ci-après désigné sous le nom d'Allemagne, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ci-après désigné sous le nom d'Etats-Unis, d'autre part.

Considérant :

Qu'aux termes de la Convention d'armistice du 11 novembre 1918 et du Traité de Berlin du 25 août 1921, l'Allemagne est tenue de payer aux Etats-Unis le principal et les intérêts des indemnités qui ont été et qui pourront être fixées en faveur du Gouvernement et des ressortissants des Etats-Unis par arrêt de la Commission mixte germano-américains, instituée aux termes de l'Accord du 10 août 1922 ;

Que les États-Unis ont, en outre, droit au remboursement du coût de leur armée d'occupation ;

Que l'Allemagne ayant effectué et les Etats-Unis ayant reçu des versements partiels au titre de ces deux dettes, désirent conclure des accords pour la liquidation complète et définitive desdites dettes ;

Par ces motifs et vu les engagements réciproques stipulés ci-contre, il a été convenu ce qui suit :

I. *Sommes à payer :*

a) Pour la liquidation complète des dettes non encore éteintes de l'Allemagne — y compris les intérêts — au titre des indemnités qui ont été et qui pourront être encore fixées par la Commission mixte germano-américaine, l'Allemagne versera et les Etats-Unis accepteront la somme de 40.800.000 reichsmarks pour la période allant du 1^{er} septembre 1929 au 31 mars 1930 et la somme de 40.800.000 reichsmarks par an pour la période allant du 1^{er} avril 1930 au 31 mars 1981. En témoignage de cette dette, l'Allemagne remettra aux Etats-Unis des obligations du Reich allemand au pair, réputées émises le 1^{er} septembre 1929. La première obligation, d'un montant en capital de 40.800.000 reichsmarks, portera la date du 1^{er} septembre 1929 et viendra à échéance le 31 mars 1930 ; les autres seront d'un montant en capital de 20.400.000 reichsmarks, porteront la date du 1^{er} septembre 1929 et viendront successivement à échéance le 30 septembre 1930 et tous les 31 mars et 30 septembre suivants jusqu'au 31 mars 1981 inclus. Toutes les dettes de l'Allemagne fixées au présent alinéa seront éteintes dès que tous les versements prévus par le Settlement of War Claims Act de 1928 auront été complètement effectués ; les obligations, afférentes à ces dettes, qui ne seraient pas encore venues à échéance à ce moment, seront annulées et rendues à l'Allemagne ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

b) A titre de remboursement intégral des arriérés dus par l'Allemagne pour le coût de l'armée d'occupation américaine, l'Allemagne versera et les Etats-Unis accepteront les montants fixés dans le tableau ci-après, aux dates d'échéance qui y sont indiquées :

31 mars Reichsmarks		30 septembre Reichsmarks	
1930	25.100.000	1930	12.750.000
1931	12.750.000	1931	12.650.000
1932	12.650.000	1932	12.650.000
1933	12.650.000	1933	9.300.000
1934	9.300.000	1934	9.300.000
1935	9.300.000	1935	9.300.000
1936	9.300.000	1936	9.300.000
1937	9.300.000	1937	8.200.000
1938	8.200.000	1938	8.200.000
1939	8.200.000	1939	9.300.000
1940	9.300.000	1940	9.300.000
1941	9.300.000	1941	12.650.000
1942	12.650.000	1942	12.650.000
1943	12.650.000	1943	12.650.000
1944	12.650.000	1944	12.650.000
1945	12.650.000	1945	12.650.000
1946	12.650.000	1946	12.650.000
1947	12.650.000	1947	12.650.000
1948	12.650.000	1948	12.650.000
1949	12.650.000	1949	17.650.000
1950	17.650.000	1950	17.650.000
1951	17.650.000	1951	17.650.000
1952	17.650.000	1952	17.650.000
1953	17.650.000	1953	17.650.000
1954	17.650.000	1954	17.650.000
1955	17.650.000	1955	17.650.000
1956	17.650.000	1956	17.650.000
1957	17.650.000	1957	17.650.000
1958	17.650.000	1958	17.650.000
1959	17.650.000	1959	17.650.000
1960	17.650.000	1960	17.650.000
1961	17.650.000	1961	17.650.000
1962	17.650.000	1962	17.650.000
1963	17.650.000	1963	17.650.000
1964	17.650.000	1964	17.650.000
1965	17.650.000	1965	17.650.000
1966	17.650.000		

En témoignage de cette dette, l'Allemagne remettra aux Etats-Unis des obligations du Reich allemand au pair, réputées émises le 1^{er} septembre 1929. Ces obligations porteront la date du 1^{er} septembre 1929 et viendront à échéance le 31 mars 1930 et tous les 30 septembre et 31 mars suivants pour les montants et aux dates fixés dans le tableau ci-dessus.

2. *Forme des obligations.* — Les obligations remises aux Etats-Unis en vertu du présent accord seront payables au Gouvernement des Etats-Unis et seront, pour l'Allemagne, signées par l'Administration de la Dette du Reich. Les obligations correspondant aux montants à verser aux termes du chiffre 1 a) du présent accord seront émises au nombre de 103 et porteront l'indication des dates d'échéance et des montants nominaux correspondant aux versements indiqués audit chiffre ; leur teneur sera essentiellement celle de l'annexe A au présent accord ; elles ne porteront pas intérêt, sauf au cas où le versement serait ajourné conformément au chiffre 5 du présent accord. Les obliga-

tions émises conformément au chiffre 1 b) du présent accord seront au nombre de 73 ; elles porteront l'indication des dates d'échéance et des montants nominaux correspondant aux versements prévus audit chiffre et leur teneur sera essentiellement celle de l'annexe B au présent accord. Elles ne porteront pas intérêt, sauf au cas où les versements seraient ajournés conformément au chiffre 5 du présent accord.

3. *Mode de paiement.* — Toutes les obligations émises aux termes du présent accord seront payables, en ce qui concerne le capital et, le cas échéant, les intérêts, à la Federal Reserve Bank de New-York, pour être portées au crédit du compte général du Trésorier des Etats-Unis. Le paiement s'effectuera au moyen d'instruments immédiatement réalisables au jour de l'échéance en monnaie d'or des Etats-Unis, pour un montant en dollars équivalant à la somme due en reichsmarks d'après la moyenne des cours moyens de la Bourse de Berlin pendant la dernière quinzaine précédant le jour du paiement. Le Gouvernement allemand s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que la Reichsbank atteste à la Federal Reserve Bank, à la date du versement, le cours auquel sera effectuée la conversion. Le Gouvernement allemand prend, en outre, aux fins du présent accord, l'engagement que le reichsmark soit et reste convertible en or ou en devises, conformément au paragraphe 31 de la loi actuelle sur la Reichsbank et qu'à cet effet le reichsmark ait et conserve une parité monétaire de $\frac{1}{2700}$ kg d'or fin, comme le prescrit la loi monétaire allemande du 30 août 1924.

4. *Garantie.* — Les Etats-Unis d'Amérique conviennent par les présentes d'accepter la bonne foi et le crédit de l'Allemagne comme seule sûreté et garantie de la bonne exécution des engagements pris par l'Allemagne aux termes du présent accord.

5. *Ajournement des paiements.* — L'Allemagne peut, à sa volonté, après en avoir averti les Etats-Unis par écrit, au moins 90 jours à l'avance, reporter tout paiement au titre de la dette en capital venant à échéance conformément aux dispositions prévues ci-dessus, à tout 30 septembre et 31 mars ultérieur, qui ne soit pas éloigné de plus de deux ans et demi de la date de l'échéance. Toutefois, l'exercice de cette faculté est soumis aux conditions ci-après : Au cas où l'Allemagne userait, à un moment quelconque de cette faculté à l'égard d'un versement afférent au principal de la dette, les deux versements venant à échéance au cours des 12 mois suivants ne pourront être reportés à une date éloignée de plus de deux ans de la date de l'échéance du premier de ces deux versements, à moins que les versements antérieurement ajournés n'aient été effectués et tant qu'ils ne l'auront pas été. Les deux versements venant à échéance au cours de la deuxième période suivante de 12 mois ne pourront être reportés à une date éloignée de plus d'un an de la date de l'échéance du premier de ces deux versements, à moins que les versements antérieurement ajournés n'aient été effectués et tant qu'ils ne l'auront pas été. D'autres versements ne pourront être ajournés à moins que tous les versements au titre du capital de la dette antérieurement ajournés n'aient été effectués et tant qu'ils ne l'auront pas été. Tous les versements prévus au chiffre 1 a) du présent accord et ainsi ajournés porteront un intérêt annuel de 5% payable semestriellement et tous les versements prévus au chiffre 1 b) du présent accord et ainsi ajournés porteront un intérêt annuel de $3\frac{5}{8}$ % payable semestriellement.

6. *Paiements anticipés.* — Moyennant préavis donné aux Etats-Unis par écrit, au moins 90 jours à l'avance, et moyennant l'assentiment du Secrétaire du Trésor des Etats-Unis, l'Allemagne pourra, le 31 mars ou le 30 septembre de toute année, effectuer des versements anticipés au titre d'obligations quelconques émises en vertu du présent accord et détenues par les Etats-Unis. Tous ces paiements anticipés seront portés au crédit du principal des obligations que l'Allemagne indiquera lors du paiement.

7. *Exemption fiscale.* — Le principal et, le cas échéant, les intérêts de toutes les obligations émises en vertu du présent accord, seront payés sans déduction d'impôts ou autres taxes publiques, présents ou futurs, établis par le Reich allemand ou par une autorité fiscale, politique ou locale quelconque du territoire allemand, ou avec leur autorisation, et ils seront exonérés de ces impôts et taxes.

8. *Notification.* — Pour qu'une communication faite par l'Allemagne ou en son nom soit valable il suffira qu'elle soit remise à l'Ambassade américaine à Berlin ou au Secrétaire du Trésor, à la Trésorerie des Etats-Unis à Washington. Toute communication, requête ou assentiment portant la signature du Secrétaire du Trésor des Etats-Unis sera considéré et accepté comme une communication, requête ou assentiment des Etats-Unis ; il suffira que ces documents soient remis à l'Ambas-

sade d'Allemagne à Washington ou au bureau du Ministère des Finances du Reich à Berlin. Les Etats-Unis pourront, à leur discrétion, renoncer à toute communication prévue par le présent accord, mais cette renonciation devra être effectuée par écrit ; elle ne s'appliquera pas à une communication ultérieure quelconque et ne l'affectera pas, et elle ne portera nullement atteinte au droit des Etats-Unis d'exiger des communications aux termes du présent accord.

9. *Concordance avec les exigences légales.* — L'Allemagne, d'une part, et les Etats-Unis, d'autre part, déclarent et conviennent que la signature et la conclusion du présent accord ont été, à tous égards, dûment autorisées et que tous les actes, conditions et formalités légales qui doivent être remplis avant la conclusion dudit accord, l'ont été de la manière prescrite par la législation de l'Allemagne et celle des Etats-Unis respectivement et en concordance avec elles.

10. *Expéditions.* — Le présent accord sera signé en deux expéditions. Chaque expédition sera rédigée en allemand et en anglais ; les deux textes feront également foi et chaque expédition aura la force et l'effet d'un original.

En foi de quoi l'Allemagne a pris les mesures nécessaires pour que le présent accord soit signé en son nom par son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington, dûment autorisé à cet effet, et les Etats-Unis ont, de même, pris les mesures nécessaires pour que ledit accord soit signé en leur nom par le Secrétaire du Trésor, avec l'approbation du président, en vertu de l'Acte du Congrès du 5 juin 1930. Fait à la date ci-dessus indiquée.

Pour le Reich allemand :

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,

F. VON PRITTWITZ UND GAFFRON.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Le Secrétaire du Trésor,

A. W. MELLON.

Approuvé :

Le Président des Etats-Unis d'Amérique,
Herbert Hoover.

ANNEXE A

(Formulaire d'obligation.)

REICH ALLEMAND

..... RM.

N°

Le Reich allemand, ci-après désigné sous le nom d'Allemagne, par les motifs et vu les engagements réciproques contenus dans un Accord signé entre lui et les Etats-Unis d'Amérique, en date du 23 juin 1930, promet, par la présente, de payer au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, ci-après désigné sous le nom d'Etats-Unis, à la date du, la somme de reichsmarks (..... RM). La présente obligation est payable à la Federal Reserve Bank de New-York en monnaie d'or des Etats-Unis, pour un montant en dollars équivalant à la somme due en reichsmarks d'après la moyenne des cours moyens de la Bourse de Berlin, pendant la dernière quinzaine précédant le jour du paiement.

La présente obligation est payable sans déduction de tous impôts ou autres taxes publiques, présents ou futurs, établis par le Reich allemand ou par une autorité fiscale, politique ou locale quelconque de l'Allemagne, ou avec leur autorisation, et elle sera exempte de ces impôts et taxes.

La présente obligation est émise aux termes de la disposition du chiffre 1 a) de l'Accord du 23 juin 1930 entre l'Allemagne et les Etats-Unis. La présente obligation dépend dudit accord dont il est ici fait mention.

En foi de quoi l'Allemagne a pris les mesures nécessaires pour que la présente obligation soit émise en son nom par l'Administration de la Dette du Reich et remise dans la ville de Washington, district de Columbia, par son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire dûment autorisé à cette fin, et qu'elle soit réputée créée à la date du 1^{er} septembre 1929.

Pour le Reich allemand

L'administration de la Dette du Reich,

.....

Le Président :

Un des membres :

ANNEXE B

(Formulaire d'obligation.)

REICH ALLEMAND

..... RM

N°

Le Reich allemand, ci-après désigné sous le nom d'Allemagne, par les motifs et vu les engagements réciproques contenus dans un accord signé entre lui et les Etats-Unis d'Amérique en date du 23 juin 1930, promet, par la présente, de payer au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, ci-après désigné sous le nom d'Etats-Unis, à la date du la somme de RM (..... RM). La présente obligation est payable à la Federal Reserve Bank de New-York en monnaie d'or des Etats-Unis, pour un montant en dollars équivalant à la somme due en reichsmarks d'après la moyenne des cours moyens de la Bourse de Berlin pendant la dernière quinzaine précédant le jour du paiement.

La présente obligation est payable sans déduction de tous impôts ou autres taxes publiques, présents ou futurs, établis par le Reich allemand ou par une autorité fiscale, politique ou locale quelconque, de l'Allemagne, ou avec leur autorisation, et elle sera exempte de ces impôts et taxes.

La présente obligation est émise aux termes de la disposition du chiffre 1 b) de l'Accord du 23 juin 1930 entre l'Allemagne et les Etats-Unis. La présente obligation dépend de cet accord dont il est ici fait mention.

En foi de quoi l'Allemagne a pris les mesures nécessaires pour que la présente obligation soit émise en son nom par l'Administration de la Dette du Reich et remise dans la ville de Washington, district de Columbia, par son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire dûment autorisé à cette fin, et qu'elle soit réputée créée à la date du 1^{er} septembre 1929.

Pour le Reich allemand

L'Administration de la Dette du Reich,

.....

Le Président :

Un des membres :

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

WASHINGTON, D. C., le 23 juin 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE DU TRÉSOR,

Le Gouvernement allemand a l'honneur d'exposer comme suit son interprétation du chiffre 4 de l'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne :

a) Etant donné que les Etats-Unis d'Amérique ont accepté la bonne foi et le crédit de l'Allemagne comme seule sûreté et garantie de la bonne exécution des engagements de l'Allemagne aux termes du présent accord, l'Allemagne se trouvera dans la même situation que les principaux débiteurs des Etats-Unis, aux termes des accords de consolidation des dettes qui existent entre les Etats-Unis et ces principaux débiteurs.

b) Aucune disposition contenue dans le chiffre 4 de l'accord ne doit être interprétée comme obligeant les Etats-Unis à libérer un bien allemand quelconque qu'ils détiennent actuellement, sauf en vertu d'une autorisation qui est déjà ou sera ultérieurement accordée par le Congrès des Etats-Unis.

Le Gouvernement allemand désire, en outre, en ce qui concerne l'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne, reconnaître expressément les droits de priorité des détenteurs des obligations de l'emprunt extérieur allemand, conformément à l'Obligation générale du 10 octobre 1924 garantissant l'emprunt.

Au titre des obligations N° 1, d'un montant de 40.800.000 RM et de 25.100.000 RM, qui doivent être remises en vertu des chiffres 1 a) et 1 b) respectivement de l'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne, le paiement intégral a été effectué. Dès que les Etats-Unis auront reçu les obligations que l'Allemagne doit remettre aux termes du présent accord, les obligations N° 1 seront annulées, munies de la mention « payées », et remises à l'Ambassadeur d'Allemagne à Washington pour transmission au Gouvernement allemand.

Au titre des obligations N° 1, qui doivent être remises en vertu des chiffres 1 a) et 1 b) respectivement de l'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne, les Etats-Unis ont reçu la somme de RM 6.800.000 et la somme de RM 4.250.000. La réception de ces sommes sera attestée par une annotation inscrite par les Etats-Unis sur les obligations au titre desquelles les sommes en question ont été encaissées.

L'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne remplace l'arrangement direct par lequel des dispositions ont été prises pour que les Etats-Unis reçoivent leur part de 2 ¼ % des paiements allemands prévus par le Plan des Experts de 1924.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire du Trésor, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) F. VON PRITWITZ UND GAFFRON.

Son Excellence,

Monsieur Andrew W. Mellon,
Secrétaire du Trésor des Etats-Unis,
Washington D. C.

LE SECRÉTAIRE DU TRÉSOR.

WASHINGTON, le 23 juin 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Le Gouvernement des Etats-Unis a l'honneur d'exposer comme suit son interprétation du chiffre 4 de l'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne :

a) Etant donné que les Etats-Unis d'Amérique ont accepté la bonne foi et le crédit de l'Allemagne comme seule sûreté et garantie de la bonne exécution des engagements de l'Allemagne aux termes du présent accord, l'Allemagne se trouvera dans la même situation

que les principaux débiteurs des Etats-Unis, aux termes des accords de consolidation des dettes qui existent entre les Etats-Unis et ces principaux débiteurs.

b) Aucune disposition contenue dans le chiffre 4 de l'accord ne doit être interprétée comme obligeant les Etats-Unis à libérer un bien allemand quelconque qu'ils détiennent actuellement, sauf en vertu d'une autorisation qui est déjà ou sera ultérieurement accordée, par le Congrès des Etats-Unis.

Le Gouvernement des Etats-Unis désire, en outre, en ce qui concerne l'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne, reconnaître expressément les droits de priorité des détenteurs des obligations de l'emprunt extérieur allemand, conformément à l'Obligation générale du 10 octobre 1924 garantissant l'emprunt.

Au titre des obligations N° 1, d'un montant de 40.800.000 RM et de 25.100.000 RM, qui doivent être remises en vertu des chiffres *1 a)* et *1 b)* respectivement de l'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne, le paiement intégral a été effectué. Dès que les Etats-Unis auront reçu les obligations que l'Allemagne doit remettre aux termes du présent accord, les obligations N° 1 seront annulées, munies de la mention « payées » et remises à l'Ambassadeur d'Allemagne à Washington pour transmission au Gouvernement allemand.

Au titre des obligations N° 2, qui doivent être remises en vertu des chiffres *1 a)* et *1 b)* respectivement de l'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne, les Etats-Unis ont reçu la somme de RM 6.800.000 et la somme de RM 4.250.000. La réception de ces sommes sera attestée par une annotation inscrite par les Etats-Unis sur les obligations au titre desquelles les sommes en question ont été encaissées.

L'accord signé ce jour entre les Etats-Unis et l'Allemagne remplace l'arrangement direct par lequel des dispositions ont été prises pour que les Etats-Unis reçoivent leur part de 2 ¼ % des paiements allemands prévus par le Plan des Experts de 1924.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire du Trésor :
(Signé) A. W. MELLON.

Monsieur Friedrich W. von Prittwitz und Gaffron,
Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire,
Ambassade d'Allemagne,
1435 Massachusetts Avenue N.W.
Washington D. C.

N° 2441.

**ESTONIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Belgrade, le 1^{er} février 1928.

**ESTONIA AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Belgrade, February 1, 1928.

N^o 2441. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
CONCLUE ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET
SLOVÈNES ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE. SIGNÉE A BEL-
GRADE, LE 1^{er} FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 août 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE, également animés du désir de favoriser et d'étendre les relations économiques entre leurs deux pays ont résolu de conclure une convention de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Son Exc. M. le docteur Voïslav MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE :

Son Exc. M. Otto STRANDMAN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et l'Estonie.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque des deux Etats par des prohibitions quelconques à l'importation ou à l'exportation.

Des exceptions à cette règle pour autant qu'elles seront appliquées à tous les pays se trouvant dans les conditions identiques, ne pourront avoir lieu que lorsqu'elles sont décrétées :

1^o Relativement au matériel de guerre ;

2^o Par raisons de sûreté d'Etat et de sécurité publique ;

3^o Comme mesure de police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, le tout conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;

4^o Relativement aux monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 8 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2441. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION CONCLUDED BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE REPUBLIC OF ESTONIA. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 1, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 23, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC, being equally animated by the desire to foster and extend economic relations between their two countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

His Excellency Dr. Voislav MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Otto STRANDMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Warsaw,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

There shall be full and entire freedom of commerce between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Estonia.

The Contracting Parties undertake not to impede the reciprocal trade of the two countries by any import or export prohibitions.

Exceptions to this rule, if applicable to all countries in which identical conditions prevail, may be made by decree, but only :

- (1) In relation to war materials ;
- (2) For reasons of national safety and public security ;
- (3) By way of sanitary police measures or measures with a view to the protection of animals or useful plants against disease, insects or harmful parasites, the whole in conformity with the international principles adopted in such case ;
- (4) In relation to existing or future State monopolies ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 8, 1930.

5° En vue d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions arrêtées par les dispositions intérieures à l'égard de la production, de la vente, de la consommation ou du transport à l'intérieur des marchandises indigènes de même espèce.

Article II.

Les marchandises de l'une des Parties contractantes qui seront importées dans les territoires de l'autre, destinées soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumises au même traitement et ne seront passibles de droits de douane, taxes, surtaxes, impôts et autres charges plus élevés ou autres que ceux auxquels sont soumises les marchandises de la nation la plus favorisée.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et autres droits, ainsi qu'aux formalités douanières et à leurs applications, aux procédés d'examen et d'analyse des marchandises, aux conditions de paiement des droits de douane et autres droits, à la classification des marchandises, à l'interprétation des tarifs de douane et au traitement des marchandises qui font objet d'un monopole.

Aussi toute faveur, immunité ou facilité concédées ou qui pourraient être concédées ultérieurement aux marchandises d'un Etat tiers quelconque seront étendues immédiatement et sans compensation aux marchandises de l'autre Partie contractante.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux à tous les degrés de juridiction, soit pour intenter une action, soit pour y défendre leurs droits. Ils auront également la faculté d'employer, dans toutes les instances, les avocats, avoués ou agents autorisés par les lois du pays et jouiront sous ce rapport, des mêmes droits et avantages que les nationaux.

Article IV.

Au point de vue du traitement des voyageurs et agents de commerce, les Parties contractantes appliqueront intégralement le principe de la nation la plus favorisée.

Si les voyageurs et les agents de commerce d'un Etat tiers sont exempts d'impositions dans l'une des Parties contractantes, l'autre ne pourra réclamer cette exemption que sous condition de réciprocité.

Article V.

Les Parties contractantes appliqueront mutuellement le principe de la nation la plus favorisée aux bateaux et leurs cargaisons, arrivant dans le port des Parties contractantes en ce qui concerne les droits et les taxes aussi bien qu'en ce qui concerne l'abordage, le séjour au port, le chargement et le déchargement des marchandises.

Article VI.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est la base de la présente convention, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir :

a) Les privilèges qui ont été ou seraient accordés à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et de l'autre zone-frontière.

b) Les privilèges qui ont été ou qui seraient consentis par l'une des Hautes Parties contractantes à un Etat tiers en vertu d'une union douanière ou économique déjà existante, ou qui serait conclue dans l'avenir.

c) Les franchises, immunités et privilèges que l'Estonie reconnaîtra à la Finlande, à la Lettonie et à la Lithuanie en raison d'accords particuliers. Il en est de même, en ce qui concerne les privilèges que l'Estonie pourrait accorder à l'Union des Républiques socialistes soviétiques, en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

(5) For the purpose of the application to foreign goods of prohibitions or restrictions imposed by internal regulations on the production, sale, consumption or transport within the country of native goods of the same kind.

Article II.

Goods of either Contracting Party imported into the territories of the other, whether for consumption, warehousing, re-export or transit, shall be subject to the same treatment as, and shall not be liable to Customs duties, dues, surcharges, taxes or other charges higher or other than, those to which goods of the most favoured nation are subject.

Most-favoured-nation treatment shall be applicable in respect of the amount, guaranteeing and collection of import or other duties, as also in respect of Customs formalities and the application of the same, methods of examining and analysing goods, terms of payment of Customs and other duties, classification of goods, interpretation of Customs tariffs and the treatment of monopoly articles.

Consequently, any favour, immunity or facility now or in the future conceded to the goods of any third State shall be extended immediately and without compensation to the goods of the other Contracting Party.

Article III.

The nationals of either Contracting Party shall have the right, in conformity with the laws of the country, to appear before the courts at every stage of jurisdiction, whether to bring an action or to defend their rights. They shall also be entitled to employ advocates, legal representatives or agents authorised by the laws of the country in the courts of every instance, and shall enjoy in this connection the same rights and advantages as nationals.

Article IV.

In the treatment of commercial travellers and agents, the Contracting Parties shall apply the most-favoured-nation principle without restrictions.

If commercial travellers or agents of a third State are exempted from taxation in the country of one of the Contracting Parties, the other may only claim such exemption on condition of reciprocal treatment.

Article V.

The Contracting Parties shall mutually apply the principle of most-favoured-nation treatment to vessels and their cargoes arriving in each other's ports, in connection with duties and dues, berthing, stay in port, and the loading and unloading of goods.

Article VI.

The exemptions, immunities and privileges hereunder specified shall not count as exceptions to the principle of most-favoured-nation treatment, which is the basis of the present Convention :

(a) Privileges now or in the future accorded to neighbouring States with a view to facilitating local traffic in zones on either side of frontiers ;

(b) Privileges now or in the future granted by one of the High Contracting Parties to a third State in virtue of a Customs or economic union already existing or concluded in the future ;

(c) Such exemptions, immunities or privileges as Estonia may allow to Finland, Latvia or Lithuania in virtue of particular agreements. The same shall apply to such privileges as Estonia may allow to the Union of Soviet Socialist Republics in virtue of special Customs conventions or agreements.

Toutefois, il est entendu que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes bénéficiera immédiatement des mêmes avantages au cas où ils auraient été accordés par l'Estonie à un tiers Etat non-cité ci-dessus.

Article VII.

Cette convention aura force obligatoire après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Varsovie, et restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par un traité définitif. Pourtant, au cas où l'une des Parties contractantes voudra dénoncer cette convention, elle devra communiquer son intention à l'autre Partie contractante, après quoi, la convention cessera d'être valable au bout de trois mois à dater de la communication de cette dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé et revêtu de leurs sceaux la présente convention.

Fait à Belgrade, en double original français, le premier février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) DR V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) O. STRANDMAN, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention de Commerce, conclue en date de ce jour entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la République d'Estonie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes :

Ad Article premier.

Ne seront considérées comme contraires aux dispositions prévues à l'article premier les mesures prises par l'une ou l'autre Partie contractante en vue de contrôler la santé et la qualité des produits exportés, ainsi que pour faciliter l'application dudit contrôle.

Ad Article III.

Il est entendu que les dispositions de l'article III selon lesquelles les ressortissants des deux Parties contractantes auront le droit d'ester en justice devant les tribunaux, ne s'appliquent pas à l'assistance judiciaire gratuite, à la dispense de la caution *judicatum solvi*, à l'administration de la succession mobilière et à la situation des créanciers en cas de faillite ; ces matières devront être réglées sur la base de la réciprocité ou par un traité spécial concernant l'assistance judiciaire.

Le présent protocole, qui sera considéré comme partie intégrante de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double original français, à Belgrade, le premier février mil neuf cent vingt-huit.

DR V. MARINKOVITCH, *m. p.*

O. STRANDMAN, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

D'ordre du Ministre,

Le Conseiller,

D. Sv. Djoritch.

Belgrade, le 14 août 1930.

It is understood, nevertheless, that the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall immediately enjoy the same treatment in the event of advantages being given by Estonia to a third State other than those specified.

Article VII.

This Convention shall become binding on the exchange of ratifications, which shall take place at Warsaw, and shall remain in force until such time as it is replaced by a definitive treaty. In the event, however, of one of the Contracting Parties desiring to denounce this Convention, it shall communicate its intention to the other Contracting Party, after which the Convention shall cease to be in force at the end of three months dating from such communication.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed and sealed the present Convention.

Done at Belgrade, in duplicate French original, this first day of February one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Dr. V. MARINKOVITCH *m. p.*

(L. S.) O. STRANDMAN *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Convention of Commerce concluded under to-day's date between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Republic of Estonia, the undersigned Plenipotentiaries made the following declarations :

Ad Article I.

Measures taken by either Contracting Party with a view to the supervision of the healthiness or quality of exported products, or to facilitate the application of such supervision, shall not be considered to be contrary to the provisions of Article I.

Ad Article III.

It is understood that the provisions of Article III giving the nationals of both Contracting Parties the right to appear before the courts shall not apply to free legal aid, exemption from security for costs ("cautio judicatum solvi") the administration of movable property successions or the position of creditors in case of insolvency ; these matters shall be regulated on a basis of reciprocal treatment or by a special treaty on judicial cooperation.

The present Protocol, which shall be considered as forming an integral part of the Convention to which it relates, has been drawn up in duplicate French original at Belgrade, this first day of February one thousand nine hundred and twenty-eight.

Dr. V. MARINKOVITCH, *m. p.*

O. STRANDMAN, *m. p.*

N° 2442.

ESTONIE ET NORVÈGE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Oslo, le 3 avril 1930.

ESTONIA AND NORWAY

Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Oslo, April 3, 1930.

N^o 2442. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ENTRE L'ESTONIE ET LA NORVÈGE. SIGNÉE A OSLO, LE 3 AVRIL 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 août 1930.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ont résolu de conclure une convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Monsieur le D^r Friedrich AKEL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Monsieur Johan Ludvig MOWINCKEL, son président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement les malfaiteurs, dans les cas et sous les conditions déterminées dans la présente convention.

Aucun individu livré par l'une des Parties contractantes à l'autre ne pourra être poursuivi pour l'infraction qui a motivé son extradition devant un tribunal qui n'est investi que temporairement ou dans des circonstances particulières du pouvoir exceptionnel de connaître de pareilles causes.

Article 2.

Le Gouvernement estonien pourra demander l'extradition des individus condamnés, mis en accusation ou en prévention à raison d'une infraction qui aura été commise en dehors de la Norvège et qui est passible, d'après le Code pénal estonien, d'une peine supérieure à l'emprisonnement (*vangistus*) d'un an, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Norvège dans des conditions identiques, eût pu, soit en soi, soit dans le cas qu'il aurait été accompagné de circonstances aggravantes, entraîner, d'après le Code pénal ordinaire norvégien, une peine supérieure à l'emprisonnement (*fengsel*) d'un an.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 9 août 1930. Entré en vigueur le 19 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2442. — CONVENTION¹ BETWEEN ESTONIA AND NORWAY REGARDING EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT OSLO, APRIL 3, 1930.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 23, 1930.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, having decided to conclude a Convention regarding extradition and legal assistance in criminal matters, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries ;

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

Dr. Friedrich AKEL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johan Ludvig MOWINCKEL, His President of the Council and Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to surrender criminals to each other under the circumstances and conditions prescribed in the present Convention.

No person surrendered by either of the Contracting Parties to the other may be proceeded against for the offence in respect of which he has been surrendered before any Court which is invested only temporarily or under special circumstances with exceptional powers to deal with such cases.

Article 2.

The Estonian Government may claim the surrender of persons who have been sentenced, are charged with, or are awaiting trial for offences which have been committed outside Norway, and which are punishable under the Estonian penal code by imprisonment (*vangistus*) for a period exceeding one year, provided that the offence, had it been committed under the same circumstances in Norway, would have involved, either in itself or as being accompanied by aggravating circumstances, a penalty, under the ordinary Norwegian penal code, exceeding one year's imprisonment (*fengsel*).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 9, 1930. Came into force August 19, 1930.

Le Gouvernement de Norvège pourra demander l'extradition des individus condamnés, mis en accusation ou en prévention à raison d'une infraction qui aura été commise en dehors de l'Estonie et qui, soit en soi, soit dans le cas qu'elle aurait été accompagnée de circonstances aggravantes, pourra, d'après le Code pénal ordinaire norvégien, entraîner une peine supérieure à l'emprisonnement (*fengsel*) d'un an, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Estonie dans des conditions identiques, fût à considérer, d'après le Code pénal estonien, comme une infraction passible d'une peine supérieure à l'emprisonnement (*vangistus*) d'un an.

Les Parties contractantes pourront, en outre, demander l'extradition des individus condamnés, mis en accusation ou en prévention pour complicité ou tentative d'une des infractions mentionnées ci-dessus, pourvu que le fait délictueux soit punissable d'une peine aussi forte que celle indiquée plus haut.

Si l'infraction donnant lieu à la demande d'extradition a été commise en dehors du territoire de l'État requérant, l'extradition sera accordée seulement dans le cas où la législation de l'État requis admettrait, dans des circonstances analogues, la poursuite d'un fait similaire commis en dehors de son territoire.

Article 3.

Les Parties contractantes ne se livreront pas leurs propres nationaux.

Article 4.

L'extradition ne pourra être réclamée pour un crime politique ni pour un crime commun qui est connexe à un crime politique et a été commis en vue d'en faciliter le but.

Attentats ou injures corporelles contre la personne d'un chef d'État ou contre celle d'un membre de sa famille pourront donner lieu à l'extradition, pourvu que l'infraction ne constitue pas un fait connexe à un autre crime d'ordre politique.

L'État requis décidera dans chaque cas particulier de la question de savoir si un crime sera réputé politique ou non.

Article 5.

L'extradition n'aura pas lieu :

1^o Si l'infraction dont il s'agit, étant commise sur le territoire d'un État tiers, a donné lieu à une demande d'extradition de la part de cet État ;

2^o Si l'infraction donnant lieu à la demande a déjà été l'objet d'un jugement ou d'un acte d'accusation dans l'État requis avant que celui-ci soit saisi de la demande d'extradition ;

3^o Si, d'après les lois de l'État requis, ne peuvent plus être effectuées l'instruction du procès, la prononciation d'un arrêt de condamnation ou l'exécution de la peine.

Article 6.

Un individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni, dans l'État auquel il aura été livré, pour un fait délictueux antérieur à l'extradition et autre que celui qui a motivé l'extradition, ni être livré à un État tiers, à moins que, après avoir été définitivement remis en liberté il n'ait négligé de quitter le pays dans le délai d'un mois, tout en ayant eu l'occasion de le faire, ou bien qu'il n'y soit retourné après l'avoir quitté.

L'État qui aura accordé l'extradition pourra cependant acquiescer postérieurement à une telle poursuite ou à une extradition ultérieure sans égard aux conditions mentionnées à l'alinéa précédent, pourvu qu'il s'agisse d'un crime qui aurait pu motiver l'extradition.

The Norwegian Government may claim the surrender of persons who have been sentenced, are charged with, or are awaiting trial for offences which have been committed outside Estonia, which, either in themselves, or as being accompanied by aggravating circumstances, may, under the ordinary Norwegian penal code, involve a penalty exceeding one year's imprisonment (*fengsel*), provided that the offence, had it been committed under the same circumstances in Estonia, would be regarded under the Estonian penal code as an offence punishable by imprisonment (*vangistus*) for a period exceeding one year.

The Contracting Parties may further claim the surrender of persons who have been sentenced, or are charged with, or are awaiting trial for complicity in one of the aforesaid offences or for attempting to commit such offence, provided that it is punishable by a penalty as severe as that mentioned above.

Where the offence in respect of which extradition is claimed has been committed outside the territory of the State making application, extradition shall only be granted in cases where the law of the State applied to would, under similar circumstances, provide for legal proceedings in respect of a similar offence committed in its territory.

Article 3.

The Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

Article 4.

Extradition may not be demanded in respect of a political crime or of an ordinary crime which is connected with a political crime and has been committed with a view to facilitating the object thereof.

Extradition may be granted for offences committed or attempted against the person of a Head of State or a member of his family or for assaulting a Head of State or member of his family, provided that the offence does not constitute an act connected with another crime of a political character.

The State applied to shall decide in each particular case whether a crime is to be regarded as a political crime or not.

Article 5.

Extradition shall not be granted :

(1) Where the offence in question, having been committed on the territory of a third State, has resulted in a requisition for extradition on the part of that State ;

(2) If, before the requisition for extradition is received, judgment has already been pronounced or legal proceedings have been instituted in the State applied to in respect of the offence for which extradition is demanded ;

(3) If, under the laws of the State applied to, the preliminary hearing of the case can no longer take place, or sentence be passed or the penalty be carried out.

Article 6.

No surrendered person may be proceeded against or punished in the State to which he has been surrendered for any offence committed before his extradition, other than that for which he was surrendered, nor may he be surrendered to a third State, unless, after having been finally set at liberty, he has had an opportunity to leave the country but has failed to do so within a period of one month, or unless he has left the country and subsequently returned to it.

The State which has granted extradition may, however, afterwards consent to such prosecution or to subsequent extradition, notwithstanding the conditions mentioned in the preceding paragraph provided that the crime in question is an extradition offence.

Article 7.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné pour un fait délictueux autre que celui qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition sera déferée jusqu'à la fin des poursuites ou, dans le cas d'une condamnation sans suspension de la peine, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Article 8.

Si l'individu, dont l'extradition est demandée aux termes de la présente convention par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres gouvernements à raison de la même infraction, la préférence sera donnée, dans la règle, à l'État sur le territoire duquel l'infraction a été commise, ou si l'infraction a été commise sur le territoire de plusieurs États, à l'État ou l'acte principal a été perpétré.

Article 9.

Si l'individu dont l'extradition est demandée aux termes de la présente convention par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres gouvernements pour un autre ou d'autres crimes, la préférence sera donnée à l'État dont la demande d'extradition, ou d'arrestation en vue de l'extradition, aura été reçue en premier lieu, à moins qu'une convention spéciale avec quelqu'un de ces États ne s'y oppose.

Article 10.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique.

La demande devra indiquer la nationalité de l'individu réclamé et être accompagnée :

- 1° Si possible, d'un signalement complet de l'individu réclamé ;
- 2° De l'arrêt de condamnation, ou si la condamnation n'a pas été prononcée, d'un mandat d'arrestation ou d'un acte d'accusation décerné par l'autorité compétente et contenant l'indication précise de la date, du lieu et de l'objet de l'infraction ; les pièces devront être produites en original ou en copies certifiées conformes ;
- 3° D'une copie des dispositions pénales qui sont en vigueur dans l'État requérant et qui s'appliquent à l'infraction.

Article 11.

En cas d'urgence, et notamment s'il y a lieu de craindre l'évasion de l'individu dont il s'agit, le ministère public ou le juge d'instruction de l'une des Parties contractantes pourront, avant l'expédition d'une demande formelle d'extradition, adresser directement par la poste ou le télégraphe, aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante, une demande d'arrestation provisoire. La demande devra indiquer la date, le lieu et l'objet de l'infraction, la nationalité de l'individu réclamé et, autant que possible, son signalement. La demande devra de plus donner avis de l'existence d'un arrêt de condamnation ou d'un mandat d'arrestation ou d'un acte d'accusation conforme aux dispositions de l'article 10, deuxième alinéa N° 2. Il y sera notifié, en outre, qu'une demande formelle d'extradition sera présentée ultérieurement.

Si, dans le cas d'une arrestation provisoire effectuée conformément aux dispositions ci-dessus, une demande formelle d'extradition n'a pas été présentée au Ministère des Affaires étrangères de l'État requis dans un délai de six semaines à partir de la date à laquelle l'avis de l'arrestation a été adressé à l'État requérant, le détenu sera immédiatement remis en liberté.

Article 7.

If the persons claimed is being proceeded against or has been sentenced for an offence other than that for which extradition is requested, his extradition shall be suspended until the conclusion of the proceedings, or, in the case of a sentence without suspension of penalty, until he has served his sentence.

Article 8.

If a person whose extradition is applied for by one of the Contracting Parties under the present Convention is also claimed by one or more other Governments in respect of the same offence, preference shall, as a rule, be given to the State in whose territory the offence was committed or, if it was committed in the territory of more than one, to the State in which the principal offence was perpetrated.

Article 9.

If a person whose extradition is applied for by one of the Contracting Parties under the present Convention is also claimed by one or more Governments for one or more other offences, preference shall be given to the State whose requisition for extradition or apprehension with a view to extradition was first received, unless a special agreement to the contrary has been concluded with one of the States in question.

Article 10.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel.

The requisition must state the nationality of the person claimed and must be accompanied :

- (1) If possible, by a full description of the person claimed ;
- (2) By the judgment, or if a judgment has not been given, by a warrant of arrest or an indictment issued by the competent authority and specifying clearly the date, place and nature of the offence ; these documents must be produced either in the original or in certified copies ;
- (3) By a copy of such penal provisions in force in the State making the requisition as are applicable to the offence.

Article 11.

In urgent cases, and particularly if there is reason to fear that the person in question may escape, the Public Prosecutor's department or the examining magistrate of one of the Contracting Parties may, before transmitting a formal requisition for extradition, make application direct to the competent authorities of the Contracting Party by letter or telegram, for the provisional apprehension of the person concerned. Such request must state the date, place and nature of the offence and the nationality of the person claimed, and must contain, where possible, his description. It must further state whether sentence has been passed, or a warrant of arrest issued, or an indictment drawn up in accordance with the provisions of Article 10, paragraph 2, No. 2, and that a formal requisition for extradition will be presented later.

If after provisional arrest has taken place in conformity with the foregoing stipulations, no formal requisition for extradition is presented to the Ministry of Foreign Affairs of the State applied to within six weeks of the date on which the State making application was notified of the arrest, the person under detention shall at once be released.

Article 12.

Tous les objets saisis que l'individu réclamé avait en sa possession au moment de l'arrestation et qui pourraient avoir quelque importance comme pièces de conviction pour la constatation de l'infraction à lui imputée, ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie lésée par le crime, seront livrés en même temps que l'individu réclamé aux autorités compétentes de l'État requérant.

Toutefois, si une personne résidant dans le pays qui a accordé l'extradition en fait la demande en rendant probable qu'elle a acquis des droits sur ces objets, la remise en sera effectuée sous réserve que les objets soient restitués sans frais après la clôture du procès criminel, pourvu que cette personne ne soit pas condamnée pour l'infraction dont il s'agit.

Article 13.

Si, à l'occasion de l'instruction d'une affaire criminelle non-politique dans l'un des États contractants, l'audition de témoins résidant dans l'autre État est jugé nécessaire, ou qu'il soit jugé nécessaire qu'une enquête y soit entreprise, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et il y sera donné suite dans la mesure que permettent les lois de l'État dans lequel l'audition des témoins ou l'enquête devra avoir lieu. Il incombera aux autorités compétentes de l'État où l'audition des témoins ou l'enquête aura lieu, de prévenir en temps utile, dans la mesure du possible, les autorités de l'État requérant du temps et du lieu fixés pour l'exécution de la commission rogatoire.

Article 14.

Si, à l'occasion de l'instruction d'une affaire criminelle non-politique dans l'un des États contractants, la production de pièces de conviction ou de documents en la possession des autorités de l'autre État contractant est jugé nécessaire ou utile, une demande à cet effet pourra être adressée directement auxdites autorités, en Estonie par le Ministère de Justice et en Norvège par le tribunal ou le procureur du roi compétents, et il y sera donné suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent.

Article 15.

Lorsqu'un individu sera livré par l'une des Parties contractantes à un État tiers pour un fait criminel non-politique et qu'il soit nécessaire de le faire passer par le territoire de l'autre Parti, celle-ci ne pourra s'opposer au passage, à moins qu'il ne s'agisse d'un de ses nationaux. La demande de passage sera faite par la voie diplomatique, et elle sera accompagnée des pièces prévues à l'article 10, deuxième alinéa, N° 2. La même règle s'appliquera au cas où un individu sera livré par un État tiers à l'une des Parties contractantes. Le passage aura lieu sous escorte d'un agent au service de l'État sur le territoire duquel il s'effectue.

Article 16.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente convention seront à la charge de l'État sur le territoire duquel les mesures en question auront été prises, exception faite des frais de passage suivant l'article 15.

Article 12.

All articles seized which were in the possession of the person claimed at the time of his apprehension, and which might be used as evidence to establish the charge brought against him, or to which claims might be made by the party prejudiced by the crime shall be handed over to the competent authorities of the State applying for extradition at the same time as the person claimed.

Nevertheless, if a person resident in the country granting extradition applies for these articles and furnishes *prima facie* evidence of having acquired rights over such articles, they shall be handed over on condition that they be restored free of charge after the termination of the criminal proceedings provided that the said person has not been sentenced in connection with the offence in question.

Article 13.

If, during the preliminary hearing of a criminal case of a non-political character in one of the Contracting States, it is considered necessary to take the evidence of witnesses resident in the other State, or to carry out any enquiry there, the request shall be made through the diplomatic channel and shall be granted in so far as this is permitted by the laws of the State in which the witnesses are to be heard or the enquiry is to take place. It shall be the duty of the competent authorities of the State in which the evidence is to be heard, or the enquiry carried out, to give the authorities of the State which has made the application timely information, so far as possible, regarding the date and place arranged for the execution of the letters of request.

Article 14.

If, during the preliminary hearing of a criminal case of a non-political character in one of the Contracting States, it is considered necessary or advisable to produce articles serving as proof of the crime or documents in the possession of the authorities of the other Contracting State, a request to this effect may be addressed to the said authorities, in the case of Estonia, by the Ministry of Justice, and in the case of Norway, by the competent Court or the Director of Public Prosecutions; this request shall be granted unless there are special reasons for refusing it.

Article 15.

If a person is to be surrendered by one of the Contracting Parties to a third State on account of a criminal act of a non-political character, and if he has to be conveyed through the territory of the other Party, the latter shall not refuse to allow him to pass through its territory provided he is not one of its nationals. Application for the passage of such persons shall be made through the diplomatic channel and shall be accompanied by the documents referred to in Article 10, paragraph 2, No. 2. The same rule shall apply to persons surrendered to either of the Contracting Parties by a third State. Surrendered persons shall be conveyed under the supervision of an official in the service of the State whose territory is being crossed.

Article 16.

Expenses incurred as the result of the measures provided for in the present Convention shall be borne by the State in whose territory the measures in question are taken, with the exception of the cost of the transit arrangements referred to in Article 15.

Article 17.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente convention devront être rédigés en langue française, ou bien être accompagnés d'une traduction en langue française.

Article 18.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

Elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Oslo, le trois avril 1930.

(L. S.) Fr. AKEL.

(L. S.) Joh. Ludv. MOWINCKEL.

Certifié pour copie conforme :

Au Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 19 août 1930.

*Le Chef de la Division
des Affaires de la Société des Nations :*
Rolf Andvord.

Article 17.

The documents produced in the cases covered by the present Convention shall be drawn up in French or accompanied by a French translation

Article 18.

The present Convention shall be ratified and shall come into force ten days after the exchange of the instruments of ratification.

It shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either of the Contracting Parties denounces it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Oslo, April the third, 1930.

(L. S.) FR. AKEL.

(L. S.) JOH. LUDV. MOWINCKEL.

N° 2443.

DANEMARK ET ESTONIE

Convention concernant l'extradition
réciproque des malfaiteurs. Signée
à Copenhague, le 13 mai 1930.

DENMARK AND ESTONIA

Convention for the reciprocal Extra-
dition of Criminals. Signed at
Copenhagen, May 13, 1930.

N° 2443. — CONVENTION¹ CONCERNANT L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MALFAITEURS ENTRE L'ESTONIE ET LE DANEMARK. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 13 MAI 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 août 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, ayant résolu de conclure une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Friedrich AKEL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie en Danemark ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE .

M. Peter MUNCH, docteur ès lettres, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement les individus condamnés, accusés ou soupçonnés des crimes énumérés ci-dessous, à condition que, pour ce qui concerne un individu prévenu, l'infraction, accompagnée ou non de circonstances aggravantes, soit passible d'une peine maximum d'un an d'emprisonnement au moins, tant d'après la législation danoise que d'après celle de l'Estonie, et, pour ce qui concerne un individu condamné, que la peine infligée soit de six mois d'emprisonnement au moins et que la peine maximum dont l'infraction est passible d'après la législation de l'Etat requis soit d'un an d'emprisonnement au moins, à savoir .

1° Violences commises envers les autorités publiques.

2° Faux serment ; faux témoignage.

3° Bigamie.

4° Relations sexuelles entre trop proches parents.

5° Commerce sexuel illicite avec une personne irresponsable ou avec une personne hors d'état d'opposer de la résistance ou par abus d'une position ou des relations spéciales ou avec un enfant de moins de quinze ans.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 13 août 1930. Entrée en vigueur le 23 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2443. — CONVENTION ² FOR THE RECIPROCAL EXTRADITION OF CRIMINALS. BETWEEN DENMARK AND ESTONIA. SIGNED AT COPENHAGEN, MAY 13, 1930.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 23, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, being desirous of concluding a convention for the reciprocal extradition of criminals, have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Friedrich AKEL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia in Denmark ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Peter MUNCH, Doctor of Letters, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties undertake, under the terms of the present Convention, to surrender to each other persons who have been sentenced, or are charged with or suspected of the crimes enumerated hereinunder, provided that, as regards a person awaiting trial, the offence is, whether accompanied by aggravating circumstances or not, punishable by a maximum penalty of at least one year's imprisonment, under both Danish and Estonian law, and, in the case of a convicted person, that the penalty inflicted is at least six month's imprisonment and the maximum penalty by which the offence is punishable under the law of the State applied to is at least one year's imprisonment :

- (1) Violence offered to public authorities.
- (2) False oath : perjury.
- (3) Bigamy.
- (4) Sexual relations between persons related in the prohibited degrees.
- (5) Illicit sexual intercourse with a person *non compos mentis* or unable to resist, or by abuse of authority, or unnatural relations, or with a child under fifteen years of age.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 13, 1930. Came into force August 23, 1930.

- 6° Proxénétisme ; aide prêtée dans le but de faciliter à une personne de moins de dix-huit ans de se livrer à la prostitution ; assistance pour faire sortir une personne du pays afin qu'à l'étranger elle s'adonne à la prostitution ou qu'elle y soit employée, en cas que cette personne soit âgée de moins de vingt et un ans ou ignore le but du voyage.
- 7° Meurtre (y compris l'infanticide) ; homicide.
- 8° Coups et blessures ayant le caractère de sévices ou ayant entraîné la mort ou des mutilations.
- 9° Avortement.
- 10° Mise de personnes dans un état d'abandon où elles sont privées de secours.
- 11° Privation illégale de la liberté individuelle.
- 12° Rétention illégale d'enfants âgés de moins de dix-huit ans contre le gré des parents ou du tuteur.
- 13° Viol.
- 14° Actes obscènes attentant à la pudeur ou scandalisant le public.
- 15° Dénonciations calomnieuses.
- 16° Vol.
- 17° Escroquerie ; détournement ; abus de confiance.
- 18° Fraude commise envers un créancier.
- 19° Vol commis à l'aide de violence ou menaces ; chantage.
- 20° Emploi illicite d'argent ou de biens acquis par une des infractions prévues aux points 16—19 ; secours prêté dans le but d'assurer à un autre le produit d'une telle infraction.
- 21° Détérioration importante illicite de biens appartenant à autrui.
- 22° Crime d'incendie ; destruction au moyen d'explosifs ; le fait de causer volontairement soit une inondation, soit des accidents de chemin de fer, soit des sinistres en mer, ou toute action entraînant le risque de désastres ou d'accidents de cette nature.
- 23° Empoisonnement ; distribution de produits dangereux pour la santé.
- 24° Propagation de maladies infectieuses dangereuses parmi les êtres humains et animaux domestiques ; communication volontaire de maladies vénériennes.
- 25° Faux en écritures ; emploi d'actes faux ou falsifiés.
- 26° Contrefaçon ou falsification des cachets et sceaux de l'Etat ; emploi illicite de ces cachets et sceaux.
- 27° Imitation ou altération de pièces de monnaie ou billets de banque en usage ; mise en circulation de pièces de monnaie ou billets de banque contrefaits ou falsifiés.
- 28° Inscription fautive ou falsifiée dans un journal de bord.
- 29° Mutinerie de l'équipage d'un navire ; attaque contre le capitaine ou les supérieurs à bord.
- Parmi les cas mentionnés ci-dessus, qui sont considérés comme pouvant motiver l'extradition, il faut également ranger toute tentative en vue de commettre les crimes en question ou toute complicité dans ces crimes.

Article 2.

L'extradition pourra également être exigée dans le cas d'un individu condamné, accusé ou soupçonné d'un crime tombant sous le coup de la loi pénale militaire, dans la mesure où l'acte punissable, s'il est commis par une personne non justiciable du Code militaire, peut constituer une cause d'extradition aux termes de l'article premier.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée par les Etats contractants pour des crimes commis sur leurs territoires respectifs ou à bord d'un navire leur appartenant, lorsque ce navire est en pleine mer.

(6) Procuring ; aiding a person under eighteen years of age to become a prostitute ; aiding a person to leave the country with a view to becoming a prostitute or being employed for prostitution, if the person in question is under twenty-one years of age or is ignorant of the object of the journey.

(7) Murder (including infanticide) ; homicide.

(8) Assault and battery of a serious character or resulting in death or mutilation.

(9) Abortion.

(10) Neglecting and keeping persons in a state of destitution.

(11) Illegally depriving a person of his liberty.

(12) Illegal detention of children under eighteen years of age against the will of their parents or guardian.

(13) Rape.

(14) Offences of an obscene nature against public morals or calculated to create a public scandal.

(15) Slanderous accusations.

(16) Larceny.

(17) Swindling, embezzlement, breach of trust.

(18) Fraud committed against a creditor.

(19) Theft with violence or threats ; blackmail.

(20) Illicit use of money or property acquired by means of one of the offences enumerated in points 16-19 ; assistance given with the object of securing for another the proceeds of such an offence.

(21) Serious illegal damage to another's property.

(22) Arson ; destruction by means of explosives ; malicious acts causing floods, railway accidents, shipwrecks, or any action involving the risk of disaster or accidents of this nature.

(23) Malicious administration of poison or other substances injurious to health.

(24) Propagation of dangerous infectious diseases among human beings and domestic animals ; wilfully communicating venereal disease.

(25) Forgery ; uttering forged or falsified documents.

(26) Counterfeiting or falsifying State stamps and seals and the illegal use of the same.

(27) Imitating or tampering with current coin or bank notes, bringing into circulation counterfeited or falsified coins or bank notes.

(28) Making a false or forged entry in a ship's log-book.

(29) Mutiny by the crew of a ship, attack upon the captain or other superior officers on board.

The foregoing classes of offences, in respect of which extradition may be applied for, shall include any attempt to commit such offences or any complicity in the same.

Article 2.

Extradition may also be required in the case of a person who has been sentenced or is charged with or suspected of a crime coming under military law, in so far as the offence, when committed by a person not amenable to the Military Code, may form the basis of a requisition for extradition under the terms of Article 1.

Article 3.

Extradition shall not be granted by the Contracting States for crimes committed in their respective territories or on board a vessel belonging to them, when such vessel is on the high seas.

Si le crime pour lequel l'extradition est demandée a été commis en dehors du territoire de l'Etat qui demande l'extradition, celle-ci ne sera accordée que si les lois de l'Etat auquel la demande d'extradition est présentée, admettent, dans des circonstances correspondantes, une poursuite criminelle à l'égard d'un tel acte commis hors du territoire dudit Etat.

Article 4.

Les Parties contractantes ne pourront se livrer réciproquement aucun de leurs nationaux. Les Etats se réservent le droit de refuser l'extradition d'étrangers qui ont résidé d'une façon permanente sur leur territoire pendant deux ans avant la demande d'extradition, à moins que cette demande ne se rapporte à un délit antérieur au moment où l'étranger s'est établi dans le pays.

Article 5.

L'extradition ne pourra être accordée pour aucun crime politique ; l'assassinat ou tentative d'assassinat du chef de l'autre Etat ou d'un membre de sa famille, ne pourront être réputés crime politiques. Toutefois, cet acte ne sera pas considéré comme un assassinat s'il se produit au cours d'une lutte ouverte.

Lorsqu'il s'agira de déterminer dans quelle mesure un crime peut être considéré comme d'ordre politique, la décision sera prise par la Partie à laquelle la demande d'extradition aura été adressée

Article 6.

L'extradition ne pourra être accordée :

1^o Si une instruction du procès a été ouverte pour la même infraction contre l'individu réclamé dans le pays requis, et que cette instruction se soit terminée par un jugement condamnant ou acquittant, ou s'il a déjà été mis hors de cause ou gracié pour le même fait, à moins que la législation de ce pays ne permette la reprise de la procédure pénale ;

2^o Si les lois du pays où le prévenu s'est réfugié ont frappé de prescription la possibilité de le poursuivre judiciairement et de prononcer ou d'exécuter un arrêt à son égard ;

3^o Si la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois de l'Etat requis, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise, avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire, ou si, d'après les lois nommées, on ne peut le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs.

Article 7.

Si l'individu dont l'extradition est demandée est poursuivi ou a été condamné dans l'Etat où il s'est réfugié pour un crime autre que celui qui a motivé la demande d'extradition, il ne sera livré qu'après avoir subi la peine qui a été prononcée ou pourra être prononcée contre lui. Néanmoins, il pourra, s'il y a lieu, être extradé provisoirement aux fins d'instruction, si l'Etat requérant s'engage à la remettre, immédiatement après le jugement définitif qui aura été prononcé, entre les mains des autorités de l'Etat qui l'a extradé provisoirement.

Article 8.

L'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour un crime antérieur à l'extradition autre que celui qui a motivé ladite extradition ;

If the crime in respect of which extradition is demanded has been committed outside the territory of the State demanding extradition, extradition shall only be accorded if the laws of the State applied to admit, in similar circumstances, of criminal proceedings in respect of such act committed outside the territory of the said State.

Article 4.

The Contracting Parties shall not surrender their own nationals. The States reserve the right to refuse to surrender foreigners who have resided permanently in their territory for two years before the requisition for extradition, unless such requisition relates to an offence committed before the foreigner established himself in the country.

Article 5.

Extradition shall not be accorded in respect of a political crime; the assassination of, or attempt to assassinate, the Head of the other State or a member of his family shall not be regarded as a political crime. Nevertheless, such act shall not be regarded as assassination, if committed in open affray.

Whenever it is necessary to determine how far a crime may be regarded as political, the decision shall rest with the Party to which the application for extradition is addressed.

Article 6.

Extradition shall not be granted :

(1) When preliminary proceedings have been taken in the country applied to for the same offence against the person whose extradition is requested, and such proceedings have resulted in a conviction or an acquittal, or if it is found that there is no ground for prosecution or if he has already been pardoned, unless the law of the country allows the proceedings to be reopened ;

(2) If under the laws of the country in which the person charged has taken refuge prosecution or the issue or execution of a judicial order against such person is barred by lapse of time ;

(3) If, under the laws of the State to which application is made or of the State in which the offence has been committed, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time before the accused person has been arrested or interrogated, or if under the above-mentioned laws he cannot for other reasons, be prosecuted or the sentence cannot be executed.

Article 7.

If the person whose extradition is requested is being prosecuted or has been sentenced in the State in which he has taken refuge for a crime other than that for which he is to be surrendered, he shall not be surrendered until he has served the sentence pronounced or to be pronounced against him. Provisional extradition may, however, be granted for the purpose of preliminary investigation, provided that the State making application undertakes to hand him over immediately, after final sentence has been passed, to the authorities of the State which has provisionally surrendered him.

Article 8.

The person whose extradition has been granted may in no case be prosecuted or punished for any crime committed prior to his extradition other than that for which he was surrendered, nor,

il ne pourra non plus, sauf dans le cas mentionné à l'article 10, 2^{me} alinéa, être livré à un Etat tiers, à moins qu'il n'y ait librement ou ouvertement consenti, devant les tribunaux, ou autrement, ou à moins qu'il n'ait omis de quitter le pays (alors que rien ne s'opposait à son départ), dans un délai d'un mois après avoir été définitivement acquitté, ou libéré, s'il a subi la totalité de sa peine, ou à moins qu'il ne soit revenu dans ledit pays après l'avoir quitté.

Si l'extradé n'a pas commis de nouveaux délits, aucune mesure ne pourra être prise en vue de s'opposer à son départ, avant l'expiration de la période d'un mois mentionnée au paragraphe précédent.

L'extradé ne pourra être mis en accusation, pour le crime qui a donné lieu à l'extradition, devant aucun tribunal constitué uniquement pour la circonstance, ou investi, par une mesure d'exception visant un cas déterminé, du pouvoir de prononcer une sentence dans ce cas.

Lorsque l'extradition est accordée pour un délit justiciable de la loi pénale militaire, l'extradé ne pourra être condamné que dans la mesure où le crime en question est passible de peine, aux termes du droit commun estonien, du droit maritime et du droit danois.

Article 9.

Les demandes d'extradition seront transmises par la voie diplomatique. Elles contiendront tous les renseignements relatifs au statut national de l'individu en question ; elles seront accompagnées du texte original ou d'une copie certifiée conforme soit de la sentence prononcée par le tribunal, soit du mandat d'arrêt ou d'emprisonnement délivré par le tribunal ou toute autre autorité compétente, et indiquant en détail la nature du délit ainsi que le moment et le lieu où il a été commis. De plus, il sera joint à la demande une copie des dispositions pénales applicables au crime dans le pays requérant et, enfin, si possible, un signalement de l'individu réclamé. On n'exigera, en aucun cas, de preuves spéciales concernant la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 10.

Dans le cas où des demandes analogues sont reçues d'un ou de plusieurs autres Etats, au sujet de l'individu réclamé conformément à la présente convention, par l'un ou l'autre des Etats contractants, il appartiendra à l'Etat auquel les demandes ont été adressées de décider à laquelle il convient de faire droit.

Si plusieurs Etats ont demandé l'extradition d'un même individu, pour des chefs d'accusation différents, cet individu pourra être livré à l'un des Etats, à condition que ce dernier s'engage, après que l'extradé aura subi sa peine dans le territoire dudit Etat, à le livrer à un autre Etat.

Article 11.

En cas d'urgence, et particulièrement lorsqu'il y a lieu de craindre l'évasion de l'individu à réclamer, le Procureur de la Cour d'Appel (*Kohtupalati prokurör*), un Procureur d'un Tribunal de paix (*Rahukogu prokurör*) ou le Chef de la Police (*Politseidirektor*), en Estonie, le Procureur Général du Royaume (*Rigsadvokaten*), un Procureur Général auprès des Cours d'appel (*Statsadvokat*), les Chefs de la Police (*Politidirektoren i Kobenhavn og Politimestrene*) ou le Chef de la Police d'Etat (*Chefen for Statspolitiet*), en Danemark, peuvent, avant la transmission officielle d'une demande d'extradition, entrer en relations les uns avec les autres, directement par voie postale ou télégraphique, et demander la mise en arrestation provisoire dudit individu. Lesdites demandes de mise en arrestation provisoire seront accompagnées de renseignements relatifs aux circonstances, au moment et au lieu de délit, d'une déclaration affirmant que le jugement ou la décision mentionnés à l'article 9 ont été enregistrés et, si possible, de renseignements concernant la nationalité de l'individu ainsi que de son signalement. Ces demandes contiendront, en outre, la déclaration qu'une demande officielle d'extradition de l'individu en question sera présentée ultérieurement.

except in the case mentioned in Article 10, paragraph 2, may he be surrendered to a third State, unless he has openly and freely consented thereto before the competent Courts or otherwise, or unless he has failed to leave the country within a period of one month after being finally acquitted or set at liberty on the full expiration of his sentence, being entirely free to do so, or unless, having left the country, he returns thither.

Unless the person surrendered has committed further offences, he shall in no way be prevented from leaving the country before the expiration of the period of one month specified in the previous paragraph.

The person so surrendered may not be proceeded against for the offence for which he has been surrendered in any Court set up solely to deal with the particular case, or declared competent to pronounce sentence in that case in exceptional and special circumstances.

If extradition is granted in respect of an offence under military law, the person surrendered shall only be sentenced in so far as the crime in question is punishable under ordinary Estonian law, maritime law and Danish law.

Article 9.

Requisitions for extradition shall be made through the diplomatic channel. They shall contain all information relating to the national status of the person in question and shall be accompanied by the original or a certified copy, either of the sentence of the Court or of the warrant of arrest or imprisonment issued by the Court or any other competent authority, stating the exact nature of the offence and the date when, and the place where, it was committed. It must also be accompanied by a copy of such penal provisions in force in the State making the requisition as are applicable to the offence, and whenever possible, by a description of the person claimed. Special proof of the guilt of the person claimed shall in no case be required.

Article 10.

If similar requisitions for extradition are received from one or more other States in respect of the person claimed under the terms of the present Convention by one or other of the Contracting States, the State applied to shall decide to which State extradition shall be granted.

If several States have applied for the extradition of the same person in respect of different offences, he may be surrendered to one of these States, on condition that the State in question undertakes to surrender him to another State after he has served his sentence in its territory.

Article 11.

In urgent cases, and particularly if there is reason to fear that the person whose extradition is demanded may escape, the Public Prosecutor of the Court of Appeal (*Kohtupalati prokurör*), a Public Prosecutor of a court of Summary jurisdiction (*Rahukogu prokurör*), or the Chief of Police (*Politseidirektor*), in Estonia, the Attorney-General of the Kingdom (*Rigsadvokaten*), a Public Prosecutor of the Courts of Appeal (*Statsadvokat*), the Chiefs of Police (*Politidirektoren i København og Politimestrene*), or the Chief of the State Police (*Chefen for Statspolitiet*), in Denmark, may, before transmitting a formal requisition for extradition, make application direct to one another by letter or telegram, for the provisional apprehension of the person concerned. Such requests for provisional apprehension shall be accompanied by information as to the circumstances, date and place of the offence, a statement that the sentence or decision mentioned in Article 9 has been registered and, where possible, information regarding the nationality of the person claimed and his description. The requests shall also state that a formal requisition for extradition will be presented later.

Lorsqu'une arrestation est effectuée conformément aux dispositions ci-dessus, et que la demande officielle d'extradition de l'individu arrêté n'est pas transmise au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat dans lequel l'arrestation a été effectuée, dans les quatre semaines qui suivent cette arrestation, ledit Etat aura le droit de relâcher l'inculpé.

Article 12.

Lorsque l'extradition est accordée, il incombe à l'Etat requérant de prendre livraison du prévenu dans les trois semaines suivant la réception de l'avis indiquant que l'extradition est accordée. A défaut de cette précaution, le premier Etat aura le droit de relâcher la personne en question.

Article 13.

Tous objets trouvés sur l'individu réclamé, au moment de son arrestation, et saisis par les autorités, qui peuvent être considérés comme présentant un intérêt au point de vue de l'établissement de sa culpabilité dans le délit dont il est accusé, ou tous objets dont l'offensé peut demander la restitution, seront, lorsque l'extradition aura été accordée, remis entre les mains des autorités de l'autre Etat, au moment où l'inculpé sera extradé.

Toutefois, le droit d'un tiers sur ces objets ne sera pas atteint ; après le procès, les objets seront restitués, sans frais, aux ayants-droit, à moins que des circonstances spéciales n'exigent que d'autres dispositions ne soient prises.

Article 14.

Lorsque l'une des Parties contractantes, à laquelle un individu est livré, désire, — sans tenir compte des dispositions de l'article 8 — que l'individu en question soit poursuivi pour un délit antérieur à l'extradition et autre que celui qui l'a motivée, ou si la Partie contractante en question désire livrer l'individu à un Etat tiers, elle devra en demander l'autorisation par la voie diplomatique. La demande devra être accompagnée de renseignements relatifs à la nature de délit, au lieu et au moment où il a été commis.

Article 15.

Lorsque, à l'occasion de poursuites intentées pour un délit non politique, l'une des deux Parties contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans le territoire de l'autre, ou l'institution d'une enquête dans ledit Etat, en vue d'instruire la cause, une demande écrite d'autorisation à cet effet devra être transmise par la voie diplomatique ; il sera accédé à cette demande dans la mesure où l'autorisent les lois de l'Etat auquel elle est adressée. Dans ce cas, il incombera aux autorités de l'Etat saisi de la demande, de fournir, autant que possible, en temps voulu, aux autorités de l'Etat requérant, des renseignements indiquant la date et le lieu fixés pour l'accomplissement de ces formalités.

Article 16.

Lorsque, à l'occasion de poursuites intentées pour un délit non politique, l'une des deux Parties contractantes jugera nécessaire, ou opportune, la production de preuves ou documents qui se trouvent entre les mains des autorités de l'autre Partie, il sera satisfait à toute demande à cet effet, à moins que, dans certains cas particuliers, la communication demandée ne soulève des objections.

If arrest has taken place in conformity with the foregoing stipulations and no formal requisition for extradition is presented to the Ministry of Foreign Affairs of the State in which the arrest took place within four weeks following the arrest, the said State may release the person in question.

Article 12.

When extradition is granted, the State making application shall be bound to arrange for the taking over of the person in custody within three weeks from the date on which it received notification that extradition was granted. In the absence of this precaution, the first State may release the person in question.

Article 13.

All articles seized by the authorities which were in the possession of the person claimed at the time of his arrest and which may be used as evidence to establish the charge brought against him, or the restitution of which may be demanded by the party prejudiced by the crime shall, where extradition has been granted, be handed over to the authorities of the other State at the same time as the person claimed.

Nevertheless, the right of a third party to these articles shall not be affected; after the termination of the proceedings, the articles shall be restored free of charge to their rightful owners, unless special circumstances call for other steps.

Article 14.

When one of the Contracting Parties to which a person is surrendered desires — without taking into account the provisions of Article 8 — that the person in question shall be proceeded against for an offence committed prior to extradition, and other than that in respect of which he has been surrendered, or if the contracting Party in question desires to surrender him to a third State, it must ask permission to do so through the diplomatic channel, and such request shall be accompanied by information relating to the nature, date and place of the offence.

Article 15.

When, during the preliminary hearing of a criminal case of a non-political character, one of the Contracting Parties considers it necessary to take the evidence of witnesses resident in the territory of the other Party, for that a preliminary enquiry should be carried out there, a written request must be transmitted through the diplomatic channel and shall be granted in so far as this is permitted by the laws of the State applied to. In such a case it shall be the duty of the authorities of the State to which application is made to give the authorities of the State which has made the application timely information, so far as possible, regarding the date and place arranged for the accomplishment of these formalities.

Article 16.

If, during the preliminary hearing of a non-political case, either contracting Party deems it necessary or advisable to produce articles serving as proof of the offence or documents in the possession of the authorities of the other Party, such request shall always be granted, unless there are special reasons for refusing it.

Article 17.

Lorsqu'un individu doit être livré par l'un des Etats contractants à un Etat tiers et doit au cours de son transfert passer par le territoire de l'autre Etat, ce dernier ne devra soulever aucune objection au passage du prisonnier, à moins que l'extradé ne soit un de ses ressortissants. Les demandes d'autorisation pour le passage de l'extradé à travers le territoire de l'autre Etat seront transmises par la voie diplomatique ; elles seront accompagnées du texte original ou d'une copie certifiée conforme de la décision autorisant l'extradition, ou encore de toute autre pièce prévue à l'article 9. La même procédure sera appliquée dans le cas où une personne devra être livrée par un tiers à l'un des Etats contractants. L'extradé sera accompagné par un fonctionnaire de l'Etat traversé, pendant la durée de son passage sur le territoire dudit Etat.

Article 18.

Les frais résultant de l'exécution des dispositions prévues par la présente convention, seront supportés par chacune des Parties contractantes dans son propre territoire, à l'exception des dépenses engagées pour le transport d'un extradé à travers un autre Etat, ainsi qu'il a été prévu à l'article 17.

Article 19.

La présente convention, qui ne sera pas applicable au Groenland, sera ratifiée et entrera en vigueur dix jours après l'échange des instruments de ratification. Elle restera en vigueur six mois après qu'elle aura été dénoncée par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Copenhague, le 13 mai mil neuf cent trente.

(L. S.) Frédéric AKEL.

(L. S.) P. MUNCH.

Pour copie certifiée conforme :
Copenhague, le 8 décembre 1930.

Axel Nörsgaard,
*Chef du Département politique juridique
du Ministère des Affaires étrangères.*

Article 17.

If a person is to be surrendered by one of the Contracting Parties to a third State and has to be conveyed through the territory of the other State, the latter shall not refuse to allow him to pass through its territory, provided he is not one of its nationals. Application for the passage of such person shall be made through the diplomatic channel and shall be accompanied by the original or a certified copy of the decision authorising extradition or of any other document referred to in Article 9. The same procedure shall apply in the case of a person surrendered to either of the Contracting States by a third State. The surrendered person shall be accompanied by an official in the service of the State whose territory is being crossed.

Article 18.

Expenses incurred as a result of the measures provided for in the present Convention shall be borne by each of the Contracting Parties in its own territory, with the exception of the expenses incurred for the conveyance of a surrendered person through the territory of another State, as provided for in Article 17.

Article 19.

The present Convention, which shall not be applicable to Greenland, shall be ratified and shall enter into force ten days after the exchange of the instruments of ratification. It shall remain in force for six months after denunciation by either of the Contracting Parties.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Copenhagen, May 13, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) Friedrich AKEL.

(L. S.) P. MUNCH.

N° 2444.

ESTONIE ET LETTONIE

Convention concernant les câbles
sous-marins entre les deux pays.
Signée à Riga, le 20 décembre
1929.

ESTONIA AND LATVIA

Convention concerning the Subma-
rine Cables between the two
Countries. Signed at Riga,
December 20, 1929.

N^o 2444. — CONVENTION ¹ CONCERNANT LES CABLES SOUS-MARINS
ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE. SIGNÉE A RIGA, LE 20
DÉCEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 août 1930.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, de l'autre, désirant régler les droits respectifs de leurs pays aux câbles sous-marins existant entre les deux pays ainsi que leurs obligations respectives en ce qui concerne l'entretien de ces câbles, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Son Excellence M. Eduard WIRGO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Lettonie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence M. Antons BALODIS, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir mutuellement vérifié leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Sont considérés comme propriété commune des deux pays contractants les trois câbles sous-marins, à un fil chacun, existant entre la côte d'Estonie et celle de Lettonie à travers le détroit d'Irben entre le phare de Sörve et le phare Michel dont l'un est en bon état et le second est endommagé ; au troisième, il manque un bout de 11,5 km. du côté estonien.

Article II.

Les administrations télégraphiques estonienne et lettone se mettront d'accord sur les mesures à prendre pour l'entretien des câbles énumérés à l'article premier et des instruments et moyens nécessaires à cet entretien ; de même, elles fixeront d'un commun accord les modes et les moyens de l'utilisation de ces câbles et le règlement de service qu'ils comportent, en se conformant, le cas échéant, aux conventions et règlements internationaux en vigueur.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 21 août 1930.
Entrée en vigueur le 31 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2444. — CONVENTION ² CONCERNING THE SUBMARINE CABLES BETWEEN ESTONIA AND LATVIA. SIGNED AT RIGA, DECEMBER 20, 1929.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 30, 1930.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, of the other part, being desirous of determining the respective rights of their countries over the submarine cables existing between the two countries and also their respective obligations as regards the upkeep of those cables, have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

His Excellency M. Eduard WIRGO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Latvia ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency M. Antons BALODIS, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The three submarine cables, each of one line, existing between the Estonian coast and the Latvian coast, and passing through the Strait of Irben between the Sõrve lighthouse and the Michel lighthouse, of which one is in good condition and the second is damaged, whilst the third is short by 11.5 kilometres on the Estonian side, are considered to be the common property of the two contracting countries.

Article II.

The Estonian and Latvian Telegraph Administrations shall agree on the measures to be taken for the maintenance of the cables mentioned in Article I and of the instruments and equipment required for such maintenance ; they shall also determine by agreement the methods and means to be employed for the use of those cables and the service regulations relating thereto, in conformity, where necessary, with the international conventions and regulations in force.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 21, 1930. Came into force August 31, 1930.

Article III.

En cas de dérangements des câbles, et s'il est jugé nécessaire, les Administrations télégraphiques estonienne et lettone ordonnent la prise des dispositions utiles pour le mesurage des câbles afin de fixer l'endroit exact du dérangement, et se communiquent réciproquement les résultats des mesurages.

Si les deux Parties contractantes jugent nécessaire de procéder à des réparations, celles-ci seront effectuées sur la base du principe et des conditions suivantes : Il incombe à chacune des Administrations télégraphiques de mettre et de maintenir en bon état, ainsi que de réparer, les moitiés des câbles dont les extrémités aboutissent à la côte de son pays. Les frais causés par ces travaux sont supportés par les deux Etats en parts égales, l'Estonie supportant la moitié des frais de cette espèce avancés par la Lettonie, et la Lettonie supportant la moitié des frais analogues avancés par l'Estonie. Chacune des deux Administrations télégraphiques est autorisée à déléguer un représentant pour assister aux travaux entrepris par l'autre administration, mais il n'existe aucune obligation d'ajourner l'exécution de ces travaux jusqu'à l'arrivée de ce représentant. La vérification des comptes dressés pour les travaux exécutés et le paiement du solde sont effectués au mois de décembre de chaque année.

Article IV.

Les frais d'entretien des conducteurs terrestres et aériens, qui relient les câbles aux bureaux respectifs des télégraphes ou des téléphones, ainsi que les frais occasionnés par le déplacement des extrémités des câbles d'un lieu à un autre sont à la charge de l'administration télégraphique respective de chacune des Parties contractantes, sans que l'autre partie participe à ces frais.

Article V.

Si les autorités militaires d'Estonie et de Lettonie jugent nécessaire d'utiliser ces câbles, ceux-ci sont immédiatement mis à la disposition des dites autorités. En ce cas l'entretien et les réparations des câbles seront assurés conformément aux règles contenues à l'article III. Dès que les câbles cessent d'être nécessaires aux autorités militaires, ils sont immédiatement mis à la disposition des administrations télégraphiques respectives.

Article VI.

S'il surgit quelque différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, ce différend sera réglé, à la demande de l'une des Parties contractantes, par un tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral, convoqué à l'occasion de toute question litigieuse, sera composé comme suit : chacune des Parties désignera comme arbitres deux de ses ressortissants qualifiés et les deux Parties d'un commun accord feront choix comme président d'un ressortissant d'un tiers pays.

Les jugements sont rendus à la majorité des voix. Les frais du tribunal arbitral sont à la charge des Parties contractantes en parts égales.

Article VII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra. La convention entrera en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Riga, en deux exemplaires, le 20 décembre 1929.

(L. S.) Edward WIRGO.

(L. S.) A. BALODIS.

Article III.

If the cables should be damaged, and if it is considered necessary, the Estonian and Latvian Telegraph Administrations shall order the necessary steps to be taken for measuring the cables to ascertain the exact location of the damage, and shall inform each other of the results of such measurements.

Should the two Contracting Parties consider it necessary to carry out repairs, such repairs shall be effected on the following principle and subject to the following conditions : each Telegraph Administration shall be responsible for putting into good order, maintaining in good order and repairing the halves of the cables ending at its own coast. Expenditure incurred for work of this kind shall be equally divided between the two States, Estonia defraying half of the expenses of this nature advanced by Latvia, and Latvia defraying half of the expenses of the same kind advanced by Estonia. Each of the two Telegraph Administrations shall be entitled to send a representative to be present at the carrying-out of the work undertaken by the other Administration, but there shall be no obligation to postpone the carrying-out of such work pending the arrival of that representative. The accounts prepared in connection with the work carried out shall be audited and the balance shall be paid in December of each year.

Article IV.

The cost of maintaining the land and air lines which connect these cables with the respective telegraph or telephone offices, and also the cost of transferring cable-ends from one place to another shall be defrayed by the respective Telegraph Administration of each Contracting Party, and shall not be shared by the other Party.

Article V.

Should the Estonian and Latvian military authorities find it necessary to use these cables, the latter shall be immediately placed at the disposal of the said authorities. In that case the maintenance and repair of the cables shall be provided for in accordance with the rules laid down in Article III. As soon as the cables cease to be required by the military authorities, they shall immediately be placed at the disposal of the respective Telegraph Administrations.

Article VI.

Should any dispute arise regarding the interpretation or application of the present Convention, such dispute shall, on the demand of either Contracting Party, be settled by an Arbitral Tribunal.

The Arbitral Tribunal convened in connection with any disputed question shall be constituted as follows : each Party shall designate as members of the tribunal two suitable persons from among its own nationals, and the two Parties jointly shall choose as President a national of a third country.

Awards shall be rendered by a majority vote. The Contracting Parties shall share the costs of the Arbitral Tribunal equally.

Article VII.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Tallinn as soon as possible. The Convention shall enter into force on the tenth day after the exchange of the ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga on December 20, 1929.

(L. S.) Edward WIRGO.

(L. S.) A. BALODIS.

N° 2445.

ITALIE ET ROUMANIE

Traité de commerce et de navigation, avec protocole final, échange de notes relatif à l'article 12, paragraphe *a*) de ce traité, protocole concernant la matière des chemins de fer et protocole concernant le régime des importations et exportations. Signés à Rome, le 25 février 1930.

ITALY AND ROUMANIA

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, Exchange of Notes relating to Article 12, Paragraph *a*) of this Treaty, Protocol concerning Railway Matters and Protocol concerning the Import and Export Régime. Signed at Rome, February 25, 1930.

N^o 2445. — TRAITÉ DE COMMERCE ¹ ET DE NAVIGATION ENTRE L'ITALIE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A ROME, LE 25 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 31 août-1930.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le chevalier Benito MUSSOLINI, chef du Gouvernement, premier ministre secrétaire d'Etat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence le professeur Virgil MADGEARU, ministre des Finances et ministre pour l'Industrie et le Commerce *ad interim*.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté du commerce et de la navigation.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre des mêmes droits, privilèges et faveurs de toute espèce pour ce qui a trait au commerce, à l'industrie et à la navigation, qui sont ou seront accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Restent sauvées les dispositions des lois et règlements, ainsi que les autres ordonnances qui sont ou seront applicables, dans le territoire de chacune des Parties contractantes, aux ressortissants de tout autre pays, en matière de commerce, d'industrie et de police.

En conséquence, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, en observant les lois du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir dans le territoire de l'autre, ainsi que l'abandonner librement en tout temps, sans être soumis à des restrictions de quelque nature que ce soit autres ou plus onéreuses que celles auxquelles sont ou seront soumis les nationaux, ou s'il existe des dispositions spéciales pour les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 16 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2445. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ITALY AND ROUMANIA. SIGNED AT ROME, FEBRUARY 25, 1930.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 31, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, desirous of further strengthening the commercial relations between the two States, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Cavaliere Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister, Secretary of State ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Professor Virgil MADGEARU, Minister of Finance and Acting Minister for Industry and Commerce ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

The High Contracting Parties shall grant each other freedom of commerce and navigation.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the same rights, privileges and favours of every kind in respect of commerce, industry and navigation as are or may hereafter be granted to nationals of that Party or to nationals of the most favoured nation. This stipulation does not invalidate the provisions of the laws and regulations or other decrees which are or may hereafter be applicable in the territory of each of the High Contracting Parties to the nationals of any other country with regard to commerce, industry and police regulations.

Consequently, the nationals of each of the High Contracting Parties shall, provided they comply with the laws of the country, be free to enter, travel, reside and settle in the territory of the other Party, and may freely leave that territory at any time, without being subject to any restrictions other or more burdensome than those which are or may hereafter be imposed on nationals of the country, or, should there be special regulations for foreigners, on the nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place August 16, 1930.

En outre, les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, pleine liberté d'exercer, comme les nationaux, dans les limites fixées par les lois du pays, toute espèce de commerce, industrie ou profession, pour autant que la qualité de sujet de l'Etat ne soit pas, d'après la loi, une condition essentielle pour l'exercice d'une profession.

Il est entendu que les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes, en quittant le territoire de l'autre, pourront en exporter librement leurs biens et marchandises ou le produit de la vente de ceux-ci, à condition qu'ils observent les lois du pays, sans être soumis, à cause de leur qualité d'étrangers, à des restrictions spéciales et sans être astreints à payer, pour cette exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont, sous les mêmes conditions, imposés aux nationaux.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit d'acquérir et de posséder dans le territoire de l'autre des biens meubles de toute sorte et de toute nature et des biens immeubles urbains, et d'en disposer librement par achat; vente, donation, permutation, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen, aux mêmes conditions que les nationaux.

Lesdits ressortissants jouiront, en outre, en ce qui concerne les biens immeubles ruraux, du même traitement que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée à ce sujet, étant toutefois entendu qu'aucune des deux Hautes Parties contractantes n'est obligée à concéder, en cette matière, aux ressortissants de l'autre, des facultés ou des droits plus étendus que ceux dont jouiront de fait ses ressortissants sur le territoire de cette dernière Partie.

Toutefois sont réservées quant à l'achat, à la possession et à l'usage des biens immeubles les exceptions et les restrictions qui sont ou seront établies pour la sûreté de l'Etat par les lois de chacune des Hautes Parties contractantes à l'égard des ressortissants de tous les pays étrangers.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, soit dans les armées de terre, de mer et de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales.

Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, de toute contribution, soit pécuniaire soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels ci-dessus, de toute réquisition ou prestation militaire, ainsi que des emprunts forcés. Sont exceptées, toutefois, les charges qui sont connexes à la possession ou à la location d'un bienfonds, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront, en ce qui concerne les compensations et indemnités et la fixation des prix de réquisition, de la même protection accordée en pareils cas aux nationaux. Il est entendu, en outre, qu'ils ne seront jamais traités, à cet égard, d'une manière moins favorable que les ressortissants d'une tierce Puissance quelconque.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux, au point de vue de la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens. A cette fin, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, sans aucune distinction de résidence, auront, sur le territoire de l'autre, le droit d'ester en justice en leur nom ou au nom de leur maison de commerce ou raison sociale, soit pour intenter une action, soit pour y défendre. Ils pourront désigner à cet effet les avocats, notaires

In addition, the nationals of either High Contracting Party in the territory of the other Party shall have full freedom to carry on, in the same way as nationals, within the limits laid down by the laws of the country, trades, industries or professions of any kind, so far as the status of subject of that State is not laid down by law as being an essential condition for the exercise of a profession.

It is agreed that the subjects of each of the High Contracting Parties, when they leave the territory of the other Party, shall be free to export their property and goods, or the proceeds of the sale of the same, on condition that they comply with the laws of the country, and shall not be subject, as foreign nationals, to special restrictions, nor shall they be compelled to pay, in respect of the said export, duties other or higher than those which are imposed on nationals in similar circumstances.

Article 2.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall have the right to acquire and possess in the territory of the other Party movable property of every kind and description, and urban immovable property, and to dispose freely thereof by purchase, sale, gift, transfer, marriage settlement, testament, succession *ab intestato*, or by any other means, on the same conditions as nationals of the country.

They shall likewise be entitled, so far as concerns rural immovable property, to the same treatment as that granted to nationals of the nation most favoured in this respect, it being always understood that neither of the High Contracting Parties is obliged in this respect to grant nationals of the other Party privileges or rights more extensive than those which its own nationals enjoy in the territory of the other Party.

Nevertheless, as regards the purchase, possession and use of immovable property, the exceptions and restrictions which are or may hereafter be established by the laws of each of the High Contracting Parties for the safety of the State, and which are applicable to the nationals of all foreign countries, are reserved.

Article 3.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other Party from all military service, whether in the army, navy or air force, or in the national guard or militia.

They shall likewise be exempt from all compulsory official duties, whether judicial, administrative or municipal, from any contribution, whether in money or in kind, in lieu of any such personal services, from any military requisition or contribution, and from forced loans. Nevertheless, charges arising out of the ownership or leasing of immovable property, and military requisitions and contributions to which nationals of the country and nationals of the most favoured nation may be liable as landowners, tenants or leaseholders of immovable property, shall be excepted.

In this case the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, as regards compensation and indemnities and the fixing of requisition prices, the same protection for their interests as is granted in a like case to nationals of the country. Furthermore, it is understood, that, as regards the above matters, they shall in no case be treated less favourably than the nationals of any third Power.

Article 4.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other the same treatment as nationals of the latter as regards the legal and judicial protection of their persons and property. Accordingly, the nationals of either High Contracting Party irrespective of residence, shall have in the territory of the other the right of access to the courts, either under their own names or under those of their businesses or firms, either as plaintiffs or as defendants. They may for this purpose employ counsel, notaries or other persons authorised by the law of their country

et autres personnes admis par les lois du pays, qu'ils jugeraient aptes à défendre leurs intérêts, et jouiront, dans leurs rapports juridiques, des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Article 5.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes soit pour leurs personnes, soit pour leurs biens, droits et intérêts, jouiront sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux en ce qui concerne les taxes et impôts, et les autres contributions et charges similaires. Ils jouiront aussi de la même protection que les nationaux chez les autorités et les juridictions fiscales.

Article 6.

Les sociétés commerciales, industrielles et financières (y compris les sociétés d'assurance et les instituts publics d'assurance sur la vie humaine) domiciliées dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, et y valablement constituées conformément aux lois respectives, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans le territoire de l'autre et pourront y établir leurs succursales et y exercer leur commerce ou leur industrie avec les modalités et dans les limites établies par les lois et ordonnances en vigueur.

Elles pourront, en outre, faire valoir toutes leurs droits, y compris celui d'ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

En tout cas lesdites sociétés jouiront, dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires du pays le plus favorisé à cet égard.

Toutes les dispositions ayant un caractère fiscal, contenues dans le présent traité, sont applicables, d'une manière correspondante, aux sociétés susmentionnées.

Article 7.

Les deux Hautes Parties contractantes, étant signataires du Protocole ¹ de Paris du 20 décembre 1929, pour la mise en vigueur de la Convention ¹ internationale du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, considèrent que ces matières sont réglées dans leurs rapports réciproques par ladite convention.

Article 8.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, ses colonies, protectorats et possessions, énumérés dans le tarif annexe A, joint au présent traité, seront admis, à leur importation en Roumanie, en acquittant les droits fixés par ledit tarif, ou des droits plus réduits que ceux que la Roumanie pourrait concéder aux mêmes produits d'un pays étranger quelconque.

Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, ses colonies, protectorats et possessions, énumérés dans la liste annexe C, seront admis, à leur importation en Roumanie, au traitement accordé au pays étranger le plus favorisé, en bénéficiant aussi des droits du tarif minimum, dans tous les cas où ces droits existent.

Article 9.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Roumanie, énumérés dans le tarif B joint au présent traité, seront admis, à leur importation en Italie, en acquittant

¹ Vol. XCVII, page 391 ; et vol. C, page 264, de ce recueil.

whom they think fit to defend their interests, and shall enjoy in all judicial matters the rights and privileges which are, or may hereafter be, granted to nationals.

Article 5.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, enjoy, as regards their persons, property, rights and interests, in every respect the same treatment as is enjoyed by nationals of the country in respect of taxes, duties and other similar contribution and charges. They shall likewise enjoy the same protection as nationals at the hands of the authorities and courts dealing with fiscal matters.

Article 6.

Commercial, industrial and financial companies (including insurance companies and public life insurance institutions) domiciled in the territory of one of the High Contracting Parties and validly constituted therein, in accordance with the legislation in force, shall be recognised as having legal existence in the territory of the other Party, and shall be allowed to establish branches there and carry on their trade or industry under the conditions and within the limits laid down by the laws and decrees in force.

They may also exercise all their rights, including that of access to the courts, either as plaintiffs or as defendants.

In any case the said companies shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party the same rights as are or may hereafter be accorded to similar companies of the nation most favoured in this respect.

All provisions of a fiscal character contained in the present Treaty shall also be applicable in a similar manner to the above-mentioned companies.

Article 7.

The two High Contracting Parties, being signatories of the Paris Protocol¹ of December 20, 1929, for the putting into force of the International Convention¹ of November 8, 1927, for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, consider such matters to have been settled by the said Convention so far as their mutual relations are concerned.

Article 8.

The natural or manufactured products, originating in and coming from Italy, her Colonies, Protectorates and Possessions, enumerated in the tariff set forth in Annex A, attached to the present Treaty, shall on import into Roumania be admitted, provided that they pay the duties fixed by the said tariff or such lower duties as Roumania may grant to the same products of any foreign country.

The natural or manufactured products, originating in and coming from Italy, her Colonies, Protectorates and Possessions, enumerated in the list contained in Annex C, shall on import into Roumania be entitled to the treatment granted to the most favoured foreign country, and shall also be entitled to the duties in the minimum tariff, in all cases in which such duties exist.

Article 9.

The natural or manufactured products, originating in or coming from Roumania, enumerated in tariff B attached to the present Treaty, shall on import into Italy be admitted on payment of

¹ Vol. XCVII, page 391 ; and Vol. C, page 264, of this Series.

les droits fixés par ledit tarif, ou les droits plus réduits que ceux que l'Italie pourrait concéder aux mêmes produits d'un pays étranger quelconque.

Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Roumanie, énumérés dans la liste annexe *D*, seront admis, à leur importation en Italie, au traitement accordé au pays étranger le plus favorisé.

De même, lesdits produits jouiront, à leur importation dans les colonies, protectorats et possessions italiennes, des tarifs appliqués aux produits de la nation la plus favorisée, à l'exclusion des avantages qui, en matière de tarifs douaniers, sont réservés aux produits de la Métropole et de ses colonies, protectorats et possessions.

Article 10.

À l'exportation vers l'Italie, ses colonies, protectorats et possessions, il ne sera perçu en Roumanie, et à l'exportation vers la Roumanie il ne sera perçu en Italie d'autres droits ni des droits plus élevés de sortie ou taxes d'autres nature que ceux qui sont ou seront perçus à l'exportation des mêmes produits vers le pays étranger le plus favorisé à cet égard.

En outre, toute autre faveur accordée par l'une des Hautes Parties contractantes à un pays étranger à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Article 11.

Pour ce qui concerne la garantie, la perception des droits, et les autres formalités douanières à l'importation et à l'exportation, y compris le mode de vérification et d'analyse des marchandises, ainsi que l'entreposage, l'importation et l'exportation temporaire, la réexportation, le dépôt, le transbordement et le transit, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Toute faveur ou immunité concédée, plus tard, sous ces rapports à une tierce Puissance, sera étendue, immédiatement, sans compensation et par ce fait même, à l'autre Haute Partie contractante.

Article 12.

Les dispositions des articles 8, 9, 10 et 11 ne sont point applicables :

a) Aux faveurs que chacune des Hautes Parties contractantes aurait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière, étant établi que sera considérée comme zone de frontière celle dont l'étendue de l'un et de l'autre côté ne dépasse pas 15 km. ;

b) Aux obligations imposées à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contracté à l'avenir.

Article 13.

En règle générale la production d'un certificat d'origine ne sera pas requise à l'importation des produits de l'une des deux Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre.

Toutefois, si l'une des deux Hautes Parties contractantes soumet les produits d'un tiers pays à des droits plus élevés que ceux appliqués aux mêmes produits de l'autre Partie, ou si elle assujettit les produits d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation, non applicables aux mêmes produits de l'autre Partie, elle aura la faculté, si cela est nécessaire, de faire dépendre l'application des droits d'entrée réduits aux produits provenant de l'autre Partie, ou leur admission à l'entrée, de la présentation d'un certificat d'origine.

Les Parties contractantes s'engagent à veiller à ce que le commerce ne soit pas entravé par des formalités superflues lors de la délivrance du certificat d'origine.

the duties laid down in the said tariff, or such lower duties as Italy may grant to the same products of any foreign country.

The natural or manufactured products, originating in or coming from Roumania, enumerated in the list contained in Annex D, shall on import into Italy be entitled to the treatment granted to the most favoured foreign country.

Likewise the said products, on import into Italian Colonies, Protectorates and Possessions, shall be entitled to the tariffs applicable to the products of the most favoured nation, but not to the advantages connected with Customs tariffs which are reserved for the products of the home country and her Colonies, Protectorates and Possessions.

Article 10.

No other or higher export duties or charges of any nature other than those which are or may hereafter be levied on the export of the same products to the foreign country most favoured in that respect may be levied in Roumania as regards export to Italy, her Colonies, Protectorates and Possessions, or in Italy as regards export to Roumania.

Furthermore, any other privilege connected with export granted by one of the High Contracting Parties to a foreign country shall be immediately and unconditionally extended to the other High Contracting Party.

Article 11.

Each of the High Contracting Parties undertakes to extend to the other the benefit of any favour which either of them may grant to a third Power in connexion with the guaranteeing and levying of duties and other Customs formalities in respect of import and export, including the method of inspecting and analysing goods and bonding, temporary import and export, re-export, depositing, transshipment and transit. Any privilege or immunity which may later be granted to a third Power in respect of these matters, shall be immediately extended without compensation and automatically to the other High Contracting Party.

Article 12.

The provisions of Articles 8, 9, 10 and 11 shall not apply :

(a) To exceptional privileges which either of the High Contracting Parties may have granted or may hereafter grant to contiguous States with a view to facilitating frontier traffic, it being understood that the frontier zone shall be regarded as being a zone not more than 15 kilometres in depth on each side of the frontier ;

(b) To obligations incurred by either of the High Contracting Parties in respect of any Customs union already contracted or hereafter to be contracted.

Article 13.

The production of certificates of origin shall not as a rule be required on the importation of products of either High Contracting Party into the territory of the other Party.

Nevertheless, should one of the two High Contracting Parties levy on the products of a third country duties higher than those applicable to the same products of the other Party, or impose on products of a third country import prohibitions or restrictions not applicable to the same products of the other Party, it shall have the right, if necessary, to make the granting of reduced import duties to the products of the other Party, or their admission, conditional on the production of a certificate of origin.

The Contracting Parties undertake to see that no unnecessary formalities in connexion with the issue of certificates of origin are allowed to hinder commerce.

Ledit certificat d'origine pourra être délivré par les Chambres de Commerce ou celles d'Agriculture compétentes ou les bureaux de douane en Roumanie, et, respectivement, par les Conseil et les Bureaux provinciaux d'Economie ou les bureaux de douane en Italie.

Les deux gouvernements pourront stipuler des arrangements pour déférer à d'autres autorités que celles susmentionnées ou même à des associations économiques de chacun des deux pays, le droit de délivrer les certificats d'origine à accepter par les douanes de l'autre Etat.

Dans le cas où les certificats ne seront pas délivrés par les autorités gouvernementales dûment autorisées, le gouvernement du pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par ses propres autorités diplomatiques ou consulaires compétentes dans le lieu d'où les marchandises sont expédiées.

Les deux gouvernements sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où le visa sera exigé.

Les certificats d'origine pourront être rédigés dans la langue du pays de destination des marchandises aussi bien que dans la langue du pays exportateur. Dans ce dernier cas, les bureaux de douane du pays de destination pourront en exiger la traduction.

Si les produits d'un tiers pays sont importés, à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, dans le territoire de l'autre, les autorités douanières de celle-ci admettront aussi les certificats d'origine, délivrés dans les formes susdites par les autorités douanières de l'autre Partie, pourvu qu'il résulte des certificats mêmes que les produits sont toujours demeurés sous la surveillance de la douane.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Article 14.

Pour les marchandises dont le traitement à l'importation est subordonné dans le territoire des Hautes Parties contractantes à certaines conditions relatives à la composition, ou degré de pureté, à la qualité, à l'état sanitaire, à la zone de production, ou à d'autres conditions analogues, les deux gouvernements examineront ensemble si les formalités de contrôle à la frontière ne pourraient être simplifiées par la production d'un certificat délivré par les autorités compétentes du pays d'exportation.

Dans ce cas, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à tenir compte des certificats d'analyse concernant les produits naturels ou fabriqués tout en se réservant le droit d'en vérifier l'exactitude et de s'assurer de l'identité des marchandises.

Chacun des deux gouvernements devra notifier à l'autre la liste des laboratoires officiels chargés de délivrer les certificats d'analyse. Conséquemment à ce qui précède et dans le désir de se conformer aux dispositions de l'article 13 de la Convention¹ internationale de Genève pour la simplification des formalités douanières du 3 novembre 1923, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure des accords spéciaux relatifs aux méthodes d'analyse à suivre par les laboratoires officiels et à la nature et au caractère des épreuves dans le but de déterminer le degré de pureté exigible pour les produits à importer, de façon à ne pas aboutir à une prohibition.

Article 15.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des Communes ou des Corporations qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article, dans le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, ne frapperont, sous aucun motif, les produits de l'autre de manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; et vol. XCII, page 370, de ce recueil.

Such certificates of origin may be issued by the competent Chambers of Commerce or Agriculture, or by the Customs offices in Roumania and the Provincial Trade Councils and Bureaux or by the Customs offices, as the case may be, in Italy.

The two Governments may take steps to empower authorities other than those mentioned above, and also commercial or industrial associations of either of the two countries, to issue certificates of origin which shall be accepted by the Customs authorities of the other country.

Where the certificates are not issued by duly-authorized Governmental authorities, the Government of the importing country may require them to be endorsed by its own competent diplomatic or consular authorities in the place from which the goods were despatched.

The two Governments agree to fix the fees for such visas on a basis of reciprocity.

Certificates of origin may be drawn up in the language of the country of destination or in that of the exporting country. In the latter case, the Customs authorities of the country of destination may require a translation.

Should products of a third country be imported through the territory of either of the High Contracting Parties into the territory of the other Party, the Customs authorities of the latter shall also accept certificates of origin issued in the above-mentioned form by the Customs authorities of the other Party, provided such certificates show that the products have remained throughout the journey under Customs supervision.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packets.

Article 14.

If, in the territory of either of the High Contracting Parties, the treatment of imported goods is made dependent on certain conditions connected with their composition, purity, quality, sanitary condition, zone of production, or other similar matters, the two Governments shall jointly consider whether the frontier formalities carried out for the purpose of ascertaining whether the goods fulfil the required conditions can be simplified by the production of a certificate issued by the competent authorities of the exporting country.

In such case the two High Contracting Parties undertake to give consideration to the certificates of analysis in respect of natural or manufactured products, while reserving the right to verify their accuracy and satisfy themselves as to the identity of the goods.

Each of the two Governments shall communicate to the other a list of official laboratories responsible for issuing certificates of analysis. Further to the above, and in order to comply with the provisions of Article 13 of the Geneva International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities of November 3, 1923, the two High Contracting Parties undertake to conclude special agreements with regard to the methods of analysis to be followed by the official laboratories and the nature and character of the tests to be carried out for the purpose of determining the degree of purity required for imported products, in order that these regulations shall not be equivalent to a prohibition.

Article 15.

Duties which are or may hereafter be levied within the country, on behalf of the State, communes or corporations, on the production, manufacture or consumption of an article within the territory of either of the High Contracting Parties, shall not for any reason whatsoever constitute a heavier or more onerous charge on products of the other High Contracting Parties than on native products of the same kind.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; and Vol. XCII, page 370, of this Series.

Article 16.

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des deux Hautes Parties contractantes qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation spéciale, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils sont légalement autorisés d'y exercer leur commerce ou leur industrie, et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie, chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons chez les négociants ou d'autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans un pays ni dans l'autre ils ne seront soumis pour cette activité au paiement d'un impôt ou d'une taxe spéciale.

Les voyageurs de commerce italiens et roumains, munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays respectif, auront le droit d'avoir avec eux des échantillons ou modèles mais pas des marchandises. Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce. Ces cartes devront être établies conformément au modèle figurant dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Les échantillons et modèles passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibitions, importés par les fabricants et commerçants établis sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes soit personnellement, soit par l'intermédiaire des voyageurs de commerce, sont admis en franchise provisoire sur le territoire des deux pays, moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement à caution garantissant le paiement éventuel de ces droits.

Sont considérés comme échantillons ou modèles tous les spécimens de marchandises déterminées sous la double condition qu'ils soient susceptibles d'être facilement identifiés lors de la réexportation et qu'ils ne représentent pas des quantités ou valeurs qui dans leur ensemble puissent leur enlever le caractère usuel d'échantillons.

Les échantillons et modèles devront être réexportés et le délai de réexportation est fixé à six mois, sauf le cas de prolongation dont l'octroi est réservé à l'administration douanière du pays d'importation.

Une fois le délai réglementaire expiré, le montant des droits d'entrée consigné ou garanti par une caution sera acquis au trésor ou recouvré à son profit à moins qu'il ne soit établi que dans ce délai les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si avant l'expiration du délai susdit, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane, ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau après constatation par une vérification que les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels le permis d'importation a été délivré, devra restituer le montant des droits déposés à l'importation ou prendre les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Les deux gouvernements publieront la liste des bureaux auxquels ces attributions auront été conférées.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception toutefois des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis et pour l'apposition des marques (timbres, plombs ou cachets) destinées à assurer l'identité des échantillons et modèles.

Les timbres, plombs ou cachets apposés aux échantillons par les autorités douanières de l'une des Hautes Parties contractantes seront, toutefois, reconnus comme suffisants par celles de l'autre. Seulement dans le cas où ces échantillons ne présenteraient pas des garanties suffisantes aux yeux de l'administration intéressée, ils pourront, si cela est possible sans les endommager, être marqués de nouveau.

En ce qui concerne les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Hautes Parties contractantes se réservent, à cet égard, l'entière liberté de leur législation.

Article 16.

While continuing to enjoy such further advantages as may follow from most-favoured-nation treatment, traders, manufacturers and other business men of one of the two High Contracting Parties who prove by the production of a special identity card issued by the competent authorities in their country that they are legally authorised to carry on their trade or industry there, and that they pay the legal taxes and charges in that State, shall be entitled, either personally or through commercial travellers in their employ, to make purchases in the territory of the other Party from traders or producers or in places of public sale. They may also take orders, even on samples, from traders or other persons who use in their trade or industry goods corresponding to the said samples. They shall not be liable for payment of any special tax or charge in respect of the said activities in either country.

Italian and Roumanian commercial travellers in possession of an identity card issued by the authorities of their respective countries shall have the right to carry with them samples or patterns, but not goods. The High Contracting Parties shall communicate to each other the designation of the authorities responsible for issuing these identity cards and the regulations with which travellers must comply when carrying on their trade. These cards must be drawn up in accordance with the model given in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

Samples and patterns liable for import duties and not affected by prohibitions, when imported by manufacturers and traders established in the territory of one of the High Contracting Parties, either personally or through commercial travellers, shall be provisionally admitted duty-free into the territory of the two countries, on deposit of the entrance duties or on an undertaking giving security for the payment of such duties if necessary.

Samples or patterns shall be held to include all specimens of determined goods subject to the conditions that they are such as can readily be identified at the time of re-export and that they do not represent quantities or values which, taken together, might cause them to lose the character of samples as ordinarily understood.

Samples and patterns must be re-exported, and the time-limit for re-export is fixed at six months, unless it is extended, which can only be done by the Customs administration of the importing country.

When the time-limit laid down by regulation has expired, the amount of the entrance duties deposited or guaranteed by security shall become the property of the treasury or shall be recovered on behalf of the treasury, unless it be proved that the samples or patterns have been re-exported within that time-limit.

If, before the expiry of the said time-limit, the samples or patterns are presented for re-export at a Customs office open for the purpose, the said office, after verifying that the articles presented are really those for which the import permit was issued, shall refund the amount of duty deposited on import or take the necessary measures to release the security.

The two Governments shall publish lists of the offices authorised to carry out such operations.

The importer shall not be liable for any charge, with the exception of stamp duties for the issue of the certificate or permit and for the affixing of marks (stamps, leaden or other seals) to identify the samples and patterns.

The stamps or leaden or other seals affixed to samples by the Customs authorities of one of the High Contracting Parties shall nevertheless be recognised as sufficient by the authorities of the other High Contracting Party. In cases, however, in which the said samples do not provide guarantees which are regarded by the administration concerned as sufficient, they may be re-marked if it is possible to do so without damaging them.

In the case of hawkers, pedlars and persons soliciting orders from other persons not engaged in any industry or trade, the above provisions shall not apply, and the High Contracting Parties reserve full freedom to legislate on these matters.

Article 17.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté du transit à travers leur territoire et s'engagent à ne percevoir aucun droit de transit.

Les deux Hautes Parties contractantes se conformeront, pour ce qui concerne le transit, aux dispositions contenues dans le Statut faisant partie intégrante de la Convention¹ sur la liberté du transit signée à Barcelone, le 20 avril 1921.

Article 18.

En ce qui concerne le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer il ne sera, sous conditions égales, fait aucune différence, quant à l'expédition, aux prix de transport et aux droits et taxes y relatifs, entre les ressortissants des deux Hautes Parties contractantes.

Article 19.

Les marchandises expédiées de l'Italie à destination d'une gare roumaine ou en transit par la Roumanie ne seront pas assujetties, sur les chemins de fer roumains, en ce qui concerne les prix et le mode de transport, ainsi que les taxes et impôts y relatifs, à un traitement moins favorable que celui qu'on fait pour les transports des mêmes marchandises expédiées entre les gares roumaines dans la même direction et sur le même parcours.

Le même traitement sera accordé par les chemins de fer italiens à l'égard des marchandises expédiées de la Roumanie à destination de l'Italie ou en transit sur le territoire italien.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se concéder réciproquement les prix de transport qui sont ou seront en vigueur sur les chemins de fer, dans la même direction et sur le même parcours, pour les transports similaires en provenance d'un tiers Etat ou destinés vers un tiers Etat.

Cette règle sera appliquée aussi pour les prix de transport sur les voies de navigation intérieure en ce qui concerne les tarifs combinés avec ceux des chemins de fer ou bien pour les prix de transport sur les voies de navigation intérieure dont le Gouvernement de l'Etat respectif ait le contrôle.

Article 21.

Les navires roumains et leur cargaison dans les ports de l'Italie et réciproquement les navires italiens et leur cargaison dans les ports de la Roumanie, soit qu'ils arrivent directement du pays d'origine, soit qu'ils arrivent d'un autre pays et quel que soit le lieu de provenance ou la destination, jouiront, en ce qui concerne le placement, le chargement, et le déchargement, et en général sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par une des Hautes Parties contractantes seront accordés à l'instant même et sans conditions à l'autre.

Les navires de l'un des deux Etats ne pourront être assujettis, dans les ports de l'autre, à leur arrivée, pendant leur séjour et à leur sortie, à aucun droit, taxe ou charge quelconque, sous

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

Article 17.

The two High Contracting Parties grant each other freedom of transit through their territory and undertake not to levy any transit duties.

The two High Contracting Parties shall comply, so far as transit is concerned, with the provisions contained in the Statute which forms an integral part of the Convention ¹ on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921.

Article 18.

As regard the transport of passengers and their baggage by rail, no distinction shall be made, conditions being equal, between the nationals of the two High Contracting Parties in respect of transport rates and dues and taxes connected therewith.

Article 19.

Goods consigned from Italy to a Roumanian station or in transit through Roumania shall not be treated on the Roumanian railways less favourably, as regards transport rates and manner of transport and charges and taxes connected therewith, than the same goods forwarded between Roumanian stations in the same direction and over the same lines.

The same treatment shall be granted by Italian railways to goods consigned from Roumania to Italy or in transit through Italian territory.

Article 20.

The High Contracting Parties undertake to grant each other, on their railways, the transport rates which are or may hereafter be in force, in the same direction and over the same lines, for similar consignments coming from or consigned to a third State.

The same rule shall be observed with regard to transport rates on inland waterways in cases where combined tariffs with the railways are in force, or where transport rates on inland waterways are controlled by the Government of the State concerned.

Article 21.

Roumanian vessels and their cargoes in Italian ports, and, reciprocally, Italian vessels and their cargoes in Roumanian ports, whether they arrive direct from their country of origin or from another country, and whatever the place from which and to which they are bound, shall enjoy in respect of berthage, loading and unloading, and as regards all matters in general, the same treatment as national vessels and their cargoes.

Every privilege and every immunity in connection with such matters granted by one of the High Contracting Parties to a third Power shall be immediately and unconditionally granted to the other High Contracting Party.

Vessels of either of the two States may not be subjected in the ports of the other State on arrival, during their stay, or on departure, to any duty, tax or charge whatsoever, under any

¹ Vol. VII, page 11; Vol. XI, page 406; Vol. XV, page 304; Vol. XIX, page 278; Vol. XXIV, page 154; Vol. XXXI, page 244; Vol. XXXV, page 298; XXXIX, page 166; Vol. LIX, page 344; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXXIII, page 373; Vol. XCII, page 363; Vol. XCVI, page 181; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

quelque dénomination que ce soit, grevant la coque, le pavillon, ou sa cargaison, et perçus au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou établissements quelconques, si lesdits droits, taxes ou charges, ne grèveraient également dans la même mesure et aux mêmes conditions les navires nationaux.

Sauf la conclusion de conventions spéciales, le cabotage est réservé au pavillon national.

Article 22.

Seront complètement affranchis de droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats :

1^o Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2^o Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Etat ;

3^o Les navires qui entrés avec un chargement dans un port soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, dans le cas où le premier serait incapable de naviguer, les opérations nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne regardent pas les droits sanitaires ainsi que les droits de pilotage et de sauvetage qui seront perçus dans tous les cas prévus par les lois du pays et pourvu qu'il n'y ait pas de différence entre les navires nationaux et les navires de l'autre Haute Partie contractante.

Article 23.

Les navires italiens et roumains pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractants à un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour destination étrangère, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Lesdits navires pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison provenant de l'étranger qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour les navires nationaux.

Article 24.

Les armateurs, chargeurs, fréteurs et affréteurs, ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que leurs représentants et agents, seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, de toutes installations et ouvrages des ports, tels que canaux, écluses, bacs, ponts et ponts tournants et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et l'emmagasinage de la cargaison — y compris toutes installations pour le chargement, déchargement et dépôt des huiles minérales et des céréales — des flottants et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

denomination, imposed on the hull, flag or cargo and levied in the name or on behalf of the Government, public officials, private persons, corporation or any establishments whatever, unless the said duties, taxes or charges are equally imposed under the same conditions on national vessels.

Unless special conventions are concluded with regard to the matter, the coasting trade is reserved to vessels flying the national flag.

Article 22.

The following shall be wholly exempt from tonnage and clearance dues in the ports of each of the two States :

- (1) Vessels entering any place whatsoever in ballast and leaving in ballast ;
- (2) Vessels which pass from one port in either of the two States to one or more ports of the same State, and prove that they have already paid such dues in another port of the same State ;
- (3) Vessels entering a port under load, either voluntarily or through stress of weather, or accident, and leaving it without having carried out any commercial transaction.

In the case of a vessel putting into port through stress of weather or accident, unloading and reloading of goods for purposes of repairs to the vessel, transhipment to another vessel should the first vessel not be seaworthy, the operations necessary for obtaining food supplies for the crew, and the sale of damaged goods with the permission of the Customs administration, shall not be regarded as commercial transactions.

It is understood that the provisions of this Article do not affect sanitary dues or pilotage and salvage dues, which shall be levied whenever laid down in the laws of the country, provided that no difference shall be made between national vessels and the vessels of the other High Contracting Party.

Article 23.

Italian and Roumanian vessels shall be allowed to pass from a port of one of the two contracting countries to one or more ports of the same country, either for the purpose of making up or completing their cargo for a foreign destination, or to discharge all or part of the cargo brought by them from abroad, without paying duties other than those for which national vessels are or may hereafter be liable in similar cases.

The said vessels may always, provided that they comply with the laws and regulations of the respective States, retain on board that part of their cargo which comes from abroad and is consigned to another port either in the same country or in another country, and may re-export it, without being liable to pay for this last part of their cargo any dues other than those charged for surveillance, which may only be levied at the rates fixed for national vessels.

Article 24.

Shipowners, loaders, freighters and charterers, being nationals of one of the High Contracting Parties, and their representatives and agents, shall be free to make use in the territory of the other High Contracting Party, under the same conditions and on payment of the same charges as nationals, of all installations and works in ports, such as canals, locks, ferries, bridges and swing-bridges and unloading-places, signals and lights used for the purpose of indicating navigable waters ; they shall also be entitled to avail themselves of pilotage services and of cranes and public weighing machines, of warehouses and other establishments for salvage and storage of cargo — including all installations for loading, unloading and storage of mineral oils and cereals — of floats and other objects, in so far as the said establishments or institutions are intended for the use of the public, whether they be administered by the State or by private persons.

Article 25.

Les navires de chacune des deux Hautes Parties contractantes, contraints par la tempête, ou par une avarie, de chercher refuge dans un port de l'autre, seront autorisés à y procéder à la réparation et à reprendre la mer, sans avoir à payer d'autres droits que ceux qui, dans les mêmes circonstances, seraient dus par les navires nationaux. Dans le cas où le commandant du navire en réparation se verrait contraint de disposer d'une partie de la cargaison pour subvenir aux frais, il sera tenu de se soumettre aux prescriptions et au tarif en vigueur dans le lieu de refuge.

Article 26.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un navire de l'une des deux Hautes Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire ainsi que ses passagers et sa cargaison y jouiront des faveurs et immunités que la législation de chacun des pays respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté de même toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage et aux passagers tant pour leurs personnes et leurs biens que pour le navire. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants-droit, et il ne sera payé des frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seront assujettis en pareil cas.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront soumises au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les ait destinées à la consommation intérieure.

Article 27.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat, auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord, délivrés par les autorités compétentes.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial, pour la reconnaissance respective des certificats de jaugeage, les navires de chacune des deux Hautes Parties contractantes ne seront pas assujettis dans les ports de l'autre à aucune nouvelle opération de jaugeage, et le paiement des droits et taxes de navigation sera effectué d'après les certificats de jaugeage édictés par les autorités compétentes du pays dont les navires battent le pavillon, si ces certificats sont établis conformément aux règles fixées par la Commission européenne du Danube.

Article 28.

Le traitement des navires nationaux ou de ceux de la nation la plus favorisée ne s'étend pas :

1° A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des deux Hautes Parties contractantes ;

2° A l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale, en ce qui concerne les encouragements à l'industrie des constructions navales et à l'exercice de la navigation au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales ;

3° Aux facilités spéciales accordées par l'Etat aux navires battant son pavillon, et qu'il subventionnerait, ou à ses propres navires qu'il exploiterait en régie ou en partici-

Article 25.

Vessels of one of the High Contracting Parties which may be forced, owing to bad weather or damage, to take shelter in a port of the other Party, shall be allowed to undertake repairs in that port and to put to sea again without being bound to pay dues other than those which would be payable by national vessels in like circumstances. Should the captain of the vessel undergoing repair find it necessary to dispose of part of the cargo to cover costs, he shall be bound to observe the regulations and tariff in force in the place in which he has taken shelter.

Article 26.

If any vessel of either High Contracting Party should be wrecked, run aground, suffer damage at sea, or be forced into port by stress of weather or accident on the coasts of the other Party, the said vessel and its passengers and cargo shall be entitled, in the place in question, to the privileges and immunities which the legislation of each of the countries grants to its own vessels in similar circumstances. Likewise, every help and assistance shall be given to the captain, crew and passengers both in respect of their persons and goods and in respect of the vessel. Salvage operations shall be carried out in accordance with the laws of the country. Everything salvaged from the vessel and its cargo, or the proceeds of the sale of such objects if they have been sold, shall be restored to the owners or to their authorised representatives, and the salvage dues paid shall not be higher than those for which nationals of the country would be liable in similar circumstances.

The two High Contracting Parties further agree that salvaged goods shall not be liable for any Customs duties unless intended for consumption within the country.

Article 27.

The nationality of a vessel shall be determined according to the laws of the State to which such vessel belongs, by means of documents and certificates on board, issued by the competent authorities.

Unless sold by order of the Courts, the vessels of one of the two High Contracting Parties cannot be nationalised in the other State without a declaration of withdrawal of flag made by the authority of the State to which they belong.

Pending the conclusion of a special agreement for the recognition of tonnage certificates, the vessels of each of the two High Contracting Parties shall not be liable in the ports of the other Party for any fresh tonnage measurement, and navigation dues and charges shall be paid on the tonnage certificates issued by the competent authorities of the country whose flag the vessels fly, provided that such certificates be made out in accordance with the rules laid down by the European Commission of the Danube.

Article 28.

The treatment accorded to vessels of the home country or to those of the most favoured nation shall not apply to :

- (1) Fishing in the territorial waters of the two High Contracting Parties ;
- (2) The application of special laws for the merchant marine of the country itself as regards the encouragement of shipbuilding and the development of shipping by means of bounties or other special facilities ;
- (3) Special favours granted by the State to ships flying its flag and receiving financial assistance from the said State, or to its own ships navigated wholly or partly on behalf

pation, en ce qui concerne la concession dans ses ports d'un placement spécial pour l'accostage ainsi que l'utilisation d'installations spéciales pour leur approvisionnement en combustibles, et pour la conservation et la manipulation des marchandises qu'ils transporteraient, et en tant que lesdits navires soient affectés à des services publics ;

4° Aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique ;

5° A l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime ;

6° A l'émigration et au transport des émigrants, étant entendu qu'à ce sujet un accord pourra être conclu entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article 29.

Les stipulations du présent traité ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur régissant les fleuves internationaux, et elles ne sont pas applicables à la navigation dans les eaux intérieures ne faisant pas partie d'un réseau fluvial internationalisé.

Article 30.

Si des contestations venaient à surgir entre les deux Hautes Parties contractantes, au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, y compris les tarifs et le protocole final, et si l'une des Hautes Parties contractantes demandait qu'elles fussent soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des deux Hautes Parties contractantes ait à nommer en qualité d'arbitre un de ses ressortissants, et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre un ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent de tomber d'accord par anticipation, et pour une période de temps déterminée, quant à la personne du troisième arbitre à désigner en cas de besoin. La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 31.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que faire se pourra et les ratifications y relatives seront échangées à Rome.

Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

Le présent traité aura une durée de trois années à partir du jour de son entrée en vigueur et pourra être renouvelé et prorogé. Si sa dénonciation par l'une des deux Hautes Parties contractantes n'a pas eu lieu au moins six mois avant l'expiration dudit délai le présent traité sera prorogé par tacite reconduction et restera exécutoire pendant six mois à partir du jour de sa dénonciation.

• En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Rome, le 25 février 1930.

(L. S.) MUSSOLINI.

(L. S.) V. MADGEARU.

of the said State, in respect of the concession in its ports of a special place for berthage, and the use of special installations for refuelling and for the storage and handling of the goods carried, so far as the said vessels are used for public services ;

- (4) Privileges granted to rowing and sailing clubs, etc. ;
- (5) The working of port, roadstead and shore services, including pilotage, towage, salvage and life-saving at sea ;
- (6) Emigration and the transportation of emigrants, it being understood that an agreement may be concluded between the two High Contracting Parties on this subject.

Article 29.

The provisions of the present Treaty shall in no way affect the regulations in force for international waterways, and shall not apply to navigation on inland waters which do not form part of an internationalised river system.

Article 30.

Should any dispute arise between the two High Contracting Parties with regard to the interpretation or application of the present Treaty (including the tariffs and final protocol), and should either of the High Contracting Parties request that the dispute be submitted to the decision of a court of arbitration, the other Party shall consent to this course, even as regards the preliminary question whether the difference of opinion is such that it can be laid before the court of arbitration.

The court of arbitration shall be so constituted for each dispute that each of the High Contracting Parties shall appoint one of its nationals as arbitrator, the two Parties choosing, for the third arbitrator, a national of a friendly third Power.

The High Contracting Parties reserve the right to select jointly, in advance and for a specific term, the person who, if a dispute arises, is to act as third arbitrator. The decision of the arbitrators shall be binding.

Article 31.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible, and the ratifications shall be exchanged at Rome.

It shall come into force a fortnight after the exchange of ratifications.

The present Treaty shall remain in force for three years from the date of its coming into force, and may be renewed and extended. If not denounced by either of the two High Contracting Parties at least six months before the expiry of the said period, the present Treaty shall be extended by tacit agreement, and shall remain in force for six months from the date of its denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Rome, February 25, 1930.

(L. S.) MUSSOLINI.

(L. S.) V. MADGEARU.

ANNEXE A

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN ROUMANIE.

Numéros du tarif roumain	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Lei)
ex 31	Fromages à pâte dure dits Parmigiano, Lodigiano et Reggiano .	par 100 kg. 2.200
ex 73	Conserves de poissons, crustacés et mollusques à l'huile ou dans toute autre graisse : ex <i>d</i>) Anchois et filets d'anchois avec ou sans câpres en boîtes hermétiquement fermées <i>Ad</i> N° 156 <i>a</i>).. — Les tissus pour doublure, ayant la chaîne entièrement en coton, sont à dédouaner sous la position 156 <i>a</i>).	3.000
ex 260	Boutons de corozo et dum-palma (dunus) : <i>a</i>) Simples, sans ornements : 1° Mesurant un diamètre maximum de 24 mm. (36 lignes) : <i>a</i>) Blancs ou noirs <i>b</i>) De toute autre couleur 2° Mesurant un diamètre de plus de 24 mm. (36 lignes) : <i>a</i>) Blancs ou noirs <i>b</i>) De toute autre couleur	par kg. 200 300 120 180 360
ex 332	Huile d'olive : <i>b</i>) En bouteilles ou en autres récipients pesant 15 kg. et moins.	par 100 kg. 1.500
358	Fleurs fraîches, coupées : Éilletts du 1 ^{er} novembre au 30 avril Autres	6.000 10.000
ex 385	Extraits de châtaignier et de sumac : <i>a</i>) Liquides <i>b</i>) Solides	80 200
396	Citrons	75
397	Oranges	270
	Mandarines	340
ex 404	Amandes : <i>b</i>) Sans coque	900
ex 437 <i>a</i>)	Maraschino de Zara en bouteilles originaires, accompagné d'un certificat d'origine	10.000
ex 462	Fils de chanvre simples, non blanchis, non teints, mesurant au kg. : <i>d</i>) Plus de 5.000 mètres	2.400
508	Fils de coton simples, d'un seul brin, non tordus, non blanchis, non teints	160
509	Les mêmes, blanchis	200
510	Les mêmes, teints ou imprimés	880
511	Les mêmes, mercerisés, même blanchis, teints, imprimés	1.200
512	Fils de coton, simplement tordus, non blanchis, non teints : <i>a</i>) En deux brins <i>b</i>) En trois brins ou davantage, le tout formant une seule mèche.	400 440
513	Les mêmes, blanchis : <i>a</i>) En deux brins <i>b</i>) En trois brins ou davantage, le tout formant une seule mèche.	500 540

ANNEX A.

TARIFF OF ROUMANIAN IMPORT DUTIES.

Nos. of Roumanian Tariff	Description of Goods	Import Duty (lei)
		per 100 kg.
ex 31	Cheese of hard paste of the types known as Parmesan, Lodigiano and Reggiano	2,200
ex 73	Canned fish and shellfish, in oil or in any other fat :	
	ex (d) Anchovies and fillets of anchovy, with or without capers, in hermetically-sealed tins	3,000
	<i>Ad</i> 156 (a). — Material for lining with the warp wholly of cotton should be treated for purposes of Customs duties as coming under 156 (a) :	
ex 260	Buttons of corozo and dhum-palm (dunus) :	
	(a) Simple, without ornament :	per kg.
	(1) Having a maximum diameter of 24 mm. (36 lines) :	
	(α) White or black	200
	(β) Of any other colour	300
	(2) Having a diameter of more than 24 mm. (36 lines) :	
	(α) White or black	120
	(β) Of any other colour	180
	(b) Of any other kind	360
ex 332	Olive oil :	per 100 kg.
	(b) In bottles or other receptacles weighing 15 kg. or less	1,500
358	Fresh cut flowers :	
	Carnations from November 1st to April 30	6,000
	Other	10,000
ex 385	Extract of chestnut-wood and sumach :	
	(a) Liquid	80
	(b) Solid	200
396	Lemons	75
397	Oranges	270
	Tangerines	340
ex 404	Almonds :	
	(b) Shelled	900
ex 437 (a)	Maraschino liqueur from Zara in manufacturers' bottles, accompanied by a certificate of origin	10,000
ex 462	Single hemp yarns, unbleached, undyed, measuring per kg. :	
	(d) More than 5,000 metres	2,400
508	Single cotton yarns, of one strand, not twisted, unbleached, undyed	160
509	Ditto bleached	200
510	Ditto dyed or printed	880
511	Ditto mercerised, even bleached, dyed, printed	1,200
512	Cotton yarns, simply twisted, unbleached, undyed :	
	(a) Of 2 strands	400
	(b) Of 3 strands or more, the whole forming a single rove	440
513	Ditto bleached :	
	(a) Of 2 strands	500
	(b) Of 3 strands or more, the whole forming a single rove.	540

Numéros du tarif roumain	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Lei)
		par 100 kg.
514	Les mêmes, teints ou imprimés :	
	a) En deux brins	1.000
	b) En trois brins ou davantage, formant une seule mèche	1.100
515	Les mêmes, mercerisés, mêmes blanchis, teints ou imprimés :	
	a) En deux brins	1.500
	b) En trois brins ou davantage, formant une seule mèche	1.600
516	Fil à coudre, de coton, fait d'un nombre quelconque de brins, préparé pour la vente au détail, même blanchis, teints ou mercerisés, sur bobines en bois	2.400
525	Tissus de coton teints après tissage	Surtaxe de 25 % sur les tissus non blanchis.
ex 526	Tissus de coton pour ameublement et tapisserie, façonnés, tissés en couleur, pesant plus de 250 grammes le mètre carré	Surtaxe de 35 % sur les tissus non blanchis.
527	Tissus de coton imprimés en toutes couleurs, ainsi que mercerisés	Surtaxe de 45 % sur les tissus non blanchis.
531	Peluches ou velours de coton, tondu ou non tondu, de toutes sortes, non blanchis, non teints, pesant par mètre carré :	par 100 kg.
	a) Plus de 750 grammes	4.500
	b) De 500 à 750 grammes	6.000
	c) De 300 à 500 grammes	7.500
	d) Moins de 300 grammes	9.000
532	Les mêmes, blanchis, teints ou imprimés en une ou plusieurs couleurs	Surtaxe de 20 % sur les mêmes non blanchis.
581	Toile imperméabilisée par imbibition avec diverses substances ou par toutes sortes de procédés chimiques, pesant au mètre carré	
	a) 700 grammes ou plus	Taxe des tissus correspondants avec réduction de 40 %.
	b) Moins de 700 grammes	Taxe des tissus correspondants avec réduction de 25 %.
723	Chapeaux d'hommes, tressés en fils simples ou en bandes de paille, copeaux et toutes autres fibres végétales, communes ou exotiques, blanchis ou teints :	par kg.
	a) Sans ruban, coiffe, ni cuir intérieur	300
	b) Avec ruban ou coiffe, en matières communes, avec ou sans cuir intérieur	400
	c) Avec ruban ou coiffe en tissu de soie ou contenant de la soie	550
724	Les mêmes, en fibres ou en bandes cousues :	
	a) Sans ruban, coiffe, ni cuir intérieur	300
	b) Avec ruban, coiffe en matières communes, avec ou sans cuir intérieur	370
	c) Avec ruban ou coiffe en tissu de soie ou contenant de la soie	500

Nos. of Roumanian Tariff	Description of Goods	Import Duty (lei)
		per 100 kg.
514	Ditto, dyed or printed :	
	(a) Of 2 strands	1,000
	(b) Of 3 strands or more, forming a single rove	1,100
515	Ditto, mercerised, bleached, dyed or printed :	
	(a) In two strands	1,500
	(b) In three strands or more, forming a single mesh.	1,600
516	Sewing thread of cotton, whatever the number of strands, put up for retail sale, even bleached, dyed or mercerised, on wooden reels	2,400
525	Cotton fabrics dyed after weaving	Additional tax of 25% on unbleached fabrics.
ex 526	Cotton fabrics for furniture and tapestry, figured, woven in colour, weighing not more than 250 gr. the square metre	Additional tax of 35% on unbleached fabrics.
527	Cotton fabrics printed in any colour, also mercerised	Additional tax of 45% on unbleached fabrics.
531	Cotton plush and velvet, clipped or not, of all kinds, unbleached, undyed, weighing per square metre :	per 100 kg.
	(a) More than 750 gr.	4,500
	(b) From 500 to 750 gr.	6,000
	(c) From 300 to 500 gr.	7,500
	(d) Less than 300 gr.	9,000
532	Ditto, bleached, dyed or printed in one or more colours	Additional tax of 20% on the same unbleached.
581	Cloth waterproofed by impregnation with various substances or by any chemical process, weighing per square metre :	
	(a) 700 gr. or more	Same tax as for corresponding fabrics with a reduction of 40%.
	(b) Less than 700 gr.	Same tax as for corresponding fabrics with a reduction of 25%.
723	Men's hats, plaited with single threads or bands of straw, shavings, or any other common or exotic vegetable fibre, bleached or dyed :	
	(a) Without ribbon, lining or sweat	per kg. 300
	(b) With ribbon or lining of common materials, with or without sweat	400
	(c) With ribbon or lining of fabric of silk or containing silk.	550
724	Ditto, of sewn fibres or bands :	
	(a) Without ribbon, lining, or sweat	300
	(b) With ribbon or lining of common materials, with or without sweat	370
	(c) With ribbon or lining of silk or containing silk	500

Numéros du tarif roumain	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Lei)
ex 868	Soufre :	par 100 kg.
	a) Brut	2
	b) Raffiné, même en bâtons ou en fleurs	7
ex 886	Marbre en blocs ou en plaques, d'une épaisseur supérieure à 15 cm. :	
	a) Brut	3
	b) Grossièrement travaillé ou scié	30
ex 887 b)	Marbre du type Carrara, en plaques, d'une épaisseur de 15 à 2 cm., travaillé et fini sur une ou plusieurs de leurs faces ou avec profils.	160
ex 889	Colonnes en marbre, même avec chapiteau et base, pesant ensemble 500 kg. et plus	300
	Ad N° 1254. — L'appareillage électrique pour le démarrage et la commande automatique du moteur d'actionnement, les organes de manœuvre et de sûreté électriques, les supports de suspension de cabine et leurs dispositifs d'arrêt (de sûreté), les poulies de renvoi et les câbles du contrepoids, qui forment partie d'ascenseurs ou monte-charge, suivent le régime de la position N° 1254 a) et, en tout cas, ne pourront être frappés par un droit supérieur à 600 lei par 100 kg.	
1289	Véhicules lourds, destinés au transport des marchandises ou à des services spéciaux ; mus par la benzine, l'électricité ou tout autre moyen, sauf la traction animale, tels que : camions-automobiles, auto-citernes, balayeuses, arroseuses, étuves, etc.	560
1290	Autobus carrossés	2.000
1291	Châssis pour automobiles, autobus et électromobiles, avec ou sans moteur, pour personnes et marchandises	600
1294	Organes et parties d'automobiles, magnétos, appareils de démarrage et toutes pièces de réserve, même électriques, importées séparément, non prévues dans une autre partie du tarif	1.200
1674	Acide tartrique et acide citrique	2.500

ANNEXE B

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN ITALIE.

Numéros du tarif italien	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (L. cent. or)	Coefficients de majoration
			par tête
4	Bœufs	15,—	—
8	Veaux	10,—	—
ex 11	Porcs, pesant :		
	b) Plus de 20 kg.	10,—	—
			par quintal
12	Volaille vivante	5,—	—
ex 18	Animaux abattus :		
	a) Volaille	5,—	—
ex 19	Vianades non préparées (à l'exception de la viande de volaille, gibier, pigeon et lapin) :		
	a) Fraîches, même frigorifiées	5,—	0,5

Nos. of Roumanian Tariff	Description of Goods	Import Duty (lei)
		per 100 kg.
ex 868	Sulphur :	
	(a) Crude	2
	(b) Refined, even in sticks or flowers	7
ex 886	Marble, in blocks or sheets, more than 15 cm. in thickness :	
	(a) Crude	3
	(b) Rough-hewn or sawn	30
ex 887 (b)	Carrara marble in sheets, between 15 and 2 cm. thick, worked and finished on one or more sides, or with profiles	160
ex 889	Marble columns, even with capital and base, weighing altogether 500 kg. or over	300
	<i>Ad</i> 1254. — The electrical apparatus for starting and automatic control of the motor, the electrical controls and safety appliances, the supports for the suspension of the lift body and the (safety) appliances for stopping, the return pulleys and counter-weight cables, of passenger and goods lifts, follow the régime laid down for No. 1254 (a), and in any case shall not be liable for duty exceeding 600 lei per 100 kg.	
1289	Heavy vehicles for goods traffic or for special purposes, driven by petrol, electricity or any other power other than animal traction, such as : motor-lorries, tank cars, sweepers, water-carts, disinfecting-ovens, etc.	560
1290	Motor omnibuses with coachwork	2,000
1291	Chassis for motor-cars, omnibuses and electric cars, with or without engine, for passengers or freight	600
1294	Motor-car parts and spares, magnetos, starters and all spare parts, even electrical, imported separately, not elsewhere specified	1,200
1674	Tartaric and citric acids	2,500

ANNEX B.

TARIFF OF ITALIAN IMPORT DUTIES.

Nos. of Italian Tariff	Description of Goods	Import Duty (L. cent. gold)	Coefficients of increase
			per head
4	Oxen	15.—	—
8	Calves	10.—	—
ex 11	Hogs, weighing :		
	(b) More than 20 kg.	10.—	—
			per quintal
12	Live poultry	5.—	—
ex 18	Animals, dead :		
	(a) Poultry	5.—	—
ex 19	Meat, unprepared (excluding poultry, game, pigeons and rabbits) :		
	(a) Fresh, including frozen or chilled	5.—	0.5

Numéros du tarif italien	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (L. cent. or)	Coefficients de majoration
			par quintal
ex 20	Viandes préparées :		
	ex b) Salées, fumées ou autrement préparées :		
	1° Jambons	25,—	—
ex 20 b) 2	Salami du type roumain dits de Sibiu	15,—	—
24	Œufs de volaille		exempts
ex 42	Miel :		
	a) Naturel, pur.	20,—	—
ex 44	Madjun (pâte de pruneaux)	15,—	—
67 b)	Maïs autre	1,15	—
ex 69	Millet	1,15	—
ex 74	Lentilles, sèches, haricots secs, petits pois secs.	1,50	—
93	Noix	6,—	—
96	Pruneaux secs	2,—	—
ex 100	Champignons :		
	b) Secs	15,—	—
ex 105	Eaux minérales :		
	ex a) Médicinales, naturelles des sources : Caciulata, Malnas, Slanic	3,—	—
	ex b) Autres des sources : Borsek, Matilda, Valcele	6,—	—
129	Graisse de porc (saindoux)	8,—	—
130	Lard	12,—	—
	<i>Ad No. 271 d) et 273 b).</i> — Tissus de coton ou de soie brodés de motifs spéciaux roumains, dont les types sont représentés par les échantillons, déposés, coupés ou cousus, ou confectionnés, même avec franges, accompagnés d'un certificat émanant de la Chambre de Commerce et d'Industrie dont relève le producteur, attestant qu'il s'agit d'un produit de l'industrie domestique roumaine		Droits des tissus brodés, selon l'espèce, augmentés de 20 %
			par tonne
ex 604 a) 2	Planches de sapin	3,—	—
ex 609	Douves en bois de chêne pour futaille		exempts
611	Futailles, même usagées :		par hectolitre de capacité
	a) Cerclées en bois	0,18	—
	b) Cerclées en fer	0,27	—
ex 612	Planches et carreaux en bois pour planchers :		par quintal
	ex b) Autres :		
	1° Non collés	4,—	—
ex 803	Colle :		
	a) Forte	8,—	—
918	Avoine	3,25	—
ex 924	Semences non oléagineuses :		
	a) Pour prairies		exempts
ex 924 b)	Graines de citrouille		exempts

Nos. of Italian Tariff	Description of Goods	Import Duty (L. cent. gold)	Coefficients of increase
		per quintal	
ex 20	Meat, prepared :		
	ex (b) Salted, smoked or otherwise prepared :		
	(1) Ham	25.—	—
ex 20 (b) 2	Salami of the Roumanian type known as Sibiu	15.—	—
24	Eggs of poultry		exempt
ex 42	Honey :		
	(a) Natural, pure	20.—	—
ex 44	Madjun (paste of prunes)	15.—	—
67 (b)	Other maize	1.15	—
ex 69	Millet	1.15	—
ex 74	Lentils, dried, dried beans, dried peas	1.50	—
93	Nuts	6.—	—
96	Dried prunes	2.—	—
ex 100	Mushrooms :		
	(b) Dried	15.—	—
ex 105	Mineral waters :		
	ex (a) Natural medicinal from the Caciulata, Malnas and Slanic springs	3.—	—
	ex (b) Others, from the Borsek, Matilda and Valcele springs	6.—	—
129	Pork fat (lard)	8.—	—
130	Bacon	12.—	—
	<i>Ad 271 (d) and 273 (b).</i> — Cotton or silk fabrics embroidered with special Roumanian designs, types of which are represented by samples deposited, cut or sewn or made-up, including those with fringes, accompanied by a certificate from the Chamber of Commerce and Industry to which the producer belongs certifying that they are products of the Roumanian domestic industry .		
		Duties on embroidered fabrics according to category increased by 20 %.	
		per ton	
ex 604 (a) 2	Deal boards	3.—	—
ex 609	Oaken staves for casks		exempt
611	Casks, new and used :		per hectolitre of capacity
	(a) With wooden hoops	0.18	—
	(b) With iron hoops	0.27	—
ex 612	Wooden boards and squares for flooring :		
	ex (b) Other :		per quintal
	(1) Not glued	4.—	—
ex 803	Glue :		
	(a) Strong	8.—	—
918	Oats	3.25	—
ex 924	Seeds not containing oil :		
	(a) Meadow seeds		exempt
ex 924 (b)	Pumpkin seeds		exempt

ANNEXE C

LISTE DES POSITIONS DU TARIF ROUMAIN

INDIQUANT LES PRODUITS ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DE L'ITALIE, SES COLONIES, PROTECTORATS ET POSSESSIONS ADMIS A L'IMPORTATION DANS LA ROUMANIE AU TRAITEMENT ACCORDÉ AU PAYS ÉTRANGER LE PLUS FAVORISÉ ET AU BÉNÉFICE AUSSI DES DROITS DU TARIF MINIMUM, DANS TOUS LES CAS OU CES DROITS EXISTENT.

NUMÉROS DU TARIF ROUMAIN

PREMIÈRE PARTIE.

- Chapitre I - 1 à 19 - 22 et 23.
 Chapitre II - 25 à 45 - 57 à 68 - 71 à 74.
 Chapitre III - 75 à 133.
 Chapitre IV - 134 à 197.
 Chapitre V - 198 à 226.
 Chapitre VI - 227 à 236 - 238 à 256 - 258 à 272 - 276 à 280.

DEUXIÈME PARTIE.

- Chapitre I - 286 à 289 - 291 à 295 - 297 à 319 - 321 à 324 - 327 - 328 - 331 - 332 a) - 333 - 334 - 337 - 340 à 342 - 344 à 357 - 359 à 369 - 371 à 382 - 384 à 395 - 398 à 403 - 404 a) et c) - 405 à 410 - 412 - 413 - 419 - 421 à 423 - 425 - 426 - 428 à 432 - 434 à 458 - 460.
 Chapitre II - 461 - 462 a), b) et c) - 463 - 465 à 480 - 482 - 484 à 488 - 490 - 492 à 507 - 517 à 524 - 526 - 528 à 530 - 533 à 580 - 582 à 622.
 Chapitre III - 623 à 627 - 633 - 634 - 636 - 640 à 649 - 651 - 653 à 690 - 693 à 706 - 709 à 722 - 725 - 726.
 Chapitre IV - 727 - 728 - 732 à 772 - 775 à 808.
 Chapitre V - 810 à 843 - 847 à 851 - 855 à 859.

TROISIÈME PARTIE.

- Chapitre I - 860 à 863 - 866 - 867 - 868 c) - 869 à 882 - 885 - 886 c) et d) - 887 a), c) et d) - 888 à 915 - 917 à 958 - 960 à 996.
 Chapitre II - 1001 - 1002 - 1021 à 1023 - 1024 a) - 1027.
 Chapitre III - 1028 - 1030 à 1131 - 1133 à 1216 - 1222 à 1280 - 1282 à 1285 - 1288 - 1292 - 1293 - 1295 à 1353 - 1358 à 1391 - 1394 à 1406 - 1408 à 1457 - 1461 à 1468 - 1472 à 1477 - 1482 - 1483 - 1488.
 Chapitre IV - 1489 à 1561.

QUATRIÈME PARTIE.

- Chapitre I - 1562 à 1673 - 1675 à 1733.
 Chapitre II - 1734 à 1757.
 Chapitre III - 1758 à 1793.
 Chapitre IV - 1795 - 1797 - 1799 à 1803.

ANNEX C.

LIST OF THE ITEMS IN THE ROUMANIAN TARIFF

SHOWING PRODUCTS ORIGINATING IN AND COMING FROM ITALY, HER COLONIES, PROTECTORATES AND POSSESSIONS, WHICH ON IMPORT INTO ROUMANIA RECEIVE THE TREATMENT GRANTED TO THE MOST-FAVOURLED FOREIGN COUNTRY AND ALSO ARE ENTITLED TO THE MINIMUM TARIFF DUTIES IN ALL CASES WHERE SUCH DUTIES EXIST.

NUMBERS OF THE ROUMANIAN TARIFF.

FIRST PART.

- Chapter I - 1 to 19 - 22 and 23.
 Chapter II - 25 to 45 - 57 to 68 - 71 to 74.
 Chapter III - 75 to 133.
 Chapter IV - 134 to 197.
 Chapter V - 198 to 226.
 Chapter VI - 227 to 236 - 238 to 256 - 258 to 272 - 276 to 280.

SECOND PART.

- Chapter I - 286 to 289 - 291 to 295 - 297 to 319 - 321 to 324 - 327 - 328 - 331 - 332 (a) - 333 - 334 - 337 - 340 to 342 - 344 to 357 - 359 to 369 - 371 to 382 - 384 to 395 - 398 to 403 - 404 (a) and (c) - 405 to 410 - 412 - 413 - 419 - 421 to 423 - 425 - 426 - 428 to 432 - 434 to 458 - 460.
 Chapter II - 461 - 462 (a), (b) and (c) - 463 - 465 to 480 - 482 - 484 to 488 - 490 - 492 to 507 - 517 to 524 - 526 - 528 to 530 - 533 to 580 - 582 to 622.
 Chapter III - 623 to 627 - 633 - 634 - 636 - 640 to 649 - 651 - 653 to 690 - 693 to 706 - 709 to 722 - 725 - 726.
 Chapter IV - 727 - 728 - 732 to 772 - 775 to 808.
 Chapter V - 810 to 843 - 847 to 851 - 855 to 859.

THIRD PART.

- Chapter I - 860 to 863 - 866 - 867 - 868 (c) - 869 to 882 - 885 - 886 (c) and (d) - 887 (a), (c) and (d) - 888 to 915 - 917 to 958 - 960 to 996.
 Chapter II - 1001 - 1002 - 1021 to 1023 - 1024 (a) - 1027.
 Chapter III - 1028 - 1030 to 1131 - 1133 to 1216 - 1222 to 1280 - 1282 to 1285 - 1288 - 1292 - 1293 - 1295 to 1353 - 1358 to 1391 - 1394 to 1406 - 1408 to 1457 - 1461 to 1468 - 1472 to 1477 - 1482 - 1483 - 1488.
 Chapter IV - 1489 to 1561.

FOURTH PART.

- Chapter I - 1562 to 1673 - 1675 to 1733.
 Chapter II - 1734 to 1757.
 Chapter III - 1758 to 1793.
 Chapter IV - 1795 - 1797 - 1799 to 1803.

ANNEXE D

LISTE DES POSITIONS DU TARIF ITALIEN

INDIQUANT LES PRODUITS ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DE LA ROUMANIE ADMIS A L'IMPORTATION
DANS L'ITALIE AU TRAITEMENT ACCORDÉ AU PAYS ÉTRANGER LE PLUS FAVORISÉ.

NUMÉROS DU TARIF ITALIEN

SECTION I.

Catégorie I	- 1 à 17.
Catégorie II	- 18 à 25.
Catégorie III	- 26 à 32.
Catégorie IV	- 33 à 36.
Catégorie V	- 38 à 49 - 51 - 62 à 63.
Catégorie VI	- 64 à 67 - 69 à 76.
Catégorie VII	- 77 - 79 - 84 à 85 - 92 à 94 - 96 à 101.
Catégorie VIII	- 103 à 113.
Catégorie IX	- 114 à 116.

SECTION II.

Catégorie X	- 117 - 120 à 122.
Catégorie XI	- 124 à 139.

SECTION III.

Catégorie XII	- 140 - 143 - 148 - 152 à 154 - 157 à 160 - 164 à 167.
Catégorie XIII	- 181 - 188 à 210.
Catégorie XIV	- 211 à 245.
Catégorie XV	- 251 à 269.
Catégorie XVI	- 270 à 273.

SECTION IV.

Catégorie XVIII	- 280 - 283 - 286 à 348.
Catégorie XIX	- 350 à 369.
Catégorie XX	- 370 - 371 - 372 - 378 à 382 - 385 - 387.
Catégorie XXI	- 389 à 395.
Catégorie XXII	- 396 à 466.
Catégorie XXIII	- 467 à 476.
Catégorie XXIV	- 479.
Catégorie XXV	- 510 - 511 à 515.
Catégorie XXVI	- 516 à 542.

SECTION V.

Catégorie XXVII	- 545 à 546 - 554.
Catégorie XXVIII	- 566 à 573.
Catégorie XXIX	- 574 à 580.
Catégorie XXX	- 581 à 592.
Catégorie XXXI	- 594 - 603.

SECTION VI.

Catégorie XXXII	- 604 à 626.
Catégorie XXXIII	- 628 à 633.
Catégorie XXXIV	- 634 à 642.

ANNEX D.

LIST OF THE ITEMS IN THE ITALIAN TARIFF

SHOWING PRODUCTS ORIGINATING IN AND COMING FROM ROUMANIA WHICH ON IMPORT INTO ITALY ARE ENTITLED TO THE TREATMENT GRANTED TO THE MOST-FAVOURLED FOREIGN COUNTRY.

NUMBERS OF THE ITALIAN TARIFF.

SECTION I.

Category I	- 1 to 17.
Category II	- 18 to 25.
Category III	- 26 to 32.
Category IV	- 33 to 36.
Category V	- 38 to 49 - 51 - 62 to 63.
Category VI	- 64 to 67 - 69 to 76.
Category VII	- 77 - 79 - 84 to 85 - 92 to 94 - 96 to 101.
Category VIII	- 103 to 113.
Category IX	- 114 to 116.

SECTION II.

Category X	- 117 - 120 to 122.
Category XI	- 124 to 139.

SECTION III.

Category XII	- 140 - 143 - 148 - 152 to 154 - 157 to 160 - 164 to 167.
Category XIII	- 181 - 188 to 210.
Category XIV	- 211 to 245.
Category XV	- 251 to 269.
Category XVI	- 270 to 273.

SECTION IV.

Category XVIII	- 280 - 283 - 286 to 348.
Category XIX	- 350 to 369.
Category XX	- 370 - 371 - 372 - 378 to 382 - 385 - 387.
Category XXI	- 389 to 395.
Category XXII	- 396 to 466.
Category XXIII	- 467 to 476.
Category XXIV	- 479.
Category XXV	- 510 - 511 to 515.
Category XXVI	- 516 to 542.

SECTION V.

Category XXVII	- 545 to 546 - 554.
Category XXVIII	- 566 to 573.
Category XXIX	- 574 to 580.
Category XXX	- 581 to 592.
Category XXXI	- 594 - 603.

SECTION VI.

Category XXXII	- 604 to 626.
Category XXXIII	- 628 to 633.
Category XXXIV	- 634 to 642.

SECTION VII.

Catégorie XXXV	— 643 à 657.
Catégorie XXXVI	— 658 à 667.
Catégorie XXXVII	— 672 à 714.
Catégorie XXXVIII	— 715 à 716.
Catégorie XXXIX	— 717 à 770.
Catégorie XLI	— 791 — 798 à 804.

SECTION VIII.

Catégorie XLII	— 805 à 825.
Catégorie XLIII	— 828 à 843.
Catégorie XLIV	— 846 à 865.
Catégorie XLVII	— 888 à 910.
Catégorie XLVIII	— 911 à 917.
Catégorie XLIX	— 918 à 932.
Catégorie L	— 933 à 940.
Catégorie LI	— 941 à 951.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour entre l'Italie et la Roumanie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante du même traité :

I. EN CE QUI CONCERNE LE TEXTE DU TRAITÉ.

Ad articles 8 et 9.

Il est entendu que du moment où la Roumanie aurait accordé le traitement illimité de la nation la plus favorisée à un tiers pays quelconque par un accord ou traité de commerce, conclu après la date du présent traité, tous les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de chacune des deux Hautes Parties contractantes et de leurs colonies, protectorats et possessions seront admis à leur importation dans les territoires de l'autre, au même traitement accordé au pays étranger le plus favorisé.

Le même traitement illimité de la nation la plus favorisée, tel qu'il résulte de l'alinéa précédent, aura aussi application du moment de la mise en vigueur des traités ou conventions commerciales qui seront conclus entre la Roumanie et l'Allemagne, l'Autriche, la France et la Tchécoslovaquie.

Ad article 21.

1. Les stipulations de l'article 21 du présent traité ne portent aucune atteinte aux dispositions générales et spéciales qui seraient en vigueur pour tous les navires ayant fait escale dans certains ports étrangers, pourvu que ces mesures s'appliquent à tous les navires se trouvant dans les mêmes conditions.

2. En ce qui concerne le droit de louer des terrains, même appartenant à l'Etat, pour leurs bureaux, ateliers et magasins, les compagnies de navigation et les propriétaires de bateaux faisant des services réguliers de transport et battant le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, jouiront dans les ports de l'autre du même traitement que les nationaux. Il en sera de même pour les entrepôts des marchandises dans les ports, s'ils correspondent aux dispositions légales de chacune des deux Hautes Parties contractantes.

SECTION VII.

Category XXXV	- 643 to 657.
Category XXXVI	- 658 to 667.
Category XXXVII	- 672 to 714.
Category XXXVIII	- 715 to 716.
Category XXXIX	- 717 to 770.
Category XLI	- 791 - 798 to 804.

SECTION VIII.

Category XLII	- 805 to 825.
Category XLIII	- 828 to 843.
Category XLIV	- 846 to 865.
Category XLVII	- 888 to 910.
Category XLVIII	- 911 to 917.
Category XLIX	- 918 to 932.
Category L	- 933 to 940.
Category LI	- 941 to 951.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation concluded this day between Italy and Roumania, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the said Treaty :

I. AS REGARDS THE TEXT OF THE TREATY.

Ad Articles 8 and 9.

It is understood that once Roumania has granted unlimited most-favoured-nation treatment to any third country whatsoever by a commercial agreement or treaty concluded subsequent to the date of the present Treaty, all natural or manufactured products originating in and coming from either of the High Contracting Parties and their Colonies, Protectorates and Possessions shall, when imported into the territories of the other Party, be granted the same treatment as is granted to the most favoured foreign nation.

The same unlimited most-favoured-nation treatment as provided for in the preceding paragraph shall also apply as from the date of the putting into force of the commercial treaties or conventions which may hereafter be concluded between Roumania and Germany, Austria, France and Czechoslovakia.

Ad Article 21.

1. The provisions of Article 21 of the present Treaty shall in no way affect the general or special regulations in force in respect of all ships having touched at certain foreign ports, provided that the said measures apply to all ships in the same position.

2. As regards the right of leasing land, including State-owned lands for their offices, workshops and warehouses, shipping companies and shipowners operating regular transport services and flying the flag of one of the High Contracting Parties shall enjoy in the ports of the other Party the same treatment as nationals. The same shall apply in respect of warehouses for goods in ports, if they comply with the laws of each of the High Contracting Parties.

Ad article 22.

Ad N° 2. Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord qu'étant donné la situation spéciale du régime des ports en Roumanie, les droits de tonnage et d'expédition pour les navires italiens, passant d'un port roumain à un autre ou plusieurs ports roumains, seront les mêmes que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les navires roumains.

Ad article 28.

Ad N° 6. Les deux Hautes Parties contractantes, reconnaissant d'un commun accord l'intérêt réciproque d'assurer aux ressortissants roumains qui s'embarqueraient comme émigrants sur les bateaux italiens la protection et l'assistance dont ils auraient besoin pendant leur séjour dans les ports d'embarquement et au cours du voyage, s'engagent à conclure dans le plus bref délai un accord spécial à cet objet.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de cet accord, les compagnies italiennes de navigation autorisées en Italie à exercer le transport des émigrants jouiront en Roumanie, en se soumettant aux lois du pays, du traitement de la nation la plus favorisée. De même les émigrants roumains qui s'embarqueront sur des navires italiens en service d'émigration jouiront du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'assistance et la protection pendant leur séjour dans le port d'embarquement et au cours du voyage.

Ad article 30.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'article 30, les deux Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siègera dans les territoires de la Partie défendresse ; au second cas, dans les territoires de l'autre et ainsi de suite alternativement dans les territoires de chacune des deux Hautes Parties contractantes. Celle des Parties sur les territoires de laquelle siègera le tribunal désignera le lieu du siège ; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les deux Hautes Parties contractantes s'entendront soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission de citation à comparaître devant le tribunal et pour les commissions rogatoires émanées par ce dernier, les autorités de chacune des deux Hautes Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribunaux civils du pays.

II. EN CE QUI CONCERNE LE TARIF A L'ENTRÉE EN ROUMANIE.

Ad N°s 31 et 32. Dans le cas où un droit inférieur à celui fixé à la position *ex 31* serait accordé par la Roumanie à un tiers Etat quelconque pour n'importe quel genre ou spécialité de fromage à pâte dure, le même droit sera appliqué aux fromages italiens dits Parmigiano, Lodigiano et Reggiano.

Dans le cas où un droit inférieur à celui fixé à la position 32 serait accordé par la Roumanie à un tiers Etat quelconque pour n'importe quel genre ou spécialité de fromage à pâte molle, le même droit sera appliqué aux fromages italiens dits Gorgonzola, Bel Paese et types similaires et Stracchino.

Ad N° 332. L'écart entre le droit de la position *a)* et celui de la position *b)* de ce numéro ne pourra être supérieur à lei 160 par 100 kg.

Ad Article 22.

Ad No. 2. The two High Contracting Parties agree that, in view of the special position in respect of the régime of ports in Roumania, tonnage and clearance dues for Italian vessels passing from a Roumanian port to another Roumanian port or ports shall be the same as those for which Roumanian vessels are liable in similar circumstances.

Ad Article 28.

Ad No. 6. The High Contracting Parties, both recognising that it is in their common interest to secure to Roumanian nationals embarking as emigrants on Italian vessels the protection and assistance which they may require during their stay in the ports of embarkation and during the voyage, undertake to conclude a special agreement with regard to the matter as soon as possible.

Pending the coming into force of the said agreement, Italian shipping companies which are authorised in Italy to carry emigrants shall enjoy most-favoured-nation treatment in Roumania, provided they comply with the laws of the country. Likewise, Roumanian emigrants embarking on Italian ships which are in the emigration service shall enjoy most-favoured-nation treatment so far as concerns assistance and protection during their stay in the port of embarkation and during the voyage.

Ad Article 30.

As regards arbitration procedure in the cases covered by Article 30, the two High Contracting Parties have agreed as follows :

In the first case arising for arbitration, the court of arbitration shall sit in the territory of the defendant Party ; in the second case, in the territory of the other Party, and so on alternately in the territory of each of the two High Contracting Parties. The Party in whose territory the court is to sit shall choose the place of meeting ; it shall be responsible for providing the accomodation and the secretarial and other staff required for the conduct of the court. The umpire shall preside over the court. Decisions shall be taken by majority vote.

The two High Contracting Parties shall come to an agreement, either in each case submitted to arbitration or once for all, as to the procedure to be followed by the court. Failing such agreement, the procedure shall be decided by the court itself. If neither Party objects, the proceedings may be carried on in writing. In that case the provisions of the preceding paragraph may be modified.

As regards summonses to appear before the court and letters of request issued by the latter, the authorities of each of the two High Contracting Parties shall, at the request of the court of arbitration, addressed to the Government concerned, lend their assistance in the same manner as at the request of the civil courts of the country.

II. AS REGARDS THE ROUMANIAN IMPORT TARIFF.

Ad Nos. 31 and 32. Should a duty less than that laid down for item ex 31 be granted by Roumania to any third State for any kind or special make of hard-paste cheese, the same duty shall be applied to the Italian cheeses known as Parmesan, Lodigiano and Reggiano.

Should a duty less than that laid down in No. 32 be granted by Roumania to any third State for any kind or special make of soft-paste cheese, the same duty shall be applied to the Italian cheeses known as Gorgonzola, Bel Paese and similar types, and Stracchino.

Ad No. 332. The difference between the duty under (a) and that under (b) of this number may not exceed 160 lei per 100 kg.

Ad N° 440. Les vins en fiascos d'une capacité supérieure à 1 litre et demi suivent le régime des vins en fûts.

Ad N° 440 et 441. Dans le cas où la Roumanie accorderait à un tiers Etat quelconque des réductions de droits de douane ou d'autres faveurs spéciales, y compris celles concernant la surtaxe sur l'alcool, à n'importe quelle spécialité de vins sans adjonction de sucre, les mêmes réductions et faveurs seront appliquées, immédiatement et dans la même mesure, aux spécialités italiennes de vins Chianti, Barolo et Barbaresco.

De même les réductions et les faveurs que la Roumanie accorderait à un autre Etat quelconque, quant aux vins de liqueur et aux vins mousseux seront appliquées, immédiatement et dans la même mesure, respectivement aux vins Marsala et Vermouth et aux vins « Asti Spumante » et autres « Spumanti » italiens.

Le traitement dont ci-dessus sera accordé aux vins italiens même dans le cas où il s'agit de réductions et faveurs concédées à un Etat tiers quelconque pour les vins ayant une appellation d'origine particulièrement protégée par les lois du pays producteur.

Ad N° 525. Les tissus teints après tissage, dont l'entrelacement se compose de moins de 20 fils indépendants ou de 20 insertions suivent le régime conventionnel de la position 525.

Ad N° 949. Le *conterie* de Venise jouiront de toute réduction de droit et de toute autre faveur, qui seraient accordées aux *conterie* ou aux produits similaires de n'importe quel pays.

III. EN CE QUI CONCERNE LE TARIF A L'ENTRÉE EN ITALIE.

Ad ex N° 44. Le madjum étant une marmelade de pruneaux sans addition de sucre sera exempt du droit de consommation sur le sucre.

Ad N° 70 a) et c). L'écart pourcentuel qui existe à présent entre le droit du froment et le droit actuel sur la farine de froment (53,33 %) restera invariable pendant la durée du traité.

Dans le cas où les droits susdits seraient abaissés, l'écart ne pourra être inférieur à celui qui existe à présent, calculé d'après le rendement des produits mêmes.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Hautes Parties contractantes, sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte a été dressé, en double expédition à Rome, le 25 février 1930.

MUSSOLINI.

D. GHICA.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,

Grandi.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT PREMIER MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT AU PLÉNIPOTENTIAIRE
DE ROUMANIE.

ROME, le 25 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'article 12 paragraphe a) du Traité de commerce et de navigation, signé à la date d'aujourd'hui entre nos deux pays, établit que les dispositions des articles 8, 9, 10 et 11 du traité ne sont pas

Ad No. 440. Wines in fiascos holding more than a litre and a half shall be treated in the same manner as wines in casks.

Ad Nos. 440 and 441. Should Roumania grant to any third State reductions of Customs duties or other special privileges, including privileges connected with the surtax on alcohol, in respect of any special type of wines to which no sugar is added, the same reductions and privileges shall be applied immediately, and to the same extent, to the special types of Italian wine known as Chianti, Barolo and Barbaresco.

Likewise, any reductions and privileges which Roumania may grant to any third State in respect of dessert wines and sparkling wines shall be applied immediately, and to the same extent, to Marsala and Vermouth and to "Asti Spumante" and other Italian "Spumanti" wines.

The above treatment shall be granted to Italian wines even in the case of reductions and privileges granted to any third State in respect of wines having an appellation of origin specially protected by the laws of the producing country.

Ad No. 525. Fabrics dyed after weaving, the woof of which is composed of less than 20 independent threads or 20 insertions, shall follow the conventional régime laid down in No. 525.

Ad No. 949. Venetian *conterie* shall be entitled to any reduction of duties or other privilege which may be granted to *conterie* or similar products of any country.

III. AS REGARDS THE ITALIAN IMPORT TARIFF.

Ad ex No. 44. Madjum, being a jam made of prunes without any addition of sugar, shall be exempt from the consumption duty on sugar.

Ad No. 70 (a) and (c). The percentage difference which at present exists between the duty on wheat and the duty on wheat flour (53.33 %) shall not vary during the period of validity of the Treaty.

Should the above duties be lowered, the difference may not be less than that which exists at present, calculated on the yield of the products themselves.

The present Protocol shall be regarded as approved and sanctioned by the two High Contracting Parties without any other special ratification, by the mere fact of the exchange of the ratifications of the Treaty to which it relates. Done in duplicate at Rome on February 25, 1930.

(Signed) MUSSOLINI.

(Signed) D. GHICA.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

THE HEAD OF THE GOVERNMENT, PRIME MINISTER AND SECRETARY OF STATE, TO THE
PLENIPOTENTIARY OF ROUMANIA.

ROME, February 25, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

Article 12, paragraph (a) of the Treaty of Commerce and Navigation signed on to-day's date between our two countries lays down that the provisions of Articles 8, 9, 10 and 11 of the Treaty

applicables aux faveurs que chacune des deux Hautes Parties contractantes aurait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière.

J'ai maintenant l'honneur de vous déclarer que mon gouvernement interprète la disposition susdite dans le sens que, même dans le cas où le Gouvernement des îles italiennes de l'Égée, en vue de faciliter le trafic entre lesdites îles et la côte turque de l'Anatolie, accorderait des faveurs spéciales à l'importation des produits provenant de ladite zone, et destinés à être consommés dans les îles mêmes, la Roumanie ne pourra réclamer, du fait même de la disposition contenue à l'article 12, paragraphe *a*), du traité, l'application des faveurs susdites à l'importation de ses produits dans les îles italiennes de l'Égée.

J'espère que Votre Excellence voudra bien me faire connaître que le Gouvernement de Roumanie est d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

MUSSOLINI.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,

Grandi.

II.

LE PLÉNIPOTENTIAIRE DE ROUMANIE AU CHEF DU GOUVERNEMENT PREMIER MINISTRE
SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

ROME, le 25 février 1930.

MONSIEUR LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Par note en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu, au nom de son gouvernement, me communiquer ce qui suit :

« L'article 12, paragraphe *a*), du Traité de commerce et de navigation, signé à la date d'aujourd'hui entre nos deux pays, établit que les dispositions des articles 8, 9, 10 et 11 du traité ne sont pas applicables aux faveurs que chacune des deux Hautes Parties contractantes aurait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière.

» J'ai maintenant l'honneur de vous déclarer que mon gouvernement interprète la disposition susdite dans le sens que, même dans le cas où le Gouvernement des îles italiennes de l'Égée, en vue de faciliter le trafic entre lesdites îles et la côte turque de l'Anatolie, accorderait des faveurs spéciales à l'importation des produits provenant de ladite zone, et destinés à être consommés dans les îles mêmes, la Roumanie ne pourra réclamer, du fait même de la disposition contenue à l'article 12, paragraphe *a*), du traité, l'application des faveurs susdites à l'importation de ses produits dans les îles italiennes de l'Égée. »

En prenant acte de cette communication, j'ai l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement de la Roumanie est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef du Gouvernement, l'assurance de ma haute considération.

V. MADGEARU.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,

Grandi.

shall not apply to exceptional privileges which each of the two High Contracting Parties may have granted or may hereafter grant to contiguous States with a view to facilitating frontier traffic.

I have now the honour to inform you that my Government understands the above clause to mean that even should the Government of the Italian Islands in the Aegean, with a view to facilitating traffic between the said Islands and the Turkish coast of Anatolia, grant special privileges in respect of the import of products from the said zone for consumption in the said Islands, Roumania shall not be entitled, by reason of the provision contained in Article 12, paragraph (a), of the Treaty, to claim the application of the said privileges in respect of her products imported into the Italian Islands in the Aegean.

I trust that Your Excellency will inform me that the Roumanian Government agrees to this.

I have the honour to be, etc.,

MUSSOLINI.

II.

THE PLENIPOTENTIARY OF ROUMANIA TO THE HEAD OF THE GOVERNMENT, PRIME MINISTER
AND SECRETARY OF STATE.

ROME, February 25, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

By your note of to-day's date, Your Excellency has been so good as to inform me in the name of your Government as follows :

“ Article 12, paragraph (a), of the Treaty of Commerce and Navigation, signed on to-day's date between our two countries, lays down that the provisions of Articles 8, 9, 10 and 11 of the Treaty shall not apply to exceptional privileges which each of the two High Contracting Parties may have granted or may hereafter grant to contiguous States with a view to facilitating frontier traffic.

“ I have now the honour to inform you that my Government understands the above clause to mean that even should the Government of the Italian Islands in the Aegean, with a view to facilitating traffic between the said Islands and the Turkish coast of Anatolia, grant special privileges in respect of the import of products from the said zone for consumption in the said Islands, Roumania shall not be entitled, by reason of the provisions contained in Article 12, paragraph (a), of the Treaty, to claim the application of the said privileges in respect of her products imported into the Italian Islands in the Aegean. ”

Taking note of this communication, I have the honour to inform you that the Roumanian Government is in agreement therewith.

I have the honour to be, etc.,

V. MADGEARU.

PROTOCOLE

CONCERNANT LA MATIÈRE DES CHEMINS DE FER.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour entre l'Italie et la Roumanie, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

1^o Les prescriptions des articles 18 et 19 ne visent pas les réductions des prix de transport à fin de bienfaisance, ou en faveur des œuvres d'instruction ou d'éducation publique, ni les réductions concédées aux transports de voyageurs ou marchandises dans les cas de nécessité publique, y compris les cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, ni les réductions concédées aux transports militaires ou applicables aux fonctionnaires et agents publics, au personnel des chemins de fer et à d'autres catégories pareilles de personnes, aussi bien qu'à leurs familles.

2^o Dans le but de favoriser réciproquement le trafic d'exportation, d'importation et de transit, ainsi que le trafic pour et d'outre-mer, les Hautes Parties contractantes s'engagent à établir des tarifs directs généraux et spéciaux de voyageurs, bagages et marchandises, sur la base des prix les plus favorables applicables sur les parcours respectifs, avec réduction de la moitié du droit fixe.

Particulièrement, pour ce qui concerne la mise en vigueur de tarifs spéciaux, les Hautes Parties contractantes s'engagent à ce que les administrations des chemins de fer respectives se mettent d'accord pour la désignation des marchandises et des gares italiennes et roumaines à admettre auxdits tarifs, ainsi que pour la mise à disposition des prix de transport relatifs. Ceux-ci seront les plus réduits que possible, en raison de l'intérêt que les deux Hautes Parties contractantes ont au développement du trafic par chemins de fer pour et d'outre-mer.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Hautes Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Rome, le 25 février 1930.

MUSSOLINI.

V. MADGEARU.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,

Grandi.

PROTOCOLE

CONCERNANT LE RÉGIME DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation, conclu à la date de ce jour entre l'Italie et la Roumanie, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur les stipulations suivantes :

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes ne serait à l'avenir plus liée par la Convention internationale du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, le régime des prohibitions et restrictions entre l'Italie et la Roumanie sera réglé d'après les dispositions suivantes :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions d'importation et d'exportation.

PROTOCOL

CONCERNING THE QUESTION OF RAILWAYS.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation concluded on to-day's date between Italy and Roumania, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

(1) The provisions of Articles 18 and 19 shall not affect reductions of rates for charitable organisations or organisations for public instruction and education, nor rebates granted in respect of the transport of passengers or goods in cases of public necessity, including grave events affecting the safety of the State or the vital interests of the country, nor rebates granted in respect of military transport or applicable to public officials and agents, railway staff, and other similar classes of persons, and to their families.

(2) With a view to reciprocally facilitating export, import and transit traffic and traffic to and from overseas, the High Contracting Parties undertake to establish general and special through tariffs for passengers, baggage, and goods, on the basis of the most favourable rates applicable over the lines in question, with a reduction of half the fixed charge.

More particularly, in respect of the putting into force of special tariffs, the High Contracting Parties undertake that the respective railway administrations shall come to an agreement as regards the designation of the goods and of the Italian and Roumanian railway stations to which the said tariffs shall apply, and with regard to the placing of the transport rates contained in the said tariffs at the disposal of the public. The said rates shall be as low as possible, in view of the interest that the two High Contracting Parties have in developing railway traffic to and from overseas.

The present Protocol, which shall be deemed to be approved and sanctioned by the two High Contracting Parties without further special ratification, by the simple fact of the exchange of ratifications of the Treaty to which it refers, has been drawn up in duplicate at Rome on February 25, 1930.

MUSSOLINI.

V. MADGEARU.

PROTOCOL

CONCERNING THE IMPORT AND EXPORT RÉGIME.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation concluded on to-day's date between Italy and Roumania, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following conditions :

Should either of the High Contracting Parties cease to be bound in future by the International Convention of November 8, 1927, for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, the régime of prohibitions and restrictions between Italy and Roumania shall be established in accordance with the following provisions :

The High Contracting Parties undertake in no way to impede trade between the two countries by prohibitions on imports and exports.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles seront applicables à tous les pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1° Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
- 2° Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires ;
- 3° Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;
- 4° Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;
- 5° Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique ;
- 6° Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres ;
- 7° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;
- 8° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Il reste entendu que les Hautes Parties contractantes dans le but de réaliser au plus vite dans son intégralité le principe dont ci-dessus, ne maintiendront et n'institueront aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire et pour aussi longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison.

Conformément à l'esprit de cette disposition, les deux Hautes Parties contractantes appliqueront, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus large et libérale.

En outre, dans le cas, où l'une des Parties contractantes établirait des nouvelles prohibitions ou restrictions, soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations ou la fixation des contingents seront étudiés, sur la demande de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible les relations commerciales entre les deux pays.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Parties contractantes sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Rome, le 25 février 1930.

MUSSOLINI.

V. MADGEARU.

Copie certifiée conforme :

Rome; le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,

Grandi.

Exceptions to this rule can only be made in the following cases, and only provided they apply to all countries where conditions are identical :

- (1) Prohibitions or restrictions connected with public safety ;
- (2) Prohibitions or restrictions enacted for moral or humanitarian reasons ;
- (3) Prohibitions or restrictions connected with the traffic in arms, ammunition and war material, or, in exceptional circumstances, in any other war supplies ;
- (4) Prohibitions or restrictions enacted with a view to protecting public health or protecting animals or plants from diseases and noxious insects and parasites ;
- (5) Export prohibitions or restrictions for the protection of national artistic, historical or archaeological treasures ;
- (6) Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, specie, paper money and securities ;
- (7) Prohibitions or restrictions for the purpose of extending to foreign products the régime established within the country in respect of the production of, trade in, transport and consumption of similar national products ;
- (8) Prohibitions or restrictions applied to products which are or may hereafter be the subject of State monopolies or monopolies exercised under State control within the country, so far as concerns productions or trade.

It is understood that, with a view to the full application of the above principle as soon as possible, the High Contracting Parties shall not maintain or establish any import or export prohibition or restriction unless absolutely necessary, and only for so long as the exceptional circumstances which are the cause thereof shall subsist.

In accordance with the spirit of this provision, the two High Contracting Parties shall apply the prohibitions and restrictions in force to each other in the most generous and liberal manner.

Furthermore, should one of the Contracting Parties establish new prohibitions or restrictions either on entry or on exit, the granting of exceptions or the fixing of quotas shall be considered, at the request of either Contracting Party, in such manner as to interfere as little as possible with commercial relations between the two countries.

The present Protocol, which shall be deemed to be approved and sanctioned by the two Contracting Parties without further special ratification, by the simple fact of the exchange of ratifications of the Treaty to which it refers, has been drawn up in duplicate at Rome on February 25, 1930.

MUSSOLINI.

V. MADGEARU.

N° 2446.

ITALIE ET ROUMANIE

Echange de notes relatif au régime
des sociétés. Rome, le 25 février
1930.

ITALIA AND ROUMANIA

Exchange of Notes regarding the
Régime of Companies. Rome,
February 25, 1930.

N° 2446. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ITALIEN ET ROUMAIN RELATIF AU RÉGIME DES SOCIÉTÉS.
ROME, LE 25 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 août 1930.

I.

LE PLÉNIPOTENTIAIRE DE ROUMANIE AU CHEF DU GOUVERNEMENT
PREMIER MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

ROME, le 25 février 1930.

MONSIEUR LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

En me référant aux propositions faites par la délégation italienne au cours des négociations pour la conclusion du Traité¹ de commerce et de navigation signé à la date de ce jour, en ce qui concerne le régime des sociétés par rapport aux dispositions des Traités de Paix, j'ai l'honneur de vous déclarer, au nom de mon gouvernement, qu'il est prêt à établir, à complément des dispositions de l'article 6 dudit traité, la clause suivante :

« Les dispositions établies à l'article 6 sont aussi applicables aux sociétés constituées qui, en vertu des dispositions contenues dans les traités qui ont mis fin à la guerre mondiale, ont été attribuées comme appartenant à une des deux Hautes Parties contractantes même si le siège de ces sociétés se trouve en dehors du pays auquel les sociétés appartiennent. »

Je vous prie de m'assurer que votre gouvernement est d'accord à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Chef du Gouvernement, l'assurance de ma haute considération.

V. MADGEARU.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Grandi.

¹ Voir page 179, de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2446. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ITALIAN AND ROUMANIAN GOVERNMENTS REGARDING THE REGIME OF COMPANIES. ROME, FEBRUARY 25, 1930.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 31, 1930.

I.

THE PLENIPOTENTIARY OF ROUMANIA TO THE HEAD OF THE GOVERNMENT, PRIME MINISTER AND SECRETARY OF STATE.

ROME, February 25, 1930.

YOUR EXCELLENCY.

With reference to the proposals made by the Italian delegation during the negotiations for the conclusion of the Treaty² of Commerce and Navigation signed on to-day's date, and with respect to the régime of companies as affected by the provisions of the Treaties of Peace, I have the honour to inform you, in the name of my Government, that my Government is prepared to adopt the following additional clause to the provisions of Article 6 of the said Treaty :

The provisions laid down in Article 6 shall also apply to incorporated companies which, under the provisions contained in the Treaties which put an end to the world war, have been declared to belong to one of the two High Contracting Parties, even if the head quarters of the said companies are situated outside the country to which the companies belong.

I should be much obliged if you would inform me that your Government agrees to this.

I have the honour, etc.

(Signed) V. MADGEARU.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² See page 179, of this Volume.

II.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT PREMIER MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AU PLÉNIPOTENTIAIRE DE ROUMANIE.

ROME, le 25 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note en date d'aujourd'hui, vous avez bien voulu, au nom du Gouvernement roumain, me communiquer ce qui suit :

« En me référant aux propositions faites par la délégation italienne au cours des négociations pour la conclusion du Traité de commerce et de navigation signé à la date de ce jour, en ce qui concerne le régime des sociétés par rapport aux dispositions des Traités de Paix, j'ai l'honneur de vous déclarer, au nom de mon gouvernement, qu'il est prêt à établir, à complément des dispositions de l'article 6 dudit traité, la clause suivante :

« Les dispositions établies à l'article 6 sont aussi applicables aux sociétés constituées qui en vertu des dispositions contenues dans les traités qui ont mis fin à la guerre mondiale, ont été attribuées comme appartenant à une des deux Hautes Parties contractantes, même si le siège de ces sociétés se trouve en dehors du pays auquel les sociétés appartiennent. »

En prenant acte de cette communication, j'ai l'honneur de vous déclarer que mon gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

MUSSOLINI.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Grandi.

II.

THE HEAD OF THE GOVERNMENT, PRIME MINISTER AND SECRETARY OF STATE
TO THE PLENIPOTENTIARY OF ROUMANIA.

ROME, *February 25, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

By a note of to-day's date, you were so good as to communicate the following to me in the name of the Roumanian Government :

“ With reference to the proposals made by the Italian delegation during the negotiations for the conclusion of the Treaty of Commerce and Navigation signed on to-day's date, and with respect to the régime of companies as affected by the provisions of the Treaties of Peace, I have the honour to inform you, in the name of my Government, that my Government is prepared to adopt the following additional clause to the provisions of Article 6 of the said Treaty :

“ The provisions laid down in Article 6 shall also apply to incorporated companies which, under the provisions contained in the Treaties which put an end to the world war, have been declared to belong to one of the two High Contracting Parties, even if the headquarters of the said companies are situated outside the country to which the companies belong. ”

Taking note of this communication, I have the honour to inform you that my Government is in agreement therewith.

I have the honour, etc.,

(Signed) MUSSOLINI.

N° 2447.

ITALIE ET ROUMANIE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la suppression de la légalisation des certificats d'origine. Rome, le 25 février 1930.

ITALY AND ROUMANIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of the Legalisation of Certificates of Origin. Rome, February, 25, 1930.

N^o 2447. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ITALIEN ET ROUMAIN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA SUPPRESSION DE LA LÉGALISATION DES CERTIFICATS D'ORIGINE. ROME, LE 25 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 août 1930.

I.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT, PREMIER MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,
AU PLÉNIPOTANTIAIRE DE ROUMANIE.

ROME, le 25 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal d'Italie, désireux de favoriser les relations commerciales entre l'Italie et la Roumanie, verrait avec plaisir la conclusion avec le Gouvernement royal de Roumanie d'un accord stipulant, à titre de réciprocité, les règles suivantes :

1^o Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises d'une des Parties contractantes destinées à l'autre sont exemptés de la formalité du visa consulaire.

2^o Si, dans des cas exceptionnels, il se rend nécessaire d'exiger la légalisation consulaire desdits certificats, les deux gouvernements s'engagent à exempter lesdits certificats du paiement des droits de légalisation.

3^o La même exemption aura lieu lors de la légalisation des factures commerciales pour les cas où une telle légalisation est requise.

4^o Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera établie par un successif échange de notes.

5^o L'arrangement pourra être dénoncé à tout moment et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2447. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ITALIAN AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF THE LEGALISATION OF CERTIFICATES OF ORIGIN. ROME, FEBRUARY 25, 1930.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 31, 1930.

I.

THE HEAD OF THE GOVERNMENT, PRIME MINISTER AND SECRETARY OF STATE
TO THE PLENIPOTENTIARY OF ROUMANIA.

ROME, February 25, 1930.

SIR,

I have the honour to inform you that the Royal Italian Government, desirous of promoting commercial relations between Italy and Roumania, would view with pleasure the conclusion of an agreement with the Royal Roumanian Government stipulating, subject to reciprocity, the following rules :

(1) Certificates of origin accompanying the goods of one of the Contracting Parties intended for the other Contracting Party shall be exempt from the formality of the consular visa.

(2) If, in exceptional cases, it should become necessary to require consular legalisation of the said certificates, the two Governments undertake not to levy legalisation fees in respect of the said certificates.

(3) The same exemption shall apply to the legalisation of commercial invoices in cases in which such legalisation is required.

(4) The present agreement shall come into force at a date to be fixed by a subsequent exchange of notes.

(5) The agreement may be denounced at any time, and shall remain in force for a period of three months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Je serais reconnaissant d'être informé si le Gouvernement de Roumanie est d'accord sur ce qui précède et je me permets de proposer, dans ce cas, que cette note et la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir au nom du Gouvernement royal soient considérées comme un arrangement passé à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

MUSSOLINI.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Grandi.

II.

LE PLÉNIPOTENTIAIRE DE ROUMANIE AU CHEF DU GOUVERNEMENT, PREMIER MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

ROME, le 25 février 1930.

MONSIEUR LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Par votre note d'aujourd'hui, vous m'avez fait connaître que le Gouvernement royal d'Italie, désireux de favoriser les relations commerciales entre l'Italie et la Roumanie, verrait avec plaisir la conclusion d'un accord avec le Gouvernement royal de Roumanie stipulant, à titre de réciprocité, les règles suivantes :

1^o Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises d'une des Parties contractantes destinées à l'autre sont exemptés de la formalité du visa consulaire.

2^o Si, dans des cas exceptionnels, il se rend nécessaire d'exiger la légalisation consulaire desdits certificats, les deux gouvernements s'engagent à exempter lesdits certificats du paiement des droits de légalisation.

3^o La même exemption aura lieu lors de la légalisation des factures commerciales pour les cas où une telle légalisation est requise.

4^o Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera établie par un successif échange de notes.

5^o L'arrangement pourra être dénoncé à tout moment et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En réponse à ladite note, j'ai l'honneur de vous faire part que le Gouvernement royal, également désireux de favoriser les relations commerciales entre l'Italie et la Roumanie, accepte tout ce qui précède, ainsi que la proposition que votre note d'aujourd'hui et la présente soient considérées comme un arrangement passé, à titre de réciprocité, entre les deux gouvernements sur la matière qui en forme l'objet.

Veillez agréer, Monsieur le Chef du Gouvernement, l'assurance de ma haute considération.

V. MADGEARU.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Grandi.

I should be grateful if I could be informed whether the Roumanian Government agrees with the above, and, if so, I would propose that this note and your reply thereto in the name of the Royal Government be regarded as constituting an agreement concluded between the two Governments on this matter.

I have the honour to be, etc.

MUSSOLINI.

II.

THE PLENIPOTENTIARY OF ROUMANIA
TO THE HEAD OF THE GOVERNMENT, PRIME MINISTER AND SECRETARY OF STATE.

ROME, *February 25, 1930.*

SIR,

In your note of to-day's date, you inform me that the Royal Italian Government, desirous of promoting commercial relations between Italy and Roumania, would view with pleasure the conclusion of an agreement with the Royal Roumanian Government stipulating, subject to reciprocity, the following rules :

(1) Certificates of origin accompanying the goods of one of the Contracting Parties intended for the other Contracting Party shall be exempt from the formality of the consular visa.

(2) If, in exceptional cases, it should become necessary to require consular legalisation of the said certificates, the two Governments undertake not to levy legalisation fees in respect of the said certificates.

(3) The same exemption shall apply to the legalisation of commercial invoices in cases in which such legalisation is required.

(4) The present agreement shall come into force at a date to be fixed by a subsequent exchange of notes.

(5) The agreement may be denounced at any time, and shall remain in force for a period of three months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In reply to the said note, I have the honour to inform you that the Royal Government being likewise desirous of promoting commercial relations between Italy and Roumania, accepts all the above provisions and also the proposal that your note of to-day's date and this present note be regarded as constituting an agreement concluded, subject to reciprocity, between the two Governments with regard to the matters dealt with therein.

I have the honour to be, etc.

V. MADGEARU.

N° 2448.

ROUMANIE ET SUÈDE

Arrangement commercial, signé à
Bucarest, le 26 juillet 1930, et
échange de notes prorogeant l'ar-
rangement, Bucarest, les 14 et
21 mars 1931.

ROUMANIA AND SWEDEN

Commercial Agreement, signed at
Bucharest, July 26, 1930, and
Exchange of Notes prorogating
the Agreement, Bucharest, March
14 and 21, 1931.

N° 2448. — ARRANGEMENT COMMERCIAL ENTRE LA ROUMANIE
ET LA SUÈDE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 26 JUILLET 1930.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et par l'envoyé
extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Roumanie auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 1^{er} septembre 1930.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, animés du même désir de consolider et développer les rapports économiques entre leurs pays, ont résolu de conclure un accord commercial provisoire et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence M. le baron J. M. ALSTRÖMER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Roumanie ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. Alexandre VAIDA-VOEVOD, son ministre des Affaires étrangères par intérim ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les ressortissants et les entreprises ayant personnalité juridique de chacun des deux pays, jouiront sur le territoire de l'autre pour leur personne et leurs biens du traitement de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne l'établissement, l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, ainsi qu'en ce qui concerne les impôts et autres taxes.

Les produits naturels ou fabriqués de chacun des deux pays pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, l'entreposage, la réexportation, le transit et en général pour toutes les opérations commerciales, de même que les navires, pour tout ce qui a trait à la navigation dans les eaux et les ports de l'autre pays, jouiront également du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Par conséquence, chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre immédiatement et sans compensation de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance quelconque. Il est fait exception, toutefois, aux stipulations du présent article pour le droit de se livrer au cabotage.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2448. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN ROUMANIA AND SWEDEN. SIGNED AT BUCHAREST, JULY 26, 1930.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Roumania accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 1, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being equally desirous of strengthening and extending the economic relations between their countries, have resolved to conclude a temporary Commercial Agreement, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Baron J. M. ALSTRÖMER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Roumania ; and

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Monsieur Alexandre VAIDA-VOEVOD, His Acting Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Nationals of each of the two countries and undertakings which are juristic persons shall enjoy in the territory of the other, as regards both their persons and property, most-favoured-nation treatment in all matters connected with the establishment and pursuit of their commerce or industry, as well as in everything concerning taxes and other charges.

Products of the soil or industry of each of the two countries shall also enjoy most-favoured-nation treatment in all matters concerning importation, exportation, warehousing, re-exportation, transit, and in general all commercial operations, and vessels shall enjoy similar treatment in everything that concerns navigation in the waters and ports of the other country.

Each of the High Contracting Parties accordingly undertakes to grant to the other, immediately and unconditionally, all favours, privileges and reductions of duties which it has already granted or may in future grant to any third Party in respect of the matters above-mentioned. The provisions of this Article shall not, however, apply to the coasting trade.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte également au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importations et autres droits, ainsi qu'aux formalités douanières et à leur application, aux procédés, aux conditions de payement des droits de douane et autres droits, à la classification des marchandises, à l'interprétation des tarifs de douane et aux procédés d'analyse des marchandises.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le régime des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

Toutefois, ne seront pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, les prohibitions ou restrictions établies ou maintenues :

- a) Pour des raisons d'ordre public ou de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ;
- b) Pour des raisons de santé publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites ou de parer à la dégénérescence ou à l'extinction des plantes utiles ;
- c) Concernant les produits qui font ou pourront faire l'objet d'un monopole d'Etat.

Article IV.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas en ce qui concerne :

- a) Les faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;
- b) Les droits et privilèges accordés ou qui seraient accordés à l'avenir à un ou plusieurs autres Etats, en vue de la conclusion d'une union douanière ;
- c) Les concessions spéciales accordées par la Suède à la Norvège ou au Danemark, ou à ces deux pays.

Article V.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1930 et demeurera exécutoire jusqu'au 1^{er} avril 1931.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Bucarest, le 26 juillet 1930.

(Signé) ALSTRÖMER.

(Signé) Alex. VAIDA VOEVOD.

Pour copie conforme :

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
G. G. Mironesco.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 23 août 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

Article II.

Most-favoured-nation treatment shall also apply to the amount, the guarantee and the levying of import and other duties, as also to Customs formalities and their application, to methods, conditions of payment of Customs and other duties, the classification of goods, the interpretation of Customs tariffs and the methods of analysing goods.

Article III.

The High Contracting Parties shall grant each other reciprocal most-favoured-nation treatment in matters connected with the system of import and export prohibitions and restrictions.

Nevertheless, prohibitions or restrictions shall not be deemed to infringe the principle of most-favoured-nation treatment if they are established or maintained :

- (a) For reasons of public order or the internal or external security of the State ;
- (b) For reasons relating to public health or the protection of animals or useful plants from diseases or from noxious insects or parasites, or the protection of useful plants from degeneration or extinction ;
- (c) In regard to articles which form or may in future form the subject of a State monopoly.

Article IV.

Most-favoured-nation treatment shall not apply :

- (a) To special favours which have been or may in future be granted to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic ;
- (b) To rights and privileges which have been or may in future be granted to one or more other States with a view to the conclusion of a Customs union ;
- (c) To special concessions granted by Sweden to Norway or Denmark or to both these countries.

Article V.

The present Agreement shall come into force on September 1, 1930, and shall remain in force until April 1, 1931.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest on July 26, 1930.

(Signed) ALSTRÖMER.

(Signed) Alex. VAIDA VOEVOD.

ÉCHANGE DE NOTES PROROGÉANT L'ARRANGEMENT

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 6 avril 1931.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

N° 9.

BUCAREST, le 14 mars 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Les négociations relatives à la conclusion d'un traité définitif d'établissement, de commerce et de navigation entre la Suède et la Roumanie, actuellement en cours, ne seront pas terminées jusqu'au 1^{er} avril 1931, date à laquelle expire l'arrangement commercial provisoire du 26 juillet 1930 entre les deux pays.

Pour éviter une situation sans accord j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de proposer au Gouvernement Roumain que la durée de la validité de l'arrangement commercial provisoire susmentionné entre la Suède et la Roumanie, en date du 26 juillet 1930, sera prolongée et que cet arrangement restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours, à partir de la date, à laquelle une des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me communiquer, aussitôt que possible, la réponse du Gouvernement roumain à ce sujet, je profite, Monsieur le Président du Conseil, de cette occasion, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) ALSTRÖMER.

Son Excellence M. Mironescu,
Président du Conseil
et Ministre des Affaires étrangères
etc., etc., etc.
Loco.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 1/4 1931.

Le Chef des Archives :
Carl. Sandgren.

EXCHANGE OF NOTES PROROGATING THE AGREEMENT.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, April 6, 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

SWEDISH LEGATION.

No. 9.

BUCHAREST, *March 14, 1931.*

SIR,

The present negotiations for the conclusion of a final Treaty of Establishment, Commerce and Navigation between Sweden and Roumania will not have been concluded by April 1st, 1931, on which date the temporary Commercial Agreement, concluded on July 26, 1930, between the two countries, expires.

In order that there should be no period uncovered by an agreement, I have the honour, on the instructions of my Government, to propose to the Roumanian Government that the period of validity of the aforesaid temporary Commercial Agreement between Sweden and Roumania of July 26, 1930, shall be extended and that this Agreement shall remain in force until thirty days from the date on which it shall have been denounced by one of the Contracting Parties.

I would ask your Excellency to be so good as to let me know the Roumanian Government's reply as soon as possible.

Yours, etc.

(Signed) ALSTRÖMER.

His Excellency M. Mironescu,
President of the Council
and Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 16242.

BUCAREST, le 21 mars 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre que vous avez bien voulu me faire parvenir en date du 14 courant, N° 9, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'accepte votre proposition de prolonger la durée de la validité de l'Arrangement commercial provisoire, entre la Roumanie et la Suède, daté du 26 juillet 1930, jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date à laquelle une des deux Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les ordres nécessaires ont été donnés aux autorités compétentes à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) FILALITY.

Son Excellence

Monsieur le baron J. M. Alströmer
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Suède
etc., etc., etc.,
Bucarest.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 1/4 1931.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 16242.

BUCHAREST, *March 21, 1931.*

SIR,

In reply to your letter (No. 9) of the 14 of this month, I have the honour to inform you that I accept your proposal that the period of validity of the temporary Commercial Agreement between Roumania and Sweden, of July 26, 1930, shall be extended and that this Agreement shall remain in force until thirty days from the date on which it shall have been denounced by one of the Contracting Parties.

The necessary instructions to this effect have been given to the competent authorities.

Yours, etc.,

(Signed) FILALITY,
For the Minister.

His Excellency
Baron J. M. Alströmer,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Sweden
at Bucharest.

N° 2449.

PERSE ET TURQUIE

Traité d'amitié et de sécurité, signé
à Téhéran, le 22 avril 1926, avec
protocole annexé, signé à Téhé-
ran, le 15 juin 1928.

PERSIA AND TURKEY

Treaty of Friendship and Security,
signed at Teheran, April 22, 1926,
with Protocol annexed thereto, si-
gned at Teheran, June 15, 1928.

ماده دوم

طرفین متعاهدین معظمین موافقت حاصل نمودند که در اسرع اوقات شرائط تعاون اقتصادی نزدیک خود را تحت مطالعه درآورده و تنظیم نمایند
 مسلم است که انتخاب و تنظیم و امثال اجراء تعاون اقتصادی مزبور و همچنین مسئله ترازیت آزاد از خاک همدیگر و ایجاد انواع وسائل ارتباطیه بین مملکتین تحت مطالعه دقیق متخصصین صلاحیت دار طرفین متعاهدین واقع شده و معین خواهد شد .
 نمایندگان مختار طرفین این پروتکل را که جزء لایتنجری عهدنامه مودت و امانیت امضاشده در طهران در تاریخ اول اردی بهشت ۱۳۰۵ - ۲۲ آوریل ۱۹۲۶ محسوب میشود در سه نسخه اصلی فارسی و ترکی و فرانسه امضاء نمودند - در صورت بروز اختلاف متن فرانسه معتبر خواهد بود .

طهران ۲۵ خرداد ۱۳۰۷ مطابق ۱۵ ژوئن ۱۹۲۸

محمد توفیق

مدوح شوکت

پاک روان

پروتکل منضمه بعهد نامه ایران و ترکیه

منعقد در تاریخ اول اردی بهشت ۱۳۰۵ - ۲۲ آوریل ۱۹۲۶

نظر باینکه طرفین متعاهدین بالسویه مایل به تحکیم و تشدید منافع مشترکه سیاسی و اقتصادی بین ایران و ترکیه میباشند لازم شدردند که در تکمیل عهدنامه ۲۲ آوریل ۱۹۲۶ پروتکل حاضره را نیز منعقد نمایند و برای این مقصود اختیار داران خود را بترتیب ذیل معین نمودند:

از طرف اعلیحضرت شاهنشاه ایران :

جناب آقای پاک روان کفیل وزارت امور خارجه

از طرف جناب رئیس جمهوریت ترکیه :

جنابان مستطابان اجل آقایان مددوح شوکت یک سنیر کبیر ترکیه در ایران

و محمد توفیق یک سفیر کبیر ترکیه در مسکو.

و مشار البهم پس از ارائه اختیار نامه های خود که دارای شرائط و اعتبارات لازمه

بود در مواد ذیل توافق نظر حاصل نمودند :

ماده اول

در صورتیکه یکی از متعاهدین مورد عملیات خصمانه یک یا چند دولت ثالث بشود متعاهد

دیگرمکلف است که تمام کوشش خود را بعمل آورد که وضعیت مذکور را اصلاح نماید

اگر با وجود تمام مساعی مبذوله معذک وقوع جنگ حتمی و ناگزیر بشود متعاهدین تقبل

میکنند که وضعیت را بدقت و با روح محبت و خیر خواهی تحت مطالعه در آورند تا اینکه راه

حلی که موافق منافع عالی آنها و متناسب با وضعیت باشد پیدا نمایند.

فصل نهم

محتاج بتوضیح نیست که خارج از حدود تقلبات متقابل که در این عهد نامه معین شده است هر يك از طرفین معظمین متعاملین در روابط خود با دول ثالث آزادی مطلق خواهند داشت .

فصل دهم

این عهد نامه بزبان فارسی و ترک و فرانسه نوشته شده و در صورت بروز اختلاف متن فرانسه معتبر خواهد بود .

فصل یازدهم

عهد نامه حاضر در اسرع اوقات بنصوب مجالس ملی مملکتین خواهد رسید و نسخ صحه شده در طهران مبادله خواهد گردید .

عهد نامه حاضر از تاریخ امضاء دارای اعتبار بوده و برای مدت پنجسال منقذ میشود . در صورتیکه یکی از طرفین متعاملین ششماه قبل از انقضاء مدت فوق راجع بخانه دادن باین عهد نامه تصمیم خود را بدیگری اخطار نکند یکسال دیگر بدت آن بخودی خود افزوده شده و از طرفین برسیبت شناخته خواهد شد و در هر صورت اخطار تصمیم بخانه دادن عهد نامه قبل از انقضاء ششماه مؤثر نخواهد بود .

برای تصدیق مراتب مذکوره در این عهد نامه اختیار داران طرفین آنرا در دو نسخه در طهران نوشته و امضاء و مهر نمودند .

تاریخ ۱ اردی بهشت ماه ۱۳۰۵ شمسی هجری مطابق ۲۲ آوریل ۱۹۲۶ میلادی

محل مهر و امضاء

مدوح شوکت يك - مفتاح - فروغی

بخواهد آذوقه و چهار پایان و کلیه هر چیزی که برای جنک لازم باشد در آن مملکت نهی
 نباید و یا قشون خود را که عقب نشینی مینماید از آنجا عبور دهد و یا سکنه مملکت بیطرف
 را برای مقاصد نظامی خود تشویق و وادار بقیام بکند و یا در خاک مملکت بیطرف
 استکشافات نظامی بعمل آورد متعهد بیطرف ملزم است که باقوای مسلحه خود از عملیات
 مذکوره جلوگیری کرده و بیطرفی خود را حفظ نماید.

فصل پنجم

طرفین معظمین متعهدین تمهید مینمایند که تشکیل و توقف تأسیسات و دستجاتی را که
 مقصد آنها برهم زدن صلح و امنیت مملکت متعهد و یا تغییر حکومت آن باشد در خاک خود
 اجازه نداده و همچنین اشخاص و یادستجاتی را که بوسیله تبلیغات یا سایر وسائل درصدد مبارزه
 با مملکت متعهد دیگر باشند ممنوع از توقف در خاک خود بدارند.

فصل ششم

نظر بتمامین آسایش و امنیت سکنه مناطق سرحدی طرفین متعهدین هر نوع اقدامات
 لازمه خواهند نمود که بخلافکارها و عملیاتیکه از طوایف ساکن نواحی مجاوره سرحدات
 ناشی میشود و ممکن است بآسایش مملکتین سکنه وارد نماید خاتمه دهند.
 اقدامات مزبوره را دولتین جداگانه و یا در صورتیکه لازم بداند مشترکاً بعمل
 خواهند آورد.

فصل هفتم

طرفین معظمین متعهدین موافقت مینمایند که اختیار داران خود را در ظرف مدتی
 که بیش از ششماه از تاریخ امضاء این معاهده نباشد در طهران مجتمع کرده و قرارداد های
 تجارتی و قونسولی و گمرکی و پستی و تلگرافی و همچنین قرار داد اقامت و اعاده مجرمین را
 منعقد نمایند.

فصل هشتم

طرفین متعهدین توافق نمودند که برای تسویه اختلافاتیکه ممکن است فیاین بروز
 کند و بطریق عادی دیپلماتیک حل نشود طریق خاصی معین نمایند.

و

جناب آقای میرزا داود خان مفتاح

کفیل وزارت امور خارجه .

از طرف رئیس جمهوریت ترکیه:

مدوح شوکت یک

ایلچی فوق العاده و سفیر کبیر ترکیه در ایران .

و اختیار داران مزبور پس از ارائه اختیار نامهای خود که معتبر شناخته شد درباب

مقررات ذیل توافق نظر حاصل نمودند .

فصل اول

صلح خلل ناپسیر و دوستی صمیمی دائمی مابین مملکت شاهنشاهی ایران و جمهوریت

ترکیه و همچنین مابین اتباع آنها برقرار خواهد بود .

فصل دوم

در صورت وقوع عملیات نظامی از طرف یک یا چند دولت ثالث نسبت به یکی از دولتهای

معضلمتین متعاهدین طرف متعاهد دیگر متعهد است که بیطرفی خود را نسبت به متعاهد

خود محفوظ بدارد .

فصل سوم

هر یک از متعاهدین تقبل مینمایند که از حمله نسبت به متعاهد دیگر خود داری کرده و در

هیچ نوع اتحاد یا ائتلاف سیاسی و اقتصادی و یا مالی که از طرف یک یا چند دولت ثالث بر ضد

طرف متعاهد دیگر یا بر ضد امنیت نظامی و بحری آن منقذ شده باشد شرکت ننجیند .

همچنین هر یک از متعاهدین تقبل مینمایند که در هیچ نوع عملیات خصمانه که از طرف

یک یا چند دولت ثالث بر ضد طرف متعاهد دیگر وقوع یابد مشارکت ننمایند .

فصل چهارم

در صورتیکه یک یا چند دولت ثالث در موقع جنگ با یکی از متعاهدین معضلمتین بیطرفی

متعاهد دیگر را نقض کرده و از خاک آن مملکت فزون و اسلحه و مهمات جنگی عبور دهد و

N^o 2449.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

Textes officiels persan, turc et français communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 septembre 1930.

Persian, Turkish and French official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 2, 1930.

معاهده نامه و دادیه و تأمینیه مابین دولت علیه ایران و جمهوریت ترکیه

مقدمه

دولت ایران از یکطرف

و

دولت ترکیه از طرف دیگر

احتیاجات و وظائفی را که عصر حاضر برای ملتین ایجاد و ایجاب مینماید در نظر گرفته و چون معتقد و جازم میباشند که تحکیم رشته دوستی و برادری موجود بین ایشان واجب است لهذا مصمم شدند که شرایط مادی روابط صمیمی خود را روشن نمایند و برای نیل باین مقصود انعقاد معاهده و دادیه و تأمینیه را لازم شمرده و برای این منظور طرفین توافق کردند که مذاکرات راجعه باین امر در شهر طهران بعمل آید و اختیار داران خود را بشرح ذیل معین نمودند :

از طرف اعلیحضرت همایون شاهنشاه ایران :

جناب اشرف آقاي ميرزا محمد طباطبائي فروغی

رئيس الوزراء .

ایکینجی ماده

طرفین عاقدین عالین آرارنده موجود اقتصادی تشریک مساعی شرائطی ممکن اولدینی قادر سرعتله تنظیم ایله مک خصوصنده اتفاق ایله مشردر .

مسلم درکه اقتصادی تشریک مساعی وسائط و وسائلنی و یکدیگریک اراضیسندن سر بست ترانسیب اجراسنی و ایکی ملک آراسنده هر در لو مناقله و مواصله وسائطنی تاسیسنی طرفین عاقدین جانبدن تعیین اولونه حق صلاحیتدار متخصصر مطالعه و تعیین ایله جکلدر .

طرفین صلاحیتدار مرخصری طهرانده ۱ اردی بهشت ۴۰۵ تاریخنده امضا ایدیلن مخادنت و امنیت عهدنامه سنک جزء غیر منفکی اولان اشبو پروتوقولی تورکجه فارسی و فرانسجه لسانلرنده ایکی اصلی نسخه اوله رهق امضاء ایشلدر . اختلاف ظهورنده فرانسجه متن معتبر اوله جقدر .

۲۵ خرداد ۱۳۰۷ تاریخنده طهرانده تنظیم اولونمشدر

محل مهر و امضاء بک روان مدوح شوکت محمد توفیق

براردی بهشت ۱۳۰۵ تاریخی ایران - تورکیه مخادنت و امنیت معاهده سنه مربوط پروتوقولدر

ایران دولت علیه سی و تورکیه جمهوری آرازانده موجود مشترک سیاسی و اقتصادی روابطی تحکیم و تقویه بی متساویاً آرزو اینتکده اولد فلرندن ۱ اردی بهشت ۳۰۵ تاریخی ایران - تورکیه مخادنت و امنیت عهدنامه سنی اکمالا اشبو پروتوقولک تنظیمی لازم عدایتش و مرخصلری اوله رق

ایران شاهنشاهی حضرتلری طرفندن

امور خارجه و وزیر و کبلی آقای فتح الله خان یاک روان جنابلرینی

و

تورکیه رئیس جمهوری حضرتلری طرفندن

تورکیه جمهوری طهران بویوک ایلیجیسی مدوح شوکت بکی

و

تورکیه جمهوری موسقوا بویوک ایلیجیسی محمد توفیق بکی

تعیین ایله مشلردر.

مشار البهم حامل اولمقلری صلاحیتنامه لری تعاطی و اصوله موافق بولارهق اتیده کی

مواد حقنده موافق نظر حاصل ایله مشلردر.

برنجی ماده

طرفین عاقیدن دن بری آخر بر ویا برفاق دولتک حرکات خصمانه سنه معروض فالدینی تقدیرده طرف دیگر وضعیتی اصلاح ایچون بوتون قوتله صرف مساعی ایله جکدر بو مساعی به رضاً حرب امر واقم الوریسه طرفین عاقیدن کندی منافم غالبه لریله متناسب بر چاره حل بولوق مقصد یله وضعیتی آرازانده دوستانه و خیر خواهانه دقتله مطالعه ایله مکی تمهد ایدرلر.

دوقوزنجی ماده

شوراسی مقرر در که طرفین عاقدیندن هر بری اشبو معاهده نامه ده تعین ایدیلن متقابل تمهدات خارجنده دیگر دولتله هر درلو مناسباتینده سرستی حرکتی تمامله محافظه ایده جقدر.

اوننجی ماده

بومعاهده نامه فارسی ، ترکیجه و فرانسجه لسانلری ایله یاز لشدر . اختلاف ظهورنده فرانسجه متن معتبر اوله جقدر .

اون برنجی ماده

اشبو معاهده نامه امضا سندن اعتباراً معتبر اولوب ممکن مرتبه فیصه بر زمان طرفنده طرفین عاقدین ملت مجلسلرینک تصویبلرینه عرض ایدیله جک و تصدیق اولونان نسخه لر طهرانده تعاطلی قلینه جقدر بو معاهده نامه نك مدت مرعیتی بش سنه اوله جقدر . شاید معاهده نامه مذکور بش سنه لك مدتک ختامندن آتی آی اول طرفین عاقدیندن بری ویا دیگر ی جانبندن فسخ اولوناز ایسه کندیلکندن برسنه دهاا مرعی عدایدیله جک و فسخ کیفیتی انجق آتی ایلق بر مدتک اقتضاسندن سوکرا حکم و تأثیری حائز اوله جقدر .

ایکی طرف مرخصلری یوقاریسه مذکور اون بر ماده احکامنی قبول و تصدیق ایده رک بومعاهده می امضاء و تختیم ایله مشلردر .

طهرانده ۲۲ نیشان ۱۹۲۶ تاریخنده ایکی نسخه اوله رق تنظیم قیلنشددر .

ممدوح شوکت ییلک .

مفتاح

محل مهر محمد علی فروغی

دن اولان آرزاق حیوانات و سائرہ ندارکی و یا رجعت ایدن قطعانک نقل و امراری صورتیله استفاده و یا اهابسنی تخریک و تشویق ایله کندی مقصد لرینه کوره استخدام و یا خودعسکری استکشافات ایچون دولت مذکوره نک بی طرفلنی اخلاصه تصدی ایله بودولت حرکات واقعه به قارشی بی طرفلنی مسلحاً مدافعه به مجبوردر .

بشنجی ماده

طرفین عاقدين کندی مملکتلری داخلنده طرف دیگر ممالکنک امنیت و آسایشنی اخلاص و یا حکومتنی تقلیب غایه سنی تعقیب ایدن تشکیلات و تجمعاتک تشکل و یا اقامتنی و کذلک دیگر مملکت قارشی پروپاگاندا و یا هرمانکی باشقه برواسطه ایله مجادله مقصدنده بولونان اشخاص و یا تجمعاتک اقامتنی قبول ایتمه مکی تمهد ایدرلر .

آلتنجی ماده

طرفین عاقدين حدود منطقه لری اهابسنک حضور و امیتلرینی تامین ایتمه بیلیمک مقصدیله حدوده جوار اراضیه بولونان عشیر تارک احداث ایتمه کلمکده اولدقلری ، ایکی مملکتک آسایشنی نخل افعال مجرمانه به و حرکاته نهایت ویرمه ایچون بالمله تدابیر لازمه بی اتخاذ ایتمه چکلردر .

بوتدابیر طرفین حکومتلرنجه آیری آیری و یا لزومنه فائل اولدقلری تقدیرده مشترکاً اتخاذ اولونه چقدر .

یدنجی ماده

طرفین عاقدين اشبو معاهده نک تقدندن اعتبار آنهات آلتی آی طرفنده تجارت، شهیندرلک، کومروک ، پوسته و تلغراف ، اقامت و اعاده مجرمین مقاوله نامه لری عقیدینه باشلامق خصوصنده ائتلاف ایله مشلردر .

بومقاولانی عقد ایچون طرفین مرخصاری طهران شهرنده طویلانه چکلردر .

سکزنجی ماده

طرفین عاقدين ازالرنده تحددت ایدوب عادی دیپلوماسی طریقنی ایله حل اولونه مایان اختلافاتک تسویه سی ضمننده مراجعت اولونه جن اصولی تنییت ایتمه چکلردر .

ایله

خارجیه وزیري وکلی جناب آقای میرزا داود خان مفتاحی

تورکیه رئیس جمہوری :

ایراندہ تورکیه نک فوق العادہ مرخص بویوک ایلیجیسی مدوح شوکت بکی

تبعین ایله مشر در .

مذکور مرخصلر اصوله موافق کوریلن صلاحیتنامہ لرینی تعاطیدن سوکرا اتیدہ کی

موادی قرارلاشد بر مشر در .

برنجی مادہ

ایران دولتی ایله تورکیه جمہوریتی بینندہ و کذلک ایکی دولتک تبعہ لری آراسندہ

اخلاقی غیر قابل صلح و صمیمی و ابدی مخادنت جاری اوله جقدر

ایکینجی مادہ

طرفین عاقدیندن بری علیہندہ دیگر برویا برقاچ دولت ثالثہ طرفندن بر حرکت عسکریه

واقع اولدینی تقدیرده دیگر طرف عاقد برنجیسنہ فارشی بیطرفلغنی محافظہ ایتکی تمہدایلر .

اوینجی مادہ

طرفین عاقدیندن هربری دیگرینہ فارشی هیچ برتجاوزده بولوننامی و برویا برقاچ دولت

ثالثہ ایله عقد انوب دیگر طرف عاقدک علیہنہ و یا دیگر طرف مملکتک امنیت عسکریه و

جریه سی علیہنہ متوجه سیاسی ، اقتصادی و یا مالی هیچ بر اتفاق و ائتلافه اشتراک ایتہ

مکی تمہدایلر .

بوندن باشقه طرفین عاقدیندن هربری دیگرطرف عاقدعلیہنہ توجیه ابدلش هر هانکی

بر حرکت خصومتکارانه به اشتراک ایتہه جکنی تمہدایلر .

دردنجی مادہ

برویا برقاچ دولت ثالثہ طرفین عاقدیندن برینہ فارشی خصمانہ معاملات وعسکری حرکات

اجراسندہ طرف دیگرک اراضیسندن . ساکر ، اسلحه و مہمات امراری و یا وسائل جریه

N° 2449.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

ایران دولت علیه سی ایله تورکیه جمهوریتی
 آراسنده
 مخادنت و امنیت عهد نامه سی

مقدمه

بر طرفدن ایران

و

دیگر طرفدن تورکیه

عصر حاضرک هر ایکی ملته توجه ایشکده اولدینی احتیاجات و مجبوریات احکامنه تبعیثه وجود اولان دوستاق و قارداشلقارینی تقویه لزومه قائل اوله رق صمیمانه مناسبتلرینک مادی شرائطنی تثبیت ایچون ارالرنده بر مخادنت و امنیت عهد نامه سی عقدینی ^{تقسیمی} تثبیت ایشلر و بو خصوصده طهران شهرینی مذاکره محلی اوله رق ^{تعیینده} ائتلاف ایله مرخصلری اولیق اوزره :

اعلیحضرت همایون ایران شاهنشاهی :

رئیس الوزراء جناب اشرف آقای میرزا محمد علیخان فروشی

N° 2449. — TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE SÉCURITÉ ENTRE LA PERSE
ET LA TURQUIE. SIGNÉ A TÉHÉРАН, LE 22 AVRIL 1926.

PRÉAMBULE

LA PERSE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, constatant les mêmes besoins et obligations que le siècle présent impose à leurs nations respectives,

Et pénétrées de la conviction qu'il y a nécessité pour les deux Etats de resserrer les liens de l'amitié et de la fraternité existant entre eux,

Ont résolu de déterminer les conditions concrètes de leurs rapports cordiaux et de conclure à cette fin un traité d'amitié et de sécurité.

A cet effet, elles se sont mises d'accord pour fixer la ville de Téhéran comme lieu de négociations et ont désigné pour leur plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

Son Altesse MIRZA MOHAMMAD ALI KHAN FOROUGHI, président du Conseil des Ministres ;
Son Exc. MIRZA DAVOUD KHAN MEFTAH, gérant du Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

MEMDOUH CHEVKET bey, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Turquie en Perse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre l'Empire de Perse et la République turque, ainsi qu'entre les citoyens des deux Etats.

Article II.

En cas d'une action militaire dirigée contre l'une des Hautes Parties contractantes par une ou plusieurs Puissances tierces, l'autre Partie contractante s'engage à observer la neutralité vis-à-vis de la première.

Article III.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne se livrer à aucune agression vis-à-vis de l'autre ni à ne faire partie d'aucune alliance ou entente politique, économique ou financière

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2449. — TREATY OF FRIENDSHIP AND SECURITY BETWEEN PERSIA AND TURKEY. SIGNED AT TEHERAN, APRIL 22, 1926.

PREAMBLE.

PERSIA, of the one part, and TURKEY, of the other part, noting that the present time imposes the same needs and obligations on their respective nations,

And being firmly convinced that it is essential for the two States to strengthen the ties of friendship and fraternity existing between them,

Have resolved to lay down specific conditions for the cordial relations between them and with that object to conclude a Treaty of Friendship and Security.

For this purpose, they have agreed to choose Teheran as the seat of negotiations, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Highness MIRZA MOHAMMAD ALI KHAN FOROUGH, Prime Minister ;

His Excellency MIRZA DAVOUD KHAN MEFTAH, Acting Head of the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

MEMDOUH SHEVKET Bey, Turkish Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Persia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Empire of Persia and the Turkish Republic as well as between the citizens of both States.

Article II.

Should military action be directed against either High Contracting Party by one or more third Powers, the other Contracting Party undertakes to observe neutrality towards the former.

Article III.

Each of the two Contracting Parties undertakes not to engage in any aggression against the other and not to be a party to any alliance or political, economic, or financial agreement concluded

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

conclue par une ou plusieurs Puissances tierces et dirigées contre l'autre Partie ou contre la sécurité militaire et navale de son pays.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage en outre à ne pas participer à n'importe quelle action hostile dirigée par une ou plusieurs Puissance tierces contre l'autre Partie.

Article IV.

Au cas où une ou plusieurs Puissances tierces procédant aux actes d'hostilité et aux opérations militaires contre l'une des Hautes Parties contractantes violeraient la neutralité de l'autre Partie en vue d'utiliser son territoire pour des passages de troupes, armes, munitions de guerre ou pour des fournitures de vivres bestiaux et n'importe quelles choses susceptibles de servir à la guerre ou enfin pour le passage des troupes battant en retraite ; ou en vue d'exciter et de soulever les populations du territoire neutre dans le but de les employer à leurs fins, ou bien d'opérer des reconnaissances militaires sur ledit territoire, cette Partie devra s'opposer par les armes à ces actions pour sauvegarder sa neutralité.

Article V.

Les deux Parties contractantes s'engagent à ne point admettre sur leur territoire la formation ou le séjour d'organisations ou de groupements ayant pour but de troubler la paix et la sécurité de l'autre pays ou de changer son gouvernement, ainsi que le séjour de personnes ou de groupements projetant de lutter par propagande ou par tout autre moyen contre l'autre pays.

Article VI.

En vue d'assurer la tranquillité et la sécurité des habitants des zones limitrophes, les deux Parties contractantes prendront toutes les mesures nécessaires pour mettre une fin à des actions coupables et agissements pouvant porter atteinte à la paix des deux pays et auxquels se livrent des tribus se trouvant sur les territoires avoisinant les frontières.

Ces mesures seront prises par les gouvernements respectifs des deux Parties séparément ou d'un commun accord, s'ils le jugent nécessaire.

Article VII.

Les Hautes Parties contractantes sont tombées d'accord pour réunir à Téhéran leurs plénipotentiaires dans un délai de six mois au plus tard à dater de la signature du présent traité, en vue de conclure des conventions commerciale, consulaire, douanière, postale et télégraphique, ainsi que des conventions d'établissement et d'extradition.

Article VIII.

Les deux Parties contractantes se sont mises d'accord pour déterminer la procédure à recourir en vue de régler les différends pouvant surgir entre elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique ordinaire.

Article IX.

Il est entendu qu'en dehors des engagements mutuels pris dans le présent traité, chacune des Hautes Parties contractantes conserve son entière liberté d'action en ce qui concerne ses relations avec de tierces Puissances.

by one or more third Powers and directed against the other Party or against the military and naval security of that Party's country.

Each of the two Contracting Parties further undertakes not to participate in any hostile action whatsoever directed by one or more third Powers against the other Party.

Article IV.

Should one or more third Powers proceeding to acts of hostility and military operations against either High Contracting Party violate the neutrality of the other Party, with a view to using his territory for the passage of troops, arms or munitions of war, or for obtaining supplies of provisions, live stock or any other objects capable of being employed for warlike purposes, or for the passage of troops in retreat ; or with a view to exciting and stirring up the populations of the neutral territory with the object of using them for their own purposes or with a view to carrying out military reconnaissances in the said territory, that Party shall be bound, in order to safeguard his neutrality, to oppose such actions by force of arms.

Article V.

The two Contracting Parties undertake not to allow in their territory the formation or presence of organisations or groups of persons whose object is to disturb the peace and security of the other country or to change its government, or the presence of persons or groups of persons planning to attack the other country by propaganda or by any other means.

Article VI.

To ensure the peace and security of the inhabitants of the frontier zones, the two Contracting Parties will take all necessary measures to put an end to any reprehensible activities which may be liable to affect the peace of the two countries and in which tribes in the territories adjoining the frontiers may engage.

These measures shall be taken by the respective Governments of the two Parties separately, or by common agreement if they consider it necessary.

Article VII.

The High Contracting Parties have agreed that their Plenipotentiaries shall meet at Teheran within six months at most from the date of the signature of the present Treaty for the purpose of concluding commercial, consular, Customs and postal and telegraph conventions, and also establishment and extradition conventions.

Article VIII.

The two Contracting Parties have agreed to determine the procedure to be followed with a view to settling any differences that may arise between them and that it may not have been possible to settle by the ordinary methods of diplomacy.

Article IX.

It is agreed that, apart from the mutual undertakings entered into in the present Treaty, each of the High Contracting Parties retains full liberty of actions as regards his relations with third Powers.

Article X.

Le présent traité a été rédigé en persan, en turc et en français. En cas de divergence, c'est le texte français qui fera foi.

Article XI.

Le présent traité sera soumis, dans le plus bref délai possible, à l'approbation des Assemblées nationales des deux Etats et les ratifications en seront échangées à Téhéran.

Il entrera en vigueur à partir de la date de sa signature et aura la durée de cinq années. Si le traité n'est pas dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes six mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, il sera considéré comme ayant automatiquement sa durée de validité une année en plus, la dénonciation ne pouvant toujours produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Téhéran, le vingt-deux avril mil neuf cent vingt-six.

M. A. FOROUGHI.

MEMDOUH CHEVKET bey.

D. MEFTAH.

PROTOCOLE ANNEXE AU TRAITÉ PERSO-TURC CONCLU EN DATE DU 1^{er} ORDIBEHCHT 1305 (22 AVRIL 1926). SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 15 JUIN 1928.

L'EMPIRE PERSAN et LA RÉPUBLIQUE TURQUE, également désireux de resserrer et de consolider les relations politiques et économiques existant entre eux, ont jugé nécessaire de conclure ce protocole en vue de compléter le Traité d'amitié perso-turc en date du 1^{er} Ordibehecht 1305 (22 avril 1926) et ont à cet effet désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

Son Exc. FATHOLLAH KHAN PAKREVAN, gérant du Ministère des Affaires étrangères ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excel. MEMDOUH Chevket bey, ambassadeur de Turquie à Téhéran ; et

Son Exc. MEHMED TEVFIK bey, ambassadeur de Turquie à Moscou ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Au cas où l'une des deux Parties contractantes serait l'objet d'un acte d'hostilité de la part d'une ou de plusieurs tierces Puissances, l'autre Partie contractante déploiera tous ses efforts pour remédier à la situation. Si, malgré ces efforts, la guerre devenait un fait accompli, les deux Hautes

Article X.

The present Treaty has been drawn up in Persian, Turkish and French. In case of divergence, the French text shall be authentic.

Article XI.

The present Treaty shall be submitted as soon as possible for the approval of the National Assemblies of both States, and the ratifications thereof shall be exchanged at Teheran.

It shall enter into force as from the date of signature and shall remain valid for five years. Unless this Treaty is denounced by either High Contracting Party six months before the expiration of the said period of five years, it shall be considered as automatically renewed for one year more, denunciation becoming in all cases effective only after six months.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Teheran on the twenty-second day of April, one thousand nine hundred and twenty-six.

M. A. FOROUGHI.

MEMDOUH SHEVKET Bey.

D. MEFTAH.

PROTOCOL ANNEXED TO THE PERSIAN-TURKISH TREATY CONCLUDED ON 1ST ORDIBEHECHT 1305 (APRIL 22nd, 1926). SIGNED AT TEHERAN, JUNE 15, 1928.

The PERSIAN EMPIRE and the TURKISH REPUBLIC, being equally desirous of strengthening and consolidating the political and economic relations existing between them, have thought it necessary to conclude this Protocol for the purpose of supplementing the Treaty of Friendship between Persia and Turkey date 1st Ordibehecht 1305 (April 22nd, 1926) and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency FATULLAH KHAN PAKREVAN, Acting Head of the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency MEMDOUH SHEVKET Bey, Turkish Ambassador at Teheran ; and
His Excellency MEHMED TEWFIK Bey, Turkish Ambassador at Moscow ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Should either Contracting Party be the object of an act of hostility on the part of one or more third Powers, the other Contracting Party shall use all his efforts to remedy the situation. Should war become an accomplished fact, notwithstanding those efforts, the two High Contracting

Parties contractantes s'engagent à examiner de nouveau la situation soigneusement et dans un esprit de bienveillance dans le but de parvenir à trouver une solution conforme à leurs intérêts supérieurs.

Article II.

Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord pour régler dans le plus bref délai possible les conditions de leur étroite collaboration dans le domaine économique.

Il reste entendu que le choix et le règlement des moyens de la réalisation de cette collaboration ainsi que la question du libre transit à travers les territoires des deux Parties, et celle de l'établissement des moyens de communication de toute sorte entre les deux pays, seront étudiés soigneusement par les délégués spécialistes compétents qui seront désignés de la part des deux Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé ce protocole, qui fait partie intégrante du Traité d'amitié et de sécurité signé à Téhéran en date du 1^{er} Ordibehecht 1305 (22 avril 1926), en deux exemplaires, en langues persane, turque et française.

En cas de divergence de vues, le texte français fera foi.

Fait à Téhéran, le vingt-cinq Hourdad 1307 (15 juin 1928).

M. TEVFIK.

MEMDOUH CHEVKET.

F. PAKREVAN.

Parties undertake to re-examine the situation carefully and in a friendly spirit with the object of finding a solution in conformity with their highest interests.

Article II.

The two High Contracting Parties agree to settle as soon as possible the conditions of their close co-operation in the economic sphere.

It is understood that the choice and regulation of the means of effecting this co-operation and also the question of freedom of transit through the territories of both Parties and that of the establishment of means of communication of every kind between the two countries shall be carefully studied by the competent specialist delegates who shall be appointed by the two High Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed this Protocol, which forms an integral part of the Treaty of Friendship and Security signed at Teheran on 1st Ordibehecht 1305 (April 22, 1926), in duplicate Persian, Turkish and French texts.

In case of divergence, the French text shall be authentic.

Done at Teheran on 25th Hurdad 1307 (June 15, 1928).

M. TEVFIK.

F. PAKREVAN.

MEMDOUH SHEVKET.

N° 2450.

**HEDJAZ,
NEDJED ET DÉPENDANCES
ET PERSE**

Traité d'amitié. Signé à Téhéran, le
24 août 1929.

**HEJAZ,
NEJD AND DEPENDENCES
AND PERSIA**

Treaty of Friendship. Signed at
Teheran, August 24, 1929.

ماده اول

بین مملکت شاهنشاهی ایران و مملکت حجاز و نجد وملحقات آن و بین اتباع دولتین صلح خلل ناپذیر و دوستی صمیمانه دائمی برقرار خواهد بود و طرفین معظمین متعاهدین تمام مساعی خود را در ادامه و استحکام روابط مزبور مبذول خواهند داشت .

ماده دوم

نظر باینکه طرفین معظمین متعاهدین مایل هستند و حق دارند که وزرای مختار و فونسلهای خود را به مالک یکدیگر اعزام نمایند لهذا موافقت نمودند که با نمایندگان هر یک از طرفین متعاهدین در مملکت طرف متعاهد دیگر بشرط معامله متقابله بر طبق قواعد و مرسوم حقوق عمومی بین المللی رفتار نمایند .

ماده سوم

هریک از طرفین معظمین متعاهدین متعهد می شوند که اتباع طرف متعاهد دیگر را در مملکت خود از جمیع حقوق و مزایائی که اتباع دولت کماله الوداد از آن بهره مند میکردند برخوردار سازند . حکومت اعلیحضرت پادشاه حجاز و نجد وملحقات آن متعهد میگردد که نسبت به حجاج ایرانی از هرجهت مثل سایر حجاجی که به بیت الله الحرام میروند معامله و رفتار نموده و اجازه ندهند که نسبت به حجاج ایرانی در ادای مناسک حج و فرائض دینی آنها هیچگونه مشکلاتی ایجاد شود و نیز تمهید می نمایند که وسائل امنیت و آسایش و اطمینان آنها را فراهم نماید .

ماده چهارم

طرفین معظمین متعاهدین مایل هستند که در موقع مناسب به تکمیل مذاکرات و عقد قرارداد های سیاسی و تجارتي و اقتصادی و غیره اقدام نمایند

ماده پنجم

این عهد نامه در چهار نسخه بفارسی و عربی بامضاء رسیده و متن فارسی و عربی هر دو دارای رسمیت و اعتبار واحد خواهد بود . طهران بتاریخ دوم شهریور ۱۳۰۸ مطابق

باهجدهم ربیع الاول ۱۳۴۸

محل امضاء	محل امضاء	محل امضاء
محمد عبدالرواف	عبدالله الفضل	مهدیقلی
محل مهر و ملحقات آن	محل مهر نمایندگی حجاز و نجد	محل مهر - مهدیقلی

N^o 2450.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

Textes officiels persan et arabe communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité¹ a eu lieu le 2 septembre 1930.

Persian and Arabic official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty¹ took place September 2, 1930.

عهد نامه مودت بین مملکت ایران و مملکت حجاز و نجد و ملحقات آن

اعلیحضرت همایونی شاهنشاه ایران از یکطرف

و

اعلیحضرت پادشاه حجاز و نجد و ملحقات آن

از طرف دیگر

نظر باینکه، تاسیس روابط و دادیه بین مملکتین و تشدید مبانی آن مایل میباشند و معتقدند که ایجاد مناسبات مذکوره موجب پیشرفت و باعث رفاه و آسایش ملتین است بانقاد عهد نامه مودت تصمیم نموده و برای این مقصود اختیار داران خود را معین نمودند.

اعلیحضرت همایون شاهنشاه ایران

جناب اشرف حاج مهدیقلی خان هدایت

رئیس الوزراه

اعلیحضرت پادشاه حجاز و نجد و ملحقات آن

شیخ عبدالله الفضل و شیخ محمد عبدالرواف .

اختیار داران فوق پس از ارائه اعتبار نامه های خود که مطابق قاعده بود درمواد

ذیل موافقت حاصل نمودند .

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Djeddah, le 9 juin 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Jeddah, June 9, 1930.

حضرة صاحب الجلالة ملك الحجاز و نجد و ملحقاتها

الشيخ عبدالله الفضل والشيخ محمد عبدالرواف

مندوبين مفوضين عنها

و بعد ان اطلع المذكورون على اوراق اعتمادهم فوجدوا مطابقة الاصول اتفقوا على المواد الاتية

المادة الاولى

يسود بين الامبراطورية الالمانية و بين مملكة الحجاز و نجد و ملحقاتها و بين رعايا كلتا الدولتين سلام لايمس و صداقة خالصة دائمة و يوكد الفريقان الساميان المتعاقدان رغبتها في بذل كل مجهود في ادامتها و احكام روابطهما .

المادة الثانية

بما ان الفريقين الساميين المتعاقدين برغبان ولهما الحق في تبادل وزرائهما الموضين و التصلبين فانهما قد اتفقا على ان تكون معاملة ممثلي الفريق الواحد جنبنا يكون في البلاد الفريق الاخر طبقا لا احكام قواعد القوانين الدولية العامة و على وجه المقابلة بالمثل .

المادة الثالثة

يتعهد الفريقان الساميان بان يمنح كل منهما لرعايا الفريق الاخر جنبنا يكونون في البلاد التابعة له جميع الحقوق و المزايا التي يتمتع بها رعايا اولى الامم بالفضل و تعهد حكومة جلالة ملك الحجاز و نجد و ملحقاتها بان تعامل الحجاج الالمانيين في جميع المعاملات كباقي الحجاج الوافدين الى بيت الله الحرام و بان لاتسمح باقامة العراقيين في سبيل ادائهم مناسك الحج و فرائض الدينية و ان تسهل لهم وسائل الامن و الراحة و الطمينة

المادة الرابعة

يعلن الفريقان الساميان رغبتها في القيام بمذاكرات اخرى تكملية في الوقت المناسب لعقد اتفاقيات خاصة بالامور السياسية و التجارية و الاقتصادية و سواها

المادة الخامسة

وقعت هذه المعاهدة من اربع نسخ باللغتين العربية و الفارسية و اللصين لغة رسمية واحدة طهران في ١٨ ربيع الاول ١٣٤٨ الموافق ٢ شهر يور ١٣٠٨

مهديقلى امضاء محمد عبدالرواف عبدالله الفضل

N° 2450.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

معاهدة صداقة
بين
المملكة الفارسية
و بين
المملكة الحجازيه و النجدية و ملحقاتها

جلالة امبراطور ايران

من جهة

وجلالة ملك الحجاز و نجد و ملحقاتها

من جهة ثابته

رغبة منهما في تأسيس روابط الصداقة بين البلدين و توثيق عراها و اعتقاداً بان انشاء هذه العلاقات يخدم نمو الشعبين و يساعد على رفاهيتهما فقد قررا عقد معاهدة صداقة

ولهذا الغرض

عين

حضرة صاحب الجلالة امبراطور ايران

صاحب النخامة الحاج مهديقليخان هدايت رئيس الوزراء

وعين

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2450. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE L'EMPIRE DE PERSE ET LE ROYAUME DE HEDJAZ, NEDJED ET DÉPENDANCES. SIGNÉ A TÉHÉРАН, LE 24 AOUT 1929.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DE HEDJAZ, NEDJED et dépendances, d'autre part, animés du désir d'établir les relations d'amitié entre les deux pays et d'en consolider les bases ;

Convaincus que l'établissement de ces relations contribuera au bien-être et à la tranquillité des deux nations,

Ont résolu de conclure un traité d'amitié et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Altesse Hadji MEHDI GHOLI KHAN HEDAYAT, président du Conseil des Ministres ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE HEDJAZ, NEDJED ET DÉPENDANCES :

Cheikh ABDOLLAH ALFAZL et Cheikh MOHAMED IDORRAVAF ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix inaltérable et amitié sincère et durable entre l'Empire de Perse et le Royaume de Hedjaz, Nedjed et dépendances, ainsi qu'entre leurs ressortissants respectifs. Les deux Hautes Parties contractantes emploieront tous leurs efforts au maintien et à la consolidation de tels rapports.

Article II.

Etant donné que les Hautes Parties contractantes désirent et ont le droit d'envoyer, chacune, ses représentants diplomatiques et consulaires sur le territoire de l'autre, conviennent que les représentants de chacune d'elles sur le territoire de l'autre, recevront à condition de réciprocité, le traitement conforme aux règles et pratiques du droit commun international.

Article III.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder sur son territoire aux ressortissants de l'autre Partie tous les droits et avantages accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Hedjaz, Nedjed et dépendances s'engage à traiter les pèlerins persans à tous égards de la même manière que les autres pèlerins qui se rendent

¹ Traduction du Gouvernement persan.

¹ Translation of the Persian Government.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2450. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN THE PERSIAN EMPIRE AND THE KINGDOM OF HEJAZ, NEJD AND DEPENDENCIES. SIGNED AT TEHERAN, AUGUST 24, 1929.

■ HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, of the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF HEJAZ, NEJD AND DEPENDENCIES, of the other part,

Being animated by the desire to establish and consolidate relations of friendship between the two countries ;

Being convinced that the establishment of such relations will contribute to the well-being and tranquillity of the two nations,

Have resolved to conclude a Treaty of Friendship, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Highness Hajji MEHDI GHOLI KHAN HEDAYAT, Prime Minister ;

HIS MAJESTY THE KING OF HEJAZ, NEJD AND DEPENDENCIES :

Sheikh ABDULLAH ALFAZL and Sheikh MOHAMED IDORRAVVAF ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form have agreed upon the following articles :

Article I.

There shall be perpetual peace and sincere and lasting friendship between the Empire of Persia and the Kingdom of Hejaz, Nejd and Dependencies, as well as between their respective nationals. The two High Contracting Parties will devote all their efforts to the maintenance and consolidation of such relations.

Article II.

Whereas the High Contracting Parties desire and are entitled to send their respective diplomatic and consular representatives to each other's territory, they agree that subject to reciprocity, the representatives of each Party shall receive in the territory of the other, treatment in conformity with the rules and practices of common international law.

Article III.

Each of the High Contracting Parties undertakes to accord in his territory to the nationals of the other Party all the rights and benefits accorded to nationals of the most favoured nation. The Government of His Majesty the King of Hejaz, Nejd and Dependencies undertakes to treat Persian pilgrims in every respect in the same manner as other pilgrims proceeding to Mecca, and not to

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

à La Mecque et à ne permettre qu'aucune entrave soit apportée aux ressortissants persans dans l'accomplissement des formalités du pèlerinage et de leurs devoirs religieux, et il s'engage également à leur assurer la sécurité, la tranquillité et l'ordre.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes ont le désir de compléter leurs négociations en temps opportun et de procéder à la conclusion des conventions diplomatiques, commerciales, économiques et autres.

Article V.

Le présent traité est rédigé en quatre exemplaires en persan et arabe. Les deux textes feront foi.

TÉHÉRAN, le 2 *Chahrivar* 1308 (18 *Rabiolavval* 1348).

Sceau de la Mission de Hedjaz, Nedjed et dépendances.

Sceau du président du Conseil des Ministres.

(Signé) MEHDI GHOLI.

(Signé) ABDOLLAH ALFAZL.

(Signé) MOHAMED IDORRAVVAF.

permit any obstacle to be placed in the way of Persian nationals in the accomplishment of the formalities of the pilgrimage or of their religious duties, and undertakes furthermore to assure them security, tranquillity and order.

Article IV.

The High Contracting Parties are desirous of amplifying these negotiations in due course, and of proceeding to the conclusion of diplomatic, commercial, economic and other Conventions.

Article V.

The present Treaty is drawn up in four copies in Persian and in Arabic, both texts being authentic.

TEHERAN, 2nd *Shahrivar* 1308 (18th *Rab'el-awwal* 1348).

Seal of the Mission of Hejaz, Nejd and Dependencies.

Seal of the Prime Minister.

(Signed) MEHDI GHOLI.

(Signed) ABDULLAH ALFAZL.

(Signed) MOHAMED IDORRAVVAF.

N° 2451.

ESTONIE ET SUÈDE

Convention d'extradition des malfaiteurs et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Stockholm, le 20 janvier 1930.

ESTONIA AND SWEDEN

Convention regarding the Extradition of Criminals and Legal Cooperation in Criminal Matters. Signed at Stockholm, January 20 1930.

N° 2451. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION DES MALFAITEURS ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE, ENTRE L'ESTONIE ET LA SUÈDE. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 20 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 septembre 1930.

LE CHEF D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ont résolu de conclure une convention d'extradition des malfaiteurs et d'assistance judiciaire en matière pénale et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE CHEF D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. le D^r Friedrich AKEL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Stockholm ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le D^r Ernst TRYGGER, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Etats contractants s'engagent à se livrer réciproquement, dans les conditions déterminées par la présente convention, les individus condamnés ou poursuivis dans le territoire de l'un d'eux à raison d'une des infractions énumérées à l'article 2 ci-après et qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat.

Article 2.

Paragraphe premier. — L'extradition sera accordée à raison d'un des faits ci-après énumérés, lorsqu'il constitue une infraction pouvant entraîner, d'après les lois estoniennes, une peine d'un an d'emprisonnement au moins, et aux termes du Code pénal suédois ou de la loi maritime suédoise, la peine de la réclusion, à savoir :

1^o Contrefaçon ou altération de monnaie ou de billets de banque ; fabrication ou acquisition dans une intention frauduleuse d'outils ou instruments destinés à servir à une

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 13 août 1930.
Entrée en vigueur le 2 septembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION

No. 2451. — CONVENTION ² BETWEEN ESTONIA AND SWEDEN REGARDING THE EXTRADITION OF CRIMINALS AND LEGAL COOPERATION IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT STOCKHOLM, JANUARY 20, 1930.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 2, 1930.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN have decided to conclude a Convention regarding the extradition of criminals and legal cooperation in criminal matters and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

Dr. Friedrich AKEL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic at Stockholm ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Dr. Ernst TRYGGER, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles.

Article 1.

Each Contracting State undertakes to surrender to the other, under the conditions defined in the present Convention, persons who have been convicted or are being proceeded against in the territory of one of them in respect of any of the offences enumerated in Article 2 hereunder, and who shall be found within the territory of the other State.

Article 2.

Paragraph 1. — Extradition shall be granted in respect of any of the following acts, when such act constitutes an offence punishable under Estonian law with at least a year's imprisonment, and under the Swedish Penal Code or Swedish maritime law, by imprisonment with hard labour :

(1) Counterfeiting or altering coinage or bank-notes ; manufacture or acquisition with fraudulent intent of implements or instruments to be used for such counterfeiting or

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 13, 1930. Came into force on September 2, 1930.

telle contrefaçon ou altération ; émission ou mise en circulation de fausse monnaie ou de billets de banque contrefaits ou falsifiés.

2° Falsification de titres publics ou privés, usage illicite de titres falsifiés ; destruction, déplacement ou établissement frauduleux de bornes ;

3° Contrefaçon de sceaux, marques, poinçons et timbres publics ; fabrication ou acquisition dans une intention frauduleuse d'outils ou instruments destinés à servir à une telle contrefaçon ; usage de sceaux, marques, poinçons et timbres contrefaits ou altérés ;

4° Faux serment ;

5° Assassinat (infanticide et parricide y compris), meurtre ;

6° Avortement volontaire provoqué par une personne autre que la femme enceinte.

7° Exposition ou délaisement d'un enfant ou de toute autre personne hors d'état de se protéger elle-même ;

8° Empoisonnement de marchandises, mise en circulation de marchandises nuisibles à la santé des hommes ou des animaux ;

9° Propagation de maladies contagieuses et dangereuses des hommes ou des animaux, infraction aux prescriptions destinées à prévenir ou à combattre les épizooties ; transmission avec préméditation ou par suite de négligence grave d'une maladie vénérienne ;

10° Sévices ayant occasionné soit la mort sans intention de la donner, soit une maladie ou lésion corporelle grave ;

11° Détention ou séquestration illégale d'autrui ;

12° Enlèvement d'enfants âgés de moins de quinze ans ;

13° Supposition ou substitution d'enfants ;

14° Attentat à la liberté individuelle commis avec violence ou menaces pour contraindre une personne à faire ou à tolérer un acte, ou à s'en abstenir.

15° Viol ;

16° Commerce charnel, soit avec une personne aliénée, ou se trouvant en état de délire, de sommeil ou d'évanouissement, soit avec un mineur de moins de quatorze ans ou avec une personne soumise à l'autorité de l'inculpé ;

17° Proxénétisme, prostitution ou corruption de mineurs facilitée ou favorisée par les parents ou par toute autre personne chargée de leur surveillance ;

18° Inceste ;

19° Bigamie ;

20° Dénonciation ou plainte calomnieuse ;

21° Vol avec ou sans violences, effraction, recel ;

22° Escroquerie ; détournement ; abus de confiance ;

23° Incendie ; acte volontaire provoquant une inondation, une explosion, ou une avarie ; destruction volontaire d'une construction publique ;

24° Fabrication ou détention illicite de substances explosibles ;

25° Instigation ou conduite de mutinerie, violences contre des personnes ou sur des biens en cas de mutinerie ;

26° Violences ou menaces d'un marin contre le capitaine du navire ou tout autre supérieur dans l'exercice de ses fonctions, soit pour le contraindre à prendre une mesure de service ou l'en empêcher, soit pour se venger d'une mesure prise ;

alteration ; uttering or bringing into circulation of false coinage or counterfeited or forged bank notes.

(2) Forgery of public or private securities, illegal uttering of forged securities ; destruction, removal or displacement of landmarks.

(3) Counterfeiting of public seals, marks, dies or stamps ; manufacture or acquisition with fraudulent intent of implements or instruments to be used for such counterfeiting ; use of seals, marks, dies or stamps which have been counterfeited or tampered with.

(4) Perjury.

(5) Wilful homicide with premeditation (including infanticide and parricide), wilful murder.

(6) Wilful abortion brought about by some person other than the woman herself.

(7) Exposure or abandonment of a child or other person unable to protect himself.

(8) Poisoning of goods, putting on the market articles injurious to the health of human beings or animals.

(9) Propagation of infectious and dangerous diseases of human beings or animals, breaches of the regulations promulgated to prevent or combat epizootic diseases ; malicious transmission, or transmission by gross negligence, of a venereal disease.

(10) Ill-treatment resulting in death (without intent to kill), or a disease, or grievous bodily harm.

(11) Illegal detention or confinement of another.

(12) Abduction of children under fifteen years of age.

(13) Substitution of children, false allegation of parenthood.

(14) Attempt to deprive a person of his liberty committed with violence or threats, with a view to compelling him to do, tolerate or refrain from an action.

(15) Rape.

(16) Sexual intercourse with a demented, delirious, sleeping or unconscious person, or with a minor under fourteen years of age, or a person under the authority of the culprit.

(17) Procuration, prostitution or corruption of minors aided or abetted by parents or any other person under whose authority the minors have been placed.

(18) Incest.

(19) Bigamy.

(20) Slanderous accusation.

(21) Theft with or without violence, house breaking, receiving of stolen goods.

(22) Swindling, embezzlement, breach of trust.

(23) Arson ; a malicious act causing a fire, an explosion or other damage ; the malicious destruction of a public building.

(24) Illegal manufacture or possession of explosive substances.

(25) Mutiny or instigation to the same, violence towards persons or interference with property during a mutiny.

(26) Violence committed or threats uttered by a sailor against the captain of the vessel or any other superior officer in the exercise of his duty, either for the purpose of compelling him to take some action in connection with his duty, or preventing him from so doing, or of avenging himself for some measure taken.

27° Falsification de journal de bord ou de journal de la machine ;

28° Abandon de navire par le capitaine.

Paragraphe 2. — L'extradition sera accordée même dans le cas où le fait visé par la demande d'extradition constitue une infraction ne pouvant être passible d'une peine aussi forte que celle visée au paragraphe premier que lorsqu'elle est accompagnée de circonstances aggravantes et même si celles-ci n'ont pas été établies ;

L'extradition sera accordée aussi pour tentative ou complicité (instigation, aide et assistance) d'une des infractions susvisées, pourvu que cette tentative ou cette complicité puisse être punissable d'une peine aussi forte que celle prévue au paragraphe premier.

L'extradition pourra être réclamée aussi quand elle vise des individus condamnés ou poursuivis à raison d'infractions punissables d'après les lois pénales militaires, lorsque ces infractions sont de telle nature que, commises par des individus non soumis auxdites lois, elles seraient, en vertu du présent article, de nature à motiver l'extradition.

La liste des infractions pouvant donner lieu à l'extradition pourra être complétée en tout temps par arrangement conclu entre les gouvernements des Etats contractants et les dispositions de la présente convention s'appliqueront aux infractions ajoutées à ladite liste comme si celle-ci y avaient été énumérées.

Article 3.

Paragraphe premier. — L'extradition ne pourra être réclamée pour des infractions politiques. Toutefois, lorsque le fait pour lequel elle est demandée comprend aussi une infraction de nature non politique, elle pourra être accordée, pourvu que, eu égard aux circonstances du cas particulier, l'infraction soit à considérer comme ayant essentiellement un caractère non politique.

En aucun cas, l'assassinat, la tentative d'assassinat ou le meurtre d'un chef d'Etat ou d'un membre de la famille d'un souverain ne sera réputé infraction politique.

Paragraphe 2. — L'extradition des individus condamnés ou poursuivis à raison d'une infraction commise contre une autorité publique ne pourra être réclamée que dans le cas où le fait délictueux est connexe à une autre infraction qui, aux termes de l'article 2, soit de nature à la motiver.

Paragraphe 3. — L'extradition n'aura pas lieu à raison d'un fait constituant, d'après les lois de l'Etat requis, une infraction aux dispositions des lois spéciales sur la liberté de la presse.

Paragraphe 4. — Il appartiendra à l'Etat saisi de la demande d'extradition de décider si une infraction est à considérer, d'après les dispositions du présent article, comme étant de nature à motiver le refus de l'extradition.

Article 4.

En aucun cas, les Etats contractants ne se livreront réciproquement leurs propres nationaux.

L'extradition n'aura pas lieu pour une infraction commise sur le territoire de l'Etat requis ou à bord d'un navire de sa nationalité. Toutefois, l'extradition d'un individu condamné ou poursuivi à raison de complicité d'une infraction commise hors du territoire de l'Etat requis et non à bord d'un navire de sa nationalité sera accordée, même si l'acte de complicité doit être réputé commis sur le territoire de cet Etat ou à bord d'un navire de sa nationalité.

Si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a été commise hors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition ne sera accordée que dans le cas où la législation de l'Etat requis permet, dans des circonstances analogues, la poursuite en justice d'une infraction de l'espèce commise hors de son territoire.

Article 5.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Lorsque la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois en vigueur dans le territoire de la Partie requise, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise,

(27) Making false entries in the log-book of a vessel or machine.

(28) Abandonment of a ship by the captain.

Paragraph 2. — Extradition shall be granted even if the act mentioned in the requisition for extradition constitutes an offence which is punishable with as severe a penalty as that specified in paragraph 1 only when accompanied by aggravating circumstances and even if such circumstances have not been proved.

Extradition shall also be granted for attempts to commit one of the offences enumerated above, or for complicity therein (incitement, aiding or abetting) provided that such attempts or complicity is punishable with as severe a penalty as that specified in paragraph 1.

Extradition may also be claimed when the persons in question have been convicted or are being proceeded against for offences punishable under military law, when these offences are such as would, when committed by persons not subject to military law, be sufficient under the present Article to justify extradition.

The list of offences in respect of which extradition may be granted may at any time be supplemented by arrangement between the Governments of the contracting States, and the provisions of the present Convention shall apply to the offences added to the list as if they were contained in the original list.

Article 3.

Paragraph 1. Extradition may not be claimed in respect of political offences. Nevertheless, when the act in respect of which extradition is claimed includes a non-political offence, extradition may be granted, provided that, having regard to the circumstances of the particular case, the offence is to be considered as essentially of a non-political character.

In no case shall the assassination, attempted assassination or murder of a Head of State or a member of a Sovereign's family be regarded as a political offence.

Paragraph 2. The surrender of persons who have been convicted or are being proceeded against for an offence committed against a public authority may not be claimed unless the offence is connected with another offence for which extradition may be claimed under Article 2.

Paragraph 3. Extradition may not be granted for an act constituting under the laws of the State applied to an offence against the provisions of special laws relating to the freedom of the press.

Paragraph 4. The State applied to shall be entitled to decide whether an offence is such that, under the provisions of the present Article, extradition may be refused.

Article 4.

The Contracting States shall in no case surrender their own nationals.

Extradition shall not be granted for an offence committed in the territory of the State applied to or on board a vessel flying the flag of that State. Nevertheless, the surrender of a person convicted or being proceeded against for complicity in an offence committed outside the territory of the State applied to, and not on board a vessel flying its flag shall be granted, even if the act of complicity is to be regarded as having been committed in the territory of that State or on board a vessel flying its flag.

If the offence in respect of which the requisition for extradition is made was committed outside the territory of the State making application, extradition shall be granted only if the legislation of the State applied to provides in similar circumstances for proceedings in respect of an offence of the same kind committed outside its territory.

Article 5.

Extradition shall not be granted :

(1) If, under the laws in force in the territory of the Party to which application is made or of the State where the offence was committed, exemption from prosecution or

avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire ou lorsqu'il est impossible de le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux ;

2° Lorsque l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction ou lorsqu'il a déjà été mis hors de cause ou amnistié, condamné ou acquitté pour le même fait.

Article 6.

Si l'individu réclamé a été condamné par un jugement définitif dans l'Etat requis, pour une infraction autre que celle pour laquelle il est réclamé, son extradition n'aura pas lieu avant qu'il ait entièrement subi sa peine. En cas de raisons très spéciales, l'Etat requérant pourra toutefois réclamer son extradition provisoire en vue de procéder à l'instruction de son procès, à charge de s'engager à le livrer immédiatement de nouveau, dès qu'un jugement définitif aura été rendu, à l'autorité compétente de l'Etat qui l'aura extradé.

Si l'individu réclamé est poursuivi dans l'Etat requis pour une autre infraction, il appartiendra à cet Etat de décider si son extradition aura lieu avant que l'action intentée contre lui ait abouti à une sentence définitive.

Article 7.

Nul ne pourra, après avoir été livré par l'un des Etats contractants à l'autre, ni être poursuivi ou puni sur le territoire de celui-ci pour un fait commis avant son extradition et autre que celui pour lequel l'extradition a eu lieu, ni, sauf dans le cas prévu à l'article 9, alinéa deuxième, être livré à un Etat tiers, à moins que l'Etat qui l'a extradé n'en donne l'autorisation conformément aux dispositions de l'article 13, ou que l'individu extradé n'y ait consenti librement et publiquement, soit par devant un tribunal, soit sous une autre forme, ou encore, à moins que, après avoir été définitivement acquitté ou remis en liberté à l'expiration de sa peine, il n'ait négligé de quitter le pays dans le délai d'un mois, bien qu'il n'y eût pas d'empêchement à son départ, ou n'y soit revenu après l'avoir quitté.

Durant le délai d'un mois stipulé à l'alinéa précédent, et à moins que l'individu extradé ne se rende coupable d'une nouvelle infraction, aucun empêchement ne devra être mis à sa sortie du pays.

L'individu extradé ne pourra être traduit, pour l'infraction ayant motivé son extradition, par devant un tribunal auquel la compétence nécessaire pour connaître des affaires de l'espèce n'aurait été attribuée qu'en vue de ce cas particulier ou de circonstances exceptionnelles et spéciales.

Quand l'extradition est accordée pour une infraction aux lois pénales militaires ou pour une infraction commise contre une autorité publique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera puni pour ladite infraction que dans la mesure où elle est de nature à motiver son extradition. Si l'extradition est accordée en vertu de l'article 3, premier alinéa, pour une infraction ayant un caractère essentiellement non politique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera pas puni pour l'acte visé comme pour une infraction de nature politique.

Si l'individu réclamé a été condamné à mort dans l'Etat requérant ou si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est passible, d'après les lois de cet Etat, de la peine de mort, il pourra, en outre, être stipulé que cette peine ne sera pas exécutée.

Article 8.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique. Elle devra indiquer la nationalité de l'individu réclamé et être accompagnée, en original ou en expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation rendu par un tribunal, soit d'un mandat d'arrêt émané d'un tribunal ou de toute autre autorité compétente, et désignant exactement la nature de l'infraction ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise. Le texte des dispositions pénales en vigueur dans l'Etat réclamant

punishment had been acquired by lapse of time before the culprit was arrested or interrogated, or if it is impossible to take proceedings against him or give effect to the sentence for any other legal reason.

(2) If the person claimed has been proceeded against in the country applied to for the same offence or has already been granted remission of sentence, or has been pardoned, convicted or acquitted for the same offence, or if the case has been dismissed.

Article 6.

If the person claimed has been convicted by a final sentence of a court in the State applied to for an offence other than that for which extradition is demanded he shall not be surrendered until he has served his full sentence. For very special reasons, however, the State making application may demand his provisional extradition with a view to opening proceedings against him, provided it undertakes to hand him over again, as soon as a final judgment has been given, to the competent authority of the State which has surrendered him.

If the person claimed is being proceeded against in the State applied to for another offence, it shall be for that State to decide whether he shall be surrendered before final judgment has been given concerning him.

Article 7.

No person who has been surrendered by one of the Contracting States to the other may be either proceeded against or punished in the territory of the latter for any offence committed prior to his extradition other than that for which he was surrendered, nor, except in the case provided for in Article 9, paragraph 2, may he be surrendered to a third State, unless the State which has surrendered him gives its special authorisation provided for under Article 13, or unless the person surrendered has freely and publicly consented thereto before a Court or in any other way, or unless, having been finally acquitted or set at liberty on the expiration of his sentence, he has not left the country within a period of one month, though entirely free to do so, or unless, having left the country, he returns thither.

During the period of one month specified in the previous paragraph, the person surrendered shall in no way be prevented from leaving the country unless he commits a further offence.

The person surrendered may not be proceeded against for the offence for which he has been surrendered in a Court which is declared competent to try cases of the kind referred to solely in view of this particular case, or in exceptional and special circumstances.

When extradition is granted for an offence against military law or for an offence committed against a public authority, it may be made a condition that the person surrendered shall only be punished for the said offence in so far as it is of such a nature as to justify his extradition. If extradition is granted in virtue of Article 3, paragraph 1, for an offence of an essentially non-political character, it may be stipulated that the person surrendered shall not be punished for the offence in question as for an offence of a political nature.

If the person claimed has been condemned to death in the State making application, or if the offence in respect of which his extradition is claimed is punishable under the laws of that State with death, it may further be stipulated that such penalty shall not be carried out.

Article 8.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel. It must state the nationality of the person claimed and must be accompanied by the original or a certified copy, either of a sentence of condemnation or of a warrant of arrest issued by a Court or other competent authority, stating the exact nature of the offence, and the date when and the place where it was committed. It must also be accompanied by a copy of such penal provisions in force in the State

et applicables à l'infraction et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé et sa photographie seront annexés à la demande d'extradition.

Si les pièces transmises sont incomplètes ou qu'un supplément d'information soit jugé nécessaire, l'Etat réclamant pourra être invité à fournir ce qui ferait défaut.

En aucun cas, l'Etat réclamant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 9.

Si l'individu dont l'extradition est demandée, en vertu des dispositions de la présente convention, par l'un des Etats contractants, est réclamé aussi par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants, il sera livré.

Si, dans le cas prévu ci-dessus, les demandes d'extradition visent des infractions différentes, l'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, stipuler que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat.

Article 10.

En attendant la demande régulière d'extradition d'un individu, celui-ci pourra être arrêté provisoirement.

La demande d'arrestation sera faite par la voie diplomatique. Toutefois, en cas d'urgence et notamment s'il y a lieu de craindre la fuite dudit individu, les autorités suivantes pourront, par la poste ou par le télégraphe, adresser directement cette demande les unes aux autres, à savoir, en Estonie : les préfets de police (*politsei prefektid*) et les commissaires de police criminelle (*kriminaalkomissarid*) et en Suède : la préfecture de Stockholm (*överståthållareämbetet*), les administrations provinciales (*länsstyrelse*), les chefs de police provinciaux (*landsfogde*), les bourgemestres (*borgmästare*), et les chefs de police de ville (*polismästare*).

La demande indiquera l'infraction dont l'individu qu'elle vise est inculpé, la date et le lieu où elle a été commise et autant que possible la nationalité dudit individu et son signalement et donnera avis de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt conforme aux dispositions de l'article 8. Il y sera notifié, en outre, qu'une demande régulière d'extradition dudit individu sera faite ultérieurement.

Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie.

La date et le lieu de l'arrestation provisoire seront, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis, communiqués au représentant diplomatique de l'Etat requérant. Si, dans un délai de quatre semaines à compter du jour où celui-ci aura reçu cet avis, l'Etat requérant n'adresse pas à l'autre Etat une demande régulière d'extradition du détenu, celui-ci pourra être remis en liberté.

Article 11.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai de trois semaines à compter du jour où son représentant diplomatique auprès du gouvernement de l'Etat requis aura reçu l'avis constatant que l'extradition peut être effectuée immédiatement. Passé ce délai, ledit individu pourra être mis en liberté.

Article 12.

Lorsqu'un individu aura été arrêté conformément aux dispositions de la présente convention, tous les objets en sa possession lors de son arrestation, qui pourraient servir de preuve pour la

making the requisition as are applicable to the offence, and whenever possible, by a description of the person claimed, and his photograph.

If the documents communicated are incomplete, or if further information is considered necessary, the State making the application may be asked to supply what is lacking.

A State making application shall in no case be required to produce proof of the guilt of the person claimed.

Article 9.

If a person whose extradition is applied for by one of the Contracting States under the terms of the present Convention is also claimed by one or more other States, the State applied to shall decide to which of the States making application he shall be surrendered.

If in such a case the requisitions for extradition are in respect of different offences, the State applied to may, when granting extradition, attach thereto the condition that the person claimed shall, on the expiration of his sentence, be surrendered to another State.

Article 10.

Pending the formal requisition for extradition, the person concerned may be arrested provisionally.

An application for arrest shall be made through the diplomatic channel. In urgent cases, however, and particularly if there is reason to apprehend the flight of the person concerned, the following authorities may forward this application direct to each other by letter or telegram: in Estonia, the police prefects (*politsei prefektid*) and the Commissioners of the Criminal Investigation Department (*Kriminaalkomissariid*), and in Sweden, the Stockholm Prefecture (*överstathallareämbetet*), the provisional administrations (*länsstyrelse*), the provincial chiefs of police (*landsfogde*), the mayors (*borgmästare*) and the chiefs of police of towns (*polismästare*).

The application shall indicate the offence of which the person in question is accused, the date when and the place where it was committed and whenever possible, his nationality and description. It shall further mention in any sentence passed on, or warrant of arrest issued against, the person concerned in accordance with Article 8. It must further state that a formal requisition for his extradition will be presented later.

The competent authorities of either Contracting Party may, even in the absence of such notice, provisionally arrest any person found in their territory and reported by the authorities of the other Party.

The date and place of the provisional arrest shall be communicated to the diplomatic representative of the State making application through the Ministry of Foreign Affairs of the State applied to. If, within a period of four weeks from the date on which the State making application receives such notice, it fails to present to the other State a formal requisition for the extradition of the person under detention, the latter may be set at liberty.

Article 11.

If extradition is granted, the State making application shall be bound to arrange for the surrender of the person claimed within three weeks from the date on which its diplomatic representative accredited to the Government of the State applied to received notification that extradition might be immediately effected. After the expiration of this period the person concerned may be set at liberty.

Article 12.

When a person has been arrested under the terms of the present Convention, any effects in his possession at the time of his arrest, which may serve as evidence of the offence or the production of

constatation de l'infraction ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie lésée, seront saisis; et, si l'extradition est accordée, délivrés aux autorités de l'Etat réclamant.

L'Etat requis pourra faire, relativement à ces objets, toutes les réserves qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder les droits des tiers.

Article 13.

Si, nonobstant les conditions visées à l'article 7, l'un des Etats contractants désire poursuivre un individu qui lui a été livré, à raison d'une infraction autre que celle pour laquelle il a été extradé et commise antérieurement à son extradition, ou le livrer à un Etat tiers, il devra en demander l'autorisation par la voie diplomatique. Cette demande indiquera la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise, ou sera accompagnée de pièces fournissant lesdites indications. Si la demande a pour objet la mise en accusation de l'individu extradé et qu'elle vise une infraction pour laquelle, aux termes des dispositions de la présente convention, l'extradition ne puisse être refusée, l'autorisation sera accordée.

Article 14.

Lorsqu'un individu est livré par un Etat tiers à l'un des Etats contractants et qu'il soit nécessaire de le faire passer par le territoire de l'autre Etat contractant, celui-ci ne pourra, à moins qu'il ne s'agisse d'un de ses nationaux, s'opposer au passage. La demande de passage sera faite par la voie diplomatique et accompagnée, soit de l'arrêté d'extradition en original ou en expédition authentique, soit d'un document énonçant un jugement ou mandat conforme aux dispositions de l'article 8. Le passage aura lieu sous escorte d'un agent au service de l'Etat sur le territoire duquel il s'effectue.

Article 15.

Si, dans la poursuite d'une infraction non politique, une autorité judiciaire de l'un des Etats contractants juge nécessaire l'audition de témoins séjournant sur le territoire de l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction à effectuer sur ledit territoire, la demande en sera faite par écrit et par la voie diplomatique et il y sera donné suite dans la mesure où le permet la législation de l'Etat requis. L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée dans le cas où l'instruction aurait pour objet un fait non punissable dans l'Etat requis.

L'Etat requérant sera, s'il le demande et autant que possible, avisé à l'avance en temps utile de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée.

Article 16.

Si, dans la poursuite d'une infraction non politique instruite dans l'un des Etats contractants, la production d'objets et de documents propres à servir de pièces à conviction et se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Etat est jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et il y sera donné suite, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent dans un cas déterminé, et sauf le droit pour l'Etat requis de mettre pour condition à ladite production l'obligation de restituer les objets ou documents susvisés.

Article 17.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente convention, resteront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ces mesures auront été prises, à l'exception des frais du passage à travers le territoire de l'une des Parties contractantes visé à l'article 14.

which may be claimed by the party prejudiced, shall be seized, and if extradition is granted, handed over to the authorities of the State applying for extradition.

The State to which application is made may impose any conditions which it considers necessary with regard to such effects in order to safeguard the rights of third parties.

Article 13.

If, notwithstanding the conditions specified in Article 7, one of the Contracting States desires to prosecute a person who has been surrendered to it in respect of an offence other than that for which he has been surrendered and committed prior to his extradition, or to hand him over to a third State, it must ask for authorisation through the diplomatic channel. Such application shall indicate the nature of the offence, the date when and the place where it was committed, or be accompanied by documents containing these particulars. If the object of the application is to bring the person surrendered to trial and if the offence is such that under the terms of the present Convention extradition cannot be refused, authorisation shall be granted.

Article 14.

If a person is to be surrendered by a third State to one of the Contracting States and if he has to be conveyed through the territory of the other Contracting State, the latter shall not refuse to allow him to pass through its territory provided he is not one of its nationals. Application for the passage of such persons shall be made through the diplomatic channel and be accompanied either by the original or a certified copy of the extradition warrant or by the document containing the sentence of warrant in conformity with the terms of Article 8. Such persons shall be conveyed under the escort of an official in the service of the State whose territory is being crossed.

Article 15.

If, in the case of a prosecution for an offence of a non-political character, a judicial authority of one of the Contracting States considers it necessary to take the evidence of witnesses residing in the territory of the other State, or to carry out any other investigation there, a request to that effect shall be made in writing through the diplomatic channel, and shall be complied with so far as the laws of the State applied to permit. Execution of letters of request may be refused if the preliminary hearing is in respect of an act not punishable in the State applied to.

When possible, the State making application shall, if it so desire, be given due notice in advance of the time and place at which the measure applied for will be carried out.

Article 16.

If, in the case of a prosecution for an offence of a non-political character in one of the contracting States, it is considered necessary that articles or documents in the hands of the authorities of the other State which may serve as evidence of the offence should be produced, a request for that purpose shall be made through the diplomatic channel and shall be granted unless there are other reasons to the contrary in individual cases, the State to which the request is made having the right to make the surrender of such articles or documents conditional upon their subsequent return.

Article 17.

Expenses occasioned by the measures provided for in the present Convention shall be borne by the State in whose territory the measures are taken, with the exception of the expenses incurred in the passage through the territory of one of the Contracting Parties referred to in Article 14.

Article 18.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente convention devront être rédigés dans la langue officielle de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction authentique en cette langue.

Article 19. ¶

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur vingt jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de sa dénonciation par l'un des Etats contractants.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Stockholm, le 20 janvier 1930.

(L. S.) Fr. AKEL.

(L. S.) Ernst TRYGGER.

Article 18.

All documents produced in the cases provided for in the present Convention shall be drawn up in the official language of the State applied to or accompanied by a certified translation in that language.

Article 19.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Tallinn as soon as possible.

It shall come into force twenty days after the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either of the contracting States denounces it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm, January 20, 1930.

(L. S.) FR. AKEL.

(L. S.) ERNST TRYGGER.

N° 2452.

CHINE ET JAPON

Accord réglant les relations douanières entre les deux pays, signé à Nankin, le 6 mai 1930, et échange de notes y relatif de la même date.

CHINA AND JAPAN

Agreement regulating Customs Relations between the two Countries, signed at Nanking, May 6, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

中華民國國民政府外交部長 王 正 廷
日本帝國駐華代理全權公使 重 光 葵

第三條

上開各條及附屬於本協定之交換文件內各規定應載於中日兩國間於最短期內即將商訂之通商航海條約內並爲其一部分

第四條

本協定之中文日文英文均經審慎校對無訛倘其中意義有不同時應以英文字義爲準

第五條

本協定應自簽訂之日後第十日起發生效力

本協定繕寫兩份訂於南京

大中華民國十九年五月六日

大日本帝國昭和五年五月六日

民或任何他國政府及其人民之待遇

中國或日本國境內之出產品或製成品輸入彼國境內者不論來自何地其進口稅存票通過稅及其他一切相似之內國稅捐以及與上述各項有關一切事項所受之待遇應不較次於現在或將來給予任何他國同樣出產品或製成品之待遇

中國或日本國境內之出產品或製成品向彼國境內輸出者其出口稅存票通過稅及其他一切相似之內國稅捐以及與上述各項有關一切事項所受之待遇應不較次於現在或將來給予自該國境內向任何他國輸出之同樣出產品或製成品之待遇

中國或日本國船隻其在彼國境內關於船鈔及與船鈔有關一切事項所受之待遇應不較次於現在或將來任何他國船隻所受之待遇

N° 2452.¹

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels chinois, japonais et anglais communiqués par le directeur du Bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations et le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 septembre 1930.

給 予 彼 國 政 府 或 其 人 民 之 待 遇 應 不 較 次 於 現 在 或 將 來 給 予 其 本 國 人	稅 及 其 他 各 種 相 似 之 內 國 稅 捐 並 船 鈔 及 與 上 述 各 項 有 關 之 一 切 事 項	中 國 政 府 或 日 本 政 府 彼 此 關 於 進 出 口 貨 物 所 適 用 之 海 關 稅 存 票 通 過	第 二 條	定 之	之 稅 率 存 票 通 過 稅 船 鈔 等 一 切 事 項 完 全 由 中 日 兩 國 彼 此 國 內 法 令 規	中 國 政 府 及 日 本 政 府 彼 此 同 意 凡 在 中 日 兩 國 國 境 內 關 於 貨 物 進 出 口	第 一 條	大 日 中 華 民 國 帝 國 民 政 府 經 由 彼 此 代 表 同 意 締 結 各 條 如 下	中 日 協
---	---	---	-------------	--------	---	---	-------------	---	-------------

¹ Entré en vigueur le 16 mai 1930.

意義ノ相違アル場合ニ於テハ英吉利語ノ本文ニ表示セララルル意義ニ據ルベシ

第 五 條

本協定ハ其ノ署名ノ日ノ後十日目ヨリ實施セララルベシ

昭和五年五月六日即チ支那共和國十九年五月六日南京市ニ於テ本書ニ通ヲ作成ス

支那國駐劄日本國臨時代理公使 重 光 葵

支那共和國國民政府外交部長 王 正 廷

セラルルモノハ其ノ何レノ地ヨリ到ルヲ問ハズ輸入税、戻税、通過税及他ノ一切ノ同様ノ内國課金ニ關シ竝ニ右ニ關スル一切ノ事項ニ關シ他ノ何レカノ外國ニ於テ生産セラレ又ハ製造セラレタル同様ノ物品ニ與ヘラレ又ハ與ヘラルベキ所ニ比シ不利益ナラザル待遇ヲ受クベシ

日本國又ハ支那國ノ領域内ニ於テ生産セラレ又ハ製造セラレタル物品ニシテ他方ノ領域ニ輸出セラルルモノハ輸出税、戻税、通過税及他ノ一切ノ同様ノ内國課金ニ關シ竝ニ右ニ關スル一切ノ事項ニ關シ同一ノ領域内ニ於テ生産セラレ又ハ製造セラレタル同様ノ物品ニシテ他ノ何レカノ外國ニ輸出セラルルモノニ與ヘラレ又ハ與ヘラルベキ所ニ比シ不利益ナラザル待遇ヲ受クベシ

噸税及之ニ關スル一切ノ事項ニ付テハ日本國及支那國ノ船舶ハ各他方ノ領域内ニ於テ他ノ何レカノ外國ノ船舶ニ與ヘラレ又ハ與ヘラルベキ所ニ比シ不利益ナラザル待遇ヲ受クベシ

第三 條

前記諸條及本協定附屬交換公文ニ掲ゲラルル規定ハ日本帝國ト支那共和國トノ間ニ成ルベク速ニ商議セラレ且締結セラルベキ通商航海條約ニ包含セラレ且其ノ一部ヲ構成スベシ

第四 條

本協定ノ日本語、支那語及英吉利語ノ本文ハ慎重ニ比較セラレ且照合セラレタリ但シ右本文間ニ

N° 2452.¹

TEXTE JAPONAIS. — JAPANESE TEXT.

Chinese, Japanese and English official texts communicated by the Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations and the Director of the Imperial Japanese League of Nations' Office. The registration of this Agreement took place September 3, 1930.

日本帝國ト支那共和國トノ間ニ締結セラレタル協定

日本國政府及支那共和國國民政府ハ各自ノ代表者ニ依リ左ノ諸條ヲ協議締結セリ

第一條

日本國及支那國ノ政府ハ日本國ノ領域内及支那國ノ領域内ニ於ケル物品ノ輸入及輸出ニ對スル税率、戻税、通過税竝ニ噸税ニ關スル一切ノ事項ガ夫々日本國及支那國ノ法令ニ依リ専ラ規律セラレベキコトヲ約ス

第二條

日本國及支那國ノ政府ハ物品ノ輸入及輸出ニ對シ適用セララルル關税、戻税、通過税及他ノ一切ノ同様ノ内國課金ニ關シ、噸税ニ關シ竝ニ右ニ關スル一切ノ事項ニ關シ自國民又ハ他ノ何レカノ外國ノ政府及其ノ國民ニ與ヘラレ又ハ與ヘラルベキ所ニ比シ不利益ナラザル待遇ヲ互ニ他方ニ對シ及他方ノ國ノ國民ニ對シ相互ニ許與スベシ

日本國又ハ支那國ノ領域内ニ於テ生産セラレ又ハ製造セラレタル物品ニシテ他方ノ領域内ニ輸入

¹ Came into force May 16, 1930.

TEXTE ANGLAIS — TRADUCTION FRANÇAISE

ENGLISH TEXT — FRENCH TRANSLATION

No. 2452. — AGREEMENT CONCLUDED BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE EMPIRE OF JAPAN, REGULATING CUSTOMS RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT NAN-KING, MAY 6, 1930.

THE GOVERNMENT OF JAPAN and THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA have, through their respective representatives, agreed upon and concluded the following Articles :

Article I.

The Japanese and the Chinese Governments agree that all matters relating to rates of duty on the import and export of articles, drawbacks, transit dues and tonnage dues in the territories of Japan and the territories of China shall be regulated exclusively by the laws of Japan and of China respectively.

Article II.

The Governments of Japan and of China shall reciprocally grant to each other and to the nationals of the other country, in customs duties, drawbacks and transit dues and all other similar internal charges, applied to the import and export of articles, and in tonnage dues, as well as in all matters connected therewith, treatment not less favourable than that accorded or to be accorded to its own nationals or to the Government and nationals of any other foreign country.

Articles produced or manufactured in the territories of Japan or of China and imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall receive, in import duties, drawbacks and transit dues and all other similar internal charges, and in all matters connected therewith, treatment not less favourable than that accorded or to be accorded to the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

Articles produced or manufactured in the territories of Japan or of China and exported to the territories of the other shall receive, in export duties, drawbacks and transit dues and all other similar internal charges, and in all matters connected therewith, treatment not less favourable than that accorded or to be accorded to the like articles produced or manufactured in the same territories and exported to any other foreign country.

In regard to tonnage dues and all matters connected therewith vessels of Japan and of China shall each receive in the territories of the other treatment not less favourable than that accorded or to be accorded to the vessels of any other foreign country.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2452. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET L'EMPIRE DU JAPON, RÉGLANT LES RELATIONS DOUANIÈRES ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A NANKIN, LE 6 MAI 1930.

LE GOUVERNEMENT DU JAPON ET LE GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, par l'intermédiaire de leurs représentants respectifs, ont adopté et conclu les articles suivants :

Article premier.

Les Gouvernements japonais et chinois conviennent que toute question relative aux taux des droits sur les importations et exportations de marchandises, aux drawbacks, ainsi qu'aux droits de transit et de tonnage, dans les territoires du Japon et dans les territoires de la Chine, seront régis exclusivement par les lois du Japon et de la Chine respectivement.

Article II.

Les Gouvernements du Japon et de la Chine se concéderont réciproquement, et chacun d'eux accordera aux nationaux de l'autre pays, en ce qui concerne les droits de douane, drawbacks, droits de transit et toutes autres taxes intérieures similaires frappant les importations et exportations de marchandises, droits de tonnage, ainsi qu'en toute matière y relative, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui dont bénéficient ou bénéficieront ultérieurement leurs propres nationaux ou le gouvernement et les nationaux de tout autre pays étranger.

Les produits naturels ou manufacturés originaires des territoires du Japon ou de la Chine et importés dans les territoires de l'autre pays, quel que soit leur lieu de provenance, jouiront, en ce qui concerne les droits d'entrée, drawbacks, droits de transit et toutes autres taxes intérieures similaires, ainsi qu'en toute matière y relative, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui dont bénéficient ou bénéficieront ultérieurement les mêmes produits naturels ou manufacturés de tout autre pays étranger.

Les produits naturels ou manufacturés originaires des territoires du Japon ou de la Chine et exportés à destination des territoires de l'autre pays, jouiront, en ce qui concerne les droits de sortie, drawbacks, droits de transit et toutes autres taxes intérieures similaires, ainsi qu'en toute matière y relative, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui dont bénéficient ou bénéficieront ultérieurement les mêmes produits naturels ou manufacturés, originaires des mêmes territoires et exportés à destination de tout autre pays étranger.

En ce qui concerne les droits de tonnage et toutes questions s'y rattachant, les navires japonais, en Chine, et les navires chinois, au Japon, jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui dont bénéficient ou bénéficieront ultérieurement les navires de tout autre pays étranger.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

The stipulations contained in the foregoing Articles as well as in the exchanged Notes annexed to the present Agreement shall be incorporated in, and form part of, a Treaty of Commerce and Navigation to be negotiated and concluded as soon as possible between the Empire of Japan and the Republic of China.

Article IV.

The Japanese, Chinese and English texts of this Agreement have been carefully compared and verified ; but in the event of there being any difference of meaning between them, the sense as expressed in the English text shall be held to prevail.

Article V.

The present Agreement shall enter into force on the tenth day following the date of the signature thereof.

Done in duplicate at the city of Nanking, this 6th day of the 5th month of the 5th year of Showa corresponding to the 6th day of the 5th month of the nineteenth year of the Republic of China.

(L. S.) (Signed) M. SHIGEMITSU,
Japanese Chargé d'Affaires in China.

(L. S.) (Signed) CHENGTING T. WANG,
*Minister for Foreign Affairs of the National
Government of the Republic of China.*

ANNEX I.

NANKING, *May 6, 5 Showa (1930).*

MONSIEUR LE MINISTRE.

With reference to the Agreement which we signed to-day, I have the honour to state that it is the understanding of the Japanese Government :

1. That, beginning from the date of the coming into force of the above-mentioned Agreement, the Chinese Government will maintain for a period of three years the rates of duty leviable under Items 1, 2 and 3 in Part I of the Schedule attached hereto, and will also maintain for a period of one year the rates of duty leviable under Item 4 in Part I of the said Schedule, as the maximum rates of Import Duty leviable during the respective periods on articles falling within such Items produced or manufactured in the territories of Japan and imported into the territories of China, subject, however, to the reservation made in the said Schedule by the Chinese Government concerning the increase of rates ; and

2. That the Japanese Government will maintain for a period of three years from the date of the coming into force of the above-mentioned Agreement, the rates of duty leviable under the three Items in Part II of the Schedule attached hereto as the maximum rates of Import Duty

Article III.

Les stipulations contenues dans les articles qui précèdent ainsi que dans les échanges de notes annexés au présent accord seront incorporées au Traité de commerce et de navigation qui doit être négocié et conclu, aussitôt que possible, entre l'Empire du Japon et la République de Chine, et en feront partie intégrante.

Article IV.

Les textes japonais, chinois et anglais du présent accord ont été soigneusement comparés et vérifiés, mais, dans le cas où il existerait une différence de sens entre les deux textes, le texte anglais devra prévaloir.

Article V.

Le présent accord entrera en vigueur le dixième jour qui suivra la date de sa signature.

Fait en double exemplaire à Nankin, ce sixième jour du cinquième mois de l'An 5 de Showa, correspondant au sixième jour du cinquième mois de l'an 19 de la République de Chine.

(L. S.) (Signé) M. SHIGEMITSU,
Chargé d'Affaires du Japon en Chine.

(L. S.) (Signé) CHENGTING T. WANG,
*Ministre des Affaires étrangères du
Gouvernement national de la République de Chine.*

ANNEXE I

NANKIN, le 6 mai, 5 Showa (1930).

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à l'accord que nous avons signé ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement japonais considère qu'il est entendu :

1. Qu'à partir de la date d'entrée en vigueur du susdit accord, le Gouvernement chinois maintiendra, pendant une période de trois années, les taux des droits de douane prévus aux numéros 1, 2 et 3 de la Partie I de la liste ci-jointe et maintiendra également, pendant une période d'un an, les droits de douane prévus au N^o 4 de la Partie I de ladite liste, en tant que taux maxima de droits d'entrée pouvant frapper, au cours des périodes respectives, les produits naturels ou fabriqués rentrant sous ces numéros originaires des territoires du Japon et importés dans les territoires de la Chine, cette mesure étant toutefois subordonnée à la réserve formulée dans ladite liste par le Gouvernement chinois en ce qui concerne le relèvement des taux ; et

2. Que le Gouvernement japonais maintiendra, pendant une période de trois années, à partir de l'entrée en vigueur du susdit accord, les taux des droits de douane prévus aux trois numéros de la Partie II de la liste ci-annexée, en tant que taux maxima des droits d'entrée pouvant frapper,

leviable during the said period on articles falling within such Items produced or manufactured in the territories of China and imported into the territories of Japan.

I shall be much obliged if Your Excellency will be good enough to confirm the foregoing understanding.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) M. SHIGEMITSU.

His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs
of the National Government
of the Republic of China.

SCHEDULE.

PART I.

No. of Item.	Description of Articles.	Nos. in Chinese Customs Import Tariff of 1929.
1	Cotton Goods.	1 to 10, 12 to 14, 22 to 24, 26 to 32, 37, 38, 40, 43, 46, 47, <u>51</u> , 53, 58, 59.
2	Fishery and Sea Products.	196 to 199, 202, <u>205</u> , 206, <u>213</u> , 216, <u>217</u> , <u>218</u> , 231.
3	Wheat Flour.	<u>280</u> .
4	Miscellaneous Goods.	<u>302</u> , 567, 568, 603 to 605 (a), 612, <u>647</u> , <u>652 (b)</u> , 666 (b), 677 (c), <u>685</u> , 706, <u>709 (f)</u> , <u>709 (g)</u> , 710, 715.

The numbers which appear in Part I of this Schedule indicate the same articles as are mentioned under the corresponding numbers in the Chinese Customs Import Tariff of 1929, with the exception of the following numbers which cover only such articles as are enumerated thereunder:

- 652 (b) Rubber Shoes and Boots, as also Foot-gear made wholly or partly of Rubber.
- 666 (b) Clocks and Movements assembled as a Unit, Value not over Hk. Tls. 40 per doz.
- 677 (c) Hats and Caps, of Felt made with other materials than Beaver or Hair, Value not over Hk. Tls. 15 per doz.
- 706 Thermostatic Containers and Parts thereof, Value not over Hk. Tls. 15 per doz.
- 709 (f) Electrical Machinery and Parts thereof.
- 710 Toys and Games.
- 715 Vehicles: Velocipedes (E. g., Bicycles etc.), not otherwise enumerated, Value not over Hk. Tls. 40 per piece.

The rates of duty on articles mentioned in Part I of this Schedule shall remain the same as those stated under the corresponding numbers in the aforesaid Tariff, it being understood that, as regards the rates of duty on articles covered by the numbers not underlined, the Chinese Government reserves the right to increase the rates specified above by not more than two and a half per cent, *ad valorem*. In the case of specific rates of duty, the increase above provided for will be based either uniformly upon the original duty paying value by which the rates in the aforesaid Tariff were determined or uniformly upon the duty paying value which was adopted by the Tariff Valuation Commission in 1928.

The Chinese Government reserves the right to levy an excise on imported Cotton Yarn (No. 51) in addition to the Customs Import Duty.

au cours de ladite période, les produits naturels ou fabriqués rentrant sous ces numéros, originaires des territoires de la Chine et importés dans les territoires du Japon.

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer l'entente intervenue.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) M. SHIGEMITSU.

A Son Excellence

M. le D^r Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement national
de la République de Chine.

LISTE

PARTIE I.

N ^o de série.	Désignation des articles.	N ^{os} du Tarif d'entrée de 1929 des Douanes chinoises.
1	Articles en coton.	1 à 10, 12 à 14, 22 à 24, 26 à 32, 37 à 38, 40, 43, 46, 47, <u>51</u> , 53, 58, 59.
2	Pêche et produits de la mer.	196 à 199, 202, <u>205</u> , 206, <u>213</u> , 216, <u>217</u> , <u>218</u> , 231.
3	Farine de froment.	<u>280</u> .
4	Marchandises diverses.	<u>302</u> , 567, 568, 603 à 605 a), 612, <u>647</u> , <u>652 b)</u> , 666 b), 677 c), <u>685</u> , 706, <u>709 f)</u> , <u>709 g)</u> , 710, 715.

Les numéros figurant dans la Partie I de cette liste indiquent les articles mentionnés sous les numéros correspondants du Tarif d'entrée de 1929 des Douanes chinoises, à l'exception des numéros ci-après, qui ne couvrent que les articles énumérés sous chacun de ces numéros :

- 652 b) Souliers et bottines en caoutchouc, et chaussures faites de caoutchouc en totalité ou en partie.
- 666 b) Horloges, montres et mouvements assemblés pour former une unité ; valeur non supérieure à 40 Hk. Tls. par douzaine.
- 677 c) Chapeaux et casquettes en feutre fait d'autres matières que le castor ou le poil ; valeur non supérieure à 15 Hk. Tls. par douzaine.
- 706 Récipients thermostatiques et leurs parties ; valeur non supérieure à 15 Hk. Tls. par douzaine.
- 709 f) Machines électriques et leurs pièces détachées.
- 710 Jouets, jeux et engins sportifs.
- 715 Véhicules : vélocipèdes (tels que bicyclettes, etc.), non dénommés ailleurs, valeur non supérieure à 40 Hk. Tls. par unité.

Les taux des droits sur les articles mentionnés dans la Partie I de cette liste resteront les mêmes que ceux stipulés aux numéros correspondants du tarif précité, étant entendu qu'en ce qui concerne les droits applicables aux articles rentrant sous les numéros non soulignés, le Gouvernement chinois se réserve le droit de relever les taux spécifiés ci-dessus de deux et demi pour cent *ad valorem* au maximum. En ce qui concerne les droits spécifiques, la majoration précitée reposera soit uniformément sur la valeur taxable primitive à l'aide de laquelle ont été déterminés les droits des susdits tarifs, soit uniformément sur la valeur taxable adoptée par la Commission d'évaluation du tarif douanier en 1928.

Le Gouvernement chinois se réserve le droit de percevoir, en sus du droit d'entrée, un droit d'accise sur les fils de coton importés (N^o 51).

PART II.

No. of Item.	Description of Articles.	Nos. in Chinese Customs Import Tariff of 1929.
1	Grass Cloth.	299. 5 (over 48 centimetres in width excepted) C-1, a-1 to a-4, C-2, a-1 to a-4.
2	Silk Piece Goods.	303. 3, A, a, b.
3	Embroidered Tissues.	308 (Hand-work only).

Unless otherwise specified, the numbers which appear in Part II of this Schedule indicate the same articles as are mentioned under the corresponding numbers in the Japanese Import Tariff at present in force.

The rates of duty on articles mentioned in Item 1 in Part II of this Schedule shall remain the same as those stated under the corresponding numbers in the Japanese Import Tariff at present in force, and the rates of duty on articles mentioned in Items 2 and 3 in Part II of this Schedule shall be thirty per cent less than those now levied under the Law relating to Import Duties on Luxuries and Similar Articles.

NANKING, *May 6, 19th Year R. C. (1930).*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date which reads as follows :

“ With reference to the Agreement which we signed to-day I have the honour to state that it is the understanding of the Japanese Government :

“ 1. That, beginning from the date of the coming into force of the above-mentioned Agreement, the Chinese Government will maintain for a period of three years the rates of duty leviable under Items 1, 2 and 3 in Part I of the Schedule attached hereto, and will also maintain for a period of one year the rates of duty leviable under Item 4 in Part I of the said Schedule, as the maximum rates of Import Duty leviable during the respective periods on articles falling within such Items produced or manufacture in the territories of Japan and imported into the territories of China, subject, however, to the reservation made in the said Schedule by the Chinese Government concerning the increase of rates ; and

“ 2. That the Japanese Government will maintain for a period of three years from the date of the coming into force of the above-mentioned Agreement, the rates of duty leviable under the three Items in Part II of the Schedule attached hereto, as the maximum rates of Import Duty leviable during the said period on articles falling within such Items produced or manufactured in the territories of China and imported into the territories of Japan.

“ I shall be much obliged if Your Excellency will be good enough to confirm the foregoing understanding. ”

I have the honour to confirm, on behalf of the National Government of the Republic of China, that the foregoing understanding is correct.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

(Signed) CHENGTING T. WANG.

Mr. M. Shigemitsu,
Japanese Chargé d'Affaires
in China.

PARTIE II.

N° de série.	Désignation des articles.	N°s du Tarif d'entrée de 1929 des Douanes chinoises.
1	Batiste de Canton	299. 5 (sauf la batiste ayant plus de 48 centimètres de largeur), C-1, a-1 à a-4. C-2, a-1 à a-4.
2	Soieries.	303, 3, A, a, B.
3	Tissus brodés.	308 (travaux à la main seulement).

Sauf stipulation contraire, les numéros figurant dans la Partie II de cette liste indiquent les mêmes articles qui sont mentionnés sous les numéros correspondants du tarif d'entrée japonais actuellement en vigueur.

Les taux des droits sur les articles mentionnés au N° 1, dans la Partie II de cette liste, resteront les mêmes que ceux stipulés sous les numéros correspondants du tarif d'entrée japonais actuellement en vigueur, et les taux des droits sur les articles mentionnés aux N°s 2 et 3 dans la Partie II de cette liste, seront inférieurs de trente pour cent à ceux qui sont actuellement perçus en vertu de la Loi relative aux droits d'entrée sur les articles de luxe et articles similaires.

NANKIN, le 6 mai, an 19 R. C. (1930).

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, conçue dans les termes suivants :

« Comme suite à l'accord que nous avons signé ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement japonais considère qu'il est entendu :

» 1° Qu'à partir de la date d'entrée en vigueur du susdit accord, le Gouvernement chinois maintiendra, pendant une période de trois années, les taux des droits de douane prévus aux N°s 1, 2 et 3 de la Partie I de la liste ci-jointe et maintiendra également, pendant une période d'un an, les droits de douane prévus au N° 4 de la Partie I de ladite liste, en tant que taux maxima de droits d'entrée pouvant frapper, au cours des périodes respectives, les produits naturels ou fabriqués rentrant sous ces numéros originaires des territoires du Japon et importés dans les territoires de la Chine, cette mesure étant toutefois subordonnée à la réserve formulée dans ladite liste par le Gouvernement chinois en ce qui concerne le relèvement des taux ; et

» 2° Que le Gouvernement japonais maintiendra, pendant une période de trois années, à partir de l'entrée en vigueur du susdit accord, les taux des droits de douane prévus aux trois numéros de la Partie II de la liste ci-annexée, en tant que taux maxima des droits d'entrée pouvant frapper, au cours de ladite période, les produits naturels ou fabriqués rentrant sous ces numéros originaires des territoires de la Chine et importés dans les territoires du Japon.

» Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer l'entente intervenue. »

J'ai l'honneur de confirmer, au nom du Gouvernement national de la République de Chine, que les conditions qui précèdent sont bien celles de l'accord intervenu entre nous.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) CHENGTING T. WANG.

Monsieur M. Shigemitsu,
Chargé d'Affaires du Japon
en Chine.

SCHEDULE.

PART I.

No. of Item.	Description of Articles.	Nos. in Chinese Customs Import Tariff of 1929.
1	Cotton Goods.	1 to 10, 12 to 14, 22 to 24, 26 to 32, 37, 38, 40, 43 46, 47, <u>51</u> , 53, 58, 59.
2	Fishery and Sea Products.	196 to 199, 202, <u>205</u> , 206, <u>213</u> , 216, <u>217</u> , <u>218</u> , 231
3	Wheat Flour.	<u>280</u> .
4	Miscellaneous Goods.	<u>302</u> , 567, 568, 603 to 605 (a), 612, <u>647</u> , <u>652 (b)</u> 666 (b), 677 (c), <u>685</u> , 706, <u>709 (f)</u> , <u>709 (g)</u> , 710, 715.

The numbers which appear in Part I of this Schedule indicate the same articles as are mentioned under the corresponding numbers in the Chinese Customs Import Tariff of 1929, with the exception of the following numbers which cover only such articles as are enumerated thereunder :

- 652 (b) Rubber Shoes and Boots, as also Foot-gear made wholly or partly of Rubber.
- 666 (b) Clocks and Movements assembled as a Unit, Value not over Hk. Tls. 40 per doz.
- 677 (c) Hats and Caps, of Felt made with other materials than Beaver or Hair, Value not over Hk. Tls. 15 per doz.
- 706 Thermostatic Containers and Parts thereof, Value not over Hk. Tls. 15 per doz.
- 709 (f) Electrical Machinery and Parts thereof.
- 710 Toys and Games.
- 715 Vehicles : Velocipedes (e. g., Bicycles, etc.), not otherwise enumerated, Value not over Hk. Tls. 40 per piece.

The rates of duty on articles mentioned in Part I of this Schedule shall remain the same as those stated under the corresponding numbers in the aforesaid Tariff, it being understood that, as regards the rates of duty on articles covered by the numbers not underlined, the Chinese Government reserves the right to increase the rates specified above by not more than two and a half per cent, *ad valorem*. In the case of specific rates of duty, the increase above provided for will be based either uniformly upon the original duty paying value by which the rates in the aforesaid Tariff were determined or uniformly upon the duty paying value which was adopted by the Tariff Valuation Commission in 1928.

The Chinese Government reserves the right to levy an excise on imported Cotton Yarn (No. 51) in addition to the Customs Import Duty.

PART II.

No. of Item.	Description of Articles.	Nos. in Chinese Customs Import Tariff of 1929.
1	Grass Cloth.	299. 5, (over 48 centimetres in width excepted) C-1, a-1 to a-4, C-2, a-1 to a-4.
2	Silk Piece Goods.	303. 3, A, a, b.
3	Embroidered Tissues.	308 (Hand-work only).

LISTE.

PARTIE I.

N° de série.	Désignation des articles.	N°s du Tarif d'entrée de 1929 des Douanes chinoises.
1	Articles en coton	1 à 10, 12 à 14, 22 à 24, 26 à 32, 37 à 38, 40, 43, 46, 47, <u>51</u> , 53, 58, 59.
2	Pêche et produits de la mer.	196 à 199, 202, <u>205</u> , 206, <u>213</u> , 216, <u>217</u> , <u>218</u> , 231.
3	Farine de froment.	<u>280</u> .
4	Marchandises diverses.	<u>302</u> , 567, 568, 603 à 605 a), 612, <u>647</u> , <u>652 b)</u> , <u>666 b)</u> , 677 c), <u>685</u> , 706, <u>709 f)</u> , <u>709 g)</u> , 710, 715.

Les numéros figurant dans la Partie I de cette liste indiquent les articles mentionnés sous les numéros correspondants du Tarif d'entrée de 1929 des Douanes chinoises, à l'exception des numéros ci-après, qui ne couvrent que les articles énumérés sous chacun de ces numéros :

- 652 b) Souliers et bottines en caoutchouc, et chaussures faites de caoutchouc en totalité ou en partie.
- 666 b) Horloges, montres et mouvements assemblés pour former une unité ; valeur non supérieure à 40 Hk. Tls. par douzaine.
- 677 c) Chapeaux et casquettes en feutre fait d'autres matières que le castor ou le poil, valeur non supérieure à 15 Hk. Tls. par douzaine.
- 706 Récipients thermostatiques et leurs parties : valeur non supérieure à 15 Hk. Tls. par douzaine.
- 709 f) Machines électriques et leurs pièces détachées.
- 710 Jouets, jeux et engins sportifs.
- 715 Véhicules : vélocipèdes (tel que bicyclettes, etc.), non dénommés ailleurs, valeur non supérieure à 40 Hk. Tls. par unité.

Les taux des droits sur les articles mentionnés dans la Partie I de cette liste resteront les mêmes que ceux stipulés aux numéros correspondants du tarif précité, étant entendu qu'en ce qui concerne les droits applicables aux articles rentrant sous les numéros non soulignés, le Gouvernement chinois se réserve le droit de relever les taux spécifiés ci-dessus de deux et demi pour cent *ad valorem* au maximum. En ce qui concerne les droits spécifiques, la majoration précitée reposera soit uniformément sur la valeur taxable primitive à l'aide de laquelle ont été déterminés les droits des susdits tarifs, soit uniformément sur la valeur taxable adoptée par la Commission d'évaluation du tarif douanier en 1928.

Le Gouvernement chinois se réserve le droit de percevoir, en sus du droit d'entrée, un droit d'accise sur les fils de coton importés (N° 51).

PARTIE II.

N° de série.	Désignation des articles.	N°s du Tarif d'entrée de 1929 des Douanes chinoises.
1	Batiste de Canton.	299. 5 (sauf la batiste ayant plus de 48 centimètres de largeur), C-1, a-1 à a-4, C-2, a-1 à a-4.
2	Soieries.	303, 3, A, a, b.
3	Tissus brodés	308 (travaux à la main seulement).

Unless other wise specified, the numbers which appear in Part II of this Schedule indicate the same articles as are mentioned under the corresponding numbers in the Japanese Import Tariff at present in force.

The rates of duty on articles mentioned in Item 1 in Part II of this Schedule shall remain the same as those stated under the corresponding numbers in the Japanese Import Tariff at present in force, and the rates of duty on articles mentioned in Items 2 and 3 in Part II of this Schedule shall be thirty per cent less than those now levied under the Law relating to Import Duties on Luxuries and Similar Articles.

ANNEX II.

NANKING, *May 6, 19th Year R. C. (1930).*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

With reference to the Agreement signed this day between China and Japan, I have the honour to request that you will be good enough to confirm, on behalf of the Japanese Government, my understanding that on the expiration of four months after the coming into force of the said Agreement the reduced rates of the Chinese Customs Tariff heretofore leviable on articles imported or exported across the land frontiers between China and Japan will be abolished and the Customs Tariff without reduction will apply to such articles.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

(Signed) CHENGTING T. WANG.

Mr. M. Shigemitsu,
Japanese Chargé d'Affaires
in China.

NANKING, *May 6, 5 Showa (1930).*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-days' date which reads as follows :

“ With reference to the Agreement signed this day between China and Japan, I have the honour to request that you will be good enough to confirm, on behalf of the Japanese Government, my understanding that on the expiration of four months after the coming into force of the said Agreement, the reduced rates of the Chinese Customs Tariff heretofore leviable on articles imported or exported across the land frontiers between China and Japan will be abolished and the Customs Tariff without reduction will apply to such articles. ”

I have the honour to confirm, on behalf of the Japanese Government, that the above understanding is correct.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) M. SHIGEMITSU.

His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs
of the National Government
of the Republic of China.

Sauf stipulation contraire, les numéros figurant dans la Partie II de cette liste indiquent les mêmes articles qui sont mentionnés sous les numéros correspondants du tarif d'entrée japonais actuellement en vigueur.

Les taux des droits sur les articles mentionnés au N^o 1 dans la Partie II de cette liste resteront les mêmes que ceux stipulés sous les numéros correspondants du tarif d'entrée japonais actuellement en vigueur et les taux des droits sur les articles mentionnés aux N^{os} 2 et 3 dans la Partie II de cette liste seront inférieurs de trente pour cent à ceux qui sont actuellement perçus en vertu de la loi relative aux droits d'entrée sur les articles de luxe et articles similaires.

ANNEXE II

NANKIN, le 6 mai, an 19 R. C. (1930).

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme suite à l'accord conclu ce jour entre la Chine et le Japon, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me confirmer, au nom du Gouvernement japonais que, ainsi que je l'entends, à l'expiration des quatre mois qui auront suivi l'entrée en vigueur dudit accord, les taux réduits du tarif douanier chinois, qui jusqu'ici frappent les articles importés ou exportés par la voie des frontières terrestres entre la Chine et le Japon seront abolis et que le tarif douanier sans réduction sera applicable à ces articles.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) CHENGTING T. WANG.

Monsieur M. Shigemitsu,
Chargé d'Affaires du Japon
en Chine.

NANKIN, le 6 mai. 5 Showa 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, conçue dans les termes suivants :

« Comme suite à l'accord conclu ce jour entre la Chine et le Japon, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me confirmer, au nom du Gouvernement japonais que, — ainsi que je l'entends, — à l'expiration des quatre mois qui auront suivi l'entrée en vigueur dudit accord, les taux réduits du tarif douanier chinois, qui jusqu'ici frappent les articles importés ou exportés par la voie des frontières terrestres entre la Chine et le Japon, seront abolis et que le tarif douanier sans réduction sera applicable à ces articles. »

J'ai l'honneur de vous confirmer, au nom du Gouvernement japonais, que telle est bien l'entente intervenue.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) M. SHIGEMITSU.

Son Excellence
Monsieur le Dr Changting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement national
de la République de Chine.

ANNEX III.

NANKING, *May 6, 5 Showa* (1930).

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to remind Your Excellency that in the course of our negotiations regarding the Customs Tariff question, it was stated that the Chinese Government entertained the intention of abolishing as soon as possible all such taxes and charges detrimental to the promotion of trade in China as likin, native customs duties, coast-trade duty and transit dues and other like charges.

I shall be much obliged if Your Excellency will be good enough to inform me as to what measures have been or will be adopted by the Chinese Government with a view to carrying into effect the aforesaid intention of the Chinese Government.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) M. SHIGEMITSU.

His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs
of the National Government
of the Republic of China.

NANKING, *May 6, 19th Year R. C.* (1930).

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date which reads as follows :

“ I have the honour to remind Your Excellency that in the course of our negotiations regarding the Customs Tariff question, it was stated that the Chinese Government entertained the intention of abolishing as soon as possible all such taxes and charges detrimental to the promotion of trade in China as likin, native customs duties, coast-trade duty and transit dues and other like charges.

“ I shall be much obliged if Your Excellency will be good enough to inform me as to what measures have been or will be adopted by the Chinese Government with a view to carrying into effect the aforesaid intention of the Chinese Government. ”

I have the pleasure to inform you that the Chinese Government is endeavouring to abolish as soon and as far as possible all such duties and charges as are mentioned in your Note under acknowledgment.

The Chinese Government has already issued a Mandate ordering the abolition of likin as from the 10th of October, 1930, and instructed the Minister of Finance to take all necessary measures for carrying this order into effect.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

(Signed) CHENGTING T. WANG.

Mr. M. Shigemitsu,
Japanese Chargé d'Affaires
in China.

ANNEXE III

NANKIN, le 6 mai, 5 Showa (1930).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de rappeler à Votre Excellence qu'au cours de nos négociations relatives à la question du tarif douanier, il a été déclaré que le Gouvernement chinois avait l'intention d'abolir aussitôt que possible toutes les taxes et charges préjudiciables au développement du commerce en Chine, telles que le likin, les droits de douane indigènes, les droits de cabotage et de transit, ainsi que toutes autres charges similaires.

Je serais très obligé à Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître les mesures que le Gouvernement chinois a adoptées ou adoptera en vue de donner effet à l'intention précitée.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) M. SHIGEMITSU

A Son Excellence

le D^r Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement national
de la République de Chine.

NANKIN, le 6 mai, an 19 R. C. (1930).

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, conçue dans les termes suivants :

« J'ai l'honneur de rappeler à Votre Excellence qu'au cours de nos négociations relatives à la question du tarif douanier, il a été déclaré que le Gouvernement chinois avait l'intention d'abolir, aussitôt que possible, toutes les taxes et charges préjudiciables au développement du commerce en Chine, telles que le likin, les droits de douane indigènes, les droits de cabotage et de transit, ainsi que toutes autres charges similaires.

» Je serais très obligé à Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître les mesures que le Gouvernement chinois a adoptées ou adoptera en vue de donner effet à l'intention précitée. »

J'ai le plaisir de vous faire connaître que le Gouvernement chinois s'efforce actuellement d'abolir au plus tôt et dans la plus large mesure possible tous les droits et charges mentionnés dans votre note.

Le Gouvernement chinois a déjà promulgué un arrêté ordonnant l'abolition du likin à partir du 10 octobre 1930 et a invité le Ministre des Finances à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de mettre cet arrêté en vigueur.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) CHENGTING T. WANG.

Mr. M. Shigemitsu,
Chargé d'Affaires du Japon
en Chine.

ANNEX IV.

NANKING, *May 6, 5 Showa* (1930).

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to state that in view of the large number and amount of the unsecured and inadequately secured obligations of China due to Japanese creditors, a speedy consolidation thereof is considered highly desirable. It is suggested by my Government that for that purpose a conference of the representatives of creditors should be called by the Chinese Government at the earliest possible date.

I shall be much obliged if Your Excellency will be good enough to inform me as to what measures have been or will be adopted by the Chinese Government for effectuating the aforesaid consolidation.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) M. SHIGEMITSU.

His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs
of the National Government
of the Republic of China.

NANKING, *May 6, 19th Year R. C.* (1930).

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date which reads as follows:

" I have the honour to state that in view of the large number and amount of the unsecured and inadequately secured obligations of China due to Japanese creditors, a speedy consolidation thereof is considered highly desirable. It is suggested by my Government that for that purpose a conference of the representatives of creditors should be called by the Chinese Government at the earliest possible date.

" I shall be much obliged if Your Excellency will be good enough to inform me as to what measures have been or will be adopted by the Chinese Government for effectuating the aforesaid consolidation. "

I have the pleasure to inform you that the Chinese Government has already commenced to set aside annually the sum of \$ 5,000,000 from the Customs revenues for the purposes of consolidating the domestic and foreign obligations of China and that it intends to call a conference of the representatives of creditors on or before October 1 of this year at which an adequate plan for consolidation will be presented and discussed with a view to devising means (including an increase of the sum above mentioned) for effectuating the consolidation in question.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

(Signed) CHENGTING T. WANG.

Mr. M. Shigemitsu,
Japanese Chargé d'Affaires
in China.

ANNEXE IV

NANKIN, le 6 mai, 5 Showa (1930).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en raison du nombre élevé et du chiffre important des obligations non garanties ou insuffisamment garanties de la Chine envers des créanciers japonais, la consolidation rapide de ces obligations est jugée extrêmement désirable. Mon gouvernement propose qu'à cet effet une conférence des représentants des créanciers soit convoquée par le Gouvernement chinois à une date aussi rapprochée que possible.

Je serais très obligé à Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître les mesures que le Gouvernement chinois a adoptées ou adoptera en vue de procéder à la susdite consolidation.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) M. SHIGEMITSU.

A Son Excellence
le Dr Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement national
de la République de Chine.

NANKIN, le 6 mai, an 19 R. C. (1930).

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, conçue dans les termes suivants :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en raison du nombre élevé et du chiffre important des obligations non garanties ou insuffisamment garanties de la Chine envers des créanciers japonais, la consolidation rapide de ces obligations est jugée extrêmement désirable. Mon gouvernement propose qu'à cet effet une conférence des représentants des créanciers soit convoquée par le Gouvernement chinois à une date aussi rapprochée que possible.

» Je serais très obligé à Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître les mesures que le Gouvernement chinois a adoptées ou adoptera en vue de procéder à la susdite consolidation. »

J'ai le plaisir de vous faire connaître que le Gouvernement chinois a déjà commencé à opérer sur les recettes des Douanes un prélèvement annuel de cinq millions de dollars en vue de consolider les obligations intérieures et étrangères de la Chine et qu'il a l'intention de convoquer, le 1^{er} octobre de l'année en cours ou avant cette date, une conférence des représentants des créanciers à laquelle sera présenté un projet de consolidation approprié que l'on discutera en vue de rechercher les moyens d'effectuer la consolidation en question (notamment en relevant la somme précitée).

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) CHENGTING T. WANG.

Mr. M. Shigemitsu,
Chargé d'Affaires du Japon
en Chine.

N° 2453.

AFGHANISTAN ET PERSE

Echange de notes comportant un accord concernant les commissaires de frontière. Téhéran, les 25 et 26 juin 1928.

AFGHANISTAN AND PERSIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Frontier Commissioners. Teheran, June 25 and 26, 1928.

۵ — در موارد وقوع تجاوز و تخطی از یکطرف نسبت بطرف دیگر کیسر طرف که مورد تجاوز شده مکلف است کیسر طرف را که تجاوز از ناحیه او بعمل آمده مستحضر ساخته و باید بالاتفاق برای رسیدگی و کشف قضیه بعمل و اقامه عازم شوند کیسر طرفیکه از ناحیه ماموریت او اقدام به تجاوز شده مکلف است که در اسرع اوقات اقداماتی برای حل و تصفیه واقعه بعمل آورد.

۶ — کیسر ها میتوانند در فضایی جزئی و فوری این قبیل قضایا را بوسیله مراجعه بامورین محلی طرف دیگر رفع و تصفیه کنند بشرط اینکه بعد در اینباب یکدیگر را مطلع ساخته و متفقاً بر تکلیف تهیه و امضا کنند. تشخیص این قبیل موارد جزئی و فوری بر طبق توافق نظر کیسر های طرفین معین میشود و تا وقتیکه توافق نظر حاصل نشده هر نوع مراجعات کیسر سرحدی بامورین محلی طرف دیگر مجاز نخواهد بود.

۷ — کیسر ها حق عبور از تمام نقاط سرحدی در مواقع لازمه که در ناحیه ماموریت آنها رسماً برای عبور و مرور و اجرای وظیفه مفتوح میباشد با داشتن جواز رسمی که از طرف دولت مقابل برای مدت معینی بانها داده میشود خواهند داشت.

۸ — کیسر ها مکلفند هر دفعه که از سرحد عبور میکنند جواز عبور را برای ثبت بامورین سرحدی طرف دیگر ارائه دهند.

۹ — هر يك از دولتین اهتمام خواهند نمود که جان و مال کیسر طرف دیگر در خاک او مصون بماند.

موقع را متعین کرده احترامات فائده را تجدید مینماید.

پاك روان

جناب سردار عبدالعزیز خان وزیر مختار و ایلچی مخصوص افغانستان

مراسله وزارت امور خارجه به سفارت افغانستان در طهران

نمره ۴۱۵۹

آقای وزیر مختار

چهارم تیر ۱۳۰۷

با کمال احترام خاطر جناب عالی را فرین استحضار میدارد که برای جلوگیری از هر نوع حوادث سرحدی که در سرحدات مملکتین ایران و افغانستان اتفاق میافتد و نیز برای اینکه وقایع اتفاقیه زودتر حل و تسویه شود دولت ایران مقتضی میدانند که ترتیب ذیل برای دو سال برقرار گردد.

۱ — دولت افغانستان و دولت ایران در امتداد تمام سرحدات مشترکه هر یک سه نفر کمیسر معین میکنند که پسر های طرفین محل اقامت و ناحیه عملیات خود را در خاک سرحدی دولت متبوعه خود معین خواهند نمود.

۲ — کمیسر های هر یک از مملکتین باید از اتباع مسلم آن دولت بوده و قبلاً بطرف متعاقد دیگر معرفی شوند.

۳ — هرگاه کمیسر یکی از طرفین متعاضمین نسبت بطرف دیگر اقداماتی نماید که خارج از حدود صلاحیت او بوده و مخالف وظائفی باشد که برای او مقرر گردیده طرف دیگر حق خواهد داشت با دلائل موجهه تفسیر چنین کمیسری را تقاضا نماید.

۴ — کمیسر های فوق الذکر مکلفند از هرگونه تجاوزات و تخطیبات اشرار و ساکنین سرحدی نسبت به سرحد نشینان مملکت دیگر و عملیات قاچاق جلوگیری کرده و مراقب حفظ انتظامات سرحدی باشند و بهیچوجه کمیسرهای طرفین حق مداخله در قضایای مربوطه به تعیین سرحدات و امور سیاسی و سایر امور داخلی مملکت طرف دیگر نخواهند داشت و بهیچوجه حق ندارند پرتکلفانی مربوط باین قبیل مسائل تدوین نمایند.

۴ - کمیسره‌های فوق‌الذکر مکلفند از هرگونه تجاوزات و تخطی‌ات اشرار و ساکنین سرحدی نسبت به سرحد نشینان مملکت دیگر و عملیات قاچاق جلوگیری کرده و مراقب حفظ انتظامات سرحدی باشد و بهیچوجه کمیسره‌های طرفین حق مداخله در قضایای مربوطه به تعیین سرحدات و امور سیاسی و سایر امور داخلی مملکت طرف دیگر نخواهند داشت و بهیچوجه حق ندارند پرتکلهائی مربوط باین قبیل مسائل تدوین نمایند .

د - در موارد وقوع تجاوز و تخطی از یک طرف نسبت به طرف دیگر کمیسره طرفی که مورد تجاوز شده مکلف است کمیسره طرفی را که تجاوز از ناحیه او بعمل آمده مستحضر ساخته و باید بالاتفاق برای رسیدگی و کشف قضیه بمحل واقعه اعزام شوند کمیسره طرفیکه از ناحیه مأموریت او اقدام به تجاوز شده مکلف است که در اسرع اوقات اقداماتی برای حل و تصفیه واقعه بعمل آورد .

۶ - کمیسره‌ها میتوانند در قضایای جزئی و فوری این قبیل قضایا را بوسیله مراجع مأمورین محلی طرف دیگر رفع و تصفیه کنند بشرط اینکه بعد درین باب یکدیگر را مطلع ساخته و متفقاً پرتکلی تهیه و امضا کنند . تشخیص این قبیل موارد جزئی و فوری برطبق توافق نظر کمیسره‌های طرفین معین میشود و تا وقتی که توافق نظر حاصل نشده هر نوع مراجعات کمیسره سرحدی مأمورین محلی طرف دیگر مجاز نخواهد بود .

۷ - کمیسره‌ها حق عبور از تمام نقاط سرحدی در مواقع لازمه که در ناحیه مأموریت آنها رسماً برای عبور و مرور و اجرای وظیفه مفتوح میباشد با داشتن جواز رسمی که از طرف دولت مقابل برای مدت معینی بانها داده میشود خواهند داشت .

۸ - کمیسره‌ها مکلفند هر دفعه که از سرحد عبور میکنند جواز عبور را برای ثبت بمأمورین سرحدی طرف دیگر ارائه دهند .

۹ - هر یک از دولتین اهتمام خواهند نمود که جان و مال کمیسره طرف دیگر

درخاک او مصون بماند ..

موقع را مغتنم شمرده احترامات فائقه را تجدید مینماید عبدالعزیز

جناب میرزا فتح الله خان یاک روان کفیل وزارت امور خارجه

N^o 2453.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

Texte officiel persan communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 septembre 1930.

Persian official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 6, 1930.

مراسله سفارت افغانستان در طهران بوزارت امور خارجه

نمره ۶۹۹

چهارم سرطان ۱۳۰۷

آقای کفیل وزارت امور خارجه

با کمال احترام خاطر جنابالی را قرین استحضار میدارد که برای جلوگیری از هر نوع حوادث سرحدی که در سرحدات مملکتین افغانستان و ایران اتفاق میافتد و نیز برای اینکه وقایع اتفاقیه زودتر حل و تسویه شود دولت افغانستان مقتضی میداند که ترتیب ذیل برای دو سال برقرار گردد.

۱ — دولت افغانستان و دولت ایران در امتداد تمام سرحدات مشترکه هر یک سه نفر کمیسر معین میکنند کمیسرهای طرفین محل اقامت و ناحیه عملیات خود را در خاک سرحدی دولت متبوعه خود معین خواهند نمود.

۲ — کمیسرهای هر یک از مملکتین باید از اتباع مسلم آن دولت بوده و قبلاً بطرف متعاقد دیگر معرفی شوند.

۳ — هرگاه کمیسر یکی از طرفین متعاهدین نسبت بطرف دیگر اقداماتی نماید که خارج از حدود صلاحیت او بوده و مخالف و وظائفی باشد که برای او مقرر گردیده طرف دیگر حق خواهد داشت بهدلائل موجه تغییر چنین کمیسری را تقاضا نماید.

¹ TRADUCTION.

N^o 2453. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AFGHAN ET PERSAN COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LES COMMISSAIRES DE FRONTIÈRE. TÉHÉРАН, LES 25 ET 26 JUIN 1928.

LETTRE ADRESSÉE PAR LE GÉRANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE PERSE AU MINISTRE D'AFGHANISTAN A TÉHÉРАН.

N^o 4459.

Le 4 Tir 1307.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, pour prévenir tout incident qui pourrait survenir sur les frontières perso-afghanes et pour que, le cas échéant, de tels incidents soient réglés et liquidés le plus vite possible, le Gouvernement impérial juge opportun que l'arrangement ci-dessous mentionné soit établi entre nos deux pays pour une durée de deux années :

1^o Le Gouvernement persan et le Gouvernement afghan nommeront chacun, pour toute l'étendue de leurs frontières communes, trois commissaires. Ces commissaires désigneront le lieu de leur résidence, ainsi que le ressort de leur activité, le long de la frontière entre leurs Etats respectifs.

2^o Les commissaires de chacun des deux pays doivent être pris parmi les ressortissants incontestés de ce pays et présentés, préalablement, à l'autre Partie contractante.

3^o Au cas où le commissaire de l'une des Parties contractantes agirait à l'égard de l'autre Partie en dehors des limites de

¹ TRANSLATION.

No. 2353. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AFGHAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING FRONTIER COMMISSIONERS. TEHERAN, JUNE 25 AND 26, 1928.

LETTER FROM THE ADMINISTRATOR OF THE PERSIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS TO THE AFGHAN MINISTER IN TEHERAN.

No. 4459.

Tir 4th, 1307.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that with a view to preventing the occurrence of incidents on the frontiers between Persia and Afghanistan and, should the necessity arise, to ensuring the settlement of such incidents as speedily as possible, the Imperial Government deems it desirable that our two countries should conclude the following agreement for a period of two years :

(1) The Persian Government and the Afghan Government shall each nominate three Commissioners for the whole extent of their common frontiers. Such Commissioners shall decide their place of residence as well as their sphere of activity along the frontier dividing their respective States.

(2) The Commissioners of each of the two countries shall be selected from undisputed nationals of that country and shall be presented beforehand to the other Contracting Party.

(3) Should the Commissioner of either Contracting Party, in his dealings with the other Party, exceed the limits of his

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sa compétence et contrairement aux attributions à lui prescrites, l'autre Partie aura le droit de demander, en en fournissant les motifs, le remplacement de ce commissaire.

4° Les commissaires ci-dessus mentionnés sont tenus de prévenir les agressions et les infractions qui viendraient à être dirigées par des malfaiteurs ou par des habitants de la région frontière contre les habitants du territoire de l'autre Partie avoisinant la frontière ainsi que les opérations de contrebande. Ils doivent surveiller le maintien de l'ordre sur les frontières.

Les commissaires des deux Parties contractantes n'ont pas le droit de s'immiscer dans les questions litigieuses ayant rapport à la fixation des frontières, à des questions diplomatique et à toutes autres affaires qui sont d'ordre intérieur pour l'autre Partie. Ils n'ont aucun droit de dresser des protocoles relativement à de telles questions.

5° Lorsque des agressions et des infractions seront commises par les habitants du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, le Commissaire de la Partie qui en est victime est tenu d'en informer le commissaire de la Partie du territoire de laquelle provient l'agression. Les deux commissaires doivent se rendre sur les lieux de l'incident aux fins d'examen et d'enquête.

Le commissaire du ressort duquel provient l'agression est tenu de faire, dans le plus bref délai possible, les démarches nécessaires en vue de régler et de liquider l'incident.

6° Pour les questions de peu d'importance et présentant un caractère d'urgence, les commissaires pourront les régler en ayant recours aux autorités locales à condition d'en informer ensuite le commissaire de l'autre partie et de préparer et signer de commun accord un protocole.

La distinction des cas de peu d'importance ou d'urgence se fait, de commun accord, par les commissaires des deux Parties et tant que l'accord n'est pas intervenu entre eux, il n'est pas permis aux commissaires des frontières de recourir aux autorités locales.

7° Les commissaires auront, en cas de besoin, le droit de circuler sur tous les

authority and act contrary to the powers conferred upon him, the other Party shall be entitled to request, on giving reasons for this step, that the Commissioner in question should be superseded.

(4) The aforementioned Commissioners shall prevent the commission of attacks or offences by evildoers or inhabitants of the frontier district against inhabitants of the territory of the other Party adjacent to the frontier, and they shall prevent smuggling. They shall watch over the maintenance or order along the frontiers.

The Commissioners of the two Contracting Parties shall not be entitled to intervene in controversial questions regarding the determination of the frontiers, in diplomatic questions and in all other matters concerning the internal affairs of the other Party. They shall not be entitled to draw up protocols relative to such questions.

(5) Whenever attacks and offences are committed by inhabitants of the territory of one of the Contracting Parties within the territory of the other, the Commissioner of the injured Party shall inform the Commissioner of the other Party in the territory of which the attack originated. The two Commissioners shall proceed to the scene of the incident and conduct an enquiry.

The Commissioner responsible for the territory in which the attack originated shall take as rapidly as possible the necessary steps for the settlement of the incident.

(6) Unimportant and urgent questions may be settled by the Commissioners with assistance of the local authorities, provided that the Commissioner of the other Party is subsequently informed and a protocol jointly prepared and signed.

The definition of unimportant or urgent cases shall be decided on jointly by the Commissioners of the two Parties, and during such time as they shall not have agreed thereon, the frontier Commissioners may not have recourse to the assistance of the local authorities.

(7) The Commissioners shall, in the performance of their duties, be entitled,

points de la frontière qui leur seront ouverts officiellement dans le ressort de leurs attributions, pour l'exécution de leurs fonctions, avec un laissez-passer officiel délivré par l'autre Partie contractante pour un délai déterminé.

8° Les commissaires sont tenus de présenter, aux fins de visa, leur laissez-passer aux autorités frontières de l'autre Partie chaque fois qu'ils traverseront la frontière.

9° Chacune des Hautes Parties contractantes apportera tous ses efforts à assurer la protection de la personne et des biens des commissaires de l'autre Partie sur son territoire.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) PAKREVAN.

Son Excellence
Sardar Abdolaziz Khan,
Envoyé extraordinaire et
Ministre Plénipotentiaire
de l'Afghanistan,
Téhéran.

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE D'AFGHANISTAN A TÉHÉRAN AU GÉRANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE PERSE.

N° 699.

Le 4 Saratan 1307.

MONSIEUR LE GÉRANT,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que pour prévenir tout incident qui pourrait survenir sur les frontières afghano-persanes et pour que, le cas échéant, de tels incidents soient réglés et liquidés le plus vite possible, le Gouvernement afghan juge opportun que l'arrangement ci-dessous mentionné soit établi entre nos deux pays pour une durée de deux années :

1° Le Gouvernement afghan et le Gouvernement persan nommeront chacun, pour toute l'étendue de leurs frontières communes, trois commissaires. Ces commissaires désigneront le lieu de leur rési-

when necessary, to pass freely on all parts of the frontier which shall be officially opened to them within the limits of their authority, with an official permit issued by the other Contracting Party for a specified period.

(8) The Commissioners shall have their permits *visés* by the frontier authorities of the other Party whenever they cross the frontier.

(9) Each of the High Contracting Parties shall do everything in its power to ensure the protection of the person and property of the Commissioners of the other Party within its territory.

I have the honour, etc.,

(Signed) S. PAKREVAN.

His Excellency
Sardar Abdolaziz Khan,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Afghanistan,
Teheran.

LETTER FROM THE AFGHAN MINISTER IN TEHERAN TO THE ADMINISTRATOR OF THE PERSIAN MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 699.

Saratan, 4th 1307.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that with a view to preventing the occurrence of incidents on the frontiers between Afghanistan and Persia, should the necessity arise, to ensuring the settlement of such incidents, as speedily as possible, the Afghan Government deems it desirable that our two countries should conclude the following agreement for a period of two years :

(1) The Afghan Government and the Persian Government shall each nominate three Commissioners for the whole extent of their common frontiers. Such Commissioners shall decide their place of

dence ainsi que le ressort de leur activité le long de la frontière entre leurs Etats respectifs.

2^o Les commissaires de chacun des deux pays doivent être pris parmi les ressortissants incontestés de ce pays et présentés, préalablement, à l'autre Partie contractante.

3^o Au cas où le commissaire de l'une des Parties contractantes agirait à l'égard de l'autre Partie en dehors des limites de sa compétence et contrairement aux attributions à lui prescrites, l'autre Partie aura le droit de demander, en en fournissant les motifs, le remplacement de ce commissaire.

4^o Les commissaires ci-dessus mentionnés sont tenus de prévenir les agressions et les infractions qui viendraient à être commises par des malfaiteurs ou par des habitants de la région frontière contre les habitants du territoire de l'autre Partie avoisinant la frontière, ainsi que les opérations de contrebande. Ils doivent surveiller le maintien de l'ordre sur les frontières.

Les commissaires des deux Parties contractantes n'ont pas le droit de s'immiscer dans les questions litigieuses ayant rapport à la fixation des frontières, à des questions diplomatiques et à toutes autres affaires qui sont d'ordre intérieur pour l'autre Partie. Ils n'ont aucun droit de dresser des protocoles relativement à de telles questions.

5^o Lorsque des agressions et des infractions seront commises par les habitants du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, le commissaire de la Partie qui en est victime est tenu d'en informer le commissaire de l'autre Partie du territoire de laquelle provient l'agression. Les deux commissaires doivent se rendre sur les lieux de l'incident aux fins d'examen et d'enquête.

Le commissaire du ressort duquel provient l'agression est tenu de faire, dans le plus bref délai, possible, les démarches nécessaires en vue de régler et de liquider l'incident.

6^o Pour les questions de peu d'importance et présentant un caractère d'urgence, les commissaires pourront les régler en ayant recours aux autorités locales à

residence as well as their sphere of activity along the frontier dividing their respective States.

(2) The Commissioners of each of the two countries shall be selected from undisputed nationals of that country and shall be presented beforehand to the other Contracting Party.

(3) Should the Commissioner of either Contracting Party in his dealings with the other Party, exceed the limits of his authority and act contrary to the powers conferred upon him, the other Party shall be entitled to request, on giving reasons for this step, that the Commissioner in question shall be superseded.

(4) The aforementioned Commissioners shall prevent the commission of attacks or offences by evildoers or inhabitants of the frontier district against inhabitants of the territory of the other Party adjacent to the frontier, and they shall prevent smuggling. They shall watch over the maintenance of order along the frontiers.

The Commissioners of the two Contracting Parties shall not be entitled to intervene in controversial questions regarding the determination of the frontiers, in diplomatic questions and in all other matters concerning the internal affairs of the other Party. They shall not be entitled to draw up protocols relative to such questions.

(5) Whenever attacks and offences are committed by inhabitants of the territory of one of the Contracting Parties within the territory of the other, the Commissioner of the injured Party shall inform the Commissioner of the other Party in the territory of which the attack originated. The two Commissioners shall proceed to the scene of the incident and conduct an enquiry.

The Commissioner responsible for the territory in which the attack originated shall take as rapidly as possible the necessary steps for the settlement of the incident.

(6) Unimportant and urgent questions may be settled by the Commissioners with the assistance of the local authorities, provided that the Commissioner of the other

condition d'en informer ensuite le commissaire de l'autre Partie et de préparer et signer de commun accord un protocole.

La distinction des cas de peu d'importance ou d'urgence se fait, de commun accord, par les commissaires des deux Parties en tant que l'accord n'est pas intervenu entre eux, il n'est pas permis aux commissaires des frontières de recourir aux autorités locales.

7° Les commissaires auront, en cas de besoin, le droit de circuler sur tous les points de la frontière qui leur seront ouverts officiellement dans le ressort de leurs attributions, pour l'exécution de leurs fonctions, avec un laissez-passer officiel délivré par l'autre Partie contractante pour un délai déterminé.

8° Les commissaires sont tenus de présenter, aux fins de visa, leur laissez-passer aux autorités frontières de l'autre Partie chaque fois qu'ils traverseront la frontière.

9° Chacune des Hautes Parties contractantes apportera tous ses efforts à assurer la protection de la personne et des biens des commissaires de l'autre Partie sur son territoire.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) ABDOLAZIZ.

Son Excellence
Mirza Fatollah Khan Pakrevan
Gérant du Ministère des Affaires étrangères
de Perse.

Party is subsequently informed and a protocol jointly prepared and signed.

The definition of unimportant or urgent cases shall be decided on jointly by the Commissioners of the two Parties, and during such time as they shall not have agreed thereon, the frontier Commissioners may not have recourse to the assistance of the local authorities.

(7) The Commissioners shall, in the performance of their duties, be entitled when necessary, to pass freely on all parts of the frontier which shall be officially opened to them, within the limits of their authority, with an official permit issued by the other Contracting Party for a specified period.

(8) The Commissioners shall have their permits *visés* by the frontier authorities of the other Party whenever they cross the frontier.

(9) Each of the High Contracting Parties shall do everything in its power to ensure the protection of the person and property of the Commissioners of the other Party within its territory.

I have the honour, etc.

(Signed) S. ABDOLAZIZ.

His Excellency
Mirza Fatollah Khan Pakrevan,
Administrator of the Persian Ministry
of Foreign Affairs.

N° 2454.

ESTONIE ET HONGRIE

Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Tallinn, le 27 novembre
1929.

ESTONIA AND HUNGARY

Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Tallinn, November
27, 1929.

N^o 2454. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE L'ESTONIE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A TALLINN, LE 27 NOVEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 septembre 1930.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent l'Estonie et la Hongrie et de résoudre autant que possible par voie de conciliation ou d'arbitrage les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné comme leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Michel JUNGERTH, chargé d'Affaires de Hongrie en Estonie ;

Lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élevaient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions, en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure d'une des Parties contractantes relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn le 27 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2454. — TREATY² OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN ESTONIA AND HUNGARY. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 27, 1929.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 8, 1930.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of strengthening still further the ties of friendship which unite Estonia and Hungary and of settling as far as possible by means of conciliation and arbitration any disputes that may arise between the two countries, have resolved to conclude a treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Jaan LATTIK, Minister for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Michel JUNGERTH, Hungarian Chargé d'Affaires in Estonia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to submit to a procedure of conciliation and, if necessary, to a procedure of arbitration, all disputes of any kind which may arise between them and which it has not been possible to settle in a reasonable time through the diplomatic channel.

This provision does not apply to disputes arising out of events prior to the present Treaty and belonging to the past.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 2.

In the case of a dispute which, according to the municipal law of one of the Contracting Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the Party in question may object

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 27, 1930.

peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ces cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

La conciliation sera confiée à une commission de conciliation composée de trois membres, qui seront désignés dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir : Les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le président de la commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du commissaire de la Partie adverse ou la désignation du président de la commission, d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes, n'est pas intervenue, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 4.

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Hautes Parties contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou par l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 5.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées, et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 6.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui dans tous les cas devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

to the matter in dispute being submitted for settlement by a procedure of conciliation or arbitration until a decision with final effect has been pronounced by the competent judicial authority. In such cases, the request for conciliation must be made within one year, at most, from the date of the aforementioned decision.

Article 3.

The conciliation shall be entrusted to a Conciliation Commission composed of three members who shall, in each particular case, be appointed as follows, that is to say: the High Contracting Parties shall each nominate a Commissioner chosen from among their respective nationals, and shall appoint, by common agreement, the President of the Commission from among the nationals of third Powers.

If, within a period of three months from the date on which one of the High Contracting Parties shall have notified the other of its intention to have recourse to the procedure of conciliation, the nomination of the Commissioner to be appointed by the other Party, or the designation of the President of the Commission by common agreement between the High Contracting Parties, has not taken place, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make the necessary appointments.

Article 4.

The Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two High Contracting Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties. The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 5.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 6.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 7.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, au lieu désigné par son président.

Article 8.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Hautes Parties contractantes.

Article 9.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder, sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 12.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à condition qu'il rentre dans l'une des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) L'interprétation d'un traité ;
- b) Tout point de droit international ;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

En cas de contestation sur le point de savoir si le litige rentre dans l'une des catégories de différends susmentionnés, cette question préjudicielle sera soumise à l'arbitrage.

Si le tribunal arbitral reconnaît que le différend est susceptible de solution arbitrale au sens du présent traité, il statuera en même temps sur le fond.

Article 7.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the High Contracting Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 8.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the High Contracting Parties.

Article 9.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 10.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority.

Article 11.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 12.

In the event of no agreement being reached by conciliation, either High Contracting Party may request that the dispute should be submitted to arbitration, provided that it comes within one of the classes of legal disputes concerning :

- (a) The interpretation of a treaty ;
- (b) Any question of international law ;
- (c) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;
- (d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

In the event of disagreement as to whether the dispute comes within one of the above-mentioned classes of disputes, this preliminary question shall be submitted to arbitration.

If the arbitral tribunal recognises that the dispute is capable of being settled by arbitration within the meaning of the present Treaty, it shall at the same time give a decision on the substance of the dispute.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes.

Article 14.

Sauf convention contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les articles 51 à 85 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 15.

Les dispositions prévues par l'article 12 du présent traité ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut¹.

Article 16.

Si le compromis prévu par l'article 13 respectivement 15, n'est pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, chacune des Parties pourra déférer, par voie de simple requête, le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 17.

La sentence rendue par le tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, de toute action ou mesure pouvant avoir une repercussion préjudiciable sur l'acceptation de propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 19.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une partie égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; et vol. CIV, page 492, de ce recueil.

Article 13.

In each individual case, the High Contracting Parties shall draw up a special agreement clearly setting forth the subject of the dispute, the composition and the special powers of the tribunal and any other conditions which they may agree to establish.

The special agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties.

Article 14.

In the absence of any agreement to the contrary, the arbitral procedure shall be governed by Articles 51 to 85, of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 15.

The Provisions of Article 12 of the present Treaty do not affect the right to submit a dispute of a legal character, by means of a special agreement, to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down in its Statute ¹.

Article 16.

If the special agreement mentioned in Articles 13 and 15 respectively is not drawn up within the six months following the notification of a request for arbitration, either Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice by a simple application.

Article 17.

The award of the Tribunal shall be acted upon by the Parties in good faith.

Article 18.

During the course of proceedings of conciliation or arbitration, the High Contracting Parties shall abstain from all actions and all measures likely to exert any influence prejudicial to the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or to the execution of the award.

Article 19.

Each Party shall bear its own costs and one half of the costs of conciliation and arbitration procedure.

Article 20.

Any disputes which may arise as to the interpretation or execution of the present Treaty shall, unless otherwise agreed, be submitted direct to arbitration.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 337 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; and Vol. CIV, page 492, of this Series.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Tallinn aussitôt que faire se pourra.

Le traité est conclu pour une durée de dix années à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de dix années, et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Tallinn, le vingt-sept novembre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) J. LATTIK.

(L. S.) M. JUNGERTH.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Tallinn as soon as possible.

The Treaty is concluded for a period of ten years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced at least one year before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of ten years, and similarly thereafter.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Tallinn on the twenty-seventh day of November, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) J. LATTIK.

(L. S.) M. JUNGERTH.

N° 2455.

**BELGIQUE
ET YOUGOSLAVIE**

**Convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage.
Signée à Belgrade, le 25 mars 1930.**

**BELGIUM
AND YUGOSLAVIA**

Convention of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Belgrade, March 25, 1930.

N^o 2455. — CONVENTION¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉE A BELGRADE, LE 25 MARS 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 septembre 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, s'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives ;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats, de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux ;

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Kosta KUMANUDI, docteur en droit, son ministre des Affaires étrangères *a. i.* ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Adhémar DELCOIGNE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Yougoslavie ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

1. Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade le 3 septembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2455. — CONVENTION² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN BELGIUM AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, MARCH 25, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 8, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, in view of the friendly relations happily existing between their respective nations ;
 Being sincerely desirous of ensuring by peaceful procedure the settlement of any disputes which may arise between their countries ;
 Noting that rights established by treaties or arising out of international law must be respected by international courts ;
 Recognising that the rights of each State cannot be modified without its consent ;

Considering that the faithful observance under the auspices of the League of Nations, of peaceful procedure allows of the settlement of all international disputes ;

Highly appreciating the recommendation made by the Assembly of the League of Nations in its Resolution of September 26, 1928, to all States, to conclude conventions for the peaceful settlement of international disputes ;

Have decided to achieve their common aim by means of a convention, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Kosta KUMANUDI, Doctor of Laws, His Minister for Foreign Affairs *ad interim* ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Adhémar DELCOIGNE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Yugoslavia ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article I.

1. Disputes of every kind which may arise between the High Contracting Parties and which it has not been possible to settle through the diplomatic channel shall be submitted, under the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Belgrade, September 3, 1930.

par la présente convention, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

2. Cet engagement ne s'applique pas :

- a) Aux différends nés antérieurement à la conclusion de la présente convention ;
- b) Aux différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats ;
- c) Aux différends ayant trait au statut territorial des Hautes Parties contractantes.

3. S'il s'élève une contestation entre les Parties sur la question de savoir si un différend rentre dans une des trois exceptions susmentionnées, cette question préjudicielle sera, sans toucher au fond, sur la requête de l'une des deux Parties, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions. Toutefois, si une solution du différend n'intervenait pas par application de cette procédure, les dispositions de la présente convention relatives à la procédure arbitrale ou au règlement judiciaire recevraient application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; et vol. CIV, page 492, de ce recueil.

conditions laid down in the present Convention, for judicial settlement or arbitration, preceded, according to circumstances, as a compulsory or optional measure, by recourse to the procedure of conciliation.

2. This undertaking shall not apply to :

- (a) Disputes which arose prior to the conclusion of the present Convention ;
- (b) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ;
- (c) Disputes concerning the territorial status of the High Contracting Parties.

3. Should a difference arise between the Parties as to whether a particular dispute comes under one of the three above-mentioned exceptions, this preliminary question shall, at the request of either Party be submitted to the Permanent Court of International Justice for its decision, without prejudice to the substance of the dispute.

Article 2.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions. If, however, the dispute is not settled by application of this procedure, the provisions of the present Convention concerning arbitration or judicial settlement shall apply.

Article 3.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the High Contracting Parties, falls within the competence of the judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the dispute being submitted for settlement by the various procedures laid down in the present Convention until a decision with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

2. In such a case, the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Convention must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the above-mentioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice unless the Parties agree in the manner hereinafter provided, to resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; and Vol. CIV, page 492, of this Series.

Article 5.

Si les Parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les parties pourront d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente convention.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 5, avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III

DE LA CONCILIATION.

Article 8.

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les Parties.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 5.

If the Parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding Article to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected, and the procedure to be followed. In the absence of sufficient indications or particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 6.

If the Parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article or fail to appoint arbitrators, either Party shall have the right, on giving three months' notice, to bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any other arbitral procedure, the Parties may by common consent, have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Convention.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the appointment of the arbitral tribunal referred to in Article 5 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the Parties other than the disputes mentioned in Article 4 shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation before they can form the subject of a settlement by arbitration.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the Parties.

Article 10.

On a request being made by either High Contracting Party to the other, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 11.

Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1^o La Commission comprendra cinq membres. Les Hautes Parties contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

2^o Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3^o Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 13.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce puissance choisie d'un commun accord par les Parties ou, si celles-ci le demandent, au Président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 14.

1. La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 11.

Unless the Parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall consist of five members. The High Contracting Parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The other three commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties. The High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

(2) The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during their term of office by agreement between the Parties. Either High Contracting Party may, moreover, at any time replace the commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

(3) Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Article 12.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the Parties is in existence, a special Commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date on which a request is made by one of the Parties to the other Party. The appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the Parties decide otherwise.

Article 13.

1. If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 10 and 12, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the Parties, or on request of the Parties, to the President of the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on either of these procedures, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, these two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 14.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or in default thereof by one or other of the Parties.

2. The applications, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all measures likely to lead to an amicable settlement.

3. If the application emanates from only one of the Parties, that Party shall notify the other Party thereof without delay.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16.

1. La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations, de prêter son assistance à ses travaux.

Article 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des Parties, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix, et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles ainsi qu'à

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by either Party before a permanent Conciliation Commission, either Party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 16.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations, or at any other place selected by its President.

2. The Commission may in all circumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 17.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 18.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of The Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 20.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and in particular to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well

user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1. La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des Parties. Il appartient aux Parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 24.

1. Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation, les Parties ne se sont pas entendues, la question, si les deux Parties se mettent d'accord, pourra être portée devant un Tribunal arbitral.

2. Dans ce cas, sauf accord contraire des Parties, le Tribunal arbitral sera constitué de la manière indiquée ci-après.

Article 25.

Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et les surarbitres seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront

as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 21.

1. During the proceedings of the Commission, each of the Commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a *procès-verbal* stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the *procès-verbal* of whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 23.

The Commission's *procès-verbal* shall be communicated without delay to the Parties. The Parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER IV.

ARBITRATION.

Article 24.

1. If the Parties have not reached an agreement within a month from the termination of the work of the Conciliation Commission, the question may, if the Parties agree, be brought before an arbitral tribunal.

2. In such case the arbitral tribunal shall, in the absence of agreement to the contrary between the Parties, be constituted in the manner indicated below.

Article 25.

The arbitral tribunal shall consist of five members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The other two arbitrators and the umpire shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. They

être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

Article 26.

1. Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre de constituer un Tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché, ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Article 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 28.

Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre

Article 29.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 30.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des Parties.

Article 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le Tribunal jugera *ex aequo et bono*.

Article 32.

Si, à l'expiration du mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation, les Parties ne se sont pas mises d'accord, conformément à l'article 24 ci-dessus, pour porter le différend devant un Tribunal arbitral, le différend sera réglé conformément aux dispositions de l'article 15 du Pacte de la Société des Nations.

must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties.

Article 26.

1. If the appointment of the members of the arbitral tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the Parties requested the other Party to constitute an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the Parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the Powers so chosen have been unable to reach an agreement, the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a national of one of the Parties, the appointments shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented from acting or is a national of one of the Parties, the appointments shall be made by the oldest member of the Court who is not a national of either Party.

Article 27.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Article 28.

The Parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the procedure to be followed.

Article 29.

In the absence of sufficient indications or particulars in the special agreement regarding the points referred to in the preceding Article, the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

Article 30.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the Tribunal was constituted, the dispute shall be brought before the Tribunal by an application by one or other Party.

Article 31.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the Tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute indicated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. If there are no such rules applicable to the dispute, the Tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

Article 32.

If, upon the expiration of the month following the termination of the work of the Conciliation Commission, the Parties have not agreed, in conformity with Article 24 above, to bring the dispute before an arbitral tribunal, the dispute shall be settled in conformity with the provisions of Article 15 of the Covenant of the League of Nations.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 33.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les Parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la commission se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 34.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 35.

1. La présente convention sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les Parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le Tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les Parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 36.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

CHAPTER V.

GENERAL PROVISIONS.

Article 33.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial procedure, and in particular if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the arbitral tribunal, shall indicate within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties shall be bound to comply therewith.

2. If the dispute is brought before the Commission, the latter may recommend to the Parties the provisional measures it considers suitable.

The Parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 34.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is stated that a decision given or a measure enjoined by a court of law or any other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits of the consequences of the decision or measure in question being annulled, the High Contracting Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 35.

1. The present Convention shall be applicable as between the High Contracting Parties even though a third Power has an interest in the dispute.

2. The Parties may, by common consent, invite a third Power to intervene in the conciliation procedure.

3. In the judicial procedure or arbitration, if a third Power considers that it can claim an interest of a legal nature in a dispute, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the arbitral tribunal a request to intervene as a third party.

The Court or the Tribunal shall decide.

4. Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal shall notify all such States forthwith.

Every State so notified has the right to intervene in the proceedings ; but if it uses this right, the construction given by the decision will be binding upon it.

Article 36.

Disputes relating to the interpretation or application of the present Convention, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 37.

La présente convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 38.

1. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Belgrade.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2. La convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Belgrade, le vingt-cinq mars mil neuf cent trente, en double exemplaire.

(L. S.) A. DELCOIGNE, *m. p.*

(L. S.) D^r K. KUMANUDI, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères
du Royaume de Yougoslavie.
Belgrade, le 3 septembre 1930.

D'ordre du Ministre,
Conseiller :
D^r Sv. Djoritch.

Article 37.

The present Convention which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take at any time whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 38.

1. The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Belgrade.

It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. The Convention shall be concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter.

4. Notwithstanding denunciation by either High Contracting Party, all proceedings begun at the time of expiration of the current period of the Convention shall be pursued until they reach their normal conclusion.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Belgrade, on March the twenty-fifth, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) (Signed) A. DELCOIGNE.

(L. S.) (Signed) Dr. K. KUMANUDI.

N° 2456.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SIAM

Accord entre l'Administration des Postes du Siam et l'Administration des Postes des Straits Settlements concernant l'échange des colis grevés de remboursement, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Kuala-Lumpur, le 21 mars 1930, et à Bangkok, le 29 mars 1930.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SIAM

Agreement for the Exchange of Cash-on-Delivery Parcels between the Postal Administration of Siam and the Postal Administration of the Straits Settlements, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Kuala Lumpur, March 21, 1930, and at Bangkok, March 29, 1930.

No. 2456. — AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF CASH-ON-DELIVERY PARCELS BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF SIAM AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE STRAITS SETTLEMENTS. SIGNED AT KUALA LUMPUR, MARCH 21, AND AT BANGKOK, MARCH 29, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 8 septembre 1930.

In order to establish an exchange of Cash-on-Delivery parcels between the Postal Administration of Siam and the Postal Administration of the Straits Settlements, the undersigned, being duly authorised for that purpose, have agreed upon the following articles.

Article 1.

Parcels subject to the collection of Trade Charges can be exchanged between Siam and the Straits Settlements.

Except as is provided otherwise in this Agreement and in the Detailed Regulations appended thereto, Trade Charge parcels shall be subject to the conditions and charges applying to ordinary parcels or to insured parcels as the case may be ; and they shall also be subject to the special formalities and fees hereinafter described.

Article 2.

1. The maximum amount of Trade Charge per parcel originating in Straits Settlements is \$ 340 per parcel and 425 Baht for parcels originating in Siam.

2. In calculating the amount of Trade Charge, fractions of a *Satang* or of a cent are ignored.

Article 3.

1. Each Administration fixes the special fee to be levied from the sender of a parcel subject to a Trade Charge. This fee must not exceed :

(a) 20 *Satang* for each 15 *Baht* or fraction of 15 *Baht* to be collected, in the case of parcels posted in Siam, with a minimum of 25 *Satang*.

(b) 10 cents for each \$ 10 or fraction of \$ 10 to be collected, in the case of parcels posted in the Straits Settlements.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2456. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU SIAM ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DES STRAITS SETTLEMENTS, CONCERNANT L'ÉCHANGE DE COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT. SIGNÉ A KUALA-LUMPUR, LE 21 MARS, ET A BANGKOK, LE 29 MARS 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great-Britain. The registration of this Agreement took place September 8, 1930.

En vue d'instituer un échange de colis grevés de remboursement entre l'Administration des Postes du Siam et l'Administration des Postes des Straits Settlements, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Il pourra être échangé entre le Siam et les Straits Settlements des colis grevés de remboursement.

Sauf dispositions contraires du présent accord et du Règlement détaillé y annexé, les colis grevés de remboursement seront assujettis aux conditions et taxes applicables aux colis ordinaires ou aux colis assurés, suivant le cas ; ils seront également assujettis aux formalités et taxes spéciales indiquées ci-après.

Article 2.

1. Le montant maximum du remboursement, pour les colis en provenance des Straits Settlements est fixé à \$ 340 par colis et, pour les colis en provenance du Siam, à 425 baht par colis.

2. Dans le calcul du montant du remboursement, il ne sera pas tenu compte des fractions d'un satang ou d'un cent.

Article 3.

1. Chacune des deux administrations postales fixera la taxe spéciale que devra acquitter l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement. Cette taxe ne dépassera pas :

a) 20 satang par 15 baht ou fraction de 15 baht à percevoir, en ce qui concerne les colis mis à la poste dans le Siam, avec un minimum de 25 satang.

b) 10 cents par \$ 10 ou fraction de \$ 10, à percevoir, en ce qui concerne les colis mis à la poste dans les Straits Settlements.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Each Administration shall communicate to the other the special fee fixed in its service by virtue of the preceding paragraph as well as any alteration subsequently made in it.
3. This fee is shared between the Administration of the country of origin and that of the country of destination in the manner prescribed in the Detailed Regulations.

Article 4.

1. In addition to the special fee fixed by the preceding Article the Post Office of the country in which a parcel subject to a Trade Charge is posted may collect a posting fee from the sender, and the Post Office of the country of destination of a parcel subject to a Trade Charge may collect a delivery fee from the addressee.
2. The posting fee must not exceed :
 - (a) In the case of a parcel posted in Siam, 25 Satang per parcel.
 - (b) In the case of parcel posted in the Straits Settlements, 10 cents per parcel.
 - (c) Each re-addressing or re-directing at the request of the sender or addressee, or return of an undeliverable or refused parcel shall constitute a new posting and shall require a separate posting fee.
3. The delivery fee must not exceed :
 - (a) In the case of a parcel delivered in Siam, 25 Satang per parcel.
 - (b) In the case of a parcel delivered in Straits Settlements, 15 cents per parcel.
4. Each Administration shall communicate to the other the special fees fixed in its service by virtue of this Article, as well as any alterations subsequently made in them.
5. These fees shall be retained by the office which collects them.

Article 5.

The amounts of Trade Charges collected are liquidated by means of Trade Charge Money Orders, which are issued free of all charges. The amount of a Trade Charge Money Order which cannot be delivered remains at the disposal of the Administration of the country of origin of the parcel on which the Trade Charge is payable.

Article 6.

In principle, the amount of Trade Charges should be paid in by the addressee of the parcel and paid out to the sender in gold ; but each Administration shall have power to receive and employ for this purpose any other money legally current in its country, provided that due allowance is made for any difference in the exchange value.

Article 7.

1. The loss of a parcel subject to a Trade Charge entails responsibility upon the Postal Service under the conditions fixed by the Regulations for the exchange of parcels by Parcel Post between Siam and the Straits Settlements.
2. After the delivery of the parcel the Post Office of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge, unless it can prove that the parcel or the relative Despatch Note (if one is used) did not, when transmitted to its service, bear the indications prescribed in the

2. Chaque administration fera connaître à l'autre la taxe spéciale applicable dans ses services, en vertu du paragraphe précédent, ainsi que toutes modifications ultérieures de cette taxe.

3. Ladite taxe sera partagée entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination, de la manière prescrite dans le Règlement détaillé.

Article 4.

1. Outre la taxe spéciale fixée par l'article précédent, l'Administration postale du pays dans lequel un colis grevé de remboursement est mis à la poste peut exiger de l'expéditeur le paiement d'une taxe d'expédition, et l'administration postale du pays de destination d'un colis grevé de remboursement peut exiger du destinataire le paiement d'une taxe de livraison.

2. La taxe d'expédition ne dépassera pas :

a) 25 satang par colis, en ce qui concerne les colis mis à la poste dans le Siam.

b) 10 cents par colis en ce qui concerne les colis mis à la poste dans les Straits Settlements.

c) Chaque changement d'adresse ou réexpédition effectué à la demande de l'expéditeur ou du destinataire, ou chaque renvoi à l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être délivré ou qui a été refusé, constituera une nouvelle expédition et sera assujéti à une taxe postale distincte.

3. La taxe de livraison ne dépassera pas :

a) 25 satang par colis, en ce qui concerne les colis livrés dans le Siam.

b) 15 cents par colis en ce qui concerne les colis livrés dans les Straits Settlements.

4. Chacune des deux administrations fera connaître à l'autre les taxes spéciales applicables dans ses services, en vertu du présent article, ainsi que toute modification ultérieure de ces taxes.

5. Ces taxes seront acquises à l'administration qui les aura perçues.

Article 5.

Les sommes perçues à titre de remboursement seront liquidées à l'aide de mandats de remboursement qui seront émis gratuitement. Le montant d'un mandat de remboursement qui ne pourra pas être payé restera à la disposition de l'administration postale du pays d'origine du colis grevé de remboursement.

Article 6.

En principe, le montant du remboursement devra être acquitté par le destinataire du colis et versé en monnaie-or à l'expéditeur ; toutefois, chacune des deux administrations aura le droit de recevoir et d'employer à cet effet toute autre monnaie ayant cours légal dans son pays, à la condition de tenir dûment compte de toute différence de change.

Article 7.

1. La perte d'un colis grevé de remboursement mettra en jeu la responsabilité de l'administration postale, dans les conditions fixées par le Règlement concernant l'échange de colis postaux entre le Siam et les Etablissements des Détroits.

2. Après la livraison d'un colis, l'administration postale du pays de destination sera responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que le colis ou, le cas échéant, le bulletin d'expédition y afférent ne portait pas, au moment où il a été transmis à l'administration

Detailed Regulations for parcels subject to Trade Charges and that the parcel was not specifically advised on the Parcel Bill in conformity with Article 11 of the Detailed Regulations. Nevertheless, an application as to the disposal of the amount of a Trade Charge is only entertained if made within a year of the posting of the parcel.

Article 8.

The sender of a parcel posted under this arrangement may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 9.

The two Administrations undertake to admit parcels subject to Trade Charges in transit through their services. Nevertheless, the account relative to the Trade Charges collected will be drawn up and settled directly between the Post Offices of origin and destination of the parcels subject to Trade Charges.

Article 10.

The two Administrations are authorised to fix by common consent the measures of detail necessary for ensuring the performance of the present Agreement and to modify them from time to time in accordance with the needs of the service.

Article 11.

If at any time it is desired to extend the Cash-on-Delivery service to parcels exchanged between Siam and the Federated Malay States, the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Perlis, Kelantan and Trengganu, the service may accordingly be extended on the terms of this Agreement, through the intermediary of the Straits Settlements Post Office by the mutual consent of the Postal Administrations of Siam and the Straits Settlements.

Article 12.

This Agreement shall come into force on the date to be agreed upon between the two Administrations. They will remain in force until the expiry of six months from the date on which either Administration shall give notice to the other of its intention to terminate them.

Done in duplicate and signed at Kuala Lumpur, the 21st day of March 1930 and at Bangkok, the 29th day of March, 1930.

(Signed) A. S. HAYNES,
Ag. Secretary for Postal Affairs,
Straits Settlements and
Federated Malay States.

(Signed) PRAKIT,
Director general,
Royal Siamese P. and T. Department,
Bangkok.

Approved :

(Signed) PURACHATRA,
Minister of Commerce and Communications.

en question, les indications prescrites par le Règlement détaillé en ce qui concerne les colis grevés de remboursement, et que le colis n'était pas spécialement indiqué sur la feuille d'avis, conformément à l'article 11 du Règlement détaillé. Toutefois, il ne sera donné suite à des réclamations concernant le versement du montant du remboursement que si lesdites réclamations ont été formulées dans l'année qui aura suivi l'expédition du colis.

Article 8.

L'expéditeur d'un colis mis à la poste conformément au présent accord ne pourra demander, après l'expédition, ni la suppression ni la modification du montant du remboursement.

Article 9.

Les deux administrations s'engagent à admettre dans leurs services le transit de colis grevés de remboursement. Toutefois, les comptes afférents aux remboursements perçus seront établis et réglés directement entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination des colis grevés de remboursement.

Article 10.

Les deux administrations auront le droit de fixer, d'un commun accord, les dispositions de détail nécessaires pour assurer l'exécution du présent accord et de les modifier, de temps à autre, selon les besoins du service.

Article 11.

Si, à un moment quelconque, on désire étendre le service des colis grevés de remboursement aux colis échangés entre le Siam, d'une part, et les Etats malais fédérés, ainsi que les Etats malais non fédérés de Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu, d'autre part, cette extension pourra être réalisée, conformément aux dispositions du présent accord, par l'intermédiaire de l'Administration postale des Straits Settlements, sous réserve du consentement réciproque de l'Administration postale du Siam et de celle des Straits Settlements.

Article 12.

Le présent accord entrera en vigueur à la date qui sera fixée par les deux administrations. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'une des deux administrations aura signifié à l'autre son intention de le dénoncer.

Fait en double exemplaire et signé à Kuala-Lumpur, le 21 mars 1930, et à Bangkok, le 29 mars 1930.

(Signé) A. S. HAYNES,
Secrétaire, p. i. aux Affaires postales,
Straits Settlements et Etats malais fédérés.

(Signé) PRAKIT,
Directeur général, Administration royale
des Postes et Télégraphes du Siam,
Bangkok.

Approuvé :

(Signé) PURACHATRA.
Ministre du Commerce et des Communications.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT GOVERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS SUBJECT TO TRADE CHARGES BETWEEN THE POST OFFICE OF SIAM AND THE POST OFFICE OF THE STRAITS SETTLEMENTS.

Article I.

1. On parcels subject to Trade Charges, and on the Despatch Notes, if any, relating to them, the word "Remboursement" must be written or printed boldly beside the address, and after it, the amount of the Trade Charge must be shown, in Latin characters, in the money of country of origin, without erasure or correction, even if certified.

2. Each parcel subject to a Trade Charge must be accompanied by a separate Despatch Note, if Despatch Notes are required.

3. Each parcel subject to a Trade Charge and the relative Despatch Note, if one is used, must bear an orange label with the word "*Remboursement*" in Latin characters.

4. The sender of a parcel posted under this arrangement may request, at the time of posting, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may either be treated as abandoned or tendered for delivery at a second address in the Country of destination. If the sender avails himself of this facility his request must be written on the parcel and the relative Despatch Note, if one is used and must be in the following form :

If this parcel is undeliverable to the addressee it should be

(a) Considered as abandoned.

(b) Tendered for delivery to

(the alternative not required should be struck out).

In the absence of a definite request for abandonment, a parcel which is undeliverable at the original address or at the alternative address (if one is furnished) within a period of 15 days shall be returned to the sender, without previous notification, at his expense. No other alternative is admissible.

Article II.

Each parcel subject to a Trade Charge is entered as such on the parcel bill.

Article III.

1. Every parcel subject to a Trade Charge is accompanied by a Trade Charge Money Order in conformity with or analogous to the specimen B annexed to the present Rules. This Money Order, which is attached to the parcel bill, should bear a statement of the Amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin and should show, as a general rule, the sender of the parcel as payee of the order. It is free to each Administration, however, to have the Orders relating to the parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices.

2. Entries in pencil will not be allowed on Trade Charge Money Orders.

Article IV.

Trade Charges are converted into and from the currency of the respective Countries at the same rates as are used for the conversion of ordinary Money Orders.

RÈGLEMENT D'APPLICATION

DÉTAILLÉ DE L'ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU SIAM ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DES STRAITS SETTLEMENTS, CONCERNANT L'ÉCHANGE DE COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

Article premier.

1. Sur les colis grevés de remboursement et, le cas échéant, sur les bulletins d'expédition y afférents, devra être inscrit ou imprimé distinctement, à côté de l'adresse, le mot « Remboursement » et, après ce mot, sera indiqué en caractères latins le montant du remboursement, dans la monnaie du pays d'origine, sans grattage, ni correction, même certifiés.

2. Chaque colis grevé de remboursement devra être accompagné d'un bulletin d'expédition distinct, si des bulletins d'expédition sont exigés.

3. Chaque colis grevé de remboursement et, le cas échéant, le bulletin d'expédition y afférent, devront être pourvus d'une étiquette de couleur orange portant le mot « Remboursement » en caractères latins.

4. L'expéditeur d'un colis mis à la poste sous le régime institué par le présent accord, peut demander, au moment de l'expédition, que, dans le cas où le colis ne pourrait pas être livré à l'adresse indiquée, il soit ou bien considéré comme abandonné ou bien présenté à une seconde adresse, dans le pays de destination. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande sera inscrite sur le colis et, le cas échéant, sur le bulletin d'expédition, sous la forme suivante :

« Si le présent colis ne peut être livré au destinataire, il devra être :

a) Considéré comme abandonné.

b) Présenté à

(L'indication non utilisée sera biffée).

Lorsque l'expéditeur n'aura pas demandé formellement que le colis soit éventuellement considéré comme abandonné, tout colis qui ne pourra être remis à l'adresse primitive ou à la seconde adresse (s'il en est indiqué une) dans un délai de quinze jours, sera renvoyé à l'expéditeur, sans notification préalable et à ses frais. Aucune autre solution ne sera admise.

Article II.

Tout colis grevé de remboursement sera inscrit comme tel sur la feuille d'avis.

Article III.

1. Tout colis grevé de remboursement sera accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle B, annexé au présent règlement. Ce mandat, qui devra être fixé à la feuille d'avis, portera l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et mentionnera, en règle générale, le nom de l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chacune des deux administrations pourra toutefois demander que les mandats afférents aux colis qui proviennent de ses services soient adressés aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux.

2. Aucune inscription au crayon ne sera admise sur les mandats de remboursement.

Article IV.

Le montant des mandats de remboursement sera converti dans la monnaie des pays respectifs aux taux de conversion employés pour la conversion des mandats ordinaires.

Article V.

1. Immediately after collecting the Trade Charge, the Office of destination, or any other Office designated by the Administration of the country of destination, fills in the part "*Indications de Service*" of the Trade Charge Order, and, after impressing it with its date stamp, returns it free of postage to the country of origin in the manner prescribed by Article 49, paragraph 1 of the Detailed Regulations for the execution of the Principal Convention of the Postal Union, or any Article which may be substituted therefor.

2. Trade Charge Orders are paid under the conditions determined by each Administration with a view to ensuring the payment of the amounts of the Trade Charges to the senders of the parcels.

Article VI.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges can be redirected in accordance with Article 21 of the Parcel Post Agreement¹ between Siam and the Straits Settlements if the new country of destination maintains with that of origin an exchange of Trade Charge parcels. The parcels are, in case of redirection, accompanied by the Trade Charge Orders made out by the service of origin. The new office of destination acts in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain with that of origin an exchange of Trade Charge parcels, the parcel is treated as one which cannot be delivered.

Article VII.

1. Trade Charge Orders relating to parcels which, for any reason whatever, are returned to the senders should be cancelled by the Office which returns the parcels and should be annexed to the despatch Notes, or, if no despatch Notes are used, to the bill on which the parcels are advised.

2. Trade Charge Orders mislaid, lost, or destroyed before the collection of the Trade Charge are replaced, without formalities, by new orders bearing the heading "*Duplicate*". Such duplicates are prepared at the receiving office of exchange from the particulars furnished on the parcel.

3. Trade Charge Orders mislaid, lost, or destroyed after the collection of the Trade Charge are likewise replaced by duplicates, or by authorities to pay, after proof by the two Post Offices that the orders have not been paid.

Article VIII.

1. Trade Charge Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the agreement concluded between the two Administrations for the exchange of Money Orders are, at the expiration of the period of validity, received by the office of the country of payment, and are claimed from the Office which issued them.

2. Trade Charge Orders which have been delivered to the payees and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Rules for the transaction of Money Order business between the two Administrations are replaced by authorities to pay. These authorities to pay are drawn up by the Office which issued the Orders, as soon as it has been able to

¹ Vol. XLIX, page 161, de ce recueil.

Article V.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'administration des postes du pays de destination, remplira la colonne « indications de service » du mandat de remboursement. Après avoir apposé son timbre à date sur le mandat, elle renverra ce dernier, sans frais d'affranchissement, au pays d'origine, de la manière prescrite par l'article 49, paragraphe premier, du Règlement d'application détaillé de la Convention principale de l'Union postale, ou par tout article qui pourra y être substitué.

2. Les mandats de remboursement seront payés dans les conditions que fixera chaque administration aux fins d'assurer le payement des sommes dues aux expéditeurs des colis.

Article VI.

1. Les colis grevés de remboursement pourront être acheminés vers une autre destination, conformément à l'article 21 de l'Accord¹ entre le Siam et les Straits Settlements concernant l'échange de colis postaux, s'il existe entre le nouveau pays de destination et le pays d'origine un service d'échange de colis grevés de remboursement. En cas d'acheminement sur une nouvelle destination, les colis devront être accompagnés des mandats de remboursement établis par les services du pays d'origine. L'administration postale du nouveau pays de destination assurera le règlement du remboursement comme si le colis lui avait été expédié directement.

2. Lorsque l'intéressé demandera que le colis soit acheminé sur un pays qui n'entretient pas avec le pays d'origine un service d'échange de colis grevés de remboursement, le colis sera traité comme un colis dont la livraison ne peut pas être assurée.

Article VII.

1. Les mandats de remboursement afférents à des colis qui, pour une raison quelconque, sont renvoyés aux expéditeurs, devront être annulés par le bureau qui effectue le renvoi des colis, et annexés aux bulletins d'expédition ou, s'il n'est pas utilisé de bulletin d'expédition, à la feuille d'avis portant l'indication des colis.

2. Lorsque des mandats de remboursement seront égarés, perdus ou détruits avant l'encaissement du montant du remboursement, ils seront remplacés sans formalités par de nouveaux mandats portant l'indication « Duplicata ». Ces duplicata seront établis par le bureau d'échange de destination, d'après les indications figurant sur le colis.

3. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du montant du remboursement seront également remplacés par des duplicata ou par des ordres de paiement, dès que les deux bureaux auront établi que les mandats n'ont pas été payés.

Article VIII.

1. Les mandats de remboursement qu'il n'aura pas été possible de délivrer aux bénéficiaires avant l'expiration du délai de validité fixé par l'Accord conclu entre les deux administrations au sujet de l'échange de mandats-poste, seront, à l'expiration du délai de validité, pris en charge par l'Administration du pays de paiement ; celle-ci en demandera le remboursement à l'administration qui aura délivré lesdits mandats.

2. Les mandats de remboursement qui auront été délivrés aux bénéficiaires et dont ceux-ci n'auront pas réclamé le paiement avant l'expiration du délai de validité fixé par l'Accord conclu entre les deux administrations au sujet de l'échange de mandats-poste, seront remplacés par des ordres de paiement. Ces derniers seront établis par l'administration qui aura émis les mandats,

¹ Vol. XLIX, page 161, of this Series.

ascertain that the originals have not been paid within the period of validity. They are received by the Post Office of destination and claimed by it in the first account rendered after their receipt.

Article IX.

1. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (i) Incorrect, insufficient or doubtful description of the name or residence of the payees ;
- (ii) Differences or omissions of names or amounts ;
- (iii) Erasures of, or addition to, the entries ;
- (iv) Omission of stamps, signatures or other service indications ;
- (v) Use of irregular forms ;

shall be corrected by the Post Office which has issued them.

2. For this purpose, the orders shall be returned as soon as possible, officially registered, to the office of origin by the office of destination.

Article X.

1. The settlement relative to Trade Charges paid by each Post Office on behalf of the other Post Office is effected by means of Trade Charge Accounts (specimen A annexed) the final totals of which are carried to the Money Order Account between Siam and the Straits Settlements, under the headings " Trade Charge Money Orders ".

2. In the Trade Charge Accounts, which are accompanied by the paid and receipted Trade Charge Orders, the Orders are entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in numerical sequence of their issue at those offices. At the end of the account the office which has drawn it up deducts from the total sum of its credit a half per cent, representing the share of the other office in the Trade Charge fee.

3. The verification of the Trade Charge accounts is effected according to the rules for the transaction of Money Order business between the two Post Offices.

Article XII.

The present Regulations shall be brought into operation on the day on which the Agreement comes into force. They shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate and signed at Kuala Lumpur, the 21st day of March 1930 and at Bangkok, the 29th day of March, 1930.

(Signed) A. S. HAYNES
Ag. Secretary for Postal Affairs,
Straits Settlements and
Federated Malay States.

(Signed) PRAKIT,
Director General,
Royal Siamese P. and T. Department,
Bangkok.

Approved :

(Signed) PURACHATRA,
Minister of Commerce and Communications.

aussitôt qu'elle aura été en mesure de constater que les originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité. Ces ordres de paiement seront pris en charge par l'administration du pays de destination ; celle-ci en demandera le remboursement dans le premier décompte qu'elle établira après réception desdits ordres de paiement.

Article IX.

1. Les mandats de remboursement dont le paiement ne peut être assuré pour l'une des raisons suivantes :

I. Parce que le nom ou le domicile des bénéficiaires a été indiqué d'une manière inexacte, insuffisante ou douteuse ;

II. Parce que les noms ou les montants sont différents ou ont été omis ;

III. Parce que des mentions ont été grattées ou modifiées ;

IV. Parce qu'on a omis d'apposer des timbres ou des signatures, ou d'autres indications de service ;

V. Parce que des formulaires irréguliers ont été employés ;

seront rectifiés par le bureau qui aura délivré lesdits mandats de remboursement.

2. A cet effet, le bureau de destination renverra les mandats au bureau d'origine, aussitôt que possible, sous pli officiellement recommandé.

Article X.

1. Le règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement payés par chacune des deux administrations postales pour le compte de l'autre sera effectué à l'aide de décomptes (modèle A annexé) dont les totaux définitifs seront reportés sur le décompte des mandats-postes échangés entre le Royaume de Siam et les Etablissements des Détroits, sous la rubrique « mandats de remboursement ».

2. Dans les décomptes de remboursement qui devront être accompagnés des mandats de remboursement payés et pris en charge, les mandats seront énumérés dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et d'après les numéros d'ordre qui y ont été inscrits par ces bureaux lors de l'émission. A la fin du décompte, l'administration qui l'aura établi déduira du total des sommes à son crédit un demi pour cent représentant la part qui revient à l'autre administration au titre de la taxe de remboursement.

3. La vérification des décomptes de remboursement sera effectuée conformément aux dispositions relatives à l'échange des mandats-poste entre les deux administrations.

Article XI.

Le présent règlement entrera en vigueur le même jour que l'accord. Il restera en vigueur aussi longtemps que ce dernier.

Fait en double exemplaires et signé à Kuala-Lumpur, le 21 mars 1930, et à Bangkok, le 29 mars 1930.

(Signé) A. S. HAYNES,

Secrétaire p. i. aux Affaires postales,
Straits Settlements et Etats malais fédérés.

(Signé) PRAKIT,

Directeur général, Administration royale
des Postes et Télégraphes du Siam,
Bangkok.

Approuvé :

(Signé) PURACHATRA,

Ministre du Commerce et des Communications.

A.

ACCOUNT OF TRADE CHARGE.

Money orders paid by the post office of

On behalf of

During the month of 19.....

No. of entry	Number of Money Order	Date of issue	OFFICE OF ISSUE	Amount		Office of payment	Remarks
				\$	¢		
			Total				
			Deduct $\frac{1}{2}$ per cent. Commission				
			Remaining to the credit of the Post Office of				

A.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT

Mandats payés par le Bureau de Poste de

Pour le compte du Bureau de Poste de

Pendant le mois de 19.....

N° d'ordre	N° du mandat	Date d'émission	BUREAU D'ÉMISSION	Montant		Bureau de paiement	Observations
				\$	c		
			Total				
			A déduire, commission de ½ pour cent ...				
			Solde au crédit du Bu- reau de Poste de				

CYK.

COUPON

(May be detached by the Payee)
(Peut être détaché par le destinataire)

of (du)

INTERNATIONAL TRADE

CHARGE

MONEY ORDER

(Mandat
de remboursement
international)

for the sum of
(de la somme de)



Amount in figures
(Montant en chiffres)

for the parcel
(pour le colis)

No. { Posted
(déposé)

on the
(le) 19

at
(à)

by
(par) } M

Addressed to
(à l'adresse de)

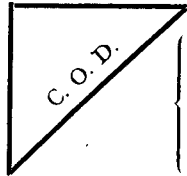
M

POST OFFICE OF THE STRAITS SETTLEMENTS
(Administration des Postes des Straits Settlements)

INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER.
(Mandat de remboursement international)

for the sum of { in figures
(de la somme de) { (en chiffres)

Date
Stamp
of Office
of
Posting



Amount in words { For the parcel } No.
(Les unités en toutes lettres) { (Pour le colis)

Equivalent of in the currency of country of destination.
(Equivalent à monnaie du pays destinataire)

Payable to }
(Payable à)

Address }
(Adresse)

Country }
(Pays du destinataire)

SERVICE INSTRUCTIONS (Indications de Service)

to be filled up by the Office which delivers the parcel after the collection of the Trade Charge.
(à remplir par l'Office destinataire du colis après l'encaissement du montant du remboursement).

Number of Order }
(Numéro d'émission)
Date of issue }
(Date d'émission)
Office of issue }
(Bureau d'émission)
Country of issue }
(Pays d'émission)
Signature of issuing officer }
(Signature de l'Agent)

Good for (bon pour)
the equivalent of (soit)
Currency of the country of destination of the parcel (Monnaie du pays destinataire du colis)

(Date stamp of issuing office)
(Timbre du bureau d'émission)

This Trade Charge Money Order must be returned to } The Superintendent,
(Le présent mandat de remboursement doit être renvoyé à) } Money Order Dept.

..... STRAITS SETTLEMENTS.

N° 2457.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET AUTRICHE**

Convention concernant l'extradition
réciproque des malfaiteurs, signée
à Vienne, le 31 janvier 1930, et
échange de notes, de la même
date.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND AUSTRIA**

Convention regarding the reciprocal
Extradition of Criminals, signed
at Vienna, January 31, 1930, and
Exchange of Notes of the same
date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o. 2457. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEN VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA UND ÖSTERREICH UEBER DIE GEGENSEITIGE AUSLIEFERUNG VON VERBRECHERN. GEZEICHNET IN WIEN AM 31. JANUAR 1930.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 septembre 1930.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 16 octobre 1930.

ÖSTERREICH und DIE VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA haben, von dem Wunsche geleitet, die Sache der Gerechtigkeit zu fördern, beschlossen, einen Vertrag über die Auslieferung von Personen zu schliessen, die sich der Gerechtigkeit entzogen haben, und haben zu diesem Zwecke die folgenden Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Johann SCHOBER, Bundeskanzler,
und

DER PRÄSIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA :

Herrn Albert Henry WASHBURN, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Österreich,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nach-

No. 2457. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND AUSTRIA REGARDING THE RECIPROCAL EXTRADITION OF CRIMINALS. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 31, 1930.

English and German official texts communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Convention took place September 11, 1930.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 16, 1930.

AUSTRIA and THE UNITED STATES OF AMERICA desiring to promote the cause of justice, have resolved to conclude a treaty for the extradition of fugitives from justice, between the two countries and have appointed for that purpose the following Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Mr. Johann SCHOBER, Federal Chancellor ;
and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF America :

Mr. Albert Henry WASHBURN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Austria ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 12 août 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, August 12, 1930.

stehenden Artikel vereinbart und beschlossen haben :

Artikel I.

Es wird vereinbart, dass die Bundesregierung von Österreich und die Regierung der Vereinigten Staaten auf ein nach den Bestimmungen dieses Vertrages gehörig gestelltes Ersuchen der Gerechtigkeit jede Person ausliefern sollen, die einer der im Artikel II des vorliegenden Vertrages angeführten strafbaren Handlungen beschuldigt wird oder überführt wurde, sofern die Tat in den Gesetzen des ersuchten Staates als Verbrechen im Gegensatz zu Vergehen und Übertretungen bezeichnet wird und innerhalb der Gerichtsbarkeit eines der Hohen Vertragsschliessenden Teile begangen wurde, wenn diese Person im Gebiete des anderen Teiles Zuflucht sucht oder dort angetroffen wird. Eine derartige Auslieferung soll nur auf Grund solcher Schuldbeweise stattfinden, die nach den Gesetzen des Ortes, wo der Flüchtling oder der Beschuldigte angetroffen wird, seine Festnahme und Stellung vor Gericht rechtfertigen würden, wenn die Tat hier begangen worden wäre.

Artikel II.

Nach den Bestimmungen des vorliegenden Vertrages sollen jene Personen ausgeliefert werden, die einer der nachstehenden strafbaren Handlungen beschuldigt werden oder überführt sind :

1. Mord, umfassend die durch die Ausdrücke Elternmord, Meuchelmord, vorsätzliche Tötung, Giftmord oder Kindesmord bezeichneten Verbrechen ;
2. Notzucht, Abtreibung und geschlechtlicher Umgang mit Kindern unter 14 Jahren ;
3. Entführung oder Gefangenhaltung von Frauen oder Mädchen zu unmoralischen Zwecken ;
4. Zweifache Ehe ;
5. Brandstiftung ;
6. Absichtliche und gesetzwidrige, das menschliche Leben gefährdende Zerstörung von Eisenbahnen oder ebensolche Verhinderung ihres Verkehrs ;

in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

It is agreed that the Federal Government of Austria and the Government of the United States shall, upon requisition duly made as herein provided, deliver up to justice any person, who may be charged with, or may have been convicted of any of the offenses specified in Article II of the present Treaty which are designated in the laws of the surrendering state as crimes other than misdemeanors and which were committed within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties, whenever such person shall seek an asylum or shall be found within the territories of the other ; provided that such surrender shall take place only upon such evidence of criminality, as according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found, would justify his apprehension and commitment for trial if the offense had been there committed.

Article II.

Persons shall be delivered up according to the provisions of the present Treaty, who shall have been charged with or convicted of any of the following offenses :

- (1) Murder, comprehending the crimes designated by the term parricide, assassination, manslaughter when voluntary, poisoning or infanticide.
- (2) Rape, abortion, carnal knowledge of children under the age of fourteen years.
- (3) Abduction or detention of women or girls for immoral purposes.
- (4) Bigamy.
- (5) Arson.
- (6) Wilful and unlawful destruction or obstruction of railroads, which endangers human life.

7. Zur See verübte Verbrechen :

a) Seeräuberei im landläufigen Sinne des Wortes und nach der völkerrechtlichen oder gesetzlichen Begriffsbestimmung,

b) Unrechtmässiges Versenken oder Zerstören eines Schiffes zur See,

c) Meuterei oder Verschwörung zweier oder mehrerer Mitglieder der Besatzung oder anderer Personen an Bord eines auf hoher See befindlichen Fahrzeuges, um sich gegen die Befehlsgewalt des Kapitäns oder Kommandanten eines solchen Fahrzeuges zu empören oder um sich durch List oder Gewalt in den Besitz eines solchen Fahrzeuges zu setzen,

d) Überfall an Bord eines Schiffes auf hoher See in der Absicht, körperlichen Schaden zuzufügen ;

8. Einbruch, das ist das nächtliche Einbrechen und Eindringen in das Haus eines andern in der Absicht, darin ein Verbrechen zu begehen ;

9. Das Einbrechen und Eindringen in die Amtsräume der Regierung und der öffentlichen Behörden oder in die Amtsräume von Banken, Bankhäusern, Sparkassen, Treuhandgesellschaften, Versicherungs- und anderen Gesellschaften oder in sonstige Gebäude, die nicht Wohnhäuser sind, in der Absicht, darin ein Verbrechen zu begehen ;

10. Raub, das ist die verbrecherische und gewaltsame Entziehung von Gütern oder Geld aus dem Besitz eines andern unter Anwendung von Gewalt oder Einschüchterung ;

11. Fälschung von Urkunden oder Verbreitung gefälschter Urkunden ;

12. Fälschung oder Verfälschung amtlicher Schriften der Regierungen oder öffentlichen Behörden einschliesslich der Gerichte oder deren Verbreitung oder betrügerische Benutzung ;

13. Die Erzeugung von Falschgeld, sei es gemünztes oder Papiergeld, von gefälschten Stücken oder Coupons der öffentlichen Schuld, die von Bundes-, Staats-, Provinzial-, Territorial-, Lokal- oder städtischen Verwaltungen aufgenommen wurde, von Banknoten oder anderen öffentlichen Kre-

(7) Crimes committed at sea :

(a) Piracy, as commonly known and defined by the law of nations, or by statute.

(b) Wrongfully sinking or destroying a vessel at sea.

(c) Mutiny or conspiracy of two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas, for the purpose of rebelling against the authority of the Captain or Commander of such vessel, or by fraud or violence taking possession of such vessel.

(d) Assault on board ship upon the high seas with intent to do bodily harm.

(8) Burglary, defined to be the act of breaking into and entering the house of another in the night time with intent to commit a felony therein.

(9) The act of breaking into and entering the office of the Government and public authorities or the offices of banks, banking houses, savings-banks, trust-companies, insurance and other companies, or other buildings not dwellings with intent to commit a felony therein.

(10) Robbery, defined to be the act of feloniously and forcibly taking from the person of another goods or money by violence or by putting him in fear.

(11) Forgery or the utterance of forged papers.

(12) The forgery or falsification of the official acts of the Governments, or public authority, including Courts of Justice, or the uttering or fraudulent use of any of the same.

(13) The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of public debt, created by National, State, Provincial, Territorial, Local or Municipal Governments, bank notes or other instruments of public credit, counterfeit seals, stamps, dies and marks

ditpapieren, gefälschten Siegeln, Stempeln, Prägestempeln und Marken staatlicher oder öffentlicher Verwaltungsstellen und die Ausgabe, Verbreitung oder betrügerische Benutzung der oben erwähnten Gegenstände ;

14. Veruntreuung oder verbrecherische Unterschlagung, die innerhalb der Gerichtsbarkeit des einen oder anderen Teiles von öffentlichen Beamten oder Verwahrern verübt werden, wenn der veruntreute Betrag 100 Dollar oder den österreichischen Gegenwert übersteigt ;

15. Veruntreuung seitens einer oder mehrerer Personen, die gegen Lohn gedungen, mit Gehalt angestellt sind oder sonst in Diensten stehen, zum Schaden ihrer Arbeit- oder Dienstgeber, wenn die Tat nach den Gesetzen beider Staaten mit Gefängnis oder einer anderen Körperstrafe bedroht ist und der veruntreute Betrag 100 Dollar oder den österreichischen Gegenwert übersteigt ;

16. Raub von Minderjährigen oder Erwachsenen, das ist die Entführung oder Gefangenhaltung einer oder mehrerer Personen, um von ihnen, ihren Familien oder einer oder mehreren anderen Personen Geld zu erpressen, oder zu einem anderen ungesetzlichen Zweck ;

17. Diebstahl, das ist die Entwendung von Habseligkeiten, persönlichem Eigentum oder Geld im Werte von 100 oder mehr Dollar oder im österreichischen Gegenwerte ;

18. Erwerb von Geld, Wertpapieren oder anderem Vermögen auf Grund falscher Vorspiegelungen oder Annahme von Geld, Wertpapieren oder anderem Vermögen in Kenntnis des Umstandes, dass das Angenommene unrechtmässig erworben worden ist, wenn der auf diese Weise erworbene oder angenommene Geldbetrag oder Vermögenswert 100 Dollar oder den österreichischen Gegenwert übersteigt ;

19. Meineid oder Verleitung zum Meineid ;

20. Unterschlagung oder Vertrauensmissbrauch seitens eines Verwahrers, Bankiers, Agenten, Kommissionärs, Treuhänders, Testamentsvollstreckers, Verwalters, Vormundes, Direktors oder Beamten einer Gesellschaft oder Körperschaft oder seitens

of State or public administrations, and the utterance, circulation and fraudulent use of the above mentioned objects.

(14) Embezzlement or criminal malversation committed within the jurisdiction of one or the other party by public officers or depositaries, where the amount embezzled exceeds one hundred dollars or the Austrian equivalent.

(15) Embezzlement by any person or persons, hired, salaried or employed, to the detriment of their employers or principals, when the crime is punishable by imprisonment or other corporal punishment by the laws of both countries, and where the amount embezzled exceeds one hundred dollars or the Austrian equivalent.

(16) Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them, their families or any other person or persons, or for any other unlawful end.

(17) Larceny, defined to be the theft of effects, personal property, or money, of the value of one hundred dollars or more or the Austrian equivalent.

(18) Obtaining money, valuable securities or other property by false pretences or receiving any money, valuable securities or other property knowing the same to have been unlawfully obtained, where the amount of money or the value of the property so obtained or received exceeds one hundred dollars or the Austrian equivalent.

(19) Perjury or subornation of perjury.

(20) Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any company or coporation, or by any one in any fiduciary position, where the amount of money or the value

irgendeiner Person in Vertrauensstellung, wenn der Betrag oder Wert des widerrechtlich zugeeigneten Geldes oder Vermögens 100 Dollar oder den österreichischen Gegenwert übersteigt ;

21. Strafbare Handlungen gegen die Gesetze der beiden Staaten zur Unterdrückung der Sklaverei und des Sklavenhandels ;

22. Böswilliges Verlassen oder böswilliges Nichterhalten minderjähriger oder nicht selbsterhaltungsfähiger Kinder.

Die Auslieferung hat auch stattzufinden wegen Beteiligung an einer der vorgenannten strafbaren Handlungen vor oder nach ihrer Verübung oder wegen eines Versuches, eine der vorgenannten strafbaren Handlungen zu begehen, vorausgesetzt, dass eine solche Teilnahme oder ein solcher Versuch nach den Gesetzen der beiden Vertragschliessenden Teile mit Gefängnis bedroht ist.

Artikel III.

Die Bestimmungen des vorliegenden Vertrages sollen keinen Anspruch auf Auslieferung wegen einer strafbaren Handlung politischer Natur oder wegen Handlungen, die mit solchen Straftaten zusammenhängen, geben und keine Person, die kraft dieses Vertrages von einem oder an einen der Hohen Vertragschliessenden Teile ausgeliefert wurde, soll wegen einer vor ihrer Auslieferung begangenen politischen Straftat vor Gericht gestellt oder bestraft werden.

Der ersuchte Staat oder dessen Gerichte sollen entscheiden, ob die Tat politischer Natur ist oder nicht.

Wenn die angelastete Straftat einen vollbrachten oder versuchten Mord, Meuchelmord oder Giftmord in sich begreift, soll der Umstand, dass die Tat gegen das Leben des Herrschers oder Oberhauptes irgendeines Staates oder gegen das Leben eines Mitgliedes seiner Familie vollbracht oder versucht wurde, nicht als hinreichend angesehen werden, um zu behaupten, dass die strafbare Handlung politischer Natur oder eine Handlung war, die mit Straftaten politischer Natur im Zusammenhange steht.

Artikel IV.

Keine Person soll wegen einer vor der Auslieferung begangenen strafbaren Handlung,

of the property misappropriated exceeds one hundred dollars or the Austrian equivalent.

(21) Crimes against the laws of both countries for the suppression of slavery and slave trading.

(22) Wilful desertion or wilful non-support of minor or dependent children.

The extradition is also to take place for participation in any of the aforesaid crimes as an accessory before or after the fact or for any attempt to commit any of the aforesaid crimes ; provided such participation or attempt be punishable by imprisonment by the laws of both Contracting Parties.

Article III.

The provisions of the present Treaty shall not import a claim of extradition for any offense of a political character, nor for acts connected with such offenses ; and no person surrendered by or to either of the High Contracting Parties in virtue of this Treaty shall be tried or punished for a political offense committed before his extradition.

The State applied to or Courts of that State shall decide whether the offense is of a political character or not.

When the offense charged comprises the act either of murder or assassination or of poisoning, either consummated or attempted, the fact that the offense was committed or attempted against the life of the Sovereign or Head of any State or against the life of any member of his family, shall not be deemed sufficient to sustain that such offense was of a political character, or was an act connected with offenses of a political character.

Article IV.

No person, except with the approval of the surrendering State, shall be tried for any crime

derentwegen die Auslieferung nicht erfolgt ist, vor Gericht gestellt werden, es sei denn, dass der ersuchte Staat zustimmt oder dass sie durch einen Monat, nachdem sie wegen der der Auslieferung zugrunde liegenden Straftat vor Gericht gestellt gewesen war oder für den Fall einer Verurteilung durch einen Monat nach erfolgter Verbüßung der Strafe oder Begnadigung die Freiheit gehabt hat, das Land zu verlassen.

Artikel V.

Die Auslieferung eines flüchtigen Verbrechers nach den vorliegenden Bestimmungen soll nicht stattfinden, wenn wegen Ablaufes der Zeit oder aus einem anderen gesetzlichen Grunde entsprechend den Gesetzen des Staates, innerhalb dessen Gerichtsbarkeit die strafbare Handlung begangen wurde oder gemäss den Gesetzen des ersuchten Staates eine Verfolgung oder Bestrafung des Verbrechers wegen der strafbaren Handlung, derentwegen die Auslieferung verlangt wird, ausgeschlossen ist.

Artikel VI.

Wenn eine Person, deren Auslieferung auf Grund der Bestimmungen dieses Vertrages verlangt wird, zurzeit wegen einer strafbaren Handlung in dem Zufluchtsstaate verfolgt wird oder verurteilt worden ist, kann ihre Auslieferung verschoben werden, bis das Verfahren beendet oder die Strafe ordnungsmässig verbüßt ist.

Artikel VII.

Wenn die Auslieferung eines flüchtigen Verbrechers, die von einem der beiden Vertragsteile begehrt wird, auch von einer oder mehreren anderen Mächten auf Grund von vertraglichen Bestimmungen wegen innerhalb ihrer Gerichtsbarkeit begangener Straftaten verlangt wird, ist der Verbrecher jenem Staate auszuliefern, dessen Begehren zuerst einlangte, es sei denn, dass dieses zurückgezogen wird. Dieser Artikel soll Verträge nicht berühren, die schon zu einem früheren Zeitpunkte von einem der Vertragsschliessenden Teile mit anderen Staaten abgeschlossen worden sind.

committed before his extradition other than that for which he was surrendered, unless he has been at liberty for one month after having been tried for that offense, to leave the country, or, in case of conviction, for one month after having suffered his punishment or having been pardoned.

Article V.

A fugitive criminal shall not be surrendered under the provisions hereof, when, from lapse of time or other lawful cause, either according to the laws of the country within the jurisdiction of which the crime was committed or according to the laws of the surrendering State, the criminal is exempt from prosecution or punishment for the offense for which the surrender is asked.

Article VI.

If the person whose extradition has been requested, pursuant to the stipulations of this Convention, be actually under prosecution for a crime in the country where he has sought asylum, or shall have been convicted thereof, his extradition may be deferred until such proceedings be terminated, or until such criminal shall be set at liberty in due course of law.

Article VII.

If a fugitive criminal claimed by one of the parties hereto, shall be also claimed by one or more powers pursuant to treaty provisions, on account of offenses committed within their jurisdiction, such criminal shall be delivered to that State whose demand is first received, unless its demand is waived. This Article shall not affect such treaties as have already previously been concluded by one of the Contracting Parties with other States.

Artikel VIII.

Nach den Bestimmungen dieses Vertrages soll keiner der Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichtet sein, seine eigenen Staatsbürger auszuliefern.

Artikel IX.

Die Kosten des Transportes des Beschuldigten sollen von der ersuchenden Regierung getragen werden. Aus der Verhaftung, Festhaltung, Vernehmung und Übergabe von Flüchtlingen entspringende Ersatzansprüche sollen gegen die ersuchende Regierung nicht erhoben werden mit Ausnahme jener für die Verpflegung und Unterbringung des Beschuldigten vor der Übergabe. Wenn jedoch Beamte der ausliefernden Regierung in Ausübung ihres Amtes keine andere Entlohnung oder Entschädigung erhalten, als bestimmte Taxen für die geleisteten Dienste, sollen sie berechtigt sein, von der ersuchenden Regierung die üblichen Taxen für die geleisteten Arbeiten oder Dienste in der gleichen Weise und im selben Betrage zu erhalten, als ob diese Arbeiten oder Dienste im ordentlichen Strafverfahren nach den Gesetzen des Landes, wo sie beamtet sind, geleistet worden wären.

Die Ansprüche für Verpflegung und Unterbringung sowie auf Taxen sind durch Vermittlung der betreffenden Regierung geltend zu machen.

Artikel X.

Alles was zur Zeit der Verhaftung eines flüchtigen Verbrechers in seinem Besitze gefunden wird, es mag aus der strafbaren Handlung herkommen oder als Beweismittel von Bedeutung sein, soll, soweit dies nach den Gesetzen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile durchführbar ist, zugleich mit seiner Person bei der Auslieferung mitüberegeben werden. Die Rechte dritter Personen in Ansehung der angeführten Gegenstände sollen jedoch berücksichtigt werden.

Artikel XI.

Die Bestimmungen des vorliegenden Vertrages sollen auf alle wo immer gelegenen Gebiete

Article VIII.

Under the stipulations of this Treaty, neither of the High Contracting Parties shall be bound to deliver up its own citizens.

Article IX.

The expense of transportation of the accused shall be paid by the Government which has preferred the demand for extradition. No claim other than for the board and lodging of an accused prior to his surrender arising out of the arrest, detention, examination and surrender of fugitives under this Treaty shall be made against the Government demanding the extradition; provided, however, that any officer or officers of the surrendering Government, who shall in the course of their duty, receive no salary or compensation other than specific fees for services performed, shall be entitled to receive from the Government demanding the extradition the customary fees for the acts or services performed by them, in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the country of which they are officers.

These claims for board and lodging and for fees are to be submitted through the intermediary of the respective Government.

Article X.

Everything found in the possession of the fugitive criminal at the time of his arrest, whether being the proceeds of the crime, or which may be material as evidence in making proof of the crime, shall so far as practicable, according to the laws of either of the High Contracting Parties, be delivered up with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of a third party with regard to the articles referred to, shall be duly respected.

Article XI.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all territory wherever situated,

anwendbar sein, die einem der Hohen Vertragsschliessenden Teile angehören oder unter der Besetzung oder Kontrolle eines von ihnen stehen, so lange die Besetzung oder Kontrolle dauert.

Ersuchen um Auslieferung von Personen, die sich vor der Gerechtigkeit geflüchtet haben, sollen durch die diplomatischen Vertreter der Hohen Vertragsschliessenden Teile gestellt werden. Falls diese Vertreter von dem Staate oder dem Sitze seiner Regierung abwesend sind oder die Auslieferung aus einem im vorhergehenden Absatz erwähnten, ausserhalb der Vereinigten Staaten oder Österreichs gelegenen Gebiet begehrt wird, können die Ersuchen durch höhere Konsularbeamte gestellt werden. Die Auslieferungsbegehren samt den angeschlossenen Beweisurkunden soll die ersuchende Regierung mit einer Übersetzung in die Sprache der ersuchten Regierung versehen.

Um die Verhaftung und Festhaltung eines Flüchtlings kann auf Grund einer allenfalls telegraphischen Verständigung von dem Bestande eines Urteiles oder eines Haftbefehles angesucht werden.

In Österreich soll das Ersuchen um Verhaftung und Festhaltung an den Bundeskanzler gerichtet werden, der es an die zuständige Stelle weiterleiten wird.

In den Vereinigten Staaten soll das Ersuchen um Verhaftung und Festhaltung an den Staatssekretär gerichtet werden, der ein Mandat ausstellen wird, das bestätigt, dass das Ersuchen regelrecht gestellt wurde und die zuständigen Behörden anweist, das Erforderliche im Einklang mit den Gesetzen zu veranlassen.

Im Falle der Dringlichkeit kann das Ersuchen um Verhaftung und Festhaltung unmittelbar an die zuständige Behörde im Einklang mit den in Kraft stehenden Gesetzen gerichtet werden.

Der vorläufig Verhaftete soll freigelassen werden, wenn nicht binnen drei Monaten vom Tage der Verhängung der Auslieferungshaft in den Vereinigten Staaten oder vom Tage der Festnahme in Österreich das förmliche Begehren um Auslieferung mit den unten beschriebenen urkundlichen Nachweisungen vom diplomatischen Vertreter der ersuchenden Regierung oder in seiner Abwesenheit von einem ihrer Konsularbeamten in der vorerwähnten Weise gestellt wird.

Wenn der flüchtige Verbrecher wegen der strafbaren Handlung, derentwegen seine Auslieferung verlangt wird, verurteilt worden ist,

belonging to either of the High Contracting Parties or in the occupancy and under the control of either of them, during such occupancy or control.

Requisitions for the surrender of fugitives from justice shall be made by the respective diplomatic agents of the High Contracting Parties. In the event of the absence of such agents from the country or its seat of Government, or where extradition is sought from territory included in the preceding paragraph, other than the United States or Austria, requisitions may be made by superior consular officers. Requisitions for surrender with accompanying documentary proofs shall be required to be translated by the Government which has preferred the demand for extradition into the language of the surrendering Government.

The arrest and detention of a fugitive may be applied for on information, even by telegraph, of the existence of a judgment of conviction or of a warrant of arrest.

In Austria, the application for arrest and detention shall be addressed to the Federal Chancellor, who will transmit it to the proper department.

In the United States, the application for arrest and detention shall be addressed to the Secretary of State, who shall deliver a mandate certifying that the application is regularly made and requesting the competent authorities to take action thereon in conformity to statute.

In case of urgency, the application for arrest and detention may be addressed directly to the competent magistrate in conformity to the statutes in force.

The person provisionally arrested shall be released, unless within three months from the date of commitment in the United States—or from the date of arrest in Austria, the formal requisition for surrender, with the documentary proofs hereinafter described, be made as aforesaid by the diplomatic agent of the demanding Government, or in his absence, by a consular officer thereof.

If the fugitive criminal shall have been convicted of the crime for which his extradition is asked, a copy of the sentence of the court

muss eine gehörig beglaubigte Abschrift des Urteils des Gerichtes, das die Verurteilung ausgesprochen hat, beigebracht werden. Wenn aber der Flüchtling einer Straftat nur beschuldigt wird, sind eine gehörig beglaubigte Abschrift des in dem Staate, wo die Tat begangen wurde, erlassenen Haftbefehles sowie der Aussagen, auf Grund welcher der Haftbefehl ausgestellt worden ist, und sonstige, in dem vorliegenden Falle geeignet erscheinende Beweise beizubringen.

Artikel XII.

In jedem Fall eines von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile gestellten Ansuchens um Verhaftung, Festhaltung oder Auslieferung eines flüchtigen Verbrechers sollen die zuständigen Beamten des Staates, wo das Auslieferungsverfahren stattfindet, die Beamten der ersuchenden Regierung bei den Richtern und Behörden mit allen in ihrer Macht stehenden gesetzlichen Mitteln unterstützen.

Artikel XIII.

Der vorliegende Vertrag soll von den Hohen Vertragschliessenden Teilen, entsprechend ihrem verfassungsmässigen Verfahren, ratifiziert werden und am 30. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Wien sobald als möglich stattfinden soll, in Kraft treten, aber keine rückwirkende Kraft haben.

An dem Tage, an welchem der vorliegende Vertrag in Kraft tritt, soll der Vertrag vom 3. Juli 1856 seine Geltung verlieren, ausgenommen hinsichtlich der darin aufgezählten und vor dem erstgenannten Tage verübten strafbaren Handlungen.

Der vorliegende Vertrag soll durch sechs Monate nach seiner Kündigung durch eine der beiden Regierungen in Kraft bleiben.

Zu Urkund dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten den vorliegenden Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigesetzt.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung zu Wien, am 31. Jänner Eintausendneunhundertdreissig.

SCHOBER.
Albert Henry WASHBURN.

before which such conviction took place, duly authenticated, shall be produced. If, however, the fugitive is merely charged with crime, a duly authenticated copy of the warrant of arrest in the country where the crime was committed, and of the depositions upon which such warrant may have been issued, shall be produced, with such other evidence or proof as may be deemed competent in the case.

Article XII.

In every case of a request made by either of the High Contracting Parties, for the arrest, detention or extradition of fugitive criminals, the appropriate legal officers of the country where the proceedings of extradition are had, shall assist the officers of the Government demanding the extradition before the respective judges and magistrates, by every appropriate legal means within their power.

Article XIII.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties, in accordance with their respective constitutional methods and shall take effect on the thirtieth day after the date of the exchange of ratifications, which shall take place at Vienna as soon as possible, but it shall not operate retroactively.

On the day when the present Convention takes effect, the Convention of July 3, 1856 shall cease to be in force except as to crimes therein enumerated and committed prior to the date first mentioned.

The present Convention shall remain in force for a period of six months after either of the two Governments shall have given notice of a purpose to terminate it.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Vienna this 31st day of January nineteen hundred and thirty.

Albert Henri WASHBURN.
SCHOBER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2457. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'AUTRICHE CONCERNANT L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MALFAITEURS. SIGNÉE A VIENNE, LE 31 JANVIER 1930.

L'AUTRICHE et LES ETATS-UNIS, désireux de servir la cause de la justice, ont décidé de conclure un traité pour l'extradition des personnes qui se sont dérobées à l'action de la justice, et ont désigné, à cet effet, les plénipotentiaires ci-après :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Johann SCHÖBER, chancelier fédéral ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Albert Henry WASHBURN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Autriche ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et adopté les articles suivants :

Article premier.

Il est convenu que le Gouvernement fédéral d'Autriche et le Gouvernement des Etats-Unis remettront à la justice, sur réquisition qui en sera faite dans les formes prescrites par le présent traité, toute personne accusée ou reconnue coupable de l'un des actes délictueux spécifiés à l'article 2 du présent traité, qualifiés de crimes, par opposition aux délits et contraventions, dans la législation de l'Etat requis, et commis dans les limites de la juridiction de l'une des Hautes Parties contractantes, si ladite personne cherche un refuge ou est découverte sur le territoire de l'autre Partie. Cette extradition ne pourra toutefois avoir lieu que s'il existe des preuves de culpabilité suffisantes, selon la législation du lieu où le fugitif ou l'inculpé aura été découvert, pour motiver son arrestation et sa mise en jugement au cas où le crime aurait été commis dans ledit pays.

Article II.

Aux termes du présent traité, il sera procédé à l'extradition des personnes accusées ou reconnues coupables de l'un des actes délictueux suivants :

- 1^o Meurtre, ce mot comprenant les crimes désignés par les termes : parricide, assassinat, homicide volontaire, empoisonnement ou infanticide ;
- 2^o Viol, avortement et rapports sexuels avec des enfants de moins de quatorze ans ;
- 3^o Enlèvement ou séquestration de femmes ou de filles pour des fins immorales ;
- 4^o Bigamie ;
- 5^o Incendie volontaire ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

6° Destruction ou obstruction volontaire et illicite des voies ferrées, entraînant un danger de mort ;

7° Crimes commis en mer :

a) Piraterie dans l'acception courante du terme et tel qu'il est défini par le droit international ou par la loi ;

b) Envoi par le fond ou destruction illicite d'un navire en mer ;

c) Mutinerie ou complot de deux ou plusieurs membres de l'équipage ou autres personnes à bord d'un navire en haute mer, en vue de provoquer une révolte contre l'autorité du capitaine ou commandant de ce navire, ou de s'emparer dudit navire par la ruse ou par la force ;

d) Agression commise à bord d'un navire en haute mer avec l'intention de causer un dommage physique ;

8° Effraction nocturne, définie comme le fait de pénétrer pendant la nuit, avec bris de clôture, dans la maison d'autrui, avec l'intention d'y commettre un acte criminel ;

9° Le fait de pénétrer, avec effraction, dans les locaux administratifs du gouvernement et des autorités publiques ou dans les locaux de banques, maisons de banque, caisses d'épargne, sociétés fiduciaires, compagnies d'assurance et autres sociétés, ou dans d'autres édifices qui ne sont pas utilisés pour l'habitation, avec l'intention d'y commettre un acte criminel ;

10° Vol à main armée, défini comme le fait d'enlever à autrui par des moyens criminels et violents des marchandises ou des espèces en ayant recours à la violence ou à l'intimidation ;

11° Faux ou émission de faux ;

12° Contrefaçon ou falsification de documents officiels du gouvernement ou des autorités publiques, y compris les tribunaux, ou émission ou usage frauduleux desdits documents ;

13° Fabrication de fausse monnaie de métal ou de papier, de faux titres ou coupons de la dette publique, émis par le Gouvernement fédéral, par celui d'un Etat, par les autorités provinciales, territoriales, locales ou municipales, de billets de banque ou autres instruments de crédit public, de faux sceaux, timbres, poinçons et marques des administrations de l'Etat ou des services publics, et émission, mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus ;

14° Détournement de fonds ou malversation criminelle commis par des fonctionnaires ou des dépositaires de deniers publics dans les limites de la juridiction de l'une ou de l'autre Partie, si le montant du détournement dépasse cent dollars ou l'équivalent en monnaie autrichienne ;

15° Détournement commis par une ou plusieurs personnes à gages, salariées ou employées, au détriment de leurs employeurs ou chefs, lorsque le crime est passible d'emprisonnement ou d'autres peines corporelles d'après les lois des deux pays, et où le montant détourné dépasse cent dollars ou l'équivalent en monnaie autrichienne ;

16° Enlèvement de mineurs ou d'adultes, ce terme étant défini comme le fait d'enlever ou de séquestrer une ou plusieurs personnes en vue de leur extorquer des fonds ou d'en extorquer à leur famille ou à toute autre personne ou personnes, ou dans toute autre intention illicite ;

17° Vol simple, défini comme vol d'effets, meubles ou espèces, d'une valeur d'au moins cent dollars ou de l'équivalent en monnaie autrichienne ;

18° Le fait d'obtenir la remise d'espèces, valeurs, titres ou autres biens sous de faux prétextes, ou de recevoir des espèces, valeurs, titres ou autres biens sachant qu'ils ont été obtenus d'une manière illicite, si la somme d'argent ou la valeur des objets ainsi obtenus ou reçus dépasse cent dollars ou l'équivalent en monnaie autrichienne ;

19° Faux témoignage ou subornation de témoins ;

20° Manœuvres frauduleuses ou abus de confiance commis par un dépositaire, banquier, agent, commissionnaire, représentant fiduciaire, exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, directeur ou employé d'une société ou personne morale, ou par toute autre personne occupant un poste de confiance, si le montant ou la valeur des sommes ou des biens appropriés d'une manière illicite est supérieure à cent dollars ou à l'équivalent en monnaie autrichienne ;

21° Les crimes commis contre les lois des deux Etats, relatives à la répression de l'esclavage et à la traite des esclaves ;

22° Abandon volontaire ou refus obstiné de pourvoir à l'entretien d'enfants mineurs ou incapables de subvenir à leurs besoins.

L'extradition sera également accordée pour complicité dans l'un des crimes susmentionnés, avant ou après leur perpétration, ou pour tentative de perpétration de l'un de ces crimes, à condition toutefois que cette complicité ou tentative soit punissable d'une peine d'emprisonnement aux termes des lois des deux Parties contractantes.

Article III.

Les dispositions du présent traité n'impliquent pas le droit de réclamer l'extradition pour un délit de caractère politique ou pour des actes connexes à un délit de ce genre ; de plus, aucune personne livrée en vertu du présent traité par ou à une des Hautes Parties contractantes, ne pourra être jugée ou punie pour un délit politique commis avant son extradition.

L'Etat requis ou ses tribunaux décideront si le délit a ou non un caractère politique.

Si le délit imputé comporte un acte ou une tentative de meurtre, ou d'assassinat, ou d'empoisonnement, le fait qu'il aura été commis ou tenté contre la vie du souverain, ou du chef d'un Etat quelconque, ou contre la vie d'un membre quelconque de leur famille, ne sera pas jugé suffisant pour établir que ce crime ou délit a un caractère politique ou est connexe à un crime ou délit de caractère politique.

Article IV.

Aucune personne ne pourra être mise en jugement pour un délit commis avant l'extradition autre que celui pour lequel elle aura été extradée, si ce n'est avec le consentement de l'Etat requis, à moins que ladite personne, à partir de la date à laquelle elle a été jugée pour le délit ayant donné lieu à l'extradition, ou, en cas de condamnation, à partir de la date à laquelle elle a fini de purger sa peine ou de la date à laquelle elle a été graciée, n'ait eu pendant un mois la faculté de quitter le pays.

Article V.

Un criminel en fuite ne pourra être extradé en vertu des présentes dispositions si, en raison de la prescription ou pour tout autre motif légal, selon les lois de l'Etat dans la juridiction duquel le crime a été commis ou selon les lois de l'Etat requis, il échappe aux poursuites ou à la peine qu'entraîne le délit pour lequel l'extradition est demandée.

Article VI.

Si la personne dont l'extradition est demandée en vertu des dispositions du présent traité se trouve, au moment où la demande d'extradition est formulée, sous le coup de poursuites pour délit commis dans l'Etat où elle s'est réfugiée, ou si elle a été condamnée pour un délit de ce genre, son extradition pourra être différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours ou jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa liberté conformément à la loi.

Article VII.

Si l'extradition d'un criminel en fuite, réclamée par l'une des Parties au présent traité, est également réclamée par une ou plusieurs Puissances, en vertu des dispositions des traités, pour des délits commis dans les limites de leur juridiction, le criminel sera livré à l'Etat dont la demande sera parvenue la première, à moins que cette demande n'ait été retirée. Le présent article n'affecte pas les traités déjà conclus par l'une des Parties contractantes avec d'autres Etats.

Article VIII.

Aux termes du présent traité aucune des Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'extrader ses propres ressortissants.

Article IX.

Les frais de transport des inculpés sont à la charge du gouvernement requérant. Aucune demande d'indemnité, si ce n'est pour la nourriture et le logement de l'inculpé avant son extradition, ne sera formulée du fait de l'arrestation, de l'incarcération, de l'interrogatoire et de la remise d'un fugitif en vertu du présent traité. Il est entendu, toutefois, que le ou les fonctionnaires du gouvernement remettant le criminel qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ne reçoivent pas d'émoluments ou d'indemnités autres que les taxes spécifiques afférentes aux services rendus, auront le droit de recevoir du gouvernement requérant les taxes d'usage pour les actes ou services exécutés par eux, dans les mêmes conditions et au même taux que si ces actes ou services avaient été exécutés au cours de poursuites criminelles ordinaires, telles qu'elles sont réglées par la loi du pays dont ils sont fonctionnaires.

Les demandes d'indemnité de nourriture et de logement, ainsi que les demandes de paiement des taxes, doivent être présentées par l'intermédiaire du gouvernement de l'intéressé.

Article X.

Tout objet trouvé en la possession du criminel en fuite au moment de son arrestation, que cet objet soit le fruit du crime ou délit ou qu'il puisse servir de pièce à conviction, sera remis en même temps que la personne du coupable au moment de l'extradition, dans la mesure où cela est possible, conformément aux lois des deux Hautes Parties contractantes. Néanmoins, les droits des tiers sur les objets en question seront dûment respectés.

Article XI.

Les stipulations du présent traité seront applicables à tous les territoires, quelle que soit leur situation géographique, appartenant à l'une des deux Parties contractantes ou occupés par elle et placés sous son contrôle, pendant toute la durée de cette occupation ou de ce contrôle.

Les demandes d'extradition de criminels en fuite seront présentées par les agents diplomatiques respectifs des Hautes Parties contractantes. Au cas où ces agents seraient absents du pays ou du siège du gouvernement de ce pays, ou lorsque l'extradition est demandée d'un des territoires mentionnés au paragraphe précédent, autres que les Etats-Unis ou l'Autriche, les demandes pourront être présentées par des fonctionnaires consulaires supérieurs. Les demandes d'extradition et les pièces justificatives qui les accompagnent, devront être traduits par les soins du gouvernement qui fait la demande d'extradition, dans la langue du gouvernement requis.

L'arrestation et l'incarcération d'une personne en fuite peuvent être demandées sur la foi d'un avis, même télégraphique, signalant l'existence d'une condamnation ou d'un mandat d'arrêt.

En Autriche, la demande d'arrestation et d'incarcération sera adressée au Chancelier fédéral, qui la transmettra au service compétent.

Aux Etats-Unis, la demande d'arrestation et d'incarcération sera adressée au Secrétaire d'Etat, qui délivrera un mandat certifiant que la demande est formulée régulièrement et invitant les autorités compétentes à y donner suite conformément à la loi.

En cas d'urgence, la demande d'arrestation et d'incarcération pourra être adressée directement au magistrat compétent, conformément aux lois en vigueur.

Une personne arrêtée provisoirement sera relâchée si, dans les trois mois qui suivront la date de la délivrance du mandat d'arrêt aux Etats-Unis, ou la date d'arrestation en Autriche, la demande régulière d'extradition, accompagnée des pièces justificatives spécifiées ci-après, n'a pas été présentée, comme il est dit ci-dessus, par l'agent diplomatique du gouvernement requérant ou, en son absence, par un agent consulaire de ce gouvernement.

Si le criminel en fuite a été condamné pour le crime à raison duquel son extradition est demandée, il sera produit une copie, dûment certifiée conforme, du jugement du tribunal qui a prononcé cette condamnation. Si, par contre, le criminel en fuite est simplement accusé d'un crime, il sera produit une copie, dûment certifiée conforme, du mandat d'arrêt délivré dans le pays où le crime a été commis et des dépositions qui auront motivé ce mandat d'arrêt, en même temps que tous les autres témoignages ou preuves jugés pertinents.

Article XII.

Chaque fois qu'une requête aura été présentée par l'une des Hautes Parties contractantes en vue de l'arrestation, de l'incarcération ou de l'extradition de criminels en fuite, les fonctionnaires judiciaires compétents du pays où a lieu la procédure d'extradition prêteront assistance, par tous les moyens légaux en leur pouvoir, aux fonctionnaires du gouvernement demandant l'extradition par devant les juges et magistrats respectifs.

Article XIII.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes dans les formes prévues par leur constitution respective, et prendra effet à partir du trentième jour qui suivra la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Vienne aussitôt que possible ; il n'aura pas d'effet rétroactif.

Le jour à partir duquel le présent traité prendra effet, le Traité du 3 juillet 1856 cessera d'être en vigueur sauf pour les crimes énumérés dans ce traité et commis antérieurement à la première des dates mentionnées ci-dessus.

Le présent traité restera en vigueur pendant une période de six mois, à compter de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'un des deux gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés ci-dessus ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Vienne, le trente et un janvier mil neuf cent trente.

(Signé) Albert Henry WASHBURN.

(Signé) SCHÖBER.

ÉCHANGE DE NOTES

EXCHANGE OF NOTES

Communiqué par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche le 22 décembre 1930.

Communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic, December 22, 1930.

LEGATION
OF THE

UNITED STATES OF AMERICA.

I.

EXCELLENCY,

VIENNA, *January 31st, 1930.*

At the moment of signing the Treaty of Extradition between the United States of America and the Republic of Austria I have the honor to state that I have been duly authorised to inform Your Excellency that in the event of the conviction in the United States of a person extradited from Austria where such conviction is followed by a sentence of death, the Government of the United States will undertake to recommend to the appropriate authorities the exercise of mercy by way of the commutation of the sentence to life imprisonment.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Albert H. WASHBURN *m. p.*

His Excellency

Dr Johann Schober,
Austrian Federal Chancellor.¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II

II.

DER BUNDESKANZLER.

FEDERAL CHANCELLOR'S OFFICE.

WIEN, *am 31. Jänner 1930.*VIENNA, *January 31, 1930.*

HERR GESANDTER !

MONSIEUR LE MINISTRE,

Ich beehre mich, namens der Bundesregierung den Empfang der Note, die Eure Exzellenz mir anlässlich der Unterzeichnung des Staatsvertrages zwischen der Republik Österreich und den Vereinigten Staaten von Amerika über die Auslieferung von Verbrechern übergeben haben, ergebenst zu bestätigen und die darin enthaltene Erklärung zur Kenntnis zu nehmen, wonach Eure Exzellenz ermächtigt worden sind, mir

I have the honour to acknowledge receipt, on behalf of the Federal Government, of the note which you handed to me on the occasion of the signing of the Treaty between the Austrian Republic and the United States of America concerning the extradition of criminals, and I have noted the declaration contained therein to the effect that you have been authorised to inform me that in the event of the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

mitzuteilen, dass die Regierung der Vereinigten Staaten, falls ein von Österreich Ausgelieferter in diesen Staaten schuldig gesprochen und zum Tode verurteilt wird, den zuständigen Behörden die gnadenweise Umwandlung der Todesstrafe in eine lebenslängliche Gefängnisstrafe empfehlen wird.

Empfangen Sie, Exzellenz, die neuerliche Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

SCHOBER *m. p.*

Seiner Exzellenz
Herrn Albert Henry Washburn,
Ausserordentlicher Gesandter und
bevollmächtigter Minister der
Vereinigten Staaten von Amerika,
Wien.

conviction in the United States of a person extradited from Austria, where such conviction is followed by a sentence of death, the Government of the United States will recommend to the appropriate authorities the exercise of mercy by way of commutation of the sentence to life imprisonment.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SCHOBER.

To His Excellency
Mr. Albert Henry Washburn,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of the
United States of America,
Vienna.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

M. ALBERT H. WASHBURN A M. JOHANN SCHOBER.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

VIENNE, le 31 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de signer le Traité d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique et la République d'Autriche, j'ai l'honneur de déclarer que j'ai été dûment autorisé à faire savoir à Votre Excellence qu'en cas de condamnation à mort aux Etats-Unis d'une personne extradée d'Autriche, le Gouvernement américain recommandera aux autorités compétentes de faire usage du droit de grâce en commuant la peine en un emprisonnement à perpétuité.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Albert H. WASHBURN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

VIENNE, le 31 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE,

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement fédéral, d'accuser réception de la note que Votre Excellence m'a remise à l'occasion de la signature du traité intervenu entre la République d'Autriche et les Etats-Unis d'Amérique sur l'extradition des criminels et j'ai pris connaissance de la déclaration qui y est contenue, aux termes de laquelle Votre Excellence a été autorisée à me faire savoir qu'en cas de condamnation à mort aux Etats-Unis d'une personne extradée d'Autriche, le Gouvernement américain recommandera aux autorités compétentes de commuer la peine de mort, par voie de grâce, en une peine d'emprisonnement à perpétuité.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) SCHÖBER.

N° 2458.

DANEMARK ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement concernant le service des brise-glaces dans le Sund (Oresund) et certains parages limitrophes. Copenhague, le 3 septembre 1930.

DENMARK AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Service of Ice-Breakers in the Sund (Oresund) and in certain neighbouring Parts. Copenhagen, September 3, 1930.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2458. — NOTEVÄXLING MELLAN SVENSKA OCH DANSKA REGERING-ARNA JÄMTE ÖVERENSKOMMELSE BETRÄFFANDE ISBRYTNINGEN I ÖRESUND SAMT VISSA ANGRÄNSANDE FARVATTEN. KÖPENHAMN DEN 3 SEPTEMBER 1930.

Texte officiel suédois et danois communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 septembre 1930.

KÖPENHAMN den 3 september 1930.
1 bil.

HERR MINISTER,

I enlighet med mig lämnat uppdrag har jag äran härmed förklara, att Kungl. svenska regeringen godkänner här bifogade, av ombud för svenska och danska regeringarna i Stockholm den 25 november 1929 antagna förslag till överenskommelse beträffande isbrytningen i Öresund samt vissa angränsande farvatten.

I avsikt närmast att bringa full klarhet över vissa bestämmelser i överenskommelsen önskar emellertid Kungl. svenska regeringen att framföra följande erinringar i ämnet. Kungl. svenska regeringen förutsätter sålunda,

att överenskommelsen i dess helhet är gr undad på principen om isbrytningstjänstens fullgörande på sådant sätt att, så långt naturförhållandena det medgiva, båda ländernas intressen beträffande sjöfartens upprätthållande i lika mån tillgodoses ;

att förpliktelsen enligt art. III att på lämpligt sätt inordna under isbrytningsledningen organ, som erfordras för upprätthållandet av en effektiv isunderrättelsetjänst, icke innefattar annat eller mera än att sådana anordningar skola vara vidtagna, som garantera i erforderlig grad skyndsamt befordran till isbrytningsledningen av för dess verksamhet behövligen isunderrättelser, och att i händelse av behov erforderlig utvidgning av issignaltjänsten skall genomföras i detta syfte ;

att den i art. III angivna gränslinjen Morup Tånge — Gjerrilds fyr skall anses framgå på sådant sätt, att ön Anholt helt faller söder om gränslinjen ; samt

att den i art. VIII mom. 1 : o) omnämnda befrielsen från sjöfartsavgifter icke innefattar befrielse från utgörande av ersättning vid isbrytares anlitande av lots.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 2458. — NOTEVEKSLING MELLEM DEN SVENSKKE OG DANSKE REGERING TIL OVERENSKOMST ANGAAENDE ISBRYDNINGSTJENESTE I ØRESUND OG VISSE TILGRÆSENDE FARVANDE. KÖBENHAVN, DEN TREDIE SEPTEMBER 1930.

Swedish and Danish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 13, 1930.

Ö. P. II Journal Nr.

KÖBENHAVN, den 3. September 1930.

HERR MINISTER,

Jeg har den Ære at anerkende Modtagelsen af Deres Note af Dags Dato, samt at meddele Dem, at ogsaa den Kgl. Danske Regering paa sin Side goldkender det af Delegerede for den danske og svenske Regering i Stockholm den 25. November 1929 vedtagne Forslag till Overenskomst om Samarbejde mellem de to Lande angaaende Isbrydningstjeneste i Øresund og visse tilgrænsende Farvande.

Den Kgl. Danske Regering er endvidere enig med den Kgl. Svenske Regering i, at visse Punkter i Overenskomsten vil være at forstaa saaledes som nærmere præciseret i Herr Ministerens förnævnte Note, nemlig :

at Overenskomsten i sin Helhed hviler paa det Princip, at Isbrydningstjenesten, saavidt som Naturforholdene tillader det, vil være at utføre saaledes, et der tages ligeligt Hensyn til begge Landes Interesser i Söfartens Opretholdelse,

at Forpligtelsen i Henhold til Art. III til paa hensigtssvarende Maade at underlægge Isbryderledelsen de fornødne Organer til Opretholdelse af en effektiv Is-Efterretningstjeneste ikke indeholder andet eller mere end at der vil være at træffe saadanne Forholdsregler, der kan sikre en tilstrækkelig hurtig Befordring til Isbryderledelsen af de for dennes Virksomhed nødvendige Ismeldinger, og at i dette Øjemed, dersom det er paakrævet den fornødne Udvidelse af Issignaltjenesten vil være at gennemføre,

at den i Art. III fastsatte Grøenselinie Morup-Tånge Gjerrild Fyr skal forstaas saaledes, at Öen Anholt i sin Helhed regnes at ligge syd for Grøenselinien, samt

at den i Art. VIII, 1 omhandlede Fritagelse for at erlægge Söfartsafgifter ikke indbefatter Fritagelse for at betale de med Isbryderes Paakaldelse af Lodsassistance forbundne Omkostninger.

Därest Kungl. danska regeringen godtager de här framförda erinringarna, har jag äran anhålla, att Eders Excellens behagade härom underrätta mig, och får jag tillägga, att överenskommelse i ämnet kommer att från svensk sida anses avslutad genom avlåtande av denna skrivelse och Kungl. Beskickningens mottagande av den svarsskrivelse, jag härmed vågar utbedja mig.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(*undert.*) O. EWERLÖF.

Hans Excellens
Herr Utrikesminister Dr. Munch,
etc., etc., etc.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 9 septembre 1930.

Le Chef des Archives p. i. :
Cte. Lewenhaupt.

PROTOKOLL

VID FÖRHANDLINGAR MELLAN OMBUD FÖR KUNGL. SVENSKA REGERINGEN OCH OMBUD FÖR KUNGL. DANSKA REGERINGEN FÖR ÅVÄGABRINGANDE AV SAMARBETE MELLAN SVERIGE OCH DANMARK BETRÄFFANDE ISBRYTNING I ÖRESUND SAMT VISSA ANGRÄNSANDE FARVATTEN. STOCKHOLM I NOVEMBER 1929.

KUNGL. SVENSKA REGERINGEN och KUNGL. DANSKA REGERINGEN hava i insikt om, att Sverige och Danmark redan på grund av sitt geografiska läge naturligen bliva hänvisade till att i förening taga ledningen av uppgiften att vid issvårigheter av betydelse för infartsvägar till Östersjön med till buds stående medel sörja för upprätthållande av sjöfarten i Öresund samt vissa angränsande farvatten, beslutat upptaga förhandlingar för att söka närmare reglera ett samarbete i detta syfte, och hava för detta ändamål till sina ombud utsett :

KUNGL. SVENSKA REGERINGEN :

vice häradshövdingen E. F. WEHTJE, kommerserådet C. E. Landberg, direktören J. W. R. LILLIESTRÅLE, sjökaptenen O. A. NORDBORG, direktören O. E. NYLANDER och kommandören N. E. F. SELANDER ;

KUNGL. DANSKA REGERINGEN :

chefen för Sjöfartskontoret i Ministeriet för Sjöfart of Fiskeri, kontorschefen Emil KROGH, navigationsdirektören, kommandören V. LORCK, och förste fartygsinspektören vid Statens Skibstilsyn, befälhavaren å Stats-Isbrytaren « Isbjörn », kaptener F. GRUE ;

Den Kgl. Danske Regering er enig i, at den omhandlede Overenskomst betragtes som værende traadt i Kraft ved Udvekslingen af Herr Ministerens Note af Dags Dato og af nærværende Svarnote.

Modtag Herr Minister, Forsikringen om min mest udmærkede Höjagtelse.

(*undert.*) P. MUNCH.

Herr Minister O. A. H. Ewerlöf,
Kgl. Svensk Gesandt
i Köbenhavn.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 9 septembre 1930.

Le Chef des Archives p. i. :
Cte Lewenhaupt.

Pour copie certifiée conforme :

Copenhague, le 17, janvier 1931,

E. Reventlow
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

PROTOKOL

VED FORHANDLINGER MELLEM DELEGEREDE FOR DEN KONGELIGE DANSKE REGERING OG DELEGEREDE FOR DEN KONGELIGE SVENSK REGERING FOR TILVEJBRINGELSE AF SAMARBEJDE MELLEM DANMARK OG SVERIGE ANGAAENDE ISBRYDNING I ØRESUND OG VISSE TILGRÆSENDE FARVANDE. STOCKHOLM I NOVEMBER 1929.

DEN KONGELIGE DANSKE REGERING og DEN KONGELIGE SVENSK REGERING har i Erkendelse af, at Danmark og Sverige allerede paa Grund af deres geografiske Beliggenhed naturlig maa være henvist til i Forening at overtage Ledelsen af den Opgave under Isvanskeligheder af Betydning paa Adgangsvejene til Østersøen med de til Raadighed staaende Midler at sørge for Opretholdelsen af Søfarten i Øresund og visse tilgrænsende Farvande, besluttet at optage Forhandlinger for at søge nærmere at organisere et Samarbejde med dette for Øje og har til dette Formaal udset som sine Delegerede :

DEN KONGELIGE DANSKE REGERING :

Chefen for Søfartskontoret i Ministeriet for Søfart og Fiskeri, Kontorchef EMIL KROGH, Navigationsdirektør, Kommandør V. LORCK, og Første Skibsinpektør ved Statens Skibstilsyn, Fører af Stats-Isbryderen « Isbjørn », Kaptajn F. GRUE.

DEN KONGELIGE SVENSK REGERING :

Vice Herredshøvding E. F. WEHTJE, Kommerceraad C. E. LANDBERG, Direktør J. W. R. LILLIESTRÅLE, Kaptajn O. A. NORDBORG, Direktør O. E. NYLANDER og Kommandør N. E. F. SELANDER,

vilka ombud efter förhandlingar den 20—25 november 1929 beslutat förelägga sina respektive regeringar följande förslag till överenskommelse.

Art. I.

Med beaktande av de intressen, som för Sverige och Danmark sammanhånga med att sjöfarten även vintertid på bästa möjliga sätt upprätthålles på infartsvägarna till Östersjön, förklara den svenska och den danska regeringen sin avsikt vara att vid inträdande issvårigheter gemensamt upprätta isbrytningstjänst på de naturliga sjövägarna till och från Östersjön samt i vissa angränsande farvatten.

Det geografiska området för denna isbrytningstjänst skall i allmänhet anses begränsat i norr av den linje, där issvårigheter i Kattegatt eller Skagerack i förekommande fall begynna, och i Östersjön av longitud Ost 16°. Områdets södra gräns i Östersjön bestämmes genom det avtal, som må komma att träffas mellan de nämnda regeringarna och det Tyska rikets regering.

Det förutsättes, att området för isbrytningstjänsten skall kunna för visst fall utvidgas antingen genom särskild överenskommelse mellan den svenska och den danska regeringen eller på det sätt som, då föreliggande omständigheter därtill föranleda, bestämmes genom beslut av den gemensamma svensk-danska isbrytningsledningen.

Art. II.

Isbrytningstjänstens uppgift skall vara att bispringa, oavsett nationaliteten, fartyg, vars last enligt skeppshandlingarna helt eller i någon mera betydande omfattning är destinerad till eller hämtats från svensk eller dansk hamn, och i övrigt fartyg av svensk eller dansk nationalitet. Barlastat fartyg på ingående till eller kommande från svensk eller dansk hamn kan, oavsett nationaliteten, påräkna bistånd av isbrytningstjänsten, såvitt isförhållanden medgiva.

Fartyg, destinerat till svensk eller dansk hamn eller på utgående från sådan hamn, förutsättes bliva hjälpt fram till eller ut från hamnen genom medverkan av till buds stående kommunal eller enskild isbrytare.

Den ovan angivna uppgiften för isbrytningstjänsten skall i varje fall anses omfatta vad humanitära eller liknande hänsyn kunna påkalla.

Det förutsättes, att vid isbrytningstjänstens utförande svenska och danska intressen tillgodoses i såvitt möjligt lika mån.

Isbrytningstjänstens uppgift kan utsträckas till bispringande av även annat fartyg än här förut nämnts under dess genomsegling av det i Art. I nämnda området på sådana villkor, som av de båda regeringarna må komma att fastställas, eventuellt efter förhandling med regeringen i land, som kan hava intresse av att fartyget erhåller bistånd.

Art. III.

Vid fullföljandet av de i Art. II berörda uppgifterna skall isbrytningsledningen anvisa till buds stående isbrytarmateriel dess verksamhetsfält och i den utsträckning, vartill omständigheterna vid varje särskilt tillfälle föranleda, bereda fartygstrafiken den bästa möjliga vägledning för navigeringen genom det i Art. I angivna området, ävensom i samband härmed underrätta fartygen, när isförhållandena antaga sådan karaktär, att fartyg, som äro mindre väl utrustade för fart i svårare is, redan i den allmänna trafikens intresse skola kvarstanna i hamn eller på annan skyddad plats.

Vardera av de båda regeringarna skall i anledning härav på lämpligt sätt inordna under isbrytningsledningen organ, som erfordras för upprätthållandet av en effektiv isunderrättelsetjänst, samt tillika ställa till ledningens förfogande erforderliga organ för genomförandet av nödvändig isflygspaning. Intill dess annorlunda bestämts, utföres i förekommande fall isflygspaningen genom

hvilke Delegerede efter Forhandlinger i Dagene fra den 20.—25. November 1929 har besluttet at forelægge for de respektive Regeringer følgende Forslag til Overenskomst.

Art. I.

I Erkendelse af de Interesser der for Danmark og Sverige knytter sig til, at Vintertrafikken paa Adgangsvejene til Østersøen bedst muligt opretholdes, erklærer den danske og den svenske Regering, at de under indtrædende Isvanskeligheder i Fællesskab vil opretholde Isbrydningstjenesten paa de naturlige Søveje til og fra Østersøen samt i visse tilgrænsende Farvande.

Det geografiske Omraade for denne Isbrydningstjeneste skal i Almindelighed anses afgrænset mod Nord af den Linie i Kattegat eller Skagerak, hvor Isvanskelighederne i paakommende Tilfælde begynder, og i Østersøen af Meridianen paa 16° Ø. Lgd. Den sydlige Grænse i Østersøen bliver at bestemme til sin Tid ved den eventuelle Overenskomst, som maatte blive truffet mellem de nævnte Regeringer og det tyske Riges Regering.

Det forudsættes, at Omraadet for Isbrydningstjenesten i paakommende Tilfælde kan udvides enten efter nærmere Aftale mellem den danske og den svenske Regering eller paa den Maade, som den fælles dansk-svenske Isbryderledelse maatte bestemme under Hensyn til, hvad de foreliggende Omstændigheder maatte tilsiige.

Art. II.

Isbrydningstjenestens Opgave skal være at assistere, uanset Nationaliteten, Skibe, der efter deres Ladningspapirer medfører fuld Ladning eller nogen betydeligere Partsladning til eller fra dansk eller svensk Havn, og iøvrigt Skibe af dansk eller svensk Nationalitet. Ballastet Skib for indgaaende til eller kommende fra dansk eller svensk Havn vil, uanset Nationaliteten, kunne paaregne Assistance af Isbrydningstjenesten, saavidt Isforholdene tillader.

Skibe bestemt til dansk eller svensk Havn eller for udgaaende fra saadan Havn forudsættes assisterede frem til Havnen eller ud fra denne under Medvirken af de til Raadighed værende kommunale eller private Isbrydere.

Den ovenfor angivne Opgave for Isbrydningstjenesten skal til enhver Tid anses at indbefatte hvad humanitære eller lignende Hensyn maatte kræve.

Ved Udførelsen af Isbrydningstjenesten forudsættes, at danske og svenske Interesser varetages i saavidt muligt samme Grad.

Isbrydningstjenestens Opgave vil kunne udvides til at assistere ogsaa andet Skib end ovenfor nævnt under dettes Gennemsejling gennem det i Art. I nævnte Omraade paa saadanne Vilkaar, som de to Regeringer maatte fastsætte, eventuelt efter Forhandling med Regeringen i det Land, der kan have Interesse i, at Skibet opnaar Assistance.

Art. III.

Ved Løsningen af de Opgaver, som omhandles i Art. II, vil Isbryderledelsen anviser de til Raadighed staaende Isbrydere deres Arbejdsfelt og i det Omfang, som Omstændighederne til enhver Tid maatte tilsiige, yde Skibsfarten bedst mulig Vejledning angaaende Navigeringen gennem det i Art. I omhandlede Omraade, samt i Forbindelse dermed underrette Skibene, naar Isforholdene antager saadan Karakter, at Skibe, der er mindre egnede til at anvendes under vanskelige Isforhold, allerede i den almindelige Trafiks Interesse bør forblive i Havn eller paa anden beskyttet Plads.

Enhver af de to Regeringer vil i den Anledning paa hensigtsvarende Maade underlægge Isbryderledelsen de fornødne Organer til Opretholdelse af en effektiv Is-Efterretningstjeneste samt tillige stille til Ledelsens Raadighed de fornødne Organer til Opretholdelse af nødvendig Flyver-Rekognoscering. Indtil andet maatte blive bestemt, vil man fra svensk Side i paakommende

svensk försorg i norra Kattégatt och Skagerack räknat från en linje Morup Tånge till Gjerrilds fyr och i Östersjön ost om linje Trälleborg till Arkona fyr samt genom dansk försorg i det mellanliggande distriktet. Då isförhållandena göra det önskvärt och möjligt, att isflygspaningen inom det danska distriktet förstärkes, är man från svensk sida beredd föranstalta om att viss del av de svenska flygförbanden förlägges till Halmstad eller annan lämplig plats inom nämnda distrikt.

Art. IV.

Isbrytningstjänsten skall vidare föranstalta om oundgängligen erforderlig proviantering medelst flygplan av fartyg inom de distrikt, som närmare bestämts i Art. III.

Beträffande motsvarande proviantering samt kolning och dylikt av fartyg från isbrytare skola de båda regeringarna eller, då omständigheterna så påfordra, isbrytningsledningen utfärda sinsemellan överensstämmande instruktioner, gällande de under gemensamma isbrytningstjänsten lydande isbrytarna.

Isbrytningsledningen skall, när anledning därtill föreligger, låta sig angeläget vara att söka verka för tillämpning i största möjliga utsträckning av ensartade grunder beträffande kommunala isbrytares ersättning för lämnat bistånd åt fartyg utanför sådana isbrytares naturliga verksamhetsområde.

Art. V.

De båda regeringarna förklara sig skola för fullgörande av i Art. II—IV berörda uppgifter eftersträva att vid varje tidpunkt ställa till förfogande för isbrytningstjänsten erforderlig isbrytar- och flygmateriel m. m., och bör detta ske i någorlunda lika omfattning och på sådant sätt, att ekonomisk uppgörelse mellan regeringarna i anledning av isbrytningstjänsten i regel skall kunna undgås.

Vid isbrytningstjänstens upphörande skall ledningen för varje gång undersöka, huruvida, i trots av de i första stycket angivna grunderna för de båda ländernas deltagande i den gemensamma isbrytningstjänsten, det må anses föreligga anledning till ekonomisk uppgörelse mellan regeringarna, samt i sådant fall avgiva förslag till sådan uppgörelse.

Art. VI.

Minskad effektivitet genom haveri eller dylikt å den för isbrytningstjänsten använda materielen skall icke föranleda någon principiell rubbning i grunderna för det gemensamma fullföljandet av i Art. II—IV berörda uppgifter. Detsamma gäller därest olyckshändelse eller sjukdom drabbar i isbrytningstjänsten anställd personal.

Art. VII.

De båda regeringarna skola fastställa ensartade kännetecken för isbrytare, ingående i den gemensamma isbrytningstjänsten, såväl som ensartade signaler för förbindelse mellan isbrytarna och andra fartyg samt anvisningar för upprätthållande av förbindelse mellan flygplan och fartyg.

Art. VIII.

De båda regeringarna skola i syfte att därmed främja isbrytningstjänsten, vardera för sitt vidkommande, föranstalta om :

1:o) att förenkla klareringsförhållandena för de under ledningen lydande isbrytarna samt att befria isbrytarna från allmänna hamnavgifter och övriga sjöfartsavgifter ;

Tilfælde paatage sig Flyver-Rekognosceringen i det nordlige Kattegat og Skagerak regnet fra en Linie fra Morup Tånge til Gjerrild Fyr og i Østersøen Øst for en Linie fra Trelleborg til Arkona Fyr ; fra dansk Side vil man paatage sig Flyver-Rekognosceringen i det mellemliggende Afsnit. Naar Isforholdene gør det ønskeligt og muligt at forstærke Flyver-Rekognosceringen i det danske Afsnit, er man fra svensk Side villig til at træffe Foranstaltning til, at en vis Del af de svenske Flyvergrupper forlægges til Halmstad eller anden hensigtsmæssig Plads indenfor dette Afsnit.

Art. IV.

Isbrydningstjenesten vil fremdeles ved Flyvemaskiner i fornødent Omfang foranstalte Nødprovantering af Skibe indenfor de Afsnit, der nærmere er bestemt i Art. III.

Hvad angaar tilsvarende Provantering, Kulforsyning og lignende fra Isbrydere vil de to Regeringer eller, hvis Omstændighederne kræver det, Isbryderledelsen ud'ærdige enslydende Instruktioner, gældende for de under den fælles Isbrydningstjeneste hørende Isbrydere.

Isbryderledelse bør, naar Anledning dertil foreligger, lade sig det være magtpaaliggende at søge at hidføre i størst muligt Omfang ensartet Grundlag for Ansættelse af Vederlag til kommunale Isbrydere for Bistand ydet Skibe udenfor saadanne Isbryderes naturlige Virkefelt.

Art. V.

De to Regeringer vil til Løsningen af de i Art. II—IV omhandlede Opgaver bestræbe sig for til enhver Tid at stille til Isbrydningstjenestens Raadighed det nødvendige Isbrydermateriel og Flyvemateriel m. v., og dette bør ske i tilnærmelsesvis lige Omfang, saaledes at finansiel Afregning mellem de to Regeringer i Anledning af Isbrydningstjenesten ordentligvis kan undgaas.

Ved Afslutningen af Isbrydningstjenesten skal Ledelsen hver Gang undersøge, hvor vidt der, til Trods for det i første Stykke angivne Grundlag for de to Landes Samvirken i den fælles Isbrydningstjeneste, maatte foreligge Anledning til økonomisk Afregning mellem de to Regeringer og i bekræftende Fald afgive fornøden Indstilling i saa Henseende.

Art. VI.

Formindskelse af det til Raadighed for Isbrydningstjenesten værende Materiel som Følge af Havari og lignende skal ikke foranledige nogen principiel Ændring i Grundlaget for den fælles Ud'førelse af de i Art. II—IV anførte Opgaver. Det samme gælder ved Ulykkestilfælde eller Sygdom blandt det til Isbrydningstjenesten hørende Personale.

Art. VII.

De to Regeringer vil fastsætte ensartede Kendetegn for Isbrydere henhørende til den fælles Isbrydningstjeneste saavel som ensartede Signaler for Forbindelse mellem Isbryderne og andre Skibe samt Anvisninger for Opretholdelse af Forbindelse mellem Flyvemaskiner og Skibe.

Art. VIII.

De to Regeringer vil hver for sit Vedkommende til Fremme af Isbrydningstjenesten træffe Foranstaltning til :

1) at lette Klareringsforholdene for de under Ledelsen henhørende Isbrydere samt at fritage Isbryderne for Erlæggelse af almindelige Havneafgifter og øvrige Søfartsafgifter;

2 :o) att så långt möjligt underlätta för isbrytarna att erhålla nödvändiga förråd av bunkerkol och olja, samt att, därest dylika förnödenheter levereras från staten tillhörigt lager, förnödenheterna levereras till självkostnadspris ;

3 :o) att, i händelse av haveri å isbrytarmateriel m. m., förskaffa ledningen bästa möjliga stöd genom företrädesrätt för isbrytarna till reparation på statliga varv eller på annat effektivt sätt ;

4 :o) att främja underrättelseväsendet för ledningen genom att bereda företrädesrätt vid befordran av telegram till och från densamma ; samt

5 :o) att underlätta isbrytarnas navigering och fullgörandet av ledningens uppgifter beträffande vintertrafikens vägledning genom särskilda åtgärder i detta syfte, häri inbegripet träffande av lämpliga anordningar för isbrytarnas erhållande av lots.

Art. IX.

De båda regeringarna äro ense därom, att bärgarlön må kunna utkrävas vid de tillfällen, då hjälp av isbrytare, lydande under ledningen, lämnas ett fartyg under sådana omständigheter, att hjälpen uppenbarligen har karaktär av bärgning. I förekommande fall skall beslut härutinnan meddelas av vederbörande regering sedan den gemensamma isbrytningsledningen avgivit yttrande och förslag i frågan.

Bärgning må emellertid företagas med av ledningen disponerade isbrytare allenast då förhandenvarande förhållanden praktiskt taget omöjliggöra bärgning med annan hjälp.

Art. X.

Den gemensamma ledningen för den svensk-danska isbrytningstjänsten har sitt säte i Köpenhamn. Den danska regeringen tillhandahåller lokaler för densamma i anslutning till sjöfartsministeriet samt erforderlig underordnad biträdespersonal. Envar av regeringarna insätter i ledningen kvalificerad personal i erforderlig omfattning.

Den danska regeringen upprättar i ledningens lokaler en särskild telegraf-station och radiotelefonstation för upprätthållande av trådlös förbindelse med isbrytarna m. fl. och för utsändning medelst radio av anvisningar och dylikt för fartygstrafiken.

Art. XI.

Den gemensamma ledningen för isbrytningstjänsten träder i verksamhet på den tidpunkt, som vid uppkommande issvårigheter närmare bestämmes genom överenskommelse direkt mellan vederbörande myndigheter i de båda länderna.

Den gemensamma ledningen vidtager erforderliga åtgärder efter nära inbördes samråd, dock att ledaren för vardera landets representation i sista hand bär ansvaret för de åtgärder, som vidtagas beträffande den materiel, som av vederbörande regering ställts till förfogande. Det är härvid förutsatt, att envar av regeringarna förbehåller sig att fullgöra sådana särskilda förpliktelser och uppgifter beträffande isbrytarnas användning, som må påvila eller komma att påvila vederbörande regering med hänsyn till lagstiftning eller varom regeringen eljest fattar särskilt beslut.

Art. XII.

Den gemensamma ledningen må träda i förbindelse med främmande offentliga institutioner beträffande utväxling av upplysningar till främjande av isunderrättselstjänsten eller isbrytningsjämsten i dess helhet.

2) saavidt muligt at lette Isbrydernes Adgang til at erholde nødvendige Forsyninger af Bunkerkul og Olie, og saafremt saadanne Forsyninger leveres fra Statslager, at Forsyningen sker til Indkøbspris ;

3) i Tilfælde af Havari paa Isbrydermateriel m. v. at yde Ledelsen bedst mulig Støtte ved at give Isbryderne fortrinsvis Adgang til Reparation paa Statsværft eller paa anden virkningsfuld Maade ;

4) at støtte Efterretningstjenesten for Ledelsen ved at give Fortrinsbefordring for Telegrammer til og fra denne ; og

5) at støtte Isbrydernes Navigering og Ledelsens Opgave vedrørende Vejledningen af Vintertrafikken ved dertil sigtende særlige Foranstaltninger, herunder indbefattet hensigtsmæssige Foranstaltninger for Isbrydernes Forsyning med Lods.

Art. IX.

De to Regeringer samstemmer i den Opfattelse, at Bjærgeløn vil kunne kræves i saadanne Tilfælde, hvor den Hjælp, der ydes et Skib af nogen Isbryder henhørende under Ledelsen, finder Sted under saadanne Forhold, at Hjælpen aabenbart har Karakter af Bjærgning. I paakommende Tilfælde træffes Afgørelse i Sagen af vedkommende Regering efter modtaget Indstilling fra den fælles Isbryderledelse.

Bjærgning vil dog kun kunne foretages ved Isbrydere henhørende under Ledelsen, naar Forholdene praktisk set umuliggør Bjærgning ved anden Hjælp.

Art. X.

Fællesledelsen for den dansk-svenske Isbrydningstjeneste har Sæde i København. Den danske Regering tilvejebringer Lokaler for den i Tilknytning til Søfartsministeriet samt stiller til Raadighed den fornødne underordnede Medhjælp. Enhver af de to Regeringer indsætter det fornødne kvalificerede Personale i Ledelsen.

Den danske Regering opretter i Ledelsens Lokaler en særlig Telegraf- og Telefonistation til Vedligeholdelse af traadløs Forbindelse med Isbryderne m. fl. og til Radioudsendelse af Sejlads-anvisninger og lignende for Skibstrafikken.

Art. XI.

Fællesledelsen for Isbrydningstjenesten træder i Virksomhed paa det Tidspunkt, der under opkommende Isvanskeligheder nærmere bestemmes ved direkte Aftale mellem de respektive Ressortmyndigheder i de to Lande.

Fællesledelsen træffer de fornødne Dispositioner under nøje Samvirken mellem de paagældende, dog at Lederen for ethvert af Landenes Repræsentation i sidste Instans bærer Ansvaret for de Dispositioner, der træffes med Hensyn til det Materiel, der er indsat i Isbrydningstjenesten af den paagældende Regering. Det er herved en Forudsætning, at enhver af Regeringerne forbeholder sig at fyldestgøre saadanne særlige Forpligtelser og Opgaver med Hensyn til Isbrydernes Anvendelse, som til enhver Tid maatte paahvile den paagældende Regering i Henhold til Lovgivningen, eller hvorom Regeringen iøvrigt maatte træffe særlig Beslutning.

Art. XII.

Fællesledelsen er bemyndiget til at træde i Forbindelse med fremmede offentlige Institutioner om Udveksling af Oplysninger til Fremme af Is-Efterretningstjenesten eller Isbrydningstjenesten i det hele.

Art. XIII.

Alla erforderliga närmare överenskommelser berörande den svensk-danska isbrytningstjänsten träffas direkt mellan vederbörande myndigheter i de båda länderna. Så länge den bestämmelse gäller, enligt vilken den gemensamma ledningens säte är Köpenhamn, ombestyr det danska Sjöfartsministeriet ledningens åtgärder av löpande karaktär, då ledningen icke är i verksamhet, och förvarar ledningens gemensamma arkiv.

Art. XIV.

Bestämmelserna i denna överenskommelse skola icke i något avseende inskränka på skyldigheterna för svenskt eller danskt fartyg (isbrytarfartyg) att bispringa nödställt fartyg i enlighet med härutinnan gällande lagstiftning eller konvention, som den ena eller båda regeringarna må hava ratificerat eller komma att ratificera.

Art. XV.

Denna överenskommelse kan genom notväxling mellan de båda regeringarna när som helst bringas att upphöra, dock att pågående isbrytningsverksamhet och därtill hörande avvecklingsarbete icke därigenom må avbrytas.

Utfärdat i Stockholm i två exemplar den 25 november 1929.

E. WEHTJE.
C. E. LANDBERG.
E. SELANDER.

Emil KROGH.
V. LORCK.
Fred. GRUE.

Art. XIII.

Alle fornødne nærmere Aftaler om den dansk-svenske Isbrydningstjeneste træffes direkte mellem de respektive Ressortmyndigheder i de to Lande. Saalænge den Bestemmelse gælder, i Henhold til hvilken Fællesledelsens Sæde er København, varetager det danske Søfartsministerium Ledelsens Forretninger af løbende Karakter, naar Ledelsen ikke er i Virksomhed, og opbevarer dens fælles Arkiv.

Art. XIV.

Bestemmelserne i denne Overenskomst skall ikke i nogen Henseende gøre Indgreb i Forpligtelsen for dansk eller svensk Skib (Isbryder) til at komme nødstedt Skib til Hjælp i Overensstemmelse med herom gældende Lovgivning eller nogen Konvention, som den ene eller begge Regeringer maatte have ratificeret eller herefter maatte ratificere.

Art. XV.

Denne Overenskomst kan ved Noteveksling mellem de to Regeringer paa et hvilket som helst Tidspunkt bringes til Ophør, dog at løbende Isbrydningsvirksomhed med dertil hørende Afviklingsarbejde ikke derved maa afbrydes.

Udfærdiget i Stockholm i to Eksemplarer den 25. November 1929.

E. WEHTJE.
C. E. LANDBERG.
E. SELANDER.

Emil KROGH.
V. LORCK.
Fred. GRUE.

¹ TRADUCTION.

N^o 2458. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES BRISE-GLACES DANS LE SUND (ORESUND) ET CERTAINS PARAGES LIMITROPHES. COPENHAGUE, LE 3 SEPTEMBRE 1930.

LE MINISTRE DE SUÈDE A COPENHAGUE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK.

(1 annexe).

COPENHAGUE, le 3 septembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions qui m'ont été données, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal suédois approuve le projet d'arrangement ci-annexé, adopté à Stockholm le 25 novembre 1929 par les délégués des Gouvernements suédois et danois, au sujet d'un service de brise-glaces dans le Sund et dans certaines eaux avoisinantes.

Toutefois, afin de rendre parfaitement claires certaines des stipulations de l'arrangement, le Gouvernement royal suédois désire présenter à ce sujet les observations suivantes. Le Gouvernement royal suédois considère comme étant entendu :

Que l'arrangement, dans son ensemble, repose sur le principe que, dans la mesure où le permettront les circonstances naturelles, le service des brise-glaces, devra fonctionner de telle façon qu'il soit tenu compte égal de l'intérêt que possède chacun des deux pays au maintien de la navigation ;

Que l'obligation, stipulée à l'article III, de rattacher, sous une forme appropriée, à la direction du service des brise-glaces les organes nécessaires pour assurer un service efficace de renseignements sur l'état des glaces, comprendra uniquement l'adoption des mesures destinées à assurer une transmission suffisamment rapide à la direction du service des brise-glaces des renseignements nécessaires à son fonctionnement et l'extension, à cet effet, du service de signalisation des glaces, en cas de besoin ;

Que le tracé de la ligne Morup Tånge-Gjerrild Fyr, indiquée à l'article III, sera considéré comme passant entièrement au nord de l'île d'Anholt ; et enfin,

Que l'exonération des taxes de navigation mentionnée à l'article VIII, alinéa 1, ne s'étendra pas aux frais entraînés par le recours des brise-glaces à l'assistance des pilotes.

J'ai l'honneur de proposer que, si le Gouvernement royal danois approuve les observations formulées ci-dessus, Votre Excellence veuille bien m'en donner avis, et j'ajoute que l'arrangement sera considéré par le Gouvernement suédois comme se trouvant conclu par l'envoi de la présente note et par la réception, à la Légation royale, de la réponse que je me permets de solliciter.

Veillez agréer, etc.

(Signé) O. EWERLÖF.

S. Exc. Monsieur le D^r Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2458. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE SERVICE OF ICE-BREAKERS IN THE SUND (ÖRESUND) AND IN CERTAIN NEIGHBOURING PARTS. COPENHAGEN, SEPTEMBER 3, 1930.

THE SWEDISH MINISTER AT COPENHAGUE
TO THE DANISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

(I annex).

COPENHAGEN, *September 3, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

Acting on instructions which I have received, I have the honour to state that the Royal Swedish Government approves the attached draft Agreement on icebreaking in the Sound and certain adjacent waters, which was adopted by the representatives of the Swedish and Danish Governments at Stockholm on November 25, 1929.

In order to make certain parts of the agreement quite clear, however, the Royal Swedish Government wishes to make the following observations. It understands :

That the agreement as a whole is based on the principle that, so far as natural conditions permit, the ice-breaking service will be so conducted as to serve equally the interests of both countries in respect of the maintenance of navigation ;

That the obligation provided for in Article III to make suitable arrangements for placing under the management of the ice-breaking organisation the bodies required for maintaining an effective ice-breaking information service, merely implies that arrangements will be made to guarantee the sufficiently rapid transmission to the ice-breaking service of such information on ice conditions as it may require for its work, and that, in case of need, the ice signal service will for this purpose be enlarged to the required extent ;

That the boundary line from Morup Tånge to Gjerrild Lighthouse mentioned in Article III shall be deemed to be so situated that the whole of the Island of Anholt lies to the south of it ; and

That the exemption from navigation dues mentioned in Article VIII, point 1, shall not include exemption from the payment of the charges involved by the employment of pilots by ice-breakers.

I have the honour to request Your Excellency to inform me if the Royal Danish Government approves the above remarks, and I may add that the agreement in question will be regarded by the Swedish Government as concluded by the despatch of the present note and the receipt by the Swedish Legation of your reply, which I request you to be good enough to send me.

I have the honour etc., etc.

(Signed) O. EWERLÖF.

His Excellency Dr. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK
AU MINISTRE DE SUÈDE A COPENHAGUE.

O. P. II. JOURNAL Nr.
COPENHAGUE, le 3 septembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour et de vous faire connaître que, de son côté, le Gouvernement royal danois approuve lui aussi le projet d'arrangement adopté le 25 novembre 1929 à Stockholm, par les délégués des Gouvernements danois et suédois, au sujet d'une collaboration entre les deux pays concernant le service des brise-glaces dans le Sud et dans certaines eaux avoisinantes.

En outre, le Gouvernement royal danois est d'accord avec le Gouvernement royal suédois sur l'interprétation de certains points de l'arrangement dans le sens précisé par votre note, à savoir :

Que l'arrangement, dans son ensemble, repose sur le principe que dans la mesure où le permettront les circonstances naturelles, le service des brise-glaces, devra fonctionner de telle façon qu'il soit tenu compte égal de l'intérêt que possèdent les deux pays au maintien de la navigation ;

Que l'obligation, stipulée à l'article III, de rattacher sous une forme appropriée à la direction du service des brise-glaces les organes nécessaires pour assurer un service efficace de renseignements sur l'état des glaces, comprendra uniquement l'adoption des mesures destinées à assurer une transmission suffisamment rapide à la direction du service des brise-glaces des renseignements nécessaires à son fonctionnement et l'extension, à cet effet, du service de signalisation des glaces, en cas de besoin ;

Que le tracé de la ligne Morup Tånge Gjerrild Fyr, indiquée à l'article III, sera considérée comme passant entièrement au nord de l'île d'Anholt ; et enfin,

Que l'exonération des taxes de navigation mentionnée à l'article VIII, al. 1, ne s'étendra pas aux frais entraînés par le recours des brise-glaces à l'assistance des pilotes.

Le Gouvernement royal danois accepte que l'arrangement en question soit considéré comme ayant pris effet par l'échange de votre note, en date de ce jour, et de la présente réponse.

Veillez agréer, etc.

(Signé) P. MUNCH.

PROCÈS-VERBAL

DES NÉGOCIATIONS ENTRE LES DÉLÉGUÉS DU GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS ET CEUX DU GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS, AYANT POUR OBJET D'INSTITUER UNE COOPÉRATION ENTRE LA SUÈDE ET LE DANEMARK EN CE QUI CONCERNE LE SERVICE DE BRISE-GLACES DANS LE SUND ET CERTAINES EAUX AVOISINANTES. STOCKHOLM, NOVEMBRE 1929.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS, reconnaissant qu'il est tout indiqué, du seul fait de leur situation géographique, que la Suède et le Danemark assument en commun la direction des mesures à prendre pour assurer le maintien de la navigation dans le Sund et certaines eaux avoisinantes, en cas de difficultés graves, dues aux glaces dans les voies d'accès à la mer Baltique, ont décidé d'engager des négociations pour établir par le détail une collaboration visant à cette fin et ont, à cet effet, désigné pour leurs délégués :

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS :

M.M. E. F. WEHTJE, conseiller honoraire au tribunal du bailliage, C. E. LANDBERG, conseiller de commerce, J. W. R. LILLIESTRALE, directeur, O. A. NORDBORG, capitaine de navire, O. E. NYLANDER, directeur, et N. E. F. SELANDER, capitaine de vaisseau ;

THE DANISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE SWEDISH MINISTER AT COPENHAGEN.

O. P. II. JOURNAL No.
COPENHAGEN, September 3, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date and to inform you that the Royal Danish Government for its part also approves the draft agreement adopted by representatives of the Danish and Swedish Governments at Stockholm on November 25, 1929, on cooperation between the two countries in respect of the ice-breaking service in the Sound and certain adjacent waters.

The Royal Danish Government further agrees with the Royal Swedish Government that certain points in the agreement shall be understood in the manner laid down in your above-mentioned note, namely :

That the agreement as a whole is based on the principle that, so far as natural conditions permit, the ice-breaking service will be so conducted as to serve equally the interests of both countries in respect of the maintenance of navigation ;

That the obligation provided for in Article III to make suitable arrangements for placing under the management of the ice-breaking organisation the bodies required for maintaining an effective ice-breaking information service merely implies that arrangements will be made to guarantee the sufficiently rapid transmission to the ice-breaking service of such information on ice conditions as it may require for its work, and that, in case of need, the ice signal service will for this purpose be enlarged to the required extent ;

That the boundary line from Morup Tånge to Gjerrild Lighthouse mentioned in Article III shall be deemed to be so situated that the whole of the Island of Anholt lies south of it ; and

That the exemption from navigation dues mentioned in Article VIII, point 1, shall not include exemption from the payment of the charges involved by the employment of pilots by ice-breakers.

The Royal Danish Government consents that the agreement in question shall be regarded as coming into force on the exchange of your note of to-day's date and of the present reply.

I have the honour, etc.

(Signed) P. MUNCH.

PROCÈS-VERBAL

OF NEGOTIATIONS BETWEEN THE REPRESENTATIVES OF THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT AND OF THE ROYAL DANISH GOVERNMENT FOR ESTABLISHING CO-OPERATION BETWEEN SWEDEN AND DENMARK IN RESPECT OF ICE-BREAKING IN THE SOUND AND CERTAIN ADJACENT WATERS. STOCKHOLM, NOVEMBER, 1929.

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE ROYAL DANISH GOVERNMENT, recognising that, in view of their geographical situation, it is highly desirable for Sweden and Denmark to take joint measures to safeguard the maintenance of navigation in the Sound and certain adjacent waters, in case of serious difficulties arising through ice at the inlets to the Baltic Sea, have decided to enter into negotiations with a view to settling the details of a system of co-operation in this matter, and have for that purpose appointed as their representatives :

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT :

MM. E. F. WEHTJE, Honorary Councillor of the District-Court, C. E. LANDBERG, Commercial Councillor, J. W. R. LILLIESTRALE, Director, Capt. O. E. NORDBORG, O. E. NYLANDER, Director, and Commander N. E. F. SELANDER ;

LE GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS :

M. Emil KROGH, chef de bureau, directeur du Bureau de la Marine marchande au Ministère de la Marine marchande et des pêcheries, V. LORCK, capitaine de vaisseau, directeur de la Navigation, et F. GRUE, capitaine, premier inspecteur du Service d'inspection des navires de l'Etat, commandant du brise-glaces de l'Etat *Isbjörn* ;

Lesquels, à la suite des pourparlers qui ont eu lieu entre eux du 20 au 25 novembre 1929, ont décidé de soumettre à leurs gouvernements respectifs le projet d'arrangement ci-après.

Article premier.

Le Gouvernements suédois et le Gouvernement danois, en raison de l'intérêt qu'il y a pour la Suède et le Danemark à ce que, même en hiver, la navigation soit assurée aussi complètement que possible dans les voies d'accès à la mer Baltique, sont disposés à organiser en commun un service de brise-glaces dans les voies d'accès naturelles à la mer Baltique ainsi que dans certaines eaux avoisinantes, lorsque les glaces entraveront la navigation.

La zone géographique de ce service sera considérée, d'une façon générale, comme étant limitée au nord par la ligne où commencent habituellement les difficultés dues aux glaces dans le Cattégat ou le Skager-Rak, et, dans la mer Baltique, par le 16^{me} degré de longitude est. La limite sud de cette zone, dans la mer Baltique, sera fixée à la suite d'un accord éventuel entre les gouvernements précités et le Gouvernement du Reich allemand.

La zone du service des brise-glaces pourra être élargie dans certains cas, soit par voie d'entente spéciale entre les Gouvernements suédois et danois, soit, si les circonstances l'exigent, par une décision de la Direction commune suédo-danoise du service des brise-glaces.

Article II.

Le service des brise-glaces aura pour mission de prêter assistance aux navires de toutes nationalités dont la cargaison, en totalité ou en partie, est destinée à un port suédois ou danois ou en proviendra, et en toute circonstance aux navires de nationalité suédoise ou danoise. Les navires sur lest à destination ou en provenance d'un port suédois ou danois, quelle qu'en soit la nationalité, auront droit à l'assistance du service des brise-glaces dans la mesure où le permettra l'état des glaces.

Les navires à destination de ports suédois ou danois, en venant de ces ports, devront être assistés, pour y entrer ou en sortir, par les brise-glaces communaux ou privés disponibles.

La mission du service de brise-glaces, telle qu'elle est indiquée ci-dessus, devra comprendre, en tout cas, les mesures d'assistance que des raisons humanitaires ou des considérations analogues pourront rendre nécessaires.

Dans le fonctionnement du service des brise-glaces, on devra, dans toute la mesure du possible, tenir compte égal des intérêts suédois et danois.

La mission du service des brise-glaces pourra comprendre également l'assistance à tout autre navire que ceux qui précèdent, dans la traversée de la zone mentionnée à l'article premier, aux conditions que pourront arrêter les deux gouvernements, le cas échéant à la suite de négociations avec le gouvernement du pays, qui peut avoir intérêt à ce que le navire en question soit assisté.

Article III.

Pour l'accomplissement des missions indiquées à l'article II, la direction du service des brise-glaces indiquera aux brise-glaces disponibles leur zone d'action et, dans la mesure où les circonstances l'exigeront dans chaque cas particulier, elle apportera aux navires toute l'aide possible pour la traversée de la zone indiquée à l'article premier ; de même, lorsque l'état des glaces sera tel que

THE ROYAL DANISH GOVERNMENT :

M. Emil KROGH, Chief of Bureau, Head of the Navigation Bureau at the Ministry of Navigation and Fishing, Commander V. LORCK, Navigation Director, and Capt. F. GRUE, First Inspector of Vessels in the State Inspection Office, Commander of the State Ice-breaker " Isbjörn " ;

Who, after negotiations which took place from November 20 to 25, 1929, decided to submit the following draft agreement to their respective Governments :

Article I.

In view of the interest of Sweden and Denmark in the best possible maintenance of navigation, even in winter, at the inlets to the Baltic Sea, the Swedish and the Danish Governments declare their intention to organise, when difficulties from ice arise, a joint ice-breaking service on the natural sea routes to and from the Baltic Sea and in certain adjacent navigable waters.

The geographical zone of this ice-breaking service shall in general be deemed to be bounded on the north by the line where difficulties from ice commonly arise in the Cattegat or Skagerrak, and in the Baltic Sea by 16° East Longitude. The southern boundary of the zone in the Baltic Sea shall be decided by an agreement which may be arrived at between the said Government and the German Government.

In certain cases the zone of the ice-breaking service may be extended, either by special agreement between the Swedish and Danish Governments, or, should circumstances render it necessary, by a decision of the joint management of the Swedish-Danish ice-breaking service.

Article II.

The duty of the ice-breaking service shall be to assist vessels of whatever nationality if according to the ship's papers, the whole or a large part of the cargo is consigned to or was taken on board at a Swedish or Danish port, and, further, vessels of Swedish or Danish nationality. Vessels of whatever nationality proceeding to or from a Swedish or Danish port in ballast shall be entitled to assistance from the ice-breaking service whenever ice conditions permit.

Vessels bound for or leaving a Swedish or Danish port shall be assisted to or from the port by such communal or private ice-breakers as may be available.

The above-mentioned object of the ice-breaking service shall in all cases be regarded as including any duties arising out of humanitarian or similar considerations.

In the operation of the ice-breaking service, Swedish and Danish interests shall, as far as possible, be safeguarded to an equal extent.

The duties of the ice-breaking service may be extended to include the grant of assistance also to vessels other than those mentioned above, when passing through the zone defined in Article I, on conditions which may be determined by the two Governments, if necessary after negotiations with the Governments of countries interested in assistance being granted to such vessels.

Article III.

In carrying out the duties mentioned in Article II, the management of the ice-breaking service shall allocate the spheres of activity to the ice-breakers at their disposal, and, as far as is required by the circumstances in each case, shall give all possible guidance to vessels passing through the zone defined in Article I ; the management shall also warn shipping when ice conditions are such

les navires insuffisamment équipés pour naviguer dans la glace épaisse devraient, notamment dans l'intérêt de la navigation en général, demeurer dans un port ou dans un autre lieu abrité, la direction du service en avisera ces navires.

Pour les fins précitées, les deux gouvernements rattacheront, sous une forme appropriée, à la direction du service les organismes dont elle aura besoin pour assurer de façon efficace le service de renseignements sur l'état des glaces ainsi que la reconnaissance des glaces par avions. Jusqu'à nouvel ordre, ce service de reconnaissance sera assuré, le cas échéant, par la Suède, dans le nord du Cattégat et dans le Skager-Rak à partir d'une ligne Morup Tånge-Gjerrild Fyr, et, dans la mer Baltique, à l'est d'une ligne Trälleborg-Arkona Fyr, et par le Danemark dans la zone intermédiaire. Au cas où l'état des glaces nécessiterait et permettrait le renforcement du service de reconnaissance par avions dans la zone danoise, la Suède serait disposée à transférer certaines fractions des groupes de l'aviation suédoise à Halmstad ou dans un autre lieu approprié de ladite zone.

Article IV.

Le service des brise-glaces organisera, en outre, lorsque ce sera indispensable, le ravitaillement par avions des navires dans la zone spécifiée à l'article III.

En ce qui concerne le ravitaillement des navires en vivres, en charbon, etc. par les brise-glaces, les deux gouvernements — ou, si les circonstances l'exigent, la direction du service des brise-glaces — édicteront des instructions concordantes, applicables aux brise-glaces relevant du service commun.

La direction du service s'efforcera, le cas échéant, d'appliquer autant que possible des principes uniformes en ce qui concerne la rémunération des brise-glaces communaux pour l'assistance apportée à des navires en dehors de la zone d'action naturelle de ces brise-glaces.

Article V.

Les deux gouvernements conviennent qu'aux fins indiquées aux articles II-IV, ils s'efforceront constamment de mettre à la disposition du service des brise-glaces les brise-glaces, avions, etc. nécessaires, dans une mesure à peu près égale pour chacun d'eux et de façon à éviter, en général, tout règlement de comptes entre les deux gouvernements concernant le service des brise-glaces.

Chaque fois que ce service cessera de fonctionner, la Direction examinera si, nonobstant les principes prévus au premier alinéa pour la participation des deux pays au service commun des brise-glaces, il y a lieu de procéder à un règlement de comptes entre les deux gouvernements et elle présentera en ce cas un projet de règlement.

Article VI.

Lorsque le rendement du matériel utilisé pour le service des brise-glaces se trouvera diminué par suite d'avaries ou de causes similaires, il n'en résultera aucune modification fondamentale des principes applicables à l'accomplissement en commun des services mentionnés aux articles II-IV. Il en sera de même en cas d'accident ou de maladie parmi le personnel du service des brise-glaces.

Article VII.

Les deux gouvernements fixeront des marques uniformes pour les brise-glaces affectés au service commun, ainsi que des signaux uniformes pour les communications entre les brise-glaces et les autres navires ; ils édicteront, en outre, des instructions en vue d'assurer les communications entre avions et navires.

that vessels which are not well equipped for navigating in thick ice should, if only in the interest of general traffic, stay in port or in some other sheltered position.

In connection herewith each of the two Governments shall make suitable arrangements for placing under the management of the ice-breaking organisation such bodies as it may require for maintaining an effective ice information service, and shall also place at its disposal any bodies required for carrying out the necessary air surveys of ice conditions. Until otherwise decided, such air surveys shall be carried out by the Swedish authorities in the northern Cattegat and in the Skagerrack from a line running from Morup Tånge to Gjerrild Lighthouse, and in the Baltic Sea east of a line from Trelleborg to the Arkona Lighthouse, and by the Danish authorities in the intermediate zone. When it is desirable and possible, in view of ice conditions, to extend the air surveys in the Danish district, the Swedish authorities are prepared to arrange that a certain part of the Swedish aircraft groups shall be transferred to Halmstad or to some other suitable place within the zone in question.

Article IV.

The ice-breaking service shall also arrange for the supply by aircraft of stores urgently required by vessels within the zone defined in Article III.

In respect of the supply of stores, coal and the like to vessels by ice-breakers, both Governments, or, if circumstances so require, the management of the ice-breaking service, shall issue identical instructions for both parties in respect of the ice-breakers forming part of the joint ice-breaking service.

The management of the ice-breaking service, shall, if occasion arises, endeavour to apply, as far as possible, uniform principles regarding payment to communal ice-breakers for assistance rendered to vessels outside the normal sphere of duties of such ice-breakers.

Article V.

The two Governments declare that, in carrying out the duties mentioned in Articles II-IV, they will endeavour at all times to place the necessary ice-breakers, aircraft, etc., at the disposal of the ice-breaking service to approximately the same extent for both parties and in such a manner as in general to avoid any settlement of accounts between the Governments in respect of the ice-breaking service.

On each occasion when the ice-breaking service ceases to operate, the management shall investigate whether, notwithstanding the principles laid down in the first paragraph in respect of the two countries' participation in the joint ice-breaking service, there are any accounts to settle between the Governments, and in that case shall make proposals for such settlement.

Article VI.

Any decrease in the fitness of the ice-breakers, etc. in service caused by damage or the like shall not involve any fundamental change in the principles applicable to the joint execution of the duties mentioned in Articles II-IV. The same shall apply in case of accidents or sickness affecting the staff employed in the ice-breaking service.

Article VII.

The two Governments shall establish uniform signs for ice-breakers taking part in the joint ice-breaking service and also uniform signals for communications between ice-breakers and other vessels, and shall issue instructions for maintaining communications between aircraft and vessels.

Article VIII.

Afin de faciliter le service des brise-glaces, les deux gouvernements prendront, chacun de leur côté, des dispositions :

1^o Pour simplifier les formalités d'entrée et de sortie dans les ports aux brise-glaces relevant de la Direction du service et pour les exonérer des droits de port ordinaires et autres taxes sur les navires ;

2^o Pour faciliter autant que possible aux brise-glaces leur ravitaillement en charbon de soute et en huile, et pour que ces matières leur soient fournies au prix de revient si elles sont livrées par un dépôt de l'Etat ;

3^o Pour apporter à la Direction du service, en cas d'avarie aux brise-glaces, etc., toute l'assistance possible soit en accordant à ceux-ci un droit de priorité pour les réparations qu'ils devront subir dans les chantiers de l'Etat, soit de toute autre façon efficace ;

4^o Pour faciliter le service des renseignements de la direction en accordant la priorité aux télégrammes destinés à celle-ci ou expédiés par elle ;

5^o Pour faciliter la navigation des brise-glaces et l'accomplissement des obligations incombant à la direction en ce qui concerne l'assistance aux navires en hiver, par l'adoption de dispositions spéciales, et notamment de mesures appropriées pour que les brise-glaces puissent se procurer des pilotes.

Article IX.

Les deux gouvernements conviennent qu'il ne devra être réclamé de droits de sauvetage que dans le cas où un brise-glaces dépendant de la direction aura assisté un navire dans des conditions telles que cette assistance présente nettement le caractère d'un sauvetage. Le gouvernement intéressé prendra, le cas échéant, une décision à ce sujet après que la direction commune du service aura formulé son avis et ses propositions en la matière.

Toutefois, il ne devra être entrepris de sauvetage à l'aide des brise-glaces dont dispose la direction du service que si les circonstances rendent ce sauvetage pratiquement impossible par d'autres moyens.

Article X.

La Direction commune du service des brise-glaces suédo-danois aura son siège à Copenhague. Le Gouvernement danois mettra à la disposition des locaux rattachés au Ministère de la Marine marchande, ainsi que le personnel subalterne nécessaire. Chacun des deux gouvernements affectera à la direction le personnel compétent dont elle aura besoin.

Le Gouvernement danois installera dans les locaux de la direction un poste télégraphique et radiotéléphonique spécial, en vue d'assurer les communications par radio avec les brise-glaces, etc., ainsi que l'émission par radio des instructions, etc. relatives à la navigation.

Article XI.

La direction commune du service des brise-glaces commencera à fonctionner à l'époque qui sera fixée d'un commun accord et directement par les autorités compétentes des deux pays, lorsque les glaces auront commencé à entraver la navigation.

La direction commune adoptera les mesures nécessaires, après que ses membres en auront délibéré, le chef de la délégation de chaque pays assumant toutefois en dernier ressort, la responsabilité des mesures adoptées concernant le matériel fourni par son gouvernement. Il est entendu, à cet

Article VIII.

With a view to promoting the ice-breaking service, each of the two Governments shall take steps :

(1) To simplify the clearance formalities for ice-breakers under the orders of the management and to exempt ice-breakers from general port dues and other navigation charges ;

(2) As far as possible to assist ice-breakers to obtain the necessary supplies of bunker coal and oil and, if such requirements are obtained from stocks belonging to the State, to supply them at cost price ;

(3) In case of damage to ice-breakers, etc., to give all possible help to the management by granting the right of priority to ice-breakers in respect of repairs at the State shipping yards, or in any other effective manner ;

(4) To assist the management's information service by granting the right of priority in the transmission of telegrams to and from the management ;

(5) To facilitate the navigation of ice-breakers and the carrying out of the management's duties in directing the winter traffic, by taking special steps for this purpose, including suitable measures enabling ice-breakers to obtain pilots.

Article IX.

Both Governments agree that salvage dues may only be claimed in cases where the assistance rendered by ice-breakers under the orders of the management is clearly in the nature of salvage. In such cases the Government in question shall take a decision after the joint management of the ice-breaking service has expressed an opinion and put forward a proposal.

Salvage may not, however, be undertaken by ice-breakers at the disposal of the management unless circumstances render it actually impossible to save a vessel by any other means.

Article X.

The joint management of the Swedish-Danish ice-breaking service shall have its seat at Copenhagen. The Danish Government shall place premises at its disposal attached to the Ministry of Navigation and shall also provide the necessary auxiliary staff. Each of the Governments shall appoint the qualified staff required.

The Danish Government shall instal a special telegraph and radiotelephonic station in the management's premises for maintaining wireless communication with ice-breakers, etc., and for transmitting instructions and the like in respect of navigation.

Article XI.

The joint management of the ice-breaking service shall come into operation at a time to be decided by direct agreement between the corresponding authorities in the two countries, when difficulties from ice arise.

The joint management shall take the necessary steps, after consultation among its members, but the head of each country's representatives shall bear the final responsibility for the steps taken regarding the material furnished by his Government. It is understood, however, that each Govern-

égard, que chaque gouvernement se réserve, en ce qui concerne l'emploi des brise-glaces, de remplir les obligations et d'accomplir les missions spéciales qui lui incombent ou qui pourront lui incomber aux termes de sa législation nationale, ou au sujet desquelles il prendrait une décision particulière.

Article XII.

La direction commune pourra se mettre en rapport avec les institutions publiques étrangères en vue de l'échange d'informations concernant le service des renseignements sur les glaces ou le service des brise-glaces en général.

Article XIII.

Tous arrangements de détail nécessaires relatifs au service des brise-glaces suédo-danois seront pris d'un commun accord et directement par les autorités compétentes des deux pays. Aussi longtemps que restera en vigueur la stipulation aux termes de laquelle la direction commune du service aura son siège à Copenhague, le Ministère de la marine marchande danois réglerá les affaires courantes relevant de la direction du service pendant les périodes où celle-ci ne fonctionnera pas et conservera en dépôt les archives communes de cette direction.

Article XIV.

Les dispositions du présent arrangement ne devront à aucun égard restreindre l'obligation, pour les navires suédois ou danois (brise-glaces), de prêter aux navires en détresse, l'assistance qui leur est due en vertu de la législation applicable en cette matière ou des conventions qui ont été ratifiées ou pourront l'être ultérieurement par l'un ou l'autre des deux gouvernements ou par les deux.

Article XV.

Le présent arrangement pourra prendre fin en tout temps à la suite d'un échange de notes entre les deux gouvernements, mais, il ne devra en résulter aucune interruption dans les opérations des brise-glaces en cours d'exécution ni dans les travaux de règlement se rattachant à ces opérations.

Fait à Stockholm en double exemplaire, le 25 novembre 1929.

E. WEHTJE.
C. E. LANDBERG.
E. SELANDER.

Emil KROGH.
V. LORCK.
Fred. GRUE.

ment reserves the right to carry out such special obligations and duties regarding the employment of ice-breakers as are or may in future be incumbent on it under the legislation of the country or with regard to which it takes special decisions.

Article XII.

The joint management may enter into communication with foreign public institutions regarding the exchange of information for the furtherance of the ice information service or the ice-breaking service as a whole.

Article XIII.

All necessary agreements on matters of detail regarding the Swedish-Danish ice-breaking service shall be concluded direct between the competent authorities in the two countries. So long as the provision remains valid that the seat of the joint management shall be at Copenhagen, the Danish Ministry of Navigation shall carry on the current business of the management when the latter is not in operation and shall keep the management's joint archives.

Article XIV.

The provisions of the present Agreement shall in no way limit the obligations of Swedish or Danish vessels (ice-breakers) to assist vessels in distress in accordance with legislation on the subject or with conventions which either Government or both Governments have ratified or may in future ratify.

Article XV.

This Agreement may be terminated at any time by an exchange of notes between the two Governments, provided that such action does not involve any interruption in the ice-breaking work which is being carried on or in any measures for the completion of such work.

Done at Stockholm in duplicate on November 25, 1929.

E. WEHTJE.
C. E. LANDBERG.
E. SELANDER.

Emil KROGH.
V. LORCK.
Fred. GRUE.

N° 2459.

ITALIE ET ROUMANIE

Convention sanitaire vétérinaire, avec
protocole final. Signés à Rome, le
25 février 1930.

ITALY AND ROUMANIA

Sanitary and Veterinary Convention,
with Final Protocol. Signed at
Rome, February 25, 1930.

N° 2459. — CONVENTION¹ SANITAIRE VÉTÉRINAIRE ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE. SIGNÉE A ROME, LE 25 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 septembre 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, désirant faciliter le commerce du bétail, des peaux et autres produits bruts d'animaux entre leurs territoires respectifs, en écartant, autant que possible, le danger que les épizooties, qui existeraient ou qui viendraient à éclater dans l'un de leurs territoires, s'introduisissent dans l'autre par suite du mouvement du bétail et du trafic desdits produits d'animaux, ont résolu de conclure, à cet effet un arrangement, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre, secrétaire d'Etat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence le professeur Virgil MADGEARU, ministre des Finances et ministre pour l'Industrie et le Commerce *ad interim*.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'importation, du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, des animaux (solipèdes, ruminants, porcs, volailles), des produits bruts d'origine animale et, en général, de tous les produits qui peuvent être véhicules de la contagion des maladies épizootiques, ainsi que l'importation de viandes fraîches ou conservées et de tous produits carnés destinés à l'alimentation, peut être limitée à des bureaux de douane ou à des ports nommément désignés, et être soumise au contrôle vétérinaire par l'Etat dans le territoire duquel l'importation doit avoir lieu.

Article 2.

Les animaux, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 16 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2459. — SANITARY AND VETERINARY CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF ROUMANIA. SIGNED AT ROME, FEBRUARY 25, 1930.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 16, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of facilitating the commerce in livestock, hides and other raw animal products between their respective territories, by eliminating as far as possible the danger of epizootic diseases, which prevail or may prevail in the territories of their respective countries, spreading to the territories of the other as a result of the movement of livestock or of the trade in the said animal products, have resolved to come to an arrangement for the purpose, and have with that object appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency the Chevalier Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister and Secretary of State :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Professor Virgil MADGEARU, Minister of Finance and Acting Minister of Industry and Commerce ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The importation from the territories of one of the Contracting Parties into the territories of the other Party of animals (solipeds, ruminants, swine, poultry), or raw products of animal origin, or in general, any products liable to carry epizootic diseases, as also the importation of fresh or preserved meat, or of any meat products intended for food, may be restricted to Customs offices or ports expressly designated for the purpose, and may be subjected to veterinary control by the State into the territories of which they are to be imported.

Article 2.

The animals must be accompanied by a certificate of origin and health, before they can be admitted to import.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, August 16, 1930.

Ce certificat doit porter l'indication du lieu de provenance et du lieu de destination des animaux et contenir la déclaration d'un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que la commune d'origine et le territoire traversé pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés sur les wagons ou les bateaux sont indemnes des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et qui sont transmissibles aux animaux visés par le certificat.

Le certificat prévu pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine et la péripneumonie des bovins ;
- b) La dourine, la peste porcine, l'entérite infectieuse, la septicémie du porc et la clavelée ;
- c) La fièvre aphteuse et la peste aviaire ;

ne sera délivré, en ce qui concerne les animaux des espèces réceptives, que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont manifestées ni dans la commune d'origine, ni dans les communes limitrophes ; pour les maladies visées à la lettre a), depuis au moins six mois ; à la lettre b), depuis au moins quarante jours ; à la lettre c), depuis au moins vingt et un jours.

Pour les solipèdes et les bovins, les certificats doivent être individuels (modèle 1). Pour les animaux des espèces ovine, caprine et porcine et pour la volaille, les certificats seront collectifs (modèle 2) ; mais le même certificat ne pourra viser que les animaux d'une même espèce, expédiés à un même destinataire et compris dans un même transport.

La validité des certificats est fixée à dix jours. Si cette durée expire pendant le transport, les animaux devront, afin que les certificats soient valables pour une nouvelle durée de dix jours, être soumis à une nouvelle visite d'un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat et le résultat de cette visite sera attesté sur le certificat. Si la durée, au contraire, expirait pendant le transit des animaux à travers le territoire d'un pays tiers, la validité des certificats doit se retenir prolongée jusqu'à l'arrivée des animaux à la frontière du pays de destination.

Les résultats de la visite et le motif de la prorogation de validité seront portés sur le certificat.

Les certificats dont il s'agit seront établis d'après le modèle annexé à la présente convention (modèles N^{os} 1 et 2).

S'il s'agit de transports effectués par chemin de fer ou par bateau, les animaux doivent être soumis, avant le chargement, à la visite d'un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cette effet par l'Etat. Le résultat de l'inspection devra être noté sur les certificats.

Article 3.

La constatation de la rage dans la localité d'origine n'empêchera pas la délivrance du certificat d'origine et de santé prévu à l'article 2.

La constatation de cas sporadiques de charbon bactérien, de charbon bactérien, de morve, de rouget, de septicémie hémorragique n'empêchera pas non plus la délivrance du certificat, mais celui-ci devra porter mention des cas constatés.

La constatation de la gale chez le mouton et la chèvre, n'empêchera pas la délivrance du certificat pour les solipèdes et vice-versa.

Article 4.

Les produits d'origine animale, à l'état frais, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité, qui permet d'identification des produits et qui porte la déclaration qu'ils proviennent d'animaux indemnes de maladies contagieuses.

Ce certificat n'est pas exigé pour les produits d'origine animale qui ont subi un traitement considéré comme offrant une garantie suffisante au point de vue de la prophylaxie vétérinaire (dessication, salaison, traitement arsenical, lavage, désinfection).

Such certificate must show the place of origin and place of destination of the animals, and must contain the declaration of a Government veterinary official, or veterinary official duly authorised by the Government for the purpose, attesting that the commune of origin and the districts traversed on the way to the place where the animals were loaded on to the trucks or boats are immune from any notifiable contagious disease to which the animals covered by the certificate are susceptible.

The certificate required for the export of animals susceptible to :

- (a) Cattle plague and contagious peripneumonia of cattle,
- (b) Dourine, swine-fever, hog cholera, septicemia of swine and sheep-pox,
- (c) Foot-and-mouth disease and fowl plague,

shall not be delivered in the case of such animals, unless the aforesaid diseases have not been prevalent in the commune of origin or neighbouring communes for a period of at least six months in the case of the diseases specified under (a), forty days in the case of the diseases specified under (b), or twenty-one days in the case of the diseases specified under (c).

The certificates shall be individual ((of model 1) in the case of solipeds and cattle. They shall be collective (of model 2) in the case of sheep, goats, swine, and poultry ; but a certificate may apply only to animals of the same kind, consigned to the same recipient, and forming part of one and the same consignment.

The validity of the certificates is fixed at ten days. Should this period expire during transport, the animals must be subjected to a new inspection by a Government veterinary official, or veterinary official specially authorised by the Government for the purpose, in which case the certificates shall have a further validity of ten days ; the results of such inspection shall be attested on the certificate. Should the period expire during the transit of the animals through the territories of a third country, the validity of the certificates shall be deemed to be prolonged until the arrival of the animals at the frontier of the country to which they are consigned.

The results of the inspection, and the grounds for the extension of the validity of the certificate, are to be shown on the certificate.

The said certificates shall be drawn up in accordance with the models attached to the present Convention (models 1 and 2).

In the case of transport by rail or by boat, the animals must be inspected before loading by a Government veterinary official or veterinary official specially authorised by the Government for the purpose. The result of such inspection is to be shown on the certificates.

Article 3.

The fact that rabies have been reported in the locality of origin shall not preclude the delivery of the certificate of origin and health, for which provision is made in Article 2.

Similarly the fact that sporadic cases of anthrax, glanders, red murrain, or hemorrhagic septicemia have been reported shall not preclude the delivery of the certificate ; but the latter must make mention of the cases reported.

The fact that mange in sheep or goats has been reported shall not preclude the delivery of the certificate for solipeds, and vice-versa.

Article 4.

Products of animal origin in fresh condition must be accompanied by a certificate of origin and wholesomeness, before they can be admitted to import ; the certificate must be such as to make it possible to identify the products, and must contain a declaration to the effect that they are derived from animals immune from contagious diseases.

Such certificate is not required for products of animal origin, which have been subjected to a form of treatment considered as an adequate safeguard from the veterinary standpoint (drying, salting, arsenical treatment, washing, disinfection).

De même, seront admis à l'importation sans certificat et ne seront pas soumis à des restrictions pour des raisons de police vétérinaire les produits dérivés du lait (fromage, beurre), ainsi que les œufs.

Article 5.

Pour être admises à l'importation, les viandes fraîches, réfrigérées, congelées ou conservées par d'autres procédés, les graisses, saindoux et tous les produits carnés destinés à l'alimentation doivent être accompagnés d'un certificat délivré par un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que les animaux dont ils proviennent ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abatage et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation humaine.

Pour les viandes conservées ou préparées le certificat doit attester, en outre, qu'elles ne contiennent aucune substance dont l'utilisation est prohibée par la réglementation du pays destinataire.

Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique devront être présentées au contrôle vétérinaire à l'importation dans les conditions suivantes :

- a) Viande de bœuf : animaux entiers, dépouillés ou non, divisés par moitiés ou par quartiers ;
- b) Viande de mouton et de chèvre : animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés ;
- c) Viande de porc : animaux entiers, ou divisés par moitiés, avec ou sans le lard ; celui-ci peut-être importé séparément.

L'épluchage (excision d'une partie quelconque ou grattage des séreuses) ou l'enlèvement de ganglions entraîne le refoulement en tous les cas.

Article 6.

Les transports qui ne répondent pas aux exigences qui précèdent, ainsi que les animaux que le vétérinaire, lors de sa visite à la frontière, reconnaît atteints, contaminés ou suspects de l'une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire, seront admis à condition d'être abattus immédiatement dans la station frontière, ou bien au lieu de débarquement ou, si cela n'était pas possible, dans la localité qui sera désignée par l'autorité vétérinaire. Quant à l'utilisation des viandes et des produits des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur pour les animaux indigènes atteints ou suspects de maladies contagieuses.

Le vétérinaire frontière notera sur le certificat d'origine et de santé le motif de la destination des animaux à l'abatage et signera sa déclaration ; ce certificat, accompagné d'un procès-verbal des faits constatés et des dispositions adoptées, sera transmis par le susdit vétérinaire à l'autorité centrale de son pays ; celle-ci en donnera communication au pays d'origine.

La constatation, après l'entrée des animaux sur le territoire du pays destinataire, de l'une des maladies contagieuses considérées dans la présente convention, sera consignée dans un procès-verbal rédigé par un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat ; le texte de ce procès-verbal sera communiqué tout de suite par l'autorité compétente au pays d'origine.

Article 7.

Si la peste bovine est constatée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou de limiter, aussi longtemps que dure le danger de contagion, l'importation des ruminants, des porcs, des produits d'origine animale et, en général, de tous les produits pouvant servir de véhicule à la contagion.

Milk products (cheese, butter) and eggs shall also be admitted to import without certificate, and shall not be subjected to veterinary police restrictions.

Article 5.

Fresh, chilled, frozen, or other forms of preserved meats, fat, lard, and all meat products intended for food, must be accompanied by a certificate delivered by a Government veterinary official or official duly authorised by the Government for the purpose, before they can be admitted to import; such certificate must attest that the animals, from which the products are derived, have been inspected before and after slaughter, and that the meat has been found wholesome and suitable for human consumption.

In the case of preserved or prepared meat, the certificate must further attest that it contains no substance prohibited by the regulations of the country to which they are consigned.

Fresh meat or meat preserved by a refrigerating process must be submitted for veterinary inspection on importation in the following forms:

- (a) Beef: entire carcasses, with or without the hides, or halves or quarters of the carcasses;
- (b) Mutton and goatsmeat: the entire carcasses, with or without the hides, or halves, of the carcasses;
- (c) Pork: the entire carcasses, or halves thereof, with or without the lard; the latter may be imported separately.

Cleaning (excision of any part or scraping of the serous glands) or the removal of ganglia will involve rejection in all cases.

Article 6.

Consignments which do not comply with the above requirements, and animals which the veterinary official on inspection at the frontier regards as infected or contaminated, or suspect of infection or contamination, by a notifiable contagious disease, shall be admitted on condition of being immediately slaughtered at the frontier station or place of unloading or, if that is not possible, in a place to be determined by the veterinary authority. The use to be made of the meat and products of the animals thus slaughtered shall be determined by the regulations applicable to animals of the importing country infected or suspect of infection by contagious diseases.

The veterinary official at the frontier shall note on the certificate of origin and health the reasons for slaughter of the animals, and shall sign his statement; the certificate, together with a minute of the facts and the measures taken, shall be transmitted by the said veterinary official to the central authority of his own country; the latter shall communicate it to the country of origin.

Should any of the contagious diseases to which the present Convention relates, reported after the entry of the animals into the country to which they are consigned, the fact shall be recorded in a minute drawn up by a Government veterinary official, or a veterinary official duly authorised by the Government for the purpose; the text of such minute shall be communicated at once by the competent authority to the country of origin.

Article 7.

Should the existence of cattle plague be reported in the territories of one of the Contracting Parties, the other Party shall be entitled to prohibit or to limit, for as long as the danger of contagion lasts, the importation of ruminants, swine, products of animal origin or, in general, any products liable to carry the contagion.

Article 8.

Si, du fait du trafic des animaux, une des maladies épizootiques prévues par cette convention venait à être importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, ou bien si l'une de ces maladies revêtait un caractère menaçant dans le territoire de l'une des Parties, l'autre aura le droit de limiter ou de prohiber, aussi longtemps que durera le danger, l'importation des animaux appartenant aux espèces exposées à la maladie, en provenance des territoires envahis ou menacés. Dans ces mêmes conditions, la limitation ou la prohibition d'importation pourra s'étendre aux produits d'origine animale ou capables de servir de véhicule à la contagion.

Ces limitations ou prohibitions d'importation ne pourront s'appliquer qu'aux territoires envahis par la maladie et aux territoires limitrophes. On considère comme territoire : en Roumanie, les départements et, en Italie, les provinces.

L'importation ne peut être prohibée dans les cas de charbon bactérien, de charbon bactérien, de septicémie hémorragique, rage, morve, rouget du porc, tuberculose et gale.

La durée de la période de danger de contagion pour les maladies envisagées à l'article 2, lettres a), b), c), à l'exception de la peste bovine, sera limitée aux périodes prévues au même article. Cette durée sera calculée à partir du jour de la déclaration officielle qui établira la disparition de la maladie.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à publier le 1^{er} et le 15 de chaque mois, un bulletin, qui, aussitôt publié, sera directement transmis à l'autre Partie contractante ; il sera rédigé d'une manière uniforme et de façon à démontrer l'état des épizooties dans les territoires administratifs des communes et des provinces pour l'Italie et des communes et des départements pour la Roumanie.

Article 10.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, on constate la peste bovine ou la péripneumonie des bovins ou bien la fièvre aphteuse, sous une forme maligne, avec mortalité élevée, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie contractante sera immédiatement et directement informée par voie télégraphique.

Article 11.

Si un désaccord venait à se produire entre les deux Hautes Parties contractantes, sur l'application de la présente convention, il sera procédé à la nomination, sur la demande de l'une des Parties, d'une commission mixte dont l'avis sera équitablement apprécié dans la décision à adopter.

Chacune des Hautes Parties contractantes nommera deux membres pour faire partie de la commission, laquelle aura le droit de s'adjoindre un cinquième membre dans le cas où l'accord ne pourrait s'établir.

Lors de la première réunion exigeant la désignation d'un cinquième membre, celui-ci sera choisi parmi les nationaux de l'une des Parties contractantes, désignée par le sort ; dans la réunion suivante, il sera choisi parmi les nationaux de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement.

Article 8.

Should one of the epizootic diseases to which this Convention relates be imported, owing to the trade in animals, from the territories of either Contracting Party into those of the other, or should one of the said diseases assume a threatening character in the territories of either Contracting Party, the other Party shall be entitled to limit or prohibit, for so long as the danger lasts, the importation of animals of the kinds exposed to the disease coming from the districts affected or threatened. Such limitation or prohibition of imports may, under the same conditions, be extended to products of animal origin or products liable to carry the contagion.

Such limitations or prohibitions of imports may only apply to districts infected by the disease, or neighbouring districts. The term districts is understood to mean departments in the case of Roumania and provinces in the case of Italy.

Importation may not be prohibited in the case of anthrax, hemorrhagic septicaemia, rabies, glanders, red murrain of swine, tuberculosis and mange.

The duration of the period of danger of contagion in the case of the diseases to which Article 2 (*a*), (*b*) and (*c*) relates, with the exception of cattle plague, shall be limited to the periods specified in the said Article. Such periods shall be calculated from the day of the official declaration notifying the disappearance of the disease.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties undertakes to publish on the 1st and 15th of each month a bulletin, which will be transmitted direct to the other Contracting Party immediately on publication; the said bulletins shall be drawn up in a uniform manner, and shall show the position in regard to epizootic diseases within the administrative territories of communes and provinces, in the case of Italy, and of communes and departments in the case of Roumania.

Article 10.

When the existence of cattle plague or peripneumonia of cattle, or of a malignant form of foot-and-mouth disease with high mortality, is reported in the territories of one of the Contracting Parties, the central veterinary authority of the other Party shall be immediately and directly informed by telegraph.

Article 11.

In the event of a dispute arising between the two High Contracting Parties with regard to the execution of the present Convention, a Mixed Commission shall be appointed, on the demand of one of the Parties, and its opinion shall receive due consideration in arriving at a decision.

Each of the Contracting Parties shall appoint two members of the Commission, which shall be entitled to add a fifth member in the event of agreement proving unattainable.

At the first meeting for the appointment of a fifth member, the latter shall be chosen from the nationals of one of the Contracting Parties, designated by lot; at the next meeting he shall be chosen from the nationals of the other Party, and so on, alternately.

Article 12.

La présente convention, qui concerne exclusivement les territoires métropolitains des Hautes Parties contractantes, entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications qui aura lieu à Rome.

Elle suivra le sort du traité de commerce conclu à la date d'aujourd'hui entre l'Italie et la Roumanie.

ROME, le 25 février 1930.

(L. S.) MUSSOLINI.

(L. S.) V. MADGEARU.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention sanitaire vétérinaire conclue en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, désireux de préciser et de compléter ces dispositions, sont convenus de ce qui suit :

1. Les importations effectuées du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne seront soumises à aucune autorisation préalable. Les précautions sanitaires que chacune des Hautes Parties jugera opportun d'adopter relativement aux animaux vivants les volailles y comprises, accompagnés de certificats sanitaires et trouvés sains lors du passage à la frontière, seront, sur leur propre territoire, limitées au minimum indispensable. La durée de la période d'observation à laquelle les animaux pourront être soumis ne pourra excéder six jours calculés depuis le jour de la visite vétérinaire à la frontière.

Pour les transports par voie de mer, les six jours seront calculés du jour de l'embarquement.

Pour les moutons qui ne sont pas destinés à l'abatage dans les ports de débarquement ou dans un abattoir directement raccordé avec la voie ferrée, la période d'observation pourra être de quinze jours.

Les dispositions qui précèdent ne mettront pas obstacle aux dispositions prévues ou à prévoir pour le diagnostic de la morve chez les équidés et de la tuberculose chez les bovidés.

2. Les dispositions de la présente convention seront applicables aux animaux originaires des territoires des Hautes Parties contractantes pour le transit à travers le territoire de l'une ou l'autre Partie, à cette condition que le pays destinataire prend l'engagement de ne refouler en aucun cas les animaux expédiés en transit. Si le transit exigeait le traversée d'autres pays, l'autorisation du passage en toutes les conditions devrait être préalablement obtenus des divers pays traversés.

3. Le transit de la viande fraîche, conservée ou préparée, des matières premières d'origine animale transportées du territoire d'une Partie contractante à travers le territoire de l'autre Partie, par voie ferrée dans des wagons fermés et plombés ou par bateau, sera admis aux mêmes conditions que l'importation et sans que soit exigé aucun engagement préalable d'acceptation des pays éventuellement traversés et du pays destinataire.

Les expéditions faites directement à la destination d'abattoirs raccordés à la voie ferrée ne seront pas soumises à la période d'observation prévue au paragraphe premier du protocole final. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste des abattoirs raccordés à la voie ferrée possédant les aménagements sanitaires requis.

4. Les bureaux de douane désignés pour le trafic des animaux seront dotés d'installations permettant d'assurer, en des conditions pleinement satisfaisantes, les opérations du service vétérinaire.

5. L'application des dispositions prévues à l'article 6 de la présente convention, sera limitée aux animaux qui auront été exposés à un contact direct ou indirect avec un animal malade ou suspect. Seront notamment considérés comme suspects de contamination les animaux ayant

Article 12.

The present Convention, which relates exclusively to the home territories of the High Contracting Parties, shall come into force one month after the exchange of ratifications, which shall take place in Rome.

It shall be dependent on the Commercial Treaty concluded on this day between Italy and Roumania.

ROME, February 25, 1930.

(L. S.) MUSSOLINI.

(L. S.) V. MADGEARU.

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Veterinary Convention concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries, being desirous of further amplifying and defining its provisions, have agreed as follows:

1. Imports from the territories of one of the Contracting Parties into the territories of the other shall not be subject to any previous authorisation. The sanitary precautions which either Contracting Party thinks fit to adopt with regard to livestock, including poultry, accompanied by sanitary certificates and found healthy on passing the frontier, shall be limited in the territories of such Party to the indispensable minimum. The duration of the period of observation, to which animals may be subjected, may not exceed six days calculated from the day of the frontier veterinary inspection.

In the case of transport by sea, the six days shall be calculated from the day of loading.

In the case of sheep not intended for slaughter at the ports of unloading or in a slaughter-house directly connected with the railway, the period of observation may be fifteen days.

The above provisions shall not preclude any measures which have been or may be taken for diagnosing glanders in horses, or tuberculosis in cattle.

2. The provisions of the present Convention shall be applicable to animals having their origin in the territories of one of the Contracting Parties in transit through the territory of the other Party, provided always that the country of destination undertakes in no case to reject the animals so consigned. If the transit involves the crossing of other countries, authority for such passage under all conditions must first be obtained from the countries traversed.

3. The transit of fresh, preserved or prepared meat, and of raw materials of animal origin transported from the territories of one Contracting Party through the territories of the other Party, by rail in closed and sealed trucks or by boat, shall be allowed on the same terms as in case of importation, and no previous undertaking shall be required from countries of transit or destination, that they will accept the consignments.

Consignments direct to slaughter-houses connected up with the railway shall not be subjected to the period of observation for which provision is made in the first paragraph of the Final Protocol. The Contracting Parties shall communicate to each other the list of slaughter houses connected up with the railway equipped with the requisite sanitary arrangements.

4. Customs-houses designated for the traffic in livestock shall be so equipped as to enable all veterinary inspections to be satisfactorily carried out.

5. The measures provided in Article 6 of the present Convention shall only be applied to animals which have been exposed to direct or indirect contact with a diseased or suspect animal. In particular, animals will be considered as suspect of contamination if they have been in the same

séjourné dans le même wagon ou le même bateau avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été en contact pendant le chargement ou le déchargement avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été exposés à une contagion indirecte par le passage dans les locaux, sur des quais ou passerelles non désinfectés, etc.

6. En rapport aux dispositions prévues à l'article 7 de la présente convention, il est entendu que, si le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes est menacé par l'existence de la peste bovine dans les pays limitrophes près de sa frontière, l'autre Partie aura le droit, tant que durera le danger de la contagion, de prohiber l'importation des animaux et des produits pouvant servir de véhicule à l'infection, provenant de la zone frontière menacée, pour une profondeur de 30 kms. le long de ladite frontière qui, dans des circonstances exceptionnelles, pourra être étendue jusqu'à 50 kms. La profondeur de cette zone pourra de même être réduite par accord entre les deux Hautes Parties contractantes.

L'importation par voie de mer, du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans celui de l'autre pourra être prohibée ou soumise à l'observation de conditions spéciales dans le cas où la peste bovine existerait dans le rayon de 100 kms. autour du port ou des ports touchés par le bateau transportant les animaux.

7. Les chevaux de course, les chevaux destinés aux concours ou aux épreuves sportives, pourront être admis à l'importation, s'ils sont, accompagnés au lieu et place du certificat prévu par cette convention, d'un certificat délivré par les présidents des sociétés hippiques dont la liste aura été notifiée à l'autre par chacune des Hautes Parties contractantes. Ce certificat devra porter le timbre et le visa du club ou de la société et contenir le nom et domicile du propriétaire, le signalement exact de l'animal, sa provenance et le lieu de destination, ainsi que la déclaration d'un vétérinaire de l'Etat ou autorisé par l'Etat attestant la bonne santé de l'animal et déclarant que l'établissement d'où il provient est indemne de maladies contagieuses.

8. Les certificats établis conformément à la présente convention devront être rédigés dans la langue du pays qui les délivre et porter une traduction interlinéaire dans la langue de l'autre pays.

9. La désinfection des wagons ayant servi au transport des animaux, des bateaux, quais, passerelles, etc., effectuée suivant les règlements en vigueur sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, sera reconnue valable par l'autre Partie.

10. Il est spécifié que les dispositions de la présente convention pourront être étendues, s'il y a lieu, par un nouvel accord entre les Hautes Parties contractantes, de d'autres maladies, connues ou inconnues à l'heure actuelle, et dont la transmission pourrait être légitimement redoutée.

11. Les communications urgentes relatives à l'application de la présente convention pourront être échangées directement par les autorités sanitaires vétérinaires de chacune des Hautes Parties contractantes ; copie en sera transmise par la voie diplomatique.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition à Rome, le 25 février 1930.

MUSSOLINI.

V. MADGEARU.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,

Grandi.

Pour copie conforme :

Le Président du Conseil,

Ministre des Affaires étrangères de Roumanie. :

G. G. Mironescu.

truck or ship with diseased or suspect animals, or have been in contact during loading or unloading with diseased or suspect animals, and animals which have been exposed to indirect contagion by passing over places or platforms or bridges which have not been disinfected, and the like.

6. With regard to the provisions of Article 7 of the present Convention, it is understood that, if the territories of one of the two High Contracting Parties should be threatened by the existence of cattle plague in the districts near its frontier, the other Party will have the right, for so long as the danger of contagion continues, to prohibit the import of animals and products liable to carry the infection arriving from the threatened frontier zone to a depth of 30 kilometres along the said frontier. This depth may in exceptional circumstances be extended to 50 kilometres, or it may be reduced by agreement between the two High Contracting Parties.

Imports by sea from the territories of one of the Contracting Parties into those of the other may be prohibited or subjected to the observance of special conditions in cases where cattle plague exists within a radius of 100 kilometres from the port or ports touched by the boat transporting the animals.

7. Race-horses, and horses intended for competitions or sporting contests may be admitted to import, if accompanied by a certificate delivered by the Presidents of the Sociétés Hippiques, in lieu of the certificate for which this Convention provides ; the list of such societies shall previously be notified by the High Contracting Party concerned to the other. The certificate must bear the stamp and visa of the club or society, and contain the name and domicile of the proprietor, an exact description of the animal, its place of origin and place of destination, together with the declaration of a Government veterinary official, or veterinary official authorised by the Government, attesting that the animal is healthy and that the establishment it comes from is free from contagious disease.

8. Certificates drawn up under the present Convention must be in the language of the country issuing them, with an inter-linear translation in the language of the other country.

9. The disinfection of trucks which have served for the transport of animals, boats, platforms, bridges, etc., if carried out in accordance with the regulations in force in the territories of one of the Contracting Parties, shall be recognised as effective by the other Party.

10. It is agreed that the provisions of the present Convention may be extended, if necessary, by a new agreement between the High Contracting Parties, to other diseases, whether known or unknown at the present time, the transmission of which may legitimately be apprehended.

11. Urgent communications with regard to the execution of the present Convention may be exchanged directly between the veterinary authorities of the respective Contracting Parties ; copies of such communications shall be transmitted through this diplomatic channel.

The present Protocol, which shall be considered as approved and sanctioned by the Contracting Parties without other special ratification, by the sole fact of the exchange of ratifications of the Convention to which it relates, has been drawn up in duplicate in Rome on February 25, 1930.

MUSSOLINI.

V. MADGEARU.

N° 2460.

ÉGYPTE ET HONGRIE

Echange de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Le Caire, le 4 juin 1930, et Berne,
le 12 juin 1930.

EGYPT AND HUNGARY

Exchange of Notes constituting a
provisional Commercial Agreement.
Cairo, June 4, 1930, and Berne,
June 12, 1930.

N^o 2460. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
EGYPTIEN ET HONGROIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT
COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LE 4 JUIN 1930, ET BERNE,
LE 12 JUIN 1930.

*Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la délégation hongroise auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 septembre 1930.*

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES
POLITIQUES ET COMMERCIALES.

N^o 1.24/3/II/

LE CAIRE, le 4 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Hongrie et l'Égypte, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de la Hongrie importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais, ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que Votre Excellence aura bien voulu me confirmer l'accord de son gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes, moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères :
Wacif BOUTROS Ghaly *m. p.*

Son Excellence
Monsieur F. Parcher de Terjékfalva,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Hongrie,
Berne.

¹ Entré en vigueur le 12 juin 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2460. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE EGYPTIAN AND HUNGARIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, JUNE 4, 1930, AND BERNE, JUNE 12, 1930.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 16, 1930.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

POLITICAL AND COMMERCIAL
DEPARTMENT.

No. I. 24/3/II/

CAIRO, June 4, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations in progress for the conclusion of a provisional commercial agreement between Hungary and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil or industry of Hungarian origin imported into Egypt whether for consumption, re-export or transit. Provisionally, such treatment will be applied to products imported into Egypt through countries which have no commercial arrangements with Egypt.

This régime is granted on condition of complete reciprocity, and without prejudice to the régime granted to Sudanese products, and that which may hereafter be applied to the products of certain adjacent countries in virtue of local agreements.

The present agreement will come into force as soon as you have notified me of your Government's consent. It may be denounced by either of the Contracting Parties at three month's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Wacif BOUTROS Ghaly,
Minister for Foreign Affairs.

To His Excellency
M. F. Parcher de Terjékfalva,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Hungary,
Berne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force June 12, 1930.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

M. kir. Követség Egyptom.
N^o 336/E.
1930.

BERNE, le 12 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence sous le N^o 1.24/3/11/du 4 juin 1930, ainsi conçue :

« Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Hongrie et l'Egypte, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaire de la Hongrie importés en Egypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Egypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Egypte des arrangements commerciaux.

» Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

» Le présent arrangement entrera en vigueur le 12 juin 1930. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois. »

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Félix PARCHER *m. p.*

*Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire.*

Son Excellence
Wacyf Boutros Ghaly Pacha
Ministre royal des Affaires étrangères,
Le Caire.

M. kir. Kivetség Egyptom :
No. 336/E
1930.

BERNE, June 12, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 1.24/3/II/ of June 4, 1930, the terms of which are as follows :

“ With reference to the negotiations in progress for the conclusion of a provisional commercial agreement between Hungary and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil or industry of Hungarian origin imported into Egypt whether for consumption, re-export or transit. Provisionally, such treatment will be applied to products imported into Egypt through countries which have no commercial arrangements with Egypt.

“ This régime is granted on condition of complete reciprocity, and without prejudice to the régime granted to Sudanese products, and that which may hereafter be applied to the products of certain adjacent countries in virtue of local agreements.

“ The present agreement will come into force on June 12, 1930. It may be denounced by either of the Contracting Parties at three months' notice ”.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Felix PARCHER,
*Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary.*

To His Excellency
Wacif Boutros Ghaly Pasha,
Royal Ministry of Foreign Affairs,
Cairo.

N° 2461.

BULGARIE ET GRÈCE

Convention d'extradition, avec protocole additionnel. Signés à Sofia, le 21 février 1929.

BULGARIA AND GREECE

Extradition Convention, with Additional Protocol. Signed at Sofia, February 21, 1929.

N^o 2461. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE. SIGNÉE A SOFIA, LE 21 FÉVRIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le Chargé d'affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 septembre 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, désirant régler les rapports juridiques entre les deux Etats en ce qui concerne l'extradition et le transport des criminels, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Son Excellence M. Athanase D. BOUROFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence M. Vassili DENDRAMIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Bulgarie ;

Lesquels, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

EXTRADITION.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivies ou condamnées par les tribunaux ordinaires de l'autre Partie, pour toute infraction pour laquelle l'extradition peut être autorisée par les lois de la Partie requise :

a) Si cette infraction, d'après les lois des deux Etats, alors même qu'elles ne seraient applicables que dans quelque partie de leur territoire, peut entraîner une peine privative de liberté d'une année au moins ou la peine capitale, ou si la personne réclamée a été condamnée pour le même fait à une peine privative de liberté de six mois au moins, ou à la peine capitale.

Cependant, si les lois de l'un des deux Etats frappent de la peine de mort une infraction qui, selon les lois de l'autre Etat, n'entraîne qu'une peine privative de liberté, l'extradition

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 18 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2461. — EXTRADITION CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE HELLENIC REPUBLIC. SIGNED AT SOFIA, FEBRUARY 21, 1929.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place September 18, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS and THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC, being desirous of regulating the judicial relations between the two States with regard to the extradition and conveyance of criminals, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

His Excellency M. Athanasius D. BOUROFF, Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

His Excellency M. Vassili DENDRAMIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Bulgaria ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

EXTRADITION.

The Contracting Parties undertake to deliver up to each other, upon requisition being made, persons found within the territory of one Party who are being proceeded against or have been convicted by the ordinary courts of the other Party, for any offence for which extradition may be granted under the laws of the Party applied to :

(a) Provided the offence in question is punishable under the laws of both States — even if these laws are applicable to only part of their territory — with imprisonment for at least one year or with death, or if the person claimed has been sentenced for the same offence to imprisonment for at least six months or to death.

Nevertheless, if the laws of either State punish with death an offence which under the laws of the other State is only punishable with imprisonment, extradition may only

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Sofia, August 18, 1930.

ne pourra être accordée que si les autorités de l'Etat requérant s'engagent, par une déclaration formelle, à ce que, dans le cas en question, la peine capitale ne soit pas exécutée.

b) Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requis.

c) Si la poursuite de l'infraction n'est pas réservée par les lois de l'Etat requis à ses propres tribunaux.

L'extradition sera également accordée pour tentative desdites infractions ou pour complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

Article 2.

Les Parties contractantes n'extraderont pas leurs propres nationaux.

Article 3.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION NE PEUT ÊTRE ACCORDÉE.

☒ L'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour les crimes et délits politiques ou faits connexes.

L'Etat requis est seul appelé à juger si une infraction est de cette nature.

Ne sera pas considérée comme infraction politique ni comme fait connexe à semblable infraction, l'attentat contre la personne du chef de chacun des Etats contractants ou contre la Reine des Bulgares, ainsi que contre l'héritier du Trône bulgare et de son épouse, lorsque cet attentat constituera un assassinat ou un homicide ou tentative ou complicité de ce fait ;

b) Pour les infractions d'ordre purement militaire ;

c) Pour les infractions de presse proprement dites ;

d) Pour les infractions aux lois de douanes, d'impôts et autre lois fiscales ;

e) Pour les infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur plainte de la partie lésée et peut être arrêtée par son renoncement ;

f) Si la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois en vigueur dans toutes les parties du territoire de l'une des Parties contractantes, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise, avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire, ou si l'on ne peut le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux ;

g) Si l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction ou s'il y a déjà été mis hors de cause ou gracié, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins que la législation de ce pays ne permette la reprise de la procédure pénale par suite de faits nouveaux.

Article 4.

DEMANDE D'EXTRADITION.

La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique ; on y joindra l'acte d'accusation, le mandat d'arrêt ou tout autre acte judiciaire équivalent, ou la sentence contre la personne réclamée. Ces actes indiqueront brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination, et seront

be granted if the authorities of the State making the application undertake, by formal declaration, that the death penalty will not be carried out in the case in question.

(b) Provided the offence has been committed outside the territory of the State applied to ;

(c) Provided the institution of proceedings in connection with the offence is not, under the law of the State applied to, a matter solely within the competence of its own Courts.

Extradition shall also be granted for attempts to commit the said offence or for complicity therein when such acts are punishable under the laws of both Contracting Parties.

Article 2.

The Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

Article 3.

OFFENCES FOR WHICH EXTRADITION MAY NOT BE GRANTED.

Extradition shall not be granted :

(a) For political crimes and offences, or acts connected therewith.

The State applied to shall alone be competent to decide whether the offence is of this nature.

An offence committed or attempted against the person of the Head of either Contracting State, or against the Queen of the Bulgarians, or against the heir to the throne of Bulgaria or his wife, shall not be deemed to be a political offence or an act connected with such an offence when it constitutes assassination or homicide, or an attempt to commit such crime, or complicity therein ;

(b) For purely military offences ;

(c) For press offences strictly so-called ;

(d) For offences against Customs, revenue or other fiscal laws ;

(e) For offences in respect of which proceedings can only be instituted on the complaint of the injured party and can be discontinued if such party so desires ;

(f) If exemption from prosecution or punishment has been acquired through lapse of time under the laws in force in all parts of the territory of either Contracting Party or under the laws of the State in which the offence was committed, before the accused has been arrested or committed for examination, or if it is impossible to take proceedings against him or to carry out sentence for other legal reasons :

(g) If proceedings have been instituted against the person claimed for the same offence in the country applied to, or if proceedings against him in that country have been dropped, or if he has been pardoned, or if he has already been convicted or acquitted in respect of the same offence, unless the laws of the country in question allow the re-opening of criminal proceedings in consequence of new facts.

Article 4.

REQUISITION FOR EXTRADITION.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel. It shall be accompanied by the indictment, the warrant or arrest or any other equivalent judicial document, or the judgment pronounced against the person claimed. These documents shall indicate briefly

accompagnés du texte certifié conforme de la loi pénale de l'Etat requérant applicable à l'infraction et indiquant la peine qu'elle entraîne.

Lorsqu'il s'agit d'actes contre la propriété il sera indiqué le montant du dommage réellement causé ou, le cas échéant, de celui que le malfaiteur a voulu causer.

Ces pièces à l'appui seront jointes en original ou en copies légalisées par le tribunal ou par toute autre autorité compétente de l'Etat requérant. Dans la mesure du possible, il y sera joint le signalement de la personne réclamée, sa photographie ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Article 5.

LANGUE A EMPLOYER.

Les documents mentionnés à l'article précédent seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant, dans la forme requise par les lois de celui-ci, et munis du sceau officiel. Ils seront accompagnés des traductions dans la langue officielle de l'Etat requis ou dans la langue française, faites ou attestées conformes soit par l'autorité compétente, soit par un interprète de l'Etat requérant, qu'il soit assermenté ou officiel et qui les munira de sa signature et de son cachet.

Article 6.

EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction faisant l'objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées à l'Etat requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter les doutes.

Article 7.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus aux articles 4 et 5, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance inadmissible.

Article 8.

ARRESTATION PROVISOIRE.

En cas d'urgence, la personne réclamée pourra être mise provisoirement en détention, même avant que la demande d'extradition ait été présentée, sur tout avis transmis par la poste ou par le télégraphe, à condition qu'il y soit fait mention d'un mandat d'arrêt ou d'une sentence et qu'en même temps l'infraction y soit indiquée. Cet avis pourra être adressé par le tribunal ou autorité compétente de l'Etat requérant à l'autorité compétente de l'Etat requis.

Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie, ou inscrit comme recherché par la police dans leurs bulletins ou registres respectifs.

L'autorité qui a procédé à l'arrestation d'un individu, conformément aux alinéas précédents, en informe sans retard l'autorité qui a demandé cette arrestation ou bien l'autorité par laquelle

the offence in question and its particular character and denomination, and shall be accompanied by the certified text of the penal law of the applicant State which covers the offence, with a statement of the penalty involved.

In the case of offences against property, the amount of the damage actually caused, or of the damage which the offender purposed to cause, shall be indicated.

The originals of these documents in support of the requisition, or copies certified by the Court or by any other competent authority of the applicant State, shall be attached. They shall, whenever possible, be accompanied by a description of the person claimed, his photograph or other particulars which may help to establish his identity.

Article 5.

LANGUAGE TO BE EMPLOYED.

The documents mentioned in the preceding Article shall be drawn up in the official language of the applicant State in the form required by its laws and shall bear the official seal. Translations in the official language of the State applied to, or in French, made or certified correct either by the competent authority or by a sworn or official interpreter of the applicant State, who shall sign and seal them, shall be attached thereto.

Article 6.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

Should there be any doubt whether the offence which forms the subject of the proceedings comes within the provisions of the present Convention, the applicant State shall be asked to furnish explanations, and extradition shall only be granted when the explanations furnished are of a nature to dispel such doubts.

Article 7.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

On receipt of the requisition for extradition, together with the documents mentioned in Articles 4 and 5, the State applied to shall take all necessary steps to arrest the person claimed and prevent his escape unless extradition should at once appear to be inadmissible.

Article 8.

PROVISIONAL ARREST.

In urgent cases, the person claimed may be taken provisionally into custody, even before the requisition for extradition has been submitted, on notification by post or telegraph, provided reference is made in such notification to a warrant of arrest or a judgment, and that the nature of the offence is also indicated. This notification may be addressed by the Court or competent authority of the applicant State to the competent authority of the State applied to.

The competent authorities of each of the Contracting Parties may, even in the absence of such notification, provisionally arrest any person discovered in their territory whose description has been given by the authorities of the other Party, or who is entered as wanted by the police in their respective bulletins or registers.

The authority which has effected the arrest of a person in conformity with the foregoing paragraph shall at once inform the authority applying for this arrest or the authority which is

cet individu est poursuivi d'après l'avis publié dans les bulletins ou registres de police, en indiquant en même temps l'endroit de sa détention.

Si, dans un délai de quinze jours à partir de la date où cette information a été expédiée conformément aux dispositions ci-dessus l'autre Partie contractante ne fait pas savoir que l'extradition de l'individu arrêté sera demandée, celui-ci pourra être mis en liberté.

Article 9.

Si la demande d'extradition accompagnée des pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5 n'a pas été reçue dans un délai de six semaines à compter du jour où la communication d'arrestation prévue par l'avant dernier alinéa de l'article précédent a été expédiée, la personne arrêtée pourra être mise en liberté.

Dans le cas où des explications complémentaires auraient été demandées conformément à l'article 6, la personne arrêtée pourra également être libérée si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai convenable qu'il a fixé. Ce délai pourra, sur demande motivée, être prolongé, sans toutefois que la durée de l'arrestation provisoire puisse dépasser deux mois.

Article 10.

DEMANDE D'EXTRADITION PRÉSENTÉE PAR PLUSIEURS ETATS.

Si l'individu dont l'extradition est demandée par une des Parties contractantes est également réclamé par un ou plusieurs autres Etats, l'Etat requis sera libre de le livrer soit à l'Etat dont il est ressortissant, soit à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Si parmi les Etats requérants ne se trouve pas l'Etat dont la personne est ressortissante, l'Etat requis pourra l'informer des réclamations parvenues de la part d'autres Etats, en lui fixant un délai de quinze jours pour faire connaître s'il entend lui aussi demander l'extradition. Les dispositions du premier alinéa de l'article 9 seront également applicables en ce qui concerne sa demande d'extradition. Autrement, la personne réclamée sera livrée à l'Etat sur le territoire duquel elle a commis l'infraction la plus grave et, s'il s'agit d'infractions d'une gravité égale, à l'Etat dont la demande d'extradition sera parvenue la première. 1

Ces dispositions ne portent pas atteinte aux engagements pris antérieurement par l'un des Etats contractants vis-à-vis d'autres Etats.

Article 11.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné sur le territoire de l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou bien s'il s'y trouve en détention pour d'autres motifs, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées ou, en cas de sa condamnation, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine ou qu'il en ait obtenu la remise ou bien que sa détention occasionnée par d'autres motifs soit terminée.

Cet ajournement n'empêchera pas de statuer sans délai au sujet de l'extradition.

Article 12.

REMISE TEMPORAIRE DE L'INDIVIDU RÉCLAMÉ.

Si l'ajournement de l'extradition mentionnée au premier alinéa de l'article 11 pouvait cependant avoir comme effet, d'après les lois de l'Etat requérant, la prescription ou d'autres entraves importan-

taking proceedings against the person referred to in the notification published in the police bulletins or registers, at the same time mentioning the place in which he is being kept in custody.

If, within a period of fifteen days from the date on which this information was forwarded in conformity with the above provisions, the other Contracting Party has not intimated that it will ask for the surrender of the person arrested, the latter may be set at liberty.

Article 9.

Should the requisition for extradition, accompanied by the documents in support mentioned in Articles 4 and 5, not be received within six weeks from the date on which, in accordance with the last paragraph but one of the preceding Article, the intimation of arrest was despatched, the person arrested may be set at liberty.

If additional explanations have been asked for under Article 6, the person arrested may also be set at liberty if such explanations are not furnished to the State applied to within an appropriate period fixed by the latter. This period may, on receipt of a reasoned request, be prolonged, provided however that the total period of provisional custody does not exceed two months.

Article 10.

REQUISITION FOR EXTRADITION SUBMITTED BY MORE THAN ONE STATE.

Should a person whose extradition is requested by one of the Contracting Parties also be claimed by one or more other States, the State applied to may surrender him either to the State of which he is a national or to the State in whose territory the offence was committed.

If the State of which the person in question is a national is not one of the applicant States, the State applied to may inform it of the applications received from the other States, granting it a period of fifteen days within which it may declare whether it also intends to apply for extradition. The provisions of the first paragraph of Article 9 shall also be applicable to its requisition for extradition. Otherwise the person claimed shall be surrendered to the State in whose territory the most serious offence was committed, or, if the offences are of equal gravity, to the State whose requisition was first received.

These provisions shall not affect any obligations which either of the Contracting Parties may have previously assumed towards third States.

Article 11.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

If proceedings are in progress against the person claimed, or if that person has already been sentenced in the territory of the State applied to for an offence other than that leading to the requisition for extradition, or if he is being kept there in custody for other reasons, his extradition may be postponed until the proceedings are concluded, or, in the event of his conviction, until he has served his sentence or until the sentence has been remitted, or until he ceases to be kept, for other reasons, in custody.

This postponement shall not prevent the giving of a decision without delay in regard to the extradition.

Article 12.

TEMPORARY SURRENDER.

If the postponement of extradition, as mentioned in the first paragraph of Article 11, might, under the laws of the applicant State, lead to exemption from prosecution through lapse of time,

tes à la poursuite, on pourra accorder la remise temporaire de l'individu réclamé, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et à la condition que l'extradé soit renvoyé aussitôt que dans l'Etat requérant les actes de l'instruction pour lesquels l'individu a été temporairement réclamé seront terminés.

Article 13.

LIMITES AU DROIT D'EXTRADITION.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni condamné dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, ni livré à un pays tiers pour des infractions commises avant son extradition, autres que celle pour laquelle son extradition a été accordée.

Pour ces infractions commises avant l'extradition l'individu extradé pourra être poursuivi, puni ou livré à un pays tiers seulement :

a) Si l'Etat qui avait accordé l'extradition y consent ultérieurement. Ce consentement ne saurait être refusé si l'extradition pour les infractions en question est prévue par la présente convention. L'Etat qui a extradé le malfaiteur pourra exiger que le consentement soit demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition avec les pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5.

b) Si ledit individu n'a pas quitté, nonobstant le manque de tout empêchement, dans un délai de 48 heures, le territoire de l'Etat auquel il a été extradé après y avoir été jugé et, en cas de condamnation, après y avoir subi la peine ou après y avoir été gracié ou s'il y est retourné par la suite.

L'Etat auquel fut accordé le consentement à l'extradition conformément à la lettre *a)* informera l'autre Etat du résultat final de la poursuite en lui envoyant une copie légalisée du jugement.

Article 14.

TRANSIT DES CRIMINELS.

Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et un tiers Etat, l'autre Partie accordera, sur demande, son transport à travers son territoire.

Les dispositions relatives à l'autorisation d'extradition s'appliquent également à ce transit.

Le transit sera effectué par les agents de la Partie requise, dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

Si, dans le délai de deux mois à partir du jour où l'Etat requérant a été informé que l'extradition fut accordée, celui-ci ne produit pas la preuve du consentement au transit de la part de l'Etat à travers le territoire duquel l'individu réclamé doit être transporté, l'autorisation d'extradition sera nulle.

Article 15.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION.

Tous les objets qui constituent le corps du délit ou qui ont servi à le commettre, de même que les papiers ou autres pièces à conviction qui seraient trouvés ou saisis, par suite de l'intervention de la justice, sur la personne réclamée ou sur des tiers, seront remis à l'autorité requérante.

Cette remise s'effectuera même dans le cas où l'extradition ne pourrait avoir lieu en raison de la mort ou de la fuite du prévenu.

Seront réservés les droits des tiers sur lesdits objets qui leur seront restitués, sans frais, une fois le procès terminé.

or in any other way seriously hinder the prosecution, the person claimed may, unless special considerations render such a course undesirable, be surrendered temporarily, provided he be sent back as soon as the judicial investigation on account of which his temporary surrender was requested has been concluded in the applicant State.

Article 13.

LIMITS TO THE RIGHT OF EXTRADITION.

A surrendered person may not be proceeded against or sentenced in the State to which extradition has been granted, or surrendered to a third country, for an offence committed before his extradition, other than that for which his extradition was granted.

In the case of other offences committed before extradition, the person surrendered may be proceeded against, punished, or delivered up to a third country, only :

(a) If the State granting extradition subsequently consents thereto. Such consent may not be refused if the offence is an extradition offence under the present Convention. The State which has surrendered the offender may require that consent be requested in the manner laid down for requisitions for surrender, with the documents in support mentioned in Articles 4 and 5 ;

(b) If within a period of forty-eight hours the person in question has not, though free to do so, left the territory of the State to which he was surrendered, after trial therein, or in the event of conviction, after serving his sentence or being pardoned, or if he returns to the territory subsequently.

The State whose requisition for surrender has been granted in conformity with sub-paragraph (a) shall inform the other State of the final result of the proceedings and shall transmit to it a legalised copy of the judgment.

Article 14.

CONVEYANCE OF CRIMINALS IN TRANSIT.

If an offender is to be surrendered from one of the Contracting Parties to a third State, the other Party shall on request allow the offender to be conveyed through its territory.

The provisions relating to the authorisation of extradition shall also apply to such cases of conveyance in transit.

Conveyance in transit shall be effected by the police officials of the Party applied to under such conditions and by such means as that Party may determine.

If, within two months from the date on which the applicant State has been informed that extradition has been granted, this State has not produced authorisation for conveyance in transit from the State through whose territory the person claimed is to be conveyed, the authorisation for extradition shall be null and void.

Article 15.

HANDING OVER OF ARTICLES SERVING AS PROOF OF THE CRIME.

All articles which constitute the main proof of the crime or which have been used in committing it, and also papers or other evidence that may have been found or seized, as a result of the action of the judicial authorities, on the person claimed or on third parties shall be handed over to the applicant authority.

They shall be handed over even when extradition cannot take place owing to the death or escape of the accused.

The rights of third parties over these articles shall be reserved and the said articles shall be returned to them, free of charge, as soon as the trial has been concluded.

Article 16.

FRAIS D'EXTRADITION.

Les frais causés par la détention, l'entretien et le transport de la personne dont l'extradition a été accordée, ainsi que les frais de dépôt et de transport des objets qui, d'après l'article 15, devront être remis ou restitués, resteront à la charge des deux Etats, dans les limites de leurs territoires respectifs. Seront à la charge de l'Etat requérant les frais occasionnés par l'extradition temporaire et le retour des personnes mentionnées dans l'article 12, de même que les frais du transit et d'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition ou la remise temporaire aura été accordée.

Article 17.

DISPOSITIONS FINALES.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Sofia.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur tant que l'une des Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Sofia, le 21 février 1929.

(L. S.) *m. p.* A. D. BOUROFF.

(L. S.) *m. p.* V. DENDRAMIS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les Plénipotentiaires du Royaume de Bulgarie et de la République hellénique, en passant à la signature de la Convention d'extradition, déclarent s'être mis d'accord que les Parties contractantes se communiqueront la liste des lieux de la frontière et des autorités qui y sont chargées de remettre ou de recevoir les individus extradés.

Ce protocole fait partie intégrante de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé ce protocole additionnel et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Sofia, le 21 février 1929.

(L. S.) *m. p.* A. D. BOUROFF.

(L. S.) *m. p.* V. DENDRAMIS.

Article 16.

EXTRADITION EXPENSES.

The expenses occasioned by the custody, maintenance and conveyance of the person whose extradition has been granted, and also the expenses occasioned by the storage and conveyance of articles which, in accordance with Article 15, must be handed over or restored, shall be borne by the two States within the limits of their respective territories. The applicant State shall bear the expenses occasioned by temporary extradition and the return of the persons mentioned in Article 12, and also the expenses of conveyance and maintenance during the passage through intermediate territories of persons whose extradition or temporary surrender has been granted.

Article 17.

FINAL PROVISIONS.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Sofia.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force until six months after either Contracting Party has notified the other of its intention to terminate the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Sofia on February 21, 1929.

(L. S.) (*Signed*) A. D. BOUROFF. (L. S.) (*Signed*) V. DENDRAMIS.

ADDITIONAL PROTOCOL.

The Plenipotentiaries of the Kingdom of Bulgaria and the Greek Republic, on proceeding to sign the Extradition Convention, declare that they have agreed that the Contracting Parties shall communicate to each other a list of frontier places and of the authorities responsible therein for handing over and receiving surrendered persons.

This Protocol shall form an integral part of the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Additional Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Sofia on February 21, 1929.

(L. S.) (*Signed*) A. D. BOUROFF. (L. S.) (*Signed*) V. DENDRAMIS.

N° 2462.

FRANCE ET LUXEMBOURG

Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Paris, le 20 octobre 1927.

FRANCE AND LUXEMBURG

Treaty of Conciliation and Arbitration.
Signed at Paris, October 20, 1927.

N^o 2462. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA FRANCE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. SIGNÉ A PARIS, LE 20 OCTOBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le ministre d'Etat, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 septembre 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG,

S'inspirant des relations de bon voisinage et d'amitié qui unissent si heureusement la France et le Grand-Duché de Luxembourg ;

Egalement soucieux d'écartier tout ce qui pourrait y porter atteinte et convaincus que les contestations qui viendraient à surgir entre les deux pays ne sauraient, à défaut d'arrangement amiable, être réglées que pacifiquement par la voie du droit et de la justice, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, député, ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. BECH, ministre d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Toutes contestations entre les Hautes Parties contractantes, quelle qu'en soit l'origine, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 8 septembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2462. — TREATY ² OF CONCILIATION AND ARBITRATION
BETWEEN FRANCE AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG.
SIGNED AT PARIS, OCTOBER 20, 1927.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and the Minister of State, President of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg. The registration of this Convention took place September 18, 1930.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHES
OF LUXEMBURG ;

Being mindful of the good and neighbourly relations which so happily unite France and the Grand Duchy of Luxemburg ;

And being desirous of avoiding anything which might impair these relations, and being moreover convinced that any disputes which might arise between the two countries would never, in the absence of amicable agreement, be settled otherwise than peaceably, by way of law and justice, in conformity with the principles embodied in the Covenant of the League of Nations,

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Deputy, Minister for Foreign Affairs.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. BECH, Minister of State of the Grand Duchy of Luxemburg.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle in all cases, by peaceable means, and in accordance with the methods prescribed in the present Treaty, all legal and other disputes of whatever character which may arise between France and the Grand Duchy of Luxemburg, and which it has not been found possible to settle through the ordinary diplomatic procedure.

Article 2.

All disputes between the High Contracting Parties, irrespective of their origin, which it has not been found possible to settle by amicable agreement through the ordinary diplomatic procedure,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, September 8, 1930.

pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après :

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale la contestation sera soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente dite « Commission permanente de conciliation », constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité, qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans les délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable, ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination des commissions à désigner en commun n'intervenait pas dans ce délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération helvétique sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la partie adverse.

shall be submitted for decision either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice, as laid down hereinafter :

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of such conventions.

Article 3.

Before any resort is made to arbitral procedure, or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission, styled " The Permanent Conciliation Commission ", constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 3 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say : the High Contracting Parties shall each nominate a commissioner chosen from among their respective nationals and shall appoint, by common agreement, the three other commissioners from among the nationals of third Powers : these three commissioners must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The commissioners shall be appointed for three years, and their mandate shall be renewable. Their appointment shall continue until their replacement and, in any case, until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months from the entry into force of the present Convention.

If the nomination of the commissioners to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dresse un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (des Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission. Elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile. La commission aura, de son côté, la faculté

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date when the Permanent Conciliation Commission shall have been informed of the dispute, each of the Parties may, for the examination of the particular dispute, replace its Commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October, 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard. The Commission, on its side,

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

de demander des explications orales aux agents conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation, et en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition des témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitiés.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévue par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une et l'autre d'entre elles auront la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de justice internationale.

DISPOSITION GÉNÉRALE

Article 18.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation, ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut¹, indiqueront (s'il y a lieu) et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises ; chacune des Hautes Parties contrac-

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; et vol. CIV, page 492, de ce recueil.

shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Governments.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use means at their disposal to allow it to proceed, in their territories and in accordance with their laws, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, each commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share. The expenses occasioned by the work of the Commission shall also be borne equally by the Parties.

Article 17.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be jointly submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute, or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement, one or other of them may, after giving a month's notice, bring the dispute before the Permanent Court of International Justice by means of a request.

GENERAL PROVISION.

Article 18.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Conciliation Commission or — if the latter was no longer seized of the dispute — the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute¹, shall lay down, if necessary, and within the shortest possible time, the provisional measures to be adopted. Each of the High Contracting

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; and Vol. CIV, page 492, of this Series.

tantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes, encore que d'autres Puissances aient également intérêt dans le différend.

Article 20.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Paris.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 20 octobre 1927.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) BECH.

Pour le Ministre des Affaires étrangères et par délégation :

Pour l'Ambassadeur de France, secrétaire général :

P. DE FOUQUIÈRES.

Pour expédition conforme, transmise aux fins d'enregistrement au Secrétariat général de la Société des Nations, à Genève.

Les instruments de ratification ont été échangés à Paris, le 8 septembre 1930.

Genève, le 8 septembre 1930.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement :*

Bech.

Parties undertakes to accept such measures, to abstain from all measures likely to have effects prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 19.

The present Treaty shall continue to be applicable as between the High Contracting Parties, even if other Powers should also be interested in the dispute.

Article 20.

The present Treaty shall be transmitted for registration to the League of Nations in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Paris.

It shall come into force immediately upon the exchange of ratifications. It shall be valid for ten years, reckoned from the time of its coming into force. If it has not been denounced six months before the expiration of this period, it shall be considered as renewed for a period of five years, and so on, for successive periods.

If, on the expiry of the present Treaty, any proceedings under this Treaty shall be pending before the Permanent Conciliation Commission, before an arbitral tribunal or before the Permanent Court of International Justice, such proceedings shall be continued to their conclusion.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Paris in duplicate on October 20, 1927.

(L. S.) (*Signed*) A. BRIAND.

(L. S.) (*Signed*) BECH.

